CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

# Bankruptcy and Insolvency Act

# Loi sur la faillite et l'insolvabilité

CHAPTER B-3

CHAPITRE B-3

Current to November 3, 2010

À jour au 3 novembre 2010

Published by the Minister of Justice at the following address:
http://laws-lois.justice.gc.ca

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
http://lois-laws.justice.gc.ca

## OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

**31.** (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

## CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1er juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

**31.** (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

**CHAPTER B-3** **CHAPITRE B-3**

An Act respecting bankruptcy and insolvency

Loi concernant la faillite et l'insolvabilité

## SHORT TITLE

Short title

**1.** This Act may be cited as the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

R.S., 1985, c. B-3, s. 1; 1992, c. 27, s. 2.

## TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

**1.** *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 1; 1992, ch. 27, art. 2.

## INTERPRETATION

Definitions

**2.** In this Act,

"affidavit" « *affidavit* »

"affidavit" includes statutory declaration and solemn affirmation;

"aircraft objects" « *biens aéronautiques* »

"aircraft objects" has the same meaning as in subsection 2(1) of the *International Interests in Mobile Equipment (aircraft equipment) Act*;

"application" *Version anglaise seulement*

"application", with respect to a bankruptcy application filed in a court in the Province of Quebec, means a motion;

"assignment" « *cession* »

"assignment" means an assignment filed with the official receiver;

"bank" « *banque* »

"bank" means

(*a*) every bank and every authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the *Bank Act*,

(*b*) every other member of the Canadian Payments Association established by the *Canadian Payments Act*, and

(*c*) every local cooperative credit society, as defined in subsection 2(1) of the Act referred to in paragraph (*b*), that is a member of a central cooperative credit society, as defined in that subsection, that is a member of that Association;

"bankrupt" « *failli* »

"bankrupt" means a person who has made an assignment or against whom a bankruptcy order has been made or the legal status of that person;

## DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Définitions

**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« accord de transfert de titres pour obtention de crédit » "*title transfer credit support agreement*"

« accord de transfert de titres pour obtention de crédit » Accord aux termes duquel une personne insolvable ou un failli transfère la propriété d'un bien en vue de garantir le paiement d'une somme ou l'exécution d'une obligation relativement à un contrat financier admissible.

« actif à court terme » "*current assets*"

« actif à court terme » Sommes en espèces, équivalents de trésorerie — notamment les effets négociables et dépôts à vue —, inventaire, comptes à recevoir ou produit de toute opération relative à ces actifs.

« actionnaire » "*shareholder*"

« actionnaire » S'agissant d'une personne morale ou d'une fiducie de revenu assujetties à la présente loi, est assimilée à l'actionnaire la personne ayant un intérêt dans cette personne morale ou détenant des parts de cette fiducie.

« administrateur » "*director*"

« administrateur » S'agissant d'une personne morale autre qu'une fiducie de revenu, toute personne exerçant les fonctions d'administrateur, indépendamment de son titre, et, s'agissant d'une fiducie de revenu, toute personne exerçant les fonctions de fiduciaire, indépendamment de son titre.

« affidavit » "*affidavit*"

« affidavit » Sont assimilées à un affidavit une déclaration et une affirmation solennelles.

« agent négociateur » "*bargaining agent*"

« agent négociateur » Syndicat ayant conclu une convention collective pour le compte des employés d'une personne.

"bankruptcy" « *faillite* »
"bankruptcy" means the state of being bankrupt or the fact of becoming bankrupt;

"bargaining agent" « *agent négociateur* »
"bargaining agent" means any trade union that has entered into a collective agreement on behalf of the employees of a person;

"child" [Repealed, 2000, c. 12, s. 8]

"claim provable in bankruptcy", "provable claim" or "claim provable" « *réclamation prouvable en matière de faillite* » *ou* « *réclamation prouvable* »
"claim provable in bankruptcy", "provable claim" or "claim provable" includes any claim or liability provable in proceedings under this Act by a creditor;

"collective agreement" « *convention collective* »
"collective agreement", in relation to an insolvent person, means a collective agreement within the meaning of the jurisdiction governing collective bargaining between the insolvent person and a bargaining agent;

"common-law partner" « *conjoint de fait* »
"common-law partner", in relation to an individual, means a person who is cohabiting with the individual in a conjugal relationship, having so cohabited for a period of at least one year;

"common-law partnership" « *union de fait* »
"common-law partnership" means the relationship between two persons who are common-law partners of each other;

"corporation" « *personne morale* »
"corporation" means a company or legal person that is incorporated by or under an Act of Parliament or of the legislature of a province, an incorporated company, wherever incorporated, that is authorized to carry on business in Canada or has an office or property in Canada or an income trust, but does not include banks, authorized foreign banks within the meaning of section 2 of the *Bank Act*, insurance companies, trust companies, loan companies or railway companies;

"court" « *tribunal* »
"court", except in paragraphs 178(1)(*a*) and (*a.1*) and sections 204.1 to 204.3, means a court referred to in subsection 183(1) or (1.1) or a judge of that court, and includes a registrar when exercising the powers of the court conferred on a registrar under this Act;

"creditor" « *créancier* »
"creditor" means a person having a claim provable as a claim under this Act;

"current assets" « *actif à court terme* »
"current assets" means cash, cash equivalents — including negotiable instruments and demand deposits — inventory or accounts receiv-

« banque » "*bank*"
« banque »

*a*) Les banques et les banques étrangères autorisées, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques*;

*b*) les membres de l'Association canadienne des paiements créée par la *Loi canadienne sur les paiements*;

*c*) les sociétés coopératives de crédit locales définies au paragraphe 2(1) de la loi mentionnée à l'alinéa *b*) et affiliées à une centrale — au sens du même paragraphe — qui est elle-même membre de cette association.

« bien » "*property*"
« bien » Bien de toute nature, qu'il soit situé au Canada ou ailleurs. Sont compris parmi les biens les biens personnels et réels, en droit ou en equity, les sommes d'argent, marchandises, choses non possessoires et terres, ainsi que les obligations, servitudes et toute espèce de domaines, d'intérêts ou de profits, présents ou futurs, acquis ou éventuels, sur des biens, ou en provenant ou s'y rattachant.

« biens » [Abrogée, 2004, ch. 25, art. 7]

« biens aéronautiques » "*aircraft objects*"
« biens aéronautiques » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (matériels d'équipement aéronautiques)*.

« cession » "*assignment*"
« cession » Cession déposée chez le séquestre officiel.

« conjoint de fait » "*common-law partner*"
« conjoint de fait » La personne qui vit avec la personne en cause dans une relation conjugale depuis au moins un an.

« conseiller juridique » "*legal counsel*"
« conseiller juridique » Toute personne qualifiée, en vertu du droit de la province, pour donner des avis juridiques.

« contrat financier admissible » "*eligible financial contract*"
« contrat financier admissible » Contrat d'une catégorie prescrite.

« convention collective » "*collective agreement*"
« convention collective » S'agissant d'une personne insolvable, s'entend au sens donné à ce terme par les règles de droit applicables aux négociations collectives entre elle et l'agent négociateur.

« créancier » "*creditor*"
« créancier » Personne titulaire d'une réclamation prouvable à ce titre sous le régime de la présente loi.

able, or the proceeds from any dealing with those assets;

"date of the bankruptcy" « *date de la faillite* »

"date of the bankruptcy", in respect of a person, means the date of

(*a*) the granting of a bankruptcy order against the person,

(*b*) the filing of an assignment in respect of the person, or

(*c*) the event that causes an assignment by the person to be deemed;

"date of the initial bankruptcy event" « *ouverture de la faillite* »

"date of the initial bankruptcy event", in respect of a person, means the earliest of the day on which any one of the following is made, filed or commenced, as the case may be:

(*a*) an assignment by or in respect of the person,

(*b*) a proposal by or in respect of the person,

(*c*) a notice of intention by the person,

(*d*) the first application for a bankruptcy order against the person, in any case

(i) referred to in paragraph 50.4(8)(*a*) or 57(*a*) or subsection 61(2), or

(ii) in which a notice of intention to make a proposal has been filed under section 50.4 or a proposal has been filed under section 62 in respect of the person and the person files an assignment before the court has approved the proposal,

(*e*) the application in respect of which a bankruptcy order is made, in the case of an application other than one referred to in paragraph (*d*), or

(*f*) proceedings under the *Companies' Creditors Arrangement Act*;

"debtor" « *débiteur* »

"debtor" includes an insolvent person and any person who, at the time an act of bankruptcy was committed by him, resided or carried on business in Canada and, where the context requires, includes a bankrupt;

"director" « *administrateur* »

"director" in respect of a corporation other than an income trust, means a person occupying the position of director by whatever name called and, in the case of an income trust, a person occupying the position of trustee by whatever name called;

« créancier garanti » "*secured creditor*"

« créancier garanti » Personne titulaire d'une hypothèque, d'un gage, d'une charge ou d'un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement. S'entend en outre :

*a*) de la personne titulaire, selon le *Code civil du Québec* ou les autres lois de la province de Québec, d'un droit de rétention ou d'une priorité constitutive de droit réel sur ou contre les biens du débiteur ou une partie de ses biens;

*b*) lorsque l'exercice de ses droits est assujetti aux règles prévues pour l'exercice des droits hypothécaires au livre sixième du *Code civil du Québec* intitulé *Des priorités et des hypothèques* :

(i) de la personne qui vend un bien au débiteur, sous condition ou à tempérament,

(ii) de la personne qui achète un bien au débiteur avec faculté de rachat en faveur de celui-ci,

(iii) du fiduciaire d'une fiducie constituée par le débiteur afin de garantir l'exécution d'une obligation.

« date de la faillite » "*date of the bankruptcy*"

« date de la faillite » S'agissant d'une personne, la date :

*a*) soit de l'ordonnance de faillite la visant;

*b*) soit du dépôt d'une cession de biens la visant;

*c*) soit du fait sur la base duquel elle est réputée avoir fait une cession de biens.

« débiteur » "*debtor*"

« débiteur » Sont assimilées à un débiteur toute personne insolvable et toute personne qui, à l'époque où elle a commis un acte de faillite, résidait au Canada ou y exerçait des activités. S'entend en outre, lorsque le contexte l'exige, d'un failli.

« disposition » [Abrogée, 2005, ch. 47, art. 2]

« enfant » [Abrogée, 2000, ch. 12, art. 8]

« entreprise de service public » "*public utility*"

« entreprise de service public » Vise notamment la personne ou l'organisme qui fournit du combustible, de l'eau ou de l'électricité, un service

"eligible financial contract" « *contrat financier admissible* »

"eligible financial contract" means an agreement of a prescribed kind;

"equity claim" « *réclamation relative à des capitaux propres* »

"equity claim" means a claim that is in respect of an equity interest, including a claim for, among others,

(*a*) a dividend or similar payment,

(*b*) a return of capital,

(*c*) a redemption or retraction obligation,

(*d*) a monetary loss resulting from the ownership, purchase or sale of an equity interest or from the rescission, or, in Quebec, the annulment, of a purchase or sale of an equity interest, or

(*e*) contribution or indemnity in respect of a claim referred to in any of paragraphs (*a*) to (*d*);

"equity interest" « *intérêt relatif à des capitaux propres* »

"equity interest" means

(*a*) in the case of a corporation other than an income trust, a share in the corporation — or a warrant or option or another right to acquire a share in the corporation — other than one that is derived from a convertible debt, and

(*b*) in the case of an income trust, a unit in the income trust — or a warrant or option or another right to acquire a unit in the income trust — other than one that is derived from a convertible debt;

"executing officer" « *huissier-exécutant* »

"executing officer" includes a sheriff, a bailiff and any officer charged with the execution of a writ or other process under this Act or any other Act or proceeding with respect to any property of a debtor;

"financial collateral" « *garantie financière* »

"financial collateral" means any of the following that is subject to an interest, or in the Province of Quebec a right, that secures payment or performance of an obligation in respect of an eligible financial contract or that is subject to a title transfer credit support agreement:

(*a*) cash or cash equivalents, including negotiable instruments and demand deposits,

(*b*) securities, a securities account, a securities entitlement or a right to acquire securities, or

de télécommunications, d'enlèvement des ordures ou de lutte contre la pollution ou encore des services postaux.

« failli » "*bankrupt*"

« failli » Personne qui a fait une cession ou contre laquelle a été rendue une ordonnance de faillite. Peut aussi s'entendre de la situation juridique d'une telle personne.

« faillite » "*bankruptcy*"

« faillite » L'état de faillite ou le fait de devenir en faillite.

« fiducie de revenu » "*income trust*"

« fiducie de revenu » Fiducie qui possède un actif au Canada et dont les parts sont inscrites à une bourse de valeurs mobilières visée par les Règles générales à la date de l'ouverture de la faillite, ou sont détenues en majorité par une fiducie dont les parts sont inscrites à une telle bourse à cette date.

« garantie financière » "*financial collateral*"

« garantie financière » S'il est assujetti soit à un intérêt ou, dans la province de Québec, à un droit garantissant le paiement d'une somme ou l'exécution d'une obligation relativement à un contrat financier admissible, soit à un accord de transfert de titres pour obtention de crédit, l'un ou l'autre des éléments suivants :

*a*) les sommes en espèces et les équivalents de trésorerie — notamment les effets négociables et dépôts à vue;

*b*) les titres, comptes de titres, droits intermédiés et droits d'acquérir des titres;

*c*) les contrats à terme ou comptes de contrats à terme.

« huissier-exécutant » "*sheriff*"

« huissier-exécutant » Shérif, huissier ou autre personne chargée de l'exécution d'un bref ou autre procédure sous l'autorité de la présente loi ou de toute autre loi, ou de toute autre procédure relative aux biens du débiteur.

« intérêt relatif à des capitaux propres » "*equity interest*"

« intérêt relatif à des capitaux propres »

*a*) S'agissant d'une personne morale autre qu'une fiducie de revenu, action de celle-ci ou bon de souscription, option ou autre droit permettant d'acquérir une telle action et ne provenant pas de la conversion d'une dette convertible;

*b*) s'agissant d'une fiducie de revenu, part de celle-ci ou bon de souscription, option ou autre droit permettant d'acquérir une telle part et ne provenant pas de la conversion d'une dette convertible.

(*c*) a futures agreement or a futures account;

"General Rules" « *Règles générales* »

"General Rules" means the General Rules referred to in section 209;

"income trust" « *fiducie de revenu* »

"income trust" means a trust that has assets in Canada if

(*a*) its units are listed on a prescribed stock exchange on the date of the initial bankruptcy event, or

(*b*) the majority of its units are held by a trust whose units are listed on a prescribed stock exchange on the date of the initial bankruptcy event;

"insolvent person" « *personne insolvable* »

"insolvent person" means a person who is not bankrupt and who resides, carries on business or has property in Canada, whose liabilities to creditors provable as claims under this Act amount to one thousand dollars, and

(*a*) who is for any reason unable to meet his obligations as they generally become due,

(*b*) who has ceased paying his current obligations in the ordinary course of business as they generally become due, or

(*c*) the aggregate of whose property is not, at a fair valuation, sufficient, or, if disposed of at a fairly conducted sale under legal process, would not be sufficient to enable payment of all his obligations, due and accruing due;

"legal counsel" « *conseiller juridique* »

"legal counsel" means any person qualified, in accordance with the laws of a province, to give legal advice;

"locality of a debtor" « *localité* »

"locality of a debtor" means the principal place

(*a*) where the debtor has carried on business during the year immediately preceding the date of the initial bankruptcy event,

(*b*) where the debtor has resided during the year immediately preceding the date of the initial bankruptcy event, or

(*c*) in cases not coming within paragraph (*a*) or (*b*), where the greater portion of the property of the debtor is situated;

"Minister" « *ministre* »

"Minister" means the Minister of Industry;

"net termination value" « *valeurs nettes dues à la date de résiliation* »

"net termination value" means the net amount obtained after netting or setting off or compensating the mutual obligations between the par-

« localité » "*locality of a debtor*"

« localité » En parlant d'un débiteur, le lieu principal où, selon le cas :

*a*) il a exercé ses activités au cours de l'année précédant l'ouverture de sa faillite;

*b*) il a résidé au cours de l'année précédant l'ouverture de sa faillite;

*c*) se trouve la plus grande partie de ses biens, dans les cas non visés aux alinéas *a*) ou *b*).

« localité d'un débiteur » [Abrogée, 2005, ch. 47, art. 2(F)]

« ministre » "*Minister*"

« ministre » Le ministre de l'Industrie.

« moment de la faillite » "*time of the bankruptcy*"

« moment de la faillite » S'agissant d'une personne, le moment :

*a*) soit du prononcé de l'ordonnance de faillite la visant;

*b*) soit du dépôt d'une cession de biens la visant;

*c*) soit du fait sur la base duquel elle est réputée avoir fait une cession de biens.

« opération sous-évaluée » "*transfer at undervalue*"

« opération sous-évaluée » Toute disposition de biens ou fourniture de services pour laquelle le débiteur ne reçoit aucune contrepartie ou en reçoit une qui est manifestement inférieure à la juste valeur marchande de celle qu'il a lui-même donnée.

« ouverture de la faillite » "*date of the initial bankruptcy event*"

« ouverture de la faillite » Relativement à une personne, le premier en date des événements suivants à survenir :

*a*) le dépôt d'une cession de biens la visant;

*b*) le dépôt d'une proposition la visant;

*c*) le dépôt d'un avis d'intention par elle;

*d*) le dépôt de la première requête en faillite :

(i) dans les cas visés aux alinéas 50.4(8) *a*) et 57 *a*) et au paragraphe 61(2),

(ii) dans le cas où la personne, alors qu'elle est visée par un avis d'intention déposé aux termes de l'article 50.4 ou une proposition déposée aux termes de l'article 62, fait une cession avant que le tribunal ait approuvé la proposition;

*e*) dans les cas non visés à l'alinéa *d*), le dépôt de la requête à l'égard de laquelle une ordonnance de faillite est rendue;

ties to an eligible financial contract in accordance with its provisions;

"official receiver" « *séquestre officiel* »

"official receiver" means an officer appointed under subsection 12(2);

"person" « *personne* »

"person" includes a partnership, an unincorporated association, a corporation, a cooperative society or a cooperative organization, the successors of a partnership, of an association, of a corporation, of a society or of an organization and the heirs, executors, liquidators of the succession, administrators or other legal representatives of a person;

"prescribed" « *prescrit* »

"prescribed"

(*a*) in the case of the form of a document that is by this Act to be prescribed and the information to be given therein, means prescribed by directive issued by the Superintendent under paragraph 5(4)(*e*), and

(*b*) in any other case, means prescribed by the General Rules;

"property" « *bien* »

"property" means any type of property, whether situated in Canada or elsewhere, and includes money, goods, things in action, land and every description of property, whether real or personal, legal or equitable, as well as obligations, easements and every description of estate, interest and profit, present or future, vested or contingent, in, arising out of or incident to property;

"proposal" « *proposition concordataire* » *ou* « *proposition* »

"proposal" means

(*a*) in any provision of Division I of Part III, a proposal made under that Division, and

(*b*) in any other provision, a proposal made under Division I of Part III or a consumer proposal made under Division II of Part III

and includes a proposal or consumer proposal, as the case may be, for a composition, for an extension of time or for a scheme or arrangement;

"public utility" « *entreprise de service public* »

"public utility" includes a person or body who supplies fuel, water or electricity, or supplies telecommunications, garbage collection, pollution control or postal services;

*f*) l'introduction d'une procédure sous le régime de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*.

« personne » "*person*"

« personne »

*a*) Sont assimilés aux personnes les sociétés de personnes, associations non constituées en personne morale, personnes morales, sociétés et organisations coopératives, ainsi que leurs successeurs;

*b*) sont par ailleurs assimilés aux personnes leurs héritiers, liquidateurs de succession, exécuteurs testamentaires, administrateurs et autres représentants légaux.

« personne insolvable » "*insolvent person*"

« personne insolvable » Personne qui n'est pas en faillite et qui réside au Canada ou y exerce ses activités ou qui a des biens au Canada, dont les obligations, constituant à l'égard de ses créanciers des réclamations prouvables aux termes de la présente loi, s'élèvent à mille dollars et, selon le cas :

*a*) qui, pour une raison quelconque, est incapable de faire honneur à ses obligations au fur et à mesure de leur échéance;

*b*) qui a cessé d'acquitter ses obligations courantes dans le cours ordinaire des affaires au fur et à mesure de leur échéance;

*c*) dont la totalité des biens n'est pas suffisante, d'après une juste estimation, ou ne suffirait pas, s'il en était disposé lors d'une vente bien conduite par autorité de justice, pour permettre l'acquittement de toutes ses obligations échues ou à échoir.

« personne morale » "*corporation*"

« personne morale » Personne morale qui est autorisée à exercer des activités au Canada ou qui y a un établissement ou y possède des biens, ainsi que toute fiducie de revenu. Sont toutefois exclues les banques, banques étrangères autorisées au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques*, compagnies d'assurance, sociétés de fiducie, sociétés de prêt ou compagnies de chemin de fer constituées en personnes morales.

« prescrit » "*prescribed*"

« prescrit »

*a*) Dans le cas de la forme de documents à prescrire au titre de la présente loi et des renseignements qui doivent y figurer, prescrit par le surintendant en application de l'alinéa 5(4) *e*);

"resolution" or "ordinary resolution" « *résolution* » *ou* « *résolution ordinaire* »

"resolution" or "ordinary resolution" means a resolution carried in the manner provided by section 115;

"secured creditor" « *créancier garanti* »

"secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge or lien on or against the property of the debtor or any part of that property as security for a debt due or accruing due to the person from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable, and includes

(*a*) a person who has a right of retention or a prior claim constituting a real right, within the meaning of the *Civil Code of Québec* or any other statute of the Province of Quebec, on or against the property of the debtor or any part of that property, or

(*b*) any of

(i) the vendor of any property sold to the debtor under a conditional or instalment sale,

(ii) the purchaser of any property from the debtor subject to a right of redemption, or

(iii) the trustee of a trust constituted by the debtor to secure the performance of an obligation,

if the exercise of the person's rights is subject to the provisions of Book Six of the *Civil Code of Québec* entitled *Prior Claims and Hypothecs* that deal with the exercise of hypothecary rights;

"settlement" [Repealed, 2005, c. 47, s. 2]

"shareholder" « *actionnaire* »

"shareholder" includes a member of a corporation — and, in the case of an income trust, a holder of a unit in an income trust — to which this Act applies;

"sheriff" [Repealed, 2004, c. 25, s. 7]

"special resolution" « *résolution spéciale* »

"special resolution" means a resolution decided by a majority in number and three-fourths in value of the creditors with proven claims present, personally or by proxy, at a meeting of creditors and voting on the resolution;

"Superintendent" « *surintendant* »

"Superintendent" means the Superintendent of Bankruptcy appointed under subsection 5(1);

*b*) dans les autres cas, prescrit par les Règles générales.

« proposition concordataire » ou « proposition » "*proposal*"

«proposition concordataire» ou «proposition» S'entend :

*a*) à la section I de la partie III, de la proposition faite au titre de cette section;

*b*) dans le reste de la présente loi, de la proposition faite au titre de la section I de la partie III ou d'une proposition de consommateur faite au titre de la section II de la partie III.

Est également visée la proposition ou proposition de consommateur faite en vue d'un concordat, d'un atermoiement ou d'un accommodement.

« réclamation prouvable en matière de faillite » ou « réclamation prouvable » "*claim provable in bankruptcy*", "*provable claim*" *or* "*claim provable*"

«réclamation prouvable en matière de faillite» ou «réclamation prouvable» Toute réclamation ou créance pouvant être prouvée dans des procédures intentées sous l'autorité de la présente loi par un créancier.

« réclamation relative à des capitaux propres » "*equity claim*"

«réclamation relative à des capitaux propres» Réclamation portant sur un intérêt relatif à des capitaux propres et visant notamment :

*a*) un dividende ou un paiement similaire;

*b*) un remboursement de capital;

*c*) tout droit de rachat d'actions au gré de l'actionnaire ou de remboursement anticipé d'actions au gré de l'émetteur;

*d*) des pertes pécuniaires associées à la propriété, à l'achat ou à la vente d'un intérêt relatif à des capitaux propres ou à l'annulation de cet achat ou de cette vente;

*e*) une contribution ou une indemnité relative à toute réclamation visée à l'un des alinéas *a*) à *d*).

« Règles générales » "*General Rules*"

«Règles générales» Les Règles générales établies en application de l'article 209.

« résolution » ou « résolution ordinaire » "*resolution*" *or* "*ordinary resolution*"

«résolution» ou «résolution ordinaire» Résolution adoptée conformément à l'article 115.

« résolution spéciale » "*special resolution*"

«résolution spéciale» Résolution décidée par une majorité en nombre et une majorité des trois quarts en valeur des créanciers titulaires de réclamations prouvées, présents personnelle-

"Superintendent of Financial Institutions" « *surintendant des institutions financières* »

"Superintendent of Financial Institutions" means the Superintendent of Financial Institutions appointed under subsection 5(1) of the *Office of the Superintendent of Financial Institutions Act*;

"time of the bankruptcy" « *moment de la faillite* »

"time of the bankruptcy", in respect of a person, means the time of

(*a*) the granting of a bankruptcy order against the person,

(*b*) the filing of an assignment by or in respect of the person, or

(*c*) the event that causes an assignment by the person to be deemed;

"title transfer credit support agreement" « *accord de transfert de titres pour obtention de crédit* »

"title transfer credit support agreement" means an agreement under which an insolvent person or a bankrupt has provided title to property for the purpose of securing the payment or performance of an obligation of the insolvent person or bankrupt in respect of an eligible financial contract;

"transfer at undervalue" « *opération sous-évaluée* »

"transfer at undervalue" means a disposition of property or provision of services for which no consideration is received by the debtor or for which the consideration received by the debtor is conspicuously less than the fair market value of the consideration given by the debtor;

"trustee" or "licensed trustee" « *syndic* » *ou* « *syndic autorisé* »

"trustee" or "licensed trustee" means a person who is licensed or appointed under this Act.

R.S., 1985, c. B-3, s. 2; R.S., 1985, c. 31 (1st Supp.), s. 69; 1992, c. 1, s. 145(F), c. 27, s. 3; 1995, c. 1, s. 62; 1997, c. 12, s. 1; 1999, c. 28, s. 146, c. 31, s. 17; 2000, c. 12, s. 8; 2001, c. 4, s. 25, c. 9, s. 572; 2004, c. 25, s. 7; 2005, c. 3, s. 11, c. 47, s. 2; 2007, c. 29, s. 91, c. 36, s. 1.

Designation of beneficiary

**2.1** A change in the designation of a beneficiary in an insurance contract is deemed to be a disposition of property for the purpose of this Act.

1997, c. 12, s. 2; 2004, c. 25, s. 8; 2005, c. 47, s. 3.

Superintendent's division office

**2.2** Any notification, document or other information that is required by this Act to be given, forwarded, mailed, sent or otherwise provided to the Superintendent, other than an application for a licence under subsection 13(1), shall be given, forwarded, mailed, sent or otherwise provided to the Superintendent at

ment ou représentés par fondés de pouvoir à une assemblée des créanciers et votant sur la résolution.

« séquestre officiel » "*official receiver*"

« séquestre officiel » Fonctionnaire nommé en vertu du paragraphe 12(2).

« surintendant » "*Superintendent*"

« surintendant » Le surintendant des faillites nommé aux termes du paragraphe 5(1).

« surintendant des institutions financières » "*Superintendent of Financial Institutions*"

« surintendant des institutions financières » Le surintendant des institutions financières nommé en application du paragraphe 5(1) de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*.

« syndic » ou « syndic autorisé » "*trustee*" *or* "*licensed trustee*"

« syndic » ou « syndic autorisé » Personne qui détient une licence ou est nommée en vertu de la présente loi.

« tribunal » "*court*"

« tribunal » Sauf aux alinéas 178(1)*a*) et *a.1*) et aux articles 204.1 à 204.3, tout tribunal mentionné aux paragraphes 183(1) ou (1.1). Y est assimilé tout juge de ce tribunal ainsi que le greffier ou le registraire de celui-ci, lorsqu'il exerce les pouvoirs du tribunal qui lui sont conférés au titre de la présente loi.

« union de fait » "*common-law partnership*"

« union de fait » Relation qui existe entre deux conjoints de fait.

« valeurs nettes dues à la date de résiliation » "*net termination value*"

« valeurs nettes dues à la date de résiliation » La somme nette obtenue après compensation des obligations mutuelles des parties à un contrat financier admissible effectuée conformément à ce contrat.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 2; L.R. (1985), ch. 31 (1er suppl.), art. 69; 1992, ch. 1, art. 145(F), ch. 27, art. 3; 1995, ch. 1, art. 62; 1997, ch. 12, art. 1; 1999, ch. 28, art. 146, ch. 31, art. 17; 2000, ch. 12, art. 8; 2001, ch. 4, art. 25, ch. 9, art. 572; 2004, ch. 25, art. 7; 2005, ch. 3, art. 11, ch. 47, art. 2; 2007, ch. 29, art. 91, ch. 36, art. 1.

Désignation de bénéficiaires

**2.1** La modification de la désignation du bénéficiaire d'une police d'assurance est réputée être une disposition de biens pour l'application de la présente loi.

1997, ch. 12, art. 2; 2004, ch. 25, art. 8; 2005, ch. 47, art. 3.

Bureau de division

**2.2** Sauf dans le cas de la demande de licence prévue au paragraphe 13(1), les notifications et envois de documents ou renseignements à effectuer au titre de la présente loi auprès du surintendant le sont au bureau de division spécifié par ses instructions.

1997, ch. 12, art. 2.

the Superintendent's division office as specified in directives of the Superintendent.

1997, c. 12, s. 2.

**3.** [Repealed, 2005, c. 47, s. 4]

Definitions

**4.** (1) In this section,

"entity" « *entité* »

"entity" means a person other than an individual;

"related group" « *groupe lié* »

"related group" means a group of persons each member of which is related to every other member of the group;

"unrelated group" « *groupe non lié* »

"unrelated group" means a group of persons that is not a related group.

Definition of "related persons"

(2) For the purposes of this Act, persons are related to each other and are "related persons" if they are

(*a*) individuals connected by blood relationship, marriage, common-law partnership or adoption;

(*b*) an entity and

(i) a person who controls the entity, if it is controlled by one person,

(ii) a person who is a member of a related group that controls the entity, or

(iii) any person connected in the manner set out in paragraph (*a*) to a person described in subparagraph (i) or (ii); or

(*c*) two entities

(i) both controlled by the same person or group of persons,

(ii) each of which is controlled by one person and the person who controls one of the entities is related to the person who controls the other entity,

(iii) one of which is controlled by one person and that person is related to any member of a related group that controls the other entity,

(iv) one of which is controlled by one person and that person is related to each member of an unrelated group that controls the other entity,

(v) one of which is controlled by a related group a member of which is related to

**3.** [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 4]

Définitions

**4.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« entité » "*entity*"

« entité » Personne autre qu'une personne physique.

« groupe lié » "*related group*"

« groupe lié » Groupe de personnes dont chaque membre est lié à chaque autre membre du groupe.

« groupe non lié » "*unrelated group*"

« groupe non lié » Groupe de personnes qui n'est pas un groupe lié.

Définition de « personnes liées »

(2) Pour l'application de la présente loi, des personnes sont liées entre elles et constituent des « personnes liées » si elles sont :

*a*) soit des particuliers unis par les liens du sang, du mariage, d'une union de fait ou de l'adoption;

*b*) soit une entité et, selon le cas :

(i) la personne qui la contrôle, si elle est contrôlée par une seule personne,

(ii) toute personne qui est membre du groupe lié qui la contrôle,

(iii) toute personne unie de la manière indiquée à l'alinéa *a*) à une personne visée aux sous-alinéas (i) ou (ii);

*c*) soit, selon le cas, deux entités :

(i) contrôlées par la même personne ou le même groupe de personnes,

(ii) dont chacune est contrôlée par une seule personne et si la personne qui contrôle l'une d'elles est liée à celle qui contrôle l'autre,

(iii) dont l'une est contrôlée par une seule personne qui est liée à un membre du groupe lié qui contrôle l'autre,

(iv) dont l'une est contrôlée par une seule personne qui est liée à chacun des membres du groupe non lié qui contrôle l'autre,

(v) dont l'une est contrôlée par un groupe lié dont l'un des membres est lié à chacun

each member of an unrelated group that controls the other entity, or

(vi) one of which is controlled by an unrelated group each member of which is related to at least one member of an unrelated group that controls the other entity.

Relationships

(3) For the purposes of this section,

(*a*) if two entities are related to the same entity within the meaning of subsection (2), they are deemed to be related to each other;

(*b*) if a related group is in a position to control an entity, it is deemed to be a related group that controls the entity whether or not it is part of a larger group by whom the entity is in fact controlled;

(*c*) a person who has a right under a contract, in equity or otherwise, either immediately or in the future and either absolutely or contingently, to, or to acquire, ownership interests, however designated, in an entity, or to control the voting rights in an entity, is, except when the contract provides that the right is not exercisable until the death of an individual designated in the contract, deemed to have the same position in relation to the control of the entity as if the person owned the ownership interests;

(*d*) if a person has ownership interests in two or more entities, the person is, as holder of any ownership interest in one of the entities, deemed to be related to himself or herself as holder of any ownership interest in each of the other entities;

(*e*) persons are connected by blood relationship if one is the child or other descendant of the other or one is the brother or sister of the other;

(*f*) persons are connected by marriage if one is married to the other or to a person who is connected by blood relationship or adoption to the other;

(*f.1*) persons are connected by common-law partnership if one is in a common-law partnership with the other or with a person who is connected by blood relationship or adoption to the other; and

(*g*) persons are connected by adoption if one has been adopted, either legally or in fact, as

des membres du groupe non lié qui contrôle l'autre,

(vi) dont l'une est contrôlée par un groupe non lié dont chaque membre est lié à au moins un membre du groupe non lié qui contrôle l'autre.

Liens

(3) Pour l'application du présent article :

*a*) lorsque deux entités sont liées à la même entité au sens où l'entend le paragraphe (2), elles sont réputées liées entre elles;

*b*) lorsqu'un groupe lié est en mesure de contrôler une entité, il est réputé être un groupe lié qui contrôle l'entité, qu'il fasse ou non partie d'un groupe plus considérable par lequel l'entité est en fait contrôlée;

*c*) la personne qui a, en vertu d'un contrat, en equity ou autrement, un droit de participation aux capitaux propres d'une entité, soit immédiatement, soit à l'avenir, et de façon absolue ou conditionnelle, ou le droit d'acquérir un tel droit, ou de contrôler ainsi les droits de vote de l'entité, est réputée, sauf si le contrat stipule que le droit ne peut être exercé qu'au décès d'une personne qui y est désignée, occuper la même position à l'égard du contrôle de l'entité que si elle était titulaire de ce droit;

*d*) la personne qui détient un droit de participation aux capitaux propres de deux ou plusieurs entités est réputée être liée à elle-même à titre de titulaire du droit de participation dans chacune de ces entités;

*e*) des personnes sont unies par les liens du sang si l'une est l'enfant ou autre descendant de l'autre ou si l'une est le frère ou la sœur de l'autre;

*f*) des personnes sont unies par les liens du mariage si l'une est mariée à l'autre ou à une personne qui est unie à l'autre par les liens du sang ou de l'adoption;

*f.1*) des personnes sont unies par les liens d'une union de fait si l'une vit en union de fait avec l'autre ou avec une personne qui est unie à l'autre par les liens du sang ou de l'adoption;

*g*) des personnes sont unies par les liens de l'adoption si l'une a été adoptée, en droit ou de fait, comme enfant de l'autre ou comme

the child of the other or as the child of a person who is connected by blood relationship, otherwise than as a brother or sister, to the other.

Question of fact

(4) It is a question of fact whether persons not related to one another were at a particular time dealing with each other at arm's length.

Presumptions

(5) Persons who are related to each other are deemed not to deal with each other at arm's length while so related. For the purpose of paragraph 95(1)(*b*) or 96(1)(*b*), the persons are, in the absence of evidence to the contrary, deemed not to deal with each other at arm's length.

R.S., 1985, c. B-3, s. 4; 2000, c. 12, s. 9; 2004, c. 25, s. 9(F); 2005, c. 47, s. 5; 2007, c. 36, s. 2.

enfant d'une personne unie à l'autre par les liens du sang, autrement qu'à titre de frère ou de sœur.

Question de fait

(4) La question de savoir si des personnes non liées entre elles n'avaient pas de lien de dépendance, à tel ou tel moment, est une question de fait.

Présomption

(5) Les personnes liées entre elles sont réputées avoir un lien de dépendance tant qu'elles sont ainsi liées et il en va de même, sauf preuve contraire, pour l'application des alinéas 95(1)*b*) ou 96(1)*b*).

L.R. (1985), ch. B-3, art. 4; 2000, ch. 12, art. 9; 2004, ch. 25, art. 9(F); 2005, ch. 47, art. 5; 2007, ch. 36, art. 2.

## HER MAJESTY

Binding on Her Majesty

**4.1** This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

1992, c. 27, s. 4.

## SA MAJESTÉ

Obligation de Sa Majesté

**4.1** La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

1992, ch. 27, art. 4.

# PART I

# ADMINISTRATIVE OFFICIALS

## SUPERINTENDENT

Appointment

**5.** (1) The Governor in Council shall appoint a Superintendent of Bankruptcy to hold office during good behaviour for a term of not more than five years, but the Superintendent may be removed from office by the Governor in Council for cause. The Superintendent's term may be renewed for one or more further terms.

Salary

(1.1) The Superintendent shall be paid the salary that the Governor in Council may fix.

Extent of supervision

(2) The Superintendent shall supervise the administration of all estates and matters to which this Act applies.

Duties

(3) The Superintendent shall, without limiting the authority conferred by subsection (2),

(*a*) receive applications for licences to act as trustees under this Act and issue licences to persons whose applications have been approved;

(*b*) monitor the conditions that led to a trustee being issued a licence to determine whether those conditions continue to exist

# PARTIE I

# FONCTIONNAIRES ADMINISTRATIFS

## SURINTENDANT

Nomination

**5.** (1) Le gouverneur en conseil nomme à titre inamovible un surintendant des faillites pour un mandat renouvelable d'au plus cinq ans, sous réserve de révocation motivée de la part du gouverneur en conseil.

Traitement

(1.1) Le surintendant des faillites reçoit le traitement que fixe le gouverneur en conseil.

Surveillance

(2) Le surintendant contrôle l'administration des actifs et des affaires régis par la présente loi.

Fonctions

(3) Le surintendant, sans que soit limitée l'autorité que lui confère le paragraphe (2) :

*a*) reçoit les demandes de licences autorisant l'exercice des fonctions de syndic dans le cadre de la présente loi et délivre les licences aux personnes dont les demandes ont été approuvées;

*b*) contrôle l'observation constante par le syndic des conditions de délivrance de sa li-

after the licence has been issued and take the appropriate action if he or she determines that the conditions no longer exist;

(*c*) where not otherwise provided for, require the deposit of one or more continuing guaranty bonds or continuing suretyships as security for the due accounting of all property received by trustees and for the due and faithful performance by them of their duties in the administration of estates to which they are appointed, in any amount that the Superintendent may determine, which amount may be increased or decreased as the Superintendent may deem expedient, and the security shall be in a form satisfactory to the Superintendent and may be enforced by the Superintendent for the benefit of the creditors;

(*d*) [Repealed, 1992, c. 27, s. 5]

(*e*) from time to time, make or cause to be made any inquiry or investigation of estates or other matters to which this Act applies, including the conduct of a trustee or a trustee acting as a receiver, within the meaning of subsection 243(2), or as an interim receiver, that the Superintendent considers appropriate, and for the purpose of the inquiry or investigation the Superintendent or any person appointed by the Superintendent for the purpose shall have access to and the right to examine and make copies of all books, records, data, including data in electronic form, documents and papers, that are relevant to an inquiry or investigation pertaining or relating to any estate or other matter to which this Act applies;

(*f*) receive and keep a record of all complaints from any creditor or other person interested in any estate and make such specific investigations with regard to such complaints as the Superintendent may determine; and

(*g*) examine trustees' accounts of receipts and disbursements and final statements.

cence et, s'il constate une inobservation, prend les mesures qu'il estime indiquées;

*c*) lorsqu'il n'y est pas autrement pourvu, exige le dépôt d'un ou de plusieurs cautionnements continus pour garantir qu'il sera dûment rendu compte de tous les biens reçus par les syndics et assurer l'exécution régulière et fidèle de leurs fonctions dans l'administration des actifs auxquels ils sont commis, au montant qu'il peut fixer et qui est susceptible de l'augmentation ou de la diminution qu'il peut juger opportune; le cautionnement doit être en une forme satisfaisante au surintendant qui peut l'exécuter au profit des créanciers;

*d*) [Abrogé, 1992, ch. 27, art. 5]

*e*) effectue ou fait effectuer, au sujet de tout actif ou toute affaire régie par la présente loi, et notamment la conduite des syndics ou des syndics agissant comme séquestres au sens du paragraphe 243(2) ou séquestres intérimaires, les investigations ou les enquêtes qu'il peut juger opportunes et, pour les besoins de celles-ci, lui-même ou la personne qu'il nomme à cet effet a accès à tous livres, registres, données sur support électronique ou autre, documents ou papiers pertinents se rattachant ou se rapportant à un actif ou à toute autre affaire régie par la présente loi, et a droit de les examiner et d'en tirer des copies;

*f*) reçoit et note toutes les plaintes émanant d'un créancier ou d'une autre personne intéressée dans un actif, et effectue, au sujet de ces plaintes, les investigations précises qu'il peut déterminer;

*g*) examine les comptes de recettes et de débours et les états définitifs des syndics.

Powers of Superintendent

(4) The Superintendent may

(*a*) intervene in any matter or proceeding in court, where the Superintendent considers it expedient to do so, as if the Superintendent were a party thereto;

(*b*) issue, to official receivers, trustees, administrators of consumer proposals made un-

(4) Le surintendant peut :

Pouvoirs du surintendant

*a*) intervenir dans toute affaire ou dans toute procédure devant le tribunal, lorsqu'il le juge à propos, comme s'il y était partie;

*b*) donner aux séquestres officiels, aux syndics, aux administrateurs au sens de la section II de la partie III et aux personnes char-

der Division II of Part III and persons who provide counselling pursuant to this Act, directives with respect to the administration of this Act and, without restricting the generality of the foregoing, directives requiring them

(i) to keep such records as the Superintendent may require, and

(ii) to provide the Superintendent with such information as the Superintendent may require;

(*c*) issue such directives as may be necessary to give effect to any decision made by the Superintendent pursuant to this Act or to facilitate the carrying out of the purposes and provisions of this Act and the General Rules, including, without limiting the generality of the foregoing, directives relating to the powers, duties and functions of trustees, of receivers and of administrators as defined in section 66.11;

(*d*) issue directives governing the criteria to be applied by the Superintendent in determining whether a trustee licence is to be issued to a person and governing the qualifications and activities of trustees;

(*d.1*) issue directives respecting the rules governing hearings for the purposes of section 14.02; and

(*e*) issue directives prescribing the form of any document that is by this Act to be prescribed and the information to be given therein.

gées de donner des consultations au titre de la présente loi des instructions relatives à l'exercice de leurs fonctions, et notamment leur enjoindre de conserver certains dossiers et de lui fournir certains renseignements;

*c*) donner les instructions nécessaires à l'exécution de toute décision qu'il prend en vertu de la présente loi ou susceptibles de faciliter l'application de la présente loi et des Règles générales, et notamment en ce qui touche les attributions des syndics et des séquestres et celles des administrateurs au sens de l'article 66.11;

*d*) donner des instructions régissant les critères relatifs à la délivrance des licences de syndic, les qualités requises pour agir à titre de syndic et les activités des syndics;

*d.1*) donner des instructions régissant les règles applicables aux audiences visées à l'article 14.02;

*e*) prescrire, par instruction, la forme de documents requis pour l'application de la présente loi, ainsi que les renseignements à y porter.

Compliance with directives

(5) Every person to whom a directive is issued by the Superintendent under paragraph (4)(*b*) or (*c*) shall comply with the directive in the manner and within the time specified therein.

(5) Les personnes visées par les instructions du surintendant sont tenues de s'y conformer.

Respect des instructions

Directives

(6) A directive issued by the Superintendent under this section shall be deemed not to be a statutory instrument within the meaning and for the purposes of the *Statutory Instruments Act.*

R.S., 1985, c. B-3, s. 5; 1992, c. 27, s. 5; 1997, c. 12, s. 4; 2001, c. 4, s. 26(E); 2005, c. 47, s. 6.

(6) Les instructions données par le surintendant ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 5; 1992, ch. 27, art. 5; 1997, ch. 12, art. 4; 2001, ch. 4, art. 26(A); 2005, ch. 47, art. 6.

Dérogation

Outside investigations

**6.** (1) The Superintendent may engage any persons that the Superintendent considers advisable to conduct any inquiry or investigation or to take any other necessary action outside of the office of the Superintendent, and the cost and expenses of those persons shall, when cer-

**6.** (1) Le surintendant peut engager les personnes qu'il estime nécessaires pour effectuer toute investigation ou enquête, ou pour prendre toute autre mesure nécessaire hors de son bureau. Les frais qui en découlent sont, une fois

Assistance

tified by the Superintendent, be payable out of the appropriation for the office of the Superintendent.

Superintendent may examine bank account

(2) The Superintendent, or any one duly authorized by him in writing on his behalf, is entitled to have access to and to examine and make copies of the banking accounts of a trustee in which estate funds may have been deposited, and, when required, all deposit slips, cancelled cheques or other documents relating thereto in the custody of the bank or the trustee shall be produced for examination.

Superintendent may examine records and documents

(3) The Superintendent, or anyone duly authorized in writing by or on behalf of the Superintendent, may with the leave of the court granted on an *ex parte* application examine the books, records, documents and deposit accounts of a trustee or any other person designated in the order granting that leave for the purpose of tracing or discovering the property or funds of an estate when there are reasonable grounds to believe or suspect that the property or funds of an estate have not been properly disclosed or dealt with and for that purpose may under a warrant from the court enter on and search any premises.

Court order re payments from accounts

(4) Where the Superintendent, on *ex parte* application, satisfies the court that it is necessary and in the public interest to do so, the court may issue an order directing a deposit-taking institution that holds a deposit account of a trustee or such other person as is designated in the order not to make payments out of the account until such time as the court otherwise directs.

R.S., 1985, c. B-3, s. 6; 1997, c. 12, s. 5; 2005, c. 47, s. 7(E).

**7. and 8.** [Repealed, 1992, c. 27, s. 6]

Appointment of employees

**9.** Such employees as are required to assist the Superintendent to perform his functions under this Act shall be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

R.S., c. B-3, s. 5.

Investigations or inquiries by Superintendent

**10.** (1) If, on information supplied by an official receiver, trustee or other person, the Superintendent suspects, on reasonable grounds, that a person has, in connection with any estate or matter to which this Act applies, committed an offence under this or any other Act of Parlia-

certifiés par le surintendant, payables sur les crédits affectés à son bureau.

Le surintendant peut examiner les comptes de banque

(2) Le surintendant, ou toute personne qu'il a dûment autorisée par écrit à agir en son nom, a droit d'accès aux comptes de banque d'un syndic où les fonds de l'actif ont été déposés, de les examiner et d'en prendre copie, et, lorsque la chose est requise, tous les bordereaux de dépôt, chèques annulés ou autres documents s'y rattachant, placés sous la garde de la banque ou du syndic, doivent être produits pour examen.

Examen et saisie de registres et documents

(3) Le surintendant, ou la personne dûment autorisée par écrit à agir en son nom, peut, avec la permission du tribunal donnée *ex parte*, examiner les livres, registres, documents et comptes de dépôts d'un syndic ou de toute autre personne désignée dans l'ordonnance, en vue de retrouver ou de découvrir les biens ou fonds d'un actif, lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire ou de soupçonner que les biens ou les fonds d'un actif n'ont pas été correctement déclarés ou que les mesures prises à leur égard n'ont pas été appropriées; à cette fin, en vertu d'un mandat du tribunal, il peut pénétrer dans tout lieu et y faire des perquisitions.

Interdiction de faire des paiements

(4) S'il est convaincu, sur demande faite *ex parte* par le surintendant, que cette mesure est dans l'intérêt public, le tribunal peut ordonner à une institution de dépôts qui détient des comptes de dépôts du syndic, ou à toute autre personne désignée dans l'ordonnance, de ne débiter ces comptes d'aucun paiement, tant qu'il n'en aura pas ordonné autrement.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 6; 1997, ch. 12, art. 5; 2005, ch. 47, art. 7(A).

**7. et 8.** [Abrogés, 1992, ch. 27, art. 6]

Nomination d'employés

**9.** Les employés requis pour aider le surintendant à exercer ses fonctions en vertu de la présente loi sont nommés conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

S.R., ch. B-3, art. 5.

Investigations ou enquêtes du surintendant

**10.** (1) Lorsque, sur la base de renseignements fournis par un séquestre officiel, un syndic ou une autre personne, il a des motifs raisonnables de soupçonner qu'une personne a commis, relativement à tout actif ou toute affaire régis par la présente loi, une infraction à

ment, the Superintendent may, if it appears to the Superintendent that the alleged offence might not otherwise be investigated, make or cause to be made any inquiries or investigations that the Superintendent considers appropriate.

celle-ci ou à toute autre loi fédérale, le surintendant peut, s'il lui apparaît que la prétendue infraction peut par ailleurs n'être l'objet d'aucune investigation ou enquête, effectuer ou faire effectuer les investigations ou enquêtes qu'il estime opportunes.

(2) [Repealed, 1992, c. 27, s. 7]

(2) [Abrogé, 1992, ch. 27, art. 7]

Examination

(3) If, on the application of the Superintendent or the Superintendent's authorized representative, a subpoena has been issued by the court, the Superintendent may, for the purpose of an inquiry or investigation under subsection (1), examine or cause to be examined under oath before the registrar of the court or other authorized person, the trustee, the debtor, any person who the Superintendent suspects, on reasonable grounds, has knowledge of the affairs of the debtor, or any person who is or has been an agent or a mandatary, or a clerk, a servant, an officer, a director or an employee of the debtor or the trustee, with respect to the conduct, dealings and transactions of the debtor, the causes of the bankruptcy or insolvency of the debtor, the disposition of the debtor's property or the administration of the estate, and may order any person liable to be so examined to produce any books, records, data, including data in electronic form, documents or papers in the person's possession or under the person's control.

Interrogatoire

(3) Sur assignation à comparaître délivrée à la demande du surintendant ou de son délégué, le surintendant peut, pour les besoins des investigations ou enquêtes prévues au paragraphe (1), interroger ou faire interroger sous serment devant le registraire du tribunal ou toute autre personne autorisée le syndic, le débiteur, toute personne dont il a des motifs raisonnables de soupçonner qu'elle a connaissance des affaires de ce dernier ou toute personne qui est ou a été un mandataire, commis, préposé, dirigeant, administrateur ou employé du syndic ou du débiteur au sujet de la conduite, des négociations et des transactions de ce dernier, des causes de sa faillite ou de son insolvabilité, de la disposition de ses biens ou de l'administration de l'actif, et peut ordonner à toute personne susceptible d'être ainsi interrogée de produire les livres, registres, données sur support électronique ou autre, documents ou papiers en sa possession ou sous sa responsabilité.

Questions

(4) A person being examined pursuant to this section is bound to answer all questions relating to the conduct, dealings and transactions of the debtor, the causes of the debtor's bankruptcy or insolvency and the disposition of the debtor's property.

Questions

(4) Une personne interrogée en conformité avec le présent article est tenue de répondre à toutes les questions sur la conduite, les négociations ou les transactions du débiteur, les causes de sa faillite ou de son insolvabilité et la disposition de ses biens.

Privilege of witness

(5) Where a person being examined pursuant to this section objects to answering any question on the ground that his answer may tend to criminate him or may tend to establish his liability to a civil proceeding at the instance of the Crown or of any person and if, but for this section or section 5 of the *Canada Evidence Act*, he would have been excused from answering that question, the answer so given shall not be used or admitted in evidence against him in any proceeding, civil or criminal, thereafter taking place other than a prosecution for perjury in the giving of that evidence.

Privilège du témoin

(5) Lorsqu'une personne interrogée en conformité avec le présent article s'oppose à répondre à une question pour le motif que celle-ci pourrait tendre à l'incriminer ou à établir sa responsabilité dans une procédure civile à l'instance de Sa Majesté ou de qui que ce soit et si, sans le présent article ou l'article 5 de la *Loi sur la preuve au Canada*, cette personne eût été dispensée de répondre à cette question, la réponse ainsi donnée ne peut ni être invoquée ni être admissible en preuve contre elle dans des procédures civiles ou pénales, exercées par la suite, hors le cas de poursuites pour parjure en rendant ce témoignage.

Compliance

(6) No person shall hinder, molest or interfere with any person doing anything that he is authorized by or pursuant to this section to do, or prevent or attempt to prevent any person doing any such thing, and, notwithstanding any other Act or law, every person shall, unless he is unable to do so, do everything he is required by or pursuant to this section to do.

Acquiescement

(6) Il est interdit d'entraver, de molester ou de gêner une personne dans l'accomplissement d'une chose qu'elle est autorisée à faire en vertu du présent article et en conformité avec celui-ci, ou d'empêcher ou de tenter d'empêcher une personne de faire toute semblable chose et, nonobstant toute autre loi ou règle de droit, toute personne doit, à moins qu'elle n'en soit incapable, accomplir tout ce qu'elle est tenue de faire en vertu du présent article et en conformité avec celui-ci.

Copies

(7) Where any book, record, paper or other document is examined or produced in accordance with this section, the person by whom it is examined or to whom it is produced or the Superintendent may make or cause to be made one or more copies thereof, and a document purporting to be certified by the Superintendent or a person thereunto authorized by him to be a copy made pursuant to this section is admissible in evidence and has the same probative force as the original document would have if it were proven in the ordinary way.

R.S., 1985, c. B-3, s. 10; 1992, c. 27, s. 7; 2004, c. 25, s. 10; 2005, c. 47, s. 8.

Copies

(7) Lorsqu'un livre, registre, papier ou autre document est examiné ou produit en conformité avec le présent article, la personne qui fait l'examen, ou à qui ces documents sont produits, ou le surintendant peut en faire ou en faire faire une ou plusieurs copies, et un document censé être certifié par le surintendant, ou une personne autorisée par ce dernier à cette fin, comme étant une copie faite conformément au présent article est admissible en preuve et possède la même valeur probante que le document original aurait eue si la preuve en avait été établie de la façon ordinaire.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 10; 1992, ch. 27, art. 7; 2004, ch. 25, art. 10; 2005, ch. 47, art. 8.

Reporting offence to provincial authority

**11.** (1) Where after an investigation pursuant to section 10 or otherwise the Superintendent has obtained evidence of an offence having been committed in connection with an estate or matter to which this Act applies, the Superintendent shall report the alleged offence to the deputy attorney general of the province concerned or to such person as is duly designated by that deputy attorney general for that purpose.

Signalement de l'infraction à l'autorité provinciale

**11.** (1) Lorsque, après des investigations en conformité avec l'article 10 ou autrement, le surintendant a obtenu la preuve qu'une infraction a été commise relativement à tout actif ou toute affaire régis par la présente loi, il doit en faire rapport au sous-procureur général de la province en cause ou à la personne qui est dûment désignée à cette fin par ce sous-procureur général.

Costs and expenses

(2) Notwithstanding section 136, a recovery made as the result of any inquiries or investigation made or caused to be made pursuant to section 10 shall be applied to the reimbursement of any costs and expenses incurred by the Superintendent thereon, not being ordinary costs or expenses of the office of the Superintendent, and the balance thereafter remaining in respect of the recovery shall be made available for the benefit of the creditors of the debtor.

R.S., 1985, c. B-3, s. 11; 1992, c. 27, s. 8; 2004, c. 25, s. 11(F).

Frais

(2) Nonobstant l'article 136, tout recouvrement effectué à la suite d'enquêtes ou d'investigations que le surintendant a effectuées ou fait effectuer en conformité avec l'article 10, est appliqué au remboursement des frais que le surintendant a engagés à ce sujet, non ordinairement compris dans les frais de son bureau, et le solde qui subsiste par la suite sur le montant de ce recouvrement est placé à la disposition des créanciers du débiteur.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 11; 1992, ch. 27, art. 8; 2004, ch. 25, art. 11(F).

PUBLIC RECORDS

Public records

**11.1** (1) The Superintendent shall keep, or cause to be kept, in such form as the Superintendent deems appropriate and for the prescribed period, a public record of

(*a*) proposals,

(*b*) bankruptcies,

(*c*) licences issued to trustees by the Superintendent, and appointments or designations of administrators made by the Superintendent, and

(*d*) notices sent to the Superintendent by receivers pursuant to subsection 245(1)

and, on request therefor and on payment of such fee as may be prescribed, shall provide, or cause to be provided, any information contained in that public record.

Other records

(2) The Superintendent shall keep, or cause to be kept, in such form as the Superintendent deems appropriate and for the prescribed period, such other records relating to the administration of this Act as the Superintendent deems advisable.

Agreement to provide compilation

(3) The Superintendent may enter into an agreement to provide a compilation of all or part of the information that is contained in the public record.

1992, c. 27, s. 8; 2007, c. 36, s. 3.

REGISTRES PUBLICS

Registres publics

**11.1** (1) Le surintendant conserve ou fait conserver, en la forme qu'il estime indiquée et pendant la période prescrite, un registre public :

*a*) des propositions;

*b*) des faillites;

*c*) des licences délivrées aux syndics et des nominations ou désignations d'administrateurs effectuées par lui;

*d*) des avis qui lui sont expédiés par les séquestres au titre du paragraphe 245(1).

Il fournit, ou voit à ce qu'il soit fourni, à quiconque le demande tous renseignements figurant au registre, sur paiement des droits prescrits.

Autres dossiers

(2) Le surintendant conserve également, ou fait conserver, en la forme qu'il estime indiquée et pendant la période prescrite, les autres dossiers qu'il estime indiqués concernant l'administration de la présente loi.

Accord visant la fourniture d'une compilation

(3) Enfin, il peut conclure un accord visant la fourniture d'une compilation de tout ou partie des renseignements figurant au registre public.

1992, ch. 27, art. 8; 2007, ch. 36, art. 3.

OFFICIAL RECEIVERS

Bankruptcy districts and divisions

**12.** (1) Each of the provinces constitutes one bankruptcy district for the purposes of this Act but the Governor in Council may divide any bankruptcy district into two or more bankruptcy divisions and name or number them.

Official receivers

(2) The Governor in Council shall appoint one or more official receivers in each bankruptcy division who shall be deemed to be officers of the court and shall have and perform the duties and responsibilities specified by this Act and the General Rules.

Report to Superintendent

(3) The official receiver shall make a report to the Superintendent, in the prescribed form, of every bankruptcy originating in his division, and he shall also notify the Superintendent of

SÉQUESTRES OFFICIELS

Districts et divisions de faillite

**12.** (1) Pour l'application de la présente loi, chaque province constitue un district de faillite; le gouverneur en conseil peut diviser l'un de ces districts de faillite en plusieurs divisions de faillite, et les nommer ou les numéroter.

Séquestres officiels

(2) Le gouverneur en conseil nomme dans chaque division de faillite un ou plusieurs séquestres officiels qui sont réputés être des fonctionnaires du tribunal et qui possèdent et exercent les fonctions et responsabilités que prescrivent la présente loi et les Règles générales.

Rapport au surintendant

(3) Le séquestre officiel fait au surintendant, dans la forme prescrite, rapport de toute faillite qui a pris naissance dans sa division, et il notifie aussi au surintendant toute augmentation ou

any subsequent increase or decrease in the security filed by the trustee.

Registrar to act for official receiver

(4) In the absence or illness of the official receiver or pending the appointment of a successor when the office is vacant, the registrar of the court shall perform the duties of the official receiver.

R.S., c. B-3, s. 8.

diminution subséquente de la garantie produite par le syndic.

Le registraire agit au nom du séquestre officiel

(4) En l'absence ou durant la maladie du séquestre officiel, ou en attendant la nomination d'un successeur lorsque le poste est vacant, le registraire du tribunal remplit les fonctions du séquestre officiel.

S.R., ch. B-3, art. 8.

## TRUSTEES

### *Licensing of Trustees*

Application for licence

**13.** (1) A person who wishes to obtain a licence to act as a trustee shall file with the Superintendent an application for a licence in the prescribed form.

Conditions of eligibility

(2) The Superintendent, after such investigation concerning an applicant for a licence to act as a trustee as the Superintendent considers necessary, may issue the licence if the Superintendent is satisfied, having regard to the criteria referred to in paragraph 5(4)(*d*), that the applicant is qualified to obtain the licence.

Non-eligibility

(3) The Superintendent may refuse to issue a licence to an applicant who is insolvent or has been found guilty of an indictable offence that, in the Superintendent's opinion, is of a character that would impair the trustee's capacity to perform his or her fiduciary duties.

R.S., 1985, c. B-3, s. 13; 1992, c. 27, s. 9; 1997, c. 12, s. 6; 2005, c. 47, s. 9.

Form of licence

**13.1** A licence shall

(*a*) be in the prescribed form;

(*b*) specify the bankruptcy district or part thereof in which the trustee is entitled to act; and

(*c*) be subject to such conditions and limitations as the Superintendent considers appropriate and may specify therein.

1992, c. 27, s. 9; 1997, c. 12, s. 7.

Fees payable

**13.2** (1) Prior to the issue of a licence, the applicant shall pay such fees as may be prescribed.

Idem

(2) On the December 31 following the day on which a licence is issued, and on December 31 in each year thereafter, the trustee shall pay such fees as may be prescribed.

## SYNDICS

### *Délivrance de licences aux syndics*

Demande de licence

**13.** (1) Quiconque désire obtenir une licence afin d'agir en qualité de syndic doit déposer au bureau du surintendant une demande de licence en la forme prescrite.

Conditions d'obtention

(2) Après avoir effectué à l'égard du demandeur les investigations qu'il estime nécessaires et déterminé, compte tenu des critères visés à l'alinéa 5(4)*d*), que celui-ci a les qualités requises, le surintendant peut lui délivrer une licence.

Inéligibilité

(3) Le surintendant peut refuser de délivrer une licence si le demandeur est insolvable ou s'il a été reconnu coupable d'un acte criminel dont la nature, selon lui, le rend inapte à agir comme fiduciaire.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 13; 1992, ch. 27, art. 9; 1997, ch. 12, art. 6; 2005, ch. 47, art. 9.

Forme de la licence et conditions

**13.1** La licence est établie en la forme prescrite et mentionne le district de faillite, ou la partie de celui-ci, dans les limites duquel le syndic exerce ses fonctions et, le cas échéant, les conditions et restrictions que le surintendant estime indiqué d'imposer.

1992, ch. 27, art. 9; 1997, ch. 12, art. 7.

Droits à payer

**13.2** (1) Le postulant paye les droits prescrits avant la délivrance de la licence.

Idem

(2) Les syndics payent les droits prescrits le 31 décembre de chaque année suivant la délivrance de la licence.

When licence invalid

(3) A licence ceases to be valid on the failure of the trustee to pay a fee in accordance with subsection (2) or if the trustee becomes bankrupt.

Défaut

(3) Le défaut de paiement des droits ou la faillite du syndic entraîne l'annulation de la licence.

Superintendent may reinstate licence

(4) Where a licence has ceased to be valid by reason of

(*a*) failure to pay fees, the Superintendent may reinstate it where the trustee pays the outstanding fees together with a prescribed penalty amount and provides a reasonable written explanation of the failure to pay them in accordance with subsection (2); or

(*b*) the trustee becoming bankrupt, the Superintendent may, on written representations made by the trustee, reinstate the licence subject to such conditions and limitations as the Superintendent considers appropriate and may specify therein.

Nouvelle délivrance

(4) Le surintendant peut réactiver la licence d'un syndic devenue nulle :

*a*) pour défaut de payer les droits visés au paragraphe (2), sur justification écrite par l'intéressé et sur paiement des droits arriérés et des pénalités prescrites;

*b*) en raison de sa faillite, à la suite d'observations écrites de l'intéressé, aux conditions et restrictions qu'il estime indiqué d'imposer.

Suspension or cancellation

(5) A licence may be suspended or cancelled by the Superintendent

(*a*) if the trustee has been found guilty of an indictable offence that, in the Superintendent's opinion, is of a character that would impair the trustee's capacity to perform his or her fiduciary duties;

(*b*) if the trustee has failed to comply with any of the conditions or limitations to which the licence is subject;

(*c*) if the trustee has ceased to act as a trustee; or

(*d*) at the request of the trustee.

Suspension ou annulation

(5) Une licence peut être suspendue ou annulée par le surintendant :

*a*) si le syndic a été reconnu coupable d'un acte criminel dont la nature, selon lui, le rend inapte à agir comme fiduciaire;

*b*) si le syndic n'a pas observé l'une des conditions ou restrictions de sa licence;

*c*) si le syndic a cessé d'agir à ce titre;

*d*) à la demande du syndic.

Notice of intended decision

(6) Notice of an intended decision under subsection (5) shall be in writing setting out the Superintendent's reasons therefor and shall be sent to the trustee at least ten days before the decision takes effect.

Avis de la décision

(6) Au moins dix jours avant la prise d'effet de la décision qu'il se propose de prendre au titre du paragraphe (5), le surintendant envoie au syndic un préavis écrit mentionnant les motifs de sa décision.

Conditions

(7) If a licence ceases to be valid by virtue of subsection (3) or is suspended or cancelled under subsection (5), the Superintendent may impose on the trustee any requirements that the Superintendent considers appropriate, including a requirement that the trustee provide security for the protection of an estate.

Obligations

(7) En cas de suspension ou d'annulation de la licence au titre des paragraphes (3) ou (5), le surintendant peut imposer au syndic les obligations qu'il estime indiquées, notamment celle de fournir une garantie pour la protection de l'actif.

Non-application of procedure

(8) For greater certainty, section 14.02 does not apply in respect of a suspension or cancellation of a licence under subsection (5).

Non-application

(8) Il est entendu que l'article 14.02 ne s'applique pas à la suspension ou à l'annulation de la licence visée au paragraphe (5).

1992, c. 27, s. 9; 1997, c. 12, s. 8; 2004, c. 25, s. 12; 2005, c. 47, s. 10.

1992, ch. 27, art. 9; 1997, ch. 12, art. 8; 2004, ch. 25, art. 12; 2005, ch. 47, art. 10.

*Conduct of Trustees*

*Conduite des syndics*

Where trustee is not qualified to act

**13.3** (1) Except with the permission of the court and on such conditions as the court may impose, no trustee shall act as trustee in relation to the estate of a debtor

(*a*) where the trustee is, or at any time during the two preceding years was,

(i) a director or officer of the debtor,

(ii) an employer or employee of the debtor or of a director or officer of the debtor,

(iii) related to the debtor or to any director or officer of the debtor, or

(iv) the auditor, accountant or legal counsel, or a partner or an employee of the auditor, accountant or legal counsel, of the debtor; or

(*b*) where the trustee is

(i) the trustee under a trust indenture issued by the debtor or any person related to the debtor, or the holder of a power of attorney under an act constituting a hypothec within the meaning of the *Civil Code of Québec* that is granted by the debtor or any person related to the debtor, or

(ii) related to the trustee, or the holder of a power of attorney, referred to in subparagraph (i).

Incompatibilité

**13.3** (1) Sauf avec l'autorisation du tribunal et aux conditions qu'il peut fixer, ne peut agir à titre de syndic de l'actif d'un débiteur le syndic :

*a*) qui est ou, au cours des deux années précédentes, a été :

(i) administrateur ou dirigeant du débiteur,

(ii) employeur ou employé du débiteur ou d'un administrateur ou dirigeant de celui-ci,

(iii) lié au débiteur ou à l'un de ses administrateurs ou dirigeants,

(iv) vérificateur, comptable ou conseiller juridique du débiteur ou leur employé ou associé;

*b*) qui est :

(i) le fondé de pouvoir aux termes d'un acte constitutif d'hypothèque — au sens du *Code civil du Québec* — émanant du débiteur ou d'une personne liée à celui-ci ou le fiduciaire aux termes d'un acte de fiducie émanant du débiteur ou d'une personne liée à celui-ci,

(ii) lié au fondé de pouvoir ou au fiduciaire visé au sous-alinéa (i).

Copy of application to Superintendent

(1.1) A trustee who applies for the permission of the court for the purposes of subsection (1) shall without delay send a copy of the application to the Superintendent.

Avis au surintendant

(1.1) S'il demande l'autorisation visée au paragraphe (1), le syndic envoie sans délai une copie de sa demande au surintendant.

Where disclosure required

(2) No trustee shall act as a trustee in relation to the estate of a debtor where the trustee is already

(*a*) the trustee in the bankruptcy of, or in a proposal concerning, any person related to the debtor, or

(*b*) the receiver, within the meaning of subsection 243(2), or the liquidator of the property of any person related to the debtor,

without making, at the time of being appointed as trustee in relation to the estate of the debtor and at the first meeting of creditors, full disclo-

Divulgation obligatoire

(2) Sauf s'il a divulgué, lors de sa nomination et à la première assemblée des créanciers, ce lien et la possibilité de conflits d'intérêts, ne peut agir à titre de syndic à l'égard de l'actif d'un débiteur, le syndic qui est déjà :

*a*) syndic de la faillite ou de la proposition d'une personne liée au débiteur;

*b*) le séquestre au sens du paragraphe 243(2) ou le liquidateur des biens d'une personne liée au débiteur.

1992, ch. 27, art. 9; 1997, ch. 12, art. 9(F); 2004, ch. 25, art. 13; 2005, ch. 47, art. 11; 2007, ch. 36, art. 4(F).

sure of that fact and of the potential conflict of interest.

1992, c. 27, s. 9; 1997, c. 12, s. 9(F); 2004, c. 25, s. 13; 2005, c. 47, s. 11; 2007, c. 36, s. 4(F).

Trustee may act for secured creditor

**13.4** (1) No trustee may, while acting as the trustee of an estate, act for or assist a secured creditor to assert a claim against the estate or to realize or otherwise deal with a security that the secured creditor holds, unless the trustee has obtained a written opinion from independent legal counsel that the security is valid and enforceable against the estate.

Possibilité pour le syndic d'agir pour un créancier garanti

**13.4** (1) Le syndic d'un actif ne peut, pendant qu'il exerce ses fonctions, agir pour le compte d'un créancier garanti ni lui prêter son concours dans le but de faire valoir une réclamation contre l'actif ou d'exercer un droit afférent à la garantie détenue par ce créancier, notamment celui de la réaliser, à moins d'avoir obtenu l'avis écrit d'un conseiller juridique indépendant attestant que cette garantie est valide et exécutoire.

Notification by trustee

(1.1) Forthwith on commencing to act for or assist a secured creditor of the estate in the manner set out in subsection (1), a trustee shall notify the Superintendent and the creditors or the inspectors

(*a*) that the trustee is acting for the secured creditor;

(*b*) of the basis of any remuneration from the secured creditor; and

(*c*) of the opinion referred to in subsection (1).

Avis du syndic

(1.1) Dès qu'il commence à agir pour le compte d'un créancier garanti ou à lui prêter son concours, le syndic avise le surintendant et soit les créanciers, soit les inspecteurs :

*a*) qu'il agit pour le compte du créancier garanti;

*b*) de la rémunération qu'il reçoit du créancier garanti;

*c*) de l'avis juridique.

Trustee to provide opinion

(2) Within two days after receiving a request therefor, a trustee shall provide the Superintendent with a copy of the opinion referred to in subsection (1) and shall also provide a copy to each creditor who has made a request therefor.

1992, c. 27, s. 9; 1997, c. 12, s. 10; 2004, c. 25, s. 14(E); 2005, c. 47, s. 12; 2007, c. 36, s. 5.

Copie de l'avis juridique

(2) Dans les deux jours suivant une demande à cet effet, le syndic remet une copie de l'avis juridique au surintendant et une copie aux créanciers qui en ont fait la demande.

1992, ch. 27, art. 9; 1997, ch. 12, art. 10; 2004, ch. 25, art. 14(A); 2005, ch. 47, art. 12; 2007, ch. 36, art. 5.

Code of Ethics

**13.5** A trustee shall comply with the prescribed Code of Ethics.

1992, c. 27, s. 9; 2005, c. 47, s. 13.

Code de déontologie

**13.5** Les syndics sont tenus de se conformer au code de déontologie prescrit.

1992, ch. 27, art. 9; 2005, ch. 47, art. 13.

Persons disqualified from working for trustee

**13.6** A trustee shall not engage the services of a person

(*a*) whose trustee licence has been cancelled under paragraph 13.2(5)(*a*) or subsection 14.01(1); or

(*b*) who is the subject of a direction made by the Superintendent under paragraph 14.03(1)(*d*).

1997, c. 12, s. 11; 2005, c. 47, s. 13.

Interdiction

**13.6** Le syndic ne peut retenir les services d'une personne :

*a*) soit dont le surintendant a annulé la licence aux termes de l'alinéa 13.2(5)*a*) ou du paragraphe 14.01(1);

*b*) soit qui est visée par une instruction donnée par le surintendant en vertu de l'alinéa 14.03(1)*d*).

1997, ch. 12, art. 11; 2005, ch. 47, art. 13.

*Appointment and Substitution of Trustees*

*Nomination et remplacement des syndics*

Appointment of trustee by creditors

**14.** The creditors may, at any meeting by special resolution, appoint or substitute another

Nomination d'un syndic par les créanciers

**14.** Les créanciers peuvent, par résolution spéciale à toute assemblée, nommer un autre

licensed trustee for the trustee named in an assignment, a bankruptcy order or a proposal, or otherwise appointed or substituted.

R.S., 1985, c. B-3, s. 14; 1992, c. 27, s. 9; 2004, c. 25, s. 15.

syndic ou substituer un autre syndic au syndic désigné dans une cession, ordonnance de faillite ou proposition, ou autrement nommé ou substitué.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 14; 1992, ch. 27, art. 9; 2004, ch. 25, art. 15.

Decision affecting licence

**14.01** (1) If, after making or causing to be made an inquiry or investigation into the conduct of a trustee, it appears to the Superintendent that

(*a*) a trustee has not properly performed the duties of a trustee or has been guilty of any improper management of an estate,

(*b*) a trustee has not fully complied with this Act, the General Rules, directives of the Superintendent or any law with regard to the proper administration of any estate, or

(*c*) it is in the public interest to do so,

the Superintendent may do one or more of the following:

(*d*) cancel or suspend the licence of the trustee;

(*e*) place such conditions or limitations on the licence as the Superintendent considers appropriate including a requirement that the trustee successfully take an exam or enrol in a proficiency course;

(*f*) require the trustee to make restitution to the estate of such amount of money as the estate has been deprived of as a result of the trustee's conduct; and

(*g*) require the trustee to do anything that the Superintendent considers appropriate and that the trustee has agreed to.

Décision relative à la licence

**14.01** (1) Après avoir tenu ou fait tenir une investigation ou une enquête sur la conduite du syndic, le surintendant peut prendre l'une ou plusieurs des mesures énumérées ci-après, soit lorsque le syndic ne remplit pas adéquatement ses fonctions ou a été reconnu coupable de mauvaise administration de l'actif, soit lorsqu'il n'a pas observé la présente loi, les Règles générales, les instructions du surintendant ou toute autre règle de droit relative à la bonne administration de l'actif, soit lorsqu'il est dans l'intérêt public de le faire :

*a*) annuler ou suspendre la licence du syndic;

*b*) soumettre sa licence aux conditions ou restrictions qu'il estime indiquées, et notamment l'obligation de se soumettre à des examens et de les réussir ou de suivre des cours de formation;

*c*) ordonner au syndic de rembourser à l'actif toute somme qui y a été soustraite en raison de sa conduite;

*d*) ordonner au syndic de prendre toute mesure qu'il estime indiquée et que celui-ci a agréée.

Application to former trustees

(1.1) This section and section 14.02 apply, in so far as they are applicable, in respect of former trustees, with such modifications as the circumstances require.

Application aux anciens syndics

(1.1) Dans la mesure où ils sont applicables, le présent article et l'article 14.02 s'appliquent aux anciens syndics avec les adaptations nécessaires.

Delegation

(2) The Superintendent may delegate by written instrument, on such terms and conditions as are therein specified, any or all of the Superintendent's powers, duties and functions under subsection (1), subsection 13.2(5), (6) or (7) or section 14.02 or 14.03.

Délégation

(2) Le surintendant peut, par écrit et aux conditions qu'il précise dans cet écrit, déléguer tout ou partie des attributions que lui confèrent respectivement le paragraphe (1), les paragraphes 13.2(5), (6) et (7) et les articles 14.02 et 14.03.

Notification to trustees

(3) Where the Superintendent delegates in accordance with subsection (2), the Superintendent or the delegate shall

Notification

(3) En cas de délégation aux termes du paragraphe (2), le surintendant ou le délégué doit :

(*a*) where there is a delegation in relation to trustees generally, give written notice of the delegation to all trustees; and

(*b*) whether or not paragraph (*a*) applies, give written notice of the delegation of a power to any trustee who may be affected by the exercise of that power, either before the power is exercised or at the time the power is exercised.

1992, c. 27, s. 9; 1997, c. 12, s. 12; 2005, c. 47, s. 14; 2007, c. 36, s. 6.

*a*) dans la mesure où la délégation vise les syndics en général, en aviser tous les syndics par écrit;

*b*) en tout état de cause, aviser par écrit, avant l'exercice du pouvoir qui fait l'objet de la délégation ou lors de son exercice, tout syndic qui pourrait être touché par l'exercice de ce pouvoir.

1992, ch. 27, art. 9; 1997, ch. 12, art. 12; 2005, ch. 47, art. 14; 2007, ch. 36, art. 6.

Notice to trustee

**14.02** (1) Before deciding whether to exercise any of the powers referred to in subsection 14.01(1), the Superintendent shall send the trustee written notice of the powers that the Superintendent may exercise and the reasons why they may be exercised and afford the trustee a reasonable opportunity for a hearing.

Avis au syndic

**14.02** (1) Avant de décider de prendre l'une ou plusieurs des mesures visées au paragraphe 14.01(1), le surintendant envoie au syndic un avis écrit et motivé de la ou des mesures qu'il peut prendre et lui donne la possibilité de se faire entendre.

Summons

(1.1) The Superintendent may, for the purpose of the hearing, issue a summons requiring and commanding any person named in it

(*a*) to appear at the time and place mentioned in it;

(*b*) to testify to all matters within their knowledge relative to the subject matter of the inquiry or investigation into the conduct of the trustee; and

(*c*) to bring and produce any books, records, data, documents or papers — including those in electronic form — in their possession or under their control relative to the subject matter of the inquiry or investigation.

Convocation de témoins

(1.1) Il peut, aux fins d'audition, convoquer des témoins par assignation leur enjoignant :

*a*) de comparaître aux date, heure et lieu indiqués;

*b*) de témoigner sur tous faits connus d'eux se rapportant à l'investigation ou à l'enquête sur la conduite du syndic;

*c*) de produire tous livres, registres, données, documents ou papiers, sur support électronique ou autre, qui se rapportent à l'investigation ou à l'enquête et dont ils ont la possession ou la responsabilité.

Effect throughout Canada

(1.2) A person may be summoned from any part of Canada by virtue of a summons issued under subsection (1.1).

Effet

(1.2) Les assignations visées au paragraphe (1.1) ont effet sur tout le territoire canadien.

Fees and allowances

(1.3) Any person summoned under subsection (1.1) is entitled to receive the like fees and allowances for so doing as if summoned to attend before the Federal Court.

Frais et indemnité

(1.3) Toute personne assignée reçoit les frais et indemnités accordés aux témoins assignés devant la Cour fédérale.

Procedure at hearing

(2) At a hearing referred to in subsection (1), the Superintendent

(*a*) has the power to administer oaths;

(*b*) is not bound by any legal or technical rules of evidence in conducting the hearing;

(*c*) shall deal with the matters set out in the notice of the hearing as informally and expeditiously as the circumstances and a consideration of fairness permit; and

Procédure de l'audition

(2) Lors de l'audition, le surintendant :

*a*) peut faire prêter serment;

*b*) n'est lié par aucune règle juridique ou procédurale en matière de preuve;

*c*) règle les questions exposées dans l'avis d'audition avec célérité et sans formalisme, eu égard aux circonstances et à l'équité;

(*d*) shall cause a summary of any oral evidence to be made in writing.

*d*) fait établir un résumé écrit de toute preuve orale.

Record

(3) The notice referred to in subsection (1) and, where applicable, the summary of oral evidence referred to in paragraph (2)(*d*), together with such documentary evidence as the Superintendent receives in evidence, form the record of the hearing and the record and the hearing are public, unless the Superintendent is satisfied that personal or other matters that may be disclosed are of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of those matters, in the interest of a third party or in the public interest, outweighs the desirability of the access by the public to information about those matters.

Dossier et audition

(3) L'audition et le dossier de l'audition sont publics à moins que le surintendant ne juge que la nature des révélations possibles sur des questions personnelles ou autres est telle que, en l'espèce, l'intérêt d'un tiers ou l'intérêt public l'emporte sur le droit du public à l'information. Le dossier de l'audition comprend l'avis prévu au paragraphe (1), le résumé de la preuve orale visé à l'alinéa (2)*d*) et la preuve documentaire reçue par le surintendant.

Decision

(4) The decision of the Superintendent after a hearing referred to in subsection (1), together with the reasons therefor, shall be given in writing to the trustee not later than three months after the conclusion of the hearing, and is public.

Décision

(4) La décision du surintendant est rendue par écrit, motivée et remise au syndic dans les trois mois suivant la clôture de l'audition, et elle est publique.

Review by Federal Court

(5) A decision of the Superintendent given pursuant to subsection (4) is deemed to be a decision of a federal board, commission or other tribunal that may be reviewed and set aside pursuant to the *Federal Courts Act*.

Examen de la Cour fédérale

(5) La décision du surintendant, rendue et remise conformément au paragraphe (4), est assimilée à celle d'un office fédéral et comme telle est soumise au pouvoir d'examen et d'annulation prévu à la *Loi sur les Cours fédérales*.

1992, c. 27, s. 9; 1997, c. 12, s. 13; 2002, c. 8, s. 182; 2005, c. 47, s. 15; 2007, c. 36, s. 7.

1992, ch. 27, art. 9; 1997, ch. 12, art. 13; 2002, ch. 8, art. 182; 2005, ch. 47, art. 15; 2007, ch. 36, art. 7.

Conservatory measures

**14.03** (1) Subject to subsection (2), the Superintendent may, for the protection of an estate, the rights of the creditors or the debtor,

(*a*) direct a person to deal with property of the estate described in the direction in such manner as may be indicated in the direction, including the continuation of the administration of the estate;

(*b*) direct any person to take such steps as the Superintendent considers necessary to preserve the books, records, data, including data in electronic form, and documents of the estate;

(*c*) direct a bank or other depository not to pay out funds held to the credit of the estate except in accordance with the direction; and

(*d*) direct the official receiver not to appoint the trustee in respect of any new estates until a decision is made under subsection 13.2(5) or 14.01(1).

Mesures conservatoires

**14.03** (1) Pour assurer la sauvegarde d'un actif ou des droits des créanciers ou du débiteur, le surintendant peut, sous réserve du paragraphe (2) :

*a*) donner instruction à quiconque de s'occuper des biens de l'actif visé dans les instructions conformément aux modalités qui y sont indiquées, notamment d'en continuer l'administration;

*b*) donner instruction à quiconque de prendre les mesures qu'il estime nécessaires à la sauvegarde des livres, registres, données sur support électronique ou autre, et documents de l'actif;

*c*) donner instruction à une banque ou autre dépositaire de ne faire aucun paiement sur les fonds détenus au crédit de cet actif, si ce n'est conformément à l'instruction;

*d*) donner instruction au séquestre officiel de ne plus nommer le syndic en cause pour administrer de nouveaux actifs tant qu'une dé-

cision n'est pas rendue au titre des paragraphes 13.2(5) ou 14.01(1).

Circumstances

(2) The circumstances in which the Superintendent is authorized to exercise the powers set out in subsection (1) are where

(*a*) an estate is left without a trustee by the death, removal or incapacity of the trustee;

(*b*) the Superintendent makes or causes to be made any inquiry or investigation under paragraph 5(3)(*e*);

(*c*) the Superintendent exercises any of the powers set out in section 14.01;

(*d*) the fees referred to in subsection 13.2(2) have not been paid in respect of the trustee's licence;

(*e*) a trustee becomes insolvent;

(*f*) a trustee has been found guilty of an indictable offence that, in the Superintendent's opinion, is of a character that would impair the trustee's capacity to perform the trustee's fiduciary duties, or has failed to comply with any of the conditions or limitations to which the trustee's licence is subject; or

(*g*) a circumstance referred to in paragraph 13.2(5)(*c*) or (*d*) exists and the Superintendent is considering cancelling the licence under subsection 13.2(5).

Circonstances

(2) Le surintendant peut exercer les pouvoirs visés au paragraphe (1) dans les circonstances suivantes :

*a*) le décès, la destitution ou l'empêchement du syndic responsable de l'actif;

*b*) la tenue des investigations ou des enquêtes prévues à l'alinéa 5(3)*e*);

*c*) l'exercice par lui des pouvoirs visés à l'article 14.01;

*d*) le défaut de paiement de droits prévus au paragraphe 13.2(2) à l'égard de la licence du syndic;

*e*) l'insolvabilité du syndic;

*f*) le syndic a été reconnu coupable d'un acte criminel dont la nature, selon lui, le rend inapte à agir comme fiduciaire ou il n'a pas observé l'une des conditions ou restrictions de sa licence;

*g*) le fait qu'il envisage d'annuler la licence du syndic au titre des alinéas 13.2(5)*c*) ou *d*).

Contents and effect of direction

(3) A direction given pursuant to subsection (1)

(*a*) shall state the statutory authority pursuant to which the direction is given;

(*b*) is binding on the person to whom it is given; and

(*c*) is, in favour of the person to whom it is given, conclusive proof of the facts set out therein.

Teneur et effet des instructions

(3) Les instructions énoncent la disposition législative conformément à laquelle elles sont données, lient leur destinataire et font pleinement foi de leur contenu en faveur de leur destinataire.

Liability ceases on compliance

(4) A person who complies with a direction given pursuant to subsection (1) is not liable for any act done by the person only to comply with the direction.

1992, c. 27, s. 9; 1997, c. 12, s. 14; 1999, c. 31, s. 18(E); 2005, c. 47, s. 16; 2007, c. 36, s. 8(F).

Suppression de la responsabilité

(4) Quiconque obtempère aux instructions données en application du paragraphe (1) échappe à toute responsabilité pour les actes posés dans le seul but de s'y conformer.

1992, ch. 27, art. 9; 1997, ch. 12, art. 14; 1999, ch. 31, art. 18(A); 2005, ch. 47, art. 16; 2007, ch. 36, art. 8(F).

Removal and appointment

**14.04** The court, on the application of any interested person, may for cause remove a trustee and appoint another licensed trustee in the trustee's place.

1992, c. 27, s. 9.

Révocation et nomination

**14.04** Le tribunal, à la demande de tout intéressé, peut révoquer pour un motif suffisant un syndic et nommer à sa place un autre syndic autorisé.

1992, ch. 27, art. 9.

Where there is no licensed trustee, etc.

**14.05** Where a debtor resides or carries on business in a locality in which there is no licensed trustee, and no licensed trustee can be found who is willing to act as trustee, the court or the official receiver may appoint a responsible person residing in the locality of the debtor to administer the estate of the debtor, and that person, for that purpose, has all the powers of a licensed trustee under this Act, and the provisions of this Act apply to that person as if a licence had been issued to that person under paragraph 5(3)(*a*).

1992, c. 27, s. 9.

Localité sans syndic autorisé

**14.05** Lorsque le débiteur réside ou exerce un commerce dans une localité où il n'y a pas de syndic autorisé, et qu'il est impossible d'en trouver un qui consente à agir comme syndic, le tribunal ou le séquestre officiel peut nommer une personne digne de confiance résidant dans la localité du débiteur pour administrer l'actif de celui-ci, et, à cette fin, cette personne possède tous les pouvoirs que la présente loi accorde à un syndic autorisé, et les dispositions de la présente loi s'appliquent à cette personne tout comme si elle avait été régulièrement autorisée en vertu de l'alinéa 5(3)*a*).

1992, ch. 27, art. 9.

No trustee is bound to act

**14.06** (1) No trustee is bound to assume the duties of trustee in matters relating to assignments, bankruptcy orders or proposals, but having accepted an appointment in relation to those matters the trustee shall, until discharged or another trustee is appointed in the trustee's stead, perform the duties required of a trustee under this Act.

Non-obligation du syndic

**14.06** (1) Le syndic n'est pas tenu d'assumer les fonctions de syndic relativement à des cessions, à des ordonnances de faillite ou à des propositions concordataires; toutefois, dès qu'il accepte sa nomination à ce titre, il doit accomplir les fonctions que la présente loi lui impose, jusqu'à ce qu'il ait été libéré ou qu'un autre syndic ait été nommé à sa place.

Application

(1.1) In subsections (1.2) to (6), a reference to a trustee means a trustee in a bankruptcy or proposal and includes

(*a*) an interim receiver;

(*b*) a receiver within the meaning of subsection 243(2); and

(*c*) any other person who has been lawfully appointed to take, or has lawfully taken, possession or control of any property of an insolvent person or a bankrupt that was acquired for, or is used in relation to, a business carried on by the insolvent person or bankrupt.

Application

(1.1) Les paragraphes (1.2) à (6) s'appliquent également aux syndics agissant dans le cadre d'une faillite ou d'une proposition ainsi qu'aux personnes suivantes :

*a*) les séquestres intérimaires;

*b*) les séquestres au sens du paragraphe 243(2);

*c*) les autres personnes qui sont nommément habilitées à prendre — ou ont pris légalement — la possession ou la responsabilité d'un bien acquis ou utilisé par une personne insolvable ou un failli dans le cadre de ses affaires.

No personal liability in respect of matters before appointment

(1.2) Despite anything in federal or provincial law, if a trustee, in that position, carries on the business of a debtor or continues the employment of a debtor's employees, the trustee is not by reason of that fact personally liable in respect of a liability, including one as a successor employer,

(*a*) that is in respect of the employees or former employees of the debtor or a predecessor of the debtor or in respect of a pension plan for the benefit of those employees; and

(*b*) that exists before the trustee is appointed or that is calculated by reference to a period before the appointment.

Immunité

(1.2) Par dérogation au droit fédéral et provincial, le syndic qui, en cette qualité, continue l'exploitation de l'entreprise du débiteur ou lui succède comme employeur est dégagé de toute responsabilité personnelle découlant de quelque obligation du débiteur, notamment à titre d'employeur successeur, si celle-ci, à la fois :

*a*) l'oblige envers des employés ou anciens employés du débiteur, ou de l'un de ses prédécesseurs, ou découle d'un régime de pension pour le bénéfice de ces employés;

*b*) existait avant sa nomination ou est calculée sur la base d'une période la précédant.

Status of liability

(1.3) A liability referred to in subsection (1.2) is not to rank as costs of administration.

Obligation exclue des frais

(1.3) L'obligation visée au paragraphe (1.2) ne peut être imputée à l'actif au titre des frais d'administration.

Liability of other successor employers

(1.4) Subsection (1.2) does not affect the liability of a successor employer other than the trustee.

Responsabilité de l'employeur successeur

(1.4) Le paragraphe (1.2) ne dégage aucun employeur successeur, autre que le syndic, de sa responsabilité.

Liability in respect of environmental matters

(2) Notwithstanding anything in any federal or provincial law, a trustee is not personally liable in that position for any environmental condition that arose or environmental damage that occurred

(*a*) before the trustee's appointment; or

(*b*) after the trustee's appointment unless it is established that the condition arose or the damage occurred as a result of the trustee's gross negligence or wilful misconduct or, in the Province of Quebec, the trustee's gross or intentional fault.

Responsabilité en matière d'environnement

(2) Par dérogation au droit fédéral et provincial, le syndic est, ès qualités, dégagé de toute responsabilité personnelle découlant de tout fait ou dommage lié à l'environnement survenu avant ou après sa nomination, sauf celui causé par sa négligence grave ou son inconduite délibérée ou, dans la province de Québec, par sa faute lourde ou intentionnelle.

Reports, etc., still required

(3) Nothing in subsection (2) exempts a trustee from any duty to report or make disclosure imposed by a law referred to in that subsection.

Rapports

(3) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet de soustraire le syndic à une obligation de faire rapport ou de communiquer des renseignements prévue par le droit applicable en l'espèce.

Non-liability re certain orders

(4) Notwithstanding anything in any federal or provincial law but subject to subsection (2), where an order is made which has the effect of requiring a trustee to remedy any environmental condition or environmental damage affecting property involved in a bankruptcy, proposal or receivership, the trustee is not personally liable for failure to comply with the order, and is not personally liable for any costs that are or would be incurred by any person in carrying out the terms of the order,

(*a*) if, within such time as is specified in the order, within ten days after the order is made if no time is so specified, within ten days after the appointment of the trustee, if the order is in effect when the trustee is appointed, or during the period of the stay referred to in paragraph (*b*), the trustee

(i) complies with the order, or

(ii) on notice to the person who issued the order, abandons, disposes of or otherwise releases any interest in any real property, or any right in any immovable, affected by the condition or damage;

(*b*) during the period of a stay of the order granted, on application made within the time

Immunité — ordonnances

(4) Par dérogation au droit fédéral et provincial, mais sous réserve du paragraphe (2), le syndic est, ès qualités, dégagé de toute responsabilité personnelle découlant du non-respect de toute ordonnance de réparation de tout fait ou dommage lié à l'environnement et touchant un bien visé par une faillite, une proposition ou une mise sous séquestre administrée par un séquestre, et de toute responsabilité personnelle relativement aux frais engagés par toute personne exécutant l'ordonnance :

*a*) si, dans les dix jours suivant l'ordonnance ou dans le délai fixé par celle-ci, dans les dix jours suivant sa nomination si l'ordonnance est alors en vigueur ou pendant la durée de la suspension visée à l'alinéa *b*) :

(i) il s'y conforme,

(ii) il abandonne, après avis à la personne ayant rendu l'ordonnance, tout droit sur l'immeuble en cause ou tout intérêt sur le bien réel en cause, en dispose ou s'en dessaisit;

*b*) pendant la durée de la suspension de l'ordonnance qui est accordée, sur demande présentée dans les dix jours suivant l'ordonnance visée à l'alinéa *a*) ou dans le délai fixé

specified in the order referred to in paragraph (*a*), within ten days after the order is made or within ten days after the appointment of the trustee, if the order is in effect when the trustee is appointed, by

(i) the court or body having jurisdiction under the law pursuant to which the order was made to enable the trustee to contest the order, or

(ii) the court having jurisdiction in bankruptcy for the purposes of assessing the economic viability of complying with the order; or

(*c*) if the trustee had, before the order was made, abandoned or renounced or been divested of any interest in any real property, or any right in any immovable, affected by the condition or damage.

par celle-ci, ou dans les dix jours suivant sa nomination si l'ordonnance est alors en vigueur :

(i) soit par le tribunal ou l'autorité qui a compétence relativement à l'ordonnance, en vue de permettre au syndic de la contester,

(ii) soit par le tribunal qui a compétence en matière de faillite, en vue d'évaluer les conséquences économiques du respect de l'ordonnance;

*c*) si, avant que l'ordonnance ne soit rendue, il avait abandonné tout droit sur l'immeuble en cause ou tout intérêt sur le bien réel en cause ou y avait renoncé, ou s'en était dessaisi.

Stay may be granted

(5) The court may grant a stay of the order referred to in subsection (4) on such notice and for such period as the court deems necessary for the purpose of enabling the trustee to assess the economic viability of complying with the order.

Suspension

(5) En vue de permettre au syndic d'évaluer les conséquences économiques du respect de l'ordonnance, le tribunal peut en ordonner la suspension après avis et pour la période qu'il estime indiqués.

Costs for remedying not costs of administration

(6) If the trustee has abandoned or renounced any interest in any real property, or any right in any immovable, affected by the environmental condition or environmental damage, claims for costs of remedying the condition or damage shall not rank as costs of administration.

Frais

(6) Si le syndic a abandonné tout droit sur l'immeuble en cause ou tout intérêt sur le bien réel en cause ou y a renoncé, les réclamations pour les frais de réparation du fait ou dommage lié à l'environnement et touchant le bien ne font pas partie des frais d'administration.

Priority of claims

(7) Any claim by Her Majesty in right of Canada or a province against the debtor in a bankruptcy, proposal or receivership for costs of remedying any environmental condition or environmental damage affecting real property or an immovable of the debtor is secured by security on the real property or immovable affected by the environmental condition or environmental damage and on any other real property or immovable of the debtor that is contiguous with that real property or immovable and that is related to the activity that caused the environmental condition or environmental damage, and the security

(*a*) is enforceable in accordance with the law of the jurisdiction in which the real property or immovable is located, in the same way as a mortgage, hypothec or other security on real property or immovables; and

Priorité des réclamations

(7) En cas de faillite, de proposition ou de mise sous séquestre administrée par un séquestre, toute réclamation de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province contre le débiteur pour les frais de réparation du fait ou dommage lié à l'environnement et touchant un de ses immeubles ou biens réels est garantie par une sûreté sur le bien en cause et sur ceux qui sont contigus à celui où le dommage est survenu et qui sont liés à l'activité ayant causé le fait ou le dommage; la sûreté peut être exécutée selon le droit du lieu où est situé le bien comme s'il s'agissait d'une hypothèque ou autre garantie sur celui-ci et, par dérogation aux autres dispositions de la présente loi et à toute règle de droit fédéral et provincial, a priorité sur tout autre droit, charge, sûreté ou réclamation visant le bien.

(*b*) ranks above any other claim, right, charge or security against the property, despite any other provision of this Act or anything in any other federal or provincial law.

Claim for clean-up costs

(8) Despite subsection 121(1), a claim against a debtor in a bankruptcy or proposal for the costs of remedying any environmental condition or environmental damage affecting real property or an immovable of the debtor shall be a provable claim, whether the condition arose or the damage occurred before or after the date of the filing of the proposal or the date of the bankruptcy.

1992, c. 27, s. 9; 1997, c. 12, s. 15; 2004, c. 25, s. 16; 2005, c. 47, s. 17; 2007, c. 36, s. 9.

Précision

(8) Malgré le paragraphe 121(1), la réclamation pour les frais de réparation du fait ou dommage lié à l'environnement et touchant l'immeuble ou le bien réel du débiteur constitue une réclamation prouvable, que la date du fait ou dommage soit antérieure ou postérieure à celle de la faillite ou du dépôt de la proposition.

1992, ch. 27, art. 9; 1997, ch. 12, art. 15; 2004, ch. 25, art. 16; 2005, ch. 47, art. 17; 2007, ch. 36, art. 9.

Effect of defect or irregularity in appointment

**14.07** No defect or irregularity in the appointment of a trustee vitiates any act done by the trustee in good faith.

1992, c. 27, s. 9.

Vice ou irrégularité dans la nomination

**14.07** Aucune erreur ou irrégularité dans la nomination d'un syndic ne vicie un acte accompli de bonne foi par lui.

1992, ch. 27, art. 9.

*Corporations as Trustees*

*Sociétés*

Majority of officers and directors must hold licences

**14.08** A body corporate may hold a licence as a trustee only if a majority of its directors and a majority of its officers hold licences as trustees.

1992, c. 27, s. 9.

Administrateurs titulaires de licences

**14.08** Une personne morale ne peut être titulaire d'une licence de syndic que si la majorité de ses administrateurs et la majorité de ses dirigeants sont titulaires d'une telle licence.

1992, ch. 27, art. 9.

Acts of body corporate

**14.09** A body corporate that holds a licence as a trustee may perform the duties and exercise the powers of a trustee only through a director or officer of the body corporate who holds a licence as a trustee.

1992, c. 27, s. 9.

Actes des personnes morales

**14.09** La personne morale titulaire d'une licence de syndic ne peut exercer ses fonctions à ce titre que par l'intermédiaire d'un de ses administrateurs ou dirigeants qui est lui-même titulaire d'une telle licence.

1992, ch. 27, art. 9.

Not carrying on business of trust company

**14.1** Every body corporate that is incorporated by or under an Act of Parliament and that holds a licence as a trustee may carry on the business of a trustee anywhere in Canada and shall not, in respect of its operations as a trustee, be construed to be carrying on the business of a trust company.

1992, c. 27, s. 9.

Distinction entre les sociétés de fiducie

**14.1** Toute personne morale de droit fédéral, titulaire d'une licence de syndic, peut exercer les fonctions de syndic sur tout le territoire du Canada; elle n'est pas, à cet égard, assimilée à une société de fiducie.

1992, ch. 27, art. 9.

*Official Name*

*Nom officiel*

Official name in bankruptcy and proposal proceedings

**15.** The official name of a trustee acting in bankruptcy proceedings is "The Trustee of the Estate of (*insert name of the bankrupt*), a bankrupt", and the official name of a trustee acting with respect to a proposal by an insolvent person is "The Trustee acting *in re* the proposal of (*insert the name of the debtor*)".

R.S., c. B-3, s. 11.

Nom officiel du syndic

**15.** Le nom officiel d'un syndic agissant en matière de faillite est « Le syndic de l'actif de (*insérer le nom du failli*), failli » et le nom officiel d'un syndic agissant relativement à une proposition faite par une personne insolvable est « Le syndic agissant *in re* : la proposition de (*insérer le nom du débiteur*) ».

S.R., ch. B-3, art. 11.

*Status of Trustee*

Declaration

**15.1** A trustee is deemed to be a trustee for the purposes of the definition "trustee" in section 2 of the *Criminal Code*.

1997, c. 12, s. 16; 2004, c. 25, s. 17(F).

*Statut du syndic*

Déclaration

**15.1** Le syndic est réputé être un fiduciaire pour l'application de la définition de « fiduciaire » à l'article 2 du *Code criminel*.

1997, ch. 12, art. 16; 2004, ch. 25, art. 17(F).

*Duties and Powers of Trustees*

*Fonctions et pouvoirs des syndics*

Security to be given by trustee

**16.** (1) Every trustee duly appointed shall, as soon as they are appointed, give security in cash or by bond or suretyship of a guaranty company satisfactory to the official receiver for the due accounting for, the payment and the transfer of all property received by the trustee as trustee and for the due and faithful performance of the trustee's duties.

Fourniture d'une garantie par le syndic

**16.** (1) Tout syndic régulièrement nommé fournit aussitôt une garantie — en espèces ou sous forme de lettre de garantie d'une compagnie de garantie —, agréée par le séquestre officiel, garantissant qu'il rendra régulièrement compte de tous biens reçus par lui en qualité de syndic, ainsi que du paiement et du transfert de ces biens, et qu'il remplira diligemment et fidèlement ses fonctions.

Security to be given by trustee

(2) The security required to be given under subsection (1) shall be given to the official receiver in favour of the creditors generally and may be enforced by any succeeding trustee or by any one of the creditors on behalf of all by direction of the court, and may be increased or reduced by the official receiver.

Modalités de la garantie

(2) La garantie doit être fournie au séquestre officiel et donnée en faveur des créanciers en général, et elle peut être exécutée par tout syndic subséquent ou par n'importe lequel des créanciers pour le compte de tous, sur instructions du tribunal; le montant de la garantie peut être augmenté ou réduit par le séquestre officiel.

Trustee to take possession and make inventory

(3) The trustee shall, as soon as possible, take possession of the deeds, books, records and documents and all property of the bankrupt and make an inventory, and for the purpose of making an inventory the trustee is entitled to enter, subject to subsection (3.1), on any premises on which the deeds, books, records, documents or property of the bankrupt may be, even if they are in the possession of an executing officer, a secured creditor or other claimant to them.

Le syndic prend possession et dresse inventaire

(3) Le plus tôt possible, le syndic prend possession des titres, livres, dossiers et documents, ainsi que de tous les biens du failli, et dresse un inventaire; pour lui permettre de préparer un inventaire, il a le droit, sous réserve du paragraphe (3.1), de pénétrer en tout lieu où peuvent se trouver les titres, livres, dossiers, documents ou biens du failli, quoiqu'ils puissent être en la possession d'un huissier-exécutant, d'un créancier garanti ou d'une autre personne qui les réclame.

Warrant required to enter

(3.1) Where the premises referred to in subsection (3) are occupied by a person other than the bankrupt, the trustee may not enter the premises without the consent of that other person except under the authority of a warrant issued under section 189.

Mandat obligatoire

(3.1) Lorsque les lieux sont occupés par une autre personne que le failli, le syndic ne peut toutefois y pénétrer sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni du mandat prévu à l'article 189.

Trustee to be receiver

(4) The trustee shall, in relation to and for the purpose of acquiring or retaining possession of the property of the bankrupt, be in the same position as if he were a receiver of the property appointed by the court, and the court may on his application enforce the acquisition or retention accordingly.

Le syndic agit comme séquestre

(4) En vue et aux fins d'acquérir ou de retenir la possession des biens du failli, le syndic est dans la même position que s'il était un séquestre des biens nommé par le tribunal, et le tribunal peut, à la requête du syndic, rendre exécutoire cette acquisition ou rétention.

Right of trustee to books of account, etc.

(5) No person is, as against the trustee, entitled to withhold possession of the books of account belonging to the bankrupt or any papers or documents, including material in electronic form, relating to the accounts or to any trade dealings of the bankrupt or to set up any lien or right of retention thereon.

R.S., 1985, c. B-3, s. 16; R.S., 1985, c. 31 (1st Supp.), s. 3; 1994, c. 26, s. 7; 1997, c. 12, s. 17; 2004, c. 25, s. 18.

Droit aux livres

(5) Nul ne peut, à l'encontre du syndic, retenir la possession de livres de comptes appartenant au failli, de tout papier ou document — sur support électronique ou autre — se rapportant aux comptes ou à des opérations commerciales du failli, ni les assujettir à un privilège ou à un droit de rétention.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 16; L.R. (1985), ch. 31 (1 er suppl.), art. 3; 1994, ch. 26, art. 7; 1997, ch. 12, art. 17; 2004, ch. 25, art. 18.

Property to be delivered to trustee

**17.** (1) Where a person has in his possession or power any property of the bankrupt that he is not by law entitled to retain as against the bankrupt or the trustee, that person shall deliver the property to the trustee.

Biens à remettre au syndic

**17.** (1) Si une personne a en sa possession ou en son pouvoir des biens du failli qu'elle n'est pas légalement justifiée de retenir à l'encontre du failli ou du syndic, elle les remet au syndic.

Power to act anywhere

(2) For the purpose of obtaining possession of and realizing on the property of the bankrupt, a trustee has power to act as such anywhere.

R.S., c. B-3, s. 12.

Pouvoir d'agir partout

(2) Afin d'obtenir la possession des biens du failli et d'en réaliser la valeur, un syndic a le pouvoir d'agir n'importe où comme syndic.

S.R., ch. B-3, art. 12.

Conservatory measures

**18.** The trustee may when necessary in the interests of the estate of the bankrupt

(*a*) take conservatory measures and summarily dispose of property that is perishable or likely to depreciate rapidly in value; and

(*b*) carry on the business of the bankrupt until the date fixed for the first meeting of creditors.

R.S., c. B-3, s. 12.

Mesures conservatoires

**18.** Quand les intérêts de l'actif du failli l'exigent, le syndic peut :

*a*) prendre des mesures conservatoires et disposer sommairement de biens sujets à s'avarier ou susceptibles de dépréciation rapide;

*b*) exercer le commerce du failli jusqu'au jour fixé pour la première assemblée des créanciers.

S.R., ch. B-3, art. 12.

Legal advice or action before first meeting

**19.** (1) The trustee may prior to the first meeting of creditors obtain such legal advice and take such court proceedings as he may consider necessary for the recovery or protection of the property of the bankrupt.

Assistance juridique

**19.** (1) Le syndic peut, antérieurement à la première assemblée des créanciers, obtenir un avis juridique et prendre les procédures judiciaires qu'il peut juger nécessaires pour recouvrer ou protéger les biens du failli.

In case of emergency

(2) In the case of an emergency where the necessary authority cannot be obtained from the inspectors in time to take appropriate action, the trustee may obtain such legal advice and institute such legal proceedings and take such action as he may deem necessary in the interests of the estate of the bankrupt.

(3) [Repealed, 2005, c. 47, s. 18]

R.S., 1985, c. B-3, s. 19; 2004, c. 25, s. 19(F); 2005, c. 47, s. 18.

En cas d'urgence

(2) Dans un cas d'urgence où il est impossible d'obtenir des inspecteurs, en temps utile, l'autorisation requise pour prendre les mesures qui s'imposent, le syndic peut obtenir l'opinion d'un conseiller juridique, intenter les procédures judiciaires et prendre les mesures qu'il juge nécessaires dans l'intérêt de l'actif.

(3) [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 18]

L.R. (1985), ch. B-3, art. 19; 2004, ch. 25, art. 19(F); 2005, ch. 47, art. 18.

Divesting property by trustee

**20.** (1) The trustee may, with the permission of the inspectors, divest all or any part of the trustee's right, title or interest in any real property or immovable of the bankrupt by a no-

Renonciation des syndics

**20.** (1) Le syndic peut, avec la permission des inspecteurs, renoncer à la totalité ou une partie de son droit, titre ou intérêt visant un immeuble ou un bien réel du failli au moyen d'un

tice of quit claim or renunciation by the trustee, and the official in charge of the land titles or registry office, as the case may be, where title to the real property or immovable is registered shall accept and register in the land register the notice when tendered for registration.

avis de renonciation; le fonctionnaire responsable du bureau compétent où a été consigné le titre afférent au bien doit, sur présentation de l'avis, l'accepter et le consigner sur le registre foncier.

Registration of notice

(2) Registration of a notice under subsection (1) operates as a discharge or release of any documents previously registered in the land register by or on behalf of the trustee with respect to the property referred to in the notice.

(2) La consignation emporte mainlevée ou libération de tous documents antérieurement consignés sur le registre foncier par le syndic, ou en son nom, relativement aux biens mentionnés dans l'avis.

Effet de l'avis

R.S., 1985, c. B-3, s. 20; 1997, c. 12, s. 18; 2004, c. 25, s. 20.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 20; 1997, ch. 12, art. 18; 2004, ch. 25, art. 20.

Verifying bankrupt's statement of affairs

**21.** The trustee shall verify the bankrupt's statement of affairs referred to in paragraph 158(*d*).

**21.** Le syndic vérifie le bilan du failli mentionné à l'alinéa 158*d*).

Vérification du bilan du failli

R.S., 1985, c. B-3, s. 21; 2005, c. 47, s. 19.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 21; 2005, ch. 47, art. 19.

Duties regarding returns

**22.** The trustee is not liable to make any return that the bankrupt was required to make more than one year prior to the commencement of the calendar year, or the fiscal year of the bankrupt where that is different from the calendar year, in which he became a bankrupt.

**22.** Le syndic n'est pas tenu de faire une déclaration que le failli était requis de faire plus d'un an avant le début de l'année civile, ou de l'exercice du failli lorsqu'il diffère de l'année civile, au cours de laquelle il a fait faillite.

Obligations du syndic à l'égard des déclarations

R.S., c. B-3, s. 12.

S.R., ch. B-3, art. 12.

Trustee to permit inspection of records

**23.** The trustee shall at all reasonable times permit any authorized person to inspect the books and papers of the bankrupt in order to prepare or verify returns that the bankrupt is by statute required to file.

**23.** Le syndic doit, à toute heure convenable, permettre à une personne autorisée d'examiner les livres et papiers du failli aux fins de préparer ou de vérifier des déclarations que la loi enjoint au failli de produire.

Le syndic doit permettre l'examen de documents

R.S., c. B-3, s. 12.

S.R., ch. B-3, art. 12.

Insuring property

**24.** (1) The trustee shall forthwith temporarily insure and keep insured in his official name all the insurable property of the bankrupt, for such amount and against such hazards as he may deem advisable until the inspectors are appointed, whereupon the inspectors shall determine the amount for which and the hazards against which the bankrupt's property shall be insured by the trustee.

**24.** (1) Le syndic doit immédiatement assurer à titre temporaire et tenir assurés, en son nom officiel, tous les biens assurables du failli pour telle somme et contre tels risques qu'il peut juger à propos jusqu'à ce que les inspecteurs aient été nommés. Dès lors, les inspecteurs déterminent le montant pour lequel le syndic assure les biens du failli, ainsi que les risques contre lesquels le syndic assure ces biens.

Le syndic doit assurer l'actif

Losses payable to trustee

(2) All insurance covering property of the bankrupt in force at the date of the bankruptcy shall in the event of loss suffered, without any notice to the insurer or other action on the part of the trustee and notwithstanding any statute or rule of law or contract or provision to a contrary effect, become payable immediately to the trustee as if the name of the trustee were written in the policy or contract of insurance as that of the insured or as if no change of title or own-

(2) Toute assurance couvrant des biens du failli, et en vigueur à la date de la faillite, devient, dès lors, sans avis à l'assureur ni autre acte de la part du syndic, et nonobstant toute loi, règle de droit, contrat ou disposition à l'effet contraire, dans le cas de pertes subies, payable au syndic comme si le nom du syndic était écrit dans la police ou contrat d'assurance comme étant celui de l'assuré, ou comme si au-

Pertes payables au syndic

ership had come about and the trustee were the insured.

R.S., c. B-3, s. 13.

Trust account

**25.** (1) When acting under the authority of this Act, a trustee shall, without delay, deposit in a bank all funds received for an estate in a separate trust account for each estate.

Other deposit-taking institutions must be insured

(1.1) The trustee may deposit the funds in a deposit-taking institution, other than a bank as defined in section 2, only if deposits held by that institution are insured or guaranteed under a provincial or federal enactment that provides depositors with protection against the loss of funds on deposit with that institution.

Foreign funds

(1.2) If the funds are situated in a country other than Canada, the trustee may, if authorized by the Superintendent, deposit them in a financial institution in that country that is similar to a bank.

Permission needed for certain acts

(1.3) The trustee shall not withdraw any funds from the trust account of an estate without the permission in writing of the inspectors or, on application, the court, except for the payment of dividends and charges incidental to the administration of the estate.

Payment by cheque

(2) All payments made by a trustee under subsection (1) shall be made by cheque drawn on the estate account or in such manner as is specified in directives of the Superintendent.

Not in private account

(3) The trustee shall not deposit any funds received by the trustee when acting under the authority of this Act in any banking account kept by the trustee for the trustee's personal use.

R.S., 1985, c. B-3, s. 25; 1992, c. 27, s. 10; 1997, c. 12, s. 19; 2005, c. 47, s. 20.

Books to be kept by trustee

**26.** (1) The trustee shall keep proper books and records of the administration of each estate to which he is appointed, in which shall be entered a record of all moneys received or disbursed by him, a list of all creditors filing claims, the amount and disposition of those claims, a copy of all notices sent out, the original signed copy of all minutes, proceedings had, and resolutions passed at any meeting of creditors or inspectors, court orders and all such other matters or proceedings as may be

cun changement de titre ou de propriété ne s'était produit et que le syndic fût l'assuré.

S.R., ch. B-3, art. 13.

Compte en fiducie

**25.** (1) Lorsqu'il exerce les pouvoirs que lui confère la présente loi, le syndic dépose sans délai dans une banque tous les fonds reçus pour le compte de chaque actif dans un compte en fiducie ou en fidéicommis distinct.

Assurance obligatoire

(1.1) Ces fonds ne peuvent être déposés dans une institution de dépôt, autre qu'une banque au sens de l'article 2, que s'il s'agit d'une institution dont les dépôts sont assurés ou garantis en vertu d'un texte législatif fédéral ou provincial qui protège les déposants contre la perte de leur dépôt.

Fonds à l'étranger

(1.2) Si les fonds se trouvent à l'étranger le syndic, sur autorisation du surintendant, peut les y déposer dans une institution semblable à une banque.

Permission nécessaire pour certains actes

(1.3) Le syndic ne peut effectuer aucun retrait de fonds sur le compte en fiducie ou en fidéicommis d'un actif, sans la permission écrite des inspecteurs ou, sur demande, celle du tribunal, sauf en cas de paiement de dividendes ou de frais se rapportant à l'administration de l'actif.

Paiements par chèques

(2) Tous paiements faits par un syndic sont opérés au moyen de chèques tirés sur le compte de l'actif ou de la manière qui peut être spécifiée par les instructions du surintendant.

Versement au compte personnel interdit

(3) Le syndic ne peut verser à son compte de banque personnel les fonds qu'il a reçus dans l'exercice des pouvoirs que lui confère la présente loi.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 25; 1992, ch. 27, art. 10; 1997, ch. 12, art. 19; 2005, ch. 47, art. 20.

Le syndic tient des livres

**26.** (1) Le syndic tient des livres et registres convenables de l'administration de chaque actif auquel il est commis, dans lesquels sont inscrits tous les montants d'argent reçus ou payés par lui, une liste de tous les créanciers produisant des réclamations, en indiquant le montant de ces dernières et comment il en a été disposé, ainsi qu'une copie de tous les avis expédiés et le texte original et signé de tout procès-verbal, de toutes procédures entamées et résolutions adoptées à une assemblée de créanciers ou d'inspecteurs, de toutes les ordonnances du tri-

necessary to give a complete account of his administration of the estate.

bunal et toutes autres matières ou procédures qui peuvent être nécessaires pour fournir un aperçu complet de son administration de l'actif.

Trustee's records to be property of estate

(2) The estate books, records and documents relating to the administration of an estate are deemed to be the property of the estate, and, in the event of any change of trustee, shall forthwith be delivered to the substituted trustee.

(2) Les livres, registres et documents de l'actif concernant l'administration d'un actif sont considérés comme étant la propriété de l'actif et, advenant un changement de syndic, ils sont immédiatement remis au syndic substitué.

Les livres du syndic appartiennent à l'actif

Records may be inspected

(3) The trustee shall permit the books, records and documents referred to in subsection (2) to be inspected and copies of them made by the Superintendent, the bankrupt or any creditor or their representative at any reasonable time.

(3) Le syndic doit permettre que les livres, registres et documents de l'actif soient examinés et que des copies en soient prises par le surintendant, le failli ou un créancier ou leurs représentants à toute heure convenable.

Examen des livres

R.S., 1985, c. B-3, s. 26; 1997, c. 12, s. 20; 2004, c. 25, s. 21.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 26; 1997, ch. 12, art. 20; 2004, ch. 25, art. 21.

Reports by trustee

**27.** (1) The trustee shall from time to time report,

(*a*) when required by the inspectors, to every creditor,

(*b*) when required by any specific creditor, to the creditor, and

(*c*) when required by the Superintendent, to the Superintendent or the creditors,

showing the condition of the bankrupt's estate, the moneys on hand, if any, and particulars of any property remaining unsold.

**27.** (1) Le syndic doit à l'occasion faire rapport sur l'état de l'actif du failli, les sommes en caisse, s'il en est, et les détails de tout bien restant invendu :

*a*) à chaque créancier, lorsque les inspecteurs l'en requièrent;

*b*) à un créancier en particulier, lorsque ce créancier l'en requiert;

*c*) au surintendant ou aux créanciers, lorsque le surintendant l'en requiert.

Rapports du syndic

Disbursements

(2) The trustee is entitled to charge against the estate of the bankrupt, for the preparation and delivery of any report referred to in subsection (1), only his actual disbursements.

(2) Pour la préparation et la remise de ce rapport, le syndic n'a droit de se faire payer sur l'actif du failli que ses débours réels.

Débours

R.S., c. B-3, s. 13.

S.R., ch. B-3, art. 13.

Documents to be forwarded to Superintendent

**28.** (1) The trustee shall, without delay after their receipt or preparation, send to the Superintendent, in the prescribed manner, true copies of the documents referred to in section 155 and a true copy of

(*a*) the notice referred to in section 102,

(*b*) the statement referred to in paragraph 158(*d*),

(*c*) the trustee's final statement of receipts and disbursements and the dividend sheet, and

(*d*) every order made by the court on the application for discharge of a bankrupt or annulling any bankruptcy,

**28.** (1) Après leur réception ou préparation, le syndic expédie au surintendant, sans délai et de la manière prescrite, une copie conforme des documents mentionnés à l'article 155 et une copie conforme des documents suivants :

*a*) l'avis mentionné à l'article 102;

*b*) le bilan mentionné à l'alinéa 158*d*);

*c*) l'état définitif, préparé par le syndic, des recettes et des débours, ainsi que du bordereau de dividendes;

*d*) chaque ordonnance rendue par le tribunal sur la demande de libération d'un failli ou annulant une faillite.

Il produit en outre au tribunal une copie des documents mentionnés aux alinéas *b*) et *c*).

Documents à remettre au surintendant

and file a copy of the documents referred to in paragraphs (*b*) and (*c*) in the court.

Notices, etc., to be forwarded to Superintendent

(2) The trustee shall forward promptly to the Superintendent copies of all notices, reports and statements sent by him to the creditors and, when required, copies of such other documents as the Superintendent may specify.

R.S., 1985, c. B-3, s. 28; 1992, c. 1, s. 12, c. 27, s. 11; 2005, c. 47, s. 21.

Avis, etc. sont communiqués au surintendant

(2) Le syndic expédie promptement au surintendant des copies de tous avis, rapports et relevés adressés par lui aux créanciers et, lorsqu'il en est requis, des copies de tous autres documents que le surintendant peut spécifier.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 28; 1992, ch. 1, art. 12, ch. 27, art. 11; 2005, ch. 47, art. 21.

Duty of trustee on expiration of licence or removal

**29.** (1) Where

(*a*) the licence of a trustee has been cancelled or suspended, or has ceased to be valid by reason of failure to pay fees,

(*b*) a trustee has been removed from continuing the administration of an estate, or

(*c*) a trustee dies or becomes incapacitated,

the trustee or the legal representative of the trustee shall, within such time as is fixed by the Superintendent, prepare and forward to the Superintendent a detailed financial statement of the receipts and disbursements together with a list of and report on the unadministered property of every estate under the trustee's administration for which the trustee has not been discharged, and shall forward to such other trustee as may be appointed in the trustee's stead or, pending the appointment of the other trustee, to the official receiver all the remaining property of every estate under the trustee's administration together with all the books, records and documents relating thereto.

Obligations du syndic à l'expiration de sa licence ou à sa révocation

**29.** (1) En cas d'annulation, notamment pour défaut de paiement des droits, ou de suspension de sa licence, de révocation, de décès ou d'empêchement, le syndic, ou son représentant légal, fait parvenir au surintendant, dans le délai fixé par celui-ci, un état financier détaillé des recettes et débours, avec inventaire des biens non liquidés de chaque actif sous son administration et à l'égard desquels il n'a pas été libéré, avec un rapport sur de tels biens; il fait parvenir au syndic qui peut être nommé à sa place, ou en attendant la nomination d'un syndic, au séquestre officiel tout le reliquat des biens de chaque actif sous son administration, ainsi que tous livres, registres et documents s'y rapportant.

(2) [Repealed, 2005, c. 47, s. 22]

R.S., 1985, c. B-3, s. 29; 1997, c. 12, s. 21; 2005, c. 47, s. 22.

(2) [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 22]

L.R. (1985), ch. B-3, art. 29; 1997, ch. 12, art. 21; 2005, ch. 47, art. 22.

Powers exercisable by trustee with permission of inspectors

**30.** (1) The trustee may, with the permission of the inspectors, do all or any of the following things:

(*a*) sell or otherwise dispose of for such price or other consideration as the inspectors may approve all or any part of the property of the bankrupt, including the goodwill of the business, if any, and the book debts due or growing due to the bankrupt, by tender, public auction or private contract, with power to transfer the whole thereof to any person or company, or to sell the same in parcels;

(*b*) lease any real property or immovable;

Pouvoirs du syndic avec la permission des inspecteurs

**30.** (1) Avec la permission des inspecteurs, le syndic peut :

*a*) vendre ou autrement aliéner, à tel prix ou moyennant telle autre contrepartie que peuvent approuver les inspecteurs, tous les biens ou une partie des biens du failli, y compris l'achalandage, s'il en est, ainsi que les créances comptables échues ou à échoir au crédit du failli, par soumission, par enchère publique ou de gré à gré, avec pouvoir de transférer la totalité de ces biens et créances à une personne ou à une compagnie, ou de les vendre par lots;

*b*) donner à bail des immeubles ou des biens réels;

(*c*) carry on the business of the bankrupt, in so far as may be necessary for the beneficial administration of the estate of the bankrupt;

(*d*) bring, institute or defend any action or other legal proceeding relating to the property of the bankrupt;

(*e*) employ a barrister or solicitor or, in the Province of Quebec, an advocate, or employ any other representative, to take any proceedings or do any business that may be sanctioned by the inspectors;

(*f*) accept as the consideration for the sale of any property of the bankrupt a sum of money payable at a future time, subject to such stipulations as to security and otherwise as the inspectors think fit;

(*g*) incur obligations, borrow money and give security on any property of the bankrupt by mortgage, hypothec, charge, lien, assignment, pledge or otherwise, such obligations and money borrowed to be discharged or repaid with interest out of the property of the bankrupt in priority to the claims of the creditors;

(*h*) compromise and settle any debts owing to the bankrupt;

(*i*) compromise any claim made by or against the estate;

(*j*) divide in its existing form among the creditors, according to its estimated value, any property that from its peculiar nature or other special circumstances cannot be readily or advantageously sold;

(*k*) elect to retain for the whole part of its unexpired term, or to assign, surrender, disclaim or resiliate any lease of, or other temporary interest or right in, any property of the bankrupt; and

(*l*) appoint the bankrupt to aid in administering the estate of the bankrupt in such manner and on such terms as the inspectors may direct.

Permission limited to particular thing or class

(2) The permission given for the purposes of subsection (1) is not a general permission to do all or any of the things mentioned in that subsection, but is only a permission to do the particular thing or things or class of thing or things that the permission specifies.

*c*) continuer le commerce du failli, dans la mesure où la chose peut être nécessaire pour la liquidation avantageuse de l'actif;

*d*) intenter ou contester toute action ou autre procédure judiciaire se rapportant aux biens du failli;

*e*) employer un avocat ou autre représentant pour engager des procédures ou pour entreprendre toute affaire que les inspecteurs peuvent approuver;

*f*) accepter comme contrepartie pour la vente de tout bien du failli une somme d'argent payable à une date future, sous réserve des stipulations que les inspecteurs jugent convenables quant à la garantie ou à d'autres égards;

*g*) contracter des obligations, emprunter de l'argent et fournir des garanties sur tout bien du failli par voie d'hypothèque, de charge, de privilège, de cession, de nantissement ou autrement, telles obligations devant être libérées et tel argent emprunté devant être remboursé avec intérêt sur les biens du failli, avec priorité sur les réclamations des créanciers;

*h*) transiger sur toute dette due au failli et la régler;

*i*) transiger sur toute réclamation faite par ou contre l'actif;

*j*) partager en nature, parmi les créanciers et selon sa valeur estimative, un bien qui, à cause de sa nature particulière ou d'autres circonstances spéciales, ne peut être promptement ni avantageusement vendu;

*k*) décider de retenir, durant la totalité ou durant une partie de la période restant à courir, ou de céder, abandonner ou résilier tout bail ou autre droit ou intérêt provisoire se rattachant à un bien du failli;

*l*) nommer le failli pour aider à l'administration de l'actif de la manière et aux conditions que les inspecteurs peuvent ordonner.

Portée de la permission

(2) La permission n'est pas une permission générale visant tous les pouvoirs mentionnés, mais est restreinte à un ou plusieurs pouvoirs précisés, ou à une catégorie de pouvoirs précisés.

If no inspectors

(3) If no inspectors are appointed, the trustee may do all or any of the things referred to in subsection (1).

Absence d'inspecteur

(3) Si aucun inspecteur n'est nommé, le syndic peut prendre de son propre chef les mesures visées au paragraphe (1).

Sale or disposal to related persons

(4) The trustee may sell or otherwise dispose of any of the bankrupt's property to a person who is related to the bankrupt only with the court's authorization.

Disposition en faveur de personnes liées

(4) Le syndic ne peut disposer — notamment par vente — les biens du failli en faveur d'une personne liée à celui-ci qu'avec l'autorisation du tribunal.

Related persons

(5) For the purpose of subsection (4), in the case of a bankrupt other than an individual, a person who is related to the bankrupt includes

(*a*) a director or officer of the bankrupt;

(*b*) a person who has or has had, directly or indirectly, control in fact of the bankrupt; and

(*c*) a person who is related to a person described in paragraph (*a*) or (*b*).

Personnes liées

(5) Pour l'application du paragraphe (4), les personnes ci-après sont considérées comme liées au failli qui n'est pas une personne physique :

*a*) le dirigeant ou l'administrateur de celui-ci;

*b*) la personne qui, directement ou indirectement, en a ou en a eu le contrôle de fait;

*c*) la personne liée à toute personne visée aux alinéas *a*) ou *b*).

Factors to be considered

(6) In deciding whether to grant the authorization, the court is to consider, among other things,

(*a*) whether the process leading to the proposed sale or disposition of the property was reasonable in the circumstances;

(*b*) the extent to which the creditors were consulted;

(*c*) the effects of the proposed sale or disposition on creditors and other interested parties;

(*d*) whether the consideration to be received for the property is reasonable and fair, taking into account the market value of the property;

(*e*) whether good faith efforts were made to sell or otherwise dispose of the property to persons who are not related to the bankrupt; and

(*f*) whether the consideration to be received is superior to the consideration that would be received under any other offer made in accordance with the process leading to the proposed sale or disposition of the property.

R.S., 1985, c. B-3, s. 30; 1997, c. 12, s. 22(F); 2004, c. 25, s. 22; 2005, c. 47, s. 23; 2007, c. 36, s. 10.

Facteurs à prendre en considération

(6) Pour décider s'il accorde l'autorisation, le tribunal prend en considération, entre autres, les facteurs suivants :

*a*) la justification des circonstances ayant mené au projet de disposition;

*b*) la suffisance des consultations menées auprès des créanciers;

*c*) les effets du projet de disposition sur les droits de tout intéressé, notamment les créanciers;

*d*) le caractère juste et raisonnable de la contrepartie reçue pour les biens compte tenu de leur valeur marchande;

*e*) la suffisance et l'authenticité des efforts déployés pour disposer des biens en faveur d'une personne qui n'est pas liée au failli;

*f*) le caractère plus avantageux de la contrepartie offerte pour les biens par rapport à celle qui découlerait de toute autre offre reçue dans le cadre du projet de disposition.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 30; 1997, ch. 12, art. 22(F); 2004, ch. 25, art. 22; 2005, ch. 47, art. 23; 2007, ch. 36, art. 10.

Borrowing powers with permission of court

**31.** (1) With the permission of the court, an interim receiver, a receiver within the meaning of subsection 243(2) or a trustee may make necessary or advisable advances, incur obliga-

Pouvoir d'emprunter avec la permission du tribunal

**31.** (1) Avec la permission du tribunal, le séquestre intérimaire, le séquestre au sens du paragraphe 243(2) ou le syndic peut consentir des avances nécessaires ou opportunes,

tions, borrow money and give security on the debtor's property in any amount, on any terms and on any property that may be authorized by the court and those advances, obligations and money borrowed must be repaid out of the debtor's property in priority to the creditors' claims.

contracter des obligations, emprunter de l'argent et donner une garantie sur les biens du débiteur aux montants, selon les conditions et sur les biens que le tribunal autorise. Ces avances, obligations et emprunts sont remboursés sur les biens du débiteur et ont priorité sur les réclamations des créanciers.

Security under *Bank Act*

(2) For the purpose of giving security under section 427 of the *Bank Act*, the interim receiver, receiver or trustee, when carrying on the business of the bankrupt, is deemed to be a person engaged in the class of business previously carried on by the bankrupt.

Garantie d'après la *Loi sur les banques*

(2) En vue de donner une garantie en vertu de l'article 427 de la *Loi sur les banques*, le séquestre intérimaire, le séquestre ou le syndic, s'il continue le commerce du failli, est réputé être une personne engagée dans le genre de commerce antérieurement exercé par le failli.

Limit of obligations and carrying on of business

(3) The creditors or inspectors may by resolution limit the amount of the obligations that may be incurred, the advances that may be made or moneys that may be borrowed by the trustee and may limit the period of time during which the business of the bankrupt may be carried on by the trustee.

Limitation des obligations et de la poursuite du commerce

(3) Il est loisible aux créanciers ou aux inspecteurs, au moyen d'une résolution, de limiter le montant des obligations susceptibles d'être contractées, les avances qui peuvent être consenties ou les sommes d'argent qui peuvent être empruntées par le syndic, et de limiter la période durant laquelle le syndic a la faculté de continuer le commerce du failli.

Debts deemed to be debts of estate

(4) All debts incurred and credit received in carrying on the business of a bankrupt are deemed to be debts incurred and credit received by the estate of the bankrupt.

Les dettes sont tenues pour dettes de l'actif

(4) Toute dette contractée et tout crédit reçu dans la continuation du commerce d'un failli sont réputés une dette contractée et un crédit reçu par l'actif.

R.S., 1985, c. B-3, s. 31; 1991, c. 46, s. 584; 2005, c. 47, s. 24.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 31; 1991, ch. 46, art. 584; 2005, ch. 47, art. 24.

Trustee not obliged to carry on business

**32.** The trustee is not under obligation to carry on the business of the bankrupt where in his opinion the realizable value of the property of the bankrupt is insufficient to protect him fully against possible loss occasioned by so doing and the creditors or inspectors, on demand made by the trustee, neglect or refuse to secure him against such possible loss.

Le syndic n'est pas tenu de poursuivre le commerce

**32.** Le syndic n'est pas tenu de continuer le commerce du failli s'il est d'avis que la valeur réalisable des biens est insuffisante pour le protéger complètement contre la possibilité de pertes occasionnées par la continuation du commerce, et si les créanciers ou les inspecteurs, sur demande faite par le syndic, négligent ou refusent de lui donner des garanties contre la possibilité de pareilles pertes.

R.S., c. B-3, s. 15.

S.R., ch. B-3, art. 15.

Reimbursement only of trustee's disbursement advances

**33.** The court may make an order providing for the sale of any or all of the assets of the estate of the bankrupt, either by tender, private sale or public auction, setting out the terms and conditions of the sale and directing that the proceeds from the sale are to be used for the purpose of reimbursing the trustee in respect of any costs that may be owing to the trustee or of any moneys the trustee may have advanced as disbursements for the benefit of the estate.

Remboursement des avances du syndic

**33.** Le tribunal peut rendre une ordonnance visant la vente de la totalité ou d'une partie des avoirs de l'actif du failli, soit par soumission, vente de gré à gré ou enchère publique. Cette ordonnance énonce les conditions de la vente et prescrit que le produit de celle-ci soit utilisé afin de rembourser le syndic de tous frais qui peuvent lui être dus ou de toutes sommes d'argent qu'il peut avoir avancées à titre de débours dans l'intérêt de l'actif.

R.S., 1985, c. B-3, s. 33; 2005, c. 47, s. 25.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 33; 2005, ch. 47, art. 25.

Trustee may apply to court for directions

**34.** (1) A trustee may apply to the court for directions in relation to any matter affecting the administration of the estate of a bankrupt and the court shall give in writing such directions, if any, as to it appear proper in the circumstances.

Le syndic peut demander des instructions au tribunal

**34.** (1) Un syndic peut demander au tribunal des instructions relativement à toute question touchant l'administration de l'actif d'un failli, et le tribunal donne par écrit les instructions, s'il en est, qui peuvent être appropriées aux circonstances.

To report to court after three years

(2) Where an estate has not been fully administered within three years after the bankruptcy, the trustee shall, if requested to do so by the Superintendent, report that fact to the court as soon as practicable thereafter, and the court shall make such order as it considers fit to expedite the administration.

Rapport au tribunal après trois ans

(2) Lorsque l'administration d'un actif n'est pas terminée dans les trois ans qui suivent la faillite, le syndic, si le surintendant lui en fait la demande, présente au tribunal dans les meilleurs délais un rapport à cet effet, et le tribunal rend l'ordonnance qu'il juge opportune aux fins de hâter la liquidation.

Notice to Superintendent's division office

(3) The trustee must send notice to the Superintendent's division office of the day and time when any application for directions made under subsection (1) is to be heard and of the day and time when the trustee intends to report to the court as required by the Superintendent under subsection (2).

Envoi au bureau de la division

(3) Le syndic envoie au bureau de la division un avis de la date et de l'heure de l'audition de la demande d'instructions visée au paragraphe (1) et de la présentation du rapport visé au paragraphe (2).

R.S., 1985, c. B-3, s. 34; 1992, c. 27, s. 12; 2005, c. 47, s. 26.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 34; 1992, ch. 27, art. 12; 2005, ch. 47, art. 26.

Redirection of mail

**35.** (1) Subject to subsection (2), the trustee may, by sending to the Canada Post Corporation

(*a*) a notice in the prescribed form, and

(*b*) a copy of the trustee's certificate of appointment,

request that any mail addressed to a bankrupt that is directed to any place referred to in the notice be redirected or sent by the Canada Post Corporation to the trustee or to such other person as the trustee may designate and when Canada Post Corporation receives those documents, it shall so redirect or send that mail.

Réexpédition du courrier

**35.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), le syndic peut, par avis donné à la Société canadienne des postes en la forme prescrite et remise d'une copie du certificat de nomination du syndic, demander qu'on fasse parvenir à lui-même ou à toute personne qu'il désigne le courrier destiné au failli et adressé au lieu mentionné dans l'avis; sur réception de ces documents, la société donne suite à la demande du syndic.

Permission for residence

(2) A notice referred to in subsection (1) may refer to a bankrupt's residence only where the trustee has, on application, obtained permission from the court.

Avis

(2) L'avis ne peut mentionner la résidence du failli que si le syndic a obtenu, sur demande, la permission du tribunal.

Time limitation

(3) If a bankrupt is an individual, a notice referred to in subsection (1) is operative only during the three-month period immediately after the date of the bankruptcy unless the court, on application, extends that period on any terms that it considers fit.

Durée de validité

(3) Si le failli est une personne physique, l'avis n'est valide que pour les trois mois qui suivent la date de la faillite, sauf si le tribunal, sur demande, accorde une prorogation aux conditions qu'il estime indiquées.

R.S., 1985, c. B-3, s. 35; 1992, c. 27, s. 13; 1997, c. 12, s. 23; 2005, c. 47, s. 27.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 35; 1992, ch. 27, art. 13; 1997, ch. 12, art. 23; 2005, ch. 47, art. 27.

Duty of former trustee on substitution

**36.** (1) On the appointment of a substituted trustee, the former trustee shall without delay pass his or her accounts before the court and deliver to the substituted trustee all the property of the estate, together with all books, records and documents of the bankrupt and of the administration of the estate, as well as a statement of receipts and disbursements that contains a complete account of all moneys received by the trustee out of the property of the bankrupt or otherwise, the amount of interest received by the trustee, all moneys disbursed and expenses incurred and the remuneration claimed by the trustee, together with full particulars, description and value of all the bankrupt's property that has not been sold or realized, setting out the reason why the property has not been sold or realized and the disposition made of the property.

Devoirs de l'ancien syndic en cas de substitution

**36.** (1) À la nomination d'un syndic substitué, le syndic qui l'a précédé soumet immédiatement ses comptes au tribunal et remet au syndic substitué tous les biens de l'actif, avec tous les livres, registres et documents du failli et ceux qui sont relatifs à l'administration de l'actif. Il lui remet également un état complet des recettes provenant des biens du failli ou d'autres sources, intérêts y compris, et de ses débours et dépenses, ainsi que de la rémunération qu'il réclame. L'état est accompagné d'un document contenant la description détaillée de tous les biens du failli qui n'ont pas été vendus ou réalisés, où sont indiqués, en plus de leur valeur, le motif pour lequel ils ne l'ont pas été, ainsi que la façon dont il en a été disposé.

Duty of substituted trustee

(2) A substituted trustee shall

(*a*) [Repealed, 1992, c. 27, s. 14]

(*b*) if appointed by the creditors, file with the court a copy of the minutes of the meeting signed by the chair;

(*c*) notify the Superintendent of his appointment;

(*d*) if required by the inspectors, register a notice of the appointment in the land register of any land titles or registry office where the assignment or bankruptcy order has been registered; and

(*e*) as soon as funds are available, pay to the former trustee his remuneration and disbursements as approved by the court.

R.S., 1985, c. B-3, s. 36; 1992, c. 27, s. 14; 1997, c. 12, s. 24; 2004, c. 25, s. 23; 2005, c. 47, ss. 28, 123(E); 2007, c. 36, s. 11(F).

Fonctions du syndic substitué

(2) Le syndic substitué :

*a*) [Abrogé, 1992, ch. 27, art. 14]

*b*) s'il est nommé par les créanciers, produit au tribunal une copie des procès-verbaux de l'assemblée, signée par le président;

*c*) avise le surintendant de sa nomination;

*d*) s'il en est requis par les inspecteurs, consigne sur le registre foncier un avis de sa nomination au bureau compétent où la cession ou l'ordonnance de faillite a été consignée;

*e*) dès que les fonds sont disponibles, paie à l'ancien syndic sa rémunération et ses débours, approuvés par le tribunal.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 36; 1992, ch. 27, art. 14; 1997, ch. 12, art. 24; 2004, ch. 25, art. 23; 2005, ch. 47, art. 28 et 123(A); 2007, ch. 36, art. 11(F).

Appeal to court against trustee

**37.** Where the bankrupt or any of the creditors or any other person is aggrieved by any act or decision of the trustee, he may apply to the court and the court may confirm, reverse or modify the act or decision complained of and make such order in the premises as it thinks just.

R.S., c. B-3, s. 19.

Appel au tribunal contre le syndic

**37.** Lorsqu'un acte ou une décision du syndic lèse le failli ou l'un des créanciers ou toute autre personne, l'intéressé peut s'adresser au tribunal, et ce dernier peut confirmer, infirmer ou modifier l'acte ou la décision qui fait l'objet de la plainte et rendre à ce sujet l'ordonnance qu'il juge équitable.

S.R., ch. B-3, art. 19.

Proceeding by creditor when trustee refuses to act

**38.** (1) Where a creditor requests the trustee to take any proceeding that in his opinion would be for the benefit of the estate of a bankrupt and the trustee refuses or neglects to take the proceeding, the creditor may obtain

Procédures par un créancier lorsque le syndic refuse d'agir

**38.** (1) Lorsqu'un créancier demande au syndic d'intenter des procédures qui, à son avis, seraient à l'avantage de l'actif du failli, et que le syndic refuse ou néglige d'intenter ces procédures, le créancier peut obtenir du tribunal une

from the court an order authorizing him to take the proceeding in his own name and at his own expense and risk, on notice being given the other creditors of the contemplated proceeding, and on such other terms and conditions as the court may direct.

ordonnance l'autorisant à intenter des procédures en son propre nom et à ses propres frais et risques, en donnant aux autres créanciers avis des procédures projetées, et selon les autres modalités que peut ordonner le tribunal.

Transfer to creditor

(2) On an order under subsection (1) being made, the trustee shall assign and transfer to the creditor all his right, title and interest in the chose in action or subject-matter of the proceeding, including any document in support thereof.

(2) Lorsque cette ordonnance est rendue, le syndic cède et transfère au créancier tous ses droits, titres et intérêts sur les biens et droits qui font l'objet de ces procédures, y compris tout document à l'appui.

Droits du créancier

Benefits belong to creditor

(3) Any benefit derived from a proceeding taken pursuant to subsection (1), to the extent of his claim and the costs, belongs exclusively to the creditor instituting the proceeding, and the surplus, if any, belongs to the estate.

(3) Tout profit provenant de procédures exercées en vertu du paragraphe (1), jusqu'à concurrence de sa réclamation et des frais, appartient exclusivement au créancier intentant ces procédures, et l'excédent, s'il en est, appartient à l'actif.

Les profits appartiennent au créancier

Trustee may institute proceeding

(4) Where, before an order is made under subsection (1), the trustee, with the permission of the inspectors, signifies to the court his readiness to institute the proceeding for the benefit of the creditors, the order shall fix the time within which he shall do so, and in that case the benefit derived from the proceeding, if instituted within the time so fixed, belongs to the estate.

(4) Lorsque, avant qu'une ordonnance soit rendue en vertu du paragraphe (1), le syndic, avec la permission des inspecteurs, déclare au tribunal qu'il est prêt à intenter les procédures au profit des créanciers, l'ordonnance doit prescrire le délai qui lui est imparti pour ce faire, et dans ce cas le profit résultant des procédures, si elles sont intentées dans le délai ainsi prescrit, appartient à l'actif.

Le syndic peut intenter des procédures

R.S., 1985, c. B-3, s. 38; 2004, c. 25, s. 24(F).

L.R. (1985), ch. B-3, art. 38; 2004, ch. 25, art. 24(F).

*Remuneration of Trustee*

*Rémunération du syndic*

To be voted by creditors

**39.** (1) The remuneration of the trustee shall be such as is voted to the trustee by ordinary resolution at any meeting of creditors.

**39.** (1) La rémunération du syndic est celle que lui vote une assemblée de créanciers, par résolution ordinaire.

Rémunération votée par les créanciers

Not to exceed 7½ per cent

(2) Where the remuneration of the trustee has not been fixed under subsection (1), the trustee may insert in his final statement and retain as his remuneration, subject to increase or reduction as hereinafter provided, a sum not exceeding seven and one-half per cent of the amount remaining out of the realization of the property of the debtor after the claims of the secured creditors have been paid or satisfied.

(2) Lorsque la rémunération du syndic n'a pas été établie en vertu du paragraphe (1), le syndic peut inclure dans son état final et retenir pour sa rémunération, sauf l'augmentation ou la réduction ci-après prévue, une somme ne dépassant pas sept et demi pour cent du montant qui subsiste de la réalisation des biens du débiteur après que les réclamations des créanciers garantis ont été payées ou acquittées.

Ne peut dépasser 7 ½ pour cent

For carrying on debtor's business or in case of a proposal

(3) Where the business of the debtor has been carried on by the trustee or under his supervision, he may be allowed such special remuneration for such services as the creditors or the inspectors may by resolution authorize, and, in the case of a proposal, such special remuneration as may be agreed to by the debtor, or in

(3) Lorsqu'il y a eu continuation de commerce du débiteur par le syndic ou sous sa surveillance, le syndic peut recevoir pour pareils services la rémunération spéciale que les créanciers ou les inspecteurs peuvent autoriser par résolution, et, advenant une proposition, la rémunération spéciale dont le débiteur peut convenir, ou, en l'absence d'une entente avec le

En cas de continuation du commerce

the absence of agreement with the debtor such amount as may be approved by the court.

Successive trustees

(4) In the case of two or more trustees acting in succession, the remuneration shall be apportioned between the trustees in accordance with the services rendered by each, and in the absence of agreement between the trustees the court shall determine the amount payable to each.

Court may increase or reduce

(5) On application by the trustee, a creditor or the debtor and on notice to such parties as the court may direct, the court may make an order increasing or reducing the remuneration.

R.S., c. B-3, s. 21.

débiteur, le montant que le tribunal peut approuver.

Syndics agissant l'un après l'autre

(4) Si plusieurs syndics agissent les uns en succession des autres, la rémunération est répartie entre les syndics selon les services que chacun d'eux a rendus, et, en l'absence d'une entente entre les syndics, le tribunal détermine le montant payable à chacun d'eux.

Le tribunal peut augmenter ou réduire

(5) À la demande du syndic, d'un créancier ou du débiteur, et après avis aux parties que peut ordonner le tribunal, ce dernier peut rendre une ordonnance augmentant ou réduisant la rémunération.

S.R., ch. B-3, art. 21.

### *Discharge of Trustee*

### *Libération du syndic*

Disposal of unrealizable property

**40.** (1) Any property of a bankrupt that is listed in the statement of affairs referred to in paragraph 158(*d*) or otherwise disclosed to the trustee before the bankrupt's discharge and that is found incapable of realization must be returned to the bankrupt before the trustee's application for discharge, but if inspectors have been appointed, the trustee may do so only with their permission.

Final disposition of property

(2) Where a trustee is unable to dispose of any property as provided in this section, the court may make such order as it may consider necessary.

R.S., 1985, c. B-3, s. 40; 2005, c. 47, s. 29.

Aliénation des biens non réalisables

**40.** (1) Tout bien qui, avant la libération du failli, est révélé au syndic — notamment par mention dans le bilan prévu à l'alinéa 158*d*) — et qui est trouvé non réalisable est retourné au failli avant la demande de libération du syndic. Si des inspecteurs ont été nommés, ce dernier ne peut retourner le bien qu'avec leur permission.

Aliénation finale des biens

(2) Lorsqu'un syndic est incapable de disposer d'un bien selon le présent article, le tribunal peut rendre l'ordonnance qu'il juge nécessaire.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 40; 2005, ch. 47, art. 29.

Application to court

**41.** (1) When a trustee has completed the duties required of him with respect to the administration of the property of a bankrupt, he shall apply to the court for a discharge.

Discharge of trustee

(2) The court may discharge a trustee with respect to any estate on full administration thereof or, for sufficient cause, before full administration.

When another trustee has been appointed

(3) A trustee when replaced by another trustee is entitled to be discharged if he has accounted to the satisfaction of the inspectors and the court for all property that came to his hands, and a period of three months has elapsed after the date of the replacement without any undisposed of claim or objection having been made by the bankrupt or any creditor.

Demande au tribunal

**41.** (1) Lorsqu'un syndic a complété l'exécution des fonctions dont il a été chargé dans l'administration des biens d'un failli, il adresse une demande de libération au tribunal.

Libération du syndic

(2) Le tribunal peut libérer un syndic à l'égard d'un actif quelconque, lorsque l'administration entière de cet actif est terminée ou, pour cause suffisante, avant qu'elle soit terminée.

Nomination d'un autre syndic

(3) Lorsqu'il est remplacé par un autre syndic, le syndic a le droit d'être libéré s'il a rendu compte, à la satisfaction des inspecteurs et du tribunal, de tous les biens qui ont été mis en sa possession et si une période de trois mois s'est écoulée après la date de cette substitution, sans qu'il y ait eu de réclamation ou d'opposition non réglée de la part du failli ou d'un créancier.

When estate deemed fully administered

(4) When a trustee's accounts have been approved by the inspectors and taxed by the court and all objections, applications, oppositions, motions and appeals have been settled or disposed of and all dividends have been paid, the estate is deemed to have been fully administered.

Quand l'administration des biens est censée complétée

(4) Lorsque les comptes du syndic ont été approuvés par les inspecteurs et taxés par le tribunal, et que toutes les objections, oppositions et requêtes ainsi que tous les appels ont été réglés ou qu'il en a été disposé, et que tous les dividendes ont été payés, l'administration de l'actif est censée complétée.

Objections to be filed with court and trustee

(5) Any interested person desiring to object to the discharge of a trustee shall, at least five days prior to the date of the hearing, file notice of objection with the registrar of the court setting out the reasons for the objection and serve a copy of the notice on the trustee.

Dépôt des oppositions

(5) Toute personne intéressée voulant s'opposer à la libération d'un syndic doit, au moins cinq jours avant la date de l'audition, déposer auprès du registraire du tribunal un préavis motivé et en signifier une copie au syndic.

Court may grant discharge

(6) The court shall consider the objection filed under subsection (5) and may grant or withhold a discharge accordingly or give such directions as it may deem proper in the circumstances.

Le tribunal peut accorder la libération

(6) Le tribunal prend en considération cette opposition et il peut en conséquence accorder ou suspendre une libération, ou donner les instructions qu'il juge convenables dans les circonstances.

Fraud or breach of trust

(7) Nothing in or done under authority of this section relieves or discharges or shall be deemed to relieve or discharge a trustee from the results of any fraud.

Fraude ou abus de confiance

(7) Rien de contenu dans le présent article ou de fait sous son autorité ne dégage, ni ne libère, ni n'est réputé dégager ou libérer un syndic des résultats de toute fraude.

Effect of discharge of trustee

(8) The discharge of a trustee discharges him from all liability

(*a*) in respect of any act done or default made by him in the administration of the property of the bankrupt, and

(*b*) in relation to his conduct as trustee,

but any discharge may be revoked by the court on proof that it was obtained by fraud or by suppression or concealment of any material fact.

Effet de la libération du syndic

(8) La libération d'un syndic le relève de toute responsabilité :

*a*) à l'égard de tout acte ou manquement de sa part dans l'administration des biens du failli;

*b*) en ce qui concerne sa conduite à titre de syndic.

Toutefois, une libération peut être révoquée par le tribunal sur preuve qu'elle a été obtenue par fraude ou en supprimant ou cachant un fait important.

Investigation not precluded

(8.1) Nothing in subsection (8) is to be construed as preventing an inquiry, investigation or proceeding in respect of a trustee under subsection 14.01(1).

Application

(8.1) Le paragraphe (8) n'a pas pour effet d'empêcher la tenue de l'investigation ou de l'enquête ou la prise des mesures visées au paragraphe 14.01(1).

Security released

(9) The discharge of a trustee under this section operates as a release of the security provided pursuant to subsection 16(1).

Mainlevée de la garantie

(9) La libération d'un syndic sous le régime du présent article entraîne la mainlevée de la garantie fournie en conformité avec le paragraphe 16(1).

Trustee remains

(10) Notwithstanding his discharge, the trustee remains the trustee of the estate for the performance of such duties as may be incidental to the full administration of the estate.

Syndic

(10) Nonobstant sa libération, le syndic demeure le syndic de l'actif pour l'accomplissement des fonctions qui peuvent se rapporter à la complète administration de l'actif.

Appointment of trustee by court to complete administration

(11) The court, on being satisfied that there are assets that have not been realized or distributed, may, on the application of any interested person, appoint a trustee to complete the administration of the estate of the bankrupt, and the trustee shall be governed by the provisions of this Act, in so far as they are applicable.

R.S., 1985, c. B-3, s. 41; 1997, c. 12, s. 25; 2004, c. 25, s. 25; 2007, c. 36, s. 12.

Nomination d'un syndic par le tribunal pour achever l'administration

(11) Après s'être assuré que certains avoirs n'ont pas été réalisés ou distribués, le tribunal peut, à la demande de toute personne intéressée, nommer un syndic pour achever l'administration de l'actif du failli, et le syndic se guidera sur les dispositions de la présente loi, dans la mesure où elles sont applicables.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 41; 1997, ch. 12, art. 25; 2004, ch. 25, art. 25; 2007, ch. 36, art. 12.

## PART II

## BANKRUPTCY ORDERS AND ASSIGNMENTS

### Acts of Bankruptcy

Acts of bankruptcy

**42.** (1) A debtor commits an act of bankruptcy in each of the following cases:

(*a*) if in Canada or elsewhere he makes an assignment of his property to a trustee for the benefit of his creditors generally, whether it is an assignment authorized by this Act or not;

(*b*) if in Canada or elsewhere the debtor makes a fraudulent gift, delivery or transfer of the debtor's property or of any part of it;

(*c*) if in Canada or elsewhere the debtor makes any transfer of the debtor's property or any part of it, or creates any charge on it, that would under this Act be void or, in the Province of Quebec, null as a fraudulent preference;

(*d*) if, with intent to defeat or delay his creditors, he departs out of Canada, or, being out of Canada, remains out of Canada, or departs from his dwelling-house or otherwise absents himself;

(*e*) if the debtor permits any execution or other process issued against the debtor under which any of the debtor's property is seized, levied on or taken in execution to remain unsatisfied until within five days after the time fixed by the executing officer for the sale of the property or for fifteen days after the seizure, levy or taking in execution, or if any of the debtor's property has been sold by the executing officer, or if the execution or other process has been held by the executing officer for a period of fifteen days after written demand for payment without seizure, levy or taking in execution or satisfaction by payment, or if it is returned endorsed to the ef-

## PARTIE II

## ORDONNANCES DE FAILLITE ET CESSIONS

### Actes de faillite

Actes de faillite

**42.** (1) Un débiteur commet un acte de faillite en chacun des cas suivants :

*a*) si, au Canada ou à l'étranger, il fait une cession de ses biens à un syndic au profit de ses créanciers en général, que cette cession soit autorisée ou non par la présente loi;

*b*) si, au Canada ou à l'étranger, il donne, livre ou transfère frauduleusement ses biens ou une partie de ces derniers;

*c*) si, au Canada ou à l'étranger, il fait un transport ou transfert de ses biens, ou d'une partie de ces derniers, ou les grève d'une charge, et qu'une telle transaction serait nulle, d'après la présente loi, comme entachée de préférence frauduleuse;

*d*) si, avec l'intention de frustrer ou de retarder ses créanciers, il quitte le Canada, ou, étant parti du Canada, il reste à l'étranger, ou il quitte son logement ou s'absente d'autre manière;

*e*) s'il permet qu'une procédure d'exécution ou autre procédure contre lui, et en vertu de laquelle une partie de ses biens est saisie, imposée ou prise en exécution, reste non réglée cinq jours avant la date fixée par l'huissier-exécutant pour la vente de ces biens, ou durant les quinze jours suivant la saisie, imposition ou prise en exécution, ou si les biens ont été vendus par l'huissier-exécutant, ou si la procédure d'exécution ou autre procédure a été différée par ce dernier pendant quinze jours après demande par écrit du paiement sans saisie, imposition ou prise en exécution, ou règlement par paiement, ou si le bref est retourné portant la mention que l'huissier-exécutant ne peut trouver de biens à saisir,

fect that the executing officer can find no property on which to levy or to seize or take, but if interpleader or opposition proceedings have been instituted with respect to the property seized, the time elapsing between the date at which the proceedings were instituted and the date at which the proceedings are finally disposed of, settled or abandoned shall not be taken into account in calculating the period of fifteen days;

(*f*) if he exhibits to any meeting of his creditors any statement of his assets and liabilities that shows that he is insolvent, or presents or causes to be presented to any such meeting a written admission of his inability to pay his debts;

(*g*) if he assigns, removes, secretes or disposes of or attempts or is about to assign, remove, secrete or dispose of any of his property with intent to defraud, defeat or delay his creditors or any of them;

(*h*) if he gives notice to any of his creditors that he has suspended or that he is about to suspend payment of his debts;

(*i*) if he defaults in any proposal made under this Act; and

(*j*) if he ceases to meet his liabilities generally as they become due.

imposer ou prendre; cependant, lorsque la saisie des biens a donné lieu à des oppositions ou entreplaideries, le temps qui s'écoule entre la date à laquelle ces procédures ont été intentées et la date à laquelle il est définitivement statué sur ces procédures, ou à laquelle celles-ci sont définitivement réglées ou abandonnées, ne peut être compté dans le calcul de cette période de quinze jours;

*f*) si, à une assemblée de ses créanciers, il produit un bilan démontrant qu'il est insolvable, ou présente ou fait présenter à cette assemblée un aveu par écrit de son incapacité de payer ses dettes;

*g*) s'il cède, enlève ou cache, ou essaie ou est sur le point de céder, d'enlever ou de cacher une partie de ses biens, ou en dispose ou essaie ou est sur le point d'en disposer, avec l'intention de frauder, frustrer ou retarder ses créanciers ou l'un d'entre eux;

*h*) s'il donne avis à l'un de ses créanciers qu'il a suspendu ou qu'il est sur le point de suspendre le paiement de ses dettes;

*i*) s'il fait défaut à toute proposition concordataire faite sous le régime de la présente loi;

*j*) s'il cesse de faire honneur à ses obligations en général au fur et à mesure qu'elles sont échues.

Unauthorized assignments are void or null

(2) Every assignment of an insolvent debtor's property other than an assignment authorized by this Act, made by an insolvent debtor for the general benefit of their creditors, is void or, in the Province of Quebec, null.

R.S., 1985, c. B-3, s. 42; 1997, c. 12, s. 26; 2004, c. 25, s. 27.

Les cessions non autorisées sont nulles

(2) Toute cession de ses biens, autre qu'une cession consentie conformément à la présente loi, faite par un débiteur insolvable au profit de ses créanciers en général, est nulle.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 42; 1997, ch. 12, art. 26; 2004, ch. 25, art. 27.

### Application for Bankruptcy Order

Bankruptcy application

**43.** (1) Subject to this section, one or more creditors may file in court an application for a bankruptcy order against a debtor if it is alleged in the application that

(*a*) the debt or debts owing to the applicant creditor or creditors amount to one thousand dollars; and

(*b*) the debtor has committed an act of bankruptcy within the six months preceding the filing of the application.

### Requête en faillite

Requête en faillite

**43.** (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, un ou plusieurs créanciers peuvent déposer au tribunal une requête en faillite contre un débiteur :

*a*) d'une part, si la ou les dettes envers le ou les créanciers requérants s'élèvent à mille dollars et si la requête en fait mention;

*b*) d'autre part, si le débiteur a commis un acte de faillite dans les six mois qui précèdent le dépôt de la requête et si celle-ci en fait mention.

If applicant creditor is a secured creditor

(2) If the applicant creditor referred to in subsection (1) is a secured creditor, they shall in their application either state that they are willing to give up their security for the benefit of the creditors, in the event of a bankruptcy order being made against the debtor, or give an estimate of the value of the applicant creditor's security, and in the latter case they may be admitted as an applicant creditor to the extent of the balance of the debt due to them after deducting the value so estimated, in the same manner as if they were an unsecured creditor.

(2) Lorsque le créancier requérant est un créancier garanti, il doit, dans sa requête, ou déclarer qu'il consent à abandonner sa garantie au profit des créanciers dans le cas où une ordonnance de faillite est rendue contre le débiteur, ou fournir une estimation de la valeur de sa garantie; dans ce dernier cas, il peut être admis à titre de créancier requérant jusqu'à concurrence du solde de sa créance, déduction faite de la valeur ainsi estimée, comme s'il était un créancier non garanti.

Cas où le créancier requérant est un créancier garanti

Affidavit

(3) The application shall be verified by affidavit of the applicant or by someone duly authorized on their behalf having personal knowledge of the facts alleged in the application.

(3) La requête doit être attestée par un affidavit du requérant, ou d'une personne dûment autorisée en son nom, qui a une connaissance personnelle des faits qui y sont allégués.

Affidavit

Consolidation of applications

(4) If two or more applications are filed against the same debtor or against joint debtors, the court may consolidate the proceedings or any of them on any terms that the court thinks fit.

(4) Lorsque plusieurs requêtes sont déposées contre le même débiteur ou contre des codébiteurs, le tribunal peut joindre les procédures, ou quelques-unes d'entre elles, aux conditions qu'il juge convenables.

Jonction des requêtes

Place of filing

(5) The application shall be filed in the court having jurisdiction in the judicial district of the locality of the debtor.

(5) La requête est déposée auprès du tribunal compétent dans le district judiciaire de la localité du débiteur.

Lieu du dépôt

Proof of facts, etc.

(6) At the hearing of the application, the court shall require proof of the facts alleged in the application and of the service of the application, and, if satisfied with the proof, may make a bankruptcy order.

(6) À l'audition, le tribunal exige la preuve des faits allégués dans la requête et de la signification de celle-ci; il peut, s'il juge la preuve satisfaisante, rendre une ordonnance de faillite.

Preuve des faits et de la signification

Dismissal of application

(7) If the court is not satisfied with the proof of the facts alleged in the application or of the service of the application, or is satisfied by the debtor that the debtor is able to pay their debts, or that for other sufficient cause no order ought to be made, it shall dismiss the application.

(7) Lorsque le tribunal n'estime pas satisfaisante la preuve des faits allégués dans la requête, ou de la signification de celle-ci, ou si le débiteur lui a démontré à sa satisfaction qu'il est en état de payer ses dettes, ou si le tribunal juge que, pour toute autre cause suffisante, aucune ordonnance ne devrait être rendue, il doit rejeter la requête.

Rejet de la requête

Dismissal with respect to some respondents only

(8) If there are more respondents than one to an application, the court may dismiss the application with respect to one or more of them, without prejudice to the effect of the application as against the other or others of them.

(8) Lorsqu'il y a plus d'un défendeur dans une requête, le tribunal peut rejeter la requête relativement à l'un ou à plusieurs d'entre eux, sans préjudice de l'effet de la requête à l'encontre de l'autre ou des autres défendeurs.

Rejet de la requête à l'égard de certains défendeurs seulement

Appointment of trustee

(9) On a bankruptcy order being made, the court shall appoint a licensed trustee as trustee of the property of the bankrupt, having regard, as far as the court considers just, to the wishes of the creditors.

(9) Lorsqu'une ordonnance de faillite est rendue, le tribunal nomme un syndic autorisé à titre de syndic des biens du failli en tenant compte, dans la mesure où le tribunal le juge équitable, de la volonté des créanciers.

Nomination de syndics

Stay of proceedings if facts denied

(10) If the debtor appears at the hearing of the application and denies the truth of the facts

(10) Lorsque le débiteur comparaît relativement à la requête et nie la véracité des faits qui

Sursis des procédures

alleged in the application, the court may, instead of dismissing the application, stay all proceedings on the application on any terms that it may see fit to impose on the applicant as to costs or on the debtor to prevent alienation of the debtor's property and for any period of time that may be required for trial of the issue relating to the disputed facts.

y sont allégués, le tribunal peut, au lieu de rejeter la requête, surseoir aux procédures relatives à la requête aux conditions qu'il juge convenable d'imposer au requérant quant aux frais ou au débiteur afin d'empêcher l'aliénation de ses biens, et pendant le temps nécessaire à l'instruction de la contestation.

Stay of proceedings for other reasons

(11) The court may for other sufficient reason make an order staying the proceedings under an application, either altogether or for a limited time, on any terms and subject to any conditions that the court may think just.

(11) Le tribunal peut, pour d'autres raisons suffisantes, rendre une ordonnance suspendant les procédures intentées dans le cadre d'une requête, soit absolument, soit pour un temps limité, aux conditions qu'il juge équitables.

Suspension des procédures pour autres raisons

Security for costs

(12) Applicants who are resident out of Canada may be ordered to give security for costs to the debtor, and proceedings under the application may be stayed until the security is furnished.

(12) Le requérant qui réside à l'étranger peut être contraint de fournir au débiteur un cautionnement pour les frais, et les procédures découlant de la requête peuvent être suspendues jusqu'à ce que le cautionnement soit fourni.

Cautionnement pour frais

Bankruptcy order on another application

(13) If proceedings on an application have been stayed or have not been prosecuted with due diligence and effect, the court may, if by reason of the delay or for any other cause it is considered just, substitute or add as applicant any other creditor to whom the debtor may be indebted in the amount required by this Act and make a bankruptcy order on the application of the other creditor, and shall, immediately after making the order, dismiss on any terms that it may consider just the application in the stayed or non-prosecuted proceedings.

(13) Lorsque des procédures relatives à une requête ont été suspendues ou n'ont pas été poursuivies avec la diligence et l'effet voulus, le tribunal peut, s'il croit juste de le faire en raison du retard ou pour toute autre cause, substituer au requérant ou lui adjoindre tout autre créancier envers qui le débiteur peut être endetté de la somme prévue par la présente loi; il peut rendre une ordonnance de faillite sur la requête d'un tel autre créancier, et doit dès lors rejeter, aux conditions qu'il croit justes, la requête dont les procédures ont été suspendues ou n'ont pas été poursuivies.

Ordonnance de faillite sur autre requête

Withdrawing application

(14) An application shall not be withdrawn without the leave of the court.

(14) Une requête ne peut être retirée sans l'autorisation du tribunal.

Retrait d'une requête

Application against one partner

(15) Any creditor whose claim against a partnership is sufficient to entitle the creditor to present a bankruptcy application may present an application against any one or more partners of the firm without including the others.

(15) Tout créancier dont la réclamation contre une société de personnes est suffisante pour l'autoriser à présenter une requête en faillite peut présenter une requête contre un ou plusieurs membres de cette société, sans y inclure les autres.

Requête contre un associé

Court may consolidate proceedings

(16) If a bankruptcy order has been made against one member of a partnership, any other application against a member of the same partnership shall be filed in or transferred to the same court, and the court may give any directions for consolidating the proceedings under the applications that it thinks just.

(16) Lorsqu'une ordonnance de faillite a été rendue contre un membre d'une société de personnes, toute autre requête contre un membre de la même société est déposée ou renvoyée au même tribunal, et ce dernier peut donner les instructions qui lui semblent justes pour joindre les procédures intentées dans le cadre des requêtes.

Jonction des procédures par le tribunal

Continuance of proceedings on death of debtor

(17) If a debtor against whom an application has been filed dies, the proceedings shall, unless the court otherwise orders, be continued as if the debtor were alive.

R.S., 1985, c. B-3, s. 43; 1992, c. 27, s. 15; 2004, c. 25, s. 28.

Continuation des procédures advenant le décès d'un débiteur

(17) Advenant le décès d'un débiteur contre qui une requête a été déposée, les procédures sont continuées, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement, comme s'il était vivant.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 43; 1992, ch. 27, art. 15; 2004, ch. 25, art. 28.

Application against estate or succession

**44.** (1) Subject to section 43, an application for a bankruptcy order may be filed against the estate or succession of a deceased debtor.

Requête contre la succession d'un débiteur décédé

**44.** (1) Sous réserve de l'article 43, une requête en faillite peut être produite contre la succession d'un débiteur décédé.

Personal liability

(2) After service of an application for a bankruptcy order on the executor or administrator of the estate of a deceased debtor, or liquidator of the succession of a deceased debtor, the person on whom the order was served shall not make payment of any moneys or transfer any property of the deceased debtor, except as required for payment of the proper funeral and testamentary expenses, until the application is disposed of; otherwise, in addition to any penalties to which the person may be subject, the person is personally liable for the payment or transfer.

Responsabilité personnelle

(2) Le liquidateur de la succession d'un débiteur décédé, l'exécuteur testamentaire de celui-ci ou l'administrateur de sa succession, après qu'une requête en faillite lui a été signifiée, ne peut payer aucune somme d'argent ni transférer aucun bien du débiteur décédé, sauf ce qui est requis pour acquitter les frais funéraires et testamentaires convenables, avant qu'il ait été décidé de la requête; sinon, en sus des peines qu'il peut encourir, il en est tenu responsable personnellement.

Act done in good faith

(3) Nothing in this section invalidates any payment or transfer of property made or any act or thing done, in good faith, by the executor, administrator of the estate or liquidator of the succession before the service of an application referred to in subsection (2).

R.S., 1985, c. B-3, s. 44; 2004, c. 25, s. 28.

Actes faits de bonne foi

(3) Le présent article n'a toutefois pas pour effet d'invalider un paiement ou un transfert de biens fait ou tout acte ou chose accompli de bonne foi par le liquidateur, l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur avant la signification de la requête.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 44; 2004, ch. 25, art. 28.

Costs of application

**45.** (1) If a bankruptcy order is made, the costs of the applicant shall be taxed and be payable out of the estate, unless the court otherwise orders.

Frais de requête

**45.** (1) Lorsqu'une ordonnance de faillite est rendue, les frais du requérant sont taxés et payables sur l'actif à moins que le tribunal n'en ordonne autrement.

Insufficient proceeds

(2) If the proceeds of the estate are not sufficient for the payment of any costs incurred by the trustee, the court may order the costs to be paid by the applicant.

R.S., 1985, c. B-3, s. 45; 1992, c. 1, s. 14; 2004, c. 25, s. 28.

Insuffisance de l'actif

(2) Lorsque le produit de l'actif ne suffit pas à payer les frais subis par le syndic, le tribunal peut ordonner au requérant de payer ces frais.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 45; 1992, ch. 1, art. 14; 2004, ch. 25, art. 28.

### Interim Receiver

### Séquestre intérimaire

Appointment of interim receiver

**46.** (1) The court may, if it is shown to be necessary for the protection of the estate of a debtor, at any time after the filing of an application for a bankruptcy order and before a bankruptcy order is made, appoint a licensed trustee as interim receiver of the property or any part of the property of the debtor and direct the interim receiver to take immediate possession of the property or any part of it on an un-

Nomination d'un séquestre intérimaire

**46.** (1) S'il est démontré que la mesure est nécessaire pour la protection de l'actif du débiteur, le tribunal peut, après la production d'une requête en faillite et avant qu'une ordonnance de faillite ait été rendue, nommer un syndic autorisé comme séquestre intérimaire de tout ou partie des biens du débiteur et lui enjoindre d'en prendre possession dès que le requérant aura donné l'engagement que peut imposer le

dertaking being given by the applicant that the court may impose with respect to interference with the debtor's legal rights and with respect to damages in the event of the application being dismissed.

tribunal relativement à une ingérence dans les droits du débiteur et au préjudice qui peut découler du rejet de la requête.

Powers of interim receiver

(2) The interim receiver appointed under subsection (1) may, under the direction of the court, take conservatory measures and summarily dispose of property that is perishable or likely to depreciate rapidly in value and exercise such control over the business of the debtor as the court deems advisable, but the interim receiver shall not unduly interfere with the debtor in the carrying on of his business except as may be necessary for conservatory purposes or to comply with the order of the court.

(2) Le séquestre intérimaire peut, sur l'ordre du tribunal, prendre des mesures conservatoires et disposer sommairement des biens périssables ou susceptibles de perdre rapidement de leur valeur, et il peut exercer sur les affaires du débiteur le contrôle que le tribunal jugera recommandable, mais le séquestre intérimaire ne peut contrecarrer indûment le débiteur dans la conduite de ses affaires, sauf dans la mesure nécessaire à ces fins conservatoires ou pour se conformer à l'ordre du tribunal.

Pouvoirs du séquestre intérimaire

Place of filing

(3) An application under subsection (1) is to be filed in a court having jurisdiction in the judicial district of the locality of the debtor.

R.S., 1985, c. B-3, s. 46; 1997, c. 12, s. 27(F); 2004, c. 25, s. 29; 2007, c. 36, s. 13.

(3) La demande visant l'obtention de l'ordonnance prévue au paragraphe (1) est déposée auprès du tribunal compétent dans le district judiciaire de la localité du débiteur.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 46; 1997, ch. 12, art. 27(F); 2004, ch. 25, art. 29; 2007, ch. 36, art. 13.

Lieu du dépôt

Appointment of interim receiver

**47.** (1) If the court is satisfied that a notice is about to be sent or was sent under subsection 244(1), it may, subject to subsection (3), appoint a trustee as interim receiver of all or any part of the debtor's property that is subject to the security to which the notice relates until the earliest of

(*a*) the taking of possession by a receiver, within the meaning of subsection 243(2), of the debtor's property over which the interim receiver was appointed,

(*b*) the taking of possession by a trustee of the debtor's property over which the interim receiver was appointed, and

(*c*) the expiry of 30 days after the day on which the interim receiver was appointed or of any period specified by the court.

**47.** (1) S'il est convaincu qu'un préavis a été envoyé ou est sur le point de l'être aux termes du paragraphe 244(1), le tribunal peut, sous réserve du paragraphe (3), nommer un syndic à titre de séquestre intérimaire de tout ou partie des biens du débiteur faisant l'objet de la garantie sur laquelle porte le préavis. Ce séquestre intérimaire demeure en fonctions jusqu'à celui des événements ci-après qui se produit le premier :

*a*) la prise de possession par un séquestre, au sens du paragraphe 243(2), des biens du débiteur placés sous la responsabilité du séquestre intérimaire;

*b*) la prise de possession par un syndic des biens du débiteur placés sous la responsabilité du séquestre intérimaire;

*c*) l'expiration de la période de trente jours suivant la date de la nomination du séquestre intérimaire ou de la période précisée par le tribunal.

Nomination d'un séquestre intérimaire

Directions to interim receiver

(2) The court may direct an interim receiver appointed under subsection (1) to do any or all of the following:

(*a*) take possession of all or part of the debtor's property mentioned in the appointment;

(2) Le tribunal peut enjoindre au séquestre intérimaire :

*a*) de prendre possession de tout ou partie des biens du débiteur mentionnés dans la nomination;

Instructions au séquestre intérimaire

(*b*) exercise such control over that property, and over the debtor's business, as the court considers advisable;

(*c*) take conservatory measures; and

(*d*) summarily dispose of property that is perishable or likely to depreciate rapidly in value.

*b*) d'exercer sur ces biens ainsi que sur les affaires du débiteur le degré de contrôle que le tribunal estime indiqué;

*c*) de prendre des mesures conservatoires;

*d*) de disposer sommairement des biens périssables ou susceptibles de perdre rapidement de leur valeur.

When appointment may be made

(3) An appointment of an interim receiver may be made under subsection (1) only if it is shown to the court to be necessary for the protection of

(*a*) the debtor's estate; or

(*b*) the interests of the creditor who sent the notice under subsection 244(1).

(3) La nomination d'un séquestre intérimaire aux termes du paragraphe (1) ne peut se faire que s'il est démontré au tribunal que cela est nécessaire pour protéger soit l'actif du débiteur, soit les intérêts du créancier qui a donné le préavis visé au paragraphe 244(1).

Cas de nomination possible

Place of filing

(4) An application under subsection (1) is to be filed in a court having jurisdiction in the judicial district of the locality of the debtor.

R.S., 1985, c. B-3, s. 47; 1992, c. 27, s. 16; 2005, c. 47, s. 30; 2007, c. 36, s. 14.

(4) La demande visant l'obtention de l'ordonnance prévue au paragraphe (1) est déposée auprès du tribunal compétent dans le district judiciaire de la localité du débiteur.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 47; 1992, ch. 27, art. 16; 2005, ch. 47, art. 30; 2007, ch. 36, art. 14.

Lieu du dépôt

Appointment of interim receiver

**47.1** (1) If a notice of intention has been filed under section 50.4 or a proposal has been filed under subsection 62(1), the court may at any time after the filing, subject to subsection (3), appoint as interim receiver of all or any part of the debtor's property,

(*a*) the trustee under the notice of intention or proposal;

(*b*) another trustee; or

(*c*) the trustee under the notice of intention or proposal and another trustee jointly.

**47.1** (1) Après le dépôt d'un avis d'intention aux termes de l'article 50.4 ou d'une proposition aux termes du paragraphe 62(1) et sous réserve du paragraphe (3), le tribunal peut nommer à titre de séquestre intérimaire de tout ou partie des biens du débiteur :

*a*) soit le syndic désigné dans l'avis d'intention ou la proposition;

*b*) soit un autre syndic;

*c*) soit, conjointement, le syndic désigné dans l'avis d'intention ou la proposition et un autre syndic.

Nomination d'un séquestre intérimaire

Duration of appointment

(1.1) The appointment expires on the earliest of

(*a*) the taking of possession by a receiver, within the meaning of subsection 243(2), of the debtor's property over which the interim receiver was appointed,

(*b*) the taking of possession by a trustee of the debtor's property over which the interim receiver was appointed, and

(*c*) court approval of the proposal.

(1.1) Le séquestre intérimaire demeure en fonctions jusqu'à celui des événements ci-après qui se produit le premier :

*a*) la prise de possession par un séquestre, au sens du paragraphe 243(2), des biens du débiteur placés sous la responsabilité du séquestre intérimaire;

*b*) la prise de possession par un syndic des biens du débiteur placés sous la responsabilité du séquestre intérimaire;

*c*) l'approbation de la proposition par le tribunal.

Durée des fonctions

Directions to interim receiver

(2) The court may direct an interim receiver appointed under subsection (1) to do any or all of the following:

(*a*) carry out the duties set out in subsection 50(10) or 50.4(7), in substitution for the trustee referred to in that subsection or jointly with that trustee;

(*b*) take possession of all or part of the debtor's property mentioned in the order of the court;

(*c*) exercise such control over that property, and over the debtor's business, as the court considers advisable;

(*d*) take conservatory measures; and

(*e*) summarily dispose of property that is perishable or likely to depreciate rapidly in value.

Instructions au séquestre intérimaire

(2) Le tribunal peut enjoindre au séquestre intérimaire :

*a*) d'exercer, en lieu et place du syndic visé aux paragraphes 50(10) ou 50.4(7), ou conjointement avec celui-ci, les fonctions prévues par l'un ou l'autre de ces paragraphes;

*b*) de prendre possession de tout ou partie des biens du débiteur mentionnés dans l'ordonnance;

*c*) d'exercer sur ces biens ainsi que sur les affaires du débiteur le degré de contrôle que le tribunal estime indiqué;

*d*) de prendre des mesures conservatoires;

*e*) de disposer sommairement des biens périssables ou susceptibles de perdre rapidement de leur valeur.

When appointment may be made

(3) An appointment of an interim receiver may be made under subsection (1) only if it is shown to the court to be necessary for the protection of

(*a*) the debtor's estate; or

(*b*) the interests of one or more creditors, or of the creditors generally.

Cas de nomination possible

(3) La nomination d'un séquestre intérimaire aux termes du paragraphe (1) ne peut se faire que s'il est démontré au tribunal que cela est nécessaire pour protéger soit l'actif du débiteur, soit les intérêts d'un ou de plusieurs créanciers ou de l'ensemble de ceux-ci.

Place of filing

(4) An application under subsection (1) is to be filed in a court having jurisdiction in the judicial district of the locality of the debtor.

1992, c. 27, s. 16; 2005, c. 47, s. 31; 2007, c. 36, s. 15.

Lieu du dépôt

(4) La demande visant l'obtention de l'ordonnance prévue au paragraphe (1) est déposée auprès du tribunal compétent dans le district judiciaire de la localité du débiteur.

1992, ch. 27, art. 16; 2005, ch. 47, art. 31; 2007, ch. 36, art. 15.

Orders respecting fees and expenses

**47.2** (1) If an appointment of an interim receiver is made under section 47 or 47.1, the court may make any order respecting the payment of fees and disbursements of the interim receiver that it considers proper, including an order giving the interim receiver security, ranking ahead of any or all secured creditors, over any or all of the assets of the debtor in respect of the interim receiver's claim for fees or disbursements, but the court shall not make such an order unless it is satisfied that all secured creditors who would be materially affected by the order were given reasonable advance notification and an opportunity to make representations to the court.

Ordonnances relatives aux honoraires et débours

**47.2** (1) Le tribunal peut, relativement au paiement des honoraires et débours du séquestre intérimaire nommé aux termes des articles 47 ou 47.1, rendre toute ordonnance qu'il estime indiquée, y compris une ordonnance portant que la réclamation de celui-ci à l'égard de ses honoraires et débours constitue une sûreté de premier rang sur les avoirs du débiteur, avec préséance sur les réclamations de tout créancier garanti; le tribunal ne peut, toutefois, déclarer que la réclamation du séquestre intérimaire constitue une sûreté de premier rang que s'il est convaincu que tous les créanciers garantis auxquels l'ordonnance pourrait sérieusement porter atteinte ont été avisés à cet égard suffisamment à l'avance et se sont vu accorder l'occasion de se faire entendre.

Meaning of disbursements

(2) In subsection (1), "disbursements" do not include payments made in operating a business of the debtor.

Accounts, discharge of interim receivers

(3) With respect to interim receivers appointed under section 46, 47 or 47.1,

(*a*) the form and content of their accounts, including their final statement of receipts and disbursements,

(*b*) the procedure for the preparation and taxation of those accounts, and

(*c*) the procedure for the discharge of the interim receiver

shall be as prescribed.

1992, c. 27, s. 16; 2004, c. 25, s. 30; 2005, c. 47, s. 32.

Application of sections 43 to 46

**48.** Sections 43 to 46 do not apply to individuals whose principal occupation and means of livelihood is fishing, farming or the tillage of the soil or to any individual who works for wages, salary, commission or hire at a rate of compensation not exceeding twenty-five hundred dollars per year and does not on their own account carry on business.

R.S., 1985, c. B-3, s. 48; 1997, c. 12, s. 28.

Sens de débours

(2) Pour l'application du paragraphe (1), ne sont pas compris parmi les débours les paiements effectués dans le cadre des opérations propres aux affaires du débiteur.

Comptes et libération du séquestre intérimaire

(3) La forme et le contenu des comptes — y compris l'état définitif des recettes et des débours — du séquestre intérimaire nommé aux termes des articles 46, 47 ou 47.1 et la procédure à suivre pour leur préparation et leur taxation, ainsi que pour la libération du séquestre intérimaire sont déterminés par les Règles générales.

1992, ch. 27, art. 16; 2004, ch. 25, art. 30; 2005, ch. 47, art. 32.

Application des art. 43 à 46

**48.** Les articles 43 à 46 ne s'appliquent pas au particulier dont la principale activité — et la principale source de revenu — est la pêche, l'agriculture ou la culture du sol, ni au particulier qui travaille pour un salaire, un traitement, une commission ou des gages ne dépassant pas deux mille cinq cents dollars par année et qui n'exerce pas un commerce pour son propre compte.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 48; 1997, ch. 12, art. 28.

## Assignments

Assignment for general benefit of creditors

**49.** (1) An insolvent person or, if deceased, the executor or administrator of their estate or the liquidator of the succession, with the leave of the court, may make an assignment of all the insolvent person's property for the general benefit of the insolvent person's creditors.

Sworn statement

(2) The assignment must be accompanied by a sworn statement in the prescribed form showing the debtor's property that is divisible among his or her creditors, the names and addresses of all his or her creditors and the amounts of their respective claims.

Filing of assignment

(3) The assignment made under subsection (1) shall be offered to the official receiver in the locality of the debtor, and it is inoperative until filed with that official receiver, who shall refuse to file the assignment unless it is in the prescribed form or to the like effect and accompanied by the sworn statement required by subsection (2).

## Cessions

Cession au profit des créanciers en général

**49.** (1) Une personne insolvable ou, si elle est décédée, l'exécuteur testamentaire, le liquidateur de la succession ou l'administrateur à la succession, avec la permission du tribunal, peut faire une cession de tous ses biens au profit de ses créanciers en général.

Déclaration sous serment

(2) La cession est accompagnée d'une déclaration sous serment dans la forme prescrite, indiquant les biens du débiteur susceptibles d'être partagés entre ses créanciers, les noms et adresses de tous ses créanciers et les montants de leurs réclamations respectives.

Production de la cession

(3) La cession est présentée au séquestre officiel dans la localité du débiteur, et elle est inopérante tant qu'elle n'a pas été déposée auprès de ce séquestre officiel qui en refuse la production, à moins qu'elle ne soit en la forme prescrite ou en des termes ayant le même effet, et accompagnée de la déclaration sous serment requise au paragraphe (2).

Appointment of trustee

(4) Where the official receiver files the assignment made under subsection (1), he shall appoint as trustee a licensed trustee whom he shall, as far as possible, select by reference to the wishes of the most interested creditors if ascertainable at the time, and the official receiver shall complete the assignment by inserting therein as grantee the name of the trustee.

Nomination de syndic

(4) Lorsque le séquestre officiel accepte la production de la cession, il nomme comme syndic un syndic autorisé qu'il choisira, autant que faire se peut, en tenant compte des désirs des créanciers les plus intéressés, s'il est possible de s'en rendre compte à ce moment. Le séquestre officiel complète la cession en y insérant comme cessionnaire le nom du syndic.

Cancellation of assignment

(5) Where the official receiver is unable to find a licensed trustee who is willing to act, the official receiver shall, after giving the bankrupt five days notice, cancel the assignment.

Annulation de cession

(5) Le séquestre officiel annule la cession, sur préavis de cinq jours au failli, lorsqu'il ne peut trouver un syndic autorisé qui consente à agir.

Procedure in small estates

(6) Where the bankrupt is not a corporation and in the opinion of the official receiver the realizable assets of the bankrupt, after the claims of secured creditors are deducted, will not exceed five thousand dollars or such other amount as is prescribed, the provisions of this Act relating to the summary administration of estates shall apply.

Procédures à l'égard d'actifs peu considérables

(6) Lorsque le failli n'est pas une personne morale et que, de l'avis du séquestre officiel, ses avoirs réalisables, déduction faite des réclamations des créanciers garantis, ne dépassent pas cinq mille dollars ou tout autre montant prescrit, les dispositions de la présente loi concernant l'administration sommaire des actifs s'appliquent.

Future property not to be considered

(7) In the determination of the realizable assets of a bankrupt for the purposes of subsection (6), no regard shall be had to any property that may be acquired by the bankrupt or devolve on the bankrupt before the bankrupt's discharge.

Exclusion des biens futurs

(7) Il n'est pas tenu compte pour la détermination des avoirs réalisables du failli des biens que celui-ci peut acquérir ou qui peuvent lui être dévolus avant sa libération.

Where subsection (6) ceases to apply

(8) The official receiver may direct that subsection (6) shall cease to apply in respect of the bankrupt where the official receiver determines that

(*a*) the realizable assets of the bankrupt, after the claims of secured creditors are deducted, exceed five thousand dollars or the amount prescribed, as the case may be, or

(*b*) the costs of realization of the assets of the bankrupt are a significant proportion of the realizable value of the assets,

and the official receiver considers that such a direction is appropriate.

R.S., 1985, c. B-3, s. 49; 1992, c. 1, s. 15, c. 27, s. 17; 1997, c. 12, s. 29; 2004, c. 25, s. 31(E); 2005, c. 47, s. 33.

Cessation d'effet du paragraphe (6)

(8) Le séquestre officiel peut ordonner que le paragraphe (6) cesse de s'appliquer au failli s'il détermine que les avoirs réalisables de celui-ci, déduction faite des réclamations des créanciers garantis, dépassent cinq mille dollars ou le montant prescrit, ou que les coûts de réalisation de ces avoirs représentent une partie importante de leur valeur réalisable, et s'il estime pareille mesure indiquée.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 49; 1992, ch. 1, art. 15, ch. 27, art. 17; 1997, ch. 12, art. 29; 2004, ch. 25, art. 31(A); 2005, ch. 47, art. 33.

PART III

PROPOSALS

DIVISION I

GENERAL SCHEME FOR PROPOSALS

PARTIE III

PROPOSITIONS CONCORDATAIRES

SECTION I

DISPOSITIONS D'APPLICATION GÉNÉRALE

Who may make a proposal

**50.** (1) Subject to subsection (1.1), a proposal may be made by

(*a*) an insolvent person;

(*b*) a receiver, within the meaning of subsection 243(2), but only in relation to an insolvent person;

(*c*) a liquidator of an insolvent person's property;

(*d*) a bankrupt; and

(*e*) a trustee of the estate of a bankrupt.

Admissibilité

**50.** (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), une proposition peut être faite par :

*a*) une personne insolvable;

*b*) un séquestre au sens du paragraphe 243(2), mais seulement relativement à une personne insolvable;

*c*) le liquidateur des biens d'une personne insolvable;

*d*) un failli;

*e*) le syndic de l'actif d'un failli.

Where proposal may not be made

(1.1) A proposal may not be made under this Division with respect to a debtor in respect of whom a consumer proposal has been filed under Division II until the administrator under the consumer proposal has been discharged.

Inadmissibilité

(1.1) Il ne peut être fait de proposition aux termes de la présente section relativement au débiteur à l'égard de qui une proposition de consommateur a été produite aux termes de la section II tant que l'administrateur désigné dans le cadre de la première proposition n'a pas été libéré.

To whom proposal made

(1.2) A proposal must be made to the creditors generally, either as a mass or separated into classes as provided in the proposal, and may also be made to secured creditors in respect of any class or classes of secured claim, subject to subsection (1.3).

Destinataires

(1.2) La proposition est faite aux créanciers en général, étant entendu qu'elle s'adresse, selon ce qu'elle prévoit, soit à la masse de ceux-ci, soit aux diverses catégories auxquelles ils appartiennent; elle peut en outre, sous réserve du paragraphe (1.3), être faite aux créanciers garantis d'une ou de plusieurs catégories.

Idem

(1.3) Where a proposal is made to one or more secured creditors in respect of secured claims of a particular class, the proposal must be made to all secured creditors in respect of secured claims of that class.

Idem

(1.3) La proposition portant sur des réclamations garanties d'une catégorie particulière doit être faite à tous les créanciers garantis dont la réclamation appartient à cette catégorie.

Classes of secured claims

(1.4) Secured claims may be included in the same class if the interests or rights of the creditors holding those claims are sufficiently similar to give them a commonality of interest, taking into account

(*a*) the nature of the debts giving rise to the claims;

(*b*) the nature and rank of the security in respect of the claims;

(*c*) the remedies available to the creditors in the absence of the proposal, and the extent to

Catégories de créances garanties

(1.4) Peuvent faire partie de la même catégorie les créances garanties des créanciers ayant des droits ou intérêts à ce point semblables, compte tenu des critères énumérés ci-après, qu'on peut en conclure qu'ils ont un intérêt commun :

*a*) la nature des créances donnant lieu aux réclamations en cause;

*b*) la nature de la garantie en question et le rang qui s'y rattache;

*c*) les recours dont les créanciers peuvent se prévaloir, abstraction faite de la proposition,

which the creditors would recover their claims by exercising those remedies;

(*d*) the treatment of the claims under the proposal, and the extent to which the claims would be paid under the proposal; and

(*e*) such further criteria, consistent with those set out in paragraphs (*a*) to (*d*), as are prescribed.

et la mesure dans laquelle ils pourraient, en se prévalant de ces recours, obtenir satisfaction à leurs réclamations;

*d*) le sort réservé à leurs créances par la proposition et, notamment, la mesure dans laquelle celles-ci seraient payées aux termes de la proposition;

*e*) tous autres critères — compatibles avec ceux énumérés aux alinéas *a*) à *d*) — qui peuvent être prescrits.

Court may determine classes

(1.5) The court may, on application made at any time after a notice of intention or a proposal is filed, determine, in accordance with subsection (1.4), the classes of secured claims appropriate to a proposal, and the class into which any particular secured claim falls.

Décision du tribunal

(1.5) Sur demande présentée après le dépôt de l'avis d'intention ou de la proposition, le tribunal peut, en conformité avec le paragraphe (1.4), déterminer quelles sont, dans le cadre de cette proposition, les diverses catégories de créances garanties; il peut également déterminer à quelle catégorie appartient telle créance garantie en particulier.

Creditors' response

(1.6) Subject to section 50.1 as regards included secured creditors, any creditor may respond to the proposal as made to the creditors generally, by filing with the trustee a proof of claim in the manner provided for in

(*a*) sections 124 to 126, in the case of unsecured creditors; or

(*b*) sections 124 to 134, in the case of secured creditors.

Réponse des créanciers

(1.6) Sous réserve de l'article 50.1, tout créancier peut répondre à la proposition qui a été faite aux créanciers en général en déposant auprès du syndic une preuve de réclamation de la manière prévue :

*a*) aux articles 124 à 126, dans le cas des créanciers non garantis;

*b*) aux articles 124 à 134, dans le cas des créanciers garantis.

Effect of filing proof of claim

(1.7) Hereinafter in this Division, a reference to an unsecured creditor shall be deemed to include a secured creditor who has filed a proof of claim under subsection (1.6), and a reference to an unsecured claim shall be deemed to include that secured creditor's claim.

Effet du dépôt d'une preuve de réclamation

(1.7) Pour l'application des dispositions de la présente section qui suivent le présent article, la mention d'un créancier non garanti vaut également mention d'un créancier garanti qui a déposé une preuve de réclamation aux termes du paragraphe (1.6), et la mention d'une réclamation non garantie vaut mention de la réclamation garantie de ce créancier.

Voting

(1.8) All questions relating to a proposal, except the question of accepting or refusing the proposal, shall be decided by ordinary resolution of the creditors to whom the proposal was made.

Vote

(1.8) Toutes les décisions relatives à une proposition, sauf celles portant sur son acceptation ou son rejet, sont prises par résolution ordinaire des créanciers à qui la proposition a été faite.

Documents to be filed

(2) Subject to section 50.4, proceedings for a proposal shall be commenced, in the case of an insolvent person, by filing with a licensed trustee, and in the case of a bankrupt, by filing with the trustee of the estate,

(*a*) a copy of the proposal in writing setting out the terms of the proposal and the particulars of any securities or sureties proposed,

Documents à déposer

(2) Sous réserve de l'article 50.4, les procédures relatives à une proposition commencent, dans le cas d'une personne insolvable, par le dépôt, auprès d'un syndic autorisé, et, dans le cas d'un failli, par le dépôt, auprès du syndic de l'actif, d'une copie de la proposition indiquant les termes de la proposition et les détails des garanties ou cautions proposées, et signée par l'auteur de la proposition et les cautions propo-

signed by the person making the proposal and the proposed sureties if any; and

(*b*) the prescribed statement of affairs.

Filing of documents with the official receiver

(2.1) Copies of the documents referred to in subsection (2) must, at the time the proposal is filed under subsection 62(1), also be filed by the trustee with the official receiver in the locality of the debtor.

Approval of inspectors

(3) A proposal made in respect of a bankrupt shall be approved by the inspectors before any further action is taken thereon.

Proposal, etc., not to be withdrawn

(4) No proposal or any security, guarantee or suretyship tendered with the proposal may be withdrawn pending the decision of the creditors and the court.

Assignment not prevented

(4.1) Subsection (4) shall not be construed as preventing an insolvent person in respect of whom a proposal has been made from subsequently making an assignment.

Duties of trustee

(5) The trustee shall make or cause to be made such an appraisal and investigation of the affairs and property of the debtor as to enable the trustee to estimate with reasonable accuracy the financial situation of the debtor and the cause of the debtor's financial difficulties or insolvency and report the result thereof to the meeting of the creditors.

Trustee to file cash-flow statement

(6) The trustee shall, when filing a proposal under subsection 62(1) in respect of an insolvent person, file with the proposal

(*a*) a statement — or a revised cash-flow statement if a cash-flow statement had previously been filed under subsection 50.4(2) in respect of that insolvent person — (in this section referred to as a "cash-flow statement") indicating the projected cash-flow of the insolvent person on at least a monthly basis, prepared by the person making the proposal, reviewed for its reasonableness by the trustee and signed by the trustee and the person making the proposal;

(*b*) a report on the reasonableness of the cash-flow statement, in the prescribed form, prepared and signed by the trustee; and

(*c*) a report containing prescribed representations by the person making the proposal regarding the preparation of the cash-flow statement, in the prescribed form, prepared

sées, le cas échéant, ainsi qu'une copie du bilan prescrit.

Envoi au séquestre officiel

(2.1) Le syndic envoie les documents visés au paragraphe (2) au séquestre officiel de la localité du débiteur au moment du dépôt de la proposition en application du paragraphe 62(1).

Approbation des inspecteurs

(3) Une proposition visant un failli doit être approuvée par les inspecteurs avant que toute autre mesure soit prise à son égard.

Une proposition ne peut être retirée

(4) Nulle proposition ni aucun cautionnement ou garantie offerts avec cette proposition ne peuvent être retirés en attendant la décision des créanciers et du tribunal.

Interprétation

(4.1) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet d'empêcher une personne insolvable visée par une proposition de faire une cession par la suite.

Fonctions du syndic

(5) Le syndic fait, ou fait faire, relativement aux affaires et aux biens du débiteur une évaluation et une investigation qui lui permettent d'estimer avec un degré suffisant d'exactitude la situation financière du débiteur et la cause de ses difficultés financières ou de son insolvabilité, et il en fait rapport à l'assemblée des créanciers.

État de l'évolution de l'encaisse

(6) Le syndic qui dépose, à l'égard d'une personne insolvable, une proposition aux termes du paragraphe 62(1) est tenu de joindre à celle-ci :

*a*) un état établi par l'auteur de la proposition — ou une version révisée d'un tel état lorsqu'on en a déjà déposé un à l'égard de la même personne insolvable aux termes du paragraphe 50.4(2) —, appelé « l'état » au présent article, portant, projections au moins mensuelles à l'appui, sur l'évolution de l'encaisse de la personne insolvable, et signé par lui et par le syndic après que celui-ci en a vérifié le caractère raisonnable;

*b*) un rapport portant sur le caractère raisonnable de l'état, établi et signé, en la forme prescrite, par le syndic;

*c*) un rapport contenant les observations — prescrites par les Règles générales — de l'auteur de la proposition relativement à

and signed by the person making the proposal.

Creditors may obtain statement

(7) Subject to subsection (8), any creditor may obtain a copy of the cash-flow statement on request made to the trustee.

Exception

(8) The court may order that a cash-flow statement or any part thereof not be released to some or all of the creditors pursuant to subsection (7) where it is satisfied that

(*a*) such release would unduly prejudice the insolvent person; and

(*b*) non-release would not unduly prejudice the creditor or creditors in question.

Trustee protected

(9) If the trustee acts in good faith and takes reasonable care in reviewing the cash-flow statement, he is not liable for loss or damage to any person resulting from that person's reliance on the cash-flow statement.

Trustee to monitor and report

(10) Subject to any direction of the court under paragraph 47.1(2)(*a*), the trustee under a proposal in respect of an insolvent person shall, for the purpose of monitoring the insolvent person's business and financial affairs, have access to and examine the insolvent person's property, including his premises, books, records and other financial documents, to the extent necessary to adequately assess the insolvent person's business and financial affairs, from the filing of the proposal until the proposal is approved by the court or the insolvent person becomes bankrupt, and shall

(*a*) file a report on the state of the insolvent person's business and financial affairs — containing the prescribed information, if any — 

(i) with the official receiver without delay after ascertaining a material adverse change in the insolvent person's projected cash-flow or financial circumstances, and

(ii) with the court at any time that the court may order;

(*a.1*) send a report about the material adverse change to the creditors without delay after ascertaining the change; and

(*b*) send, in the prescribed manner, a report on the state of the insolvent person's business and financial affairs — containing the trustee's opinion as to the reasonableness of

l'établissement de l'état, établi et signé, en la forme prescrite, par celui-ci.

Copies de l'état

(7) Sous réserve du paragraphe (8), tout créancier qui en fait la demande au syndic peut obtenir une copie de l'état.

Exception

(8) Le tribunal peut rendre une ordonnance de non-communication de tout ou partie de l'état, s'il est convaincu que sa communication à l'un ou l'autre ou à l'ensemble des créanciers causerait un préjudice indu à la personne insolvable et que sa non-communication ne causerait pas de préjudice indu au créancier ou aux créanciers en question.

Immunité

(9) S'il agit de bonne foi et prend toutes les précautions voulues pour bien réviser l'état, le syndic ne peut être tenu responsable du préjudice ou des pertes subis par la personne qui s'y fie.

Obligation de surveillance

(10) Sous réserve de toute instruction émise par le tribunal aux termes de l'alinéa 47.1(2)*a*), le syndic désigné dans une proposition se rapportant à une personne insolvable a, dans le cadre de la surveillance des affaires et des finances de celle-ci et dans la mesure où cela s'avère nécessaire pour lui permettre d'évaluer adéquatement les affaires et les finances de la personne insolvable, accès aux biens — locaux, livres, registres et autres documents financiers, notamment — de cette personne, biens qu'il est d'ailleurs tenu d'examiner, et ce depuis le dépôt de la proposition jusqu'à son approbation par le tribunal ou jusqu'à ce que la personne en question devienne un failli; le syndic est en outre tenu :

*a*) de déposer un rapport portant sur l'état des affaires et des finances de la personne insolvable et contenant les renseignements prescrits :

(i) auprès du séquestre officiel dès qu'il note un changement négatif important au chapitre des projections relatives à l'encaisse de la personne insolvable ou au chapitre de la situation financière de celle-ci,

(ii) auprès du tribunal aux moments déterminés par ordonnance de celui-ci;

*a.1*) d'envoyer aux créanciers un rapport sur le changement visé au sous-alinéa *a*)(i) dès qu'il le note;

a decision, if any, to include in a proposal a provision that sections 95 to 101 do not apply in respect of the proposal and containing the prescribed information, if any — to the creditors and the official receiver at least 10 days before the day on which the meeting of creditors referred to in subsection 51(1) is to be held.

*b*) d'envoyer aux créanciers et au séquestre officiel, de la manière prescrite et au moins dix jours avant la date de la tenue de l'assemblée des créanciers prévue au paragraphe 51(1), un rapport portant sur l'état des affaires et des finances de la personne insolvable et contenant notamment, en plus des renseignements prescrits, son opinion sur le caractère raisonnable de la décision d'inclure une disposition dans la proposition prévoyant la non-application à celle-ci des articles 95 à 101.

Report to creditors

(11) An interim receiver who has been directed under subsection 47.1(2) to carry out the duties set out in subsection (10) in substitution for the trustee shall deliver a report on the state of the insolvent person's business and financial affairs, containing any prescribed information, to the trustee at least fifteen days before the meeting of creditors referred to in subsection 51(1), and the trustee shall send the report to the creditors and the official receiver, in the prescribed manner, at least ten days before the meeting of creditors referred to in that subsection.

Rapport à l'intention des créanciers

(11) Le séquestre intérimaire qui, aux termes du paragraphe 47.1(2), s'est vu confier l'exercice, en remplacement du syndic, des fonctions visées au paragraphe (10) est tenu de remettre à celui-ci, au moins quinze jours avant la tenue de l'assemblée des créanciers prévue au paragraphe 51(1), un rapport portant sur les affaires et les finances de la personne insolvable et contenant les renseignements prescrits; le syndic expédie, de la manière prescrite, ce rapport aux créanciers et au séquestre officiel au moins dix jours avant la tenue de l'assemblée des créanciers prévue à ce paragraphe.

Court may declare proposal as deemed refused by creditors

(12) The court may, on application by the trustee, the interim receiver, if any, appointed under section 47.1 or a creditor, at any time before the meeting of creditors, declare that the proposal is deemed to have been refused by the creditors if the court is satisfied that

(*a*) the debtor has not acted, or is not acting, in good faith and with due diligence;

(*b*) the proposal will not likely be accepted by the creditors; or

(*c*) the creditors as a whole would be materially prejudiced if the application under this subsection is rejected.

Présomption de refus de la proposition

(12) À la demande du syndic, d'un créancier ou, le cas échéant, du séquestre intérimaire nommé aux termes de l'article 47.1, le tribunal peut, avant l'assemblée des créanciers, déclarer que la proposition est réputée refusée par les créanciers, s'il est convaincu que, selon le cas :

*a*) le débiteur n'agit pas — ou n'a pas agi — de bonne foi et avec toute la diligence voulue;

*b*) la proposition ne sera vraisemblablement pas acceptée par les créanciers;

*c*) le rejet de la demande causerait un préjudice sérieux à l'ensemble des créanciers.

Effect of declaration

(12.1) If the court declares that the proposal is deemed to have been refused by the creditors, paragraphs 57(*a*) to (*c*) apply.

Effet de la déclaration

(12.1) Si le tribunal déclare que la proposition est réputée avoir été refusée par les créanciers, les alinéas 57*a*) à *c*) s'appliquent.

Claims against directors — compromise

(13) A proposal made in respect of a corporation may include in its terms provision for the compromise of claims against directors of the corporation that arose before the commencement of proceedings under this Act and that relate to the obligations of the corporation where the directors are by law liable in their capacity as directors for the payment of such obligations.

Transaction — réclamations contre les administrateurs

(13) La proposition visant une personne morale peut comporter, au profit de ses créanciers, des dispositions relatives à une transaction sur les réclamations contre ses administrateurs qui sont antérieures aux procédures intentées sous le régime de la présente loi et visent des obligations de celle-ci dont ils peuvent être, ès qualités, responsables en droit.

Exception

(14) A provision for the compromise of claims against directors may not include claims that

(*a*) relate to contractual rights of one or more creditors arising from contracts with one or more directors; or

(*b*) are based on allegations of misrepresentation made by directors to creditors or of wrongful or oppressive conduct by directors.

Restriction

(14) La transaction ne peut toutefois viser des réclamations portant sur des droits contractuels d'un ou plusieurs créanciers à l'égard de contrats conclus avec un ou plusieurs administrateurs, ou fondées sur la fausse représentation ou la conduite injustifiée ou abusive des administrateurs.

Powers of court

(15) The court may declare that a claim against directors shall not be compromised if it is satisfied that the compromise would not be just and equitable in the circumstances.

Pouvoir du tribunal

(15) Le tribunal peut déclarer qu'une réclamation contre les administrateurs ne peut faire l'objet d'une transaction s'il est convaincu qu'elle ne serait ni juste ni équitable dans les circonstances.

Application of other provisions

(16) Subsection 62(2) and section 122 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of claims against directors compromised under a proposal of a debtor corporation.

Application

(16) Le paragraphe 62(2) et l'article 122 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux réclamations visées au paragraphe (13).

Determination of classes of claims

(17) The court, on application made at any time after a proposal is filed, may determine the classes of claims of claimants against directors and the class into which any particular claimant's claim falls.

Détermination des catégories de réclamations

(17) Le tribunal peut, sur demande faite après le dépôt de la proposition, déterminer les catégories de réclamations contre les administrateurs et indiquer la catégorie à laquelle appartient une réclamation donnée.

Resignation or removal of directors

(18) Where all of the directors have resigned or have been removed by the shareholders without replacement, any person who manages or supervises the management of the business and affairs of the corporation shall be deemed to be a director for the purposes of this section.

R.S., 1985, c. B-3, s. 50; 1992, c. 27, s. 18; 1997, c. 12, s. 30; 2001, c. 4, s. 27(E); 2004, c. 25, s. 32; 2005, c. 47, s. 34; 2007, c. 36, s. 16.

Démission ou destitution des administrateurs

(18) Si tous les administrateurs démissionnent ou sont destitués par les actionnaires sans être remplacés, quiconque dirige ou supervise les activités commerciales et les affaires internes de la personne morale est réputé un administrateur pour l'application du présent article.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 50; 1992, ch. 27, art. 18; 1997, ch. 12, art. 30; 2001, ch. 4, art. 27(A); 2004, ch. 25, art. 32; 2005, ch. 47, art. 34; 2007, ch. 36, art. 16.

Secured creditor may file proof of secured claim

**50.1** (1) Subject to subsections (2) to (4), a secured creditor to whom a proposal has been made in respect of a particular secured claim may respond to the proposal by filing with the trustee a proof of secured claim in the prescribed form, and may vote, on all questions relating to the proposal, in respect of that entire claim, and sections 124 to 126 apply, in so far as they are applicable, with such modifications as the circumstances require, to proofs of secured claim.

Preuve de créance garantie

**50.1** (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), le créancier garanti à qui une proposition a été faite relativement à une réclamation garantie en particulier peut déposer auprès du syndic, en la forme prescrite, une preuve de réclamation garantie à cet égard; il peut, pour la totalité de sa réclamation, voter sur toute question se rapportant à la proposition. Les articles 124 à 126, dans la mesure où ils sont applicables, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux preuves de réclamations garanties.

Proposed assessed value

(2) Where a proposal made to a secured creditor in respect of a claim includes a proposed assessed value of the security in respect of the claim, the secured creditor may file with the trustee a proof of secured claim in the pre-

Valeur attribuée

(2) En cas d'inclusion, dans la proposition faite à un créancier garanti relativement à une réclamation, d'une évaluation de la valeur de la garantie en cause, le créancier garanti peut déposer auprès du syndic, en la forme prescrite,

scribed form, and may vote as a secured creditor on all questions relating to the proposal in respect of an amount equal to the lesser of

(*a*) the amount of the claim, and

(*b*) the proposed assessed value of the security.

une preuve de réclamation garantie et peut, à titre de créancier garanti, voter sur toutes questions relatives à la proposition jusqu'à concurrence d'un montant égal au moindre du montant de la réclamation et de la valeur attribuée à la garantie.

Idem

(3) Where the proposed assessed value is less than the amount of the secured creditor's claim, the secured creditor may file with the trustee a proof of claim in the prescribed form, and may vote as an unsecured creditor on all questions relating to the proposal in respect of an amount equal to the difference between the amount of the claim and the proposed assessed value.

Idem

(3) Si la valeur attribuée à la garantie est moindre que le montant de la réclamation du créancier garanti, celui-ci peut déposer auprès du syndic, en la forme prescrite, une preuve de réclamation et peut, à titre de créancier non garanti, voter sur toutes questions relatives à la proposition jusqu'à concurrence d'un montant égal à la différence entre le montant de la réclamation et la valeur attribuée à la garantie.

Idem

(4) Where a secured creditor is dissatisfied with the proposed assessed value of his security, the secured creditor may apply to the court, within fifteen days after the proposal is sent to the creditors, to have the proposed assessed value revised, and the court may revise the proposed assessed value, in which case the revised value henceforth applies for the purposes of this Part.

Idem

(4) S'il n'est pas d'accord avec la valeur attribuée à sa garantie, le créancier garanti peut, dans les quinze jours suivant l'envoi de la proposition aux créanciers, demander au tribunal de réviser l'évaluation proposée. Le tribunal peut procéder à la révision souhaitée, auquel cas la présente partie s'applique par la suite en fonction de la valeur révisée.

Where no secured creditor in a class takes action

(5) Where no secured creditor having a secured claim of a particular class files a proof of secured claim at or before the meeting of creditors, the secured creditors having claims of that class shall be deemed to have voted for the refusal of the proposal.

1992, c. 27, s. 19; 1997, c. 12, s. 31(F).

Rejet présumé de la proposition

(5) Les créanciers visés au paragraphe (1) qui possèdent une réclamation garantie appartenant à une catégorie particulière sont réputés avoir voté en faveur du rejet de la proposition si aucun d'entre eux n'a déposé une preuve de réclamation garantie avant l'assemblée des créanciers ou lors de celle-ci.

1992, ch. 27, art. 19; 1997, ch. 12, art. 31(F).

Excluded secured creditor

**50.2** A secured creditor to whom a proposal has not been made in respect of a particular secured claim may not file a proof of secured claim in respect of that claim.

1992, c. 27, s. 19.

Le cas des autres créanciers garantis

**50.2** Le créancier garanti à qui aucune proposition n'a été faite relativement à une réclamation garantie en particulier n'est pas admis à produire une preuve de réclamation garantie à cet égard.

1992, ch. 27, art. 19.

Rights in bankruptcy

**50.3** On the bankruptcy of an insolvent person who made a proposal to one or more secured creditors in respect of secured claims, any proof of secured claim filed pursuant to section 50.1 ceases to be valid or effective, and sections 112 and 127 to 134 apply in respect of a proof of claim filed by any secured creditor in the bankruptcy.

1992, c. 27, s. 19.

Droits en cas de faillite

**50.3** En cas de faillite d'une personne insolvable ayant fait une proposition à un ou plusieurs créanciers garantis relativement à des réclamations garanties, les preuves de réclamations garanties déposées aux termes de l'article 50.1 sont sans effet, et les articles 112 et 127 à 134 s'appliquent aux preuves de réclamations déposées par des créanciers garantis dans le cadre de la faillite.

1992, ch. 27, art. 19.

Notice of intention

**50.4** (1) Before filing a copy of a proposal with a licensed trustee, an insolvent person may file a notice of intention, in the prescribed form, with the official receiver in the insolvent person's locality, stating

(*a*) the insolvent person's intention to make a proposal,

(*b*) the name and address of the licensed trustee who has consented, in writing, to act as the trustee under the proposal, and

(*c*) the names of the creditors with claims amounting to two hundred and fifty dollars or more and the amounts of their claims as known or shown by the debtor's books,

and attaching thereto a copy of the consent referred to in paragraph (*b*).

Avis d'intention

**50.4** (1) Avant de déposer copie d'une proposition auprès d'un syndic autorisé, la personne insolvable peut, en la forme prescrite, déposer auprès du séquestre officiel de sa localité un avis d'intention énonçant :

*a*) son intention de faire une proposition;

*b*) les nom et adresse du syndic autorisé qui a accepté, par écrit, les fonctions de syndic dans le cadre de la proposition;

*c*) le nom de tout créancier ayant une réclamation s'élevant à au moins deux cent cinquante dollars, ainsi que le montant de celle-ci, connu ou indiqué aux livres du débiteur.

L'avis d'intention est accompagné d'une copie de l'acceptation écrite du syndic.

Certain things to be filed

(2) Within ten days after filing a notice of intention under subsection (1), the insolvent person shall file with the official receiver

(*a*) a statement (in this section referred to as a "cash-flow statement") indicating the projected cash-flow of the insolvent person on at least a monthly basis, prepared by the insolvent person, reviewed for its reasonableness by the trustee under the notice of intention and signed by the trustee and the insolvent person;

(*b*) a report on the reasonableness of the cash-flow statement, in the prescribed form, prepared and signed by the trustee; and

(*c*) a report containing prescribed representations by the insolvent person regarding the preparation of the cash-flow statement, in the prescribed form, prepared and signed by the insolvent person.

Documents à déposer

(2) Dans les dix jours suivant le dépôt de l'avis d'intention visé au paragraphe (1), la personne insolvable dépose les documents suivants auprès du séquestre officiel :

*a*) un état établi par la personne insolvable — appelé « l'état » au présent article — portant, projections au moins mensuelles à l'appui, sur l'évolution de son encaisse, et signé par elle et par le syndic désigné dans l'avis d'intention après que celui-ci en a vérifié le caractère raisonnable;

*b*) un rapport portant sur le caractère raisonnable de l'état, établi, en la forme prescrite, par le syndic et signé par lui;

*c*) un rapport contenant les observations — prescrites par les Règles générales — de la personne insolvable relativement à l'établissement de l'état, établi, en la forme prescrite, par celle-ci et signé par elle.

Creditors may obtain statement

(3) Subject to subsection (4), any creditor may obtain a copy of the cash-flow statement on request made to the trustee.

Copies de l'état

(3) Sous réserve du paragraphe (4), tout créancier qui en fait la demande au syndic peut obtenir une copie de l'état.

Exception

(4) The court may order that a cash-flow statement or any part thereof not be released to some or all of the creditors pursuant to subsection (3) where it is satisfied that

(*a*) such release would unduly prejudice the insolvent person; and

(*b*) non-release would not unduly prejudice the creditor or creditors in question.

Exception

(4) Le tribunal peut rendre une ordonnance de non-communication de tout ou partie de l'état, s'il est convaincu que sa communication à l'un ou l'autre ou à l'ensemble des créanciers causerait un préjudice indu à la personne insolvable ou encore que sa non-communication ne causerait pas de préjudice indu au créancier ou aux créanciers en question.

Trustee protected

(5) If the trustee acts in good faith and takes reasonable care in reviewing the cash-flow statement, the trustee is not liable for loss or damage to any person resulting from that person's reliance on the cash-flow statement.

Immunité

(5) S'il agit de bonne foi et prend toutes les précautions voulues pour bien réviser l'état, le syndic ne peut être tenu responsable des dommages ou pertes subis par la personne qui s'y fie.

Trustee to notify creditors

(6) Within five days after the filing of a notice of intention under subsection (1), the trustee named in the notice shall send to every known creditor, in the prescribed manner, a copy of the notice including all of the information referred to in paragraphs (1)(*a*) to (*c*).

Notification

(6) Dans les cinq jours suivant le dépôt de l'avis d'intention, le syndic qui y est nommé en fait parvenir à tous les créanciers connus, de la manière prescrite, une copie contenant les renseignements mentionnés aux alinéas (1)*a*) à *c*).

Trustee to monitor and report

(7) Subject to any direction of the court under paragraph 47.1(2)(*a*), the trustee under a notice of intention in respect of an insolvent person

(*a*) shall, for the purpose of monitoring the insolvent person's business and financial affairs, have access to and examine the insolvent person's property, including his premises, books, records and other financial documents, to the extent necessary to adequately assess the insolvent person's business and financial affairs, from the filing of the notice of intention until a proposal is filed or the insolvent person becomes bankrupt;

(*b*) shall file a report on the state of the insolvent person's business and financial affairs — containing the prescribed information, if any —

(i) with the official receiver without delay after ascertaining a material adverse change in the insolvent person's projected cash-flow or financial circumstances, and

(ii) with the court at or before the hearing by the court of any application under subsection (9) and at any other time that the court may order; and

(*c*) shall send a report about the material adverse change to the creditors without delay after ascertaining the change.

Obligation de surveillance

(7) Sous réserve de toute instruction émise par le tribunal aux termes de l'alinéa 47.1(2)*a*), le syndic désigné dans un avis d'intention se rapportant à une personne insolvable :

*a*) a, dans le cadre de la surveillance des affaires et des finances de celle-ci et dans la mesure où cela est nécessaire pour lui permettre d'estimer adéquatement les affaires et les finances de la personne insolvable, accès aux biens — locaux, livres, registres et autres documents financiers, notamment — de cette personne, biens qu'il est d'ailleurs tenu d'examiner, et ce depuis le dépôt de l'avis d'intention jusqu'au dépôt de la proposition ou jusqu'à ce que la personne en question devienne un failli;

*b*) dépose un rapport portant sur l'état des affaires et des finances de la personne insolvable et contenant les renseignements prescrits :

(i) auprès du séquestre officiel dès qu'il note un changement négatif important au chapitre des projections relatives à l'encaisse de la personne insolvable ou au chapitre de la situation financière de celle-ci,

(ii) auprès du tribunal au plus tard lors de l'audition de la demande dont celui-ci est saisi aux termes du paragraphe (9) et aux autres moments déterminés par ordonnance du tribunal;

*c*) envoie aux créanciers un rapport sur le changement visé au sous-alinéa *b*)(i) dès qu'il le note.

Where assignment deemed to have been made

(8) Where an insolvent person fails to comply with subsection (2), or where the trustee fails to file a proposal with the official receiver under subsection 62(1) within a period of thirty days after the day the notice of intention was

Cas de cession présumée

(8) Lorsque la personne insolvable omet de se conformer au paragraphe (2) ou encore lorsque le syndic omet de déposer, ainsi que le prévoit le paragraphe 62(1), la proposition auprès du séquestre officiel dans les trente jours

filed under subsection (1), or within any extension of that period granted under subsection (9),

(*a*) the insolvent person is, on the expiration of that period or that extension, as the case may be, deemed to have thereupon made an assignment;

(*b*) the trustee shall, without delay, file with the official receiver, in the prescribed form, a report of the deemed assignment;

(*b.1*) the official receiver shall issue a certificate of assignment, in the prescribed form, which has the same effect for the purposes of this Act as an assignment filed under section 49; and

(*c*) the trustee shall, within five days after the day the certificate mentioned in paragraph (*b*) is issued, send notice of the meeting of creditors under section 102, at which meeting the creditors may by ordinary resolution, notwithstanding section 14, affirm the appointment of the trustee or appoint another licensed trustee in lieu of that trustee.

suivant le dépôt de l'avis d'intention aux termes du paragraphe (1) ou dans le délai supérieur accordé aux termes du paragraphe (9) :

*a*) la personne insolvable est, à l'expiration du délai applicable, réputée avoir fait une cession;

*b*) le syndic en fait immédiatement rapport, en la forme prescrite, au séquestre officiel;

*b.1*) le séquestre officiel délivre, en la forme prescrite, un certificat de cession ayant, pour l'application de la présente loi, le même effet qu'une cession déposée en conformité avec l'article 49;

*c*) le syndic convoque, dans les cinq jours suivant la délivrance du certificat de cession, une assemblée des créanciers aux termes de l'article 102, assemblée à laquelle les créanciers peuvent, par résolution ordinaire, nonobstant l'article 14, confirmer sa nomination ou lui substituer un autre syndic autorisé.

Extension of time for filing proposal

(9) The insolvent person may, before the expiry of the 30-day period referred to in subsection (8) or of any extension granted under this subsection, apply to the court for an extension, or further extension, as the case may be, of that period, and the court, on notice to any interested persons that the court may direct, may grant the extensions, not exceeding 45 days for any individual extension and not exceeding in the aggregate five months after the expiry of the 30-day period referred to in subsection (8), if satisfied on each application that

(*a*) the insolvent person has acted, and is acting, in good faith and with due diligence;

(*b*) the insolvent person would likely be able to make a viable proposal if the extension being applied for were granted; and

(*c*) no creditor would be materially prejudiced if the extension being applied for were granted.

Prorogation de délai

(9) La personne insolvable peut, avant l'expiration du délai de trente jours — déjà prorogé, le cas échéant, aux termes du présent paragraphe — prévu au paragraphe (8), demander au tribunal de proroger ou de proroger de nouveau ce délai; après avis aux intéressés qu'il peut désigner, le tribunal peut acquiescer à la demande, pourvu qu'aucune prorogation n'excède quarante-cinq jours et que le total des prorogations successives demandées et accordées n'excède pas cinq mois à compter de l'expiration du délai de trente jours, et pourvu qu'il soit convaincu, dans le cas de chacune des demandes, que les conditions suivantes sont réunies :

*a*) la personne insolvable a agi — et continue d'agir — de bonne foi et avec toute la diligence voulue;

*b*) elle serait vraisemblablement en mesure de faire une proposition viable si la prorogation demandée était accordée;

*c*) la prorogation demandée ne saurait causer de préjudice sérieux à l'un ou l'autre des créanciers.

Court may not extend time

(10) Subsection 187(11) does not apply in respect of time limitations imposed by subsection (9).

Non-application du paragraphe 187(11)

(10) Le paragraphe 187(11) ne s'applique pas aux délais prévus par le paragraphe (9).

Court may terminate period for making proposal

(11) The court may, on application by the trustee, the interim receiver, if any, appointed under section 47.1, or a creditor, declare terminated, before its actual expiration, the thirty day period mentioned in subsection (8) or any extension thereof granted under subsection (9) if the court is satisfied that

(*a*) the insolvent person has not acted, or is not acting, in good faith and with due diligence,

(*b*) the insolvent person will not likely be able to make a viable proposal before the expiration of the period in question,

(*c*) the insolvent person will not likely be able to make a proposal, before the expiration of the period in question, that will be accepted by the creditors, or

(*d*) the creditors as a whole would be materially prejudiced were the application under this subsection rejected,

and where the court declares the period in question terminated, paragraphs (8)(*a*) to (*c*) thereupon apply as if that period had expired.

Interruption de délai

(11) À la demande du syndic, d'un créancier ou, le cas échéant, du séquestre intérimaire nommé aux termes de l'article 47.1, le tribunal peut mettre fin, avant son expiration normale, au délai de trente jours — prorogé, le cas échéant — prévu au paragraphe (8), s'il est convaincu que, selon le cas :

*a*) la personne insolvable n'agit pas — ou n'a pas agi — de bonne foi et avec toute la diligence voulue;

*b*) elle ne sera vraisemblablement pas en mesure de faire une proposition viable avant l'expiration du délai;

*c*) elle ne sera vraisemblablement pas en mesure de faire, avant l'expiration du délai, une proposition qui sera acceptée des créanciers;

*d*) le rejet de la demande causerait un préjudice sérieux à l'ensemble des créanciers.

Si le tribunal acquiesce à la demande qui lui est présentée, les alinéas (8)*a*) à *c*) s'appliquent alors comme si le délai avait expiré normalement.

1992, c. 27, s. 19; 1997, c. 12, s. 32; 2004, c. 25, s. 33(F); 2005, c. 47, s. 35; 2007, c. 36, s. 17.

1992, ch. 27, art. 19; 1997, ch. 12, art. 32; 2004, ch. 25, art. 33(F); 2005, ch. 47, art. 35; 2007, ch. 36, art. 17.

Trustee to help prepare proposal

**50.5** The trustee under a notice of intention shall, between the filing of the notice of intention and the filing of a proposal, advise on and participate in the preparation of the proposal, including negotiations thereon.

Préparation de la proposition

**50.5** Le syndic désigné dans un avis d'intention doit, entre le dépôt de l'avis d'intention et celui de la proposition, participer, notamment comme conseiller, à la préparation de celle-ci, y compris aux négociations pertinentes.

1992, c. 27, s. 19.

1992, ch. 27, art. 19.

Order — interim financing

**50.6** (1) On application by a debtor in respect of whom a notice of intention was filed under section 50.4 or a proposal was filed under subsection 62(1) and on notice to the secured creditors who are likely to be affected by the security or charge, a court may make an order declaring that all or part of the debtor's property is subject to a security or charge — in an amount that the court considers appropriate — in favour of a person specified in the order who agrees to lend to the debtor an amount approved by the court as being required by the debtor, having regard to the debtor's cash-flow statement referred to in paragraph 50(6)(*a*) or 50.4(2)(*a*), as the case may be. The security or

Financement temporaire

**50.6** (1) Sur demande du débiteur à l'égard duquel a été déposé un avis d'intention aux termes de l'article 50.4 ou une proposition aux termes du paragraphe 62(1), le tribunal peut par ordonnance, sur préavis de la demande aux créanciers garantis qui seront vraisemblablement touchés par la charge ou sûreté, déclarer que tout ou partie des biens du débiteur sont grevés d'une charge ou sûreté — d'un montant qu'il estime indiqué — en faveur de la personne nommée dans l'ordonnance qui accepte de prêter au débiteur la somme qu'il approuve compte tenu de l'état — visé à l'alinéa 50(6)*a*) ou 50.4(2)*a*), selon le cas — portant sur l'évolution de l'encaisse et des besoins de celui-ci.

charge may not secure an obligation that exists before the order is made.

La charge ou sûreté ne peut garantir qu'une obligation postérieure au prononcé de l'ordonnance.

Individuals

(2) In the case of an individual,

(*a*) they may not make an application under subsection (1) unless they are carrying on a business; and

(*b*) only property acquired for or used in relation to the business may be subject to a security or charge.

Personne physique

(2) Toutefois, lorsque le débiteur est une personne physique, il ne peut présenter la demande que s'il exploite une entreprise et, le cas échéant, seuls les biens acquis ou utilisés dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise peuvent être grevés.

Priority

(3) The court may order that the security or charge rank in priority over the claim of any secured creditor of the debtor.

Priorité — créanciers garantis

(3) Le tribunal peut préciser, dans l'ordonnance, que la charge ou sûreté a priorité sur toute réclamation des créanciers garantis du débiteur.

Priority — previous orders

(4) The court may order that the security or charge rank in priority over any security or charge arising from a previous order made under subsection (1) only with the consent of the person in whose favour the previous order was made.

Priorité — autres ordonnances

(4) Il peut également y préciser que la charge ou sûreté n'a priorité sur toute autre charge ou sûreté grevant les biens du débiteur au titre d'une ordonnance déjà rendue en vertu du paragraphe (1) que sur consentement de la personne en faveur de qui cette ordonnance a été rendue.

Factors to be considered

(5) In deciding whether to make an order, the court is to consider, among other things,

(*a*) the period during which the debtor is expected to be subject to proceedings under this Act;

(*b*) how the debtor's business and financial affairs are to be managed during the proceedings;

(*c*) whether the debtor's management has the confidence of its major creditors;

(*d*) whether the loan would enhance the prospects of a viable proposal being made in respect of the debtor;

(*e*) the nature and value of the debtor's property;

(*f*) whether any creditor would be materially prejudiced as a result of the security or charge; and

(*g*) the trustee's report referred to in paragraph 50(6)(*b*) or 50.4(2)(*b*), as the case may be.

2005, c. 47, s. 36; 2007, c. 36, s. 18.

Facteurs à prendre en considération

(5) Pour décider s'il rend l'ordonnance, le tribunal prend en considération, entre autres, les facteurs suivants :

*a*) la durée prévue des procédures intentées à l'égard du débiteur sous le régime de la présente loi;

*b*) la façon dont les affaires financières et autres du débiteur seront gérées au cours de ces procédures;

*c*) la question de savoir si ses dirigeants ont la confiance de ses créanciers les plus importants;

*d*) la question de savoir si le prêt favorisera la présentation d'une proposition viable à l'égard du débiteur;

*e*) la nature et la valeur des biens du débiteur;

*f*) la question de savoir si la charge ou sûreté causera un préjudice sérieux à l'un ou l'autre des créanciers du débiteur;

*g*) le rapport du syndic visé aux alinéas 50(6)*b*) ou 50.4(2)*b*), selon le cas.

2005, ch. 47, art. 36; 2007, ch. 36, art. 18.

Calling of meeting of creditors

**51.** (1) The trustee shall call a meeting of the creditors, to be held within twenty-one days after the filing of the proposal with the official

Convocation d'une assemblée des créanciers

**51.** (1) Le syndic convoque immédiatement une assemblée des créanciers — qui doit avoir lieu dans les vingt et un jours suivant le dépôt

receiver under subsection 62(1), by sending in the prescribed manner to every known creditor and to the official receiver, at least ten days before the meeting,

(*a*) a notice of the date, time and place of the meeting;

(*b*) a condensed statement of the assets and liabilities;

(*c*) a list of the creditors with claims amounting to two hundred and fifty dollars or more and the amounts of their claims as known or shown by the debtor's books;

(*d*) a copy of the proposal;

(*e*) the prescribed forms, in blank, of

(i) proof of claim,

(ii) in the case of a secured creditor to whom the proposal was made, proof of secured claim, and

(iii) proxy,

if not already sent; and

(*f*) a voting letter as prescribed.

de la proposition auprès du séquestre officiel aux termes du paragraphe 62(1) — en adressant, de la manière prescrite, à chaque créancier connu et au séquestre officiel, au moins dix jours avant l'assemblée, les documents suivants :

*a*) un avis des date, heure et lieu de l'assemblée;

*b*) un état succinct des avoirs et obligations;

*c*) une liste des créanciers que vise la proposition, avec des réclamations se chiffrant à deux cent cinquante dollars ou plus, et des montants de leurs réclamations, connus ou indiqués aux livres du débiteur;

*d*) une copie de la proposition;

*e*) si elles n'ont pas déjà été envoyées, les formules prescrites — en blanc — devant servir à l'établissement d'une procuration, d'une preuve de réclamation ou, dans le cas d'un créancier garanti à qui la proposition a été faite, d'une preuve de réclamation garantie;

*f*) une formule prescrite de votation.

In case of a prior meeting

(2) Where a meeting of his creditors at which a statement or list of the debtor's assets, liabilities and creditors was presented was held before the trustee is required by this section to convene a meeting to consider the proposal and at the time when the debtor requires the convening of the meeting the condition of the debtor's estate remains substantially the same as at the time of the former meeting, the trustee may omit observance of the provisions of paragraphs (1)(*b*) and (*c*).

En cas d'une assemblée antérieure

(2) Lorsqu'il est tenu une assemblée des créanciers à laquelle a été présenté un état ou une liste de l'actif, du passif et des créanciers du débiteur, avant que le syndic soit ainsi requis de convoquer une assemblée aux termes du présent article pour étudier la proposition, et que, à la date à laquelle le débiteur requiert la convocation de cette assemblée, l'état de l'actif du débiteur reste sensiblement le même qu'à l'époque de l'assemblée précédente, le syndic n'est pas tenu d'observer les alinéas (1)*b*) et *c*).

Chair of first meeting

(3) The official receiver, or the nominee thereof, shall be the chair of the meeting referred to in subsection (1) and shall decide any questions or disputes arising at the meeting, and any creditor may appeal any such decision to the court.

Président de la première assemblée

(3) Le séquestre officiel, ou la personne qu'il désigne, préside l'assemblée des créanciers visée au paragraphe (1) et décide des questions posées ou des contestations soulevées à l'assemblée; tout créancier peut appeler d'une telle décision devant le tribunal.

R.S., 1985, c. B-3, s. 51; 1992, c. 1, s. 20, c. 27, s. 20; 1999, c. 31, s. 19(F); 2005, c. 47, s. 123(E).

L.R. (1985), ch. B-3, art. 51; 1992, ch. 1, art. 20, ch. 27, art. 20; 1999, ch. 31, art. 19(F); 2005, ch. 47, art. 123(A).

Adjournment of meeting for further investigation and examination

**52.** Where the creditors by ordinary resolution at the meeting at which a proposal is being considered so require, the meeting shall be adjourned to such time and place as may be fixed by the chair

Ajournement d'une assemblée pour investigation et examen supplémentaires

**52.** Lorsque les créanciers l'exigent au moyen d'une résolution ordinaire lors de l'assemblée à laquelle une proposition est étudiée, l'assemblée est ajournée aux date, heure et lieu que peut déterminer le président, aux fins de, selon le cas :

(*a*) to enable a further appraisal and investigation of the affairs and property of the debtor to be made; or

(*b*) for the examination under oath of the debtor or of such other person as may be believed to have knowledge of the affairs or property of the debtor, and the testimony of the debtor or such other person, if transcribed, shall be placed before the adjourned meeting or may be read in court on the application for the approval of the proposal.

R.S., 1985, c. B-3, s. 52; 2005, c. 47, s. 123(E).

*a*) permettre que soient effectuées une évaluation et une investigation plus approfondies concernant les affaires et biens du débiteur;

*b*) interroger sous serment le débiteur ou toute autre personne censée avoir connaissance des affaires ou des biens du débiteur, et le témoignage de ce dernier ou de cette autre personne, s'il est transcrit, est présenté à l'assemblée ajournée, ou il peut être lu devant le tribunal lors de la demande d'approbation de la proposition.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 52; 2005, ch. 47, art. 123(A).

Creditor may assent or dissent

**53.** Any creditor who has proved a claim, whether secured or unsecured, may indicate assent to or dissent from the proposal in the prescribed manner to the trustee prior to the meeting, and any assent or dissent, if received by the trustee at or prior to the meeting, has effect as if the creditor had been present and had voted at the meeting.

R.S., 1985, c. B-3, s. 53; 1992, c. 1, s. 20, c. 27, s. 21.

Accord ou désaccord du créancier

**53.** Tout créancier qui a prouvé une réclamation — garantie ou non — peut, de la manière prescrite, indiquer au syndic, avant l'assemblée, s'il approuve ou désapprouve la proposition; si cette approbation ou désapprobation est reçue par le syndic avant l'assemblée ou lors de celle-ci, elle a le même effet que si le créancier avait été présent et avait voté à l'assemblée.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 53; 1992, ch.1, art. 20, ch. 27, art. 21.

Vote on proposal by creditors

**54.** (1) The creditors may, in accordance with this section, resolve to accept or may refuse the proposal as made or as altered at the meeting or any adjournment thereof.

Vote sur la proposition

**54.** (1) Les créanciers peuvent, conformément aux autres dispositions du présent article, décider d'accepter ou rejeter la proposition ainsi qu'elle a été faite ou modifiée à l'assemblée ou à un ajournement de celle-ci.

Voting system

(2) For the purpose of subsection (1),

(*a*) the following creditors with proven claims are entitled to vote:

(i) all unsecured creditors, and

(ii) those secured creditors in respect of whose secured claims the proposal was made;

(*b*) the creditors shall vote by class, according to the class of their respective claims, and for that purpose

(i) all unsecured claims constitute one class, unless the proposal provides for more than one class of unsecured claim, and

(ii) the classes of secured claims shall be determined as provided by subsection 50(1.4);

(*c*) the votes of the secured creditors do not count for the purpose of this section, but are

Mode de votation

(2) La votation est régie par les règles suivantes :

*a*) tous les créanciers non garantis, ainsi que les créanciers garantis dont les réclamations garanties ont fait l'objet de la proposition, ont le droit de voter s'ils ont prouvé leurs réclamations;

*b*) les créanciers votent par catégorie, selon celle des catégories à laquelle appartiennent leurs réclamations respectives; à cette fin, toutes les réclamations non garanties forment une seule catégorie, sauf si la proposition prévoit plusieurs catégories de réclamations non garanties, tandis que les catégories de réclamations garanties sont déterminées conformément au paragraphe 50(1.4);

*c*) le vote des créanciers garantis n'est pas pris en considération pour l'application du présent article; il ne l'est que pour l'application du paragraphe 62(2);

relevant only for the purpose of subsection 62(2); and

(*d*) the proposal is deemed to be accepted by the creditors if, and only if, all classes of unsecured creditors — other than, unless the court orders otherwise, a class of creditors having equity claims — vote for the acceptance of the proposal by a majority in number and two thirds in value of the unsecured creditors of each class present, personally or by proxy, at the meeting and voting on the resolution.

*d*) la proposition est réputée acceptée par les créanciers seulement si toutes les catégories de créanciers non garantis — mis à part, sauf ordonnance contraire du tribunal, toute catégorie de créanciers ayant des réclamations relatives à des capitaux propres — votent en faveur de son acceptation par une majorité en nombre et une majorité des deux tiers en valeur des créanciers non garantis de chaque catégorie présents personnellement ou représentés par fondé de pouvoir à l'assemblée et votant sur la résolution.

Certain Crown claims

(2.1) For greater certainty, subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* shall not be construed as classifying as secured claims, for the purpose of subsection (2), claims of Her Majesty in right of Canada or a province for amounts that could be subject to a demand under

(*a*) subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*;

(*b*) any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts; or

(*c*) any provision of provincial legislation that has a similar purpose to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, where the sum

(i) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(ii) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation estab-

Certaines réclamations de la Couronne

(2.1) Il demeure entendu que le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* n'a pas pour effet d'assimiler, pour l'application du paragraphe (2), aux réclamations garanties les réclamations de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province pour des montants qui pourraient faire l'objet d'une demande aux termes d'une des dispositions suivantes :

*a*) le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

*b*) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie au paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et qui prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents;

*c*) toute disposition législative provinciale dont l'objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, dans la mesure où elle prévoit la perception d'une somme, et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents, qui :

(i) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d'un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) soit est de même nature qu'une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est « une province

lishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection.

instituant un régime général de pensions » au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un « régime provincial de pensions » au sens de ce paragraphe.

Where no quorum in a class

(2.2) Where there is no quorum of secured creditors in respect of a particular class of secured claims, the secured creditors having claims of that class shall be deemed to have voted for the refusal of the proposal.

Absence de quorum

(2.2) À défaut de quorum des créanciers garantis dans le cas d'une des catégories de créances garanties, les créanciers garantis qui possèdent une réclamation appartenant à cette catégorie sont réputés avoir voté en faveur du rejet de la proposition.

Related creditor

(3) A creditor who is related to the debtor may vote against but not for the acceptance of the proposal.

Créancier lié

(3) Un créancier qui est lié au débiteur peut voter contre, mais non pour, l'acceptation de la proposition.

Voting by trustee

(4) The trustee, as a creditor, may not vote on the proposal.

Vote par le syndic

(4) Le syndic, en tant que créancier, ne peut voter sur la proposition.

R.S., 1985, c. B-3, s. 54; 1992, c. 27, s. 22; 2000, c. 30, s. 143; 2007, c. 36, s. 19; 2009, c. 33, s. 21.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 54; 1992, ch. 27, art. 22; 2000, ch. 30, art. 143; 2007, ch. 36, art. 19; 2009, ch. 33, art. 21.

Class — creditors having equity claims

**54.1** Despite paragraphs 54(2)(*a*) and (*b*), creditors having equity claims are to be in the same class of creditors in relation to those claims unless the court orders otherwise and may not, as members of that class, vote at any meeting unless the court orders otherwise.

Catégorie de créanciers ayant des réclamations relatives à des capitaux propres

**54.1** Malgré les alinéas 54(2)*a*) et *b*), les créanciers qui ont des réclamations relatives à des capitaux propres font partie d'une même catégorie de créanciers relativement à ces réclamations, sauf ordonnance contraire du tribunal, et ne peuvent à ce titre voter à aucune assemblée, sauf ordonnance contraire du tribunal.

2007, c. 36, s. 20.

2007, ch. 36, art. 20.

Creditors may provide for supervision of debtor's affairs

**55.** At a meeting to consider a proposal, the creditors, with the consent of the debtor, may include such provisions or terms in the proposal with respect to the supervision of the affairs of the debtor as they may deem advisable.

Les créanciers peuvent assurer la surveillance des affaires du débiteur

**55.** À une assemblée convoquée pour étudier une proposition, les créanciers, avec l'approbation du débiteur, peuvent inclure, dans la proposition, les dispositions ou les conditions qui peuvent être jugées convenables relativement à la surveillance des affaires du débiteur.

R.S., c. B-3, s. 37.

S.R., ch. B-3, art. 37.

Appointment of inspectors

**56.** The creditors may appoint one or more, but not exceeding five, inspectors of the estate of the debtor, who shall have the powers of an inspector under this Act, subject to any extension or restriction of those powers by the terms of the proposal.

Nomination d'inspecteurs

**56.** Les créanciers peuvent nommer un ou plusieurs, mais au plus cinq, inspecteurs de l'actif du débiteur, qui possèdent les pouvoirs d'un inspecteur aux termes de la présente loi, sous réserve toutefois de l'extension ou de la restriction de ces pouvoirs que prévoit la proposition.

R.S., c. B-3, s. 38.

S.R., ch. B-3, art. 38.

Result of refusal of proposal

**57.** Where the creditors refuse a proposal in respect of an insolvent person,

(*a*) the insolvent person is deemed to have thereupon made an assignment;

(*b*) the trustee shall, without delay, file with the official receiver, in the prescribed form, a report of the deemed assignment;

Effet du rejet d'une proposition

**57.** Lorsque les créanciers refusent d'accepter une proposition visant une personne insolvable :

*a*) celle-ci est réputée avoir fait dès lors une cession;

*b*) le syndic en fait immédiatement rapport, en la forme prescrite, au séquestre officiel;

(*b.1*) the official receiver shall issue a certificate of assignment, in the prescribed form, which has the same effect for the purposes of this Act as an assignment filed under section 49; and

(*c*) the trustee shall either

(i) forthwith call a meeting of creditors present at that time, which meeting shall be deemed to be a meeting called under section 102, or

(ii) if no quorum exists for the purpose of subparagraph (i), send notice, within five days after the day the certificate mentioned in paragraph (*b*) is issued, of the meeting of creditors under section 102,

and at either meeting the creditors may by ordinary resolution, notwithstanding section 14, affirm the appointment of the trustee or appoint another licensed trustee in lieu of that trustee.

R.S., 1985, c. B-3, s. 57; 1992, c. 27, s. 23; 1997, c. 12, s. 33; 2005, c. 47, s. 38.

*b.1*) le séquestre officiel délivre, en la forme prescrite, un certificat de cession ayant, pour l'application de la présente loi, le même effet qu'une cession déposée en conformité avec l'article 49;

*c*) le syndic est tenu :

(i) de convoquer aussitôt une assemblée des créanciers présents à ce moment-là, assemblée qui est réputée convoquée aux termes de l'article 102,

(ii) faute de quorum pour l'application du sous-alinéa (i), de convoquer, dans les cinq jours suivant la délivrance du certificat visé à l'alinéa *b*), une assemblée des créanciers aux termes de l'article 102.

À cette assemblée, les créanciers peuvent, par résolution ordinaire, nonobstant l'article 14, confirmer la nomination du syndic ou lui substituer un autre syndic autorisé.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 57; 1992, ch. 27, art. 23; 1997, ch. 12, art. 33; 2005, ch. 47, art. 38.

Appointment of new trustee

**57.1** Where a declaration has been made under subsection 50(12) or 50.4(11), the court may, if it is satisfied that it would be in the best interests of the creditors to do so, appoint a trustee in lieu of the trustee appointed under the notice of intention or proposal that was filed.

1997, c. 12, s. 34.

Nomination par le tribunal

**57.1** Dans les cas prévus aux paragraphes 50(12) ou 50.4(11), le tribunal peut substituer au syndic nommé dans l'avis d'intention ou la proposition un autre syndic s'il est convaincu que cette mesure est dans l'intérêt des créanciers.

1997, ch. 12, art. 34.

Application for court approval

**58.** On acceptance of a proposal by the creditors, the trustee shall

(*a*) within five days after the acceptance, apply to the court for an appointment for a hearing of the application for the court's approval of the proposal;

(*b*) send a notice of the hearing of the application, in the prescribed manner and at least fifteen days before the date of the hearing, to the debtor, to every creditor who has proved a claim, whether secured or unsecured, to the person making the proposal and to the official receiver;

(*c*) forward a copy of the report referred to in paragraph (*d*) to the official receiver at least ten days before the date of the hearing; and

Demande d'approbation

**58.** En cas d'acceptation de la proposition par les créanciers, le syndic :

*a*) dans les cinq jours suivants, demande au tribunal de fixer la date d'audition de la demande d'approbation de la proposition par celui-ci;

*b*) adresse, selon les modalités prescrites, un préavis d'audition d'au moins quinze jours au débiteur, à l'auteur de la proposition, à chaque créancier qui a prouvé une réclamation, garantie ou non, et au séquestre officiel;

*c*) adresse au séquestre officiel, au moins dix jours avant la date de l'audition, une copie du rapport visé à l'alinéa *d*);

*d*) au moins deux jours avant la date de l'audition, dépose devant le tribunal, en la forme prescrite, un rapport sur la proposition.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 58; 1992, ch. 1, art. 20, ch. 27, art. 23; 1997, ch. 12, art. 35.

(*d*) at least two days before the date of the hearing, file with the court, in the prescribed form, a report on the proposal.

R.S., 1985, c. B-3, s. 58; 1992, c. 1, s. 20, c. 27, s. 23; 1997, c. 12, s. 35.

Court to hear report of trustee, etc.

**59.** (1) The court shall, before approving the proposal, hear a report of the trustee in the prescribed form respecting the terms thereof and the conduct of the debtor, and, in addition, shall hear the trustee, the debtor, the person making the proposal, any opposing, objecting or dissenting creditor and such further evidence as the court may require.

Audition préalable

**59.** (1) Avant d'approuver la proposition, le tribunal entend le rapport du syndic dans la forme prescrite quant aux conditions de la proposition et à la conduite du débiteur; en outre, il entend le syndic, le débiteur, l'auteur de la proposition, tout créancier adverse, opposé ou dissident, ainsi que tout témoignage supplémentaire qu'il peut exiger.

Court may refuse to approve the proposal

(2) Where the court is of the opinion that the terms of the proposal are not reasonable or are not calculated to benefit the general body of creditors, the court shall refuse to approve the proposal, and the court may refuse to approve the proposal whenever it is established that the debtor has committed any one of the offences mentioned in sections 198 to 200.

Le tribunal peut refuser d'approuver la proposition

(2) Lorsqu'il est d'avis que les conditions de la proposition ne sont pas raisonnables ou qu'elles ne sont pas destinées à avantager l'ensemble des créanciers, le tribunal refuse d'approuver la proposition; et il peut refuser d'approuver la proposition lorsqu'il est établi que le débiteur a commis l'une des infractions mentionnées aux articles 198 à 200.

Reasonable security

(3) Where any of the facts mentioned in section 173 are proved against the debtor, the court shall refuse to approve the proposal unless it provides reasonable security for the payment of not less than fifty cents on the dollar on all the unsecured claims provable against the debtor's estate or such percentage thereof as the court may direct.

Garantie raisonnable

(3) Lorsque l'un des faits mentionnés à l'article 173 est établi contre le débiteur, le tribunal refuse d'approuver la proposition, à moins qu'elle ne comporte des garanties raisonnables pour le paiement d'au moins cinquante cents par dollar sur toutes les réclamations non garanties prouvables contre l'actif du débiteur ou pour le paiement de tel pourcentage en l'espèce que le tribunal peut déterminer.

Court may order amendment

(4) If a court approves a proposal, it may order that the debtor's constating instrument be amended in accordance with the proposal to reflect any change that may lawfully be made under federal or provincial law.

R.S., 1985, c. B-3, s. 59; 1997, c. 12, s. 36; 2000, c. 12, s. 10; 2007, c. 36, s. 21.

Modification des statuts constitutifs

(4) Le tribunal qui approuve une proposition peut ordonner la modification des statuts constitutifs du débiteur conformément à ce qui est prévu dans la proposition, pourvu que la modification soit légale au regard du droit fédéral ou provincial.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 59; 1997, ch. 12, art. 36; 2000, ch. 12, art. 10; 2007, ch. 36, art. 21.

Priority of claims

**60.** (1) No proposal shall be approved by the court that does not provide for the payment in priority to other claims of all claims directed to be so paid in the distribution of the property of a debtor and for the payment of all proper fees and expenses of the trustee on and incidental to the proceedings arising out of the proposal or in the bankruptcy.

Priorité des réclamations

**60.** (1) Le tribunal ne peut approuver aucune proposition qui ne prescrive pas le paiement, en priorité sur les autres réclamations, de toutes les réclamations dont le paiement est ainsi ordonné dans la distribution des biens d'un débiteur, et le paiement de tous les honoraires et dépenses convenables du syndic relatifs et connexes aux procédures découlant de la proposition ou survenant dans la faillite.

Certain Crown claims

(1.1) Unless Her Majesty consents, no proposal shall be approved by the court that does not provide for the payment in full to Her

Certaines réclamations de la Couronne

(1.1) Le tribunal ne peut, sans le consentement de Sa Majesté, approuver une proposition qui ne prévoit pas le paiement intégral à Sa Ma-

Majesty in right of Canada or a province, within six months after court approval of the proposal, of all amounts that were outstanding at the time of the filing of the notice of intention or of the proposal, if no notice of intention was filed, and are of a kind that could be subject to a demand under

(*a*) subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*;

(*b*) any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts; or

(*c*) any provision of provincial legislation that has a similar purpose to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, where the sum

(i) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(ii) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection.

jesté du chef du Canada ou d'une province, dans les six mois suivant l'approbation, de tous les montants qui étaient dus lors du dépôt de l'avis d'intention ou, à défaut, de la proposition et qui sont de nature à faire l'objet d'une demande aux termes d'une des dispositions suivantes :

*a*) le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

*b*) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie au paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et qui prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents;

*c*) toute disposition législative provinciale dont l'objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, dans la mesure où elle prévoit la perception d'une somme, et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents, qui :

(i) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d'un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) soit est de même nature qu'une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est « une province instituant un régime général de pensions » au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un « régime provincial de pensions » au sens de ce paragraphe.

Idem

(1.2) No proposal shall be approved by the court if, at the time the court hears the application for approval, Her Majesty in right of Canada or a province satisfies the court that the debtor is in default on any remittance of an amount referred to in subsection (1.1) that became due after the filing

(*a*) of the notice of intention; or

Idem

(1.2) Le tribunal ne peut approuver la proposition si, lors de l'audition de la demande d'approbation, Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province le convainc du défaut du débiteur d'effectuer un versement portant sur un montant visé au paragraphe (1.1) et qui est devenu exigible après le dépôt de l'avis d'inten-

(*b*) of the proposal, if no notice of intention was filed.

Proposals by employers

(1.3) No proposal in respect of an employer shall be approved by the court unless

(*a*) it provides for payment to the employees and former employees, immediately after court approval of the proposal, of amounts at least equal to the amounts that they would be qualified to receive under paragraph 136(1)(*d*) if the employer became bankrupt on the date of the filing of the notice of intention, or proposal if no notice of intention was filed, as well as wages, salaries, commissions or compensation for services rendered after that date and before the court approval of the proposal, together with, in the case of travelling salespersons, disbursements properly incurred by them in and about the bankrupt's business during the same period; and

(*b*) the court is satisfied that the employer can and will make the payments as required under paragraph (*a*).

Voting on proposal

(1.4) For the purpose of voting on any question relating to a proposal in respect of an employer, no person has a claim for an amount referred to in paragraph (1.3)(*a*).

Proposals by employers — prescribed pension plans

(1.5) No proposal in respect of an employer who participates in a prescribed pension plan for the benefit of its employees shall be approved by the court unless

(*a*) the proposal provides for payment of the following amounts that are unpaid to the fund established for the purpose of the pension plan:

(i) an amount equal to the sum of all amounts that were deducted from the employees' remuneration for payment to the fund,

(ii) if the prescribed pension plan is regulated by an Act of Parliament,

(A) an amount equal to the normal cost, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, that was required to be paid by the employer to the fund, and

(B) an amount equal to the sum of all amounts that were required to be paid

tion ou, à défaut d'avis d'intention, après le dépôt de la proposition.

Propositions d'employeurs

(1.3) Le tribunal ne peut approuver la proposition visant un employeur que si, à la fois :

*a*) celle-ci prévoit que sera effectué le paiement aux employés — actuels et anciens —, dès son approbation, de sommes égales ou supérieures, d'une part, à celles qu'ils seraient en droit de recevoir en application de l'alinéa 136(1)*d*) si l'employeur avait fait faillite à la date du dépôt de l'avis d'intention ou, à défaut, de la proposition et, d'autre part, au montant des gages, salaires, commissions ou rémunérations pour services fournis entre cette date et celle de son approbation, y compris les sommes que le voyageur de commerce a régulièrement déboursées dans l'entreprise du failli ou relativement à celle-ci entre ces dates;

*b*) il est convaincu que l'employeur est en mesure d'effectuer, et effectuera, les paiements prévus à l'alinéa *a*).

Vote sur la proposition

(1.4) Aux fins du vote sur toute question relative à la proposition visant un employeur, personne n'a de réclamation à faire valoir pour les montants mentionnés à l'alinéa (1.3)*a*).

Propositions d'employeurs — régime de pension

(1.5) Le tribunal ne peut approuver la proposition visant un employeur qui participe à un régime de pension prescrit institué pour ses employés que si, à la fois :

*a*) la proposition prévoit que seront effectués des paiements correspondant au total des sommes ci-après qui n'ont pas été versées au fonds établi dans le cadre du régime de pension :

(i) les sommes qui ont été déduites de la rémunération des employés pour versement au fonds,

(ii) dans le cas d'un régime de pension prescrit régi par une loi fédérale :

(A) les coûts normaux, au sens du paragraphe 2(1) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, que l'employeur est tenu de verser au fonds,

(B) les sommes que l'employeur est tenu de verser au fonds au titre de toute

by the employer to the fund under a defined contribution provision, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Act, 1985*; and

(iii) in the case of any other prescribed pension plan,

(A) an amount equal to the amount that would be the normal cost, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, that the employer would be required to pay to the fund if the prescribed plan were regulated by an Act of Parliament, and

(B) an amount equal to the sum of all amounts that would have been required to be paid by the employer to the fund under a defined contribution provision, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Act, 1985*, if the prescribed plan were regulated by an Act of Parliament; and

(*b*) the court is satisfied that the employer can and will make the payments as required under paragraph (*a*).

disposition à cotisations déterminées au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*,

(iii) dans le cas de tout autre régime de pension prescrit :

(A) la somme égale aux coûts normaux, au sens du paragraphe 2(1) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, que l'employeur serait tenu de verser au fonds si le régime était régi par une loi fédérale,

(B) la somme égale au total des sommes que l'employeur serait tenu de verser au fonds au titre de toute disposition à cotisations déterminées au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* si le régime était régi par une loi fédérale;

*b*) il est convaincu que l'employeur est en mesure d'effectuer, et effectuera, les paiements prévus à l'alinéa *a*).

Non-application of subsection (1.5)

(1.6) Despite subsection (1.5), the court may approve a proposal that does not allow for the payment of the amounts referred to in that subsection if it is satisfied that the relevant parties have entered into an agreement, approved by the relevant pension regulator, respecting the payment of those amounts.

Non-application du paragraphe (1.5)

(1.6) Par dérogation au paragraphe (1.5), le tribunal peut approuver la proposition qui ne prévoit pas le versement des sommes mentionnées à ce paragraphe s'il est convaincu que les parties en cause ont conclu un accord sur les sommes à verser et que l'autorité administrative responsable du régime de pension a consenti à l'accord.

Payment — equity claims

(1.7) No proposal that provides for the payment of an equity claim is to be approved by the court unless the proposal provides that all claims that are not equity claims are to be paid in full before the equity claim is to be paid.

Paiement d'une réclamation relative à des capitaux propres

(1.7) Le tribunal ne peut approuver la proposition qui prévoit le paiement d'une réclamation relative à des capitaux propres que si, selon les termes de celle-ci, le paiement intégral de toutes les autres réclamations sera effectué avant le paiement de la réclamation relative à des capitaux propres.

Payment to trustee

(2) All moneys payable under the proposal shall be paid to the trustee and, after payment of all proper fees and expenses mentioned in subsection (1), shall be distributed by him to the creditors.

Paiement au syndic

(2) Tout montant payable aux termes de la proposition est payé au syndic et, après le paiement de tous les honoraires et dépenses convenables mentionnés au paragraphe (1), distribué par lui aux créanciers.

Distribution of promissory notes, stock, etc., of debtor

(3) Where the proposal provides for the distribution of property in the nature of promissory notes or other evidence of obligations by or on behalf of the debtor or, when the debtor is a

Distribution de billets à ordre, d'actions, etc. du débiteur

(3) Lorsque la proposition prévoit la distribution des biens sous forme de billets à ordre ou d'autres titres d'obligations souscrites par le débiteur ou en son nom ou, si le débiteur est

corporation, shares in the capital stock of the corporation, the property shall be dealt with in the manner prescribed in subsection (2) as nearly as may be.

une personne morale, sous forme d'actions du capital social de la personne morale, ces biens sont traités dans la mesure du possible conformément au paragraphe (2).

Section 147 applies

(4) Section 147 applies to all distributions made to the creditors by the trustee pursuant to subsection (2) or (3).

(4) L'article 147 s'applique à toutes les distributions faites aux créanciers par le syndic conformément au paragraphe (2) ou (3).

L'art. 147 s'applique

Power of court

(5) Subject to subsections (1) to (1.7), the court may either approve or refuse to approve the proposal.

(5) Sous réserve des paragraphes (1) à (1.7), le tribunal peut approuver ou refuser la proposition.

Pouvoirs du tribunal

R.S., 1985, c. B-3, s. 60; 1992, c. 27, s. 24; 1997, c. 12, s. 37; 2000, c. 30, s. 144; 2005, c. 47, s. 39; 2007, c. 36, ss. 22, 99; 2009, c. 33, s. 22.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 60; 1992, ch. 27, art. 24; 1997, ch. 12, art. 37; 2000, ch. 30, art. 144; 2005, ch. 47, art. 39; 2007, ch. 36, art. 22 et 99; 2009, ch. 33, art. 22.

Annulment of bankruptcy

**61.** (1) The approval by the court of a proposal made after bankruptcy operates to annul the bankruptcy and to revest in the debtor, or in such other person as the court may approve, all the right, title and interest of the trustee in the property of the debtor, unless the terms of the proposal otherwise provide.

**61.** (1) L'approbation par le tribunal d'une proposition faite après la faillite a pour effet d'annuler la faillite et de réattribuer au débiteur, ou à toute autre personne que le tribunal peut approuver, le droit, le titre et l'intérêt complets du syndic aux biens du débiteur, à moins que les conditions de la proposition n'en stipulent autrement.

Annulation de faillite

Non-approval of proposal by court

(2) Where the court refuses to approve a proposal in respect of an insolvent person a copy of which has been filed under section 62,

(*a*) the insolvent person is deemed to have thereupon made an assignment;

(*b*) the trustee shall, without delay, file with the official receiver, in the prescribed form, a report of the deemed assignment;

(*b.1*) the official receiver shall issue a certificate of assignment, in the prescribed form, which has the same effect for the purposes of this Act as an assignment filed under section 49; and

(*c*) the trustee shall, within five days after the day the certificate mentioned in paragraph (*b*) is issued, send notice of the meeting of creditors under section 102, at which meeting the creditors may by ordinary resolution, notwithstanding section 14, affirm the appointment of the trustee or appoint another licensed trustee in lieu of that trustee.

(2) Lorsque le tribunal refuse d'approuver une proposition visant une personne insolvable, proposition dont une copie a été déposée aux termes de l'article 62 :

*a*) celle-ci est réputée avoir fait dès lors une cession;

*b*) le syndic en fait immédiatement rapport, en la forme prescrite, au séquestre officiel;

*b.1*) le séquestre officiel délivre, en la forme prescrite, un certificat de cession ayant, pour l'application de la présente loi, le même effet qu'une cession déposée en conformité avec l'article 49;

*c*) le syndic convoque, dans les cinq jours suivant la délivrance du certificat de cession, une assemblée des créanciers aux termes de l'article 102, assemblée à laquelle les créanciers peuvent, par résolution ordinaire, nonobstant l'article 14, confirmer sa nomination ou lui substituer un autre syndic autorisé.

Refus d'approuver une proposition

(3) [Repealed, 1992, c. 27, s. 25]

(3) [Abrogé, 1992, ch. 27, art. 25]

Costs when proposal refused

(4) No costs incurred by a debtor on or incidental to an application to approve a proposal, other than the costs incurred by the trustee,

(4) Si le tribunal refuse d'approuver une proposition, il ne peut être accordé sur l'actif du débiteur aucuns frais qu'a entraînés ou occasionnés pour ce dernier une demande d'appro-

Frais lorsque la proposition est refusée

shall be allowed out of the estate of the debtor if the court refuses to approve the proposal.

R.S., 1985, c. B-3, s. 61; 1992, c. 27, s. 25; 1997, c. 12, s. 38; 2005, c. 47, s. 40.

bation de la proposition sauf ceux qu'a subis le syndic.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 61; 1992, ch. 27, art. 25; 1997, ch. 12, art. 38; 2005, ch. 47, art. 40.

Filing of proposal

**62.** (1) If a proposal is made in respect of an insolvent person, the trustee shall file with the official receiver a copy of the proposal and the prescribed statement of affairs.

**62.** (1) Le syndic dépose, auprès du séquestre officiel, une copie de toute proposition visant une personne insolvable ainsi que du bilan prescrit.

Dépôt d'une proposition

Determination of claims

(1.1) Except in respect of claims referred to in subsection 14.06(8), where a proposal is made in respect of an insolvent person, the time with respect to which the claims of creditors shall be determined is the time of the filing of

(*a*) the notice of intention; or

(*b*) the proposal, if no notice of intention was filed.

(1.1) S'agissant de la proposition visant une personne insolvable, le moment par rapport auquel les réclamations des créanciers, à l'exception de celles visées au paragraphe 14.06(8), sont déterminées est celui du dépôt de l'avis d'intention ou, à défaut, de la proposition.

Détermination des réclamations — personne insolvable

Determination of claims re bankrupt

(1.2) Except in respect of claims referred to in subsection 14.06(8), where a proposal is made in respect of a bankrupt, the time with respect to which the claims of creditors shall be determined is the date on which the bankrupt became bankrupt.

(1.2) S'agissant de la proposition visant un failli, le moment par rapport auquel les réclamations des créanciers, à l'exception de celles visées au paragraphe 14.06(8), sont déterminées est celui où il est devenu un failli.

Détermination des réclamations — failli

On whom approval binding

(2) Subject to subsection (2.1), a proposal accepted by the creditors and approved by the court is binding on creditors in respect of

(*a*) all unsecured claims; and

(*b*) the secured claims in respect of which the proposal was made and that were in classes in which the secured creditors voted for the acceptance of the proposal by a majority in number and two thirds in value of the secured creditors present, or represented by a proxyholder, at the meeting and voting on the resolution to accept the proposal.

(2) Une fois acceptée par les créanciers et approuvée par le tribunal, la proposition lie ces derniers relativement :

*a*) à toutes les réclamations non garanties;

*b*) aux réclamations garanties qui en faisaient l'objet et dont les créanciers ont voté, par catégorie, en faveur de l'acceptation par une majorité en nombre et une majorité des deux tiers en valeur des créanciers garantis présents personnellement ou représentés par fondé de pouvoir à l'assemblée et votant sur la résolution proposant son acceptation.

Personnes liées par l'approbation

When insolvent person is released from debt

(2.1) A proposal accepted by the creditors and approved by the court does not release the insolvent person from any particular debt or liability referred to in subsection 178(1) unless the proposal explicitly provides for the compromise of that debt or liability and the creditor in relation to that debt or liability voted for the acceptance of the proposal.

(2.1) Toutefois, l'acceptation d'une proposition par les créanciers et son approbation par le tribunal ne libèrent la personne insolvable d'une dette ou obligation visée au paragraphe 178(1) que si la proposition prévoit expressément la possibilité de transiger sur cette dette ou obligation et que le créancier intéressé a voté en faveur de l'acceptation de la proposition.

Cas où la personne insolvable est libérée d'une dette

Certain persons not released

(3) The acceptance of a proposal by a creditor does not release any person who would not be released under this Act by the discharge of the debtor.

(3) L'acceptation d'une proposition par un créancier ne libère aucune personne qui ne le serait pas aux termes de la présente loi par la libération du débiteur.

Certaines personnes non libérées

R.S., 1985, c. B-3, s. 62; 1992, c. 27, s. 26; 1997, c. 12, s. 39; 2005, c. 47, s. 41; 2007, c. 36, s. 23.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 62; 1992, ch. 27, art. 26; 1997, ch. 12, art. 39; 2005, ch. 47, art. 41; 2007, ch. 36, art. 23.

Default in performance of proposal

**62.1** Where

(*a*) default is made in the performance of any provision in a proposal,

(*b*) the default is not waived

(i) by the inspectors, or

(ii) if there are no inspectors, by the creditors, and

(*c*) the default is not remedied by the insolvent person within the prescribed time,

the trustee shall, within such time and in such form and manner as are prescribed, so inform all the creditors and the official receiver.

1992, c. 27, s. 27.

Défaut d'exécution

**62.1** Le syndic doit, selon les modalités prescrites — notamment en ce qui a trait aux délais et à la forme —, informer tous les créanciers ainsi que le séquestre officiel de la survenance de la situation suivante :

*a*) il y a défaut d'exécution d'une des dispositions de la proposition;

*b*) les inspecteurs ou, en l'absence d'inspecteurs, les créanciers ne font pas abstraction du défaut;

*c*) la personne insolvable omet de remédier au défaut dans les délais prescrits.

1992, ch. 27, art. 27.

Receiving order on default, etc.

**63.** (1) Where default is made in the performance of any provision in a proposal, or where it appears to the court that the proposal cannot continue without injustice or undue delay or that the approval of the court was obtained by fraud, the court may, on application thereto, with such notice as the court may direct to the debtor, and, if applicable to the trustee and to the creditors, annul the proposal.

Ordonnance de séquestre en cas de défaut

**63.** (1) En cas de défaut d'exécution d'une disposition que renferme une proposition, ou s'il apparaît au tribunal que la proposition ne peut être maintenue sans injustice ni retard indu, ou que l'approbation du tribunal a été obtenue par fraude, le tribunal peut, sur demande qui lui est adressée, après qu'a été donné au débiteur et, s'il y a lieu, au syndic et aux créanciers l'avis qu'il est loisible au tribunal de prescrire, annuler la proposition.

Validity of things done

(2) An order made under subsection (1) shall be made without prejudice to the validity of any sale, disposition of property or payment duly made, or anything duly done under or in pursuance of the proposal, and notwithstanding the annulment of the proposal, a guarantee given pursuant to the proposal remains in full force and effect in accordance with its terms.

Validité des choses faites

(2) Une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (1) l'est sans préjudice de la validité d'une vente ou autre disposition de biens ou d'un paiement dûment fait, ou d'une chose dûment exécutée en vertu de la proposition ou en conformité avec celle-ci et, nonobstant l'annulation de la proposition, une garantie donnée conformément à la proposition conserve pleine force et effet conformément à ses conditions.

Annulment for offence

(3) A proposal, although accepted or approved, may be annulled by order of the court at the request of the trustee or of any creditor whenever the debtor is afterwards convicted of any offence under this Act.

Annulation en cas d'infraction

(3) Une proposition, même si elle est acceptée ou approuvée, peut être annulée par une ordonnance du tribunal à la demande du syndic ou d'un créancier lorsque le débiteur est subséquemment déclaré coupable d'une infraction prévue par la présente loi.

Effect of annulling order

(4) On the annulment of a proposal, the debtor shall be deemed to have thereupon made an assignment and the order annulling the proposal shall so state.

Effet de l'annulation de l'ordonnance

(4) Sur annulation de la proposition, le débiteur est réputé avoir alors fait une cession et l'ordonnance annulant la proposition en fait mention.

Meeting of creditors to be called

(5) Where an order annulling a proposal has been made, the trustee shall, within five days after the order is made, send notice of the meeting of creditors under section 102, at which meeting the creditors may by ordinary resolution, notwithstanding section 14, affirm the ap-

Convocation de l'assemblée des créanciers

(5) Lorsqu'une ordonnance annulant une proposition a été rendue, le syndic convoque, dans les cinq jours suivants, une assemblée des créanciers aux termes de l'article 102, assemblée à laquelle les créanciers peuvent, par résolution ordinaire, nonobstant l'article 14, confir-

pointment of the trustee or appoint another licensed trustee in lieu of that trustee.

Consequences of annulment

(6) Where an order annulling the proposal described in subsection (5) has been made, the trustee shall forthwith file a report thereof in the prescribed form with the official receiver, who shall thereupon issue a certificate of assignment in the prescribed form, which has the same effect for the purposes of this Act as an assignment filed pursuant to section 49.

R.S., 1985, c. B-3, s. 63; 1992, c. 27, s. 28; 2004, c. 25, s. 34(F).

Removal of directors

**64.** (1) The court may, on the application of any person interested in the matter, make an order removing from office any director of a debtor in respect of whom a notice of intention has been filed under section 50.4 or a proposal has been filed under subsection 62(1) if the court is satisfied that the director is unreasonably impairing or is likely to unreasonably impair the possibility of a viable proposal being made in respect of the debtor or is acting or is likely to act inappropriately as a director in the circumstances.

Filling vacancy

(2) The court may, by order, fill any vacancy created under subsection (1).

R.S., 1985, c. B-3, s. 64; 1992, c. 27, s. 29; 1997, c. 12, s. 40; 1999, c. 31, s. 20; 2005, c. 47, s. 42.

Security or charge relating to director's indemnification

**64.1** (1) On application by a person in respect of whom a notice of intention is filed under section 50.4 or a proposal is filed under subsection 62(1) and on notice to the secured creditors who are likely to be affected by the security or charge, a court may make an order declaring that all or part of the property of the person is subject to a security or charge — in an amount that the court considers appropriate — in favour of any director or officer of the person to indemnify the director or officer against obligations and liabilities that they may incur as a director or officer after the filing of the notice of intention or the proposal, as the case may be.

Priority

(2) The court may order that the security or charge rank in priority over the claim of any secured creditor of the person.

Restriction — indemnification insurance

(3) The court may not make the order if in its opinion the person could obtain adequate indemnification insurance for the director or officer at a reasonable cost.

mer sa nomination ou lui substituer un autre syndic autorisé.

Effets de l'annulation

(6) Lorsqu'une ordonnance annulant la proposition mentionnée au paragraphe (5) a été rendue, le syndic en fait immédiatement rapport, en la forme prescrite, au séquestre officiel, qui doit alors délivrer, en la forme prescrite, un certificat de cession ayant, pour l'application de la présente loi, le même effet qu'une cession déposée en conformité avec l'article 49.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 63; 1992, ch. 27, art. 28; 2004, ch. 25, art. 34(F).

Révocation des administrateurs

**64.** (1) Sur demande d'un intéressé, le tribunal peut, par ordonnance, révoquer tout administrateur d'un débiteur à l'égard duquel a été déposé un avis d'intention aux termes de l'article 50.4 ou une proposition aux termes du paragraphe 62(1) s'il est convaincu que l'administrateur, sans raisons valables, compromet ou compromettra vraisemblablement la possibilité de faire une proposition viable ou agit ou agira vraisemblablement de façon inacceptable dans les circonstances.

Vacances

(2) Le tribunal peut, par ordonnance, combler toute vacance découlant de la révocation.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 64; 1992, ch. 27, art. 29; 1997, ch. 12, art. 40; 1999, ch. 31, art. 20; 2005, ch. 47, art. 42.

Biens grevés d'une charge ou sûreté en faveur d'administrateurs ou de dirigeants

**64.1** (1) Sur demande de la personne à l'égard de laquelle a été déposé un avis d'intention aux termes de l'article 50.4 ou une proposition aux termes du paragraphe 62(1), le tribunal peut par ordonnance, sur préavis de la demande aux créanciers garantis qui seront vraisemblablement touchés par la charge ou sûreté, déclarer que tout ou partie des biens de la personne sont grevés d'une charge ou sûreté, d'un montant qu'il estime indiqué, en faveur d'un ou de plusieurs de ses administrateurs ou dirigeants pour l'exécution des obligations qu'ils peuvent contracter en cette qualité après le dépôt de l'avis d'intention ou de la proposition.

Priorité

(2) Il peut préciser, dans l'ordonnance, que la charge ou sûreté a priorité sur toute réclamation des créanciers garantis de la personne.

Restriction — assurance

(3) Il ne peut toutefois rendre une telle ordonnance s'il estime que la personne peut souscrire, à un coût qu'il estime juste, une assu-

rance permettant d'indemniser adéquatement les administrateurs ou dirigeants.

Negligence, misconduct or fault

(4) The court shall make an order declaring that the security or charge does not apply in respect of a specific obligation or liability incurred by a director or officer if in its opinion the obligation or liability was incurred as a result of the director's or officer's gross negligence or wilful misconduct or, in Quebec, the director's or officer's gross or intentional fault.

Négligence, inconduite ou faute

(4) Il déclare, dans l'ordonnance, que la charge ou sûreté ne vise pas les obligations que l'administrateur ou le dirigeant assume, selon lui, par suite de sa négligence grave ou de son inconduite délibérée ou, au Québec, par sa faute lourde ou intentionnelle.

2005, c. 47, s. 42; 2007, c. 36, s. 24.

2005, ch. 47, art. 42; 2007, ch. 36, art. 24.

Court may order security or charge to cover certain costs

**64.2** (1) On notice to the secured creditors who are likely to be affected by the security or charge, the court may make an order declaring that all or part of the property of a person in respect of whom a notice of intention is filed under section 50.4 or a proposal is filed under subsection 62(1) is subject to a security or charge, in an amount that the court considers appropriate, in respect of the fees and expenses of

(*a*) the trustee, including the fees and expenses of any financial, legal or other experts engaged by the trustee in the performance of the trustee's duties;

(*b*) any financial, legal or other experts engaged by the person for the purpose of proceedings under this Division; and

(*c*) any financial, legal or other experts engaged by any other interested person if the court is satisfied that the security or charge is necessary for the effective participation of that person in proceedings under this Division.

Biens grevés d'une charge ou sûreté pour couvrir certains frais

**64.2** (1) Le tribunal peut par ordonnance, sur préavis aux créanciers garantis qui seront vraisemblablement touchés par la charge ou sûreté, déclarer que tout ou partie des biens de la personne à l'égard de laquelle a été déposé un avis d'intention aux termes de l'article 50.4 ou une proposition aux termes du paragraphe 62(1) sont grevés d'une charge ou sûreté, d'un montant qu'il estime indiqué, pour couvrir :

*a*) les dépenses et honoraires du syndic, ainsi que ceux des experts — notamment en finance et en droit — dont il retient les services dans le cadre de ses fonctions;

*b*) ceux des experts dont la personne retient les services dans le cadre de procédures intentées sous le régime de la présente section;

*c*) ceux des experts dont tout autre intéressé retient les services, si, à son avis, la charge ou sûreté était nécessaire pour assurer sa participation efficace aux procédures intentées sous le régime de la présente section.

Priority

(2) The court may order that the security or charge rank in priority over the claim of any secured creditor of the person.

Priorité

(2) Il peut préciser, dans l'ordonnance, que la charge ou sûreté a priorité sur toute réclamation des créanciers garantis de la personne.

Individual

(3) In the case of an individual,

(*a*) the court may not make the order unless the individual is carrying on a business; and

(*b*) only property acquired for or used in relation to the business may be subject to a security or charge.

Personne physique

(3) Toutefois, s'agissant d'une personne physique, il ne peut faire la déclaration que si la personne exploite une entreprise et, le cas échéant, seuls les biens acquis ou utilisés dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise peuvent être grevés.

2005, c. 47, s. 42; 2007, c. 36, s. 24.

2005, ch. 47, art. 42; 2007, ch. 36, art. 24.

Where proposal is conditional on purchase of new securities

**65.** A proposal made conditional on the purchase of shares or securities or on any other payment or contribution by the creditors shall provide that the claim of any creditor who elects not to participate in the proposal shall be valued by the court and shall be paid in cash on approval of the proposal.

R.S., 1985, c. B-3, s. 65; 2004, c. 25, s. 35(F).

Cas où la proposition est subordonnée à l'achat de nouvelles valeurs mobilières

**65.** Une proposition faite subordonnément à l'achat d'actions ou de valeurs mobilières ou à tout autre paiement ou contribution par les créanciers doit stipuler que la réclamation de tout créancier qui décide de ne pas participer à la proposition sera évaluée par le tribunal et payée en espèces lors de l'approbation de la proposition.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 65; 2004, ch. 25, art. 35(F).

Certain rights limited

**65.1** (1) If a notice of intention or a proposal has been filed in respect of an insolvent person, no person may terminate or amend any agreement, including a security agreement, with the insolvent person, or claim an accelerated payment, or a forfeiture of the term, under any agreement, including a security agreement, with the insolvent person, by reason only that

(*a*) the insolvent person is insolvent; or

(*b*) a notice of intention or a proposal has been filed in respect of the insolvent person.

Limitation de certains droits

**65.1** (1) En cas de dépôt d'un avis d'intention ou d'une proposition à l'égard d'une personne insolvable, il est interdit de résilier ou de modifier un contrat — notamment de garantie — conclu avec cette personne ou de se prévaloir d'une clause de déchéance du terme figurant dans un tel contrat, au seul motif que la personne en question est insolvable ou qu'un avis d'intention ou une proposition a été déposé à son égard.

Idem

(2) Where the agreement referred to in subsection (1) is a lease or a licensing agreement, subsection (1) shall be read as including the following paragraph:

"(*c*) the insolvent person has not paid rent or royalties, as the case may be, or other payments of a similar nature, in respect of a period preceding the filing of

(i) the notice of intention, if one was filed, or

(ii) the proposal, if no notice of intention was filed."

Idem

(2) Lorsque le contrat visé au paragraphe (1) est un bail ou un accord de licence, l'interdiction prévue à ce paragraphe vaut également, avec les mêmes modalités, dans le cas où la personne insolvable n'a pas payé son loyer ou ses redevances, selon le cas, ou n'a pas effectué quelque autre paiement de nature semblable à l'égard d'une période antérieure au dépôt de l'avis d'intention ou, à défaut d'avis d'intention, de la proposition.

Idem

(3) Where a notice of intention or a proposal has been filed in respect of an insolvent person, no public utility may discontinue service to that insolvent person by reason only that

(*a*) the insolvent person is insolvent;

(*b*) a notice of intention or a proposal has been filed in respect of the insolvent person; or

(*c*) the insolvent person has not paid for services rendered, or material provided, before the filing of

(i) the notice of intention, if one was filed, or

(ii) the proposal, if no notice of intention was filed.

Idem

(3) En cas de dépôt d'un avis d'intention ou d'une proposition à l'égard d'une personne insolvable, il est interdit à toute entreprise de service public d'interrompre la prestation de ses services auprès de cette personne au seul motif qu'elle est insolvable, qu'un avis d'intention ou une proposition a été déposé à son égard ou qu'elle n'a pas payé certains services rendus, ou du matériel fourni, avant le dépôt de l'avis d'intention ou, à défaut d'avis d'intention, de la proposition.

Certain acts not prevented

(4) Nothing in subsections (1) to (3) shall be construed

(*a*) as prohibiting a person from requiring immediate payment for goods, services, use of leased or licensed property or other valuable consideration provided after the filing of

(i) the notice of intention, if one was filed, or

(ii) the proposal, if no notice of intention was filed;

(*b*) as requiring the further advance of money or credit; or

(*c*) as preventing a lessor of aircraft objects under an agreement with the insolvent person from taking possession of the aircraft objects

(i) if, after the commencement of proceedings under this Act, the insolvent person defaults in protecting or maintaining the aircraft objects in accordance with the agreement,

(ii) 60 days after the commencement of proceedings under this Act unless, during that period, the insolvent person

(A) remedied the default of every other obligation under the agreement, other than a default constituted by the commencement of proceedings under this Act or the breach of a provision in the agreement relating to the insolvent person's financial condition,

(B) agreed to perform the obligations under the agreement, other than an obligation not to become insolvent or an obligation relating to the insolvent person's financial condition, until the day on which proceedings under this Act end, and

(C) agreed to perform all the obligations arising under the agreement after the proceedings under this Act end, or

(iii) if, during the period that begins on the expiry of the 60-day period and ends on the day on which proceedings under this Act end, the insolvent person defaults in performing an obligation under the agreement, other than an obligation not to become insolvent or an obligation relating

Exceptions

(4) Les paragraphes (1) à (3) n'ont pas pour effet :

*a*) d'empêcher une personne d'exiger que soient effectués sans délai les paiements relatifs à la fourniture de marchandises ou de services, à l'utilisation de biens loués ou faisant l'objet d'une licence ou à la fourniture de toute autre contrepartie valable, dans la mesure où pareille fourniture ou utilisation a eu lieu après le dépôt de l'avis d'intention ou, à défaut, de la proposition;

*b*) d'exiger la prestation de nouvelles avances de fonds ou de nouveaux crédits;

*c*) d'empêcher le bailleur d'un bien aéronautique au titre d'un contrat conclu avec la personne insolvable de prendre possession du bien :

(i) si, après l'introduction d'une procédure au titre de la présente loi, la personne manque à l'obligation prévue au contrat de préserver ou d'entretenir le bien,

(ii) si, à l'expiration d'un délai de soixante jours suivant l'introduction d'une procédure au titre de la présente loi :

(A) elle n'a pas remédié aux manquements aux autres obligations prévues au contrat, exception faite du manquement résultant de l'introduction d'une telle procédure ou de la contravention d'une stipulation du contrat relative à sa situation financière,

(B) elle ne s'est pas engagée à se conformer jusqu'à la date de conclusion des procédures à toutes les obligations qui sont prévues au contrat, sauf l'obligation de ne pas devenir insolvable ou toute autre obligation relative à sa situation financière,

(C) elle ne s'est pas engagée à se conformer après cette date à toutes les obligations prévues au contrat,

(iii) si, pendant la période commençant à l'expiration du délai de soixante jours et se terminant à la date de conclusion des procédures intentées au titre de la présente loi, elle manque à l'une des obligations prévues au contrat, sauf l'obligation de ne pas devenir insolvable ou toute autre obligation relative à sa situation financière.

to the insolvent person's financial condition.

Provisions of section override agreement

(5) Any provision in an agreement that has the effect of providing for, or permitting, anything that, in substance, is contrary to subsections (1) to (3) is of no force or effect.

Incompatibilité

(5) Les paragraphes (1) à (3) l'emportent sur les dispositions incompatibles de tout contrat, celles-ci étant sans effet.

Powers of court

(6) The court may, on application by a party to an agreement or by a public utility, declare that subsections (1) to (3) do not apply, or apply only to the extent declared by the court, where the applicant satisfies the court that the operation of those subsections would likely cause it significant financial hardship.

Pouvoirs du tribunal

(6) À la demande d'une des parties à un contrat ou d'une entreprise de service public, le tribunal peut déclarer les paragraphes (1) à (3) inapplicables ou applicables uniquement dans la mesure qu'il précise, si le demandeur le convainc que l'application de ces paragraphes lui causerait vraisemblablement de sérieuses difficultés financières.

Eligible financial contracts

(7) Subsection (1) does not apply

(*a*) in respect of an eligible financial contract; or

(*b*) to prevent a member of the Canadian Payments Association established by the *Canadian Payments Act* from ceasing to act as a clearing agent or group clearer for an insolvent person in accordance with that Act and the by-laws and rules of that Association.

Contrats financiers admissibles

(7) Le paragraphe (1) :

*a*) ne s'applique pas aux contrats financiers admissibles;

*b*) n'a pas pour effet d'empêcher un membre de l'Association canadienne des paiements constituée par la *Loi canadienne sur les paiements* de cesser d'agir, pour une personne insolvable, à titre d'agent de compensation ou d'adhérent correspondant de groupe conformément à cette loi et aux règles et règlements administratifs de l'Association.

(8) [Repealed, 2007, c. 29, s. 92]

(8) [Abrogé, 2007, ch. 29, art. 92]

Permitted actions

(9) Despite subsections 69(1) and 69.1(1), the following actions are permitted in respect of an eligible financial contract that is entered into before the filing, in respect of an insolvent person of a notice of intention or, where no notice of intention is filed, a proposal, and that is terminated on or after that filing, but only in accordance with the provisions of that contract:

(*a*) the netting or setting off or compensation of obligations between the insolvent person and the other parties to the eligible financial contract; and

(*b*) any dealing with financial collateral including

(i) the sale or foreclosure or, in the Province of Quebec, the surrender of financial collateral, and

(ii) the setting off or compensation of financial collateral or the application of the proceeds or value of financial collateral.

Opérations permises

(9) Malgré les paragraphes 69(1) et 69.1(1), si le contrat financier admissible conclu avant le dépôt d'un avis d'intention relatif à une personne insolvable ou, à défaut, d'une proposition la visant est résilié lors de ce dépôt ou par la suite, il est permis d'effectuer les opérations ci-après en conformité avec le contrat :

*a*) la compensation des obligations entre la personne insolvable et les autres parties au contrat;

*b*) toute opération à l'égard de la garantie financière afférente, notamment :

(i) la vente, la demande en forclusion ou, dans la province de Québec, la demande en délaissement,

(ii) la compensation, ou l'affectation de son produit ou de sa valeur.

Net termination values

(10) If net termination values determined in accordance with an eligible financial contract referred to in subsection (9) are owed by the insolvent person to another party to the eligible financial contract, that other party is deemed, for the purposes of paragraphs 69(1)(*a*) and 69.1(1)(*a*), to be a creditor of the insolvent person with a claim provable in bankruptcy in respect of those net termination values.

1992, c. 27, s. 30; 1997, c. 12, s. 41; 2001, c. 9, s. 573; 2004, c. 25, s. 36(E); 2005, c. 47, s. 43; 2007, c. 29, s. 92.

Valeurs nettes dues à la date de résiliation

(10) Si, aux termes du contrat financier admissible visé au paragraphe (9), des sommes sont dues par la personne insolvable à une autre partie au contrat au titre de valeurs nettes dues à la date de résiliation, cette autre partie est réputée, pour l'application des alinéas 69(1)*a*) et 69.1(1)*a*), être un créancier de la personne insolvable et avoir une réclamation prouvable en matière de faillite relativement à ces sommes.

1992, ch. 27, art. 30; 1997, ch. 12, art. 41; 2001, ch. 9, art. 573; 2004, ch. 25, art. 36(A); 2005, ch. 47, art. 43; 2007, ch. 29, art. 92.

Disclaimer or resiliation of agreements

**65.11** (1) Subject to subsections (3) and (4), a debtor in respect of whom a notice of intention was filed under section 50.4 or a proposal was filed under subsection 62(1) may — on notice given in the prescribed form and manner to the other parties to the agreement and the trustee — disclaim or resiliate any agreement to which the debtor is a party on the day on which the notice of intention or proposal was filed. The debtor may not give notice unless the trustee approves the proposed disclaimer or resiliation.

Résiliation de contrats

**65.11** (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), le débiteur à l'égard duquel a été déposé un avis d'intention aux termes de l'article 50.4 ou une proposition aux termes du paragraphe 62(1) peut — sur préavis donné en la forme et de la manière prescrites aux autres parties au contrat et au syndic et après avoir obtenu l'acquiescement de celui-ci relativement au projet de résiliation — résilier tout contrat auquel il est partie à la date du dépôt de l'avis ou de la proposition.

Individuals

(2) In the case of an individual,

(*a*) they may not disclaim or resiliate an agreement under subsection (1) unless they are carrying on a business; and

(*b*) only an agreement in relation to the business may be disclaimed or resiliated.

Personne physique

(2) Toutefois, lorsque le débiteur est une personne physique, il ne peut effectuer la résiliation que s'il exploite une entreprise et, le cas échéant, seuls les contrats relatifs à l'entreprise peuvent être résiliés.

Court may prohibit disclaimer or resiliation

(3) Within 15 days after the day on which the debtor gives notice under subsection (1), a party to the agreement may, on notice to the other parties to the agreement and the trustee, apply to a court for an order that the agreement is not to be disclaimed or resiliated.

Contestation

(3) Dans les quinze jours suivant la date à laquelle le débiteur donne le préavis mentionné au paragraphe (1), toute partie au contrat peut, sur préavis aux autres parties au contrat et au syndic, demander au tribunal d'ordonner que le contrat ne soit pas résilié.

Court ordered disclaimer or resiliation

(4) If the trustee does not approve the proposed disclaimer or resiliation, the debtor may, on notice to the other parties to the agreement and the trustee, apply to a court for an order that the agreement be disclaimed or resiliated.

Absence d'acquiescement du syndic

(4) Si le syndic n'acquiesce pas au projet de résiliation, le débiteur peut, sur préavis aux autres parties au contrat et au syndic, demander au tribunal d'ordonner la résiliation du contrat.

Factors to be considered

(5) In deciding whether to make the order, the court is to consider, among other things,

(*a*) whether the trustee approved the proposed disclaimer or resiliation;

(*b*) whether the disclaimer or resiliation would enhance the prospects of a viable proposal being made in respect of the debtor; and

Facteurs à prendre en considération

(5) Pour décider s'il rend l'ordonnance, le tribunal prend en considération, entre autres, les facteurs suivants :

*a*) l'acquiescement du syndic au projet de résiliation, le cas échéant;

*b*) la question de savoir si la résiliation favorisera la présentation d'une proposition viable à l'égard du débiteur;

(*c*) whether the disclaimer or resiliation would likely cause significant financial hardship to a party to the agreement.

*c*) le risque que la résiliation puisse vraisemblablement causer de sérieuses difficultés financières à une partie au contrat.

Date of disclaimer or resiliation

(6) An agreement is disclaimed or resiliated

(*a*) if no application is made under subsection (3), on the day that is 30 days after the day on which the debtor gives notice under subsection (1);

(*b*) if the court dismisses the application made under subsection (3), on the day that is 30 days after the day on which the debtor gives notice under subsection (1) or any later day fixed by the court; or

(*c*) if the court orders that the agreement is disclaimed or resiliated under subsection (4), on the day that is 30 days after the day on which the debtor gives notice or any later day fixed by the court.

(6) Le contrat est résilié :

*a*) trente jours après la date à laquelle le débiteur donne le préavis mentionné au paragraphe (1), si aucune demande n'est présentée en vertu du paragraphe (3);

*b*) trente jours après la date à laquelle le débiteur donne le préavis mentionné au paragraphe (1) ou à la date postérieure fixée par le tribunal, si ce dernier rejette la demande présentée en vertu du paragraphe (3);

*c*) trente jours après la date à laquelle le débiteur donne le préavis mentionné au paragraphe (4) ou à la date postérieure fixée par le tribunal, si ce dernier ordonne la résiliation du contrat en vertu de ce paragraphe.

Résiliation

Intellectual property

(7) If the debtor has granted a right to use intellectual property to a party to an agreement, the disclaimer or resiliation does not affect the party's right to use the intellectual property — including the party's right to enforce an exclusive use — during the term of the agreement, including any period for which the party extends the agreement as of right, as long as the party continues to perform its obligations under the agreement in relation to the use of the intellectual property.

(7) Si le débiteur a autorisé par contrat une personne à utiliser un droit de propriété intellectuelle, la résiliation n'empêche pas la personne de l'utiliser ni d'en faire respecter l'utilisation exclusive, à condition qu'elle respecte ses obligations contractuelles à l'égard de l'utilisation de ce droit, et ce pour la période prévue au contrat et pour toute période additionnelle dont elle peut et décide de se prévaloir de son propre gré.

Propriété intellectuelle

Loss related to disclaimer or resiliation

(8) If an agreement is disclaimed or resiliated, a party to the agreement who suffers a loss in relation to the disclaimer or resiliation is considered to have a provable claim.

(8) En cas de résiliation du contrat, toute partie à celui-ci qui subit des pertes découlant de la résiliation est réputée avoir une réclamation prouvable.

Pertes découlant de la résiliation

Reasons for disclaimer or resiliation

(9) A debtor shall, on request by a party to the agreement, provide in writing the reasons for the proposed disclaimer or resiliation within five days after the day on which the party requests them.

(9) Dans les cinq jours qui suivent la date à laquelle une partie au contrat le lui demande, le débiteur lui expose par écrit les motifs de son projet de résiliation.

Motifs de la résiliation

Exceptions

(10) This section does not apply in respect of

(*a*) an eligible financial contract;

(*b*) a lease referred to in subsection 65.2(1);

(*c*) a collective agreement;

(*d*) a financing agreement if the debtor is the borrower; or

(10) Le présent article ne s'applique pas aux contrats suivants :

*a*) les contrats financiers admissibles;

*b*) les baux visés au paragraphe 65.2(1);

*c*) les conventions collectives;

*d*) les accords de financement au titre desquels le débiteur est l'emprunteur;

Exceptions

(*e*) a lease of real property or of an immovable if the debtor is the lessor.

2005, c. 47, s. 44; 2007, c. 29, s. 93, c. 36, s. 26; 2009, c. 31, s. 63.

*e*) les baux d'immeubles ou de biens réels au titre desquels le débiteur est le locateur.

2005, ch. 47, art. 44; 2007, ch. 29, art. 93, ch. 36, art. 26; 2009, ch. 31, art. 63.

Application for authorization to serve a notice to bargain

**65.12** (1) An insolvent person in respect of whom a notice of intention is filed under section 50.4 or a proposal is filed under subsection 62(1) who is a party to a collective agreement and who is unable to reach a voluntary agreement with the bargaining agent to revise any of its provisions may, on giving five days notice to the bargaining agent, apply to the court for an order authorizing the insolvent person to serve a notice to bargain under the laws of the jurisdiction governing collective bargaining between the insolvent person and the bargaining agent.

Demande pour que le tribunal autorise l'avis de négociations collectives

**65.12** (1) Si la personne insolvable à l'égard de laquelle a été déposé un avis d'intention aux termes de l'article 50.4 ou une proposition aux termes du paragraphe 62(1) est partie à une convention collective à titre d'employeur et qu'elle ne peut s'entendre librement avec l'agent négociateur sur la révision de tout ou partie de la convention collective, elle peut, sur préavis de cinq jours à l'agent négociateur, demander au tribunal de l'autoriser, par ordonnance, à transmettre à l'agent négociateur un avis de négociations collectives en vue de la révision de la convention collective conformément aux règles de droit applicables aux négociations entre les parties.

Conditions for issuance of order

(2) The court may issue the order only if it is satisfied that

(*a*) the insolvent person would not be able to make a viable proposal, taking into account the terms of the collective agreement;

(*b*) the insolvent person has made good faith efforts to renegotiate the provisions of the collective agreement; and

(*c*) the failure to issue the order is likely to result in irreparable damage to the insolvent person.

Cas où l'autorisation est accordée

(2) Le tribunal ne rend l'ordonnance que s'il est convaincu que, à la fois :

*a*) la personne insolvable ne pourrait faire de proposition viable compte tenu des dispositions de la convention collective;

*b*) elle a tenté de bonne foi d'en négocier de nouveau les dispositions;

*c*) elle subirait vraisemblablement des dommages irréparables s'il ne la rendait pas.

No delay on vote on proposal

(3) The vote of the creditors in respect of a proposal may not be delayed solely because the period provided in the laws of the jurisdiction governing collective bargaining between the insolvent person and the bargaining agent has not expired.

Vote sur la proposition

(3) Le vote des créanciers sur la proposition ne peut être retardé pour la seule raison que le délai imparti par les règles de droit applicables aux négociations collectives entre les parties à la convention collective n'a pas expiré.

Claims arising from revision of collective agreement

(4) If the parties to the collective agreement agree to revise the collective agreement after proceedings have been commenced under this Act in respect of the insolvent person, the bargaining agent that is a party to the agreement has a claim, as an unsecured creditor, for an amount equal to the value of concessions granted by the bargaining agent with respect to the remaining term of the collective agreement.

Réclamation consécutive à la révision

(4) Si les parties acceptent de réviser la convention collective après que des procédures ont été intentées sous le régime de la présente loi à l'égard d'une personne insolvable, l'agent négociateur en cause est réputé avoir une réclamation à titre de créancier non garanti pour une somme équivalant à la valeur des concessions accordées pour la période non écoulée de la convention.

Order to disclose information

(5) On the application of the bargaining agent and on notice to the person to whom the application relates, the court may, subject to any terms and conditions it specifies, make an

Ordonnance visant la communication de renseignements

(5) Sur demande de l'agent négociateur partie à la convention collective et sur avis aux personnes intéressées, le tribunal peut ordonner à celles-ci de communiquer au demandeur, aux

order requiring the person to make available to the bargaining agent any information specified by the court in the person's possession or control that relates to the insolvent person's business or financial affairs and that is relevant to the collective bargaining between the insolvent person and the bargaining agent. The court may make the order only after the insolvent person has been authorized to serve a notice to bargain under subsection (1).

conditions qu'il précise, tous renseignements qu'elles ont en leur possession ou à leur disposition — sur les affaires et la situation financière de la personne insolvable — qui ont un intérêt pour les négociations collectives. Le tribunal ne peut rendre l'ordonnance qu'après l'envoi à l'agent négociateur de l'avis de négociations collectives visé au paragraphe (1).

Unrevised collective agreements remain in force

(6) For greater certainty, any collective agreement that the insolvent person and the bargaining agent have not agreed to revise remains in force.

(6) Il est entendu que toute convention collective que la personne insolvable et l'agent négociateur n'ont pas convenu de réviser demeure en vigueur.

Maintien en vigueur des conventions collectives

Parties

(7) For the purpose of this section, the parties to a collective agreement are the insolvent person and the bargaining agent who are bound by the collective agreement.

(7) Pour l'application du présent article, les parties à la convention collective sont la personne insolvable et l'agent négociateur liés par elle.

Parties

2005, c. 47, s. 44.

2005, ch. 47, art. 44.

Restriction on disposition of assets

**65.13** (1) An insolvent person in respect of whom a notice of intention is filed under section 50.4 or a proposal is filed under subsection 62(1) may not sell or otherwise dispose of assets outside the ordinary course of business unless authorized to do so by a court. Despite any requirement for shareholder approval, including one under federal or provincial law, the court may authorize the sale or disposition even if shareholder approval was not obtained.

**65.13** (1) Il est interdit à la personne insolvable à l'égard de laquelle a été déposé un avis d'intention aux termes de l'article 50.4 ou une proposition aux termes du paragraphe 62(1) de disposer, notamment par vente, d'actifs hors du cours ordinaire de ses affaires sans l'autorisation du tribunal. Le tribunal peut accorder l'autorisation sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'acquiescement des actionnaires, et ce malgré toute exigence à cet effet, notamment en vertu d'une règle de droit fédérale ou provinciale.

Restriction à la disposition d'actifs

Individuals

(2) In the case of an individual who is carrying on a business, the court may authorize the sale or disposition only if the assets were acquired for or used in relation to the business.

(2) Toutefois, lorsque l'autorisation est demandée par une personne physique qui exploite une entreprise, elle ne peut viser que les actifs acquis ou utilisés dans le cadre de l'exploitation de celle-ci.

Personne physique

Notice to secured creditors

(3) An insolvent person who applies to the court for an authorization shall give notice of the application to the secured creditors who are likely to be affected by the proposed sale or disposition.

(3) La personne insolvable qui demande l'autorisation au tribunal en avise les créanciers garantis qui peuvent vraisemblablement être touchés par le projet de disposition.

Avis aux créanciers

Factors to be considered

(4) In deciding whether to grant the authorization, the court is to consider, among other things,

(*a*) whether the process leading to the proposed sale or disposition was reasonable in the circumstances;

(*b*) whether the trustee approved the process leading to the proposed sale or disposition;

(4) Pour décider s'il accorde l'autorisation, le tribunal prend en considération, entre autres, les facteurs suivants :

*a*) la justification des circonstances ayant mené au projet de disposition;

*b*) l'acquiescement du syndic au processus ayant mené au projet de disposition, le cas échéant;

Facteurs à prendre en considération

(*c*) whether the trustee filed with the court a report stating that in their opinion the sale or disposition would be more beneficial to the creditors than a sale or disposition under a bankruptcy;

(*d*) the extent to which the creditors were consulted;

(*e*) the effects of the proposed sale or disposition on the creditors and other interested parties; and

(*f*) whether the consideration to be received for the assets is reasonable and fair, taking into account their market value.

*c*) le dépôt par celui-ci d'un rapport précisant que, à son avis, la disposition sera plus avantageuse pour les créanciers que si elle était faite dans le cadre de la faillite;

*d*) la suffisance des consultations menées auprès des créanciers;

*e*) les effets du projet de disposition sur les droits de tout intéressé, notamment les créanciers;

*f*) le caractère juste et raisonnable de la contrepartie reçue pour les actifs compte tenu de leur valeur marchande.

Additional factors — related persons

(5) If the proposed sale or disposition is to a person who is related to the insolvent person, the court may, after considering the factors referred to in subsection (4), grant the authorization only if it is satisfied that

(*a*) good faith efforts were made to sell or otherwise dispose of the assets to persons who are not related to the insolvent person; and

(*b*) the consideration to be received is superior to the consideration that would be received under any other offer made in accordance with the process leading to the proposed sale or disposition.

Autres facteurs

(5) Si la personne insolvable projette de disposer d'actifs en faveur d'une personne à laquelle elle est liée, le tribunal, après avoir pris ces facteurs en considération, ne peut accorder l'autorisation que s'il est convaincu :

*a*) d'une part, que les efforts voulus ont été faits pour disposer des actifs en faveur d'une personne qui n'est pas liée à la personne insolvable;

*b*) d'autre part, que la contrepartie offerte pour les actifs est plus avantageuse que celle qui découlerait de toute autre offre reçue dans le cadre du projet de disposition.

Related persons

(6) For the purpose of subsection (5), a person who is related to the insolvent person includes

(*a*) a director or officer of the insolvent person;

(*b*) a person who has or has had, directly or indirectly, control in fact of the insolvent person; and

(*c*) a person who is related to a person described in paragraph (*a*) or (*b*).

Personnes liées

(6) Pour l'application du paragraphe (5), les personnes ci-après sont considérées comme liées à la personne insolvable :

*a*) le dirigeant ou l'administrateur de celle-ci;

*b*) la personne qui, directement ou indirectement, en a ou en a eu le contrôle de fait;

*c*) la personne liée à toute personne visée aux alinéas *a*) ou *b*).

Assets may be disposed of free and clear

(7) The court may authorize a sale or disposition free and clear of any security, charge or other restriction and, if it does, it shall also order that other assets of the insolvent person or the proceeds of the sale or disposition be subject to a security, charge or other restriction in favour of the creditor whose security, charge or other restriction is to be affected by the order.

Autorisation de disposer des actifs en les libérant de restrictions

(7) Le tribunal peut autoriser la disposition d'actifs de la personne insolvable, purgés de toute charge, sûreté ou autre restriction, et, le cas échéant, est tenu d'assujettir le produit de la disposition ou d'autres de ses actifs à une charge, sûreté ou autre restriction en faveur des créanciers touchés par la purge.

Restriction — employers

(8) The court may grant the authorization only if the court is satisfied that the insolvent person can and will make the payments that

Restriction à l'égard des employeurs

(8) Il ne peut autoriser la disposition que s'il est convaincu que la personne insolvable est en mesure d'effectuer et effectuera les paiements

would have been required under paragraphs 60(1.3)(*a*) and (1.5)(*a*) if the court had approved the proposal.

2005, c. 47, s. 44; 2007, c. 36, s. 27.

qui auraient été exigés en vertu des alinéas 60(1.3)*a*) et (1.5)*a*) s'il avait approuvé la proposition.

2005, ch. 47, art. 44; 2007, ch. 36, art. 27.

Insolvent person may disclaim or resiliate commercial lease

**65.2** (1) At any time between the filing of a notice of intention and the filing of a proposal, or on the filing of a proposal, in respect of an insolvent person who is a commercial lessee under a lease of real property or an immovable, the insolvent person may disclaim or resiliate the lease on giving thirty days notice to the lessor in the prescribed manner, subject to subsection (2).

Résiliation d'un bail commercial

**65.2** (1) Entre le dépôt d'un avis d'intention et celui d'une proposition relative à une personne insolvable qui est un locataire commercial en vertu d'un bail sur un immeuble ou un bien réel, ou lors du dépôt d'une telle proposition, cette personne peut, sous réserve du paragraphe (2), résilier son bail sur préavis de trente jours donné de la manière prescrite.

Lessor may challenge

(2) Within fifteen days after being given notice of the disclaimer or resiliation of a lease under subsection (1), the lessor may apply to the court for a declaration that subsection (1) does not apply in respect of that lease, and the court, on notice to any parties that it may direct, shall, subject to subsection (3), make that declaration.

Contestation

(2) Sur demande du locateur, faite dans les quinze jours suivant le préavis, et sur préavis aux parties qu'il estime indiquées, le tribunal déclare le paragraphe (1) inapplicable au bail en question.

Circumstances for not making declaration

(3) No declaration under subsection (2) shall be made if the court is satisfied that the insolvent person would not be able to make a viable proposal without the disclaimer or resiliation of the lease and all other leases that the lessee has disclaimed or resiliated under subsection (1).

Réserve

(3) Le tribunal ne peut prononcer la déclaration s'il est convaincu que, sans la résiliation du bail et de tout autre bail résilié en application du paragraphe (1), la personne insolvable ne pourrait faire de proposition viable.

Effects of disclaimer or resiliation

(4) If a lease is disclaimed or resiliated under subsection (1),

(*a*) the lessor has no claim for accelerated rent;

(*b*) the proposal must indicate whether the lessor may file a proof of claim for the actual losses resulting from the disclaimer or resiliation, or for an amount equal to the lesser of

(i) the aggregate of

(A) the rent provided for in the lease for the first year of the lease following the date on which the disclaimer or resiliation becomes effective, and

(B) fifteen per cent of the rent for the remainder of the term of the lease after that year, and

(ii) three years' rent; and

(*c*) the lessor may file a proof of claim as indicated in the proposal.

Effets de la résiliation

(4) Si le locataire résilie le bail aux termes du paragraphe (1) :

*a*) le locateur n'a pas de réclamation pour le loyer exigible par anticipation;

*b*) la proposition doit indiquer que le locateur peut produire une preuve de réclamation pour le préjudice subi du fait de la résiliation ou pour une somme équivalant au moindre des montants suivants :

(i) le montant du loyer stipulé pour la première année suivant la date de résiliation à laquelle elle est devenue effective, majoré de quinze pour cent du loyer à courir après la première année,

(ii) le montant équivalant à trois ans de loyer;

*c*) le locateur peut produire une réclamation selon les termes de la proposition.

Classification of claim

(5) The lessor's claim shall be included in either

(*a*) a separate class of similar claims of lessors; or

(*b*) a class of unsecured claims that includes claims of creditors who are not lessors.

Catégorie de la réclamation

(5) La réclamation du locateur appartient :

*a*) soit à la catégorie distincte à laquelle appartiennent les réclamations semblables produites par des locateurs;

*b*) soit à la catégorie des réclamations des créanciers non garantis à laquelle appartiennent les réclamations des créanciers qui ne sont pas des locateurs.

Lessor's vote on proposal

(6) The lessor is entitled to vote on the proposal in whichever class referred to in subsection (5) the lessor's claim is included, and for the amount of the claim as proven.

Vote

(6) Le locateur peut voter sur la proposition, dans la catégorie en question, pour le montant de la réclamation qu'il a prouvée.

Determination of classes

(7) The court may, on application made at any time after the proposal is filed, determine the classes of claims of lessors and the class into which the claim of any of those particular lessors falls.

Détermination des catégories

(7) Sur demande faite après le dépôt de la proposition, le tribunal peut déterminer les catégories de réclamations des locateurs et indiquer la catégorie à laquelle appartient la réclamation d'un locateur donné.

Section 146 not affected

(8) Nothing in subsections (1) to (7) affects the operation of section 146 in the event of bankruptcy.

1992, c. 27, s. 30; 1997, c. 12, s. 42; 2004, c. 25, s. 37.

Application de l'article 146

(8) Les paragraphes (1) à (7) n'ont pas pour effet de porter atteinte, en cas de faillite, à l'application de l'article 146.

1992, ch. 27, art. 30; 1997, ch. 12, art. 42; 2004, ch. 25, art. 37.

Lease disclaimer or resiliation if lessee is a bankrupt

**65.21** If, in respect of a proposal concerning a bankrupt person who is a commercial lessee under a lease of real property or an immovable, the lessee's lease has been surrendered, disclaimed or resiliated in the bankruptcy proceedings, subsections 65.2(3) to (7) apply in the same manner and to the same extent as if the person was not a bankrupt but was an insolvent person in respect of which a disclaimer or resiliation referred to in those subsections applies.

1997, c. 12, s. 43; 2004, c. 25, s. 38.

Résiliation dans le cadre de la faillite

**65.21** Si, dans le cadre de la proposition visant un failli qui est un locataire commercial en vertu d'un bail portant sur un immeuble ou un bien réel, le bail est abandonné ou résilié pendant les procédures de faillite, les paragraphes 65.2(3) à (7) s'appliquent comme si la personne n'était pas un failli mais une personne insolvable visée par une résiliation régie par ces paragraphes.

1997, ch. 12, art. 43; 2004, ch. 25, art. 38.

Bankruptcy after court approval

**65.22** If an insolvent person who has disclaimed or resiliated a lease under subsection 65.2(1) becomes bankrupt after the court approval of the proposal and before the proposal is fully performed, any claim of the lessor in respect of losses resulting from the disclaimer or resiliation, including any claim for accelerated rent, shall be reduced by the amount of compensation paid under the proposal for losses resulting from the disclaimer or resiliation.

1997, c. 12, s. 43; 2004, c. 25, s. 39(E).

Faillite postérieure à l'approbation de la proposition

**65.22** Si la personne insolvable qui résilie son bail devient un failli après l'approbation par le tribunal de la proposition la visant, mais avant son exécution intégrale, la réclamation du locateur pour le préjudice subi du fait de la résiliation, y compris la réclamation pour le loyer exigible par anticipation, est réduite du montant de l'indemnité de résiliation payée aux termes de la proposition.

1997, ch. 12, art. 43; 2004, ch. 25, art. 39(A).

Certificate where proposal performed

**65.3** Where a proposal is fully performed, the trustee shall give a certificate to that effect, in the prescribed form, to the debtor and to the official receiver.

1992, c. 27, s. 30.

Certificat d'exécution

**65.3** En cas d'exécution intégrale de la proposition, le syndic remet, en la forme prescrite, un certificat à cet effet au débiteur et au séquestre officiel.

1992, ch. 27, art. 30.

Act to apply

**66.** (1) All the provisions of this Act, except Division II of this Part, in so far as they are applicable, apply, with such modifications as the circumstances require, to proposals made under this Division.

Application de la présente loi

**66.** (1) Toutes les dispositions de la présente loi, sauf la section II de la présente partie, dans la mesure où elles sont applicables, s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux propositions faites aux termes de la présente section.

Assignments

(1.1) For the purposes of subsection (1), in deciding whether to make an order under subsection 84.1(1), the court is to consider, in addition to the factors referred to in subsection 84.1(3), whether the trustee approved the proposed assignment.

Cession

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), le tribunal, pour décider s'il rend l'ordonnance visée au paragraphe 84.1(1), prend en considération, en plus des facteurs visés au paragraphe 84.1(3), l'acquiescement du syndic au projet de cession, le cas échéant.

Final statement of receipts and disbursements

(1.2) For the purposes of subsection (1), the trustee is to prepare the final statement of receipts and disbursements referred to in section 151 without delay after

(*a*) the debtor files or is deemed to have filed an assignment;

(*b*) the trustee informs the creditors and the official receiver of a default made in the performance of any provision in a proposal; or

(*c*) the trustee gives the certificate referred to in section 65.3 in respect of the proposal.

État définitif des recettes et des débours

(1.2) Pour l'application du paragraphe (1), le syndic prépare l'état définitif des recettes et des débours visé à l'article 151 sans délai après :

*a*) le dépôt — effectif ou présumé — par le débiteur d'une cession de ses biens;

*b*) avoir informé les créanciers et le séquestre officiel qu'il y a défaut d'exécution d'une des dispositions de la proposition;

*c*) avoir remis le certificat prévu à l'article 65.3 relativement à la proposition.

Examination by official receiver

(1.3) For the purposes of subsection (1), the examination under oath by the official receiver under subsection 161(1) is to be held — on the attendance of the person in respect of whom a notice of intention is filed under section 50.4 or a proposal is filed under subsection 62(1) — before the proposal is approved by the court or the person becomes bankrupt.

Interrogatoire par le séquestre officiel

(1.3) Pour l'application du paragraphe (1), l'interrogatoire prévu au paragraphe 161(1) a lieu lorsque la personne à l'égard de laquelle a été déposé un avis d'intention aux termes de l'article 50.4 ou une proposition aux termes du paragraphe 62(1) se présente devant le séquestre officiel, avant l'approbation de la proposition par le tribunal ou sa mise en faillite.

Division to be applied conjointly with other Acts

(1.4) The provisions of this Division may be applied together with the provisions of an Act of Parliament, or of the legislature of a province, that authorizes or provides for the sanction of compromises or arrangements between a corporation and its shareholders or any class of its shareholders.

Application concurrente

(1.4) Les dispositions de la présente section peuvent être appliquées conjointement avec celles de toute loi fédérale ou provinciale autorisant ou prévoyant l'homologation de transactions ou d'arrangements entre une personne morale et ses actionnaires ou une catégorie de ceux-ci.

Effect of *Companies' Creditors Arrangement Act*

(2) Notwithstanding the *Companies' Creditors Arrangement Act*,

(*a*) proceedings commenced under that Act shall not be dealt with or continued under this Act; and

(*b*) proceedings shall not be commenced under Part III of this Act in respect of a company if a compromise or arrangement has been proposed in respect of the company under the *Companies' Creditors Arrangement Act*

Lien avec la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*

(2) Par dérogation à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* :

*a*) les procédures intentées sous le régime de cette loi ne peuvent être traitées ou continuées sous celui de la présente loi;

*b*) les procédures ne peuvent être intentées sous le régime de la partie III de la présente loi relativement à une compagnie si une transaction ou un arrangement la visant a été proposé sous le régime de la *Loi sur les ar-*

and the compromise or arrangement has not been agreed to by the creditors or sanctioned by the court under that Act.

R.S., 1985, c. B-3, s. 66; 1992, c. 27, s. 31; 1997, c. 12, s. 44; 2005, c. 47, s. 45; 2007, c. 36, s. 28.

*rangements avec les créanciers des compagnies* et n'a pas été approuvé par les créanciers ou homologué conformément à celle-ci.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 66; 1992, ch. 27, art. 31; 1997, ch. 12, art. 44; 2005, ch. 47, art. 45; 2007, ch. 36, art. 28.

## DIVISION II

## CONSUMER PROPOSALS

## SECTION II

## PROPOSITIONS DE CONSOMMATEUR

Definitions

**66.11** In this Division,

**66.11** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

Définitions

"administrator" « *administrateur* »

"administrator" means

(*a*) a trustee, or

(*b*) a person appointed or designated by the Superintendent to administer consumer proposals;

« administrateur » Syndic ou autre personne chargée, par le surintendant, de l'administration des propositions de consommateur.

« administrateur » "*administrator*"

"consumer debtor" « *débiteur consommateur* »

"consumer debtor" means an individual who is bankrupt or insolvent and whose aggregate debts, excluding any debts secured by the individual's principal residence, are not more than $250,000 or any other prescribed amount;

« débiteur consommateur » Personne physique qui est un failli ou est insolvable et dont la somme des dettes, à l'exclusion de celles qui sont garanties par sa résidence principale, n'excède pas deux cent cinquante mille dollars ou tout autre montant prescrit.

« débiteur consommateur » "*consumer debtor*"

"consumer proposal" « *proposition de consommateur* »

"consumer proposal" means a proposal made under this Division.

1992, c. 27, s. 32; 1997, c. 12, s. 45; 2005, c. 47, s. 46.

« proposition de consommateur » Proposition faite aux termes de la présente section.

1992, ch. 27, art. 32; 1997, ch. 12, art. 45; 2005, ch. 47, art. 46.

« proposition de consommateur » "*consumer proposal*"

Consumer proposal

**66.12** (1) A consumer proposal may be made by a consumer debtor, subject to subsections (2) and 66.32(1).

**66.12** (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 66.32(1), une proposition de consommateur peut être faite par un débiteur consommateur.

Admissibilité

Dealing with certain consumer proposals together

(1.1) Two or more consumer proposals may, in such circumstances as are specified in directives of the Superintendent, be dealt with as one consumer proposal where they could reasonably be dealt with together because of the financial relationship of the consumer debtors involved.

(1.1) Dans les circonstances prévues par les instructions du surintendant, les propositions de certains débiteurs consommateurs peuvent être traitées comme une seule proposition de consommateur lorsque la nature des rapports financiers qui existent entre eux le justifie.

Traitement spécial de certaines propositions

Restriction

(2) A consumer debtor who has filed a notice of intention or a proposal under Division I may not make a consumer proposal until the trustee appointed in respect of the notice of intention or proposal under Division I has been discharged.

(2) Le débiteur consommateur qui a déposé un avis d'intention ou une proposition aux termes de la section I ne peut faire une proposition de consommateur avant la libération du syndic nommé à cet égard aux termes de cette section.

Inadmissibilité

To whom consumer proposal is made

(3) A consumer proposal shall be made to the creditors generally.

(3) La proposition est faite aux créanciers en général.

Destinataires

Creditors' response

(4) Any creditor may respond to a consumer proposal by filing with the administrator a proof of claim in the manner provided for in

(*a*) sections 124 to 126, in the case of unsecured creditors; or

(*b*) sections 124 to 134, in the case of secured creditors.

(4) Tout créancier peut répondre à la proposition en déposant auprès de l'administrateur une preuve de réclamation de la manière prévue :

*a*) aux articles 124 à 126, dans le cas des créanciers non garantis;

Réponse des créanciers

*b*) aux articles 124 à 134, dans le cas des créanciers garantis.

Term of consumer proposal

(5) A consumer proposal must provide that its performance is to be completed within five years.

(5) La proposition doit limiter à cinq ans la durée de son exécution.

Durée

Priority of claims, fees

(6) A consumer proposal must provide

(*a*) for the payment in priority to other claims of all claims directed to be so paid in the distribution of the property of the consumer debtor;

(*b*) for the payment of all prescribed fees and expenses

(i) of the administrator on and incidental to proceedings arising out of the consumer proposal, and

(ii) of any person in respect of counselling provided pursuant to paragraph 66.13(2)(*b*); and

(*c*) for the manner of distributing dividends.

1992, c. 27, s. 32; 1997, c. 12, s. 46; 2005, c. 47, s. 47(E).

(6) La proposition doit prévoir :

*a*) le paiement, en priorité sur les autres réclamations, de toutes les réclamations dont le paiement est ainsi ordonné dans la distribution des biens du débiteur consommateur;

*b*) le paiement de tous les honoraires et dépenses, tels que prescrits, de l'administrateur se rapportant aux procédures occasionnées par la proposition et de ceux de toute personne se rapportant aux consultations données par celle-ci aux termes de l'alinéa 66.13(2)*b*);

*c*) les modalités de distribution des dividendes.

1992, ch. 27, art. 32; 1997, ch. 12, art. 46; 2005, ch. 47, art. 47(A).

Priorité des réclamations

Commencement of proceedings

**66.13** (1) A consumer debtor who wishes to make a consumer proposal shall commence proceedings by

(*a*) obtaining the assistance of an administrator in preparing the consumer proposal; and

(*b*) providing the administrator with the prescribed information on the consumer debtor's current financial situation.

**66.13** (1) Le débiteur consommateur qui souhaite faire une proposition de consommateur doit d'abord :

*a*) obtenir les services d'un administrateur pour l'assister dans la préparation de la proposition;

*b*) fournir à ce dernier l'information prescrite relativement à la situation financière actuelle du débiteur.

Démarches préliminaires

Duties of administrator

(2) An administrator who agrees to assist a consumer debtor shall

(*a*) investigate, or cause to be investigated, the consumer debtor's property and financial affairs so as to be able to assess with reasonable accuracy the consumer debtor's financial situation and the cause of his insolvency;

(*b*) provide, or provide for, counselling in accordance with directives issued by the Superintendent pursuant to paragraph 5(4)(*b*);

(*c*) prepare a consumer proposal in the prescribed form; and

(*d*) subject to subsection (3), file with the official receiver a copy of the consumer proposal, signed by the consumer debtor, and the prescribed statement of affairs.

(2) L'administrateur qui accepte d'assister le débiteur consommateur est tenu :

*a*) d'enquêter, ou de faire enquêter, sur les biens et les affaires de celui-ci, de manière à être en mesure d'estimer, avec un degré suffisant d'exactitude, sa situation financière et la cause de son insolvabilité;

*b*) de donner des consultations, ou de voir à ce qu'il en soit donné, en conformité avec les instructions données par le surintendant aux termes de l'alinéa 5(4)b);

*c*) de préparer la proposition en la forme prescrite;

*d*) sous réserve du paragraphe (3), de déposer auprès du séquestre officiel une copie de la proposition, signée par le débiteur

Fonctions de l'administrateur

consommateur, et une copie du bilan prescrit de ce dernier.

Where consumer proposal not to be filed

(3) The administrator shall not file a consumer proposal under paragraph (2)(*d*) if he has reason to believe that

(*a*) the debtor is not eligible to make a consumer proposal; or

(*b*) there has been non-compliance with anything required by this section or section 66.12.

Interdiction

(3) Il est interdit à l'administrateur de déposer la proposition s'il a des motifs de croire que le débiteur n'est pas habilité à la faire ou qu'il y a eu manquement à l'une ou l'autre des exigences établies par le présent article ou l'article 66.12.

Where consumer proposal wrongly filed

(4) Where the administrator determines, after filing a consumer proposal under paragraph (2)(*d*), that it should not have been filed because the debtor was not eligible to make a consumer proposal, the administrator shall forthwith so inform the creditors and the official receiver, but the consumer proposal is not invalid by reason only that the debtor was not eligible to make the consumer proposal.

1992, c. 27, s. 32; 1999, c. 31, s. 21(E); 2005, c. 47, s. 48.

Cas de dépôt malgré inhabilité

(4) Si, à la suite du dépôt de la proposition, l'administrateur en vient à la conclusion que celle-ci n'aurait pas dû être déposée du fait que le débiteur n'était pas habilité à la faire, il en informe sans délai les créanciers et le séquestre officiel; la proposition n'est toutefois pas invalide du seul fait de l'inhabilité du débiteur.

1992, ch. 27, art. 32; 1999, ch. 31, art. 21(A); 2005, ch. 47, art. 48.

Duties of administrator

**66.14** The administrator shall, within ten days after filing a consumer proposal with the official receiver,

(*a*) prepare and file with the official receiver a report in the prescribed form setting out

(i) the results of the investigation made under paragraph 66.13(2)(*a*),

(ii) the administrator's opinion as to whether the consumer proposal is reasonable and fair to the consumer debtor and the creditors, and whether the consumer debtor will be able to perform it, and

(iii) [Repealed, 2005, c. 47, s. 49]

(iv) a list of the creditors whose claims exceed two hundred and fifty dollars; and

(*b*) send to every known creditor, in the prescribed form and manner,

(i) a copy of the consumer proposal and a copy of the statement of affairs referred to in paragraph 66.13(2)(*d*),

(ii) a copy of the report referred to in paragraph (*a*),

(iii) a form of proof of claim as prescribed, and

(iv) a statement explaining that a meeting of creditors will be called only if required

Fonctions de l'administrateur

**66.14** Dans les dix jours suivant le dépôt de la proposition auprès du séquestre officiel, l'administrateur :

*a*) établit et dépose auprès de celui-ci, en la forme prescrite, un rapport comportant :

(i) les résultats de l'enquête visée à l'alinéa 66.13(2)*a*),

(ii) son avis sur le caractère juste et raisonnable de la proposition, tant du point de vue du débiteur consommateur que de celui des créanciers, et sur les chances de celui-ci de pouvoir la mettre en œuvre,

(iii) [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 49]

(iv) la liste des créanciers dont les réclamations dépassent deux cent cinquante dollars;

*b*) transmet à tous les créanciers connus, en la forme et de la manière prescrites :

(i) une copie de la proposition et du bilan visé à l'alinéa 66.13(2)*d*),

(ii) une copie du rapport visé à l'alinéa *a*),

(iii) la formule prescrite pour l'établissement d'une preuve de réclamation,

(iv) une déclaration portant qu'une assemblée des créanciers ne sera convoquée que si elle est requise aux termes de l'ar-

under section 66.15 and that a review of the consumer proposal by a court will be made only if it is requested in accordance with subsection 66.22(1).

1992, c. 27, s. 32; 1997, c. 12, s. 47; 2005, c. 47, s. 49.

ticle 66.15 et qu'une demande de révision judiciaire ne sera présentée que si elle est requise aux termes du paragraphe 66.22(1).

1992, ch. 27, art. 32; 1997, ch. 12, art. 47; 2005, ch. 47, art. 49.

Meeting of creditors

**66.15** (1) The official receiver may, at any time within the forty-five day period following the filing of the consumer proposal, direct the administrator to call a meeting of creditors.

Assemblée des créanciers

**66.15** (1) Le séquestre officiel peut, dans les quarante-cinq jours suivant le dépôt de la proposition de consommateur, enjoindre à l'administrateur de convoquer une assemblée des créanciers.

Idem

(2) The administrator shall call a meeting of creditors

(*a*) forthwith after being so directed by the official receiver under subsection (1), or

(*b*) at the expiration of the forty-five day period following the filing of the consumer proposal, if at that time creditors having in the aggregate at least twenty-five per cent in value of the proven claims have so requested,

and any meeting of creditors must be held within twenty-one days after being called.

Idem

(2) L'administrateur convoque une assemblée des créanciers :

*a*) soit dès que le séquestre officiel lui enjoint de le faire aux termes du paragraphe (1);

*b*) soit à l'expiration des quarante-cinq jours suivant le dépôt de la proposition, si des créanciers représentant en valeur au moins vingt-cinq pour cent des réclamations prouvées lui en font alors la demande.

L'assemblée doit avoir lieu dans les vingt et un jours suivant sa convocation.

Notice to be sent to creditors

(3) The administrator shall, at least ten days before a meeting called pursuant to this section, send to the consumer debtor, every known creditor and the official receiver, in the prescribed form and manner, a notice setting out

(*a*) the time and place of the meeting;

(*b*) a form of proxy as prescribed; and

(*c*) such other information and documentation as is prescribed.

1992, c. 27, s. 32; 1997, c. 12, s. 48.

Notification des créanciers

(3) Au moins dix jours avant la tenue de l'assemblée, l'administrateur adresse, en la forme et de la manière prescrites, au débiteur consommateur, à tous les créanciers connus et au séquestre officiel un avis :

*a*) indiquant les date, heure et lieu de l'assemblée;

*b*) accompagné de la formule prescrite pour l'établissement d'une procuration;

*c*) comportant en outre tout autre renseignement ou document prescrit.

1992, ch. 27, art. 32; 1997, ch. 12, art. 48.

Chair of meeting

**66.16** (1) The official receiver, or the nominee thereof, shall be the chair of a meeting called pursuant to section 66.15 and subsection 66.37(1) and shall decide any questions or disputes arising at the meeting, and any creditor may appeal any such decision to the court.

Président de l'assemblée

**66.16** (1) Le séquestre officiel, ou la personne qu'il désigne, préside l'assemblée convoquée aux termes de l'article 66.15 et du paragraphe 66.37(1) et décide des questions posées ou des contestations soulevées à l'assemblée; tout créancier peut en appeler d'une telle décision devant le tribunal.

Adjournment of meeting for further investigation and examination

(2) Where the creditors by ordinary resolution at the meeting so require, the meeting shall be adjourned to such time and place as may be fixed by the chair

Ajournement de l'assemblée pour investigation et examen supplémentaires

(2) Lorsque les créanciers l'exigent par résolution ordinaire lors de l'assemblée, celle-ci est ajournée aux date, heure et lieu que peut déterminer le président aux fins, selon le cas :

*a*) de permettre que soient effectuées une évaluation et une investigation plus appro-

(*a*) to enable a further appraisal and investigation of the affairs and property of the consumer debtor to be made; or

(*b*) for the examination under oath of the consumer debtor or of such other person as may be believed to have knowledge of the affairs or property of the consumer debtor, and the testimony of the consumer debtor or such other person, if transcribed, shall be placed before the adjourned meeting or may be read in court on the application, if any, for the approval of the consumer proposal.

1992, c. 27, s. 32; 2005, c. 47, s. 123(E).

*b*) d'interroger sous serment le débiteur consommateur ou toute autre personne censée avoir connaissance de ses affaires ou de ses biens, le témoignage du débiteur ou de cette autre personne, s'il est transcrit, devant être présenté à l'assemblée ajournée ou pouvant être lu devant le tribunal lors de la demande d'approbation de la proposition, le cas échéant.

1992, ch. 27, art. 32; 2005, ch. 47, art. 123(A).

Creditor may indicate assent or dissent

**66.17** (1) Any creditor who has proved a claim may indicate assent to or dissent from the consumer proposal in the prescribed manner to the administrator at or prior to a meeting of creditors, or prior to the expiration of the forty-five day period following the filing of the consumer proposal.

Accord ou désaccord du créancier

**66.17** (1) Tout créancier qui a prouvé une réclamation peut, lors de l'assemblée des créanciers ou avant la tenue de celle-ci, ou encore avant l'expiration des quarante-cinq jours suivant le dépôt de la proposition, indiquer à l'administrateur, de la manière prescrite, s'il approuve ou désapprouve la proposition.

Effect of assent or dissent

(2) Unless it is rescinded, any assent or dissent received by the administrator at or before a meeting of creditors has effect as if the creditor had been present and had voted at the meeting.

1992, c. 27, s. 32; 1997, c. 12, s. 49; 2005, c. 47, s. 50.

Effet

(2) À moins qu'elle ne soit annulée par la suite, l'approbation ou la désapprobation reçue par l'administrateur avant l'assemblée des créanciers ou lors de celle-ci a le même effet que si son auteur avait été présent et avait voté à l'assemblée.

1992, ch. 27, art. 32; 1997, ch. 12, art. 49; 2005, ch. 47, art. 50.

Where consumer proposal deemed accepted

**66.18** (1) Where, at the expiration of the forty-five day period following the filing of the consumer proposal, no obligation has arisen under subsection 66.15(2) to call a meeting of creditors, the consumer proposal is deemed to be accepted by the creditors.

Présomption d'acceptation

**66.18** (1) La proposition est réputée avoir été acceptée par les créanciers si, à l'expiration des quarante-cinq jours suivant son dépôt, l'administrateur n'est pas tenu de convoquer une assemblée des créanciers aux termes du paragraphe 66.15(2).

Idem

(2) Where there is no quorum at a meeting of creditors, the consumer proposal shall be deemed to be accepted by the creditors.

1992, c. 27, s. 32; 1997, c. 12, s. 50.

Idem

(2) Faute de quorum à l'assemblée des créanciers, la proposition est réputée avoir été acceptée par ceux-ci.

1992, ch. 27, art. 32; 1997, ch. 12, art. 50.

Voting on consumer proposal

**66.19** (1) At a meeting of creditors, the creditors may by ordinary resolution, voting all as one class, accept or refuse the consumer proposal as filed or as altered at the meeting or any adjournment thereof, subject to the rights of secured creditors.

Vote sur la proposition

**66.19** (1) Lors de l'assemblée des créanciers, ceux-ci peuvent par résolution ordinaire, tous étant, aux fins du vote, regroupés au sein de la même catégorie, accepter ou rejeter, sous réserve des droits des créanciers garantis, la proposition ainsi qu'elle a été déposée ou modifiée à l'assemblée ou à un ajournement de celle-ci.

Related creditor

(2) A creditor who is related to the consumer debtor may vote against but not for the acceptance of the consumer proposal.

Créancier lié

(2) Le créancier qui est lié au débiteur consommateur peut voter en faveur du rejet de la proposition, mais non en faveur de son acceptation.

Voting by administrator

(3) The administrator, as a creditor, may not vote on the consumer proposal.

1992, c. 27, s. 32.

Vote par l'administrateur

(3) L'administrateur ne peut, à titre de créancier, voter sur la proposition.

1992, ch. 27, art. 32.

Creditors may provide for supervision of consumer debtor's affairs

**66.2** The creditors, with the consent of the consumer debtor, may include such provisions or terms in the consumer proposal with respect to the supervision of the affairs of the consumer debtor as they may deem advisable.

1992, c. 27, s. 32.

Surveillance des affaires du débiteur par les créanciers

**66.2** Avec le consentement du débiteur consommateur, les créanciers peuvent inclure dans la proposition les dispositions ou les conditions qu'ils jugent indiquées relativement à la surveillance des affaires du débiteur.

1992, ch. 27, art. 32.

Appointment of inspectors

**66.21** The creditors may appoint up to three inspectors of the estate of the consumer debtor, who shall have the powers of an inspector under this Act, subject to any extension or restriction of those powers by the terms of the consumer proposal.

1992, c. 27, s. 32.

Nomination d'inspecteurs

**66.21** Les créanciers peuvent nommer au plus trois inspecteurs de l'actif du débiteur, qui possèdent les pouvoirs conférés à un inspecteur aux termes de la présente loi, sous réserve toutefois de toute extension ou restriction contenue à cet égard dans la proposition.

1992, ch. 27, art. 32.

Application to court

**66.22** (1) Where a consumer proposal is accepted or deemed accepted by the creditors, the administrator shall, if requested by the official receiver or any other interested party within fifteen days after the day of acceptance or deemed acceptance, forthwith apply to the court to have the consumer proposal reviewed.

Demande de révision judiciaire

**66.22** (1) En cas d'acceptation — effective ou présumée — de la proposition de consommateur par les créanciers, l'administrateur doit, si le séquestre officiel ou toute autre partie intéressée lui en fait la demande dans les quinze jours suivant l'acceptation, demander sans délai au tribunal de réviser la proposition.

Where consumer proposal deemed approved by court

(2) Where, at the expiration of the fifteenth day after the day of acceptance or deemed acceptance of the consumer proposal by the creditors, no obligation has arisen under subsection (1) to apply to the court, the consumer proposal is deemed to be approved by the court.

1992, c. 27, s. 32; 1997, c. 12, s. 51.

Présomption d'approbation par le tribunal

(2) La proposition est réputée avoir été approuvée par le tribunal si, à l'expiration du quinzième jour suivant son acceptation — effective ou présumée —, l'administrateur n'est pas tenu de présenter la demande prévue au paragraphe (1).

1992, ch. 27, art. 32; 1997, ch. 12, art. 51.

Procedure for application to court

**66.23** Where the administrator applies to the court pursuant to subsection 66.22(1), the administrator shall

(*a*) send a notice of the hearing of the application, in the prescribed manner and at least fifteen days before the date of the hearing, to the consumer debtor, to every creditor who has proved a claim and to the official receiver;

(*b*) forward a copy of the report referred to in paragraph (*c*) to the official receiver at least ten days before the date of the hearing; and

(*c*) at least two days before the date of the hearing, file with the court a report in the prescribed form on the consumer proposal and the conduct of the consumer debtor.

1992, c. 27, s. 32; 1997, c. 12, s. 52.

Procédure à suivre en cas de demande de révision

**66.23** En cas de présentation d'une demande de révision aux termes du paragraphe 66.22(1), l'administrateur :

*a*) adresse, de la manière prescrite, un préavis d'audition d'au moins quinze jours au débiteur consommateur, à chaque créancier qui a prouvé une réclamation et au séquestre officiel;

*b*) adresse au séquestre officiel, au moins dix jours avant la date de l'audition, une copie du rapport visé à l'alinéa *c*);

*c*) au moins deux jours avant la date d'audition, dépose devant le tribunal, en la forme prescrite, un rapport sur la proposition de consommateur et sur la conduite du débiteur.

1992, ch. 27, art. 32; 1997, ch. 12, art. 52.

Court to hear report of administrator, etc.

**66.24** (1) The court shall, before approving the consumer proposal, hear the report mentioned in paragraph 66.23(*c*) and, in addition, shall hear the official receiver, the administrator, the consumer debtor, any opposing, objecting or dissenting creditor or other interested party, and such further evidence as the court may require.

Considération du rapport de l'administrateur par le tribunal

**66.24** (1) Avant d'approuver la proposition de consommateur, le tribunal entend le rapport visé à l'alinéa 66.23*c*); en outre, il entend le séquestre officiel, l'administrateur, le débiteur consommateur, tout créancier adverse, opposé ou dissident et toute autre partie intéressée, ainsi que tout témoignage supplémentaire qu'il peut exiger.

Refusal to approve the consumer proposal

(2) Where the court is of the opinion that the terms of the consumer proposal are not reasonable or are not fair to the consumer debtor and the creditors, the court shall refuse to approve the consumer proposal, and the court may refuse to approve the consumer proposal whenever it is established that the consumer debtor

(*a*) has committed any one of the offences mentioned in sections 198 to 200; or

(*b*) was not eligible to make a consumer proposal when the consumer proposal was filed with the official receiver.

Approbation refusée par le tribunal

(2) Lorsqu'il est d'avis que les conditions de la proposition ne sont pas raisonnables ou ne sont pas justes pour le débiteur et les créanciers, le tribunal refuse d'approuver la proposition; il peut en outre refuser de l'approuver lorsqu'il est établi que le débiteur a commis l'une des infractions mentionnées aux articles 198 à 200 ou n'était pas habilité à faire la proposition au moment de son dépôt auprès du séquestre officiel.

Proposal must comply with Act

(3) The court shall refuse to approve a consumer proposal if it does not comply with subsections 66.12(5) and (6).

Respect de la loi

(3) Le tribunal refuse d'approuver la proposition si elle n'est pas conforme aux paragraphes 66.12(5) et (6).

Power of court

(4) Subject to subsections (1) to (3), the court may either approve or refuse to approve the consumer proposal.

1992, c. 27, s. 32.

Pouvoirs du tribunal

(4) Sous réserve des paragraphes (1) à (3), le tribunal peut approuver ou refuser d'approuver la proposition.

1992, ch. 27, art. 32.

Withdrawal of consumer proposal

**66.25** A consumer debtor may withdraw a consumer proposal

(*a*) at any time before its deemed approval by the court by virtue of subsection 66.22(2), where no court review is requested; or

(*b*) where a court review is requested, at any time before its actual approval or refusal by the court pursuant to section 66.24.

1992, c. 27, s. 32.

Retrait de la proposition

**66.25** Le débiteur consommateur peut retirer sa proposition :

*a*) en tout temps avant son approbation présumée aux termes du paragraphe 66.22(2), si aucune révision judiciaire n'a été demandée;

*b*) en tout temps avant son approbation ou son refus aux termes de l'article 66.24, dans le cas contraire.

1992, ch. 27, art. 32.

Where periodic payments not provided for

**66.251** Where a proposal is approved or deemed approved by the court and the terms of the proposal do not provide for the distribution of available moneys at least once every three months, the administrator shall forthwith, upon ascertaining any change in the consumer debtor's circumstances that leads the administrator to conclude, after consultation with the debtor where practicable, that such change could jeopardize the consumer debtor's ability to meet the terms of the proposal, in writing,

Notification au séquestre officiel et aux créanciers

**66.251** Si la proposition approuvée ou réputée approuvée par le tribunal ne prévoit pas, au moins une fois tous les trois mois, une distribution des montants prévus par celle-ci, l'administrateur avise sans délai, par écrit, le séquestre officiel et tous les créanciers connus de tout fait ou circonstance susceptible de mettre en péril la capacité du débiteur d'honorer les termes de la proposition, après en avoir, autant que possible, discuté avec celui-ci.

1997, ch. 12, art. 53.

notify the official receiver and every known creditor of the change.

1997, c. 12, s. 53.

Payments to administrator

**66.26** (1) All moneys payable under the consumer proposal shall be paid to the administrator and, after payment of all fees and expenses mentioned in paragraph 66.12(6)(*b*), the administrator shall distribute available moneys to the creditors in accordance with the terms of the consumer proposal.

Distribution

**66.26** (1) Les montants payables aux termes de la proposition de consommateur sont versés à l'administrateur, qui, une fois payés les honoraires et dépenses visés à l'alinéa 66.12(6)*b*), en distribue le solde aux créanciers conformément à celle-ci.

Deposit of moneys

(2) In such circumstances as are specified in directives of the Superintendent and with the approval of the Superintendent, the administrator may deposit all moneys relating to the administration of consumer proposals in a single trust account.

Dépôt

(2) Dans les cas prévus par les instructions du surintendant et avec l'approbation de celui-ci, l'administrateur peut déposer les montants relatifs à l'administration des propositions de consommateur dans un même compte en fiducie ou en fidéicommis.

Section 147 applies

(3) Section 147 applies, with such modifications as the circumstances require, to all distributions made to the creditors by the administrator pursuant to subsection (1).

1992, c. 27, s. 32; 1997, c. 12, s. 54.

Application de l'article 147

(3) L'article 147 s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux distributions effectuées aux termes du paragraphe (1).

1992, ch. 27, art. 32; 1997, ch. 12, art. 54.

Notifications

**66.27** The administrator shall, within five days after

(*a*) the refusal of a consumer proposal by the creditors,

(*b*) the refusal of a consumer proposal by the court, and

(*c*) the withdrawal of a consumer proposal by the consumer debtor,

so notify in the prescribed form and manner the consumer debtor, every known creditor and the official receiver.

1992, c. 27, s. 32; 1997, c. 12, s. 55.

Notifications

**66.27** L'administrateur avise, en la forme et de la manière prescrites, le débiteur consommateur, tous les créanciers connus et le séquestre officiel des faits suivants, dans les cinq jours suivant leur survenance :

*a*) le rejet de la proposition de consommateur par les créanciers;

*b*) son refus par le tribunal;

*c*) son retrait par le débiteur consommateur.

1992, ch. 27, art. 32; 1997, ch. 12, art. 55.

Time for determining claims

**66.28** (1) The time with respect to which the claims of creditors shall be determined is the time of the filing of the consumer proposal.

Détermination des réclamations

**66.28** (1) Le moment par rapport auquel les réclamations des créanciers sont déterminées est celui du dépôt de la proposition de consommateur.

On whom approval binding

(2) Subject to subsection (2.1), a consumer proposal accepted, or deemed accepted, by the creditors and approved, or deemed approved, by the court is binding on creditors in respect of

(*a*) all unsecured claims; and

(*b*) secured claims for which proofs of claim have been filed in the manner provided for in sections 124 to 134.

Personnes liées par l'approbation

(2) Une fois acceptée — ou présumée telle — par les créanciers et approuvée — ou présumée telle — par le tribunal, la proposition lie ces derniers relativement :

*a*) à toutes les réclamations non garanties;

*b*) aux réclamations garanties pour lesquelles des preuves de réclamation ont été produites conformément aux articles 124 à 134.

When consumer debtor is released from debt

(2.1) A consumer proposal accepted, or deemed accepted, by the creditors and approved, or deemed approved, by the court does not release the consumer debtor from any particular debt or liability referred to in subsection 178(1) unless the consumer proposal explicitly provides for the compromise of that debt or liability and the creditor in relation to that debt or liability voted for the acceptance of the consumer proposal.

Cas où la personne insolvable est libérée d'une dette

(2.1) Toutefois, l'acceptation effective ou présumée d'une proposition par les créanciers et son approbation effective ou présumée par le tribunal ne libèrent la personne insolvable d'une dette ou obligation visée au paragraphe 178(1) que si la proposition prévoit expressément la possibilité de transiger sur cette dette ou obligation et que le créancier intéressé a voté en faveur de l'acceptation de la proposition.

Certain persons not released

(3) The acceptance of a consumer proposal by a creditor does not release any person who would not be released under this Act by the discharge of the consumer debtor.

1992, c. 27, s. 32; 2005, c. 47, s. 51; 2007, c. 36, s. 29.

Non-libération de certaines personnes

(3) L'acceptation de la proposition par un créancier ne libère aucune personne qui ne le serait pas aux termes de la présente loi par la libération du débiteur consommateur.

1992, ch. 27, art. 32; 2005, ch. 47, art. 51; 2007, ch. 36, art. 29.

Administrator may issue certificate

**66.29** (1) If a consumer proposal is approved or deemed approved by the court, the administrator may, if the administrator believes on reasonable grounds that the debtor owns land or other valuable property, issue a certificate in respect of the proposal, and may cause the certificate to be filed in any place where a certificate of judgment, writ of seizure and sale or other like document may be filed or where a legal hypothec of judgment creditors may be registered.

Délivrance de certificats

**66.29** (1) En cas d'approbation — effective ou présumée — de la proposition de consommateur par le tribunal, l'administrateur peut, s'il a des motifs raisonnables de croire que le débiteur est le propriétaire de terrains ou d'autres biens de valeur, délivrer un certificat relativement à la proposition; il peut faire déposer ce certificat en tout lieu où peut s'effectuer l'inscription d'une hypothèque légale résultant d'un jugement ou le dépôt d'un certificat de jugement, d'un bref de saisie-exécution ou de tout autre document semblable.

Effect of filing certificate

(2) A certificate filed under subsection (1) operates as a certificate of judgment, writ of execution or legal hypothec of judgment creditors until the proposal is fully performed.

1992, c. 27, s. 32; 2004, c. 25, s. 40.

Effet du dépôt

(2) Le certificat déposé conformément au paragraphe (1) tient lieu d'hypothèque légale résultant d'un jugement, de certificat de jugement ou de bref d'exécution jusqu'à entière exécution de la proposition.

1992, ch. 27, art. 32; 2004, ch. 25, art. 40.

Annulment of consumer proposal

**66.3** (1) Where default is made in the performance of any provision in a consumer proposal, or where it appears to the court

(*a*) that the debtor was not eligible to make a consumer proposal when the consumer proposal was filed,

(*b*) that the consumer proposal cannot continue without injustice or undue delay, or

(*c*) that the approval of the court was obtained by fraud,

the court may, on application, with such notice as the court may direct to the consumer debtor and, if applicable, to the administrator and to the creditors, annul the consumer proposal.

Annulation de la proposition

**66.3** (1) En cas de défaut d'exécution d'une des dispositions de la proposition de consommateur, ou s'il apparaît au tribunal que le débiteur consommateur n'était pas, au moment du dépôt de la proposition, habilité à la faire, que celle-ci ne peut être maintenue sans injustice ni retard indu ou que l'approbation du tribunal a été obtenue par fraude, celui-ci peut, sur demande, après qu'a été donné au débiteur et, s'il y a lieu, à l'administrateur et aux créanciers l'avis qu'il est loisible au tribunal de prescrire, annuler la proposition.

Validity of things done

(2) An order made under subsection (1) shall be made without prejudice to the validity of any sale, disposition of property or payment duly made, or anything duly done under or in pursuance of the consumer proposal, and notwithstanding the annulment of the consumer proposal, a guarantee given pursuant to the consumer proposal remains in full force and effect in accordance with its terms.

Validité des choses faites

(2) L'ordonnance rendue aux termes du paragraphe (1) l'est sans préjudice de la validité de la vente ou de la disposition de certains biens ou d'un paiement dûment faits, ou d'une chose dûment exécutée, en vertu de la proposition ou en conformité avec celle-ci; malgré l'annulation de la proposition, une garantie donnée conformément à celle-ci conserve tout son effet conformément à ses conditions.

Annulment for offence

(3) A consumer proposal, although accepted or approved, may be annulled by order of the court at the request of the administrator or of any creditor whenever the consumer debtor is afterwards convicted of any offence under this Act.

Annulation en cas d'infraction

(3) La proposition, même acceptée ou approuvée, peut être annulée par ordonnance du tribunal à la demande de l'administrateur ou d'un créancier lorsque le débiteur est subséquemment déclaré coupable d'une infraction prévue par la présente loi.

Notification of annulment

(4) Where an order annulling the consumer proposal of a consumer debtor who is not a bankrupt has been made pursuant to this section, the administrator shall forthwith so inform the creditors and file a report thereof in the prescribed form with the official receiver.

Notification de l'annulation

(4) L'administrateur doit, sans délai, informer les créanciers de l'annulation de la proposition du débiteur consommateur qui n'est pas un failli et en faire rapport, en la forme prescrite, au séquestre officiel.

Annulment effect

(5) Where a consumer proposal made by a bankrupt is annulled,

(*a*) the consumer debtor is deemed on the annulment to have made an assignment and the order annulling the proposal shall so state;

(*b*) the trustee who is the administrator of the proposal shall, within five days after the order is made, send notice of the meeting of creditors under section 102, at which meeting the creditors may by ordinary resolution, notwithstanding section 14, affirm the appointment of the trustee or appoint another trustee in lieu of that trustee; and

(*c*) the trustee shall forthwith file a report thereof in the prescribed form with the official receiver, who shall thereupon issue a certificate of assignment in the prescribed form, which has the same effect for the purposes of this Act as an assignment filed pursuant to section 49.

1992, c. 27, s. 32; 1997, c. 12, s. 56.

Notification de l'annulation et suivi

(5) Sur annulation de la proposition faite par un failli :

*a*) le débiteur consommateur est réputé avoir alors fait une cession et l'ordonnance en fait mention;

*b*) le syndic agissant dans le cadre de la proposition convoque, dans les cinq jours suivant l'ordonnance, une assemblée des créanciers aux termes de l'article 102, assemblée à laquelle les créanciers peuvent, par résolution ordinaire, malgré l'article 14, confirmer sa nomination ou lui substituer un autre syndic;

*c*) le syndic en fait rapport sans délai, en la forme prescrite, au séquestre officiel, qui doit alors délivrer, en la forme prescrite, un certificat de cession ayant, pour l'application de la présente loi, le même effet qu'une cession déposée au titre de l'article 49.

1992, ch. 27, art. 32; 1997, ch. 12, art. 56.

Deemed annulment — default of payment

**66.31** (1) Unless the court has previously ordered otherwise or unless an amendment to the consumer proposal has previously been filed, a consumer proposal is deemed to be annulled on

Annulation présumée — défaut de paiement

**66.31** (1) À moins que le tribunal n'en ait décidé autrement ou qu'une modification de la proposition n'ait été déposée antérieurement, la proposition de consommateur est réputée être annulée :

(*a*) in the case when payments under the consumer proposal are to be made monthly or more frequently, the day on which the consumer debtor is in default for an amount that is equal to or more than the amount of three payments; or

(*b*) in the case when payments under the consumer proposal are to be made less frequently than monthly, the day that is three months after the day on which the consumer debtor is in default in respect of any payment.

*a*) dans le cas où les paiements prévus par la proposition doivent être effectués mensuellement ou plus fréquemment, le jour où le débiteur est en défaut pour une somme correspondant à au moins trois de ces paiements;

*b*) dans le cas où les paiements doivent être effectués moins fréquemment que mensuellement, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant le jour où le débiteur est en défaut par rapport à n'importe quel paiement.

Deemed annulment — amendment withdrawn or refused

(2) If an amendment to a consumer proposal filed before the deemed annulment of the consumer proposal under subsection (1) is withdrawn or refused by the creditors or the court, the consumer proposal is deemed to be annulled at the time that the amendment is withdrawn or refused.

Annulation présumée — retrait ou rejet d'une modification

(2) La proposition est réputée annulée dès le retrait ou le rejet, par les créanciers ou le tribunal, de toute modification qui lui est apportée et dont le texte est déposé avant l'annulation présumée visée au paragraphe (1).

Duties of administrator in relation to deemed annulment

(3) Without delay after a consumer proposal is deemed to be annulled, the administrator shall

(*a*) file with the official receiver a report in the prescribed form in relation to the deemed annulment; and

(*b*) send a notice to the creditors informing them of the deemed annulment.

Avis et rapport

(3) En cas d'annulation présumée de la proposition, l'administrateur doit, sans délai, en informer par écrit les créanciers et en faire rapport, en la forme prescrite, au séquestre officiel.

Effects of deemed annulment — consumer proposal made by a bankrupt

(4) If a consumer proposal made by a bankrupt is deemed to be annulled,

(*a*) the consumer debtor is deemed to have made an assignment on the day on which the consumer proposal is deemed to be annulled;

(*b*) the trustee who is the administrator of the consumer proposal shall, within five days after the day on which the consumer proposal is deemed to be annulled, send notice of the meeting of creditors under section 102, at which meeting the creditors may by ordinary resolution, despite section 14, affirm the appointment of the trustee or appoint another trustee in lieu of that trustee; and

(*c*) the trustee shall, without delay, file with the official receiver, in the prescribed form, a report of the deemed annulment and the official receiver shall, without delay, issue a certificate of assignment, in the prescribed form, which has the same effect for the purposes of this Act as an assignment filed under section 49.

Effets de l'annulation présumée de la proposition faite par un failli

(4) Dès l'annulation présumée de la proposition faite par un failli :

*a*) le débiteur consommateur est réputé avoir fait cession de ses biens à la date de l'annulation présumée;

*b*) le syndic agissant dans le cadre de la proposition convoque, dans les cinq jours qui suivent la date de l'annulation présumée, l'assemblée des créanciers prévue à l'article 102, à laquelle les créanciers peuvent, par résolution ordinaire et malgré l'article 14, confirmer sa nomination ou lui substituer un autre syndic;

*c*) le syndic en fait rapport sans délai, en la forme prescrite, au séquestre officiel, qui doit alors délivrer, en la forme prescrite, un certificat de cession ayant, pour l'application de la présente loi, le même effet que la cession faite au titre de l'article 49.

Validity of things done before deemed annulment

(5) A deemed annulment of a consumer proposal does not prejudice the validity of any sale or disposition of property or payment duly made, or anything duly done under or in pursuance of the consumer proposal and, despite the deemed annulment, a guarantee given under the consumer proposal remains in full force and effect in accordance with its terms.

(5) L'annulation présumée est sans effet sur la validité des mesures — paiement, vente ou autre forme de disposition — prises en vertu de la proposition ou conformément à celle-ci, et toute garantie donnée sous son régime conserve son plein effet conformément à ses conditions.

Validité des mesures prises avant l'annulation présumée

Notice of possibility of consumer proposal being automatically revived

(6) In the case of a deemed annulment of a consumer proposal made by a person other than a bankrupt, if the administrator considers it appropriate to do so in the circumstances, he or she may, with notice to the official receiver, send to the creditors — within 30 days, or any other number of days that is prescribed, after the day on which the consumer proposal was deemed to be annulled — a notice in the prescribed form informing them that the consumer proposal will be automatically revived 60 days, or any other number of days that is prescribed, after the day on which it was deemed to be annulled unless one of them files with the administrator, in the prescribed manner, a notice of objection to the revival.

(6) S'il l'estime indiqué dans les circonstances, l'administrateur peut, sur avis au séquestre officiel et dans les trente jours suivant la date de l'annulation présumée de la proposition faite par un débiteur consommateur autre qu'un failli — ou dans tout autre délai prescrit —, envoyer aux créanciers un avis en la forme prescrite les informant que la proposition sera rétablie d'office soixante jours après la date d'annulation — ou dans tout autre délai prescrit — à moins que l'un d'eux ne l'avise, de la manière prescrite, qu'il s'y oppose.

Avis du rétablissement d'office de la proposition

Automatic revival

(7) If the notice is sent by the administrator and no notice of objection is filed during the period referred to in subsection (6), the consumer proposal is automatically revived on the expiry of that period.

(7) Si l'administrateur envoie l'avis prévu au paragraphe (6) et si, dans le délai prévu à ce paragraphe, aucun avis d'opposition n'a été déposé, la proposition est rétablie d'office à l'expiration de ce délai.

Rétablissement d'office

Notice if no automatic revival

(8) If a notice of objection is filed during the period referred to in subsection (6), the administrator is to send, without delay, to the official receiver and to each creditor a notice in the prescribed form informing them that the consumer proposal is not going to be automatically revived on the expiry of that period.

(8) Toutefois, si un avis d'opposition est déposé dans le délai prévu au paragraphe (6), l'administrateur envoie sans délai au séquestre officiel et à chaque créancier un avis en la forme prescrite les informant que la proposition ne sera pas rétablie d'office à l'expiration de ce délai.

Avis : non-rétablissement d'office

Administrator may apply to court to revive consumer proposal

(9) The administrator may at any time apply to the court, with notice to the official receiver and the creditors, for an order reviving any consumer proposal of a consumer debtor who is not a bankrupt that was deemed to be annulled, and the court, if it considers it appropriate to do so in the circumstances, may make an order reviving the consumer proposal, on any terms that the court considers appropriate.

(9) L'administrateur peut, en tout temps, demander au tribunal, sur préavis aux créanciers et au séquestre officiel, d'ordonner le rétablissement de la proposition présumée annulée d'un débiteur consommateur qui n'est pas en faillite; le cas échéant, le tribunal peut faire droit à la demande, s'il l'estime opportun dans les circonstances, aux conditions qu'il juge indiquées.

Pouvoir du tribunal de rétablir la proposition

Duty of administrator if consumer proposal is revived

(10) Without delay after a consumer proposal is revived, the administrator shall

(*a*) file with the official receiver a report in the prescribed form in relation to the revival; and

(10) En cas de rétablissement de la proposition, l'administrateur doit, sans délai, en informer par écrit les créanciers et en faire rapport, en la forme prescrite, au séquestre officiel.

Avis et rapport

(*b*) send a notice to the creditors informing them of the revival.

Validity of things done before revival

(11) The revival of a consumer proposal does not prejudice the validity of anything duly done — between the day on which the consumer proposal is deemed to be annulled and the day on which it is revived — by a creditor in the exercise of any rights revived by subsection 66.32(2).

1992, c. 27, s. 32; 2005, c. 47, s. 52; 2007, c. 36, s. 30.

Validité des mesures prises avant le rétablissement

(11) Le rétablissement d'une proposition est sans effet sur la validité des mesures dûment prises par le créancier, entre la date de l'annulation présumée de la proposition et la date de son rétablissement, dans l'exercice des droits qui sont rétablis en application du paragraphe 66.32(2).

1992, ch. 27, art. 32; 2005, ch. 47, art. 52; 2007, ch. 36, art. 30.

Effects of annulment

**66.32** (1) Unless the court otherwise orders, where a consumer proposal is annulled or deemed annulled, the consumer debtor

(*a*) may not make another consumer proposal, and

(*b*) is not entitled to any relief provided by sections 69 to 69.2

until all claims for which proofs of claim were filed and accepted are either paid in full or are extinguished by the operation of subsection 178(2).

Effets de l'annulation

**66.32** (1) En cas d'annulation — effective ou présumée — de la proposition de consommateur, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement, le débiteur n'est pas habilité à faire une autre proposition de consommateur et n'a droit à aucun des avantages prévus aux articles 69 à 69.2, et ce jusqu'à ce que toutes les réclamations pour lesquelles des preuves de réclamation ont été produites et acceptées aient été payées intégralement ou aient été éteintes en application du paragraphe 178(2).

Idem

(2) Where a consumer proposal is annulled or deemed annulled, the rights of the creditors are revived for the amount of their claims less any dividends received.

1992, c. 27, s. 32; 2005, c. 47, s. 53(F).

Rétablissement des droits

(2) En cas d'annulation — effective ou présumée — de la proposition, les droits des créanciers sont rétablis jusqu'à concurrence du montant de leurs réclamations, déduction faite toutefois des dividendes reçus.

1992, ch. 27, art. 32; 2005, ch. 47, art. 53(F).

**66.33** [Repealed, 2005, c. 47, s. 54]

**66.33** [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 54]

Certain rights limited

**66.34** (1) If a consumer proposal has been filed in respect of a consumer debtor, no person may terminate or amend any agreement, including a security agreement, with the consumer debtor, or claim an accelerated payment, or the forfeiture of the term, under any agreement, including a security agreement, with the consumer debtor, by reason only that

(*a*) the consumer debtor is insolvent, or

(*b*) a consumer proposal has been filed in respect of the consumer debtor

until the consumer proposal has been withdrawn, refused by the creditors or the court, annulled or deemed annulled.

Limitation de certains droits

**66.34** (1) Il est interdit de résilier ou de modifier un contrat — notamment de garantie — conclu avec un débiteur consommateur ou de se prévaloir d'une clause de déchéance du terme figurant dans un tel contrat, au seul motif qu'il est insolvable ou qu'une proposition de consommateur a été déposée à son égard, et ce jusqu'à ce que la proposition soit retirée, rejetée par les créanciers ou le tribunal ou annulée ou réputée telle.

Idem

(2) Where the agreement referred to in subsection (1) is a lease, subsection (1) shall be read as including the following paragraph:

Idem

(2) Lorsque le contrat visé au paragraphe (1) est un bail, l'interdiction prévue à ce paragraphe vaut également, avec les mêmes modalités, dans le cas où le débiteur consommateur

"(*c*) the consumer debtor has not paid rent in respect of a period preceding the filing of the consumer proposal."

n'a pas payé son loyer à l'égard d'une période antérieure au dépôt de la proposition.

Idem

(3) Where a consumer proposal has been filed in respect of a consumer debtor, no public utility may discontinue service to that consumer debtor by reason only that

(*a*) the consumer debtor is insolvent,

(*b*) a consumer proposal has been filed in respect of the consumer debtor, or

(*c*) the consumer debtor has not paid for services rendered, or material provided, before the filing of the consumer proposal

until the consumer proposal has been withdrawn, refused by the creditors or the court, annulled or deemed annulled.

(3) En cas de dépôt d'une proposition de consommateur à l'égard d'un débiteur consommateur, il est interdit à toute entreprise de service public d'interrompre la prestation de ses services auprès de celui-ci au seul motif qu'il est insolvable, qu'une proposition de consommateur a été déposée à son égard ou qu'il n'a pas payé certains services rendus, ou du matériel fourni, avant le dépôt de la proposition, et ce jusqu'à ce que la proposition ait été retirée, rejetée par les créanciers ou le tribunal ou annulée ou réputée telle.

Idem

Certain acts not prevented

(4) Nothing in subsections (1) to (3) shall be construed

(*a*) as prohibiting a person from requiring payments to be made in cash for goods, services, use of leased property or other valuable consideration provided after the filing of the consumer proposal; or

(*b*) as requiring the further advance of money or credit.

(4) Les paragraphes (1) à (3) n'ont pas pour effet :

*a*) d'empêcher une personne d'exiger que soient effectués en espèces les paiements relatifs à la fourniture de marchandises ou de services, à l'utilisation de biens loués ou à la fourniture de toute autre contrepartie valable, pourvu que pareille fourniture ou utilisation ait eu lieu après le dépôt de la proposition de consommateur;

*b*) d'exiger la prestation de nouvelles avances de fonds ou de nouveaux crédits.

Exceptions

Provisions of section override agreement

(5) Any provision in an agreement that has the effect of providing for, or permitting, anything that, in substance, is contrary to subsections (1) to (3) is of no force or effect.

(5) Les paragraphes (1) à (3) l'emportent sur les dispositions incompatibles de tout contrat, celles-ci étant sans effet.

Incompatibilité

Powers of court

(6) The court may, on application by a party to an agreement or by a public utility, declare that this section does not apply, or applies only to the extent declared by the court, where the applicant satisfies the court that the operation of this section would likely cause it significant financial hardship.

(6) À la demande d'une des parties à un contrat ou d'une entreprise de service public, le tribunal peut déclarer le présent article inapplicable, ou applicable uniquement dans la mesure qu'il précise, s'il est établi par le demandeur que l'application du présent article lui causerait vraisemblablement de sérieuses difficultés financières.

Pouvoirs du tribunal

Eligible financial contracts

(7) Subsection (1) does not apply in respect of an eligible financial contract.

(7) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux contrats financiers admissibles.

Contrats financiers admissibles

Permitted actions

(8) Despite section 69.2, the following actions are permitted in respect of an eligible financial contract that is entered into before the filing of a consumer proposal and is terminated

(8) Malgré l'article 69.2, si le contrat financier admissible conclu avant le dépôt d'une proposition de consommateur est résilié lors de ce dépôt ou par la suite, il est permis d'effec-

Opérations permises

on or after that filing, but only in accordance with the provisions of that contract:

(*a*) the netting or setting off or compensation of obligations between the consumer debtor and the other parties to the eligible financial contract; and

(*b*) any dealing with financial collateral including

(i) the sale or foreclosure or, in the Province of Quebec, the surrender of financial collateral, and

(ii) the setting off or compensation of financial collateral or the application of the proceeds or value of financial collateral.

tuer les opérations ci-après en conformité avec le contrat :

*a*) la compensation des obligations entre le débiteur consommateur et les autres parties au contrat;

*b*) toute opération à l'égard de la garantie financière afférente, notamment :

(i) la vente, la demande en forclusion ou, dans la province de Québec, la demande en délaissement,

(ii) la compensation, ou l'affectation de son produit ou de sa valeur.

Net termination values

(9) If net termination values determined in accordance with an eligible financial contract referred to in subsection (8) are owed by the consumer debtor to another party to the eligible financial contract, that other party is deemed, for the purposes of subsection 69.2(1), to be a creditor of the consumer debtor with a claim provable in bankruptcy in respect of those net termination values.

Valeurs nettes dues à la date de résiliation

(9) Si, aux termes du contrat financier admissible visé au paragraphe (8), des sommes sont dues par le débiteur consommateur à une autre partie au contrat au titre de valeurs nettes dues à la date de résiliation, cette autre partie est réputée, pour l'application du paragraphe 69.2(1), être un créancier du débiteur consommateur et avoir une réclamation prouvable en matière de faillite relativement à ces sommes.

1992, c. 27, s. 32; 2004, c. 25, s. 42(E); 2005, c. 47, s. 55; 2007, c. 29, s. 94.

1992, ch. 27, art. 32; 2004, ch. 25, art. 42(A); 2005, ch. 47, art. 55; 2007, ch. 29, art. 94.

Assignment of wages

**66.35** (1) An assignment of existing or future wages made by a consumer debtor before the filing of a consumer proposal is of no effect in respect of wages earned after the filing of the consumer proposal.

Cession de salaires

**66.35** (1) La cession de salaires présents ou futurs faite par un débiteur consommateur avant la date du dépôt d'une proposition de consommateur est sans effet sur les salaires gagnés après cette date.

Assignment of debts at request of administrator

(2) In order to ensure compliance with the terms of a consumer proposal, the administrator may, at any time after the consumer proposal is filed, require of, and take from, the consumer debtor an assignment of any amount payable to the consumer debtor, including wages, that may become payable in the future, but no such assignment can, unless the consumer debtor agrees, be for an amount greater than is due and payable pursuant to the terms of the consumer proposal.

Cession de créances à la demande de l'administrateur

(2) Pour s'assurer du respect des dispositions d'une proposition de consommateur, l'administrateur peut, après le dépôt de celle-ci, exiger du débiteur consommateur qu'il lui cède ses créances, y compris les salaires non encore exigibles. Toutefois, le montant des créances cédées ne peut, sauf accord du débiteur, être supérieur à celui des engagements prévus dans la proposition.

Third parties protected

(3) An assignment made pursuant to subsection (2) is of no effect against a person owing the amount payable until a notice of the assignment is served on that person.

Protection des tiers

(3) La cession effectuée aux termes du paragraphe (2) est sans effet à l'égard de la personne qui doit payer une créance cédée, tant qu'un avis de la cession ne lui a pas été signifié.

When section ceases to apply

(4) This section ceases to apply where the consumer proposal is refused by the creditors

Cas où le présent article cesse d'être applicable

(4) Le présent article cesse d'être applicable en cas de rejet par les créanciers ou le tribunal,

or by the court, or is withdrawn, annulled or deemed annulled.

1992, c. 27, s. 32; 1997, c. 12, s. 57.

de retrait ou d'annulation — effective ou présumée — de la proposition de consommateur.

1992, ch. 27, art. 32; 1997, ch. 12, art. 57.

No dismissal, etc., of employee

**66.36** No employer shall dismiss, suspend, lay off or otherwise discipline a consumer debtor on the sole ground that a consumer proposal has been filed in respect of that consumer debtor.

1992, c. 27, s. 32.

Congédiement de l'employé

**66.36** Il est interdit à tout employeur de congédier, de suspendre ou de mettre à pied un débiteur consommateur, ou de lui imposer toute autre mesure disciplinaire, au seul motif qu'une proposition de consommateur a été déposée à son égard.

1992, ch. 27, art. 32.

Amendment to consumer proposal

**66.37** If an administrator files an amendment to a consumer proposal before the withdrawal, refusal, approval or deemed approval by the court of the consumer proposal, or after the approval or deemed approval by the court of the consumer proposal and before it has been fully performed or annulled or deemed annulled, the provisions of this Division apply to the consumer proposal and the amended consumer proposal, with any modifications that the circumstances require, and, for that purpose, the definition "consumer debtor" in section 66.11 is to be read as follows:

"consumer debtor" means an individual who is insolvent;

1992, c. 27, s. 32; 2005, c. 47, s. 56.

Modification de la proposition de consommateur

**66.37** Dans les cas où l'administrateur dépose une modification de la proposition de consommateur soit avant le retrait de celle-ci, son rejet ou son approbation effective ou présumée par le tribunal, soit après son approbation effective ou présumée par le tribunal, mais avant son exécution intégrale ou son annulation effective ou présumée, les dispositions de la présente section s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la modification et à la proposition de consommateur modifiée et, à cette fin, « débiteur consommateur », contrairement à la définition qu'en donne l'article 66.11, ne s'entend que d'une personne physique insolvable.

1992, ch. 27, art. 32; 2005, ch. 47, art. 56.

Certificate if consumer proposal performed

**66.38** (1) If a consumer proposal is fully performed, the administrator shall issue a certificate to that effect, in the prescribed form, to the consumer debtor and to the official receiver.

Certificat d'exécution

**66.38** (1) En cas d'exécution intégrale de la proposition de consommateur, l'administrateur remet, en la forme prescrite, un certificat à cet effet au débiteur consommateur et au séquestre officiel.

Effect if counselling refused

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a consumer debtor who has refused or neglected to receive counselling provided under paragraph 66.13(2)(*b*).

1992, c. 27, s. 32; 2005, c. 47, s. 56.

Refus de se prévaloir des consultations

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le débiteur consommateur a refusé ou omis de se prévaloir des consultations offertes aux termes de l'alinéa 66.13(2)*b*).

1992, ch. 27, art. 32; 2005, ch. 47, art. 56.

Administrator's accounts, discharge

**66.39** The form and content of the administrator's accounts, the procedure for the preparation and taxation of those accounts and the procedure for the discharge of the administrator shall be as prescribed.

1992, c. 27, s. 32.

Comptes et libération de l'administrateur

**66.39** La forme et le contenu des comptes de l'administrateur ainsi que la procédure à suivre pour leur préparation et leur taxation et pour la libération de l'administrateur sont déterminés par les Règles générales.

1992, ch. 27, art. 32.

Act to apply

**66.4** (1) All the provisions of this Act, except Division I of this Part, in so far as they are applicable, apply, with such modifications as the circumstances require, to consumer proposals.

Application de la présente loi

**66.4** (1) Toutes les dispositions de la présente loi, sauf la section I de la présente partie, dans la mesure où elles sont applicables, s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux propositions de consommateur.

Where consumer debtor is bankrupt

(2) Where a consumer proposal is made by a consumer debtor who is a bankrupt,

Application de la présente loi

(2) Dans le cas d'une proposition de consommateur faite par un failli :

(*a*) the consumer proposal must be approved by the inspectors, if any, before any further action is taken thereon;

(*b*) the consumer debtor must have obtained the assistance of a trustee who shall act as administrator of the proposal in the preparation and execution thereof;

(*c*) the time with respect to which the claims of creditors shall be determined is the time at which the consumer debtor became bankrupt; and

(*d*) the approval or deemed approval by the court of the consumer proposal operates to annul the bankruptcy and to revest in the consumer debtor, or in such other person as the court may approve, all the right, title and interest of the trustee in the property of the consumer debtor, unless the terms of the consumer proposal otherwise provide.

1992, c. 27, s. 32; 1997, c. 12, s. 58.

*a*) la proposition doit être approuvée par les inspecteurs, le cas échéant, avant que toute autre mesure ne soit prise à son égard;

*b*) le débiteur consommateur doit avoir obtenu les services d'un syndic pour agir comme administrateur dans le cadre de la préparation et de l'exécution de la proposition;

*c*) le moment par rapport auquel les réclamations des créanciers sont déterminées est celui où le débiteur consommateur est devenu un failli;

*d*) l'approbation — effective ou présumée — de la proposition par le tribunal a pour effet d'annuler la faillite et de réattribuer au débiteur consommateur, ou à toute autre personne que le tribunal peut approuver, le droit, le titre et l'intérêt complets du syndic aux biens du débiteur, à moins que les conditions de la proposition ne soient à l'effet contraire.

1992, ch. 27, art. 32; 1997, ch. 12, art. 58.

## PART IV

## PROPERTY OF THE BANKRUPT

## PARTIE IV

## BIENS DU FAILLI

Property of bankrupt

**67.** (1) The property of a bankrupt divisible among his creditors shall not comprise

(*a*) property held by the bankrupt in trust for any other person;

(*b*) any property that as against the bankrupt is exempt from execution or seizure under any laws applicable in the province within which the property is situated and within which the bankrupt resides;

(*b.1*) goods and services tax credit payments that are made in prescribed circumstances to the bankrupt and that are not property referred to in paragraph (*a*) or (*b*);

(*b.2*) prescribed payments relating to the essential needs of an individual that are made in prescribed circumstances to the bankrupt and that are not property referred to in paragraph (*a*) or (*b*); or

(*b.3*) without restricting the generality of paragraph (*b*), property in a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund, as those expressions are defined in the *Income Tax Act*, or in any prescribed plan, other than property contributed

Biens du failli

**67.** (1) Les biens d'un failli, constituant le patrimoine attribué à ses créanciers, ne comprennent pas les biens suivants :

*a*) les biens détenus par le failli en fiducie pour toute autre personne;

*b*) les biens qui, selon le droit applicable dans la province dans laquelle ils sont situés et où réside le failli, ne peuvent faire l'objet d'une mesure d'exécution ou de saisie contre celui-ci;

*b.1*) dans les circonstances prescrites, les paiements qui sont faits au failli au titre de crédits de taxe sur les produits et services et qui ne sont pas des biens visés aux alinéas *a*) ou *b*);

*b.2*) dans les circonstances prescrites, les paiements prescrits qui sont faits au failli relativement aux besoins essentiels de personnes physiques et qui ne sont pas des biens visés aux alinéas *a*) ou *b*);

*b.3*) sans restreindre la portée générale de l'alinéa *b*), les biens détenus dans un régime enregistré d'épargne-retraite ou un fonds enregistré de revenu de retraite, au sens de la

to any such plan or fund in the 12 months before the date of bankruptcy,

but it shall comprise

(*c*) all property wherever situated of the bankrupt at the date of the bankruptcy or that may be acquired by or devolve on the bankrupt before their discharge, including any refund owing to the bankrupt under the *Income Tax Act* in respect of the calendar year — or the fiscal year of the bankrupt if it is different from the calendar year — in which the bankrupt became a bankrupt, except the portion that

(i) is not subject to the operation of this Act, or

(ii) in the case of a bankrupt who is the judgment debtor named in a garnishee summons served on Her Majesty under the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*, is garnishable money that is payable to the bankrupt and is to be paid under the garnishee summons, and

(*d*) such powers in or over or in respect of the property as might have been exercised by the bankrupt for his own benefit.

*Loi de l'impôt sur le revenu*, ou dans tout régime prescrit, à l'exception des cotisations au régime ou au fonds effectuées au cours des douze mois précédant la date de la faillite,

mais ils comprennent :

*c*) tous les biens, où qu'ils soient situés, qui appartiennent au failli à la date de la faillite, ou qu'il peut acquérir ou qui peuvent lui être dévolus avant sa libération, y compris les remboursements qui lui sont dus au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu* relativement à l'année civile — ou à l'exercice lorsque celui-ci diffère de l'année civile — au cours de laquelle il a fait faillite, mais à l'exclusion de la partie de ces remboursements qui :

(i) soit sont des sommes soustraites à l'application de la présente loi,

(ii) soit sont des sommes qui lui sont dues et qui sont saisissables en vertu d'un bref de saisie-arrêt signifié à Sa Majesté en application de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* dans lequel il est nommé comme débiteur;

*d*) les pouvoirs sur des biens ou à leur égard, qui auraient pu être exercés par le failli pour son propre bénéfice.

Deemed trusts

(2) Subject to subsection (3), notwithstanding any provision in federal or provincial legislation that has the effect of deeming property to be held in trust for Her Majesty, property of a bankrupt shall not be regarded as held in trust for Her Majesty for the purpose of paragraph (1)(*a*) unless it would be so regarded in the absence of that statutory provision.

Fiducies présumées

(2) Sous réserve du paragraphe (3) et par dérogation à toute disposition législative fédérale ou provinciale ayant pour effet d'assimiler certains biens à des biens détenus en fiducie pour Sa Majesté, aucun des biens du failli ne peut, pour l'application de l'alinéa (1)*a*), être considéré comme détenu en fiducie pour Sa Majesté si, en l'absence de la disposition législative en question, il ne le serait pas.

Exceptions

(3) Subsection (2) does not apply in respect of amounts deemed to be held in trust under subsection 227(4) or (4.1) of the *Income Tax Act*, subsection 23(3) or (4) of the *Canada Pension Plan* or subsection 86(2) or (2.1) of the *Employment Insurance Act* (each of which is in this subsection referred to as a "federal provision") nor in respect of amounts deemed to be held in trust under any law of a province that creates a deemed trust the sole purpose of which is to ensure remittance to Her Majesty in right of the province of amounts deducted or withheld under a law of the province where

Exceptions

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à l'égard des montants réputés détenus en fiducie aux termes des paragraphes 227(4) ou (4.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, des paragraphes 23(3) ou (4) du *Régime de pensions du Canada* ou des paragraphes 86(2) ou (2.1) de la *Loi sur l'assurance-emploi* (chacun étant appelé « disposition fédérale » au présent paragraphe) ou à l'égard des montants réputés détenus en fiducie aux termes de toute loi d'une province créant une fiducie présumée dans le seul but d'assurer à Sa Majesté du chef de cette province la remise de sommes déduites ou retenues aux termes d'une loi de cette province, dans la me-

(*a*) that law of the province imposes a tax similar in nature to the tax imposed under the *Income Tax Act* and the amounts deducted or withheld under that law of the province are of the same nature as the amounts referred to in subsection 227(4) or (4.1) of the *Income Tax Act*, or

(*b*) the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan*, that law of the province establishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection and the amounts deducted or withheld under that law of the province are of the same nature as amounts referred to in subsection 23(3) or (4) of the *Canada Pension Plan*,

and for the purpose of this subsection, any provision of a law of a province that creates a deemed trust is, notwithstanding any Act of Canada or of a province or any other law, deemed to have the same effect and scope against any creditor, however secured, as the corresponding federal provision.

R.S., 1985, c. B-3, s. 67; 1992, c. 27, s. 33; 1996, c. 23, s. 168; 1997, c. 12, s. 59; 1998, c. 19, s. 250; 2005, c. 47, s. 57; 2007, c. 36, s. 32.

sure où, dans ce dernier cas, se réalise l'une des conditions suivantes :

*a*) la loi de cette province prévoit un impôt semblable, de par sa nature, à celui prévu par la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et les sommes déduites ou retenues aux termes de la loi de cette province sont de même nature que celles visées aux paragraphes 227(4) ou (4.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

*b*) cette province est « une province instituant un régime général de pensions » au sens du paragraphe 3(1) du *Régime de pensions du Canada*, la loi de cette province institue un « régime provincial de pensions » au sens de ce paragraphe, et les sommes déduites ou retenues aux termes de la loi de cette province sont de même nature que celles visées aux paragraphes 23(3) ou (4) du *Régime de pensions du Canada*.

Pour l'application du présent paragraphe, toute disposition de la loi provinciale qui crée une fiducie présumée est réputée avoir, à l'encontre de tout créancier du failli et malgré tout texte législatif fédéral ou provincial et toute règle de droit, la même portée et le même effet que la disposition fédérale correspondante, quelle que soit la garantie dont bénéficie le créancier.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 67; 1992, ch. 27, art. 33; 1996, ch. 23, art. 168; 1997, ch. 12, art. 59; 1998, ch. 19, art. 250; 2005, ch. 47, art. 57; 2007, ch. 36, art. 32.

Directives re surplus income

**68.** (1) The Superintendent shall, by directive, establish in respect of the provinces or one or more bankruptcy districts or parts of bankruptcy districts, the standards for determining the surplus income of an individual bankrupt and the amount that a bankrupt who has surplus income is required to pay to the estate of the bankrupt.

Instructions du surintendant — revenu excédentaire

**68.** (1) Le surintendant fixe, par instruction, pour les provinces ou pour un ou plusieurs districts ou parties de district, des normes visant l'établissement du revenu excédentaire du failli qui est une personne physique et de la somme que celui-ci doit verser à l'actif de la faillite.

Definitions

(2) The following definitions apply in this section.

Définitions

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

"surplus income" « *revenu excédentaire* »

"surplus income" means the portion of a bankrupt individual's total income that exceeds that which is necessary to enable the bankrupt individual to maintain a reasonable standard of living, having regard to the applicable standards established under subsection (1).

« revenu excédentaire » "*surplus income*"

« revenu excédentaire » Le montant du revenu total d'une personne physique en faillite qui excède ce qui est nécessaire au maintien d'un niveau de vie raisonnable, compte tenu des normes applicables mentionnées au paragraphe (1).

"total income" « *revenu total* »

"total income"

(*a*) includes, despite paragraphs 67(1)(*b*) and (*b.3*), a bankrupt's revenues of whatever nature or from whatever source that are

« revenu total » "*total income*"

« revenu total » Malgré les alinéas 67(1)*b*) et *b.3*), revenus de toute nature ou source gagnés ou reçus par le failli entre la date de sa faillite et celle de sa libération, y compris les sommes

earned or received by the bankrupt between the date of the bankruptcy and the date of the bankrupt's discharge, including those received as damages for wrongful dismissal, received as a pay equity settlement or received under an Act of Parliament, or of the legislature of a province, that relates to workers' compensation; but

(*b*) does not include any amounts received by the bankrupt between the date of the bankruptcy and the date of the bankrupt's discharge, as a gift, a legacy or an inheritance or as any other windfall.

reçues entre ces dates à titre de dommages-intérêts pour congédiement abusif ou de règlement en matière de parité salariale, ou en vertu d'une loi fédérale ou provinciale relative aux accidents du travail. Ne sont pas visées par la présente définition les sommes inattendues que le failli reçoit entre ces dates, notamment par donation, legs ou succession.

Determination of trustee re surplus income

(3) The trustee shall, having regard to the applicable standards and to the personal and family situation of the bankrupt, determine whether the bankrupt has surplus income. The determination must also be made

(*a*) whenever the trustee becomes aware of a material change in the bankrupt's financial situation; and

(*b*) whenever the trustee is required to prepare a report referred to in subsection 170(1).

Décision du syndic quant au revenu excédentaire

(3) Le syndic décide, conformément aux normes applicables et compte tenu des charges familiales et de la situation personnelle du failli, si celui-ci a un revenu excédentaire. Il prend notamment cette décision lorsqu'il a connaissance de tout changement important de la situation financière du failli et lorsqu'il est tenu de préparer le rapport visé au paragraphe 170(1).

Duties of trustee relating to determination

(4) Whenever the trustee is required to determine whether the bankrupt has surplus income, the trustee shall

(*a*) if the trustee determines that there is surplus income,

(i) fix, having regard to the applicable standards, the amount that the bankrupt is required to pay to the estate of the bankrupt,

(ii) inform, in the prescribed manner, the official receiver, and every creditor who has requested such information, of the amount fixed under subparagraph (i), and

(iii) take reasonable measures to ensure that the bankrupt complies with the requirement to pay; and

(*b*) if the trustee determines that there is no surplus income, inform, in the prescribed manner, the official receiver, and every creditor who has requested such information, of that determination.

Obligations du syndic par suite de la décision

(4) Il avise, de la manière prescrite, le séquestre officiel et les créanciers qui en font la demande de sa conclusion et, s'il conclut que le failli a un revenu excédentaire, il fixe, conformément aux normes applicables, la somme que celui-ci doit verser à l'actif de la faillite et prend les mesures indiquées pour qu'il s'exécute.

Official receiver recommendation

(5) If the official receiver determines that the amount required to be paid by the bankrupt is substantially not in accordance with the applicable standards, the official receiver shall rec-

Recommandation du séquestre officiel

(5) S'il conclut que le montant de la somme à verser par le failli diffère sensiblement de celui qu'entraînerait l'application des normes visées au paragraphe (1), le séquestre officiel re-

ommend to the trustee and to the bankrupt an amount required to be paid that the official receiver determines is in accordance with the applicable standards.

commande au syndic et au failli le montant qu'il estime conforme à celles-ci.

Trustee may fix another amount

(5.1) On receipt of the official receiver's recommendation, the trustee may fix, having regard to the applicable standards, another amount as the amount that the bankrupt is required to pay to the estate of the bankrupt, and if the trustee does so, the trustee shall

(*a*) inform the official receiver and every creditor, in the prescribed manner, of the amount fixed under this subsection; and

(*b*) take reasonable measures to ensure that the bankrupt complies with the requirement to pay.

(5.1) Sur réception de la recommandation du séquestre officiel, le syndic peut, conformément aux normes applicables, fixer à un autre montant la somme que le failli doit verser à l'actif de la faillite et, le cas échéant, en avise le séquestre officiel et les créanciers de la manière prescrite et prend les mesures indiquées pour que le failli s'exécute.

Établissement d'un autre montant à verser

Trustee may request mediation

(6) If the trustee and the bankrupt are not in agreement with the amount that the bankrupt is required to pay under subsection (4) or (5.1), the trustee shall, without delay, in the prescribed form, send to the official receiver a request that the matter be determined by mediation and send a copy of the request to the bankrupt.

(6) À défaut d'entente avec le failli sur le montant de la somme à verser en application des paragraphes (4) et (5.1), le syndic transmet sans délai au séquestre officiel, en la forme prescrite, une demande de médiation et en expédie une copie au failli.

Demande de médiation par le syndic

Creditor may request mediation

(7) On a creditor's request made within 30 days after the day on which the trustee informed the creditor of the amount fixed under subsection (4) or (5.1), the trustee shall, within five days after the day on which the 30-day period ends, send to the official receiver a request, in the prescribed form, that the matter of the amount that the bankrupt is required to pay be determined by mediation and send a copy of the request to the bankrupt and the creditor.

(7) Sur demande du créancier faite dans les trente jours suivant la date où le syndic l'avise qu'un montant a été fixé en application des paragraphes (4) ou (5.1), celui-ci transmet au séquestre officiel, dans les cinq jours suivant l'expiration des trente jours, une demande de médiation en la forme prescrite relativement au montant de la somme que le failli doit verser à l'actif, et en expédie une copie au failli et au créancier.

Demande de médiation par le créancier

Mediation procedure

(8) A mediation shall be in accordance with prescribed procedures.

(8) La procédure de médiation est fixée par les Règles générales.

Procédure prescrite

File

(9) Documents contained in a file on the mediation of a matter under this section form part of the records referred to in subsection 11.1(2).

(9) Les documents constituant le dossier de médiation font partie des dossiers visés au paragraphe 11.1(2).

Dossier

Application to court to fix amount

(10) The trustee may, in any of the following circumstances — and shall apply if requested to do so by the official receiver in the circumstances referred to in paragraph (*a*) — apply to the court to fix, by order, in accordance with the applicable standards, and having regard to the personal and family situation of the bankrupt, the amount that the bankrupt is required to pay to the estate of the bankrupt:

(10) Le syndic peut, d'office si l'une ou l'autre des conditions ci-après sont remplies, ou doit, sur demande du séquestre officiel dans le cas prévu à l'alinéa *a*), demander au tribunal d'établir, par ordonnance, le montant du revenu que le failli doit verser à l'actif de la faillite, compte tenu des normes fixées par le surintendant et des charges familiales et de la situation personnelle du failli :

Établissement par le tribunal

(*a*) if the trustee has not implemented a recommendation made by the official receiver under subsection (5);

(*b*) if the matter submitted to mediation has not been resolved by the mediation; or

(*c*) if the bankrupt has failed to comply with the requirement to pay as determined under this section.

*a*) le syndic ne met pas en œuvre la recommandation du séquestre officiel;

*b*) il y a échec de la médiation;

*c*) le failli a omis d'effectuer ses paiements.

Fixing fair and reasonable remuneration in the case of related persons

(11) The court may fix an amount that is fair and reasonable

(*a*) as salary, wages or other remuneration for the services being performed by a bankrupt for a person employing the bankrupt, or

(*b*) as payment for or commission in respect of any services being performed by a bankrupt for a person,

where the person is related to the bankrupt, and the court may, by order, determine the part of the salary, wages or other remuneration, or the part of the payment or commission, that shall be paid to the trustee on the basis of the amount so fixed by the court, unless it appears to the court that the services have been performed for the benefit of the bankrupt and are not of any substantial benefit to the person for whom they were performed.

Fixation par le tribunal

(11) Le tribunal peut fixer un montant équitable à titre de traitement, salaire ou autre rémunération pour les services rendus par le failli à un employeur ou à titre de paiement ou de commission pour services rendus à un tiers si ces personnes sont liées au failli; il peut établir, par ordonnance, le montant à verser au syndic sur la base du montant fixé, sauf s'il estime que les services rendus n'ont bénéficié qu'au failli et n'ont pas procuré un bénéfice important à son employeur ou au tiers.

Modification of order

(12) On the application of any interested person, the court may, at any time, amend an order made under this section to take into account material changes that have occurred in the financial situation of the bankrupt.

Modification de l'ordonnance

(12) Sur demande de tout intéressé, le tribunal peut modifier l'ordonnance rendue au titre du présent article pour tenir compte de tout changement important de la situation financière du failli.

Default by other person

(13) An order of the court made under this section may be served on a person from whom the bankrupt is entitled to receive money and, in such case,

(*a*) the order binds the person to pay to the estate of the bankrupt the amount fixed by the order; and

(*b*) if the person fails to comply with the terms of the order, the court may, on the application of the trustee, order the person to pay the trustee the amount of money that the estate of the bankrupt would have received had the person complied with the terms of the order.

Débiteur du failli

(13) Lorsqu'une ordonnance rendue au titre du présent article est signifiée à une personne qui doit une somme d'argent au failli, elle est tenue de s'y conformer; si elle ne s'y conforme pas, le tribunal peut, sur demande du syndic, lui ordonner de verser la somme au syndic.

Application is a proceeding

(14) For the purposes of section 38, an application referred to in subsection (10) is

Présomption

(14) La demande présentée au tribunal au titre du paragraphe (10) constitue, pour l'appli-

deemed to be a proceeding for the benefit of the estate.

Property included for enforcement purposes

(15) For the purpose of this section, a requirement that a bankrupt pay an amount to the estate is enforceable against the bankrupt's total income.

When obligation to pay ceases

(16) If an opposition to the automatic discharge of a bankrupt individual who is required to pay an amount to the estate is filed, the bankrupt's obligation under this section ceases on the day on which the bankrupt would have been automatically discharged had the opposition not been filed, but nothing in this subsection precludes the court from determining that the bankrupt is required to pay to the estate an amount that the court considers appropriate.

R.S., 1985, c. B-3, s. 68; 1992, c. 27, s. 34; 1997, c. 12, s. 60; 2005, c. 47, s. 58; 2007, c. 36, s. 33.

Assignment of wages

**68.1** (1) An assignment of existing or future wages made by a debtor before the debtor became bankrupt is of no effect in respect of wages earned after the bankruptcy.

Assignment of book debts

(2) An assignment of existing or future amounts receivable as payment for or commission or professional fees in respect of services rendered by a debtor who is an individual before the debtor became bankrupt is of no effect in respect of such amounts earned or generated after the bankruptcy.

1992, c. 27, s. 35; 1997, c. 12, s. 61; 2005, c. 47, s. 59.

STAY OF PROCEEDINGS

Stay of proceedings — notice of intention

**69.** (1) Subject to subsections (2) and (3) and sections 69.4, 69.5 and 69.6, on the filing of a notice of intention under section 50.4 by an insolvent person,

(*a*) no creditor has any remedy against the insolvent person or the insolvent person's property, or shall commence or continue any action, execution or other proceedings, for the recovery of a claim provable in bankruptcy,

(*b*) no provision of a security agreement between the insolvent person and a secured creditor that provides, in substance, that on

(i) the insolvent person's insolvency,

cation de l'article 38, une procédure à l'avantage de l'actif de la faillite.

Biens pouvant faire l'objet d'une exécution

(15) Pour l'application du présent article, la somme à verser à l'actif de la faillite peut être recouvrée par voie d'exécution contre le revenu total du failli.

Cessation des versements

(16) L'obligation du failli qui est une personne physique de faire des versements à l'actif de la faillite au titre du présent article cesse, en cas d'opposition à sa libération d'office, le jour où il aurait été libéré n'eût été l'avis d'opposition, rien n'empêchant toutefois le tribunal de reconduire l'obligation pour la somme qu'il estime indiquée.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 68; 1992, ch. 27, art. 34; 1997, ch. 12, art. 60; 2005, ch. 47, art. 58; 2007, ch. 36, art. 33.

Cession de salaire

**68.1** (1) La cession de salaires présents ou futurs faite par le débiteur avant qu'il ne devienne un failli est sans effet sur les salaires gagnés après sa faillite.

Cession de créances comptables

(2) La cession de sommes — échues ou à percevoir — à titre de paiement, de commission ou d'honoraires professionnels pour la prestation de services, faite par un débiteur qui est une personne physique avant qu'il ne fasse faillite, est sans effet sur les sommes de même provenance qui sont gagnées après sa faillite.

1992, ch. 27, art. 35; 1997, ch. 12, art. 61; 2005, ch. 47, art. 59.

SUSPENSION DES PROCÉDURES

Suspension des procédures en cas d'avis d'intention

**69.** (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3) et des articles 69.4, 69.5 et 69.6, entre la date du dépôt par une personne insolvable d'un avis d'intention aux termes de l'article 50.4 et la date du dépôt, aux termes du paragraphe 62(1), d'une proposition relative à cette personne ou la date à laquelle celle-ci devient un failli :

*a*) les créanciers n'ont aucun recours contre la personne insolvable ou contre ses biens et ne peuvent intenter ou continuer aucune action, exécution ou autre procédure en vue du recouvrement de réclamations prouvables en matière de faillite;

*b*) est sans effet toute disposition d'un contrat de garantie conclu entre la personne insolvable et un créancier garanti qui prévoit,

(ii) the default by the insolvent person of an obligation under the security agreement, or

(iii) the filing by the insolvent person of a notice of intention under section 50.4,

the insolvent person ceases to have such rights to use or deal with assets secured under the agreement as he would otherwise have, has any force or effect,

(*c*) Her Majesty in right of Canada may not exercise Her rights under

(i) subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or

(ii) any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that

(A) refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, and

(B) provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts,

in respect of the insolvent person where the insolvent person is a tax debtor under that subsection or provision, and

(*d*) Her Majesty in right of a province may not exercise her rights under any provision of provincial legislation in respect of the insolvent person where the insolvent person is a debtor under the provincial legislation and the provision has a similar purpose to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, where the sum

(i) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(ii) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of that Act,

pour l'essentiel, que celle-ci, dès qu'elle devient insolvable, qu'elle manque à un engagement prévu par le contrat de garantie ou qu'elle dépose un avis d'intention aux termes de l'article 50.4, est déchue des droits qu'elle aurait normalement de se servir des avoirs visés par le contrat de garantie ou de faire d'autres opérations à leur égard;

*c*) est suspendu l'exercice par Sa Majesté du chef du Canada des droits que lui confère l'une des dispositions suivantes à l'égard de la personne insolvable, lorsque celle-ci est un débiteur fiscal visé à cette disposition :

(i) le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui, à la fois :

(A) renvoie au paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(B) prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents;

*d*) est suspendu l'exercice par Sa Majesté du chef d'une province des droits que lui confère toute disposition législative provinciale à l'égard d'une personne insolvable, lorsque celle-ci est un débiteur visé par la loi provinciale et qu'il s'agit d'une disposition dont l'objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, dans la mesure où elle prévoit la perception d'une somme, et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents, qui :

(i) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d'un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) soit est de même nature qu'une cotisation prévue par le *Régime de pensions du*

prehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection,

until the filing of a proposal under subsection 62(1) in respect of the insolvent person or the bankruptcy of the insolvent person.

Limitation

(2) The stays provided by subsection (1) do not apply

(*a*) to prevent a secured creditor who took possession of secured assets of the insolvent person for the purpose of realization before the notice of intention under section 50.4 was filed from dealing with those assets;

(*b*) to prevent a secured creditor who gave notice of intention under subsection 244(1) to enforce that creditor's security against the insolvent person more than ten days before the notice of intention under section 50.4 was filed, from enforcing that security, unless the secured creditor consents to the stay;

(*c*) to prevent a secured creditor who gave notice of intention under subsection 244(1) to enforce that creditor's security from enforcing the security if the insolvent person has, under subsection 244(2), consented to the enforcement action; or

(*d*) to prevent a creditor who holds security on aircraft objects under an agreement with the insolvent person from taking possession of the aircraft objects

(i) if, after the commencement of proceedings under this Act, the insolvent person defaults in protecting or maintaining the aircraft objects in accordance with the agreement,

(ii) sixty days after the commencement of proceedings under this Act unless, during that period, the insolvent person

(A) remedied the default of every other obligation under the agreement, other than a default constituted by the commencement of proceedings under this Act or the breach of a provision in the agreement relating to the insolvent person's financial condition,

*Canada*, si la province est « une province instituant un régime général de pensions » au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un « régime provincial de pensions » au sens de ce paragraphe.

Exceptions

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet :

*a*) d'empêcher le créancier garanti de faire des opérations à l'égard des avoirs garantis de la personne insolvable dont il a pris possession — en vue de les réaliser — avant le dépôt de l'avis d'intention prévu à l'article 50.4;

*b*) d'empêcher le créancier garanti, sauf s'il a consenti à la suspension, qui a donné le préavis prévu au paragraphe 244(1) plus de dix jours avant le dépôt de l'avis d'intention prévu à l'article 50.4 de mettre à exécution sa garantie;

*c*) d'empêcher le créancier garanti qui a donné le préavis prévu au paragraphe 244(1) de mettre à exécution sa garantie si la personne insolvable a consenti à l'exécution au titre du paragraphe 244(2);

*d*) d'empêcher le créancier titulaire, au titre d'un contrat conclu avec la personne insolvable, d'une garantie portant sur un bien aéronautique de prendre possession de celui-ci :

(i) si, après l'institution de procédures au titre de la présente loi, la personne manque à l'obligation énoncée au contrat de préserver ou d'entretenir le bien,

(ii) après un délai de soixante jours suivant l'institution de procédures au titre de la présente loi si, pendant le délai :

(A) elle n'a pas remédié à un manquement aux autres obligations énoncées au contrat, exception faite d'un manquement résultant de l'institution des procédures ou de la contravention d'une disposition du contrat relative à sa situation financière,

(B) elle ne s'est pas engagée à se conformer jusqu'à la date de conclusion des procédures à toutes les obligations qui y sont énoncées, sauf l'obligation de

(B) agreed to perform the obligations under the agreement, other than an obligation not to become insolvent or an obligation relating to the insolvent person's financial condition, until the day on which proceedings under this Act end, and

(C) agreed to perform all the obligations arising under the agreement after the proceedings under this Act end, or

(iii) if, during the period that begins on the expiry of the sixty-day period and ends on the day on which proceedings under this Act end, the insolvent person defaults in performing an obligation under the agreement, other than an obligation not to become insolvent or an obligation relating to the insolvent person's financial condition.

ne pas devenir insolvable ou toute obligation relative à sa situation financière,

(C) elle ne s'est pas engagée à se conformer à partir de cette date à toutes les obligations qui y sont énoncées,

(iii) si elle manque, pendant la période commençant à l'expiration du délai de soixante jours et se terminant à la date de conclusion des procédures intentées au titre de la présente loi, à l'une des obligations énoncées au contrat, sauf l'obligation de ne pas devenir insolvable ou toute obligation relative à sa situation financière.

Limitation

(3) A stay provided by paragraph (1)(*c*) or (*d*) does not apply, or terminates, in respect of Her Majesty in right of Canada and every province if

(*a*) the insolvent person defaults on payment of any amount that becomes due to Her Majesty after the filing of the notice of intention and could be subject to a demand under

(i) subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*,

(ii) any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts, or

(iii) any provision of provincial legislation that has a similar purpose to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, where the sum

(A) has been withheld or deducted by a person from a payment to another per-

Exception

(3) L'alinéa (1)*c*) ou *d*) ne s'applique pas, ou cesse de s'appliquer, à Sa Majesté du chef du Canada ou de la province en cause dans les cas suivants :

*a*) la personne insolvable manque à ses obligations de paiement d'un montant qui devient dû à Sa Majesté après le dépôt de l'avis d'intention et qui pourrait faire l'objet d'une demande aux termes d'une des dispositions suivantes :

(i) le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie au paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et qui prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents,

(iii) toute disposition législative provinciale dont l'objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, dans la mesure où elle prévoit la perception d'une somme, et des intérêts,

son and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(B) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection; or

(*b*) any other creditor is or becomes entitled to realize a security on any property that could be claimed by Her Majesty in exercising Her rights under

(i) subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*,

(ii) any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts, or

(iii) any provision of provincial legislation that has a similar purpose to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, where the sum

(A) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(B) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation

pénalités ou autres montants y afférents, qui :

(A) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d'un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(B) soit est de même nature qu'une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est « une province instituant un régime général de pensions » au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un « régime provincial de pensions » au sens de ce paragraphe;

*b*) un autre créancier a ou acquiert le droit de réaliser sa garantie sur un bien qui pourrait être réclamé par Sa Majesté dans l'exercice des droits que lui confère l'une des dispositions suivantes :

(i) le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie au paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et qui prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents,

(iii) toute disposition législative provinciale dont l'objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, dans la mesure où elle prévoit la perception d'une somme, et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents, qui :

(A) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d'un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu au-

establishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection.

R.S., 1985, c. B-3, s. 69; 1992, c. 27, s. 36; 1997, c. 12, s. 62; 2000, c. 30, s. 145; 2005, c. 3, s. 12, c. 47, s. 60; 2007, c. 36, s. 34; 2009, c. 33, s. 23.

quel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(B) soit est de même nature qu'une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est « une province instituant un régime général de pensions » au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un « régime provincial de pensions » au sens de ce paragraphe.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 69; 1992, ch. 27, art. 36; 1997, ch. 12, art. 62; 2000, ch. 30, art. 145; 2005, ch. 3, art. 12, ch. 47, art. 60; 2007, ch. 36, art. 34; 2009, ch. 33, art. 23.

Stay of proceedings — Division I proposals

**69.1** (1) Subject to subsections (2) to (6) and sections 69.4, 69.5 and 69.6, on the filing of a proposal under subsection 62(1) in respect of an insolvent person,

(*a*) no creditor has any remedy against the insolvent person or the insolvent person's property, or shall commence or continue any action, execution or other proceedings, for the recovery of a claim provable in bankruptcy, until the trustee has been discharged or the insolvent person becomes bankrupt;

(*b*) no provision of a security agreement between the insolvent person and a secured creditor that provides, in substance, that on

(i) the insolvent person's insolvency,

(ii) the default by the insolvent person of an obligation under the security agreement, or

(iii) the filing of a notice of intention under section 50.4 or of a proposal under subsection 62(1) in respect of the insolvent person,

the insolvent person ceases to have such rights to use or deal with assets secured under the agreement as the insolvent person would otherwise have, has any force or effect until the trustee has been discharged or the insolvent person becomes bankrupt;

(*c*) Her Majesty in right of Canada may not exercise Her rights under subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* or any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an

Suspension des procédures en cas de dépôt d'une proposition

**69.1** (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (6) et des articles 69.4, 69.5 et 69.6, entre la date du dépôt d'une proposition visant une personne insolvable et :

*a*) soit sa faillite, soit la libération du syndic, les créanciers n'ont aucun recours contre elle ou contre ses biens et ne peuvent intenter ou continuer aucune action, exécution ou autre procédure en vue du recouvrement de réclamations prouvables en matière de faillite;

*b*) soit sa faillite, soit la libération du syndic, est sans effet toute disposition d'un contrat de garantie conclu entre elle et un créancier garanti qui prévoit, pour l'essentiel, que celle-ci, dès qu'elle devient insolvable, qu'elle manque à un engagement prévu par le contrat de garantie ou qu'est déposé à son égard un avis d'intention aux termes de l'article 50.4 ou une proposition aux termes du paragraphe 62(1), est déchue des droits qu'elle aurait normalement de se servir des avoirs visés par le contrat de garantie ou de faire d'autres opérations à leur égard;

*c*) soit sa faillite, soit la libération du syndic, soit l'expiration des six mois suivant l'approbation de la proposition par le tribunal, est suspendu l'exercice par Sa Majesté du chef du Canada des droits que lui confère le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie à ce paragraphe et qui prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi et des intérêts, péna-

employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts, in respect of the insolvent person where the insolvent person is a tax debtor under that subsection or provision, until

(i) the trustee has been discharged,

(ii) six months have elapsed following court approval of the proposal, or

(iii) the insolvent person becomes bankrupt; and

(*d*) Her Majesty in right of a province may not exercise Her rights under any provision of provincial legislation that has a similar purpose to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, where the sum

(i) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(ii) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection,

in respect of the insolvent person where the insolvent person is a debtor under the provincial legislation, until

(iii) the trustee has been discharged,

(iv) six months have elapsed following court approval of the proposal, or

(v) the insolvent person becomes bankrupt.

Limitation

(2) The stays provided by subsection (1) do not apply

(*a*) to prevent a secured creditor who took possession of secured assets of the insolvent person for the purpose of realization before

lités ou autres montants y afférents, à l'égard de la personne insolvable, lorsque celle-ci est un débiteur fiscal visé à ce paragraphe ou à cette disposition;

*d*) soit sa faillite, soit la libération du syndic, soit l'expiration des six mois suivant l'approbation de la proposition par le tribunal, est suspendu l'exercice par Sa Majesté du chef d'une province des droits que lui confère toute disposition législative provinciale dont l'objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, à l'égard de la personne insolvable, lorsque celle-ci est un débiteur visé par la loi provinciale, dans la mesure où la disposition prévoit la perception d'une somme, et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents, qui :

(i) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d'un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) soit est de même nature qu'une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est « une province instituant un régime général de pensions » au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un « régime provincial de pensions » au sens de ce paragraphe.

Exceptions

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet :

*a*) d'empêcher le créancier garanti de faire des opérations à l'égard des avoirs garantis de la personne insolvable dont il a pris possession — en vue de les réaliser — avant le dépôt de la proposition;

the proposal was filed from dealing with those assets;

(*b*) unless the secured creditor otherwise agrees, to prevent a secured creditor who gave notice of intention under subsection 244(1) to enforce that creditor's security against the insolvent person more than ten days before

(i) a notice of intention was filed in respect of the insolvent person under section 50.4, or

(ii) the proposal was filed, if no notice of intention under section 50.4 was filed

from enforcing that security;

(*c*) to prevent a secured creditor who gave notice of intention under subsection 244(1) to enforce that creditor's security from enforcing the security if the insolvent person has, under subsection 244(2), consented to the enforcement action; or

(*d*) to prevent a creditor who holds security on aircraft objects under an agreement with the insolvent person from taking possession of the aircraft objects

(i) if, after the commencement of proceedings under this Act, the insolvent person defaults in protecting or maintaining the aircraft objects in accordance with the agreement,

(ii) sixty days after the commencement of proceedings under this Act unless, during that period, the insolvent person

(A) remedied the default of every other obligation under the agreement, other than a default constituted by the commencement of proceedings under this Act or the breach of a provision in the agreement relating to the insolvent person's financial condition,

(B) agreed to perform the obligations under the agreement, other than an obligation not to become insolvent or an obligation relating to the insolvent person's financial condition, until the day on which proceedings under this Act end, and

*b*) d'empêcher le créancier garanti, sauf s'il a consenti à la suspension, qui a donné le préavis prévu au paragraphe 244(1) plus de dix jours avant le dépôt de l'avis d'intention prévu à l'article 50.4 ou, à défaut d'avis d'intention, de la proposition de mettre à exécution sa garantie;

*c*) d'empêcher le créancier garanti qui a donné le préavis prévu au paragraphe 244(1) de mettre à exécution sa garantie si la personne insolvable a consenti à l'exécution au titre du paragraphe 244(2);

*d*) d'empêcher le créancier titulaire, au titre d'un contrat conclu avec la personne insolvable, d'une garantie portant sur un bien aéronautique de prendre possession de celui-ci :

(i) si, après l'institution de procédures au titre de la présente loi, la personne manque à l'obligation énoncée au contrat de préserver ou d'entretenir le bien,

(ii) après un délai de soixante jours suivant l'institution de procédures au titre de la présente loi si, pendant le délai :

(A) elle n'a pas remédié à un manquement aux autres obligations énoncées au contrat, exception faite d'un manquement résultant de l'institution des procédures ou de la contravention d'une disposition du contrat relative à sa situation financière,

(B) elle ne s'est pas engagée à se conformer jusqu'à la date de conclusion des procédures à toutes les obligations qui y sont énoncées, sauf l'obligation de ne pas devenir insolvable ou toute obligation relative à sa situation financière,

(C) elle ne s'est pas engagée à se conformer à partir de cette date à toutes les obligations qui y sont énoncées,

(iii) si elle manque, pendant la période commençant à l'expiration du délai de soixante jours et se terminant à la date de conclusion des procédures intentées au titre de la présente loi, à l'une des obligations énoncées au contrat, sauf l'obligation de ne pas devenir insolvable ou toute obligation relative à sa situation financière.

(C) agreed to perform all the obligations arising under the agreement after the proceedings under this Act end, or

(iii) if, during the period that begins on the expiry of the sixty-day period and ends on the day on which proceedings under this Act end, the insolvent person defaults in performing an obligation under the agreement, other than an obligation not to become insolvent or an obligation relating to the insolvent person's financial condition.

Limitation

(3) A stay provided by paragraph (1)(*c*) or (*d*) does not apply, or terminates, in respect of Her Majesty in right of Canada and every province if

(*a*) the insolvent person defaults on payment of any amount that becomes due to Her Majesty after the filing of the proposal and could be subject to a demand under

(i) subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*,

(ii) any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts, or

(iii) any provision of provincial legislation that has a similar purpose to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, where the sum

(A) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(B) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined

Exception

(3) L'alinéa (1)*c*) ou *d*) ne s'applique pas, ou cesse de s'appliquer, à Sa Majesté du chef du Canada ou de la province en cause dans les cas suivants :

*a*) la personne insolvable manque à ses obligations de paiement d'un montant qui devient dû à Sa Majesté après le dépôt de la proposition et qui pourrait faire l'objet d'une demande aux termes d'une des dispositions suivantes :

(i) le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie au paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et qui prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents,

(iii) toute disposition législative provinciale dont l'objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, dans la mesure où elle prévoit la perception d'une somme, et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents, qui :

(A) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d'un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu au-

in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection; or

(*b*) any other creditor is or becomes entitled to realize a security on any property that could be claimed by Her Majesty in exercising Her rights under

(i) subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*,

(ii) any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts, or

(iii) any provision of provincial legislation that has a similar purpose to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, where the sum

(A) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(B) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection.

quel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(B) soit est de même nature qu'une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est « une province instituant un régime général de pensions » au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un « régime provincial de pensions » au sens de ce paragraphe;

*b*) un autre créancier a ou acquiert le droit de réaliser sa garantie sur un bien qui pourrait être réclamé par Sa Majesté dans l'exercice des droits que lui confère l'une des dispositions suivantes :

(i) le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie au paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et qui prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents,

(iii) toute disposition législative provinciale dont l'objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, dans la mesure où elle prévoit la perception d'une somme, et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents, qui :

(A) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d'un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(B) soit est de même nature qu'une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est « une province instituant un régime général de pensions » au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi pro-

vinciale institue un « régime provincial de pensions » au sens de ce paragraphe.

Limitation

(4) If, by virtue of subsection 69(3), the stay provided by paragraph 69(1)(*c*) or (*d*) does not apply or terminates, the stay provided by paragraph (1)(*c*) or (*d*) of this section does not apply.

Exception

(4) Les alinéas (1)*c*) et *d*) ne s'appliquent pas si, par l'effet du paragraphe 69(3), l'alinéa 69(1)*c*) ou *d*) ne s'applique pas ou cesse de s'appliquer.

Secured creditors to whom proposal not made

(5) Subject to sections 79 and 127 to 135 and subsection 248(1), the filing of a proposal under subsection 62(1) does not prevent a secured creditor to whom the proposal has not been made in respect of a particular security from realizing or otherwise dealing with that security in the same manner as he would have been entitled to realize or deal with it if this section had not been passed.

Créanciers garantis exclus

(5) Sous réserve des articles 79 et 127 à 135 et du paragraphe 248(1), le dépôt d'une proposition aux termes du paragraphe 62(1) n'a pas pour effet d'empêcher un créancier garanti à qui la proposition n'a pas été faite en rapport avec une garantie en particulier de réaliser celle-ci ou de faire toutes autres opérations à son égard tout comme il aurait pu le faire en l'absence du présent article.

Where secured creditors vote against proposal

(6) Subject to sections 79 and 127 to 135 and subsection 248(1), where secured creditors holding a particular class of secured claim vote for the refusal of a proposal, a secured creditor holding a secured claim of that class may henceforth realize or otherwise deal with his security in the same manner as he would have been entitled to realize or deal with it if this section had not been passed.

Cas de rejet par les créanciers garantis

(6) Sous réserve des articles 79 et 127 à 135 et du paragraphe 248(1), lorsque les créanciers garantis d'une même catégorie votent en faveur du rejet d'une proposition, tout créancier appartenant à cette catégorie peut dès lors réaliser sa garantie ou faire toutes autres opérations à son égard tout comme il aurait pu le faire en l'absence du présent article.

1992, c. 27, s. 36; 1994, c. 26, s. 8(E); 1997, c. 12, s. 63; 2000, c. 30, s. 146; 2005, c. 3, s. 13, c. 47, s. 61; 2007, c. 36, s. 35; 2009, c. 33, s. 24.

1992, ch. 27, art. 36; 1994, ch. 26, art. 8(A); 1997, ch. 12, art. 63; 2000, ch. 30, art. 146; 2005, ch. 3, art. 13, ch. 47, art. 61; 2007, ch. 36, art. 35; 2009, ch. 33, art. 24.

Stay of proceedings — consumer proposals

**69.2** (1) Subject to subsections (2) to (4) and sections 69.4 and 69.5, on the filing of a consumer proposal under subsection 66.13(2) or of an amendment to a consumer proposal under subsection 66.37(1) in respect of a consumer debtor, no creditor has any remedy against the debtor or the debtor's property, or shall commence or continue any action, execution or other proceedings, for the recovery of a claim provable in bankruptcy until

(*a*) the consumer proposal or the amended consumer proposal, as the case may be, has been withdrawn, refused, annulled or deemed annulled; or

(*b*) the administrator has been discharged.

Suspension des procédures en cas de dépôt d'une proposition de consommateur

**69.2** (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4) et des articles 69.4 et 69.5, entre la date de dépôt d'une proposition de consommateur aux termes du paragraphe 66.13(2) ou d'une modification de la proposition aux termes du paragraphe 66.37(1) et son retrait, son rejet ou son annulation — effective ou présumée — ou la libération de l'administrateur, les créanciers n'ont aucun recours contre le débiteur consommateur ou ses biens et ne peuvent intenter ou continuer aucune action, exécution ou autre procédure en vue du recouvrement de réclamations prouvables en matière de faillite.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply where the consumer proposal, other than an amendment to a consumer proposal referred to in section 66.37, is filed within six months after the filing of a previous consumer proposal in respect of the same debtor.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si la proposition de consommateur, autre que la modification visée à l'article 66.37, est déposée dans les six mois suivant le dépôt d'une autre proposition de consommateur à l'égard du même débiteur.

Idem

(3) Subsection (1) does not apply where an amendment to a consumer proposal is filed within six months after the filing of a previous amendment to the same consumer proposal.

Idem

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si une modification de la proposition de consommateur est déposée dans les six mois suivant le dépôt d'une autre modification de la même proposition de consommateur.

Secured creditors

(4) Subject to sections 79 and 127 to 135 and subsection 248(1), the filing of a consumer proposal under subsection 66.13(2) does not prevent a secured creditor from realizing or otherwise dealing with his security in the same manner as he would have been entitled to realize or deal with it if this section had not been passed, unless the court otherwise orders, but in so ordering the court shall not postpone the right of the secured creditor to realize or otherwise deal with his security, except as follows:

(*a*) in the case of a security for a debt that is due at the date of the approval or deemed approval of the consumer proposal or that becomes due not later than six months thereafter, that right shall not be postponed for more than six months from that date; and

(*b*) in the case of a security for a debt that does not become due until more than six months after the date of the approval or deemed approval of the consumer proposal, that right shall not be postponed for more than six months from that date, unless all instalments of interest that are more than six months in arrears are paid and all other defaults of more than six months standing are cured, and then only so long as no instalment of interest remains in arrears or defaults remain uncured for more than six months, but, in any event, not beyond the date at which the debt secured by the security becomes payable under the instrument or act, or law, creating the security.

Créanciers garantis

(4) Sous réserve des articles 79 et 127 à 135 et du paragraphe 248(1), le dépôt d'une proposition de consommateur aux termes du paragraphe 66.13(2) n'a pas pour effet d'empêcher un créancier garanti de réaliser sa garantie ou de faire toutes autres opérations à son égard tout comme il aurait pu le faire en l'absence du présent article, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement. Tout report ordonné à cet égard doit toutefois être conforme aux règles suivantes :

*a*) dans le cas d'une garantie relative à une dette échue à la date de l'approbation — effective ou présumée — de la proposition ou qui le devient dans les six mois suivants, l'exercice des droits du créancier ne peut être reporté à plus de six mois après cette date;

*b*) dans le cas d'une garantie relative à une dette qui ne devient échue que plus de six mois après la date de l'approbation — effective ou présumée — de la proposition, l'exercice des droits du créancier peut être reporté à plus de six mois après cette date — mais en aucun cas au-delà de la date à laquelle la dette devient exigible en vertu de l'acte ou de la règle de droit instituant la garantie — seulement si tous les versements d'intérêts en souffrance depuis plus de six mois sont acquittés et si tous les autres manquements de plus de six mois sont réparés, et seulement tant qu'aucun versement d'intérêts ne demeure en souffrance, ou tant qu'aucun autre manquement ne reste sans réparation, pendant plus de six mois.

Exception

(5) No order may be made under subsection (4) if the order would have the effect of preventing a secured creditor from realizing or otherwise dealing with financial collateral.

1992, c. 27, s. 36; 1997, c. 12, s. 64; 2004, c. 25, s. 43(E); 2007, c. 29, s. 95.

Exception

(5) L'ordonnance visée au paragraphe (4) ne peut avoir pour effet d'empêcher le créancier garanti de réaliser la garantie financière ou d'effectuer à l'égard de celle-ci toute autre opération.

1992, ch. 27, art. 36; 1997, ch. 12, art. 64; 2004, ch. 25, art. 43(A); 2007, ch. 29, art. 95.

Stays of proceedings — bankruptcies

**69.3** (1) Subject to subsections (1.1) and (2) and sections 69.4 and 69.5, on the bankruptcy of any debtor, no creditor has any remedy against the debtor or the debtor's property, or shall commence or continue any action, execu-

Suspension des procédures en cas de faillite

**69.3** (1) Sous réserve des paragraphes (1.1) et (2) et des articles 69.4 et 69.5, à compter de la faillite du débiteur, ses créanciers n'ont aucun recours contre lui ou contre ses biens et ils ne peuvent intenter ou continuer aucune action,

tion or other proceedings, for the recovery of a claim provable in bankruptcy.

End of stay

(1.1) Subsection (1) ceases to apply in respect of a creditor on the day on which the trustee is discharged.

Secured creditors

(2) Subject to subsection (3), sections 79 and 127 to 135 and subsection 248(1), the bankruptcy of a debtor does not prevent a secured creditor from realizing or otherwise dealing with his or her security in the same manner as he or she would have been entitled to realize or deal with it if this section had not been passed, unless the court otherwise orders, but in so ordering the court shall not postpone the right of the secured creditor to realize or otherwise deal with his or her security, except as follows:

(*a*) in the case of a security for a debt that is due at the date the bankrupt became bankrupt or that becomes due not later than six months thereafter, that right shall not be postponed for more than six months from that date; and

(*b*) in the case of a security for a debt that does not become due until more than six months after the date the bankrupt became bankrupt, that right shall not be postponed for more than six months from that date, unless all instalments of interest that are more than six months in arrears are paid and all other defaults of more than six months standing are cured, and then only so long as no instalment of interest remains in arrears or defaults remain uncured for more than six months, but, in any event, not beyond the date at which the debt secured by the security becomes payable under the instrument or law creating the security.

Exception

(2.1) No order may be made under subsection (2) if the order would have the effect of preventing a secured creditor from realizing or otherwise dealing with financial collateral.

Secured creditors — aircraft objects

(3) If a secured creditor who holds security on aircraft objects under an agreement with the bankrupt is postponed from realizing or otherwise dealing with that security, the order under which the postponement is made is terminated

(*a*) if, after the order is made, the trustee defaults in protecting or maintaining the air-

mesure d'exécution ou autre procédure en vue du recouvrement de réclamations prouvables en matière de faillite.

Fin de la suspension

(1.1) Le paragraphe (1) cesse de s'appliquer à tout créancier le jour de la libération du syndic.

Créanciers garantis

(2) Sous réserve du paragraphe (3), des articles 79 et 127 à 135 et du paragraphe 248(1), la faillite d'un débiteur n'a pas pour effet d'empêcher un créancier garanti de réaliser sa garantie ou de faire toutes autres opérations à son égard tout comme il aurait pu le faire en l'absence du présent article, à moins que le tribunal n'en décide autrement. Tout report ordonné à cet égard doit toutefois être conforme aux règles suivantes :

*a*) dans le cas d'une garantie relative à une dette échue à la date où le failli est devenu tel ou qui le devient dans les six mois suivants, l'exercice des droits du créancier ne peut être reporté à plus de six mois après cette date;

*b*) dans le cas d'une garantie relative à une dette qui ne devient échue que plus de six mois après la date où le failli est devenu tel, l'exercice des droits du créancier peut être reporté à plus de six mois après cette date — mais en aucun cas au-delà de la date à laquelle la dette devient exigible en vertu de l'acte ou de la règle de droit instituant la garantie — seulement si tous les versements d'intérêts en souffrance depuis plus de six mois sont acquittés et si tous les autres manquements de plus de six mois sont réparés, et seulement tant qu'aucun versement d'intérêts ne demeure en souffrance, ou tant qu'aucun autre manquement ne reste sans réparation, pendant plus de six mois.

Exception

(2.1) L'ordonnance visée au paragraphe (2) ne peut avoir pour effet d'empêcher le créancier garanti de réaliser la garantie financière ou d'effectuer à l'égard de celle-ci toute autre opération.

Créanciers garantis — biens aéronautiques

(3) Dans le cas où le créancier titulaire, au titre d'un contrat conclu avec le failli, d'une garantie portant sur un bien aéronautique voit reporter son droit de réaliser sa garantie ou de faire toutes autres opérations à son égard, l'ordonnance opérant le report prend fin :

craft objects in accordance with the agreement;

(*b*) 60 days after the day on which the order is made unless, during that period, the trustee

(i) remedied the default of every other obligation under the agreement, other than a default constituted by the commencement of proceedings under this Act or the breach of a provision in the agreement relating to the bankrupt's financial condition, and

(ii) agreed to perform the obligations under the agreement, other than the bankrupt's obligation not to become insolvent or an obligation relating to the bankrupt's financial condition, until the day on which the secured creditor is able to realize or otherwise deal with his or her security; or

(*c*) if, during the period that begins 60 days after the day on which the order is made and ends on the day on which the secured creditor is able to realize or otherwise deal with his or her security, the trustee defaults in performing an obligation under the agreement, other than the bankrupt's obligation not to become insolvent or an obligation relating to the bankrupt's financial condition.

1992, c. 27, s. 36; 2005, c. 3, s. 14, c. 47, s. 62; 2007, c. 29, s. 96, c. 36, s. 36.

*a*) si, après son prononcé, le syndic manque à l'obligation prévue au contrat de préserver ou d'entretenir le bien;

*b*) si, à l'expiration d'un délai de soixante jours suivant son prononcé :

(i) il n'a pas remédié aux manquements aux autres obligations prévues au contrat, exception faite du manquement résultant de l'introduction d'une procédure intentée au titre de la présente loi ou de la contravention d'une stipulation du contrat relative à la situation financière du failli,

(ii) il ne s'est pas engagé à se conformer jusqu'à la date où le créancier peut réaliser sa garantie ou faire toutes autres opérations à son égard à toutes les obligations qui sont prévues au contrat, sauf l'obligation du failli de ne pas devenir insolvable ou toute autre obligation relative à la situation financière de celui-ci;

*c*) si, pendant la période commençant à l'expiration du délai de soixante jours et se terminant à la date où le créancier peut réaliser sa garantie ou faire toutes autres opérations à son égard, il manque à l'une des obligations prévues au contrat, sauf l'obligation du failli de ne pas devenir insolvable ou toute autre obligation relative à sa situation financière.

1992, ch. 27, art. 36; 2005, ch. 3, art. 14, ch. 47, art. 62; 2007, ch. 29, art. 96, ch. 36, art. 36.

Stay of proceedings — directors

**69.31** (1) Where a notice of intention under subsection 50.4(1) has been filed or a proposal has been made by an insolvent corporation, no person may commence or continue any action against a director of the corporation on any claim against directors that arose before the commencement of proceedings under this Act and that relates to obligations of the corporation where directors are under any law liable in their capacity as directors for the payment of such obligations, until the proposal, if one has been filed, is approved by the court or the corporation becomes bankrupt.

Suspension des procédures — administrateurs

**69.31** (1) Entre la date où une personne morale insolvable a déposé l'avis d'intention prévu au paragraphe 50.4(1) ou une proposition et la date d'approbation de la proposition ou celle de sa faillite, nul ne peut intenter ou continuer d'action contre les administrateurs relativement aux réclamations contre eux qui sont antérieures aux procédures intentées sous le régime de la présente loi et visent des obligations dont ils peuvent être, ès qualités, responsables en droit.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of an action against a director on a guarantee given by the director relating to the corporation's obligations or an action seeking injunctive relief against a director in relation to the corporation.

Exception

(2) La suspension ne s'applique toutefois pas aux actions contre les administrateurs pour les garanties qu'ils ont données relativement aux obligations de la personne morale ni aux mesures de la nature d'une injonction les visant au sujet de celle-ci.

Resignation or removal of directors

(3) Where all of the directors have resigned or have been removed by the shareholders without replacement, any person who manages or supervises the management of the business and affairs of the corporation shall be deemed to be a director for the purposes of this section.

1997, c. 12, s. 65.

Démission ou destitution des administrateurs

(3) Si tous les administrateurs démissionnent ou sont destitués par les actionnaires sans être remplacés, quiconque dirige ou supervise les activités commerciales et les affaires internes de la personne morale est réputé un administrateur pour l'application du présent article.

1997, ch. 12, art. 65.

Court may declare that stays, etc., cease

**69.4** A creditor who is affected by the operation of sections 69 to 69.31 or any other person affected by the operation of section 69.31 may apply to the court for a declaration that those sections no longer operate in respect of that creditor or person, and the court may make such a declaration, subject to any qualifications that the court considers proper, if it is satisfied

(*a*) that the creditor or person is likely to be materially prejudiced by the continued operation of those sections; or

(*b*) that it is equitable on other grounds to make such a declaration.

1992, c. 27, s. 36; 1997, c. 12, s. 65.

Déclaration de non-application

**69.4** Tout créancier touché par l'application des articles 69 à 69.31 ou toute personne touchée par celle de l'article 69.31 peut demander au tribunal de déclarer que ces articles ne lui sont plus applicables. Le tribunal peut, avec les réserves qu'il estime indiquées, donner suite à la demande s'il est convaincu que la continuation d'application des articles en question lui causera vraisemblablement un préjudice sérieux ou encore qu'il serait, pour d'autres motifs, équitable de rendre pareille décision.

1992, ch. 27, art. 36; 1997, ch. 12, art. 65.

Non-application of certain provisions

**69.41** (1) Sections 69 to 69.31 do not apply in respect of a claim referred to in subsection 121(4).

Précision

**69.41** (1) Les articles 69 à 69.31 ne s'appliquent pas aux réclamations visées au paragraphe 121(4).

No remedy, etc.

(2) Notwithstanding subsection (1), no creditor with a claim referred to in subsection 121(4) has any remedy, or shall commence or continue any action, execution or other proceeding, against

(*a*) property of a bankrupt that has vested in the trustee; or

(*b*) amounts that are payable to the estate of the bankrupt under section 68.

1997, c. 12, s. 65.

Recours interdits

(2) Malgré le paragraphe (1), le créancier d'une réclamation mentionnée au paragraphe 121(4) n'a aucun recours et ne peut intenter ou continuer d'actions, exécutions ou autres procédures relativement aux biens du failli dévolus au syndic ou aux montants à verser à l'actif de la faillite au titre de l'article 68.

1997, ch. 12, art. 65.

No stay, etc., in certain cases

**69.42** Despite anything in this Act, no provision of this Act shall have the effect of staying or restraining, and no order may be made under this Act staying or restraining,

(*a*) the exercise by the Minister of Finance or the Superintendent of Financial Institutions of any power, duty or function assigned to them by the *Bank Act*, the *Cooperative Credit Associations Act*, the *Insurance Companies Act* or the *Trust and Loan Companies Act*;

(*b*) the exercise by the Governor in Council, the Minister of Finance or the Canada De-

Restrictions

**69.42** Malgré les autres dispositions de la présente loi, aucune disposition de la présente loi ne peut avoir pour effet de suspendre ou restreindre et aucune ordonnance ne peut être rendue, pour suspendre ou restreindre :

*a*) l'exercice par le ministre des Finances ou par le surintendant des institutions financières des attributions qui leur sont conférées par la *Loi sur les banques*, la *Loi sur les associations coopératives de crédit*, la *Loi sur les sociétés d'assurances* ou la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*;

posit Insurance Corporation of any power, duty or function assigned to them by the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*; or

(*c*) the exercise by the Attorney General of Canada of any power, assigned to him or her by the *Winding-up and Restructuring Act*.

2001, c. 9, s. 574.

*b*) l'exercice par le gouverneur en conseil, le ministre des Finances ou la Société d'assurance-dépôts du Canada des attributions qui leur sont conférées par la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*;

*c*) l'exercice par le procureur général du Canada des pouvoirs qui lui sont conférés par la *Loi sur les liquidations et les restructurations*.

2001, ch. 9, art. 574.

Provincial legislation

**69.5** Except for paragraphs 69(1)(*c*) and (*d*) and 69.1(1)(*c*) and (*d*), sections 69 to 69.3 do not affect the operation of any provision of provincial legislation that has a similar purpose to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, where the sum

(*a*) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(*b*) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection,

and for the purpose of this section, the provision is, despite any Act of Canada or of a province or any other law, deemed to have the same effect and scope against any creditor, however secured, as subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* in respect of a sum referred to in paragraph (*a*), or as subsection 23(2) of the *Canada Pension Plan* in respect of a sum referred to in paragraph (*b*), and in respect of any related interest, penalties or other amounts.

1992, c. 27, s. 36; 2000, c. 30, s. 147.

Effet sur les lois provinciales

**69.5** À l'exception des alinéas 69(1)*c*) et *d*) et 69.1(1)*c*) et *d*), les articles 69 à 69.3 n'ont pas pour effet de porter atteinte à l'application de toute disposition législative provinciale dont l'objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, dans la mesure où elle prévoit la perception d'une somme, ou des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents, qui :

*a*) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d'un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

*b*) soit est de même nature qu'une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est « une province instituant un régime général de pensions » au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un « régime provincial de pensions » au sens de ce paragraphe.

Pour l'application du présent article, la disposition en question est réputée avoir, à l'encontre de tout créancier et malgré tout texte législatif fédéral ou provincial et toute règle de droit, la même portée et le même effet que le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* quant à la somme visée à l'alinéa *a*), ou que le paragraphe 23(2) du *Régime de pensions du Canada* quant à la somme visée à l'alinéa *b*), et quant aux intérêts, pénalités ou autres montants y afférents, quelle que soit la garantie dont bénéficie le créancier.

1992, ch. 27, art. 36; 2000, ch. 30, art. 147.

Meaning of "regulatory body"

**69.6** (1) In this section, "regulatory body" means a person or body that has powers, duties or functions relating to the enforcement or ad-

Définition de « organisme administratif »

**69.6** (1) Au présent article, « organisme administratif » s'entend de toute personne ou de tout organisme chargé de l'application d'une

ministration of an Act of Parliament or of the legislature of a province and includes a person or body that is prescribed to be a regulatory body for the purpose of this Act.

loi fédérale ou provinciale; y est assimilé toute personne ou tout organisme désigné à ce titre par les Règles générales.

Regulatory bodies — sections 69 and 69.1

(2) Subject to subsection (3), no stay provided by section 69 or 69.1 affects a regulatory body's investigation in respect of an insolvent person or an action, suit or proceeding that is taken in respect of the insolvent person by or before the regulatory body, other than the enforcement of a payment ordered by the regulatory body or the court.

Organisme administratif — suspensions prévues aux articles 69 ou 69.1

(2) Sous réserve du paragraphe (3), les suspensions prévues aux articles 69 ou 69.1 ne portent aucunement atteinte aux mesures — action, poursuite ou autre procédure — prises à l'égard de la personne insolvable par ou devant un organisme administratif, ni aux investigations auxquelles il procède à son sujet. Elles n'ont d'effet que sur l'exécution d'un paiement ordonné par lui ou le tribunal.

Exception

(3) On application by the insolvent person and on notice to the regulatory body and to the persons who are likely to be affected by the order, the court may order that subsection (2) not apply in respect of one or more of the actions, suits or proceedings taken by or before the regulatory body if in the court's opinion

(*a*) a viable proposal could not be made in respect of the insolvent person if that subsection were to apply; and

(*b*) it is not contrary to the public interest that the regulatory body be affected by the stay provided by section 69 or 69.1.

Exception

(3) Le tribunal peut par ordonnance, sur demande de la personne insolvable et sur préavis à l'organisme administratif et à toute personne qui sera vraisemblablement touchée par l'ordonnance, déclarer que le paragraphe (2) ne s'applique pas à l'une ou plusieurs des mesures prises par ou devant celui-ci, s'il est convaincu que, à la fois :

*a*) il ne pourrait être fait de proposition viable à l'égard de la personne insolvable si ce paragraphe s'appliquait;

*b*) la suspension demandée au titre des articles 69 ou 69.1 n'est pas contraire à l'intérêt public.

Declaration — enforcement of a payment

(4) If there is a dispute as to whether a regulatory body is seeking to enforce its rights as a creditor, the court may, on application by the insolvent person and on notice to the regulatory body, make an order declaring both that the regulatory body is seeking to enforce its rights as a creditor and that the enforcement of those rights is stayed.

2007, c. 36, s. 37.

Déclaration : organisme agissant à titre de créancier

(4) En cas de différend sur la question de savoir si l'organisme administratif cherche à faire valoir ses droits à titre de créancier dans le cadre de la mesure prise, le tribunal peut déclarer par ordonnance, sur demande de la personne insolvable et sur préavis à l'organisme, que celui-ci agit effectivement à ce titre et que la mesure est suspendue.

2007, ch. 36, art. 37.

### General Provisions

### Dispositions générales

Precedence of bankruptcy orders and assignments

**70.** (1) Every bankruptcy order and every assignment made under this Act takes precedence over all judicial or other attachments, garnishments, certificates having the effect of judgments, judgments, certificates of judgment, legal hypothecs of judgment creditors, executions or other process against the property of a bankrupt, except those that have been completely executed by payment to the creditor or the creditor's representative, and except the rights of a secured creditor.

Priorité des ordonnances de faillite et cessions

**70.** (1) Toute ordonnance de faillite rendue et toute cession faite en conformité avec la présente loi ont priorité sur toutes saisies, saisies-arrêts, certificats ayant l'effet de jugements, jugements, certificats de jugements, hypothèques légales résultant d'un jugement, procédures d'exécution ou autres procédures contre les biens d'un failli, sauf ceux qui ont été complètement réglés par paiement au créancier ou à son représentant, et sauf les droits d'un créancier garanti.

Costs

(2) Despite subsection (1), one bill of costs of a barrister or solicitor or, in the Province of Quebec, an advocate, including the executing officer's fees and land registration fees, shall be payable to the creditor who has first attached by way of garnishment or filed with the executing officer an attachment, execution or other process against the property of the bankrupt.

R.S., 1985, c. B-3, s. 70; 1992, c. 27, s. 37; 1997, c. 12, s. 66(F); 2004, c. 25, s. 44; 2005, c. 47, s. 63(E).

Frais

(2) Malgré le paragraphe (1), un seul mémoire de frais émanant d'un avocat, y compris les honoraires de l'huissier-exécutant et les droits d'enregistrement fonciers, est à payer au créancier qui a le premier mis la saisie-arrêt ou déposé entre les mains de l'huissier-exécutant une saisie, une procédure d'exécution ou une autre procédure contre les biens du failli.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 70; 1992, ch. 27, art. 37; 1997, ch. 12, art. 66(F); 2004, ch. 25, art. 44; 2005, ch. 47, art. 63(A).

Vesting of property in trustee

**71.** On a bankruptcy order being made or an assignment being filed with an official receiver, a bankrupt ceases to have any capacity to dispose of or otherwise deal with their property, which shall, subject to this Act and to the rights of secured creditors, immediately pass to and vest in the trustee named in the bankruptcy order or assignment, and in any case of change of trustee the property shall pass from trustee to trustee without any assignment or transfer.

R.S., 1985, c. B-3, s. 71; 1997, c. 12, s. 67; 2004, c. 25, s. 44.

Dévolution des biens au syndic

**71.** Lorsqu'une ordonnance de faillite est rendue, ou qu'une cession est produite auprès d'un séquestre officiel, le failli cesse d'être habile à céder ou autrement aliéner ses biens qui doivent, sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des droits des créanciers garantis, immédiatement passer et être dévolus au syndic nommé dans l'ordonnance de faillite ou dans la cession, et advenant un changement de syndic, les biens passent de syndic à syndic sans cession ni transfert quelconque.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 71; 1997, ch. 12, art. 67; 2004, ch. 25, art. 44.

Application of other substantive law

**72.** (1) The provisions of this Act shall not be deemed to abrogate or supersede the substantive provisions of any other law or statute relating to property and civil rights that are not in conflict with this Act, and the trustee is entitled to avail himself of all rights and remedies provided by that law or statute as supplementary to and in addition to the rights and remedies provided by this Act.

Application d'autres lois positives

**72.** (1) La présente loi n'a pas pour effet d'abroger ou de remplacer les dispositions de droit substantif d'une autre loi ou règle de droit concernant la propriété et les droits civils, non incompatibles avec la présente loi, et le syndic est autorisé à se prévaloir de tous les droits et recours prévus par cette autre loi ou règle de droit, qui sont supplémentaires et additionnels aux droits et recours prévus par la présente loi.

Operation of provincial law re documents executed under Act

(2) No bankruptcy order, assignment or other document made or executed under the authority of this Act shall, except as otherwise provided in this Act, be within the operation of any legislative enactment in force at any time in any province relating to deeds, mortgages, hypothecs, judgments, bills of sale, chattel mortgages, property or registration of documents affecting title to or liens or charges on real or personal property or immovables or movables.

R.S., 1985, c. B-3, s. 72; 1997, c. 12, s. 68(F); 2004, c. 25, s. 45.

Application de lois provinciales

(2) Nulle ordonnance de faillite, cession ou autre document fait ou souscrit sous l'autorité de la présente loi n'est, sauf disposition contraire de celle-ci, assujetti à l'application de toute loi en vigueur à toute époque dans une province relativement aux actes, hypothèques, jugements, actes de vente, biens ou enregistrements de pièces affectant le titre afférent aux biens, meubles ou immeubles, personnels ou réels, ou les privilèges ou charges sur ces biens.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 72; 1997, ch. 12, art. 68(F); 2004, ch. 25, art. 45.

Purchaser in good faith at sale protected

**73.** (1) An execution levied by seizure and sale of the property of a bankrupt is not invalid by reason only of its being an act of bankruptcy, and a person who purchases the property in good faith under a sale by the executing officer

Protection de l'acheteur de bonne foi à la vente

**73.** (1) Une exécution exercée par saisie et vente des biens d'un failli n'est pas invalide pour le seul motif qu'elle est un acte de faillite, et une personne qui achète de bonne foi ces biens à une vente faite par l'huissier-exécutant

acquires a good title to the property against the trustee.

Executing officer to deliver property of bankrupt to trustee

(2) If an assignment or a bankruptcy order has been made, the executing officer or other officer of any court or any other person having seized property of the bankrupt under execution or attachment or any other process shall, on receiving a copy of the assignment or the bankruptcy order certified by the trustee as a true copy, immediately deliver to the trustee all the property of the bankrupt in their hands.

In case of executing officer's sale

(3) If the executing officer has sold the property or any part of the property of a bankrupt, the executing officer shall deliver to the trustee the money so realized less the executing officer's fees and the costs referred to in subsection 70(2).

Effect of bankruptcy on seizure of property for rent or taxes

(4) Any property of a bankrupt under seizure for rent or taxes shall on production of a copy of the bankruptcy order or the assignment certified by the trustee as a true copy be delivered without delay to the trustee, but the costs of distress or, in the Province of Quebec, the costs of seizure are a security on the property ranking ahead of any other security on it, and, if the property or any part of it has been sold, the money realized from the sale less the costs of distress, or seizure, and sale shall be paid to the trustee.

R.S., 1985, c. B-3, s. 73; 1997, c. 12, s. 69(F); 2004, c. 25, s. 46.

Registration of bankruptcy order or assignment

**74.** (1) Every bankruptcy order, or a true copy certified by the registrar or other officer of the court that made it, and every assignment, or a true copy certified by the official receiver, may be registered by or on behalf of the trustee in respect of the whole or any part of any real property in which the bankrupt has any interest or estate, or in respect of the whole or any part of any immovable in which the bankrupt has any right, in the registry office in which, according to the law of the province in which the real property or immovable is situated, deeds or transfers of title and other documents relating to real property, an immovable or any interest or estate in real property or any right in an immovable may be registered.

Effect of registration

(2) If a bankrupt is the registered owner of any real property or immovable or the regis-

acquiert un titre valable à ces biens contre le syndic.

Remise par l'huissier-exécutant des biens au syndic

(2) Lorsqu'il a été fait une cession ou qu'il a été rendu une ordonnance de faillite, l'huissier-exécutant ou tout autre fonctionnaire d'un tribunal ou toute autre personne ayant saisi des biens du failli en vertu d'une procédure d'exécution, d'une saisie-arrêt ou de toute autre procédure, sur réception d'une copie de la cession ou de l'ordonnance de faillite certifiée conforme par le syndic, livre immédiatement au syndic tous les biens du failli qu'il a en sa possession.

Dans le cas de vente par l'huissier-exécutant

(3) Lorsque l'huissier-exécutant a vendu les biens du failli ou une partie de ces biens, il remet au syndic les sommes d'argent qu'il a ainsi réalisées, moins ses honoraires et les frais mentionnés au paragraphe 70(2).

Effet d'une faillite sur la saisie de biens pour loyer ou taxes

(4) Sur production d'une copie de l'ordonnance de faillite ou de la cession, que le syndic a certifiée conforme, tout bien d'un failli saisi pour loyer ou pour taxes est remis sans délai au syndic; mais les frais de saisie constituent une sûreté de premier rang sur ces biens et, en cas de vente de tout ou partie des biens, le produit de celle-ci, moins les frais de la saisie et de la vente, est remis au syndic.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 73; 1997, ch. 12, art. 69(F); 2004, ch. 25, art. 46.

Enregistrement de l'ordonnance de faillite ou de la cession

**74.** (1) Toute ordonnance de faillite, ou une copie conforme d'une telle ordonnance certifiée par le registraire ou par un autre fonctionnaire du tribunal qui l'a rendue, et chaque cession, ou une copie conforme de celle-ci certifiée par le séquestre officiel, peuvent être enregistrées par le syndic ou en son nom, relativement à la totalité ou à une partie de tout immeuble sur lequel le failli a un droit ou de tout bien réel sur lequel le failli a un domaine ou intérêt, au bureau où, selon le droit de la province dans laquelle est situé le bien, peuvent être enregistrés des actes ou des transferts de titres, ainsi que d'autres documents relatifs à des immeubles ou des biens réels ou aux droits ou intérêts ou domaines afférents.

Effet de l'enregistrement

(2) Lorsqu'un failli est le propriétaire enregistré d'un immeuble ou d'un bien réel ou est le

tered holder of any charge, the trustee, on registration of the documents referred to in subsection (1), is entitled to be registered as owner of the real property or immovable or holder of the charge free of all encumbrances or charges mentioned in subsection 70(1).

détenteur enregistré d'une charge, le syndic, lors de l'enregistrement des documents mentionnés au paragraphe (1), a le droit d'être enregistré comme propriétaire de l'immeuble ou du bien réel ou détenteur de la charge, libre de toutes charges mentionnées au paragraphe 70(1).

Caveat may be filed

(3) If a bankrupt owns any real property or immovable or holds any charge registered in a land registry office or has or is believed to have any interest, estate or right in any of them, and for any reason a copy of the bankruptcy order or assignment has not been registered as provided in subsection (1), a caveat or caution may be filed with the official in charge of the land registry by the trustee, and any registration made after the filing of the caveat or caution in respect of the real property, immovable or charge is subject to the caveat or caution unless it has been removed or cancelled under the provisions of the Act under which the real property, immovable, charge, interest, estate or right is registered.

Dépôt d'une mise en garde

(3) Lorsqu'un failli est propriétaire d'un immeuble ou d'un bien réel, ou détenteur d'une charge, enregistrés ou qu'il détient ou est réputé détenir un intérêt, un domaine ou un droit sur un tel bien, et que, pour une raison quelconque, une copie de l'ordonnance de faillite ou de la cession n'a pas été enregistrée en conformité avec le paragraphe (1), une mise en garde ou un avis peut être déposé par le syndic auprès du fonctionnaire responsable de l'enregistrement. Tout enregistrement subséquent le visant est assujetti à une telle mise en garde ou à un tel avis, à moins qu'il n'ait été révoqué ou annulé en vertu de la loi sous le régime de laquelle le bien, la charge, l'intérêt, le domaine ou le droit ont été enregistrés.

Duty of official

(4) Every official to whom a trustee tenders or causes to be tendered for registration any bankruptcy order, assignment or other document shall register it according to the ordinary procedure for registering within the official's office documents relating to real property or immovables.

Obligation des fonctionnaires

(4) Le fonctionnaire à qui un syndic présente ou fait présenter pour enregistrement une ordonnance de faillite, cession ou autre pièce l'enregistre suivant la procédure ordinaire suivie à son bureau pour l'enregistrement des pièces relatives aux immeubles ou biens réels.

R.S., 1985, c. B-3, s. 74; 1997, c. 12, s. 70; 2004, c. 25, s. 47; 2005, c. 47, s. 64(E).

L.R. (1985), ch. B-3, art. 74; 1997, ch. 12, art. 70; 2004, ch. 25, art. 47; 2005, ch. 47, art. 64(A).

Law of province to apply in favour of purchaser for value

**75.** Despite anything in this Act, a deed, transfer, agreement for sale, mortgage, charge or hypothec made to or in favour of a *bona fide* purchaser, mortgagee or hypothecary creditor for adequate valuable consideration and covering any real property or immovable affected by a bankruptcy order or an assignment under this Act is valid and effectual according to the tenor of the deed, transfer, agreement for sale, mortgage, charge or hypothec and according to the laws of the province in which the property is situated as fully and effectually and to all intents and purposes as if no bankruptcy order or assignment had been made under this Act, unless the bankruptcy order or assignment, or notice of the order or assignment, or caution, has been registered against the property in the proper office prior to the registration of the deed, transfer, agreement for sale, mortgage, charge

Application de la loi provinciale en faveur de l'acheteur moyennant valeur

**75.** Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, un acte, transfert, contrat de vente, charge ou hypothèque, consenti à un acheteur ou à un créancier hypothécaire de bonne foi, ou consenti en sa faveur, pour contrepartie valable et suffisante, et couvrant des immeubles ou des biens réels visés par une ordonnance de faillite ou une cession en vertu de la présente loi, est valable et efficace selon sa teneur et selon les lois de la province dans laquelle ces biens sont situés, aussi pleinement et efficacement, et pour toutes fins et intentions, que si aucune ordonnance de faillite n'avait été rendue ou cession faite en vertu de la présente loi, à moins que l'ordonnance de faillite, la cession, ou un avis de cette ordonnance ou de cette cession, ou un avis, n'ait été enregistré contre les biens au bureau approprié, antérieurement à l'enregistrement de l'acte, du transfert, du contrat de vente,

or hypothec in accordance with the laws of the province in which the property is situated.

R.S., 1985, c. B-3, s. 75; 2001, c. 4, s. 28(F); 2004, c. 25, s. 47.

de la charge ou de l'hypothèque, conformément aux lois de la province où sont situés les biens.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 75; 2001, ch. 4, art. 28(F); 2004, ch. 25, art. 47.

Property not to be removed from province

**76.** No property of a bankrupt shall be removed out of the province in which the property was at the date when the bankruptcy order or assignment was made, without the permission of the inspectors or an order of the court in which proceedings under this Act are being carried on or within the jurisdiction in which the property is situated.

R.S., 1985, c. B-3, s. 76; 2004, c. 25, s. 47.

Interdiction de transporter un bien hors de la province

**76.** Aucun bien d'un failli ne peut être transporté hors de la province où se trouvait ce bien à la date à laquelle l'ordonnance de faillite a été rendue ou la cession a été faite, sans la permission des inspecteurs ou sans une ordonnance du tribunal devant lequel se poursuivent les procédures en exécution de la présente loi ou dans le ressort duquel ce bien est situé.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 76; 2004, ch. 25, art. 47.

Contributory shareholders

**77.** (1) Every shareholder or member of a bankrupt corporation is liable to contribute the amount unpaid on his shares of the capital or on his liability to the corporation, its members or creditors, as the case may be, under the Act, charter or instrument of incorporation of the company or otherwise.

Actionnaires contributaires

**77.** (1) Tout actionnaire ou membre d'une personne morale en faillite est tenu de verser le montant impayé de ses actions du capital ou de ses engagements envers la personne morale ou envers ses membres ou créanciers, selon le cas, sous le régime de la loi, de la charte ou de l'acte constitutif de la compagnie, ou autrement.

Liability of contributory an asset

(2) The amount that the contributory is liable to contribute under subsection (1) shall be deemed an asset of the corporation and a debt payable to the trustee forthwith on the bankruptcy of the corporation.

R.S., 1985, c. B-3, s. 77; 1999, c. 31, s. 22(F).

Responsabilité du contributaire

(2) La somme que le contributaire est tenu de verser aux termes du paragraphe (1) est réputée un avoir de la personne morale et une créance payable au syndic, dès que cette personne morale est en faillite.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 77; 1999, ch. 31, art. 22(F).

Bank must notify trustee

**78.** Where a banker has ascertained that a person having an account with the banker is an undischarged bankrupt, it is his duty forthwith to inform the trustee of the existence of the account, and thereafter the banker shall not make any payments out of the account, except under an order of the court or in accordance with instructions from the trustee, unless on the expiration of one month from the date of giving the information no instructions have been received from the trustee.

R.S., c. B-3, s. 56.

La banque doit avertir le syndic

**78.** Lorsqu'un banquier a constaté qu'une personne ayant un compte chez lui est un failli non libéré, il est de son devoir d'avertir immédiatement le syndic de l'existence de ce compte, et il ne peut dès lors faire aucun paiement sur ce compte, sauf sur une ordonnance du tribunal ou conformément aux instructions du syndic, à moins qu'à l'expiration d'un mois à compter de la date où le renseignement est fourni, le syndic ne lui ait pas donné d'instructions.

S.R., ch. B-3, art. 56.

Inspection of property held in pledge

**79.** Where property of a bankrupt is held as a pledge, hypothec, pawn or other security, the trustee may give notice in writing of the trustee's intention to inspect the property, and the person so notified is not thereafter entitled to realize the security until the person has given the trustee a reasonable opportunity of inspecting the property and of exercising the trustee's right of redemption.

R.S., 1985, c. B-3, s. 79; 1997, c. 12, s. 71.

Inspection de biens tenus en nantissement

**79.** Lorsque des biens d'un failli sont détenus, à titre de gage, hypothèque, nantissement ou autre garantie, le syndic peut donner avis par écrit de son intention de les examiner; l'intéressé ne peut, dès lors, réaliser sa garantie avant d'avoir fourni au syndic une occasion raisonnable de faire l'inspection et d'exercer son droit de rachat.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 79; 1997, ch. 12, art. 71.

Protection of trustee

**80.** If the trustee has seized or disposed of property in the possession or on the premises of a bankrupt without notice of any claim in respect of the property and after the seizure or disposal it is made to appear that the property, at the date of the bankruptcy, was not the property of the bankrupt or was subject to an unregistered security or charge, the trustee is not personally liable for any loss or damage arising from the seizure or disposal sustained by any person claiming the property, interest in property or, in the Province of Quebec, a right in property, or for the costs of proceedings taken to establish a claim to that property, interest or right, unless the court is of opinion that the trustee has been negligent with respect to the trustee's duties in relation to the property.

R.S., 1985, c. B-3, s. 80; 1997, c. 12, s. 71; 2004, c. 25, s. 48.

Protection du syndic

**80.** Lorsque le syndic a saisi des biens en la possession ou dans le local d'un failli, ou en a disposé, sans qu'ait été donné avis de réclamation relativement aux biens, et lorsqu'il est démontré que, à la date de la faillite, les biens n'étaient pas la propriété du failli ou étaient grevés d'une sûreté ou d'une charge non enregistrée, le syndic ne peut être tenu personnellement responsable du préjudice résultant de cette saisie ou disposition et subi par une personne réclamant ces biens, un intérêt ou, dans la province de Québec, un droit sur ces biens, ni des frais de procédures intentées pour établir une réclamation à cet égard, à moins que le tribunal ne soit d'avis que le syndic a été négligent en ce qui concerne ses obligations à l'égard des biens.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 80; 1997, ch. 12, art. 71; 2004, ch. 25, art. 48.

Persons claiming property in possession of bankrupt

**81.** (1) Where a person claims any property, or interest therein, in the possession of a bankrupt at the time of the bankruptcy, he shall file with the trustee a proof of claim verified by affidavit giving the grounds on which the claim is based and sufficient particulars to enable the property to be identified.

Personnes réclamant des biens en possession d'un failli

**81.** (1) Lorsqu'une personne réclame des biens, ou un intérêt dans des biens, en la possession du failli au moment de la faillite, elle doit produire au syndic une preuve de réclamation attestée par affidavit indiquant les motifs à l'appui de la réclamation et des détails suffisants pour permettre l'identification des biens.

How claim disposed of

(2) The trustee with whom a proof of claim is filed under subsection (1) shall within 15 days after the filing of the claim or within 15 days after the first meeting of creditors, whichever is the later, either admit the claim and deliver possession of the property to the claimant or send notice in the prescribed manner to the claimant that the claim is disputed, with the trustee's reasons for disputing it, and, unless the claimant appeals the trustee' decision to the court within 15 days after the sending of the notice of dispute, the claimant is deemed to have abandoned or relinquished all his or her right to or interest in the property to the trustee who may then sell or dispose of the property free of any right, title or interest of the claimant.

Comment disposer de la réclamation produite

(2) Lorsqu'il reçoit une preuve de réclamation produite en vertu du paragraphe (1), le syndic doit, dans les quinze jours qui suivent la réception ou, si elle est postérieure, la première assemblée de créanciers, soit admettre la réclamation et mettre le réclamant en possession des biens, soit informer ce dernier, par avis envoyé de la manière prescrite, qu'il conteste la réclamation, moyens à l'appui; à moins que le réclamant n'en appelle au tribunal dans les quinze jours qui suivent l'envoi de l'avis de contestation, il est censé avoir délaissé ou abandonné tout droit ou intérêt sur ces biens en faveur du syndic, qui peut dès lors les vendre ou les aliéner sans que le réclamant retienne quelque droit, titre ou intérêt en l'espèce.

Onus on claimant

(3) The onus of establishing a claim to or in property under this section is on the claimant.

Fardeau de la preuve

(3) La charge d'établir une réclamation sur des biens, sous l'autorité du présent article, incombe au réclamant.

Require proof of claim

(4) The trustee may send notice in the prescribed manner to any person to prove his or her claim to or in property under this section, and, unless that person files with the trustee a proof of claim, in the prescribed form, within

Production de la preuve

(4) Le syndic peut, par avis envoyé de la manière prescrite, demander à toute personne de prouver sa réclamation sur des biens en vertu du présent article; à moins que cette personne ne produise au syndic une preuve de ré-

15 days after the sending of the notice, the trustee may then, with the leave of the court, sell or dispose of the property free of any right, title or interest of that person.

clamation en la forme prescrite, dans les quinze jours qui suivent l'envoi de l'avis, le syndic peut dès lors, avec l'autorisation du tribunal, vendre ce bien ou l'aliéner sans que cette personne retienne quelque droit, titre ou intérêt en l'espèce.

No other proceeding to be instituted

(5) No proceedings shall be instituted to establish a claim to, or to recover any right or interest in, any property in the possession of a bankrupt at the time of the bankruptcy, except as provided in this section.

(5) Nulle procédure ne peut être intentée pour établir une réclamation ou pour recouvrer un droit ou un intérêt à l'égard d'un bien en la possession d'un failli au moment de la faillite, sauf disposition contraire du présent article.

Nulle autre procédure

Rights of others not extended

(6) Nothing in this section shall be construed as extending the rights of any person other than the trustee.

(6) Le présent article n'a pas pour effet d'étendre les droits de personnes autres que le syndic.

Les droits d'autres personnes ne sont pas étendus

R.S., 1985, c. B-3, s. 81; 2005, c. 47, s. 65.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 81; 2005, ch. 47, art. 65.

Right of unpaid supplier to repossess goods

**81.1** (1) Subject to this section, if a person (in this section referred to as the "supplier") has sold to another person (in this section referred to as the "purchaser") goods for use in relation to the purchaser's business and delivered the goods to the purchaser or to the purchaser's agent or mandatary, and the purchaser has not fully paid for the goods, the supplier may have access to and repossess the goods at the supplier's own expense, and the purchaser, trustee or receiver, or the purchaser's agent or mandatary, as the case may be, shall release the goods, if

(*a*) the supplier presents a written demand for repossession to the purchaser, trustee or receiver, in the prescribed form and containing the details of the transaction, within a period of 15 days after the day on which the purchaser became bankrupt or became a person who is subject to a receivership;

(*b*) the goods were delivered within 30 days before the day on which the purchaser became bankrupt or became a person who is subject to a receivership;

(*c*) at the time when the demand referred to in paragraph (*a*) is presented, the goods

(i) are in the possession of the purchaser, trustee or receiver,

(ii) are identifiable as the goods delivered by the supplier and not fully paid for,

(iii) are in the same state as they were on delivery,

(iv) have not been resold at arms' length, and

**81.1** (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le fournisseur qui a vendu à un acheteur, qui ne les lui a pas payées au complet, des marchandises destinées à être utilisées dans le cadre des affaires de celui-ci et qui les a livrées à celui-ci ou à son mandataire peut avoir accès à ces marchandises — l'acheteur, le syndic, le séquestre ou le mandataire étant tenu d'accorder mainlevée à cet égard — et en reprendre possession à ses propres frais, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

Droit du fournisseur impayé

*a*) dans les quinze jours suivant la date à laquelle l'acheteur fait faillite ou fait l'objet d'une mise sous séquestre, il présente à l'acheteur, au syndic ou au séquestre, en la forme prescrite, une demande écrite à cet effet contenant les détails de la transaction;

*b*) les marchandises ont été livrées dans les trente jours précédant cette date;

*c*) au moment de la présentation de la demande, les marchandises sont en la possession de l'acheteur, du syndic ou du séquestre, peuvent être identifiées comme celles qui ont été livrées par le fournisseur et ne lui ont pas été payées au complet, sont dans le même état qu'au moment de leur livraison, n'ont pas été revendues à une personne sans lien de dépendance et ne font pas l'objet d'une promesse de vente à une personne sans lien de dépendance;

*d*) ni l'acheteur, ni le syndic, ni le séquestre n'ont, dès la présentation de la demande, acquitté le solde impayé.

(v) are not subject to any agreement for sale at arms' length; and

(*d*) the purchaser, trustee or receiver does not, forthwith after the demand referred to in paragraph (*a*) is presented, pay to the supplier the entire balance owing.

Where goods have been partly paid for

(2) Where, at the time when the demand referred to in paragraph (1)(*a*) is presented, the goods have been partly paid for, the supplier's right to repossess under subsection (1) shall be read as a right

(*a*) to repossess a portion of the goods proportional to the unpaid amount; or

(*b*) to repossess all of the goods on paying to the purchaser, trustee or receiver an amount equal to the partial payment previously made to the supplier.

En cas de paiement partiel

(2) Si, au moment de la présentation de la demande, l'acheteur a déjà payé une partie des marchandises, le fournisseur peut :

*a*) soit reprendre possession de la partie des biens correspondant au solde impayé;

*b*) soit reprendre possession de la totalité des biens sur remboursement du paiement partiel à l'acheteur, au syndic ou au séquestre, selon le cas.

(3) [Repealed, 1999, c. 31, s. 23]

(3) [Abrogé, 1999, ch. 31, art. 23]

If notice of intention or proposal was filed

(4) If a notice of intention under section 50.4 or a proposal was filed in respect of the purchaser after the delivery of the goods to the purchaser and before the purchaser became bankrupt or became a person who is subject to a receivership, the 30-day period referred to in paragraph (1)(*b*) is the 30-day period before the filing of the notice of intention or, if there was no notice of intention, the filing of the proposal.

Dépôt d'un avis d'intention ou d'une proposition

(4) En cas de dépôt, à l'égard de l'acheteur, d'un avis d'intention aux termes de l'article 50.4 ou d'une proposition après la livraison des marchandises à celui-ci, mais avant qu'il fasse faillite ou fasse l'objet d'une mise sous séquestre, la date visée à l'alinéa (1)*b*) est réputée être celle du dépôt de l'avis ou de la proposition, selon la première des deux éventualités à survenir.

Expiry of supplier's right

(5) A supplier's right to repossess goods under this section expires if not exercised within the 15-day period referred to in paragraph (1)(*a*), unless the period is extended before its expiry by the trustee or receiver, or by the court.

Extinction des droits

(5) Le droit de reprise de possession accordé au fournisseur par le présent article s'éteint s'il n'a pas été exercé dans le délai de quinze jours visé à l'alinéa (1)*a*); ce délai peut toutefois être prorogé avant expiration par le syndic, le séquestre ou le tribunal.

Ranks above other claims

(6) Notwithstanding any other federal or provincial Act or law, a supplier's right to repossess goods pursuant to this section ranks above every other claim or right against the purchaser in respect of those goods, other than the right of a *bona fide* subsequent purchaser of the goods for value without notice that the supplier had demanded repossession of the goods.

Rang

(6) Par dérogation à toute autre loi fédérale, à toute loi provinciale ou à toute règle de droit, le droit de reprise de possession a préséance sur tout autre droit ou réclamation qu'on pourrait faire valoir contre l'acheteur en rapport avec les marchandises en cause, à l'exception du droit d'un acheteur qui a subséquemment acquis les biens de bonne foi et pour valeur, ignorant que le fournisseur avait demandé d'en reprendre possession.

Application to court for directions

(7) The purchaser, trustee or receiver may apply to the court for directions in relation to any matter relating to this section, and the court shall give, in writing, such directions, if any, as it considers proper in the circumstances.

Instructions du tribunal

(7) Le tribunal donne par écrit à l'acheteur, au syndic ou au séquestre qui lui a fait la demande les instructions qu'il estime indiquées dans les circonstances relativement à toute

Supplier may appeal to court

(8) Where a supplier is aggrieved by any act, omission or decision of the purchaser, trustee or receiver, the supplier may apply to the court and the court may make such order as it considers proper in the circumstances.

Droit d'appel

(8) À la demande du fournisseur qui est lésé par un acte, une omission ou une décision de l'acheteur, du syndic ou du séquestre, le tribunal peut rendre à ce sujet toute ordonnance qu'il estime indiquée dans les circonstances.

Other rights saved

(9) Nothing in subsection (7) or (8) precludes a person from exercising any right that the person may have under subsection 34(1) or section 37.

Autres droits

(9) Les paragraphes (7) et (8) n'ont pas pour effet de limiter l'exercice des droits prévus au paragraphe 34(1) et à l'article 37.

No payment

(10) A supplier who repossesses goods pursuant to this section is not entitled to be paid for those goods.

Paiement

(10) Le fournisseur qui se prévaut de son droit de reprise de possession aux termes du présent article n'a plus droit au paiement des marchandises en cause.

Provincial rights saved

(11) Nothing in this section precludes a supplier from exercising any right that the supplier may have under the law of a province.

Droit provincial

(11) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher le fournisseur d'exercer les droits que lui confère le droit provincial.

Definitions

(12) The following definitions apply in this section.

Définitions

(12) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

"person who is subject to a receivership" « *mise sous séquestre* »

"person who is subject to a receivership" means a person in respect of whom any property is under the possession or control of a receiver.

« mise sous séquestre » "*person who is subject to a receivership*"

« mise sous séquestre » Se dit d'une personne dont tout bien est en la possession ou sous la responsabilité d'un séquestre.

"receiver" « *séquestre* »

"receiver" means a receiver within the meaning of subsection 243(2).

« séquestre » "*receiver*"

« séquestre » Séquestre au sens du paragraphe 243(2).

1992, c. 27, s. 38; 1999, c. 31, s. 23; 2005, c. 47, s. 66.

1992, ch. 27, art. 38; 1999, ch. 31, art. 23; 2005, ch. 47, art. 66.

Special right for farmers, fishermen and aquaculturists

**81.2** (1) Where

(*a*) a farmer has sold and delivered products of agriculture, a fisherman has sold and delivered products of the sea, lakes and rivers, or an aquaculturist has sold and delivered products of aquaculture, to another person (in this section referred to as the "purchaser") for use in relation to the purchaser's business,

(*b*) the products were delivered to the purchaser within the fifteen day period preceding

(i) the day on which the purchaser became bankrupt, or

(ii) the first day on which there was a receiver, within the meaning of subsection 243(2), in relation to the purchaser,

(*c*) as of the day referred to in subparagraph (*b*)(i) or (ii), the farmer, fisherman or aquaculturist

Cas des agriculteurs, des pêcheurs et des aquiculteurs

**81.2** (1) Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit fédérale ou provinciale, la réclamation de l'agriculteur, du pêcheur ou de l'aquiculteur qui a vendu et livré à un acheteur des produits agricoles, aquatiques ou aquicoles destinés à être utilisés dans le cadre des affaires de celui-ci est garantie, à compter de la date visée aux sous-alinéas *a*)(i) ou (ii), par une sûreté portant sur la totalité du stock appartenant à l'acheteur ou détenu par lui à la même date; la sûreté a priorité sur tout autre droit, sûreté, charge ou réclamation — peu importe sa date de naissance — relatif au stock de l'acheteur, sauf sur le droit du fournisseur à la reprise de possession de marchandises aux termes de l'article 81.1; la garantie reconnue par le présent article n'est valable que si, à la fois :

*a*) les produits en question ont été livrés à l'acheteur dans les quinze jours précédant :

(i) soit la date à laquelle l'acheteur est devenu un failli,

culturist has not been fully paid for the products, and

(*d*) the farmer, fisherman or aquaculturist files a proof of claim in the prescribed form in respect of the unpaid amount with the trustee or receiver, as the case may be, within thirty days after the day referred to in subparagraph (*b*)(i) or (ii),

the claim of the farmer, fisherman or aquaculturist for the unpaid amount in respect of the products is secured by security on all the inventory of or held by the purchaser as of the day referred to in subparagraph (*b*)(i) or (ii), and the security ranks above every other claim, right, charge or security against that inventory, regardless of when that other claim, right, charge or security arose, except a supplier's right, under section 81.1, to repossess goods, despite any other federal or provincial Act or law; and if the trustee or receiver, as the case may be, takes possession or in any way disposes of inventory covered by the security, the trustee or receiver is liable for the claim of the farmer, fisherman or aquaculturist to the extent of the net amount realized on the disposition of that inventory, after deducting the cost of realization, and is subrogated in and to all rights of the farmer, fisherman or aquaculturist to the extent of the amounts paid to them by the trustee or receiver.

(ii) soit la date à laquelle une personne a commencé à agir, à l'égard de l'acheteur, à titre de séquestre au sens du paragraphe 243(2);

*b*) les produits en question n'ont pas, à la date visée aux sous-alinéas *a*)(i) ou (ii), été payés au complet;

*c*) l'agriculteur, le pêcheur ou l'aquiculteur a déposé une preuve de réclamation en la forme prescrite pour le solde impayé auprès du syndic ou du séquestre dans les trente jours suivant la date visée aux sous-alinéas *a*)(i) ou (ii).

Le syndic ou le séquestre qui prend possession ou dispose des stocks grevés par la sûreté est responsable de la réclamation de l'agriculteur, du pêcheur ou de l'aquiculteur jusqu'à concurrence du produit net de la réalisation, déduction faite des frais de réalisation, et est subrogé dans tous leurs droits jusqu'à concurrence des sommes ainsi payées.

Definitions

(2) In this section,

"aquaculture" « *aquiculture* »

"aquaculture" means the cultivation of aquatic plants and animals;

"aquaculture operation" « *exploitation aquicole* »

"aquaculture operation" means any premises or site where aquaculture is carried out;

"aquaculturist" « *aquiculteur* »

"aquaculturist" includes the owner, occupier, lessor and lessee of an aquaculture operation;

"aquatic plants and animals" « *organismes animaux et végétaux aquatiques* »

"aquatic plants and animals" means plants and animals that, at most stages of their development or life cycles, live in an aquatic environment;

"farm" « *ferme* »

"farm" means land in Canada used for the purpose of farming, which term includes livestock raising, dairying, bee-keeping, fruit growing, the growing of trees and all tillage of the soil;

"farmer" « *agriculteur* »

"farmer" includes the owner, occupier, lessor and lessee of a farm;

Définitions

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« agriculteur » "*farmer*"

« agriculteur » Est assimilé à l'agriculteur le propriétaire, l'occupant, le locateur ou le locataire d'une ferme.

« aquiculteur » "*aquaculturist*"

« aquiculteur » Est assimilé à l'aquiculteur le propriétaire, l'occupant, le locateur ou le locataire d'une exploitation aquicole.

« aquiculture » "*aquaculture*"

« aquiculture » Élevage ou culture d'organismes animaux et végétaux aquatiques.

« exploitation aquicole » "*aquaculture operation*"

« exploitation aquicole » Endroit où l'aquiculture est pratiquée.

« ferme » "*farm*"

« ferme » Terre située au Canada utilisée pour l'exercice d'une des activités de l'agriculture, et notamment pour l'élevage du bétail, l'industrie laitière, l'apiculture, la production fruitière, l'arboriculture et toute culture du sol.

"fish" « *poisson* »
"fish" includes shellfish, crustaceans and marine animals;

"fisherman" « *pêcheur* »
"fisherman" means a person whose business consists in whole or in part of fishing;

"fishing" « *pêche* »
"fishing" means fishing for or catching fish by any method;

"products of agriculture" « *produits agricoles* »
"products of agriculture" includes

(*a*) grain, hay, roots, vegetables, fruits, other crops and all other direct products of the soil, and

(*b*) honey, livestock (whether alive or dead), dairy products, eggs and all other indirect products of the soil;

"products of aquaculture" « *produits aquicoles* »
"products of aquaculture" includes all cultivated aquatic plants and animals;

"products of the sea, lakes and rivers" « *produits aquatiques* »
"products of the sea, lakes and rivers" includes fish of all kinds, marine and freshwater organic and inorganic life and any substances extracted or derived from any water, but does not include products of aquaculture.

Interpretation — products and by-products
(3) For the purposes of this section, each thing included in the following terms as defined in subsection (2), namely,

(*a*) "products of agriculture",

(*b*) "products of aquaculture", and

(*c*) "products of the sea, lakes and rivers",

comprises that thing in any form or state and any part thereof and any product or by-product thereof or derived therefrom.

Section 81.1 applies
(4) For greater certainty, "goods" in section 81.1 includes products of agriculture, products of the sea, lakes and rivers, and products of aquaculture.

Other rights saved
(5) Nothing in this section precludes a farmer, fisherman or aquaculturist from exercising

« organismes animaux et végétaux aquatiques » "*aquatic plants and animals*"
« organismes animaux et végétaux aquatiques » Plantes ou animaux qui, à la plupart des étapes de leur développement, ont comme habitat naturel l'eau.

« pêche » "*fishing*"
« pêche » L'action de prendre ou de chercher à prendre du poisson, quels que soient les moyens employés.

« pêcheur » "*fisherman*"
« pêcheur » Personne dont l'activité professionnelle est, uniquement ou partiellement, la pêche.

« poisson » "*fish*"
« poisson » Sont assimilés à des poissons les crustacés et coquillages ainsi que les animaux aquatiques.

« produits agricoles » "*products of agriculture*"
« produits agricoles » Sont compris parmi les produits agricoles :

*a*) grains, foin, racines, légumes, fruits, autres récoltes et tout autre produit direct du sol;

*b*) miel, animaux de ferme — sur pied ou abattus —, produits laitiers, œufs et tout autre produit indirect du sol.

« produits aquatiques » "*products of the sea, lakes and rivers*"
« produits aquatiques » Poisson de toute espèce, êtres organiques et inorganiques vivant dans la mer et les eaux douces, et toute substance extraite ou tirée des eaux, à l'exception des produits aquicoles.

« produits aquicoles » "*products of aquaculture*"
« produits aquicoles » Tout organisme animal ou végétal aquatique, élevé ou cultivé.

Interprétation
(3) Pour l'application du présent article, tout élément compris dans les définitions suivantes, prévues au paragraphe (2), s'entend également de cet élément ou de ses parties, quel qu'en soit la forme ou l'état, ainsi que des produits, sous-produits et dérivés qui en sont tirés :

*a*) « produits agricoles »;

*b*) « produits aquatiques »;

*c*) « produits aquicoles ».

Application de l'article 81.1
(4) Il demeure entendu que le mot « marchandises », à l'article 81.1, s'entend notamment des produits agricoles, aquatiques ou aquicoles.

Non-atteinte aux autres droits
(5) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher un agriculteur, un pêcheur ou un aquiculteur d'exercer :

(*a*) the right that that person may have under section 81.1 to repossess products of agriculture, products of the sea, lakes and rivers, or products of aquaculture; or

(*b*) any right that that person may have under the law of a province.

1992, c. 27, s. 38; 1997, c. 12, s. 72(F); 2004, c. 25, s. 49.

*a*) le droit que lui reconnaît l'article 81.1 à la reprise de possession de produits agricoles, aquatiques ou aquicoles;

*b*) tout autre droit que lui reconnaît le droit provincial applicable.

1992, ch. 27, art. 38; 1997, ch. 12, art. 72(F); 2004, ch. 25, art. 49.

Security for unpaid wages, etc. — bankruptcy

**81.3** (1) The claim of a clerk, servant, travelling salesperson, labourer or worker who is owed wages, salaries, commissions or compensation by a bankrupt for services rendered during the period beginning on the day that is six months before the date of the initial bankruptcy event and ending on the date of the bankruptcy is secured, as of the date of the bankruptcy, to the extent of $2,000 — less any amount paid for those services by the trustee or by a receiver — by security on the bankrupt's current assets on the date of the bankruptcy.

Sûreté relative aux salaires non payés — faillite

**81.3** (1) La réclamation de tout commis, préposé, voyageur de commerce, journalier ou ouvrier à qui le failli doit des gages, salaires, commissions ou autre rémunération pour services rendus au cours de la période commençant à la date précédant de six mois la date de l'ouverture de la faillite et se terminant à la date de la faillite est garantie, à compter de cette date et jusqu'à concurrence de deux mille dollars, moins toute somme que le syndic ou un séquestre peut lui avoir versée pour ces services, par une sûreté portant sur les actifs à court terme appartenant au failli à la date de la faillite.

Commissions

(2) For the purposes of subsection (1), commissions payable when goods are shipped, delivered or paid for, if shipped, delivered or paid for during the period referred to in that subsection, are deemed to have been earned in that period.

Commissions

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les commissions payables sur expédition, livraison ou paiement de marchandises sont réputées, dans le cas où celles-ci ont été expédiées, livrées ou payées pendant la période visée à ce paragraphe, avoir été gagnées pendant cette période.

Security for disbursements

(3) The claim of a travelling salesperson who is owed money by a bankrupt for disbursements properly incurred in and about the bankrupt's business during the period referred to in subsection (1) is secured, as of the date of the bankruptcy, to the extent of $1,000 — less any amount paid for those disbursements by the trustee or by a receiver — by security on the bankrupt's current assets on that date.

Sûreté relative aux déboursés non payés

(3) La réclamation de tout voyageur de commerce à qui le failli est redevable des sommes qu'il a régulièrement déboursées pour son entreprise ou relativement à celle-ci au cours de la période visée au paragraphe (1) est garantie, à compter de la date de la faillite et jusqu'à concurrence de mille dollars, moins toute somme que le syndic ou un séquestre peut lui avoir versée à ce titre, par une sûreté portant sur les actifs à court terme appartenant au failli à cette date.

Rank of security

(4) A security under this section ranks above every other claim, right, charge or security against the bankrupt's current assets — regardless of when that other claim, right, charge or security arose — except rights under sections 81.1 and 81.2 and amounts referred to in subsection 67(3) that have been deemed to be held in trust.

Priorité

(4) La sûreté visée au présent article a priorité sur tout autre droit, sûreté, charge ou réclamation — quelle que soit la date à laquelle ils ont pris naissance — grevant les actifs à court terme en cause, à l'exception des droits prévus aux articles 81.1 et 81.2 et des sommes mentionnées au paragraphe 67(3) qui sont réputées être détenues en fiducie.

Liability of trustee

(5) If the trustee disposes of current assets covered by the security, the trustee is liable for the claim of the clerk, servant, travelling sales-

Responsabilité du syndic

(5) Le syndic qui dispose d'actifs à court terme grevés par la sûreté est responsable de la réclamation du commis, du préposé, du voya-

person, labourer or worker to the extent of the amount realized on the disposition of the current assets and is subrogated in and to all rights of the clerk, servant, travelling salesperson, labourer or worker in respect of the amounts paid to that person by the trustee.

geur de commerce, du journalier ou de l'ouvrier jusqu'à concurrence du produit de la disposition, et est subrogé dans tous leurs droits jusqu'à concurrence des sommes ainsi payées.

Claims of officers and directors

(6) No officer or director of the bankrupt is entitled to have a claim secured under this section.

(6) Aucun dirigeant ou administrateur du failli n'a droit à la garantie prévue au présent article.

Réclamations des dirigeants et administrateurs

Non-arm's length

(7) A person who, in respect of a transaction, was not dealing at arm's length with the bankrupt is not entitled to have a claim arising from that transaction secured by this section unless, in the opinion of the trustee, having regard to the circumstances — including the remuneration for, the terms and conditions of and the duration, nature and importance of the services rendered — it is reasonable to conclude that they would have entered into a substantially similar transaction if they had been dealing with each other at arm's length.

(7) La personne qui, alors qu'elle avait avec lui un lien de dépendance, a conclu une transaction avec un failli n'a pas droit à la garantie prévue au présent article pour toute réclamation découlant de cette transaction, sauf si, compte tenu des circonstances, notamment la rétribution, les conditions de la prestation, ainsi que la durée, la nature et l'importance des services rendus, le syndic peut raisonnablement conclure que la transaction en cause est en substance pareille à celle qu'elle aurait conclue si elle n'avait pas eu de lien de dépendance avec le failli.

Lien de dépendance

Proof by delivery

(8) A claim referred to in this section is proved by delivering to the trustee a proof of claim in the prescribed form.

(8) Toute réclamation visée au présent article est prouvée par la remise, au syndic, d'une preuve de la réclamation établie en la forme prescrite.

Remise de preuve

Definitions

(9) The following definitions apply in this section.

(9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

"compensation" « *rémunération* »

"compensation" includes vacation pay but does not include termination or severance pay.

« rémunération » S'entend notamment de l'indemnité de vacances, mais non de l'indemnité de départ ou de préavis.

« rémunération » "*compensation*"

"receiver" « *séquestre* »

"receiver" means a receiver within the meaning of subsection 243(2) or an interim receiver appointed under subsection 46(1), 47(1) or 47.1(1).

« séquestre » Séquestre au sens du paragraphe 243(2) ou séquestre intérimaire nommé en vertu des paragraphes 46(1), 47(1) ou 47.1(1).

« séquestre » "*receiver*"

2005, c. 47, s. 67; 2007, c. 36, s. 38; 2009, c. 2, s. 355(F).

2005, ch. 47, art. 67; 2007, ch. 36, art. 38; 2009, ch. 2, art. 355(F).

Security for unpaid wages, etc. — receivership

**81.4** (1) The claim of a clerk, servant, travelling salesperson, labourer or worker who is owed wages, salaries, commissions or compensation by a person who is subject to a receivership for services rendered during the six months before the first day on which there was a receiver in relation to the person is secured, as of that day, to the extent of $2,000 — less any amount paid for those services by a receiver or trustee — by security on the person's current assets that are in the possession or under the control of the receiver.

**81.4** (1) La réclamation de tout commis, préposé, voyageur de commerce, journalier ou ouvrier à qui la personne faisant l'objet d'une mise sous séquestre doit des gages, salaires, commissions ou autre rémunération pour services rendus au cours des six mois précédant la date à laquelle le séquestre entre en fonctions est garantie, à compter de cette date et jusqu'à concurrence de deux mille dollars, moins toute somme qu'un séquestre ou syndic peut lui avoir versée pour ces services, par une sûreté portant sur les actifs à court terme en cause qui sont en la possession ou sous la responsabilité du séquestre en fonctions.

Sûreté relative aux salaires non payés — mise sous séquestre

Commissions

(2) For the purposes of subsection (1), commissions payable when goods are shipped, delivered or paid for, if shipped, delivered or paid for during the six-month period referred to in that subsection, are deemed to have been earned in those six months.

Commissions

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les commissions payables sur expédition, livraison ou paiement de marchandises sont réputées, dans le cas où celles-ci ont été expédiées, livrées ou payées pendant la période visée à ce paragraphe, avoir été gagnées pendant cette période.

Security for disbursements

(3) The claim of a travelling salesperson who is owed money by a person who is subject to a receivership for disbursements properly incurred in and about the person's business during the six months before the first day on which there was a receiver in relation to the person is secured, as of that day, to the extent of $1,000 — less any amount paid for those disbursements by a receiver or trustee — by security on the person's current assets that are in the possession or under the control of the receiver.

Sûreté relative aux débours non payés

(3) La réclamation de tout voyageur de commerce à qui la personne faisant l'objet d'une mise sous séquestre est redevable des sommes qu'il a régulièrement déboursées pour son entreprise ou relativement à celle-ci au cours des six mois précédant la date à laquelle le séquestre entre en fonctions est garantie, à compter de cette date et jusqu'à concurrence de mille dollars, moins toute somme qu'un séquestre ou syndic peut lui avoir versée à ce titre, par une sûreté portant sur les actifs à court terme en cause qui sont en la possession ou sous la responsabilité du séquestre en fonctions.

Rank of security

(4) A security under this section ranks above every other claim, right, charge or security against the person's current assets — regardless of when that other claim, right, charge or security arose — except rights under sections 81.1 and 81.2.

Priorité

(4) La sûreté visée au présent article a priorité sur tout autre droit, sûreté, charge ou réclamation — quelle que soit la date à laquelle ils ont pris naissance — grevant les actifs à court terme en cause, à l'exception des droits prévus aux articles 81.1 et 81.2.

Liability of receiver

(5) If the receiver takes possession or in any way disposes of current assets covered by the security, the receiver is liable for the claim of the clerk, servant, travelling salesperson, labourer or worker to the extent of the amount realized on the disposition of the current assets and is subrogated in and to all rights of the clerk, servant, travelling salesperson, labourer or worker in respect of the amounts paid to that person by the receiver.

Responsabilité du séquestre

(5) Le séquestre qui prend possession ou dispose des actifs à court terme grevés par la sûreté est responsable de la réclamation du commis, du préposé, du voyageur de commerce, du journalier ou de l'ouvrier jusqu'à concurrence du produit de la disposition, et est subrogé dans tous leurs droits jusqu'à concurrence des sommes ainsi payées.

Claims of officers and directors

(6) No officer or director of the person who is subject to a receivership is entitled to have a claim secured under this section.

Réclamations des dirigeants et administrateurs

(6) Aucun dirigeant ou administrateur de la personne faisant l'objet d'une mise sous séquestre n'a droit à la garantie prévue au présent article.

Non-arm's length

(7) A person who, in respect of a transaction, was not dealing at arm's length with a person who is subject to a receivership is not entitled to have a claim arising from that transaction secured by this section unless, in the opinion of the receiver, having regard to the circumstances — including the remuneration for, the terms and conditions of and the duration, nature and importance of the services rendered — it is reasonable to conclude that they

Lien de dépendance

(7) La personne qui, alors qu'elle avait avec elle un lien de dépendance, a conclu une transaction avec une personne faisant l'objet d'une mise sous séquestre n'a pas droit à la garantie prévue au présent article pour toute réclamation découlant de cette transaction, sauf si, compte tenu des circonstances, notamment la rétribution, les conditions de la prestation, ainsi que la durée, la nature et l'importance des services rendus, le syndic peut raisonnablement

would have entered into a substantially similar transaction if they had been dealing with each other at arm's length.

Proof by delivery

(8) A claim referred to in this section is proved by delivering to the receiver a proof of claim in the prescribed form.

Definitions

(9) The following definitions apply in this section.

"compensation" « *rémunération* »

"compensation" includes vacation pay but does not include termination or severance pay.

"person who is subject to a receivership" « *personne faisant l'objet d'une mise sous séquestre* »

"person who is subject to a receivership" means a person any of whose property is in the possession or under the control of a receiver.

"receiver" « *séquestre* »

"receiver" means a receiver within the meaning of subsection 243(2) or an interim receiver appointed under subsection 46(1), 47(1) or 47.1(1).

2005, c. 47, s. 67; 2007, c. 36, s. 38; 2009, c. 2, s. 356(F).

Security for unpaid amounts re prescribed pensions plan — bankruptcy

**81.5** (1) If the bankrupt is an employer who participated or participates in a prescribed pension plan for the benefit of the bankrupt's employees, the following amounts that are unpaid on the date of bankruptcy to the fund established for the purpose of the pension plan are secured by security on all the assets of the bankrupt:

(*a*) an amount equal to the sum of all amounts that were deducted from the employees' remuneration for payment to the fund;

(*b*) if the prescribed pension plan is regulated by an Act of Parliament,

(i) an amount equal to the normal cost, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, that was required to be paid by the employer to the fund, and

(ii) an amount equal to the sum of all amounts that were required to be paid by the employer to the fund under a defined contribution provision, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Act, 1985*; and

conclure que la transaction en cause est en substance pareille à celle qu'elle aurait conclue si elle n'avait pas eu de lien de dépendance avec la personne mise sous séquestre.

Remise de preuve

(8) Toute réclamation visée au présent article est prouvée par la remise, au séquestre, d'une preuve de la réclamation établie en la forme prescrite.

Définitions

(9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« personne faisant l'objet d'une mise sous séquestre » "*person who is subject to a receivership*"

« personne faisant l'objet d'une mise sous séquestre » Personne dont un bien quelconque est en la possession ou sous la responsabilité d'un séquestre.

« rémunération » "*compensation*"

« rémunération » S'entend notamment de l'indemnité de vacances, mais non de l'indemnité de départ ou de préavis.

« séquestre » "*receiver*"

« séquestre » Séquestre au sens du paragraphe 243(2) ou séquestre intérimaire nommé en vertu des paragraphes 46(1), 47(1) ou 47.1(1).

2005, ch. 47, art. 67; 2007, ch. 36, art. 38; 2009, ch. 2, art. 356(F).

Sûreté relative aux régimes de pension prescrits — faillite

**81.5** (1) Si le failli est un employeur qui participe ou a participé à un régime de pension prescrit institué pour ses employés, les sommes ci-après qui, à la date de la faillite, n'ont pas été versées au fonds établi dans le cadre de ce régime sont garanties, à compter de cette date, par une sûreté sur les éléments d'actif du failli :

*a*) les sommes qui ont été déduites de la rémunération des employés pour versement au fonds;

*b*) dans le cas d'un régime de pension prescrit régi par une loi fédérale :

(i) les coûts normaux, au sens du paragraphe 2(1) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, que l'employeur est tenu de verser au fonds,

(ii) les sommes que l'employeur est tenu de verser au fonds au titre de toute disposition à cotisations déterminées au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*;

*c*) dans le cas de tout autre régime de pension prescrit :

(i) la somme égale aux coûts normaux, au sens du paragraphe 2(1) du *Règlement de*

(*c*) in the case of any other prescribed pension plan,

(i) an amount equal to the amount that would be the normal cost, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, that the employer would be required to pay to the fund if the prescribed plan were regulated by an Act of Parliament, and

(ii) an amount equal to the sum of all amounts that would have been required to be paid by the employer to the fund under a defined contribution provision, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Act, 1985*, if the prescribed plan were regulated by an Act of Parliament.

*1985 sur les normes de prestation de pension*, que l'employeur serait tenu de verser au fonds si le régime était régi par une loi fédérale,

(ii) les sommes que l'employeur serait tenu de verser au fonds au titre de toute disposition à cotisations déterminées au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* si le régime était régi par une loi fédérale.

Rank of security

(2) A security under this section ranks above every other claim, right, charge or security against the bankrupt's assets, regardless of when that other claim, right, charge or security arose, except

(*a*) rights under sections 81.1 and 81.2;

(*b*) amounts referred to in subsection 67(3) that have been deemed to be held in trust; and

(*c*) securities under sections 81.3 and 81.4.

Priorité

(2) La sûreté visée au présent article a priorité sur tout autre droit, sûreté, charge ou réclamation — peu importe la date à laquelle ils ont pris naissance — grevant les biens du failli, à l'exception :

*a*) des droits prévus aux articles 81.1 et 81.2;

*b*) des sommes mentionnées au paragraphe 67(3) qui sont réputées être détenues en fiducie;

*c*) de la sûreté prévue aux articles 81.3 et 81.4.

Liability of trustee

(3) If the trustee disposes of assets covered by the security, the trustee is liable for the amounts referred to in subsection (1) to the extent of the amount realized on the disposition of the assets, and is subrogated in and to all rights of the fund established for the purpose of the pension plan in respect of those amounts.

2005, c. 47, s. 67.

Responsabilité du syndic

(3) Le syndic qui dispose d'éléments d'actif grevés par la sûreté est responsable des sommes mentionnées au paragraphe (1) jusqu'à concurrence du produit de la disposition, et est subrogé dans tous les droits du fonds établi dans le cadre du régime de pension jusqu'à concurrence des sommes ainsi payées.

2005, ch. 47, art. 67.

Security for unpaid amounts re prescribed pensions plan — receivership

**81.6** (1) If a person who is subject to a receivership is an employer who participated or participates in a prescribed pension plan for the benefit of the person's employees, the following amounts that are unpaid immediately before the first day on which there was a receiver in relation to the person are secured by security on all the person's assets:

(*a*) an amount equal to the sum of all amounts that were deducted from the employees' remuneration for payment to the fund;

Sûreté relative aux régimes de pension prescrits — mise sous séquestre

**81.6** (1) Si la personne faisant l'objet d'une mise sous séquestre est un employeur qui participe ou a participé à un régime de pension prescrit institué pour ses employés, les sommes ci-après qui, à la date à laquelle le séquestre commence à agir, n'ont pas été versées au fonds établi dans le cadre de ce régime sont garanties, à compter de cette date, par une sûreté sur les éléments d'actif de la personne :

*a*) les sommes qui ont été déduites de la rémunération des employés pour versement au fonds;

(*b*) if the prescribed pension plan is regulated by an Act of Parliament,

(i) an amount equal to the normal cost, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, that was required to be paid by the employer to the fund, and

(ii) an amount equal to the sum of all amounts that were required to be paid by the employer to the fund under a defined contribution provision, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Act, 1985*; and

(*c*) in the case of any other prescribed pension plan,

(i) an amount equal to the amount that would be the normal cost, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, that the employer would be required to pay to the fund if the prescribed plan were regulated by an Act of Parliament, and

(ii) an amount equal to the sum of all amounts that would have been required to be paid by the employer to the fund under a defined contribution provision, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Act, 1985*, if the prescribed plan were regulated by an Act of Parliament.

*b*) dans le cas d'un régime de pension prescrit régi par une loi fédérale :

(i) les coûts normaux, au sens du paragraphe 2(1) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, que l'employeur serait tenu de verser au fonds,

(ii) les sommes que l'employeur est tenu de verser au fonds au titre de toute disposition à cotisations déterminées au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*;

*c*) dans le cas de tout autre régime de pension prescrit :

(i) la somme égale aux coûts normaux, au sens du paragraphe 2(1) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, que l'employeur serait tenu de verser au fonds si le régime était régi par une loi fédérale,

(ii) les sommes que l'employeur serait tenu de verser au fonds au titre de toute disposition à cotisations déterminées au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* si le régime était régi par une loi fédérale.

Rank of security

(2) A security under this section ranks above every other claim, right, charge or security against the person's assets, regardless of when that other claim, right, charge or security arose, except rights under sections 81.1 and 81.2 and securities under sections 81.3 and 81.4.

Priorité

(2) La sûreté visée au présent article a priorité sur tout autre droit, sûreté, charge ou réclamation — peu importe la date à laquelle ils ont pris naissance — grevant les biens de la personne, à l'exception des droits prévus aux articles 81.1 et 81.2 et de la sûreté prévue aux articles 81.3 et 81.4.

Liability of receiver

(3) If the receiver disposes of assets covered by the security, the receiver is liable for the amounts referred to in subsection (1) to the extent of the amount realized on the disposition of the assets, and is subrogated in and to all rights of the fund established for the purpose of the pension plan in respect of those amounts.

Responsabilité du séquestre

(3) Le séquestre qui dispose d'éléments d'actif grevés par la sûreté est responsable des sommes mentionnées au paragraphe (1) jusqu'à concurrence du produit de la disposition, et est subrogé dans tous les droits du fonds établi dans le cadre du régime de pension jusqu'à concurrence des sommes ainsi payées.

Definitions

(4) The following definitions apply in this section.

Définitions

(4) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

"person who is subject to a receivership" « *personne faisant l'objet d'une mise sous séquestre* »

"person who is subject to a receivership" means a person any of whose property is in the possession or under the control of a receiver.

« personne faisant l'objet d'une mise sous séquestre » Personne dont tout bien est en la possession ou sous la responsabilité d'un séquestre.

« personne faisant l'objet d'une mise sous séquestre » "*person who is subject to a receivership*"

"receiver" « *séquestre* »

"receiver" means a receiver within the meaning of subsection 243(2) or an interim receiver appointed under subsection 46(1), 47(1) or 47.1(1).

« séquestre » Séquestre au sens du paragraphe 243(2) ou séquestre intérimaire nommé en vertu des paragraphes 46(1), 47(1) ou 47.1(1).

« séquestre » "*receiver*"

2005, c. 47, s. 67; 2007, c. 36, s. 39.

2005, ch. 47, art. 67; 2007, ch. 36, art. 39.

Trustee to have right to sell patented articles

**82.** (1) Where any property of a bankrupt vesting in a trustee consists of patented articles that were sold to the bankrupt subject to any restrictions or limitations, the trustee is not bound by the restrictions or limitations but may sell and dispose of the patented articles free and clear of the restrictions or limitations.

**82.** (1) Lorsque les biens d'un failli, attribués à un syndic, consistent en articles brevetés, qui avaient été vendus au failli sous réserve de restrictions ou limitations quelconques, le syndic n'est pas lié par ces restrictions ou limitations et peut vendre et aliéner ces articles brevetés, libres de ces restrictions ou limitations.

Le syndic a droit de vendre des marchandises brevetées

Right of manufacturer

(2) Where the manufacturer or vendor of the patented articles referred to in subsection (1) objects to the disposition of them by the trustee as provided by this section and gives to the trustee notice in writing of the objection before the sale or disposition thereof, that manufacturer or vendor has the right to purchase the patented articles at the invoice prices thereof, subject to any reasonable deduction for depreciation or deterioration.

(2) Lorsque le fabricant ou le vendeur de ces articles brevetés s'oppose à ce que le syndic les aliène comme le prévoit le présent article, et qu'il donne au syndic un avis écrit de cette opposition, avant qu'ils soient vendus ou aliénés, ce fabricant ou vendeur a le droit d'acheter ces articles brevetés à leur prix de facture, sous réserve d'une déduction raisonnable pour dépréciation ou détérioration.

Droit du fabricant

R.S., 1985, c. B-3, s. 82; 1993, c. 34, s. 10(E).

L.R. (1985), ch. B-3, art. 82; 1993, ch. 34, art. 10(A).

Copyright and manuscript to revert to author

**83.** (1) Notwithstanding anything in this Act or in any other statute, the author's manuscripts and any copyright or any interest in a copyright in whole or in part assigned to a publisher, printer, firm or person becoming bankrupt shall,

(*a*) if the work covered by the copyright has not been published and put on the market at the time of the bankruptcy and no expense has been incurred in connection with that work, revert and be delivered to the author or their heirs, and any contract or agreement between the author or their heirs and the bankrupt shall then terminate and be void or, in the Province of Quebec, null;

(*b*) if the work covered by the copyright has in whole or in part been put into type and expenses have been incurred by the bankrupt, revert and be delivered to the author on payment of the expenses so incurred and the product of those expenses shall also be delivered to the author or their heirs and any con-

**83.** (1) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi, les manuscrits de l'auteur et tout droit d'auteur ou intérêt dans un droit d'auteur totalement ou partiellement cédé à un éditeur, à un imprimeur, à une firme ou à une personne devenue en faillite :

*a*) retournent et sont remis à l'auteur ou à ses héritiers, si l'ouvrage que couvre ce droit d'auteur n'a pas été publié et mis dans le commerce au moment de la faillite et s'il n'a pas occasionné de dépenses; tout contrat ou convention entre l'auteur ou ses héritiers et ce failli cesse alors et devient nul;

*b*) retournent et sont remis à l'auteur sur paiement des dépenses subies, si l'ouvrage que couvre ce droit d'auteur a été complètement ou partiellement composé en typographie et a occasionné des dépenses au failli, et le produit de ces dépenses est aussi remis à l'auteur ou à ses héritiers; tout contrat ou convention entre l'auteur ou ses héritiers et le failli cesse alors et devient nul; mais si

Le droit d'auteur et les manuscrits retournent à l'auteur

tract or agreement between the author or their heirs and the bankrupt shall then terminate and be void or, in the Province of Quebec, null, but if the author does not exercise their rights under this paragraph within six months after the date of the bankruptcy, the trustee may carry out the original contract; or

(*c*) if the trustee at the end of the six-month period from the date of the bankruptcy decides not to carry out the contract, revert without expense to the author and any contract or agreement between the author or their heirs and the bankrupt shall then terminate and be void or, in the Province of Quebec, null.

l'auteur n'exerce pas, dans un délai de six mois à compter de la date de la faillite, la priorité que lui confère le présent alinéa, le syndic pourra mettre à exécution le contrat original;

*c*) retournent à l'auteur sans frais, si le syndic, après un délai de six mois à compter de la date de la faillite, décide de ne pas mettre le contrat à exécution; tout contrat ou convention entre l'auteur ou ses héritiers et ce failli cesse alors et devient nul.

If copies of the work are on the market

(2) Where, at the time of the bankruptcy referred to in subsection (1), the work was published and put on the market, the trustee is entitled to sell, or authorize the sale or reproduction of, any copies of the published work, or to perform or authorize the performance of the work, but

(*a*) there shall be paid to the author or his heirs such sums by way of royalties or share of the profits as would have been payable by the bankrupt;

(*b*) the trustee is not, without the written consent of the author or his heirs, entitled to assign the copyright or transfer the interest or to grant any interest therein by licence or otherwise, except on terms that will guarantee to the author or his heirs payment by way of royalties or share of the profits at a rate not less than the rate the bankrupt was liable to pay; and

(*c*) any contract or agreement between the author or their heirs and the bankrupt shall then terminate and be void or, in the Province of Quebec, null, except with respect to the disposal, under this subsection, of copies of the work published and put on the market before the bankruptcy.

Si des exemplaires de l'ouvrage sont dans le commerce

(2) Si, au moment de la faillite, l'ouvrage était publié et mis dans le commerce, le syndic a le pouvoir de vendre l'ouvrage publié ou d'en autoriser la vente ou la reproduction d'exemplaires, ou de représenter cet ouvrage ou d'en autoriser la représentation, mais :

*a*) il est versé à l'auteur ou à ses héritiers les montants, sous forme de redevances ou de tantièmes sur les profits, qui auraient été payables par le failli;

*b*) le syndic n'a pas le pouvoir, sans le consentement écrit de l'auteur ou de ses héritiers, de céder le droit d'auteur ou de céder ou d'accorder un intérêt dans ce droit d'auteur par licence ou autrement, sauf en des termes qui garantissent à l'auteur ou à ses héritiers des paiements, sous forme de redevances ou de tantièmes sur les profits, à un taux non inférieur à celui que le failli était tenu de payer;

*c*) tout contrat ou convention entre l'auteur ou ses héritiers et le failli cesse et devient nul, sauf en ce qui concerne l'aliénation, sous l'autorité du présent paragraphe, des exemplaires de l'ouvrage publiés et mis dans le commerce avant la faillite.

Marketable copies to be first offered for sale to the author

(3) The trustee shall offer in writing to the author or his heirs the right to purchase the manufactured or marketable copies of the copyright work comprised in the estate of the bankrupt at such price and on such terms and conditions as the trustee may deem fair and proper before disposing of the manufactured

Les exemplaires destinés au commerce sont d'abord offerts en vente à l'auteur

(3) Avant d'aliéner, conformément au présent article, des exemplaires manufacturés et destinés au commerce de l'ouvrage faisant l'objet d'un droit d'auteur et qui tombe dans l'actif du failli, le syndic offre par écrit à l'auteur ou à ses héritiers l'option d'acheter ces

and marketable copies in the manner prescribed in this section.

R.S., 1985, c. B-3, s. 83; 2004, c. 25, s. 50.

exemplaires aux prix et conditions que le syndic peut juger justes et raisonnables.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 83; 2004, ch. 25, art. 50.

Effect of sales by trustee

**84.** All sales of property made by a trustee vest in the purchaser all the legal and equitable estate of the bankrupt therein.

R.S., 1985, c. B-3, s. 84; 2004, c. 25, s. 51(F).

Effets des ventes par syndic

**84.** Les droits de propriété, en droit et en equity, du failli sur les biens qui font l'objet d'une vente par le syndic sont dévolus à l'acheteur.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 84; 2004, ch. 25, art. 51(F).

Assignment of agreements

**84.1** (1) On application by a trustee and on notice to every party to an agreement, a court may make an order assigning the rights and obligations of a bankrupt under the agreement to any person who is specified by the court and agrees to the assignment.

Cessions

**84.1** (1) Sur demande du syndic et sur préavis à toutes les parties à un contrat, le tribunal peut, par ordonnance, céder à toute personne qu'il précise et qui y a consenti les droits et obligations du failli découlant du contrat.

Individuals

(2) In the case of an individual,

(*a*) they may not make an application under subsection (1) unless they are carrying on a business; and

(*b*) only rights and obligations in relation to the business may be assigned.

Personne physique

(2) Toutefois, lorsque le failli est une personne physique, la demande de cession ne peut être présentée que si celui-ci exploite une entreprise et, le cas échéant, seuls les droits et obligations découlant de contrats relatifs à l'entreprise peuvent être cédés.

Exceptions

(3) Subsection (1) does not apply in respect of rights and obligations that are not assignable by reason of their nature or that arise under

(*a*) an agreement entered into on or after the date of the bankruptcy;

(*b*) an eligible financial contract; or

(*c*) a collective agreement.

Exceptions

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux droits et obligations qui, de par leur nature, ne peuvent être cédés ou qui découlent soit d'un contrat conclu à la date de la faillite ou par la suite, soit d'un contrat financier admissible, soit d'une convention collective.

Factors to be considered

(4) In deciding whether to make the order, the court is to consider, among other things,

(*a*) whether the person to whom the rights and obligations are to be assigned is able to perform the obligations; and

(*b*) whether it is appropriate to assign the rights and obligations to that person.

Facteurs à prendre en considération

(4) Pour décider s'il rend l'ordonnance, le tribunal prend en considération, entre autres, les facteurs suivants :

*a*) la capacité de la personne à qui les droits et obligations seraient cédés d'exécuter les obligations;

*b*) l'opportunité de lui céder les droits et obligations.

Restriction

(5) The court may not make the order unless it is satisfied that all monetary defaults in relation to the agreement — other than those arising by reason only of the person's bankruptcy, insolvency or failure to perform a non-monetary obligation — will be remedied on or before the day fixed by the court.

Restriction

(5) Il ne peut rendre l'ordonnance que s'il est convaincu qu'il sera remédié, au plus tard à la date qu'il fixe, à tous les manquements d'ordre pécuniaire relatifs au contrat, autres que ceux découlant du seul fait que la personne a fait faillite, est insolvable ou ne s'est pas conformée à une obligation non pécuniaire.

Copy of order

(6) The applicant is to send a copy of the order to every party to the agreement.

2005, c. 47, s. 68; 2007, c. 29, s. 97; 2009, c. 31, s. 64.

Copie de l'ordonnance

(6) Le demandeur envoie une copie de l'ordonnance à toutes les parties au contrat.

2005, ch. 47, art. 68; 2007, ch. 29, art. 97; 2009, ch. 31, art. 64.

Certain rights limited

**84.2** (1) No person may terminate or amend — or claim an accelerated payment or forfeiture of the term under — any agreement, including a security agreement, with a bankrupt individual by reason only of the individual's bankruptcy or insolvency.

Limitation de certains droits

**84.2** (1) Il est interdit de résilier ou de modifier un contrat — notamment un contrat de garantie — conclu avec un failli qui est une personne physique, ou de se prévaloir d'une clause de déchéance du terme figurant dans un tel contrat, au seul motif qu'il a fait faillite ou est insolvable.

Lease

(2) If the agreement referred to in subsection (1) is a lease, the lessor may not terminate or amend, or claim an accelerated payment or forfeiture of the term under, the lease by reason only of the bankruptcy or insolvency or of the fact that the bankrupt has not paid rent in respect of any period before the time of the bankruptcy.

Baux

(2) Lorsque le contrat visé au paragraphe (1) est un bail, l'interdiction prévue à ce paragraphe vaut également dans le cas où le failli n'a pas payé son loyer à l'égard d'une période antérieure au moment de la faillite.

Public utilities

(3) No public utility may discontinue service to a bankrupt individual by reason only of the individual's bankruptcy or insolvency or of the fact that the bankrupt individual has not paid for services rendered or material provided before the time of the bankruptcy.

Entreprise de service public

(3) Il est interdit à toute entreprise de service public d'interrompre la prestation de ses services auprès d'un failli qui est une personne physique au seul motif qu'il a fait faillite, qu'il est insolvable ou qu'il n'a pas payé certains services ou du matériel fournis avant le moment de la faillite.

Certain acts not prevented

(4) Nothing in this section is to be construed as

(*a*) prohibiting a person from requiring payments to be made in cash for goods, services, use of leased property or other valuable consideration provided after the time of the bankruptcy; or

(*b*) requiring the further advance of money or credit.

Exceptions

(4) Le présent article n'a pas pour effet :

*a*) d'empêcher une personne d'exiger que soient effectués des paiements en espèces pour toute contrepartie de valeur — marchandises, services, biens loués ou autres — fournie après le moment de la faillite;

*b*) d'exiger la prestation de nouvelles avances de fonds ou de nouveaux crédits.

Provisions of section override agreement

(5) Any provision in an agreement that has the effect of providing for, or permitting, anything that, in substance, is contrary to this section is of no force or effect.

Incompatibilité

(5) Le présent article l'emporte sur les dispositions incompatibles de tout contrat, celles-ci étant sans effet.

Powers of court

(6) On application by a party to an agreement or by a public utility, the court may declare that this section does not apply — or applies only to the extent declared by the court — if the applicant satisfies the court that the operation of this section would likely cause the applicant significant financial hardship.

Pouvoirs du tribunal

(6) À la demande de l'une des parties à un contrat ou d'une entreprise de service public, le tribunal peut déclarer le présent article inapplicable, ou applicable uniquement dans la mesure qu'il précise, s'il est établi par le demandeur que son application lui causerait vraisemblablement de sérieuses difficultés financières.

Eligible financial contracts

(7) Subsection (1) does not apply

(*a*) in respect of an eligible financial contract; or

(*b*) to prevent a member of the Canadian Payments Association from ceasing to act as a clearing agent or group clearer for an insol-

Contrats financiers admissibles

(7) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux contrats financiers admissibles et n'a pas pour effet d'empêcher un membre de l'Association canadienne des paiements de cesser d'agir, pour une personne insolvable, à titre d'agent de compensation ou d'adhérent correspondant de groupe conformément à la *Loi canadienne sur*

vent person in accordance with the *Canadian Payments Act* and the by-laws and rules of that Association.

Permitted actions

(8) Despite section 69.3, the following actions are permitted in respect of an eligible financial contract that is entered into before the time of the bankruptcy, and is terminated on or after that time, but only in accordance with the provisions of that contract:

(*a*) the netting or setting off or compensation of obligations between the individual bankrupt and the other parties to the eligible financial contract; and

(*b*) any dealing with financial collateral including

(i) the sale or foreclosure or, in the Province of Quebec, the surrender of financial collateral, and

(ii) the setting off or compensation of financial collateral or the application of the proceeds or value of financial collateral.

Net termination values

(9) If net termination values determined in accordance with an eligible financial contract referred to in subsection (8) are owed by the individual bankrupt to another party to the eligible financial contract, that other party is deemed, for the purposes of paragraphs 69(1)(*a*) and 69.1(1)(*a*), to be a creditor of the individual bankrupt with a claim provable in bankruptcy in respect of those net termination values.

2005, c. 47, s. 68; 2007, c. 29, s. 98; 2009, c. 31, s. 64.

*les paiements* et aux règles et règlements administratifs de l'association.

Opérations permises

(8) Malgré l'article 69.3, si le contrat financier admissible conclu avant le moment de la faillite est résilié au moment de celle-ci ou par la suite, il est permis d'effectuer les opérations ci-après en conformité avec le contrat :

*a*) la compensation des obligations entre le failli qui est une personne physique et les autres parties au contrat;

*b*) toute opération à l'égard de la garantie financière afférente, notamment :

(i) la vente, la demande en forclusion ou, dans la province de Québec, la demande en délaissement,

(ii) la compensation, ou l'affectation de son produit ou de sa valeur.

Valeurs nettes dues à la date de résiliation

(9) Si, aux termes du contrat financier admissible visé au paragraphe (8), des sommes sont dues par le failli qui est une personne physique à une autre partie au contrat au titre de valeurs nettes dues à la date de résiliation, cette autre partie est réputée, pour l'application des alinéas 69(1)*a*) et 69.1(1)*a*), être un créancier du failli et avoir une réclamation prouvable en matière de faillite relativement à ces sommes.

2005, ch. 47, art. 68; 2007, ch. 29, art. 98; 2009, ch. 31, art. 64.

### Partnership Property

Application to limited partnerships

**85.** (1) This Act applies to limited partnerships in like manner as if limited partnerships were ordinary partnerships, and, on all the general partners of a limited partnership becoming bankrupt, the property of the limited partnership vests in the trustee.

Actions by trustee and bankrupt's partner

(2) If a member of a partnership becomes bankrupt, the court may authorize the trustee to commence and prosecute any action in the names of the trustee and of the bankrupt's partner, and any release by the partner of the debt or demand to which the action relates is void or, in the Province of Quebec, null.

Notice to partner

(3) Notice of the application for authority to commence an action under subsection (2) shall

### Biens de sociétés de personnes

Application aux sociétés de personnes en commandite

**85.** (1) La présente loi s'applique aux sociétés de personnes en commandite de la même manière que si elles étaient des sociétés en nom collectif; et, lorsque tous les membres d'une telle société deviennent en faillite, les biens de celle-ci sont dévolus au syndic.

Actions par le syndic et l'associé du failli

(2) Lorsqu'un membre d'une société de personnes fait faillite, le tribunal peut autoriser le syndic à intenter et à poursuivre une action au nom du syndic et de l'associé du failli; et toute remise, par cet associé, de la dette ou revendication à laquelle se rapporte l'action, est nulle.

Avis à l'associé

(3) Avis de la demande d'autorisation d'intenter l'action est donné à l'associé du failli, et

be given to the bankrupt's partner, who may show cause against it, and on his application the court may, if it thinks fit, direct that he shall receive his proper share of the proceeds of the action, and, if he does not claim any benefit therefrom, he shall be indemnified against costs in respect thereof as the court directs.

R.S., 1985, c. B-3, s. 85; 2004, c. 25, s. 52.

l'associé peut exposer les motifs qu'il a de s'opposer à cette action, et, à sa demande, le tribunal peut, s'il l'estime utile, enjoindre qu'il reçoive sa juste part du produit de l'action; et, s'il ne réclame aucun profit de cette action, il est indemnisé de tous frais à cet égard, suivant que le tribunal l'ordonne.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 85; 2004, ch. 25, art. 52.

### Crown Interests

### Droits de la Couronne

Status of Crown claims

**86.** (1) In relation to a bankruptcy or proposal, all provable claims, including secured claims, of Her Majesty in right of Canada or a province or of any body under an Act respecting workers' compensation, in this section and in section 87 called a "workers' compensation body", rank as unsecured claims.

Réclamations de la Couronne

**86.** (1) Dans le cadre d'une faillite ou d'une proposition, les réclamations prouvables — y compris les réclamations garanties — de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou d'un organisme compétent au titre d'une loi sur les accidents du travail prennent rang comme réclamations non garanties.

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply

(*a*) to claims that are secured by a security or charge of a kind that can be obtained by persons other than Her Majesty or a workers' compensation body

(i) pursuant to any law, or

(ii) pursuant to provisions of federal or provincial legislation, where those provisions do not have as their sole or principal purpose the establishment of a means of securing claims of Her Majesty or of a workers' compensation body; and

(*b*) to the extent provided in subsection 87(2), to claims that are secured by a security referred to in subsection 87(1), if the security is registered in accordance with that subsection.

Exceptions

(2) Sont soustraites à l'application du paragraphe (1) :

*a*) les réclamations garanties par un type de charge ou de sûreté dont toute personne, et non seulement Sa Majesté ou l'organisme, peut se prévaloir au titre de dispositions législatives fédérales ou provinciales n'ayant pas pour seul ou principal objet l'établissement de mécanismes garantissant les réclamations de Sa Majesté ou de l'organisme, ou au titre de toute autre règle de droit;

*b*) les réclamations garanties aux termes de l'article 87, dans la mesure prévue à cet article.

Exceptions

(3) Subsection (1) does not affect the operation of

(*a*) subsections 224(1.2) and (1.3) of the *Income Tax Act*;

(*b*) any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts; or

Effet

(3) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de porter atteinte à l'application des dispositions suivantes :

*a*) les paragraphes 224(1.2) et (1.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

*b*) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie au paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et qui prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de

(*c*) any provision of provincial legislation that has a similar purpose to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, where the sum

(i) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(ii) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection,

and for the purpose of paragraph (*c*), the provision of provincial legislation is, despite any Act of Canada or of a province or any other law, deemed to have the same effect and scope against any creditor, however secured, as subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* in respect of a sum referred to in subparagraph (*c*)(i), or as subsection 23(2) of the *Canada Pension Plan* in respect of a sum referred to in subparagraph (*c*)(ii), and in respect of any related interest, penalties or other amounts.

R.S., 1985, c. B-3, s. 86; 1992, c. 27, s. 39; 1997, c. 12, s. 73; 2000, c. 30, s. 148; 2005, c. 47, s. 69; 2009, c. 33, s. 25.

*c*) toute disposition législative provinciale dont l'objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, dans la mesure où elle prévoit la perception d'une somme, et des intérêts, pénalités ou autres montants y afférents, qui :

(i) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d'un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) soit est de même nature qu'une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est « une province instituant un régime général de pensions » au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un « régime provincial de pensions » au sens de ce paragraphe.

Pour l'application de l'alinéa *c*), la disposition législative provinciale en question est réputée avoir, à l'encontre de tout créancier et malgré tout texte législatif fédéral ou provincial et toute règle de droit, la même portée et le même effet que le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* quant à la somme visée au sous-alinéa *c*)(i), ou que le paragraphe 23(2) du *Régime de pensions du Canada* quant à la somme visée au sous-alinéa *c*)(ii), et quant aux intérêts, pénalités ou autres montants y afférents, quelle que soit la garantie dont bénéficie le créancier.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 86; 1992, ch. 27, art. 39; 1997, ch. 12, art. 73; 2000, ch. 30, art. 148; 2005, ch. 47, art. 69; 2009, ch. 33, art. 25.

Statutory Crown securities

**87.** (1) A security provided for in federal or provincial legislation for the sole or principal purpose of securing a claim of Her Majesty in right of Canada or of a province or of a workers' compensation body is valid in relation to a bankruptcy or proposal only if the security is registered under a prescribed system of registration before the date of the initial bankruptcy event.

Garanties créées par législation

**87.** (1) Les garanties créées aux termes d'une loi fédérale ou provinciale dans le seul but — ou principalement dans le but — de protéger des réclamations mentionnées au paragraphe 86(1) ne sont valides, dans le cadre d'une faillite ou d'une proposition, que si elles ont été enregistrées, conformément à un système d'enregistrement prescrit, avant l'ouverture de la faillite.

Idem

(2) In relation to a bankruptcy or proposal, a security referred to in subsection (1) that is registered in accordance with that subsection

(*a*) is subordinate to securities in respect of which all steps necessary to make them effective against other creditors were taken before that registration; and

(*b*) is valid only in respect of amounts owing to Her Majesty or a workers' compensation body at the time of that registration, plus any interest subsequently accruing on those amounts.

R.S., 1985, c. B-3, s. 87; 1992, c. 27, s. 39; 1997, c. 12, s. 74; 2004, c. 25, s. 53; 2005, c. 47, s. 70.

Rang

(2) Dans le cadre d'une faillite ou d'une proposition, les garanties visées au paragraphe (1) et enregistrées conformément à ce paragraphe :

*a*) prennent rang après toute autre garantie à l'égard de laquelle les mesures requises pour la rendre opposable aux autres créanciers ont toutes été prises avant l'enregistrement;

*b*) ne sont valides que pour les sommes dues à Sa Majesté ou à l'organisme mentionné au paragraphe 86(1) lors de l'enregistrement et les intérêts échus depuis sur celles-ci.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 87; 1992, ch. 27, art. 39; 1997, ch. 12, art. 74; 2004, ch. 25, art. 53; 2005, ch. 47, art. 70.

### Priority of Financial Collateral

Priority

**88.** In relation to a bankruptcy or proposal, no order may be made under this Act if the order would have the effect of subordinating financial collateral.

R.S., 1985, c. B-3, s. 88; 1992, c. 27, s. 39; 1994, c. 26, s. 6; 2007, c. 29, s. 99, c. 36, s. 112; 2009, c. 31, s. 65.

### Rang des garanties financières

Rang

**88.** Il ne peut être rendu au titre de la présente loi, dans le cadre de toute faillite ou proposition, aucune ordonnance dont l'effet serait d'assigner un rang inférieur à toute garantie financière.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 88; 1992, ch. 27, art. 39; 1994, ch. 26, art. 6; 2007, ch. 29, art. 99, ch. 36, art. 112; 2009, ch. 31, art. 65.

**89. and 90.** [Repealed, 1992, c. 27, s. 39]

**89. et 90.** [Abrogés, 1992, ch. 27, art. 39]

### Preferences and Transfers at Undervalue

### Traitements préférentiels et opérations sous-évaluées

**91.** [Repealed, 2005, c. 47, s. 71]

**91.** [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 71]

**92. and 93.** [Repealed, 2000, c. 12, s. 12]

**92. et 93.** [Abrogés, 2000, ch. 12, art. 12]

**94.** [Repealed, 2005, c. 47, s. 72]

**94.** [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 72]

Preferences

**95.** (1) A transfer of property made, a provision of services made, a charge on property made, a payment made, an obligation incurred or a judicial proceeding taken or suffered by an insolvent person

(*a*) in favour of a creditor who is dealing at arm's length with the insolvent person, or a person in trust for that creditor, with a view to giving that creditor a preference over another creditor is void as against — or, in Quebec, may not be set up against — the trustee if it is made, incurred, taken or suffered, as the case may be, during the period beginning on the day that is three months before the date of the initial bankruptcy event and ending on the date of the bankruptcy; and

Traitements préférentiels

**95.** (1) Sont inopposables au syndic tout transfert de biens, toute affectation de ceux-ci à une charge et tout paiement faits par une personne insolvable de même que toute obligation contractée ou tout service rendu par une telle personne et toute instance judiciaire intentée par ou contre elle :

*a*) en faveur d'un créancier avec qui elle n'a aucun lien de dépendance ou en faveur d'une personne en fiducie pour ce créancier, en vue de procurer à celui-ci une préférence sur un autre créancier, s'ils surviennent au cours de la période commençant à la date précédant de trois mois la date de l'ouverture de la faillite et se terminant à la date de la faillite;

*b*) en faveur d'un créancier avec qui elle a un lien de dépendance ou d'une personne en fiducie pour ce créancier, et ayant eu pour ef-

(*b*) in favour of a creditor who is not dealing at arm's length with the insolvent person, or a person in trust for that creditor, that has the effect of giving that creditor a preference over another creditor is void as against — or, in Quebec, may not be set up against — the trustee if it is made, incurred, taken or suffered, as the case may be, during the period beginning on the day that is 12 months before the date of the initial bankruptcy event and ending on the date of the bankruptcy.

fet de procurer à celui-ci une préférence sur un autre créancier, s'ils surviennent au cours de la période commençant à la date précédant de douze mois la date de l'ouverture de la faillite et se terminant à la date de la faillite.

Preference presumed

(2) If the transfer, charge, payment, obligation or judicial proceeding referred to in paragraph (1)(*a*) has the effect of giving the creditor a preference, it is, in the absence of evidence to the contrary, presumed to have been made, incurred, taken or suffered with a view to giving the creditor the preference — even if it was made, incurred, taken or suffered, as the case may be, under pressure — and evidence of pressure is not admissible to support the transaction.

(2) Lorsque le transfert, l'affectation, le paiement, l'obligation ou l'instance judiciaire visé à l'alinéa (1)*a*) a pour effet de procurer une préférence, il est réputé, sauf preuve contraire, avoir été fait, contracté ou intenté, selon le cas, en vue d'en procurer une, et ce même s'il l'a été sous la contrainte, la preuve de celle-ci n'étant pas admissible en l'occurrence.

Préférence — présomption

Exception

(2.1) Subsection (2) does not apply, and the parties are deemed to be dealing with each other at arm's length, in respect of the following:

(*a*) a margin deposit made by a clearing member with a clearing house; or

(*b*) a transfer, charge or payment made in connection with financial collateral and in accordance with the provisions of an eligible financial contract.

(2.1) Le paragraphe (2) ne s'applique pas aux opérations ci-après et les parties à celles-ci sont réputées n'avoir aucun lien de dépendance :

*a*) un dépôt de couverture effectué auprès d'une chambre de compensation par un membre d'une telle chambre;

*b*) un transfert, un paiement ou une charge qui se rapporte à une garantie financière et s'inscrit dans le cadre d'un contrat financier admissible.

Exception

Definitions

(3) In this section,

(3) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

"clearing house" « *chambre de compensation* »

"clearing house" means a body that acts as an intermediary for its clearing members in effecting securities transactions;

« chambre de compensation » Organisme qui agit comme intermédiaire pour ses membres dans les opérations portant sur des titres.

« chambre de compensation » "*clearing house*"

"clearing member" « *membre* »

"clearing member" means a person engaged in the business of effecting securities transactions who uses a clearing house as intermediary;

« créancier » S'entend notamment de la personne qui se porte caution ou répond d'une dette envers un tel créancier.

« créancier » "*creditor*"

"creditor" « *créancier* »

"creditor" includes a surety or guarantor for the debt due to the creditor;

« dépôt de couverture » Tout paiement, dépôt ou transfert effectué par l'intermédiaire d'une chambre de compensation, en application des règles de celle-ci, en vue de garantir l'exécution par un membre de ses obligations touchant des opérations portant sur des titres; sont notamment visées les opérations portant sur les

« dépôt de couverture » "*margin deposit*"

"margin deposit" « *dépôt de couverture* »

"margin deposit" means a payment, deposit or transfer to a clearing house under the rules of the clearing house to assure the performance of the obligations of a clearing member in connection with security transactions, including, without limiting the generality of the foregoing,

transactions respecting futures, options or other derivatives or to fulfil any of those obligations.

R.S., 1985, c. B-3, s. 95; 1997, c. 12, s. 78; 2004, c. 25, s. 56; 2007, c. 29, s. 100, c. 36, ss. 42, 112.

contrats à terme, options ou autres dérivés et celles garantissant ces obligations.

« membre » "*clearing member*"

« membre » Personne se livrant aux opérations portant sur des titres et qui se sert d'une chambre de compensation comme intermédiaire.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 95; 1997, ch. 12, art. 78; 2004, ch. 25, art. 56; 2007, ch. 29, art. 100, ch. 36, art. 42 et 112.

Transfer at undervalue

**96.** (1) On application by the trustee, a court may declare that a transfer at undervalue is void as against, or, in Quebec, may not be set up against, the trustee — or order that a party to the transfer or any other person who is privy to the transfer, or all of those persons, pay to the estate the difference between the value of the consideration received by the debtor and the value of the consideration given by the debtor — if

(*a*) the party was dealing at arm's length with the debtor and

(i) the transfer occurred during the period that begins on the day that is one year before the date of the initial bankruptcy event and that ends on the date of the bankruptcy,

(ii) the debtor was insolvent at the time of the transfer or was rendered insolvent by it, and

(iii) the debtor intended to defraud, defeat or delay a creditor; or

(*b*) the party was not dealing at arm's length with the debtor and

(i) the transfer occurred during the period that begins on the day that is one year before the date of the initial bankruptcy event and ends on the date of the bankruptcy, or

(ii) the transfer occurred during the period that begins on the day that is five years before the date of the initial bankruptcy event and ends on the day before the day on which the period referred to in subparagraph (i) begins and

(A) the debtor was insolvent at the time of the transfer or was rendered insolvent by it, or

(B) the debtor intended to defraud, defeat or delay a creditor.

Opération sous-évaluée

**96.** (1) Sur demande du syndic, le tribunal peut, s'il estime que le débiteur a conclu une opération sous-évaluée, déclarer cette opération inopposable au syndic ou ordonner que le débiteur verse à l'actif, seul ou avec l'ensemble ou certaines des parties ou personnes intéressées par l'opération, la différence entre la valeur de la contrepartie qu'il a reçue et la valeur de celle qu'il a donnée, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

*a*) l'opération a été effectuée avec une personne sans lien de dépendance avec le débiteur et les conditions suivantes sont réunies :

(i) l'opération a eu lieu au cours de la période commençant à la date précédant d'un an la date de l'ouverture de la faillite et se terminant à la date de la faillite,

(ii) le débiteur était insolvable au moment de l'opération, ou l'est devenu en raison de celle-ci,

(iii) le débiteur avait l'intention de frauder ou de frustrer un créancier ou d'en retarder le désintéressement;

*b*) l'opération a été effectuée avec une personne qui a un lien de dépendance avec le débiteur et elle a eu lieu au cours de la période :

(i) soit commençant à la date précédant d'un an la date de l'ouverture de la faillite et se terminant à la date de la faillite,

(ii) soit commençant à la date précédant de cinq ans la date de l'ouverture de la faillite et se terminant à la date qui précède d'un jour la date du début de la période visée au sous-alinéa (i) dans le cas où le débiteur :

(A) ou bien était insolvable au moment de l'opération, ou l'est devenu en raison de celle-ci,

(B) ou bien avait l'intention de frauder ou de frustrer un créancier ou d'en retarder le désintéressement.

Establishing values

(2) In making the application referred to in this section, the trustee shall state what, in the trustee's opinion, was the fair market value of the property or services and what, in the trustee's opinion, was the value of the actual consideration given or received by the debtor, and the values on which the court makes any finding under this section are, in the absence of evidence to the contrary, the values stated by the trustee.

Établissement des valeurs

(2) Lorsqu'il présente la demande prévue au présent article, le syndic doit déclarer quelle était à son avis la juste valeur marchande des biens ou services ainsi que la valeur de la contrepartie réellement donnée ou reçue par le débiteur, et l'évaluation faite par le syndic est, sauf preuve contraire, celle sur laquelle le tribunal se fonde pour rendre une décision en conformité avec le présent article.

Meaning of "person who is privy"

(3) In this section, a "person who is privy" means a person who is not dealing at arm's length with a party to a transfer and, by reason of the transfer, directly or indirectly, receives a benefit or causes a benefit to be received by another person.

Définition de « personne intéressée »

(3) Au présent article, « personne intéressée » s'entend de toute personne qui est liée à une partie à l'opération et qui, de façon directe ou indirecte, soit en bénéficie elle-même, soit en fait bénéficier autrui.

R.S., 1985, c. B-3, s. 96; 1997, c. 12, s. 79; 2004, c. 25, s. 57; 2005, c. 47, s. 73; 2007, c. 36, s. 43.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 96; 1997, ch. 12, art. 79; 2004, ch. 25, art. 57; 2005, ch. 47, art. 73; 2007, ch. 36, art. 43.

Protected transactions

**97.** (1) No payment, contract, dealing or transaction to, by or with a bankrupt made between the date of the initial bankruptcy event and the date of the bankruptcy is valid, except the following, which are valid if made in good faith, subject to the provisions of this Act with respect to the effect of bankruptcy on an execution, attachment or other process against property, and subject to the provisions of this Act respecting preferences and transfers at undervalue:

(*a*) a payment by the bankrupt to any of the bankrupt's creditors;

(*b*) a payment or delivery to the bankrupt;

(*c*) a transfer by the bankrupt for adequate valuable consideration; and

(*d*) a contract, dealing or transaction, including any giving of security, by or with the bankrupt for adequate valuable consideration.

Transactions protégées

**97.** (1) Les paiements, remises, transports ou transferts, contrats, marchés et transactions auxquels le failli est partie et qui sont effectués entre l'ouverture de la faillite et la date de la faillite ne sont pas valides; sous réserve, d'une part, des autres dispositions de la présente loi quant à l'effet d'une faillite sur une procédure d'exécution, une saisie ou autre procédure contre des biens et, d'autre part, des dispositions de la présente loi relatives aux préférences et aux opérations sous-évaluées, les opérations ci-après sont toutefois valides si elles sont effectuées de bonne foi :

*a*) les paiements du failli à l'un de ses créanciers;

*b*) les paiements ou remises au failli;

*c*) les transferts par le failli pour contrepartie valable et suffisante;

*d*) les contrats, marchés ou transactions — garanties comprises — du failli, ou avec le failli, pour contrepartie valable et suffisante.

Definition of "adequate valuable consideration"

(2) The expression "adequate valuable consideration" in paragraph (1)(*c*) means a consideration of fair and reasonable money value with relation to that of the property assigned or transferred, and in paragraph (1)(*d*) means a consideration of fair and reasonable money value with relation to the known or reasonably to

Définition de « contrepartie valable et suffisante »

(2) L'expression « contrepartie valable et suffisante » à l'alinéa (1)*c*) signifie une contre-prestation ayant une valeur en argent juste et raisonnable par rapport à celle des biens transmis ou cédés, et, à l'alinéa (1)*d*), signifie une contre-prestation ayant une valeur en argent juste et raisonnable par rapport aux bénéfices

be anticipated benefits of the contract, dealing or transaction.

Law of set-off or compensation

(3) The law of set-off or compensation applies to all claims made against the estate of the bankrupt and also to all actions instituted by the trustee for the recovery of debts due to the bankrupt in the same manner and to the same extent as if the bankrupt were plaintiff or defendant, as the case may be, except in so far as any claim for set-off or compensation is affected by the provisions of this Act respecting frauds or fraudulent preferences.

R.S., 1985, c. B-3, s. 97; 1992, c. 27, s. 41; 1997, c. 12, s. 80; 2004, c. 25, s. 58; 2005, c. 47, s. 74.

Recovering proceeds if transferred

**98.** (1) If a person has acquired property of a bankrupt under a transaction that is void or voidable and set aside or, in the Province of Quebec, null or annullable and set aside, and has sold, disposed of, realized or collected the property or any part of it, the money or other proceeds, whether further disposed of or not, shall be deemed the property of the trustee.

Trustee may recover

(2) The trustee may recover the property or the value thereof or the money or proceeds therefrom from the person who acquired it from the bankrupt or from any other person to whom he may have resold, transferred or paid over the proceeds of the property as fully and effectually as the trustee could have recovered the property if it had not been so sold, disposed of, realized or collected.

Operation of section

(3) Notwithstanding subsection (1), where any person to whom the property has been sold or disposed of has paid or given therefor in good faith adequate valuable consideration, he is not subject to the operation of this section but the trustee's recourse shall be solely against the person entering into the transaction with the bankrupt for recovery of the consideration so paid or given or the value thereof.

Trustee subrogated

(4) Where the consideration payable for or on any sale or resale of the property or any part thereof remains unsatisfied, the trustee is subrogated to the rights of the vendor to compel payment or satisfaction.

R.S., 1985, c. B-3, s. 98; 2004, c. 25, s. 59(E).

connus ou raisonnablement présumés du contrat, du marché ou de la transaction.

Compensation

(3) Les règles de la compensation s'appliquent à toutes les réclamations produites contre l'actif du failli, et aussi à toutes les actions intentées par le syndic pour le recouvrement des créances dues au failli, de la même manière et dans la même mesure que si le failli était demandeur ou défendeur, selon le cas, sauf en tant que toute réclamation pour compensation est atteinte par les dispositions de la présente loi concernant les fraudes ou préférences frauduleuses.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 97; 1992, ch. 27, art. 41; 1997, ch. 12, art. 80; 2004, ch. 25, art. 58; 2005, ch. 47, art. 74.

Recouvrement du produit s'il a été transféré

**98.** (1) Lorsqu'une personne a acquis des biens du failli en vertu d'une transaction qui est nulle ou d'une transaction annulable qui est écartée, et a vendu, aliéné, réalisé ou perçu ces biens, ou une partie de ces biens, les montants d'argent ou autre produit, qu'ils soient de nouveau aliénés ou non, sont réputés être les biens du syndic.

Le syndic peut recouvrer

(2) Le syndic peut recouvrer ces biens ou leur valeur, ou l'argent ou le produit en provenant, de la personne qui les a acquis du failli, ou de toute autre personne à qui le failli peut avoir revendu, transféré ou versé le produit de ces biens, d'une manière aussi complète et efficace que le syndic aurait pu recouvrer ces biens s'ils n'avaient pas été ainsi vendus, aliénés, réalisés ou perçus.

Application du présent article

(3) Nonobstant le paragraphe (1), lorsqu'une personne à qui ces biens ont été vendus ou aliénés a payé ou donné de bonne foi à leur égard une contrepartie valable et suffisante, cette personne n'est pas assujettie à l'application du présent article, mais le syndic n'a recours que contre la personne qui a conclu cette transaction avec le failli en vue du recouvrement de la contrepartie ainsi versée ou donnée, ou de la valeur de celle-ci.

Subrogation du syndic

(4) Lorsque la contrepartie payable pour ou sur toute vente ou revente des biens, ou d'une partie de ces biens, n'a pas été acquittée, le syndic est subrogé aux droits du vendeur pour contraindre au paiement ou à l'acquittement.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 98; 2004, ch. 25, art. 59(A).

General assignments of book debts ineffective

**98.1** (1) If a person engaged in any trade or business makes an assignment of their existing or future book debts, or any class or part of those debts, and subsequently becomes bankrupt, the assignment of book debts is void as against, or, in the Province of Quebec, may not be set up against, the trustee with respect to any book debts that have not been paid at the date of the bankruptcy.

Nullité des cessions générales de créances comptables

**98.1** (1) Lorsqu'une personne se livrant à un métier ou commerce fait une cession de ses créances comptables actuelles ou futures, ou d'une catégorie ou d'une partie de ces créances, et devient par la suite en faillite, la cession des créances comptables est inopposable au syndic en ce qui concerne les créances comptables qui n'ont pas été acquittées à la date de la faillite.

Foregoing provisions not to apply in some cases

(2) Subsection (1) does not apply to an assignment of book debts that is registered under any statute of any province providing for the registration of assignments of book debts if the assignment is valid in accordance with the laws of the province.

Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas dans certains cas

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas d'une cession de créances comptables enregistrée conformément à une loi provinciale pourvoyant à l'enregistrement de cette cession, si celle-ci est valide aux termes des lois de la province.

Other cases

(3) Nothing in subsection (1) renders void or, in the Province of Quebec, null any assignment of book debts due at the date of the assignment from specified debtors, or of debts growing due under specified contracts, or any assignment of book debts included in a transfer of a business made in good faith and for adequate valuable consideration.

Autres cas où le présent article n'annule pas les cessions

(3) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'annuler une cession de créances comptables exigibles, à la date de la cession, de débiteurs spécifiés, ou de créances à échoir en vertu de contrats spécifiés, ni une cession de créances comptables comprises dans un transfert d'un commerce fait de bonne foi et pour contrepartie de valeur et suffisante.

Definition of "assignment"

(4) For the purposes of this section, "assignment" includes assignment by way of security, hypothec and other charges on book debts.

2005, c. 47, s. 75.

Définition de « cession »

(4) Pour l'application du présent article, «cession» s'entend notamment de l'hypothèque, de la cession en garantie et des autres charges sur les créances comptables.

2005, ch. 47, art. 75.

Dealings with undischarged bankrupt

**99.** (1) All transactions by a bankrupt with any person dealing with the bankrupt in good faith and for value in respect of property acquired by the bankrupt after the bankruptcy, if completed before any intervention by the trustee, are valid against the trustee, and any estate, or interest or right, in the property that by virtue of this Act is vested in the trustee shall determine and pass in any manner and to any extent that may be required for giving effect to any such transaction.

Affaires avec un failli non libéré

**99.** (1) Toutes transactions d'un failli avec une personne qui traite avec lui de bonne foi et pour valeur, relativement aux biens acquis par le failli après la faillite, si elles sont complétées avant toute intervention de la part du syndic, sont valides à l'encontre du syndic, et tout droit, domaine ou intérêt dans ces biens qui, en vertu de la présente loi, est dévolu au syndic, prend fin et cesse de la manière et dans la mesure requises pour donner effet à une semblable transaction.

Receipt of money by banker

(2) For the purposes of this section, the receipt of any money, security or negotiable instrument from or by the order or direction of a bankrupt by his banker and any payment and any delivery of any security or negotiable instrument made to or by the order or direction of a bankrupt by his banker shall be deemed to be a transaction by the bankrupt with his banker dealing with him for value.

R.S., 1985, c. B-3, s. 99; 2004, c. 25, s. 60.

Réception d'argent par un banquier

(2) Pour l'application du présent article, la réception, par son banquier, d'une somme d'argent, d'une valeur ou d'un effet négociable d'un failli, ou sur l'ordre ou l'instruction d'un failli, et tout paiement et remise, par son banquier, d'une valeur ou d'un effet négociable, faits à un failli ou sur l'ordre ou l'instruction d'un failli, sont censés une transaction faite par le failli avec son banquier traitant avec lui contre valeur.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 99; 2004, ch. 25, art. 60.

**100.** [Repealed, 2005, c. 47, s. 76]

**100.** [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 76]

Inquiry into dividends and redemptions of shares

**101.** (1) Where a corporation that is bankrupt has paid a dividend, other than a stock dividend, or redeemed or purchased for cancellation any of the shares of the capital stock of the corporation within the period beginning on the day that is one year before the date of the initial bankruptcy event and ending on the date of the bankruptcy, both dates included, the court may, on the application of the trustee, inquire into the transaction to ascertain whether it occurred at a time when the corporation was insolvent or whether it rendered the corporation insolvent.

Enquête au sujet des dividendes et des rachats d'actions

**101.** (1) Le tribunal peut, sur demande du syndic, enquêter pour déterminer si la transaction par laquelle une personne morale faillie a, au cours de la période allant du premier jour de l'année précédant l'ouverture de la faillite jusqu'à la date de la faillite inclusivement, payé un dividende, autre qu'un dividende en actions, ou racheté ou acheté pour annulation des actions de son capital social a été effectuée à un moment où elle était insolvable ou l'a rendue insolvable.

Judgment against directors

(2) If a transaction referred to in subsection (1) has occurred, the court may give judgment to the trustee against the directors of the corporation, jointly and severally, or solidarily, in the amount of the dividend or redemption or purchase price, with interest on the amount, that has not been paid to the corporation if the court finds that

(*a*) the transaction occurred at a time when the corporation was insolvent or the transaction rendered the corporation insolvent; and

(*b*) the directors did not have reasonable grounds to believe that the transaction was occurring at a time when the corporation was not insolvent or the transaction would not render the corporation insolvent.

Jugement contre les administrateurs

(2) Le tribunal peut accorder un jugement au syndic contre les administrateurs de la personne morale, solidairement, pour le montant du dividende ou du prix de rachat ou d'achat, avec les intérêts y afférents, qui n'a pas été remboursé à celle-ci s'il constate :

*a*) que la transaction a été faite à un moment où elle était insolvable ou l'a rendue insolvable;

*b*) que les administrateurs n'avaient pas de motifs raisonnables de croire que la transaction était faite à un moment où elle n'était pas insolvable ou ne la rendait pas insolvable.

Criteria

(2.1) In making a determination under paragraph (2)(*b*), the court shall consider whether the directors acted as prudent and diligent persons would have acted in the same circumstances and whether the directors in good faith relied on

(*a*) financial or other statements of the corporation represented to them by officers of the corporation or the auditor of the corporation, as the case may be, or by written reports of the auditor to fairly reflect the financial condition of the corporation; or

(*b*) a report relating to the corporation's affairs prepared pursuant to a contract with the corporation by a lawyer, notary, accountant, engineer, appraiser or other person whose profession gave credibility to the statements made in the report.

Critères

(2.1) Pour décider si les administrateurs ont ou n'ont pas de motifs raisonnables, le tribunal détermine ce qu'une personne prudente et diligente aurait fait dans les circonstances de l'espèce et s'ils ont, de bonne foi, tenu compte :

*a*) des états financiers ou autres de la personne morale ou des rapports de vérification donnés par les dirigeants de celle-ci ou le vérificateur comme représentant justement sa situation financière;

*b*) des rapports sur les affaires de la personne morale établis, à la suite d'un contrat avec celle-ci, par un avocat, un notaire, un comptable, un ingénieur, un évaluateur ou toute autre personne dont la profession assure la crédibilité des mentions qui y sont faites.

Judgment against shareholders

(2.2) Where a transaction referred to in subsection (1) has occurred and the court makes a finding referred to in paragraph (2)(*a*), the court may give judgment to the trustee against a shareholder who is related to one or more directors or to the corporation or who is a director not liable by reason of paragraph (2)(*b*) or subsection (3), in the amount of the dividend or redemption or purchase price referred to in subsection (1) and the interest thereon, that was received by the shareholder and not repaid to the corporation.

Jugement contre les actionnaires

(2.2) Le tribunal peut accorder un jugement au syndic contre un actionnaire qui est lié à un ou plusieurs administrateurs ou à la personne morale, ou qui est un administrateur décrit à l'alinéa (2)*b*) ou au paragraphe (3), pour le montant du dividende ou du prix de rachat ou d'achat, avec les intérêts y afférents, qui a été reçu par celui-ci et n'a pas été remboursé à la personne morale, lorsqu'il constate que la transaction a été faite à un moment où elle était insolvable ou l'a rendue insolvable.

Directors exonerated by law

(3) A judgment pursuant to subsection (2) shall not be entered against or be binding on a director who had, in accordance with any applicable law governing the operation of the corporation, protested against the payment of the dividend or the redemption or purchase for cancellation of the shares of the capital stock of the corporation and had thereby exonerated himself or herself under that law from any liability therefor.

Administrateurs disculpés par la loi

(3) Un jugement rendu aux termes du paragraphe (2) ne peut être enregistré contre un administrateur, ni lier un administrateur qui avait, en conformité avec n'importe quelle loi applicable régissant le fonctionnement de la personne morale, protesté contre le paiement du dividende ou contre le rachat ou l'achat pour annulation des actions du capital social de la personne morale et qui, de ce fait, s'était en vertu de cette loi libéré de toute responsabilité à cet égard.

Directors' right to recover

(4) Nothing in this section shall be construed to affect any right, under any applicable law governing the operation of the corporation, of the directors to recover from a shareholder the whole or any part of any dividend, or any redemption or purchase price, made or paid to the shareholder when the corporation was insolvent or that rendered the corporation insolvent.

Droit de recouvrement des administrateurs

(4) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte à un droit quelconque, en vertu de toute loi applicable au fonctionnement de la personne morale, que possèdent les administrateurs de recouvrer d'un actionnaire la totalité ou une partie d'un dividende ou prix de rachat ou d'achat, accordé ou payé à l'actionnaire lorsque la personne morale était insolvable ou dont le paiement l'a rendue insolvable.

Onus of proof — directors

(5) For the purposes of subsection (2), the onus of proving

(*a*) that the corporation was not insolvent at the time the transaction occurred and that the transaction did not render the corporation insolvent, or

(*b*) that the directors had reasonable grounds to believe that the transaction was occurring at a time when the corporation was not insolvent or that the transaction would not render the corporation insolvent

lies on the directors.

Fardeau de la preuve — administrateurs

(5) Pour l'application du paragraphe (2), il incombe aux administrateurs de prouver :

*a*) que la personne morale n'était pas insolvable au moment de la transaction et que celle-ci ne la rendait pas insolvable;

*b*) qu'ils avaient des motifs raisonnables de croire que la transaction était faite à un moment où elle n'était pas insolvable ou ne la rendait pas insolvable.

Onus of proof — shareholder

(6) For the purposes of subsection (2.2), the onus of proving that the corporation was not insolvent at the time the transaction occurred and

Fardeau de la preuve — actionnaires

(6) Pour l'application du paragraphe (2.2), il incombe à l'actionnaire de prouver que la personne morale n'était pas insolvable au moment

that the transaction did not render the corporation insolvent lies on the shareholder.

R.S., 1985, c. B-3, s. 101; 1997, c. 12, s. 82; 2004, c. 25, s. 61(E).

de la transaction et que celle-ci ne la rendait pas insolvable.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 101; 1997, ch. 12, art. 82; 2004, ch. 25, art. 61(A).

Application of sections 95 to 101

**101.1** (1) Sections 95 to 101 apply, with any modifications that the circumstances require, to a proposal made under Division I of Part III unless the proposal provides otherwise.

Application des articles 95 à 101

**101.1** (1) Les articles 95 à 101 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la proposition faite au titre de la section I de la partie III, sauf disposition contraire de la proposition.

Interpretation

(2) For the purposes of subsection (1), a reference in sections 95 to 101

(*a*) to "date of the bankruptcy" is to be read as a reference to "day on which a notice of intention is filed" or, if a notice of intention is not filed, as a reference to "day on which a proposal is filed"; and

(*b*) to "bankrupt", "insolvent person" or "debtor" is to be read as a reference to "debtor in respect of whom the proposal is filed".

Interprétation

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la mention aux articles 95 à 101, de la date de la faillite vaut mention de la date du dépôt de l'avis d'intention ou, si un tel avis n'est pas déposé, de la date du dépôt de la proposition, et la mention, à ces articles, du failli, de la personne insolvable ou du débiteur vaut mention du débiteur à l'égard de qui une proposition a été déposée.

Application of sections 95 to 101 if proposal annulled

(3) If the proposal is annulled by the court under subsection 63(1) or as a result of a bankruptcy order or assignment, sections 95 to 101 apply as though the debtor became bankrupt on the date of the initial bankruptcy event.

Application des articles 95 à 101 en cas d'annulation de la proposition

(3) Les articles 95 à 101 s'appliquent en cas d'annulation de la proposition par le tribunal au titre du paragraphe 63(1) ou à la suite d'une ordonnance de faillite ou d'une cession comme si la faillite du débiteur était survenue à la date de l'ouverture de la faillite.

1992, c. 27, s. 42; 2007, c. 36, s. 44.

1992, ch. 27, art. 42; 2007, ch. 36, art. 44.

**101.2** [Repealed, 2007, c. 36, s. 44]

**101.2** [Abrogé, 2007, ch. 36, art. 44]

## PART V

## ADMINISTRATION OF ESTATES

### Meetings of Creditors

## PARTIE V

## ADMINISTRATION DES ACTIFS

### Assemblées des créanciers

First meeting of creditors

**102.** (1) Subject to subsection (1.1), it is the duty of the trustee to inquire as to the names and addresses of the creditors of a bankrupt and, within five days after the date of the trustee's appointment, to send in the prescribed manner to the bankrupt, to every known creditor and to the Superintendent a notice in the prescribed form of the bankruptcy and of the first meeting of creditors, to be held within the twenty-one day period following the day of the trustee's appointment, at the office of the official receiver in the locality of the bankrupt, but the official receiver may, when the official receiver deems it expedient, authorize the meeting to be held at the office of any other official receiver or at such other place as the official receiver may fix.

Première assemblée des créanciers

**102.** (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), il incombe au syndic de se renseigner sur les noms et adresses des créanciers du failli et, dans les cinq jours qui suivent la date de sa nomination, il adresse, de la manière prescrite, au failli, à tout créancier connu, ainsi qu'au surintendant, un avis de la faillite, en la forme prescrite, et de la première assemblée des créanciers devant être tenue au bureau du séquestre officiel de la localité du failli, dans les vingt et un jours suivant la nomination du syndic, mais, s'il l'estime utile, le séquestre officiel peut autoriser la tenue de l'assemblée au bureau de tout autre séquestre officiel, ou à l'endroit que le séquestre officiel peut fixer.

Extension of days

(1.1) The official receiver in the locality of the bankrupt may extend the period during which the first meeting of creditors must be held

(*a*) by ten days, or

(*b*) where the official receiver is satisfied that special circumstances exist, by up to thirty days,

where the official receiver is satisfied that the extension will not be detrimental to the creditors and is in the general interests of the administration of the estate.

Prolongation de dix jours

(1.1) Le séquestre officiel de la localité du failli, s'il estime que la prolongation ne nuira pas aux créanciers et est dans l'intérêt général de l'administration de l'actif, peut prolonger de dix jours le délai prévu pour la tenue de la première assemblée des créanciers ou d'au plus trente jours s'il est convaincu que des circonstances spéciales l'exigent.

Documents to accompany notice

(2) The trustee shall include with the notice referred to in subsection (1) a list of the creditors with claims amounting to twenty-five dollars or more and the amounts of their claims together with a proof of claim and proxy in the prescribed form but no name shall be inserted in the proxy before it is so sent.

Documents accompagnant l'avis

(2) Le syndic inclut avec cet avis une liste des créanciers dont les réclamations se chiffrent à vingt-cinq dollars ou plus, ainsi que les montants de leurs réclamations, une formule de preuve de réclamation et une formule de procuration dans la forme prescrite, mais ne peut inscrire aucun nom dans la formule de procuration avant d'ainsi l'envoyer.

Information and notice

(3) In the case of the bankruptcy of an individual, the trustee shall set out in the notice, in the prescribed form, information concerning the financial situation of the bankrupt and the obligation of the bankrupt, if any, to make payments required under section 68 to the estate of the bankrupt.

Renseignements et avis à fournir

(3) Dans le cas de la faillite d'une personne physique, le syndic est tenu de donner, dans l'avis de faillite présenté en la forme prescrite, les renseignements sur la situation financière du failli et sur l'obligation de celui-ci de faire des versements à l'actif aux termes de l'article 68.

Publication in local paper by trustee

(4) A notice in the prescribed form shall, as soon as possible after the bankruptcy and not later than five days before the first meeting of creditors, be published in a local newspaper by the trustee.

Annonces par le syndic dans un journal local

(4) Le syndic, aussitôt que possible après la faillite et au moins cinq jours avant la première assemblée des créanciers, fait publier dans un journal local un avis en la forme prescrite.

Purpose of meeting

(5) The purpose of the first meeting of creditors shall be to consider the affairs of the bankrupt, to affirm the appointment of the trustee or substitute another in place thereof, to appoint inspectors and to give such directions to the trustee as the creditors may see fit with reference to the administration of the estate.

Objet de l'assemblée

(5) Cette assemblée a pour objet l'examen des affaires du failli, la confirmation de la nomination du syndic ou son remplacement, la nomination des inspecteurs et la communication au syndic des instructions que les créanciers peuvent juger opportunes quant à l'administration de l'actif.

R.S., 1985, c. B-3, s. 102; 1992, c. 1, s. 20, c. 27, s. 43; 1997, c. 12, s. 84; 2005, c. 47, s. 77.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 102; 1992, ch. 1, art. 20, ch. 27, art. 43; 1997, ch. 12, art. 84; 2005, ch. 47, art. 77.

Meetings during administration

**103.** (1) The trustee may at any time call a meeting of creditors and he shall do so when directed by the court and whenever requested in writing by a majority of the inspectors or by twenty-five per cent in number of the creditors holding twenty-five per cent in value of the proved claims.

Assemblées au cours de l'administration

**103.** (1) Le syndic peut, à tout moment, convoquer une assemblée des créanciers, et il doit le faire lorsqu'il en est requis par le tribunal et chaque fois qu'il en est requis par écrit par une majorité des inspecteurs ou par vingt-cinq pour cent en nombre des créanciers détenant vingt-cinq pour cent en valeur des réclamations prouvées.

Meetings convened by inspectors

(2) A meeting of the creditors may be convened by a majority of the inspectors at any time when a trustee is not available to call a meeting or has neglected or failed to do so when so directed by the inspectors.

R.S., c. B-3, s. 81.

Assemblées convoquées par les inspecteurs

(2) Une majorité des inspecteurs peut, à tout moment, convoquer une assemblée des créanciers lorsqu'un syndic n'est pas disponible pour convoquer une assemblée ou qu'il a négligé ou manqué de le faire après en avoir été requis par les inspecteurs.

S.R., ch. B-3, art. 81.

Notice of subsequent meetings

**104.** (1) Meetings of creditors other than the first shall be called by sending a notice of the time and place of the meeting together with an agenda outlining the items for discussion with a reasonable explanation of what is expected to be discussed for each item, not less than five days before the time of each meeting to each creditor at the address given in the creditor's proof of claim.

Avis des assemblées subséquentes

**104.** (1) Les assemblées de créanciers autres que la première sont convoquées par envoi, à chaque créancier à l'adresse indiquée dans sa preuve de réclamation, d'un préavis d'au moins cinq jours indiquant les date, heure et lieu de l'assemblée et donnant l'ordre du jour avec une explication suffisante de chacun des points qui y sont inscrits.

Notice to creditors with proved claims

(2) After the first meeting of creditors, notice of any meeting or of any proceeding need not be given to any creditors other than those who have proved their claims.

R.S., 1985, c. B-3, s. 104; 1997, c. 12, s. 85; 2005, c. 47, s. 78.

Avis aux créanciers ayant des réclamations prouvées

(2) Après la première assemblée des créanciers, il n'est pas nécessaire de donner avis d'une assemblée ou d'une procédure à d'autres créanciers que ceux qui ont prouvé leurs réclamations.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 104; 1997, ch. 12, art. 85; 2005, ch. 47, art. 78.

### Procedure at Meetings

### Procédures des assemblées

Chair of first meeting

**105.** (1) The official receiver or his nominee shall be the chair at the first meeting of creditors and shall decide any questions or disputes arising at the meeting and from any such decision any creditor may appeal to the court.

Président de la première assemblée

**105.** (1) Le séquestre officiel, ou la personne qu'il désigne, préside la première assemblée des créanciers et décide des questions posées ou des contestations soulevées à l'assemblée, et tout créancier peut appeler d'une telle décision au tribunal.

Chair of subsequent meetings

(2) At all meetings of creditors other than the first, the trustee shall be the chair unless by resolution at the meeting some other person is appointed.

Le syndic préside

(2) Le syndic préside toutes les assemblées de créanciers autres que la première, à moins qu'une autre personne ne soit nommée, par résolution adoptée à l'assemblée, pour présider.

Casting vote

(3) The chair of any meeting of creditors shall, in the case of a tie, have a second or casting vote.

Voix prépondérante

(3) En cas de partage, à une assemblée de créanciers, le président a voix prépondérante.

Minutes of meeting

(4) The chair of any meeting of creditors shall, within a reasonable time after each meeting, cause minutes of the proceedings at the meeting to be prepared. The minutes shall be signed by the chair or by the chair of the next meeting and shall be retained as part of the books, records and documents referred to in section 26 relating to the administration of the estate.

Procès-verbal de l'assemblée

(4) Dans un délai raisonnable suivant la date de l'assemblée, le président fait rédiger un procès-verbal des délibérations de celle-ci, lequel est signé par lui ou par le président de l'assemblée suivante et conservé dans les livres, registres et documents faisant état de l'administration de l'actif visés à l'article 26.

Non-receipt of notice by creditor

(5) Where a meeting of creditors is called, the proceedings had and resolutions passed at the meeting, unless the court otherwise orders,

Avis non reçu par un créancier

(5) Lorsqu'une assemblée de créanciers est convoquée, les procédures prises et les résolutions adoptées à cette assemblée sont valides, à

are valid, notwithstanding that some creditors had not received notice.

R.S., 1985, c. B-3, s. 105; 2005, c. 47, ss. 79, 123(E).

moins que le tribunal n'en ordonne autrement, bien que certains créanciers n'aient pas reçu l'avis.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 105; 2005, ch. 47, art. 79 et 123(A).

Quorum

**106.** (1) One creditor entitled to vote, or the representative of such a creditor, constitutes a quorum for a meeting of creditors.

**106.** (1) Un créancier ayant droit de vote, ou son représentant, constitue le quorum de l'assemblée des créanciers.

Quorum

Where no quorum

(2) Where there is no quorum at the first meeting of creditors,

(*a*) the appointment of the trustee shall be deemed to be confirmed; and

(*b*) the chair shall adjourn the meeting

(i) to such time and place as the chair fixes, or

(ii) without fixing a time or place for a future meeting.

(2) À défaut de quorum à la première assemblée des créanciers, le président peut l'ajourner soit à une date ultérieure, soit à une date indéterminée, auquel cas le syndic est réputé être confirmé dans ses fonctions.

Défaut de quorum

Idem

(2.1) Where there is no quorum at any meeting of creditors other than the first meeting, the chair shall adjourn the meeting to such time and place as the chair fixes.

(2.1) À défaut de quorum à toute autre assemblée, le président l'ajourne et peut fixer d'autres date, heure et lieu.

Idem

Adjournment with consent of meeting

(3) The chair of any meeting of creditors may with the consent of the meeting adjourn the meeting from time to time.

R.S., 1985, c. B-3, s. 106; 1992, c. 27, s. 44; 2005, c. 47, s. 123(E).

(3) Avec le consentement de l'assemblée, le président peut ajourner l'assemblée.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 106; 1992, ch. 27, art. 44; 2005, ch. 47, art. 123(A).

Ajournement avec le consentement de l'assemblée

How creditors shall vote

**107.** Every class of creditors may express its views and wishes separately from every other class and the effect to be given to those views and wishes shall, in case of any dispute and subject to this Act, be in the discretion of the court.

R.S., c. B-3, s. 85.

**107.** Chaque catégorie de créanciers peut exprimer ses vues et ses désirs séparément de toute autre catégorie, et le tribunal décide quelle suite donner à ces vues et désirs dans le cas de contestation et sous réserve de la présente loi.

S.R., ch. B-3, art. 85.

Comment votent les créanciers

Chair may admit or reject proof

**108.** (1) The chair of any meeting of creditors has power to admit or reject a proof of claim for the purpose of voting but his decision is subject to appeal to the court.

**108.** (1) Le président de l'assemblée a le pouvoir, pour les fins de la votation, d'admettre ou de rejeter une preuve de réclamation; sa décision est susceptible d'appel devant le tribunal.

Le président peut admettre ou rejeter une preuve

Accept as proof

(2) Notwithstanding anything in this Act, the chair may, for the purpose of voting, accept any letter or printed matter transmitted by any form or mode of telecommunication as proof of the claim of a creditor.

(2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le président peut, aux fins de la votation, accepter une lettre ou un imprimé transmis par tout moyen de télécommunication comme preuve de réclamation d'un créancier.

Preuve acceptable

In case of doubt

(3) Where the chair is in doubt as to whether a proof of claim should be admitted or rejected, he shall mark the proof as objected to and allow the creditor to vote subject to the vote being de-

(3) Lorsque le président doute que la preuve d'une réclamation doive être admise ou rejetée, il note la preuve comme contestée et permet aux créanciers de voter, sous réserve d'invali-

Cas douteux

clared invalid in the event of the objection being sustained.

R.S., 1985, c. B-3, s. 108; 1992, c. 27, s. 45; 2005, c. 47, s. 123(E).

dation du vote, au cas où la contestation serait maintenue.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 108; 1992, ch. 27, art. 45; 2005, ch. 47, art. 123(A).

Right of creditor to vote

**109.** (1) A person is not entitled to vote as a creditor at any meeting of creditors unless the person has duly proved a claim provable in bankruptcy and the proof of claim has been duly filed with the trustee before the time appointed for the meeting.

**109.** (1) Une personne n'a pas le droit de voter à titre de créancier à une assemblée des créanciers, à moins qu'elle n'ait dûment prouvé une réclamation prouvable en matière de faillite et que la preuve de la réclamation n'ait été dûment remise au syndic avant le moment fixé pour l'assemblée.

Droit de voter d'un créancier

Voting by proxy

(2) A creditor may vote either in person or by proxy.

(2) Un créancier peut voter personnellement ou au moyen d'une procuration.

Vote par procuration

Form of proxy

(3) A proxy is not invalid merely because it is in the form of a letter or printed matter transmitted by any form or mode of telecommunication.

(3) Une procuration n'est pas invalide du simple fait qu'elle est établie sous forme de lettre ou d'imprimé transmis par tout moyen de télécommunication.

Forme de procuration

Debtor may not be proxyholder

(4) A debtor may not be appointed a proxyholder to vote at any meeting of the debtor's creditors.

(4) Un débiteur ne peut être nommé fondé de pouvoir pour voter à une assemblée de ses créanciers.

Un débiteur ne peut être fondé de pouvoir

Corporation

(5) A corporation may vote by an authorized proxyholder at meetings of creditors.

(5) Une personne morale peut voter par l'entremise d'un fondé de pouvoir autorisé aux assemblées de créanciers.

Personne morale

Vote of creditors not dealing at arm's length

(6) If the chair is of the opinion that the outcome of a vote was determined by the vote of a creditor who did not deal with the debtor at arm's length at any time during the period that begins on the day that is one year before the date of the initial bankruptcy event and that ends on the date of the bankruptcy, the chair shall redetermine the outcome by excluding the creditor's vote. The redetermined outcome is the outcome of the vote unless a court, on application within 10 days after the day on which the chair redetermined the outcome of the vote, considers it appropriate to include the creditor's vote and determines another outcome.

(6) S'il estime que le vote d'un créancier ayant eu, à tout moment au cours de la période commençant à la date précédant d'un an la date de l'ouverture de la faillite et se terminant à la date de la faillite, un lien de dépendance avec le débiteur a influé sur le résultat du vote, le président établit un nouveau résultat en excluant ce vote; ce nouveau résultat est définitif, à moins que le tribunal ne soit saisi de la question dans les dix jours, qu'il juge indiqué de compter le vote et qu'il ne substitue au résultat du vote un nouveau résultat.

Votes du créancier ayant un lien de dépendance

(7) [Repealed, 2005, c. 47, s. 80]

R.S., 1985, c. B-3, s. 109; 1992, c. 27, s. 46; 1997, c. 12, s. 86; 1999, c. 31, s. 24(F); 2004, c. 25, s. 63; 2005, c. 47, s. 80; 2007, c. 36, s. 45.

(7) [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 80]

L.R. (1985), ch. B-3, art. 109; 1992, ch. 27, art. 46; 1997, ch. 12, art. 86; 1999, ch. 31, art. 24(F); 2004, ch. 25, art. 63; 2005, ch. 47, art. 80; 2007, ch. 36, art. 45.

Claims acquired after date of bankruptcy

**110.** (1) No person is entitled to vote on a claim acquired after the date of bankruptcy in respect of a debtor unless the entire claim is acquired.

**110.** (1) Personne n'a droit de voter du chef d'une réclamation acquise après l'ouverture de la faillite d'un débiteur, à moins que la réclamation n'ait été acquise en entier.

Créance obtenue après l'ouverture de la faillite

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to persons acquiring notes, bills or other securities on which they are liable.

R.S., 1985, c. B-3, s. 110; 2005, c. 47, s. 81.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux personnes qui acquièrent des billets, lettres de

Exception

change ou autres valeurs dont elles sont responsables.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 110; 2005, ch. 47, art. 81.

Creditor secured by bill or note

**111.** A creditor shall not vote in respect of any claim on or secured by a current bill of exchange or promissory note held by him, unless he is willing to treat the liability to him thereon of every person who is liable thereon antecedently to the debtor, and who is not a bankrupt, as a security in his hands and to estimate the value thereof and for the purposes of voting, but not for the purposes of dividend, to deduct it from his claim.

R.S., c. B-3, s. 89.

Créancier garanti par lettre de change ou billet

**111.** Un créancier ne peut voter à l'égard d'une réclamation motivée ou garantie par une lettre de change courante ou un billet à ordre qu'il détient, à moins qu'il ne consente à considérer, comme titre de garantie en sa possession, ce qui lui en est dû par toute personne qui en est responsable antérieurement au débiteur et qui n'est pas un failli, et à en estimer la valeur et, pour les fins de la votation mais non pour les objets du dividende, à déduire cette valeur de sa réclamation.

S.R., ch. B-3, art. 89.

Voting by secured creditor

**112.** For the purpose of voting, a secured creditor shall, unless he surrenders his security, state in his proof the particulars of his security, the date when it was given and the value at which he assesses it, and he is entitled to vote only in respect of the balance, if any, due to him, after deducting the value of his security.

R.S., c. B-3, s. 90.

Vote d'un créancier garanti

**112.** Pour les fins de la votation, un créancier garanti énonce dans sa preuve, à moins qu'il ne renonce à sa garantie, les détails de sa garantie, la date à laquelle elle a été donnée, ainsi que le montant auquel il l'évalue, et il n'a le droit de voter qu'à l'égard du reliquat qui lui est dû, s'il en est, déduction faite de la valeur de sa garantie.

S.R., ch. B-3, art. 90.

Trustee may vote

**113.** (1) If the trustee is a proxyholder for a creditor, the trustee may vote as a creditor at any meeting of creditors.

Le syndic peut voter

**113.** (1) Lorsqu'il est fondé de pouvoir d'un créancier, le syndic peut voter à titre de créancier à toute assemblée des créanciers.

Trustee's vote not to count in respect of certain resolutions

(2) The vote of the trustee — or of the partner, clerk or legal counsel of the trustee, or of the clerk of the legal counsel of the trustee — as proxyholder for a creditor, shall not be counted in respect of any resolution affecting the remuneration or conduct of the trustee.

Le vote du syndic ne compte pas dans certains cas

(2) Le vote du syndic — ou de son associé, de son clerc, de son conseiller juridique ou du clerc de son conseiller juridique — à titre de fondé de pouvoir d'un créancier, ne peut être compté dans le cadre de l'adoption d'une résolution concernant sa rémunération ou sa conduite.

Persons not entitled to vote

(3) The following persons are not entitled to vote on the appointment of a trustee — and except with the permission of the court and on any condition that the court may impose, the following persons are not entitled to vote on the appointment of inspectors:

(*a*) the father, mother, child, sister, brother, uncle or aunt, by blood, adoption, marriage or common-law partnership, or the spouse or common-law partner, of the bankrupt;

(*b*) where the bankrupt is a corporation, any officer, director or employee thereof; and

Personnes non autorisées à voter

(3) Les personnes ci-après n'ont pas le droit de voter pour la nomination d'un syndic et, sauf avec l'autorisation du tribunal et aux conditions qu'il peut fixer, n'ont pas le droit de voter pour celle d'inspecteurs :

*a*) le père, la mère, l'enfant, le frère, la sœur, l'oncle ou la tante, de naissance ou par adoption, mariage ou union de fait, ou l'époux ou conjoint de fait du failli;

*b*) lorsque le failli est une personne morale, un dirigeant, administrateur ou employé de celle-ci;

*c*) lorsque le failli est une personne morale, toute personne morale filiale entièrement dé-

(*c*) where the bankrupt is a corporation, any wholly owned subsidiary corporation or any officer, director or employee thereof.

R.S., 1985, c. B-3, s. 113; R.S., 1985, c. 31 (1st Supp.), s. 73; 2000, c. 12, s. 13; 2004, c. 25, s. 64; 2005, c. 47, s. 82.

tenue, ou tout dirigeant, administrateur ou employé de celle-ci.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 113; L.R. (1985), ch. 31 (1er suppl.), art. 73; 2000, ch. 12, art. 13; 2004, ch. 25, art. 64; 2005, ch. 47, art. 82.

Evidence of proceedings at meetings of creditors

**114.** (1) A minute of proceedings at a meeting of creditors under this Act signed at the same or the next ensuing meeting by a person describing himself as or appearing to be chair of the meeting at which the minute is signed shall be admitted in evidence without further proof.

Preuve des délibérations aux assemblées des créanciers

**114.** (1) Un procès-verbal des délibérations d'une assemblée des créanciers tenue sous l'autorité de la présente loi, signé à cette assemblée même ou à l'assemblée suivante par une personne se désignant comme, ou paraissant être, le président de l'assemblée à laquelle le procès-verbal a été signé, est sans plus admis en preuve.

Evidence of regularity

(2) Until the contrary is proved, every meeting of creditors in respect of the proceedings whereof a minute has been signed by the chair shall be deemed to have been duly convened and held and all resolutions passed or proceedings thereat to have been duly convened and held and to have been duly passed or had.

R.S., 1985, c. B-3, s. 114; 2005, c. 47, s. 123(E).

Preuve de régularité

(2) Jusqu'à preuve du contraire, toute assemblée des créanciers, dont un procès-verbal des délibérations a été signé par le président, est réputée avoir été régulièrement convoquée et tenue, et toutes les résolutions adoptées ou procédures conduites à cette assemblée sont réputées avoir été adoptées ou conduites régulièrement.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 114; 2005, ch. 47, art. 123(A).

Votes

**115.** Subject to this Act, all questions at meetings of creditors shall be decided by resolution carried by the majority of votes, and for that purpose the votes of a creditor shall be calculated by counting one vote for each dollar of every claim of the creditor that is not disallowed.

R.S., 1985, c. B-3, s. 115; 1992, c. 27, s. 47.

Calcul des voix

**115.** Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, il est décidé des questions étudiées aux assemblées des créanciers, à la majorité des voix et, à cette fin, chaque créancier a droit à un nombre de voix égal au montant en dollars de chacune de ses créances non rejetées.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 115; 1992, ch. 27, art. 47.

Court order — interlocutory or permanent

**115.1** In an application to revoke or vary a decision that affects or could affect the outcome of a vote, the court may make any order that it considers appropriate, including one that suspends the effect of the vote until the application is determined and one that redetermines the outcome of the vote.

2007, c. 36, s. 46.

Ordonnance du tribunal — provisoire ou non

**115.1** Lorsqu'il est saisi d'une demande visant l'annulation ou la modification d'une décision ayant ou pouvant avoir une incidence sur le résultat du vote, le tribunal peut, par ordonnance, prendre toute mesure qu'il estime indiquée, notamment suspendre les effets du vote jusqu'à ce qu'il se prononce sur la demande ou établisse un nouveau résultat.

2007, ch. 36, art. 46.

INSPECTORS

INSPECTEURS

Resolution respecting inspectors

**116.** (1) At the first or a subsequent meeting of creditors, the creditors shall, by resolution, appoint up to five inspectors of the estate of the bankrupt or agree not to appoint any inspectors.

Résolutions au sujet des inspecteurs

**116.** (1) À la première assemblée des créanciers ou à une assemblée subséquente, les créanciers doivent, par résolution, nommer au plus cinq inspecteurs pour surveiller l'actif du failli, ou convenir de ne pas en nommer.

Persons not eligible

(2) No person is eligible to be appointed or to act as an inspector who is a party to any contested action or proceedings by or against the estate of the bankrupt.

Personnes inadmissibles

(2) Aucune personne, partie à une action ou procédure contestée par ou contre l'actif du failli, ne peut être nommée ou agir en qualité d'inspecteur.

Powers

(3) The powers of the inspectors may be exercised by a majority of them.

(3) Les pouvoirs des inspecteurs peuvent être exercés par une majorité d'entre eux.

Pouvoirs

Filling vacancy

(4) The creditors or inspectors at any meeting may fill any vacancy on the board of inspectors.

(4) Les créanciers ou les inspecteurs, à toute assemblée, peuvent remplir une vacance se produisant dans le bureau des inspecteurs.

Vacance dans le bureau

Revocation and replacement

(5) The creditors may at any meeting and the court may on the application of the trustee or any creditor revoke the appointment of any inspector and appoint another in his stead.

R.S., 1985, c. B-3, s. 116; 2005, c. 47, s. 83.

(5) Les créanciers peuvent, à toute assemblée, et le tribunal peut, à la requête du syndic ou d'un créancier, révoquer la nomination d'un inspecteur et lui nommer un remplaçant.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 116; 2005, ch. 47, art. 83.

Révocation et remplacement

Meetings

**117.** (1) The trustee may call a meeting of inspectors when he deems it advisable and he shall do so when requested in writing by a majority of the inspectors.

**117.** (1) Le syndic peut convoquer une assemblée des inspecteurs lorsqu'il l'estime utile, et il doit le faire lorsque la majorité des inspecteurs l'en requiert par écrit.

Assemblées

Participation by telephone, etc.

(1.1) An inspector may, if all the other inspectors consent, participate in a meeting of inspectors by means of such telephone or other communication facilities as permit all persons participating in the meeting to communicate with each other, and an inspector participating in such a meeting by such means is deemed for the purpose of this Act to be present at that meeting.

(1.1) Si les autres y consentent, un inspecteur peut participer à une assemblée des inspecteurs en utilisant tout moyen de communication, notamment téléphonique, qui leur permet de communiquer entre eux; il est dès lors réputé avoir participé en personne à l'assemblée.

Participation

Trustee votes in case of tie

(2) In the event of an equal division of opinion at a meeting of inspectors, the opinion of any absent inspector shall be sought in order to resolve the difference, and in the case of a difference that cannot be so resolved, it shall be resolved by the trustee, unless it concerns his personal conduct or interest in which case it shall be resolved by the creditors or the court.

R.S., 1985, c. B-3, s. 117; 1992, c. 27, s. 48.

(2) Lorsque à une assemblée des inspecteurs les opinions sont également partagées, l'avis d'un inspecteur absent doit être demandé afin de résoudre le différend; au cas où le différend ne peut être ainsi résolu, il le sera par le syndic, à moins que le différend ne se rapporte à la propre conduite du syndic ou à son propre intérêt, auquel cas le différend sera réglé par les créanciers ou le tribunal.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 117; 1992, ch. 27, art. 48.

Vote du syndic en cas de partage

Obligation of trustee when inspectors fail to exercise their powers

**118.** If the inspectors fail to exercise the powers conferred on them, the trustee shall call a meeting of the creditors for the purpose of substituting other inspectors and for the purpose of taking any action or giving any directions that may be necessary.

R.S., 1985, c. B-3, s. 118; 2005, c. 47, s. 84.

**118.** Lorsque les inspecteurs n'exercent pas les pouvoirs qui leur sont conférés, le syndic convoque une assemblée des créanciers en vue de substituer d'autres inspecteurs et de prendre les mesures ou donner les instructions qui peuvent être nécessaires.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 118; 2005, ch. 47, art. 84.

Obligations du syndic lorsque les inspecteurs n'exercent pas leurs pouvoirs

Creditors may override directions of inspectors

**119.** (1) Subject to this Act, the trustee shall in the administration of the property of the bankrupt and in the distribution thereof among his creditors have regard to any directions that may be given by resolution of the creditors at any general meeting or by the inspectors, and any directions so given by the creditors shall in case of conflict be deemed to override any directions given by the inspectors.

**119.** (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le syndic tient compte, dans l'administration des biens du failli et dans leur distribution parmi les créanciers de ce dernier, des instructions qui peuvent être données par résolution des créanciers à une assemblée générale, ou par les inspecteurs, et toute instruction ainsi donnée par les créanciers est cen-

Les créanciers peuvent annuler les décisions des inspecteurs

sée, en cas de conflit, annuler toute instruction donnée par les inspecteurs.

Decisions of inspectors subject to review by court

(2) The decisions and actions of the inspectors are subject to review by the court at the instance of the trustee or any interested person and the court may revoke or vary any act or decision of the inspectors and it may give such directions, permission or authority as it deems proper in substitution thereof or may refer any matter back to the inspectors for reconsideration.

R.S., c. B-3, s. 94.

(2) Les décisions et actes des inspecteurs sont sujets à révision par le tribunal à la requête du syndic ou de toute personne intéressée, et le tribunal peut révoquer ou modifier un acte ou une décision des inspecteurs, et il peut donner les instructions, la permission ou l'autorisation qu'il estime utile de substituer à celles des inspecteurs, ou il peut renvoyer une affaire aux inspecteurs pour qu'ils la reprennent en considération.

S.R., ch. B-3, art. 94.

Les décisions des inspecteurs sont sujettes à révision par le tribunal

Inspector may not acquire property

**120.** (1) No inspector is, directly or indirectly, capable of purchasing or acquiring for himself or for another any of the property of the estate for which he is an inspector, except with the prior approval of the court.

**120.** (1) À moins d'avoir obtenu l'approbation préalable du tribunal, aucun inspecteur ne peut, directement ou indirectement, acheter ou acquérir pour lui-même ou pour un autre un bien de l'actif dont il est un inspecteur.

Un inspecteur ne peut acquérir un bien

Formal defects

(2) No defect or irregularity in the appointment of an inspector vitiates any act done by him in good faith.

(2) Aucune erreur ou irrégularité dans la nomination d'un inspecteur ne vicie un acte accompli par lui de bonne foi.

Irrégularité

Duty of inspectors

(3) In addition to the other duties that are attributed to them under this Act, the inspectors shall from time to time verify the bank balance of the estate, examine the trustee's accounts and inquire into the adequacy of the security filed by the trustee and, subject to subsection (4), shall approve the trustee's final statement of receipts and disbursements, dividend sheet and disposition of unrealized property.

(3) En plus d'exercer les fonctions que leur confère la présente loi, les inspecteurs vérifient le solde en banque de l'actif, examinent ses comptes, s'enquièrent de la suffisance de la garantie fournie par le syndic et, sous réserve du paragraphe (4), approuvent l'état définitif des recettes et des débours préparé par le syndic, le bordereau de dividende et la disposition des biens non réalisés.

Fonctions des inspecteurs

Approval of trustee's final statement by inspectors

(4) Before approving the final statement of receipts and disbursements of the trustee, the inspectors shall satisfy themselves that all the property has been accounted for and that the administration of the estate has been completed as far as can reasonably be done and shall determine whether or not the disbursements and expenses incurred are proper and have been duly authorized, and the fees and remuneration just and reasonable in the circumstances.

(4) Avant d'approuver l'état définitif des recettes et des débours du syndic, les inspecteurs doivent s'assurer eux-mêmes qu'il a été rendu compte de tous les biens et que l'administration de l'actif a été complétée, dans la mesure où il est raisonnablement possible de le faire, et doivent établir si les débours et dépenses subis sont appropriés ou non et ont été dûment autorisés et si les honoraires et la rémunération sont justes et raisonnables en l'occurrence.

Approbation par les inspecteurs de l'état définitif préparé par le syndic

inspector's expenses and fees

(5) Each inspector

(*a*) may be repaid actual and necessary travel expenses incurred in relation to the performance of the inspector's duties; and

(*b*) may be paid such fees per meeting as are prescribed.

(5) Chaque inspecteur peut être remboursé des frais de déplacement réels et nécessaires engagés dans le cadre de ses fonctions et il peut aussi recevoir les honoraires prescrits pour chaque assemblée.

Frais et honoraires

Special services

(6) An inspector duly authorized by the creditors or by the other inspectors to perform special services for the estate may be allowed a

(6) Un inspecteur régulièrement autorisé par les créanciers ou par les autres inspecteurs à exécuter des services spéciaux pour le compte

Services spéciaux

special fee for those services, subject to approval of the court, which may vary that fee as it deems proper having regard to the nature of the services rendered in relation to the obligations of the inspector to the estate to act in good faith for the general interests of the administration of the estate.

R.S., 1985, c. B-3, s. 120; 1992, c. 27, s. 49; 2001, c. 4, s. 30; 2004, c. 25, s. 65(F); 2005, c. 47, s. 85.

de l'actif peut avoir droit à des honoraires spéciaux pour ces services, sous réserve de l'approbation du tribunal qui peut modifier ces honoraires comme il le juge à propos eu égard à la nature des services rendus par rapport à l'obligation qu'a l'inspecteur d'agir de bonne foi en vue de l'intérêt général de l'administration de l'actif.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 120; 1992, ch. 27, art. 49; 2001, ch. 4, art. 30; 2004, ch. 25, art. 65(F); 2005, ch. 47, art. 85.

### Claims Provable

### Réclamations prouvables

Claims provable

**121.** (1) All debts and liabilities, present or future, to which the bankrupt is subject on the day on which the bankrupt becomes bankrupt or to which the bankrupt may become subject before the bankrupt's discharge by reason of any obligation incurred before the day on which the bankrupt becomes bankrupt shall be deemed to be claims provable in proceedings under this Act.

Réclamations prouvables

**121.** (1) Toutes créances et tous engagements, présents ou futurs, auxquels le failli est assujetti à la date à laquelle il devient failli, ou auxquels il peut devenir assujetti avant sa libération, en raison d'une obligation contractée antérieurement à cette date, sont réputés des réclamations prouvables dans des procédures entamées en vertu de la présente loi.

Contingent and unliquidated claims

(2) The determination whether a contingent or unliquidated claim is a provable claim and the valuation of such a claim shall be made in accordance with section 135.

Décision

(2) La question de savoir si une réclamation éventuelle ou non liquidée constitue une réclamation prouvable et, le cas échéant, son évaluation sont décidées en application de l'article 135.

Debts payable at a future time

(3) A creditor may prove a debt not payable at the date of the bankruptcy and may receive dividends equally with the other creditors, deducting only thereout a rebate of interest at the rate of five per cent per annum computed from the declaration of a dividend to the time when the debt would have become payable according to the terms on which it was contracted.

Créances payables à une date future

(3) Un créancier peut établir la preuve d'une créance qui n'est pas échue à la date de la faillite, et recevoir des dividendes tout comme les autres créanciers, en en déduisant seulement un rabais d'intérêt au taux de cinq pour cent par an calculé à compter de la déclaration d'un dividende jusqu'à la date où la créance devait échoir selon les conditions auxquelles elle a été contractée.

Family support claims

(4) A claim in respect of a debt or liability referred to in paragraph 178(1)(*b*) or (*c*) payable under an order or agreement made before the date of the initial bankruptcy event in respect of the bankrupt and at a time when the spouse, former spouse, former common-law partner or child was living apart from the bankrupt, whether the order or agreement provides for periodic amounts or lump sum amounts, is a claim provable under this Act.

Réclamations alimentaires

(4) Constitue une réclamation prouvable la réclamation pour une dette ou une obligation mentionnée aux alinéas 178(1)*b*) ou *c*) découlant d'une ordonnance judiciaire rendue ou d'une entente conclue avant l'ouverture de la faillite et à un moment où l'époux, l'ex-époux ou ancien conjoint de fait ou l'enfant ne vivait pas avec le failli, que l'ordonnance ou l'entente prévoie une somme forfaitaire ou payable périodiquement.

R.S., 1985, c. B-3, s. 121; 1992, c. 27, s. 50; 1997, c. 12, s. 87; 2000, c. 12, s. 14.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 121; 1992, ch. 27, art. 50; 1997, ch. 12, art. 87; 2000, ch. 12, art. 14.

Claims provable in bankruptcy following proposal

**122.** (1) The claims of creditors under a proposal are, in the event of the debtor subsequently becoming bankrupt, provable in the bankruptcy for the full amount of the claims

Réclamations prouvables en faillite à la suite d'une proposition

**122.** (1) Les réclamations des créanciers aux termes d'une proposition sont, dans le cas où le débiteur deviendrait subséquemment en faillite, prouvables dans la faillite pour le plein

less any dividends paid thereon pursuant to the proposal.

Interest

(2) If interest on any debt or sum certain is provable under this Act but the rate of interest has not been agreed on, the creditor may prove interest at a rate not exceeding five per cent per annum to the date of the bankruptcy from the time the debt or sum was payable, if evidenced by a written document, or, if not so evidenced, from the time notice has been given the debtor of the interest claimed.

R.S., 1985, c. B-3, s. 122; 2004, c. 25, s. 66(E).

Proof in respect of distinct contracts

**123.** Where a bankrupt was, at the date of the bankruptcy, liable in respect of distinct contracts as a member of two or more distinct firms, or as a sole contractor and also as member of a firm, the circumstance that the firms are in whole or in part composed of the same individuals, or that the sole contractor is also one of the joint contractors, shall not prevent proof, in respect of the contracts, against the properties respectively liable on the contracts.

R.S., c. B-3, s. 96.

PROOF OF CLAIMS

Creditors shall prove claims

**124.** (1) Every creditor shall prove his claim, and a creditor who does not prove his claim is not entitled to share in any distribution that may be made.

Proof by delivery

(2) A claim shall be proved by delivering to the trustee a proof of claim in the prescribed form.

Who may make proof of claims

(3) The proof of claim may be made by the creditor himself or by a person authorized by him on behalf of the creditor, and, if made by a person so authorized, it shall state his authority and means of knowledge.

Shall refer to account

(4) The proof of claim shall contain or refer to a statement of account showing the particulars of the claim and any counter-claim that the bankrupt may have to the knowledge of the creditor and shall specify the vouchers or other evidence, if any, by which it can be substantiated.

montant des réclamations moins tout dividende payé à cet égard en conformité avec la proposition.

Intérêts

(2) Lorsque l'intérêt sur toute créance ou somme déterminée est prouvable sous le régime de la présente loi, mais qu'il n'a pas été convenu du taux d'intérêt, le créancier peut établir la preuve d'un intérêt à un taux maximal de cinq pour cent par an jusqu'à la date de la faillite à compter de la date où la créance ou somme était exigible, si elle est attestée par un document écrit, ou, si elle n'est pas ainsi attestée, à compter de la date où il a été donné au débiteur avis de la réclamation d'intérêt.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 122; 2004, ch. 25, art. 66(A).

Preuve à l'égard de contrats distincts

**123.** Lorsqu'un failli était, à la date de la faillite, responsable à l'égard de contrats distincts, en qualité de membre de plusieurs firmes distinctes, ou en qualité de signataire individuel des contrats et aussi à titre de membre d'une firme, le fait que les firmes sont entièrement ou en partie composées des mêmes personnes, ou que le signataire individuel des contrats est aussi l'une des parties contractantes conjointes, n'empêche nullement la preuve relativement aux contrats contre les biens respectivement impliqués dans les contrats.

S.R., ch. B-3, art. 96.

PREUVE DE RÉCLAMATIONS

Les créanciers doivent prouver leurs réclamations

**124.** (1) Chaque créancier doit prouver sa réclamation, faute de quoi il n'a pas droit de partage dans la distribution qui peut être opérée.

Remise de preuve

(2) Une réclamation est prouvée par la remise, au syndic, d'une preuve de la réclamation selon la forme prescrite.

Qui peut faire la preuve d'une réclamation

(3) La preuve de réclamation peut être faite par le créancier lui-même ou par une personne qu'il a autorisée à agir en son nom; la preuve, si elle est faite par une personne ainsi autorisée, doit énoncer l'autorisation et les sources de renseignement de cette personne.

La preuve doit mentionner un état de compte

(4) La preuve de réclamation doit contenir ou mentionner un état de compte énonçant les détails de la réclamation, ainsi que toute créance compensatoire que le failli peut avoir à la connaissance du créancier, et doit aussi spécifier les pièces justificatives ou autre preuve, s'il en est, qui peuvent en établir le bien-fondé.

(5) [Repealed, 2005, c. 47, s. 86]

R.S., 1985, c. B-3, s. 124; 2005, c. 47, s. 86.

(5) [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 86]

L.R. (1985), ch. B-3, art. 124; 2005, ch. 47, art. 86.

Penalty for filing false claim

**125.** Where a creditor or other person in any proceedings under this Act files with the trustee a proof of claim containing any wilfully false statement or wilful misrepresentation, the court may, in addition to any other penalty provided in this Act, disallow the claim in whole or in part as the court in its discretion may see fit.

R.S., c. B-3, s. 97.

Peine en cas de réclamation fausse ou injustifiable

**125.** Lorsqu'un créancier ou une autre personne, au cours de procédures prises en vertu de la présente loi, dépose entre les mains du syndic une preuve de réclamation contenant une déclaration délibérément fausse ou une fausse représentation faite de propos délibéré, le tribunal peut, en sus de toute autre peine prévue par la présente loi, rejeter la créance en tout ou en partie selon que, à sa discrétion, il pourra juger à propos.

S.R., ch. B-3, art. 97.

Who may examine proofs

**126.** (1) Every creditor who has filed a proof of claim is entitled to see and examine the proofs of other creditors.

Qui peut examiner la preuve

**126.** (1) Tout créancier qui a déposé une preuve de réclamation a le droit de voir et d'examiner les preuves d'autres créanciers.

Worker's wage claims

(2) Proofs of claims for wages of workers and others employed by the bankrupt may be made in one proof by the bankrupt, by someone on the bankrupt's behalf, by a representative of a federal or provincial ministry responsible for labour matters, by a representative of a union representing workers and others employed by the bankrupt or by a court-appointed representative, and that proof is to be made by attaching to it a schedule setting out the names and addresses of the workers and others and the amounts severally due to them, but that proof does not disentitle any worker or other wage earner to file a separate proof on his or her own behalf.

R.S., 1985, c. B-3, s. 126; 1997, c. 12, s. 88; 2005, c. 47, s. 87.

Réclamations d'ouvriers pour gages

(2) Les preuves de réclamations pour gages d'ouvriers et d'autres personnes employés par le failli peuvent être établies en une seule preuve par celui-ci ou pour son compte, par le représentant soit d'un ministère fédéral ou provincial responsable des questions liées au travail, soit d'un syndicat représentant les ouvriers et autres employés, ou par le représentant nommé par le tribunal; la preuve est accompagnée d'une annexe énumérant les noms et adresses des ouvriers et des autres personnes, ainsi que les sommes qui leur sont respectivement dues. Une telle preuve n'enlève pas à l'ouvrier ou à tout autre salarié le droit de produire pour son propre compte une preuve distincte.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 126; 1997, ch. 12, art. 88; 2005, ch. 47, art. 87.

### Proof by Secured Creditors

### Preuve des créanciers garantis

Proof by secured creditor

**127.** (1) Where a secured creditor realizes his security, he may prove the balance due to him after deducting the net amount realized.

Preuve du créancier garanti

**127.** (1) Lorsqu'un créancier garanti réalise sa garantie, il peut prouver le reliquat qui lui est dû, après avoir déduit la somme nette réalisée.

May prove whole claim on surrender

(2) Where a secured creditor surrenders his security to the trustee for the general benefit of the creditors, he may prove his whole claim.

R.S., 1985, c. B-3, s. 127; 2004, c. 25, s. 67(F).

Peut prouver sa réclamation entière sur renonciation

(2) Lorsqu'un créancier garanti renonce à sa garantie en faveur du syndic au profit des créanciers en général, il peut établir la preuve de sa réclamation entière.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 127; 2004, ch. 25, art. 67(F).

Proof may be requested

**128.** (1) Where the trustee has knowledge of property that may be subject to a security, the trustee may, by serving notice in the prescribed form and manner, require any person to file, in the prescribed form and manner, a proof of the security that gives full particulars of the security, including the date on which the secu-

Preuve de garantie

**128.** (1) S'il a connaissance de biens qui peuvent être assujettis à une garantie, le syndic peut, par signification d'un avis en la forme et de la manière prescrites, enjoindre à quiconque de produire, en la forme et de la manière prescrites, une preuve de la garantie énonçant la date à laquelle elle a été donnée, la valeur que

rity was given and the value at which that person assesses it.

Where reply not received

(1.1) Where the trustee serves a notice pursuant to subsection (1), and the person on whom the notice is served does not file a proof of security within thirty days after the day of service of the notice, the trustee may thereupon, with leave of the court, sell or dispose of any property that was subject to the security, free of that security.

Dividend on balance

(2) A creditor is entitled to receive a dividend in respect only of the balance due to him after deducting the assessed value of his security.

Trustee may redeem security

(3) The trustee may redeem a security on payment to the secured creditor of the debt or the value of the security as assessed, in the proof of security, by the secured creditor.

R.S., 1985, c. B-3, s. 128; 1992, c. 27, s. 51; 1999, c. 31, s. 25; 2004, c. 25, s. 68(F).

May order security to be sold

**129.** (1) Where the trustee is dissatisfied with the value at which a security is assessed, the trustee may require that the property the security comprises be offered for sale at such time and on such terms and conditions as may be agreed on between the creditor and the trustee or, in default of such an agreement, as the court may direct.

Sale by public auction

(2) Where a sale under subsection (1) is by public auction the creditor or the trustee on behalf of the estate may bid or purchase.

(3) [Repealed, 1992, c. 27, s. 52]

Costs of sale

(4) The costs and expenses of a sale made under this section are in the discretion of the court.

R.S., 1985, c. B-3, s. 129; 1992, c. 27, s. 52; 2004, c. 25, s. 69(F).

Creditor may require trustee to elect to exercise power

**130.** Notwithstanding subsection 128(3) and section 129, the creditor may, by notice in writing, require the trustee to elect whether he will exercise the power of redeeming the security or requiring it to be realized, and if the trustee does not, within one month after receiving the notice or such further time or times as the court may allow, signify in writing to the creditor his election to exercise the power, he is not entitled to exercise it, and the equity of redemption or any other interest in the property comprised in

cette personne lui attribue et tous autres renseignements à son égard.

Défaut de réponse

(1.1) Faute par la personne à laquelle le syndic a fait signifier l'avis d'avoir produit une preuve de sa garantie dans les trente jours suivant cette signification, le syndic peut, sur permission du tribunal, aliéner les biens visés, ceux-ci étant dès lors libres de toute garantie.

Dividende sur le reliquat

(2) Un créancier n'est admis à recevoir un dividende que relativement au reliquat qui lui est dû après déduction de la valeur attribuée à sa garantie.

Rachat par le syndic

(3) Le syndic peut racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle est fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 128; 1992, ch. 27, art. 51; 1999, ch. 31, art. 25; 2004, ch. 25, art. 68(F).

Peut ordonner la vente de la garantie

**129.** (1) S'il n'est pas satisfait de la valeur attribuée à une garantie, le syndic peut exiger que le bien visé par la garantie soit mis en vente à la date et selon les modalités pouvant être convenues entre le créancier et lui, ou que le tribunal peut ordonner à défaut de pareille convention.

Vente à l'enchère publique

(2) Lorsque la vente s'opère par enchère publique, le créancier, ou le syndic agissant au nom de l'actif, peut enchérir ou se porter acquéreur.

(3) [Abrogé, 1992, ch. 27, art. 52]

Frais de vente

(4) Les frais occasionnés par une vente faite sous l'autorité du présent article sont à la discrétion du tribunal.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 129; 1992, ch. 27, art. 52; 2004, ch. 25, art. 69(F).

Un créancier peut exiger du syndic qu'il choisisse d'exercer son pouvoir

**130.** Nonobstant le paragraphe 128(3) et l'article 129, le créancier peut, au moyen d'un avis écrit, exiger du syndic qu'il choisisse s'il exercera son pouvoir de racheter la garantie ou de la faire réaliser; si, au cours du mois suivant la réception de l'avis ou dans le ou les délais supplémentaires que le tribunal peut accorder, le syndic ne signifie pas, par écrit au créancier, son choix d'exercer ce pouvoir, il n'a pas le droit de l'exercer; la faculté de réméré ou autre intérêt dans les biens compris dans la garantie

the security that is vested in the trustee shall vest in the creditor, and the amount of his claim shall be reduced by the amount at which the security has been valued.

R.S., c. B-3, s. 101.

qui est dévolue au syndic sont attribués au créancier, et le montant de sa réclamation est diminué du montant auquel la garantie a été évaluée.

S.R., ch. B-3, art. 101.

Amended valuation by creditor

**131.** Where a creditor after having valued his security subsequently realizes it, or it is realized under section 129, the net amount realized shall be substituted for the amount of any valuation previously made by the creditor and shall be treated in all respects as an amended valuation made by the creditor.

R.S., c. B-3, s. 102.

Évaluation modifiée par le créancier

**131.** Lorsqu'un créancier, après avoir évalué sa garantie, la réalise subséquemment, ou qu'elle est réalisée sous le régime de l'article 129, le montant net réalisé est substitué au montant de toute évaluation antérieurement faite par le créancier et il est traité à tous égards comme une évaluation modifiée faite par le créancier.

S.R., ch. B-3, art. 102.

Secured creditor may amend

**132.** (1) Where the trustee has not elected to acquire the security as provided in this Act, a creditor may at any time amend the valuation and proof on showing to the satisfaction of the trustee or the court that the valuation and proof were made in good faith on a mistaken estimate or that the security has diminished or increased in value since its previous valuation.

Le créancier garanti peut modifier l'évaluation

**132.** (1) Lorsque le syndic n'a pas choisi d'acquérir la garantie dans les conditions prévues à la présente loi, un créancier peut modifier l'évaluation et la preuve en démontrant, à la satisfaction du syndic ou du tribunal, que l'évaluation et la preuve ont été faites de bonne foi sur une estimation erronée, ou que la garantie a diminué ou augmenté en valeur depuis son évaluation précédente.

Amendment at cost of creditor

(2) An amendment pursuant to subsection (1) shall be made at the cost of the creditor and on such terms as the court orders, unless the trustee allows the amendment without application to the court.

Modification aux frais du créancier

(2) Une modification conforme au paragraphe (1) est faite aux frais du créancier et selon les modalités que le tribunal prescrit, à moins que le syndic ne permette la modification sans requête au tribunal.

Rights and liabilities of creditor where valuation amended

(3) Where a valuation has been amended pursuant to this section, the creditor

(*a*) shall forthwith repay any surplus dividend that he may have received in excess of that to which he would have been entitled on the amended valuation; or

(*b*) is entitled to be paid out of any money for the time being available for dividend any dividend or share of dividend that he may have failed to receive by reason of the amount of the original valuation before that money is made applicable to the payment of any future dividend, but he is not entitled to disturb the distribution of any dividend declared before the amendment is filed with the trustee.

R.S., c. B-3, s. 103.

Droits et obligations du créancier lorsque l'évaluation est modifiée

(3) Lorsqu'une évaluation a été modifiée conformément au présent article, le créancier, selon le cas :

*a*) doit rembourser sans retard tout surplus de dividende qu'il peut avoir reçu en sus du montant auquel il aurait eu droit sur l'évaluation modifiée;

*b*) a droit de recevoir, sur les deniers alors applicables à des dividendes, tout dividende ou part de dividende qu'il peut ne pas avoir reçu à cause du montant de l'évaluation primitive, avant que ces montants soient attribués au paiement d'un dividende futur; il n'a toutefois pas le droit de déranger la distribution d'un dividende déclaré avant que la modification soit déposée chez le syndic.

S.R., ch. B-3, art. 103.

Exclusion for non-compliance

**133.** Where a secured creditor does not comply with sections 127 to 132, he shall be excluded from any dividend.

R.S., c. B-3, s. 104.

Exclusion pour défaut de se conformer

**133.** Lorsqu'un créancier garanti ne se conforme pas aux articles 127 à 132, il est exclu de tout dividende.

S.R., ch. B-3, art. 104.

No creditor to receive more than 100 cents in dollar

**134.** Subject to section 130, a creditor shall in no case receive more than one hundred cents on the dollar and interest as provided by this Act.

R.S., c. B-3, s. 105.

Aucun créancier ne peut recevoir plus de cent cents par dollar

**134.** Sous réserve de l'article 130, un créancier ne peut dans aucun cas recevoir plus de cent cents par dollar avec l'intérêt prévu par la présente loi.

S.R., ch. B-3, art. 105.

ADMISSION AND DISALLOWANCE OF PROOFS OF CLAIM AND PROOFS OF SECURITY

ADMISSION ET REJET DES PREUVES DE RÉCLAMATION ET DE GARANTIE

Trustee shall examine proof

**135.** (1) The trustee shall examine every proof of claim or proof of security and the grounds therefor and may require further evidence in support of the claim or security.

Examen de la preuve

**135.** (1) Le syndic examine chaque preuve de réclamation ou de garantie produite, ainsi que leurs motifs, et il peut exiger de nouveaux témoignages à l'appui.

Determination of provable claims

(1.1) The trustee shall determine whether any contingent claim or unliquidated claim is a provable claim, and, if a provable claim, the trustee shall value it, and the claim is thereafter, subject to this section, deemed a proved claim to the amount of its valuation.

Réclamations éventuelles et non liquidées

(1.1) Le syndic décide si une réclamation éventuelle ou non liquidée est une réclamation prouvable et, le cas échéant, il l'évalue; sous réserve des autres dispositions du présent article, la réclamation est dès lors réputée prouvée pour le montant de l'évaluation.

Disallowance by trustee

(2) The trustee may disallow, in whole or in part,

(*a*) any claim;

(*b*) any right to a priority under the applicable order of priority set out in this Act; or

(*c*) any security.

Rejet par le syndic

(2) Le syndic peut rejeter, en tout ou en partie, toute réclamation, tout droit à un rang prioritaire dans l'ordre de collocation applicable prévu par la présente loi ou toute garantie.

Notice of determination or disallowance

(3) Where the trustee makes a determination under subsection (1.1) or, pursuant to subsection (2), disallows, in whole or in part, any claim, any right to a priority or any security, the trustee shall forthwith provide, in the prescribed manner, to the person whose claim was subject to a determination under subsection (1.1) or whose claim, right to a priority or security was disallowed under subsection (2), a notice in the prescribed form setting out the reasons for the determination or disallowance.

Avis de la décision

(3) S'il décide qu'une réclamation est prouvable ou s'il rejette, en tout ou en partie, une réclamation, un droit à un rang prioritaire ou une garantie, le syndic en donne sans délai, de la manière prescrite, un avis motivé, en la forme prescrite, à l'intéressé.

Determination or disallowance final and conclusive

(4) A determination under subsection (1.1) or a disallowance referred to in subsection (2) is final and conclusive unless, within a thirty day period after the service of the notice referred to in subsection (3) or such further time as the court may on application made within that period allow, the person to whom the notice was provided appeals from the trustee's decision to the court in accordance with the General Rules.

Effet de la décision

(4) La décision et le rejet sont définitifs et péremptoires, à moins que, dans les trente jours suivant la signification de l'avis, ou dans tel autre délai que le tribunal peut accorder, sur demande présentée dans les mêmes trente jours, le destinataire de l'avis n'interjette appel devant le tribunal, conformément aux Règles générales, de la décision du syndic.

Expunge or reduce a proof

(5) The court may expunge or reduce a proof of claim or a proof of security on the ap-

Rejet total ou partiel d'une preuve

(5) Le tribunal peut rayer ou réduire une preuve de réclamation ou de garantie à la de-

plication of a creditor or of the debtor if the trustee declines to interfere in the matter.

R.S., 1985, c. B-3, s. 135; 1992, c. 1, s. 20, c. 27, s. 53; 1997, c. 12, s. 89.

mande d'un créancier ou du débiteur, si le syndic refuse d'intervenir dans l'affaire.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 135; 1992, ch. 1, art. 20, ch. 27, art. 53; 1997, ch. 12, art. 89.

### Scheme of Distribution

### Plan de répartition

Priority of claims

**136.** (1) Subject to the rights of secured creditors, the proceeds realized from the property of a bankrupt shall be applied in priority of payment as follows:

(*a*) in the case of a deceased bankrupt, the reasonable funeral and testamentary expenses incurred by the legal representative or, in the Province of Quebec, the successors or heirs of the deceased bankrupt;

(*b*) the costs of administration, in the following order,

(i) the expenses and fees of any person acting under a direction made under paragraph 14.03(1)(*a*),

(ii) the expenses and fees of the trustee, and

(iii) legal costs;

(*c*) the levy payable under section 147;

(*d*) the amount of any wages, salaries, commissions, compensation or disbursements referred to in sections 81.3 and 81.4 that was not paid;

(*d.01*) the amount equal to the difference a secured creditor would have received but for the operation of sections 81.3 and 81.4 and the amount actually received by the secured creditor;

(*d.02*) the amount equal to the difference a secured creditor would have received but for the operation of sections 81.5 and 81.6 and the amount actually received by the secured creditor;

(*d.1*) claims in respect of debts or liabilities referred to in paragraph 178(1)(*b*) or (*c*), if provable by virtue of subsection 121(4), for periodic amounts accrued in the year before the date of the bankruptcy that are payable, plus any lump sum amount that is payable;

(*e*) municipal taxes assessed or levied against the bankrupt, within the two years immediately preceding the bankruptcy, that do not constitute a secured claim against the

Priorité des créances

**136.** (1) Sous réserve des droits des créanciers garantis, les montants réalisés provenant des biens d'un failli sont distribués d'après l'ordre de priorité de paiement suivant :

*a*) dans le cas d'un failli décédé, les frais de funérailles et dépenses testamentaires raisonnables, faits par le représentant légal ou, dans la province de Québec, les successibles ou héritiers du failli décédé;

*b*) les frais d'administration, dans l'ordre suivant :

(i) débours et honoraires de la personne visée à l'alinéa 14.03(1)*a*),

(ii) débours et honoraires du syndic,

(iii) frais légaux;

*c*) le prélèvement payable en vertu de l'article 147;

*d*) les gages, salaires, commissions, rémunérations ou sommes déboursées visés aux articles 81.3 et 81.4 qui n'ont pas été versés;

*d.01*) la différence entre la somme que le créancier garanti aurait reçue n'eut été l'application des articles 81.3 et 81.4 et celle qu'il reçoit effectivement;

*d.02*) la différence entre la somme que le créancier garanti aurait reçue n'eut été l'application des articles 81.5 et 81.6 et celle qu'il reçoit effectivement;

*d.1*) les réclamations pour les dettes ou obligations mentionnées aux alinéas 178(1)*b*) ou *c*), si elles constituent des réclamations prouvables en raison du paragraphe 121(4), pour le total des sommes payables périodiquement qui se sont accumulées au cours de l'année qui précède la date de la faillite et de toute somme forfaitaire payable;

*e*) les taxes municipales établies ou perçues à l'encontre du failli dans les deux années précédant sa faillite et qui ne constituent pas une créance garantie sur les immeubles ou les biens réels du failli, mais ne dépassant pas la valeur de l'intérêt ou, dans la province

real property or immovables of the bankrupt, but not exceeding the value of the interest or, in the Province of Quebec, the value of the right of the bankrupt in the property in respect of which the taxes were imposed as declared by the trustee;

(*f*) the lessor for arrears of rent for a period of three months immediately preceding the bankruptcy and accelerated rent for a period not exceeding three months following the bankruptcy if entitled to accelerated rent under the lease, but the total amount so payable shall not exceed the realization from the property on the premises under lease, and any payment made on account of accelerated rent shall be credited against the amount payable by the trustee for occupation rent;

(*g*) the fees and costs referred to in subsection 70(2) but only to the extent of the realization from the property exigible thereunder;

(*h*) in the case of a bankrupt who became bankrupt before the prescribed date, all indebtedness of the bankrupt under any Act respecting workers' compensation, under any Act respecting unemployment insurance or under any provision of the *Income Tax Act* creating an obligation to pay to Her Majesty amounts that have been deducted or withheld, rateably;

(*i*) claims resulting from injuries to employees of the bankrupt in respect of which the provisions of any Act respecting workers' compensation do not apply, but only to the extent of moneys received from persons guaranteeing the bankrupt against damages resulting from those injuries; and

(*j*) in the case of a bankrupt who became bankrupt before the prescribed date, claims of the Crown not mentioned in paragraphs (*a*) to (*i*), in right of Canada or any province, rateably notwithstanding any statutory preference to the contrary.

Payment as funds available

(2) Subject to the retention of such sums as may be necessary for the costs of administration or otherwise, payment in accordance with subsection (1) shall be made as soon as funds are available for the purpose.

de Québec, la valeur du droit du failli sur les biens à l'égard desquels ont été imposées les taxes telles qu'elles ont été déclarées par le syndic;

*f*) le locateur quant aux arriérés de loyer pour une période de trois mois précédant la faillite, et, si une disposition du bail le prévoit, le loyer exigible par anticipation, pour une somme correspondant à trois mois de loyer au plus, mais le montant total ainsi payable ne peut dépasser la somme réalisée sur les biens se trouvant sur les lieux sous bail; tout paiement fait par le locataire au titre d'une telle disposition est porté au compte du montant payable par le syndic pour le loyer d'occupation;

*g*) les honoraires et droits mentionnés au paragraphe 70(2), mais jusqu'à concurrence seulement de la réalisation des biens exigibles en vertu de ce paragraphe;

*h*) dans le cas d'un failli qui est devenu un failli avant la date prescrite, toutes dettes contractées par le failli sous l'autorité d'une loi sur les accidents du travail, d'une loi sur l'assurance-chômage, d'une disposition de la *Loi de l'impôt sur le revenu* créant une obligation de rembourser à Sa Majesté des sommes qui ont été déduites ou retenues, au prorata;

*i*) les réclamations résultant de blessures subies par des employés du failli, que les dispositions d'une loi sur les accidents du travail ne visent pas, mais seulement jusqu'à concurrence des montants d'argent reçus des personnes garantissant le failli contre le préjudice résultant de ces blessures;

*j*) dans le cas d'un failli qui est devenu un failli avant la date prescrite, les réclamations, non mentionnées aux alinéas *a*) à *i*), de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, au prorata, nonobstant tout privilège prévu par une loi à l'effet contraire.

À acquitter dès que les disponibilités le permettent

(2) Sauf la retenue des sommes qui peuvent être nécessaires pour les frais d'administration ou autrement, le paiement prévu au paragraphe (1) est fait dès qu'il se trouve des disponibilités à cette fin.

Balance of claim

(3) A creditor whose rights are restricted by this section is entitled to rank as an unsecured creditor for any balance of claim due him.

R.S., 1985, c. B-3, s. 136; 1992, c. 1, s. 143(E), c. 27, s. 54; 1997, c. 12, s. 90; 2001, c. 4, s. 31; 2004, c. 25, s. 70; 2005, c. 47, s. 88.

Solde de réclamation

(3) Tout créancier dont le présent article restreint les droits prend rang comme créancier non garanti, quant à tout solde de réclamation qui lui est dû.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 136; 1992, ch. 1, art. 143(A), ch. 27, art. 54; 1997, ch. 12, art. 90; 2001, ch. 4, art. 31; 2004, ch. 25, art. 70; 2005, ch. 47, art. 88.

Postponement of claims — creditor not at arm's length

**137.** (1) A creditor who, at any time before the bankruptcy of a debtor, entered into a transaction with the debtor and who was not at arm's length with the debtor at that time is not entitled to claim a dividend in respect of a claim arising out of that transaction until all claims of the other creditors have been satisfied, unless the transaction was in the opinion of the trustee or of the court a proper transaction.

(2) [Repealed, 2007, c. 36, s. 47]

R.S., 1985, c. B-3, s. 137; 2000, c. 12, s. 15; 2005, c. 47, s. 89; 2007, c. 36, s. 47.

Ajournement de réclamations relatives à des transactions

**137.** (1) Le créancier qui, avant la faillite du débiteur, a conclu une transaction avec celui-ci alors qu'il existait un lien de dépendance entre eux n'a pas droit de réclamer un dividende relativement à une réclamation née de cette transaction jusqu'à ce que toutes les réclamations des autres créanciers aient été satisfaites, sauf si la transaction était, de l'avis du syndic ou du tribunal, une transaction régulière.

(2) [Abrogé, 2007, ch. 36, art. 47]

L.R. (1985), ch. B-3, art. 137; 2000, ch. 12, art. 15; 2005, ch. 47, art. 89; 2007, ch. 36, art. 47.

**138.** [Repealed, 2007, c. 36, s. 48]

**138.** [Abrogé, 2007, ch. 36, art. 48]

Postponement of claims of silent partners

**139.** Where a lender advances money to a borrower engaged or about to engage in trade or business under a contract with the borrower that the lender shall receive a rate of interest varying with the profits or shall receive a share of the profits arising from carrying on the trade or business, and the borrower subsequently becomes bankrupt, the lender of the money is not entitled to recover anything in respect of the loan until the claims of all other creditors of the borrower have been satisfied.

R.S., c. B-3, s. 110.

Renvoi des réclamations d'un bailleur de fonds

**139.** Lorsqu'un prêteur avance de l'argent à un emprunteur, engagé ou sur le point de s'engager dans un commerce ou une entreprise, aux termes d'un contrat, passé avec l'emprunteur, en vertu duquel le prêteur doit recevoir un taux d'intérêt variant selon les profits ou recevoir une partie des profits provenant de la conduite du commerce ou de l'entreprise, et que subséquemment l'emprunteur devient failli, le prêteur n'a droit à aucun recouvrement du chef d'un pareil prêt jusqu'à ce que les réclamations de tous les autres créanciers de l'emprunteur aient été acquittées.

S.R., ch. B-3, art. 110.

Postponement of wage claims of officers and directors

**140.** Where a corporation becomes bankrupt, no officer or director thereof is entitled to have his claim preferred as provided by section 136 in respect of wages, salary, commission or compensation for work done or services rendered to the corporation in any capacity.

R.S., c. B-3, s. 111.

Renvoi des réclamations pour gages des dirigeants et administrateurs

**140.** Dans le cas où une personne morale devient en faillite, aucun dirigeant ou administrateur de celle-ci n'a droit à la priorité de réclamation prévue par l'article 136 à l'égard de tout salaire, traitement, commission ou rémunération pour travail exécuté ou services rendus à cette personne morale à quelque titre que ce soit.

S.R., ch. B-3, art. 111.

Postponement of equity claims

**140.1** A creditor is not entitled to a dividend in respect of an equity claim until all claims that are not equity claims have been satisfied.

2005, c. 47, s. 90; 2007, c. 36, s. 49.

Réclamations relatives à des capitaux propres

**140.1** Le créancier qui a une réclamation relative à des capitaux propres n'a pas droit à un dividende à cet égard avant que toutes les réclamations qui ne sont pas des réclamations relatives à des capitaux propres aient été satisfaites.

2005, ch. 47, art. 90; 2007, ch. 36, art. 49.

Claims generally payable rateably

**141.** Subject to this Act, all claims proved in a bankruptcy shall be paid rateably.

R.S., c. B-3, s. 112.

Réclamations généralement payables au prorata

**141.** Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, toutes les réclamations établies dans la faillite sont acquittées au prorata.

S.R., ch. B-3, art. 112.

Partners and separate properties

**142.** (1) Where partners become bankrupt, their joint property shall be applicable in the first instance in payment of their joint debts, and the separate property of each partner shall be applicable in the first instance in payment of his separate debts.

Associés et biens distincts

**142.** (1) Dans le cas où des associés deviennent en faillite, leurs biens communs sont applicables en premier lieu au paiement de leurs dettes communes, et les biens distincts de chaque associé sont applicables en premier lieu au paiement de ses dettes distinctes.

Surplus of separate properties

(2) Where there is a surplus of the separate properties of the partners, it shall be dealt with as part of the joint property.

Surplus des biens distincts

(2) Lorsqu'il existe un surplus des biens distincts, il en est disposé comme partie des biens communs.

Surplus of joint properties

(3) Where there is a surplus of the joint property of the partners, it shall be dealt with as part of the respective separate properties in proportion to the right and interest of each partner in the joint property.

Surplus des biens communs

(3) Lorsqu'il existe un surplus des biens communs, il en est disposé comme partie des biens distincts respectifs en proportion du droit et de l'intérêt de chaque associé dans les biens communs.

Different properties

(4) Where a bankrupt owes or owed debts both individually and as a member of one or more partnerships, the claims shall rank first on the property of the individual or partnership by which the debts they represent were contracted and shall only rank on the other estate or estates after all the creditors of the other estate or estates have been paid in full.

Actifs différents

(4) Lorsque le failli a ou a eu des dettes, à la fois à titre individuel et comme membre d'une ou de plusieurs sociétés de personnes, les réclamations prennent rang d'abord contre les biens du particulier ou de la société de personnes, par qui ont été contractées les dettes que représentent ces réclamations, et ne peuvent prendre rang contre l'autre ou les autres actifs qu'après que tous les créanciers de cet autre ou de ces autres actifs ont été intégralement payés.

Costs out of joint and separate properties

(5) Where the joint property of any bankrupt partnership is insufficient to defray any costs properly incurred, the trustee may pay such costs as cannot be paid out of the joint property out of the separate property of the bankrupts or one or more of them in such proportion as he may determine, with the consent of the inspectors of the estates out of which the payment is intended to be made, or, if the inspectors withhold or refuse their consent, with the approval of the court.

R.S., c. B-3, s. 113.

Les frais sont acquittés sur les biens indivis et les biens distincts

(5) Lorsque l'actif commun d'une société de personnes en faillite est insuffisant à payer les frais régulièrement subis, le syndic peut payer les frais, qui ne peuvent être acquittés sur les biens communs, sur les biens distincts de ces faillis, ou de l'un ou de plusieurs d'entre eux, selon telle proportion qu'il peut déterminer, avec le consentement des inspecteurs des actifs sur lesquels il a l'intention de faire tel paiement, ou, si ces inspecteurs négligent de donner ou refusent leur consentement, alors avec l'approbation du tribunal.

S.R., ch. B-3, art. 113.

Interest from date of bankruptcy

**143.** Where there is a surplus after payment of the claims as provided in sections 136 to 142, it shall be applied in payment of interest from the date of the bankruptcy at the rate of five per cent per annum on all claims proved in the bankruptcy and according to their priority.

R.S., c. B-3, s. 114.

Intérêts à compter de la date de la faillite

**143.** Lorsqu'il existe un surplus après le paiement des réclamations, ainsi qu'il est prévu aux articles 136 à 142, ce surplus est appliqué au paiement des intérêts à partir de la date de la faillite, au taux de cinq pour cent par an sur toutes les réclamations établies dans la faillite, selon leur priorité.

S.R., ch. B-3, art. 114.

Right of bankrupt to surplus

**144.** The bankrupt, or the legal personal representative or heirs of a deceased bankrupt, is entitled to any surplus remaining after payment in full of the bankrupt's creditors with interest as provided by this Act and of the costs, charges and expenses of the bankruptcy proceedings.

R.S., 1985, c. B-3, s. 144; 2004, c. 25, s. 71.

Droit du failli au surplus

**144.** Le failli, les héritiers ou le représentant légal personnel d'un failli décédé, ont droit de recevoir tout surplus qui reste après paiement en entier de ses créanciers, avec l'intérêt prescrit par la présente loi, et après qu'ont été acquittés les frais, charges et dépens des procédures de faillite.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 144; 2004, ch. 25, art. 71.

Proceeds of liability insurance policy on motor vehicles

**145.** Nothing in this Act affects the right afforded by provincial statute of any person who has a claim against the bankrupt for damages on account of injury to or death of any person, or injury to property, occasioned by a motor vehicle, or on account of injury to property being carried in or on a motor vehicle, to have the proceeds of any liability insurance policy applied in or toward the satisfaction of the claim.

R.S., c. B-3, s. 116.

Produit de l'assurance-garantie sur véhicule automobile

**145.** La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte au droit, conféré par une loi provinciale, d'une personne qui a une réclamation contre le failli pour dommages-intérêts par suite de blessures causées à une personne ou du décès d'une personne, ou par suite d'un dommage à un bien, occasionné par un véhicule automobile, ou par suite d'un dommage causé à un bien transporté dans ou sur un véhicule automobile, de faire appliquer le produit d'une police d'assurance-garantie à l'acquittement, ou en vue de l'acquittement, d'une telle réclamation.

S.R., ch. B-3, art. 116.

Application of provincial law to lessors' rights

**146.** Subject to priority of ranking as provided by section 136 and subject to subsection 73(4) and section 84.1, the rights of lessors are to be determined according to the law of the province in which the leased premises are situated.

R.S., 1985, c. B-3, s. 146; 2004, c. 25, s. 72(E); 2007, c. 36, s. 50.

Application de la loi provinciale aux droits des propriétaires d'immeubles

**146.** Sauf quant à la priorité de rang que prévoit l'article 136 et sous réserve du paragraphe 73(4) et de l'article 84.1, les droits des propriétaires sont déterminés conformément au droit de la province où sont situés les lieux loués.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 146; 2004, ch. 25, art. 72(A); 2007, ch. 36, art. 50.

Levy payable out of dividends for supervision

**147.** (1) For the purpose of defraying the expenses of the supervision by the Superintendent, there shall be payable to the Superintendent for deposit with the Receiver General a levy on all payments, except the costs referred to in subsection 70(2), made by the trustee by way of dividend or otherwise on account of the creditor's claims, including Her Majesty in right of Canada or of a province claiming in respect of taxes or otherwise.

Prélèvement sur les dividendes pour défrayer le surintendant

**147.** (1) Afin de défrayer le surintendant des dépenses qu'il engage dans le cadre de sa mission de surveillance, il lui est versé pour dépôt auprès du receveur général un prélèvement sur tous paiements, à l'exception des frais mentionnés au paragraphe 70(2), opérés par le syndic par voie de dividende ou autrement pour le compte des réclamations de créanciers, y compris les réclamations fiscales et autres de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Rate of levy

(2) The levy referred to in subsection (1) shall be at a rate to be fixed by the Governor in Council and shall be charged proportionately against all payments and deducted therefrom by the trustee before payment is made.

R.S., 1985, c. B-3, s. 147; 2005, c. 47, s. 91.

Taux du prélèvement

(2) Ce prélèvement est au taux que le gouverneur en conseil fixe, et est imputé proportionnellement à tous ces paiements et en est déduit par le syndic avant que le paiement soit fait.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 147; 2005, ch. 47, art. 91.

DIVIDENDS

DIVIDENDES

Trustee to pay dividends as required

**148.** (1) Subject to the retention of such sums as may be necessary for the costs of administration or otherwise, the trustee shall,

Le syndic doit payer les dividendes requis

**148.** (1) Sous réserve de la retenue des sommes qui peuvent être nécessaires pour les frais d'administration ou autrement, le syndic

from time to time as required by the inspectors, declare and distribute dividends among the unsecured creditors entitled thereto.

Disputed claims

(2) Where the validity of any claim has not been determined, the trustee shall retain sufficient funds to provide for payment thereof in the event that the claim is admitted.

No action for dividend

(3) No action for a dividend lies against the trustee, but, if the trustee refuses or fails to pay any dividend after having been directed to do so by the inspectors, the court may, on the application of any creditor, order him to pay it, and also to pay personally interest thereon for the time that it is withheld and the costs of the application.

R.S., c. B-3, s. 119.

Notice that final dividend will be made

**149.** (1) The trustee may, after the first meeting of the creditors, send a notice, in the prescribed manner, to every person with a claim of which the trustee has notice or knowledge but whose claim has not been proved. The notice must inform the person that, if that person does not prove the claim within a period of 30 days after the sending of the notice, the trustee will proceed to declare a dividend or final dividend without regard to that person's claim.

Court may extend time

(2) Where a person notified under subsection (1) does not prove the claim within the time limit or within such further time as the court, on proof of merits and satisfactory explanation of the delay in making proof, may allow, the claim of that person shall, notwithstanding anything in this Act, be excluded from all share in any dividend, but a taxing authority may notify the trustee within the period referred to in subsection (1) that it proposes to file a claim as soon as the amount has been ascertained, and the time for filing the claim shall thereupon be extended to three months or such further time as the court may allow.

Certain federal claims

(3) Despite subsection (2), a claim may be filed for an amount payable under the following Acts or provisions within the time limit referred to in subsection (2) — or within three months after the return of income or other evidence of the facts on which the claim is based is filed or comes to the attention of the Minister of Na-

doit, selon que l'exigent les inspecteurs, déclarer et distribuer les dividendes entre les créanciers non garantis qui y ont droit.

Réclamation contestée

(2) Lorsque la validité d'une réclamation n'a pas été déterminée, le syndic retient un montant suffisant pour pourvoir à son acquittement dans le cas où la réclamation serait admise.

Aucun droit d'action en recouvrement de dividende

(3) Aucun droit d'action en recouvrement de dividende n'existe contre le syndic, mais si le syndic refuse ou omet de payer un dividende après en avoir reçu l'ordre des inspecteurs, le tribunal peut, à la demande d'un créancier, lui ordonner de le payer, et de payer aussi personnellement l'intérêt sur ce dividende pour la durée de sa rétention, ainsi que les frais de la demande.

S.R., ch. B-3, art. 119.

Avis qu'un dividende définitif sera établi

**149.** (1) Le syndic peut, après la première assemblée des créanciers, donner, de la manière prescrite, à toute personne dont la réclamation a été portée à sa connaissance, mais n'a pas été prouvée, avis que si elle ne prouve pas sa réclamation dans un délai de trente jours à compter de la transmission de l'avis, le syndic procédera à la déclaration d'un dividende ou d'un dividende définitif sans égard à la réclamation de cette personne.

Prorogation du délai

(2) Si l'intéressé ne prouve pas sa réclamation dans le délai fixé ou dans tel délai supplémentaire que le tribunal, sur preuve du bienfondé en l'espèce et explication satisfaisante du retard à établir la preuve, peut autoriser, sa réclamation est, malgré les autres dispositions de la présente loi, exclue de toute participation à un dividende; mais une autorité taxatrice peut notifier au syndic, dans les trente jours mentionnés au paragraphe (1), qu'elle se propose de déposer une réclamation aussitôt que le montant aura été déterminé, et le délai pour le dépôt de la réclamation sera alors prolongé à trois mois ou à tel délai supérieur que le tribunal peut fixer.

Certaines réclamations fédérales

(3) Par dérogation au paragraphe (2), une réclamation peut être présentée pour une somme exigible au titre de l'un des textes législatifs ci-après dans les délais visés à ce paragraphe ou dans les trois mois suivant le moment où la déclaration du revenu ou une preuve des faits sur laquelle est fondée la réclamation est déposée

tional Revenue or, in the case of an amount payable under legislation referred to in paragraph (*c*), the minister in that province responsible for the legislation:

(*a*) the *Income Tax Act*;

(*b*) any provision of the *Canada Pension Plan* or *Employment Insurance Act* that refers to the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts;

(*c*) any provincial legislation that has a purpose similar to the *Income Tax Act*, or that refers to that Act, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, if the sum

(i) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(ii) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection;

(*d*) the *Excise Tax Act*;

(*e*) the *Excise Act, 2001*;

(*f*) the *Customs Act*; and

(*g*) the *Air Travellers Security Charge Act*.

auprès du ministre du Revenu national ou est signalée à son attention ou, dans le cas d'une réclamation pour une somme exigible au titre d'une loi visée à l'alinéa *c*), auprès du ministre provincial chargé de l'application du texte en cause :

*a*) la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

*b*) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie à la *Loi de l'impôt sur le revenu* et qui prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi ainsi que des intérêts, pénalités et autres charges afférents;

*c*) toute loi provinciale dont l'objet est semblable à celui de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à cette loi, et qui prévoit la perception d'une somme, ainsi que des intérêts, pénalités et autres charges afférents, laquelle somme :

(i) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d'un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) soit est de même nature qu'une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est une province instituant un régime général de pensions au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale a institué un régime provincial de pensions au sens de ce paragraphe;

*d*) la *Loi sur la taxe d'accise*;

*e*) la *Loi de 2001 sur l'accise*;

*f*) la *Loi sur les douanes*;

*g*) la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien.*

No dividend allowed

(4) Unless the trustee retains sufficient funds to provide for payment of any claims that may be filed under legislation referred to in subsection (3), no dividend is to be declared until the

Aucun dividende

(4) À moins que le syndic ne retienne des fonds suffisants pour pourvoir au paiement de toute réclamation qui peut être produite sous l'autorité des textes législatifs visés au para-

expiry of three months after the trustee has filed all returns that the trustee is required to file.

R.S., 1985, c. B-3, s. 149; 1992, c. 1, s. 20; 1997, c. 12, s. 91; 2005, c. 47, s. 92; 2007, c. 36, s. 51; 2009, c. 33, s. 26.

graphe (3), aucun dividende ne peut être déclaré avant l'expiration des trois mois suivant le dépôt par le syndic de toutes les déclarations à déposer.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 149; 1992, ch. 1, art. 20; 1997, ch. 12, art. 91; 2005, ch. 47, art. 92; 2007, ch. 36, art. 51; 2009, ch. 33, art. 26.

Right of creditor who has not proved claim before declaration of dividend

**150.** A creditor who has not proved his claim before the declaration of any dividend is entitled on proof of his claim to be paid, out of any money for the time being in the hands of the trustee, any dividend or dividends he may have failed to receive before that money is applied to the payment of any future dividend, but he is not entitled to disturb the distribution of any dividend declared before his claim was proved for the reason that he has not participated therein, except on such terms and conditions as may be ordered by the court.

R.S., c. B-3, s. 121.

Droit d'un créancier qui n'a pas prouvé sa réclamation avant la déclaration du dividende

**150.** Un créancier qui n'a pas prouvé sa réclamation avant la déclaration d'un dividende a droit, sur preuve de cette réclamation, au paiement, sur tout montant d'argent qui se trouve alors entre les mains du syndic, d'un ou de plusieurs dividendes qu'il n'a pas reçus, avant que ce montant soit appliqué au paiement d'un dividende ultérieur; il n'a toutefois pas le droit de déranger la distribution d'un dividende déclaré avant que sa réclamation ait été prouvée, à cause du fait qu'il n'y a pas participé, sauf aux conditions que le tribunal peut prescrire.

S.R., ch. B-3, art. 121.

Final dividend and division of estate

**151.** When the trustee has realized all the property of the bankrupt or all thereof that can, in the joint opinion of himself and of the inspectors, be realized without needlessly protracting the administration, and settled or determined or caused to be settled or determined the claims of all creditors to rank against the estate of the bankrupt, he shall prepare a final statement of receipts and disbursements and dividend sheet and, subject to this Act, divide the property of the bankrupt among the creditors who have proved their claims.

R.S., c. B-3, s. 122.

Dividende final et partage des biens

**151.** Lorsque le syndic a réalisé tous les biens du failli ou tout ce qui de ces biens, selon son avis joint à celui des inspecteurs, peut être réalisé sans prolonger inutilement la durée de l'administration, et a réglé ou déterminé ou fait régler ou déterminer les réclamations de tous les créanciers qui doivent prendre rang à l'encontre de l'actif du failli, il prépare un état définitif des recettes et des débours et un bordereau de dividende, et, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, partage les biens du failli entre les créanciers qui ont prouvé leurs réclamations.

S.R., ch. B-3, art. 122.

Statement of receipts and disbursements

**152.** (1) The trustee's final statement of receipts and disbursements shall contain

(*a*) a complete account of

(i) all moneys received by the trustee out of the bankrupt's property or otherwise,

(ii) the amount of interest received by the trustee,

(iii) all moneys disbursed and expenses incurred by the trustee,

(iv) all moneys disbursed by the trustee for services provided by persons related to the trustee, and

(v) the remuneration claimed by the trustee; and

État des recettes et débours

**152.** (1) L'état définitif des recettes et des débours préparé par le syndic contient :

*a*) le relevé complet des sommes reçues par le syndic sur les biens du failli ou autrement, le montant des intérêts qu'il a reçus, les sommes qu'il a déboursées et les dépenses qu'il a subies, les sommes qu'il a versées à des personnes avec qui il a un lien de dépendance pour la prestation de services et la rémunération qu'il réclame;

*b*) tous les détails, la description et la valeur de la totalité des biens du failli qui n'ont pas été vendus ou réalisés, avec indication du motif pour lequel ces biens n'ont pas été vendus ou réalisés, ainsi que la façon dont il en a été disposé.

(*b*) full particulars of, and a description and value of, all the bankrupt's property that has not been sold or realized together with the reason why it has not been sold or realized and the disposition made of that property.

Prescribed form

(2) The statement referred to in subsection (1) shall be prepared in the prescribed form or as near thereto as the circumstances of the case will permit and together with the dividend sheet shall be submitted to the inspectors for their approval.

L'état doit être en la forme prescrite

(2) L'état est préparé en la forme prescrite ou s'en rapproche dans la mesure où les circonstances de l'espèce le permettent, et est soumis, avec le bordereau de dividende, aux inspecteurs pour qu'ils l'approuvent.

Copy to Superintendent

(3) The trustee shall forward a copy of the statement and dividend sheet to the Superintendent after they have been approved by the inspectors.

Copie adressée au surintendant

(3) Le syndic adresse une copie de l'état et du bordereau de dividende au surintendant, après que ceux-ci ont été approuvés par les inspecteurs.

Superintendent may comment

(4) The Superintendent may comment as he sees fit and his comments shall be placed by the trustee before the taxing officer for his consideration on the taxation of the trustee's accounts.

Le surintendant peut faire des commentaires

(4) Le surintendant peut faire, selon qu'il l'estime utile, des commentaires que le syndic soumet au fonctionnaire taxateur, pour que celui-ci les étudie lors de la taxation des comptes du syndic.

Notice of final dividend, etc.

(5) After the Superintendent has commented on the taxation of the trustee's accounts or advised the trustee that the Superintendent has no comments to make and the trustee's accounts have been taxed, the trustee shall send, in the prescribed manner, to every creditor whose claim has been proved, to the registrar, to the Superintendent and to the bankrupt

(*a*) a copy of the final statement of receipts and disbursements;

(*b*) a copy of the dividend sheet; and

(*c*) a notice, in the prescribed form, of the trustee's intention to pay a final dividend after the expiry of 15 days from the sending of the notice, statement and dividend sheet and to apply to the court for his or her discharge on a subsequent date that is not less than 30 days after the payment of the dividend.

Avis du dividende définitif

(5) Après que le surintendant a fait des commentaires ou qu'il a informé le syndic qu'il n'a aucun commentaire à faire, ce dernier, une fois que ses comptes ont été taxés, transmet de la manière prescrite, à chaque créancier dont la réclamation a été prouvée, au registraire, au surintendant et au failli les documents suivants :

*a*) une copie de l'état définitif des recettes et des débours;

*b*) une copie du bordereau de dividende;

*c*) un avis en la forme prescrite de son intention de payer un dividende définitif après l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la transmission des avis, état et bordereau de dividende, et de demander au tribunal sa libération à une date subséquente survenant au moins trente jours après le paiement du dividende.

Objections

(6) No interested person is entitled to object to the final statement and the dividend sheet unless, prior to the expiration of the fifteen days referred to in paragraph (5)(*c*), that person files notice of his objection with the registrar setting out his reasons therefor and serves a copy of the notice on the trustee.

Oppositions

(6) Nulle personne intéressée n'a droit d'objecter à l'état définitif et au bordereau de dividende, à moins de produire au registraire, avant l'expiration des quinze jours mentionnés à l'alinéa (5)*c*), un avis de son opposition en en indiquant les raisons, et de signifier au syndic une copie de l'avis.

R.S., 1985, c. B-3, s. 152; 1992, c. 1, s. 20, c. 27, s. 55; 2005, c. 47, s. 93.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 152; 1992, ch. 1, art. 20, ch. 27, art. 55; 2005, ch. 47, art. 93.

Dividends on joint and separate properties

**153.** Where joint and separate properties are being administered, the dividends may be declared together, and the expenses thereof shall be apportioned by the trustee.

R.S., c. B-3, s. 124.

Unclaimed dividends and undistributed funds

**154.** (1) Before proceeding to discharge, the trustee shall forward to the Superintendent for deposit, according to the directives of the Superintendent, with the Receiver General the unclaimed dividends and undistributed funds that the trustee possesses, other than those exempted by the General Rules, and shall provide a list of the names and the post office addresses, in so far as known, of the creditors entitled to the unclaimed dividends, showing the amount payable to each creditor.

Receiver General to pay claims

(2) The Receiver General shall, after receiving the dividends and funds and the list referred to in subsection (1), on application, pay to any creditor his proper dividend as shown on that list, and such payment has effect as if made by the trustee.

R.S., 1985, c. B-3, s. 154; 1992, c. 27, s. 56.

SUMMARY ADMINISTRATION

Summary administration

**155.** The following provisions apply to the summary administration of estates under this Act:

(*a*) all proceedings under this section shall be entitled "Summary Administration";

(*b*) the security to be deposited by a trustee under section 16 shall not be required unless directed by the official receiver;

(*b.1*) [Repealed, 1992, c. 1, s. 161]

(*c*) a notice of the bankruptcy shall not be published in a local newspaper unless such publication is deemed expedient by the trustee or ordered by the court;

(*d*) all notices, statements and other documents shall be sent in the prescribed manner;

(*d.1*) if a first meeting of the creditors is requested by the official receiver or by creditors who have in the aggregate at least 25% in value of the proven claims, the trustee shall call the meeting, in the prescribed form and manner, and it must be held within 21 days after being called;

Dividendes sur des biens communs et distincts

**153.** Lorsque des biens communs et distincts sont administrés, les dividendes peuvent être déclarés en même temps, et le syndic en répartit les dépenses.

S.R., ch. B-3, art. 124.

Dividendes non réclamés et fonds non distribués

**154.** (1) Avant de procéder à sa libération, le syndic fait parvenir au surintendant, pour qu'ils soient déposés, conformément aux instructions de ce dernier, chez le receveur général, les dividendes non réclamés et les fonds non distribués qui restent entre ses mains, pourvu que ces dividendes et ces fonds ne fassent pas l'objet d'une exemption aux termes des Règles générales; il fournit une liste des noms et des adresses postales, dans la mesure où ils sont connus, des créanciers qui ont droit aux dividendes non réclamés en indiquant le montant payable à chacun d'eux.

Le receveur général acquitte les réclamations

(2) Le receveur général verse par la suite, sur demande, à tout créancier son dividende, tel qu'indiqué sur cette liste, et ce paiement a le même effet que s'il était effectué par le syndic.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 154; 1992, ch. 27, art. 56.

ADMINISTRATION SOMMAIRE

Administration sommaire

**155.** Dans l'administration sommaire des actifs sous l'autorité de la présente loi, les dispositions suivantes s'appliquent :

*a*) toutes les procédures sous le régime du présent article s'intitulent : « Administration sommaire »;

*b*) la garantie que doit déposer un syndic en vertu de l'article 16 n'est pas requise sauf si le séquestre officiel l'exige;

*b.1*) [Abrogé, 1992, ch. 1, art. 161]

*c*) avis de la faillite ne peut être publié dans un journal local à moins que le syndic ne l'estime utile ou que le tribunal ne l'ordonne;

*d*) tous les avis, déclarations et autres documents doivent être transmis de la manière prescrite;

*d.1*) sur demande du séquestre officiel ou des créanciers représentant en valeur au moins vingt-cinq pour cent des réclamations prouvées, le syndic convoque, en la forme et de la manière prescrites, la première assem-

(*e*) there shall be no inspectors unless the creditors decide to appoint them, and if no inspectors are appointed, the trustee, in the absence of directions from the creditors, may do all things that may ordinarily be done by the trustee with the permission of the inspectors;

(*f*) in such circumstances as are specified in directives of the Superintendent, the estates of individuals who, because of their relationship, could reasonably be dealt with as one estate may be dealt with as one estate;

(*g*) in such circumstances as are specified in directives of the Superintendent and with the approval of the Superintendent, the trustee may deposit all moneys relating to the summary administration of estates in a single trust account;

(*h*) a notice of bankruptcy and

(i) a notice of impending automatic discharge of the bankrupt, or

(ii) an application for discharge of the bankrupt

may be given in a single notice in the prescribed form;

(*i*) notwithstanding section 152, the procedure respecting the trustee's accounts, including the taxation thereof shall be as prescribed;

(*j*) notwithstanding subsections 41(1), (5) and (6), the procedure for the trustee's discharge shall be as prescribed; and

(*k*) the court's authorization referred to in subsection 30(4) for a sale or disposal of any of the bankrupt's property to a person who is related to the bankrupt is required only if the creditors decide that the authorization is required.

R.S., 1985, c. B-3, s. 155; 1992, c. 1, ss. 16, 161, c. 27, s. 57; 1997, c. 12, s. 92; 1999, c. 31, s. 26; 2005, c. 47, s. 94.

blée des créanciers, qui doit se tenir dans les vingt et un jours suivant la convocation;

*e*) il ne peut y avoir d'inspecteurs à moins que les créanciers ne décident d'en nommer, et si aucun inspecteur n'est nommé, le syndic peut, à défaut d'instructions des créanciers, accomplir toutes les choses ordinairement susceptibles d'être accomplies par le syndic avec la permission des inspecteurs;

*f*) dans les circonstances prévues par les instructions du surintendant, les actifs de certaines personnes peuvent être traités comme un seul actif lorsque la nature des rapports qui existent entre elles le justifie;

*g*) dans les circonstances prévues par les instructions du surintendant et sur approbation de celui-ci, le syndic peut déposer les fonds afférents à l'administration sommaire d'actifs dans un même compte en fiducie ou en fidéicommis;

*h*) l'avis de faillite et, selon le cas, le préavis de libération imminente ou la demande de libération du failli peuvent être donnés en un seul avis en la forme prescrite;

*i*) par dérogation à l'article 152, la procédure, y compris la taxation, relative aux comptes du syndic est celle prescrite;

*j*) par dérogation aux paragraphes 41(1), (5) et (6), la procédure de sa libération est celle prescrite;

*k*) l'autorisation du tribunal mentionnée au paragraphe 30(4) pour la disposition — notamment par vente — de biens du failli en faveur d'une personne liée à celui-ci n'est nécessaire que si les créanciers décident de l'exiger.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 155; 1992, ch. 1, art. 16 et 161, ch. 27, art. 57; 1997, ch. 12, art. 92; 1999, ch. 31, art. 26; 2005, ch. 47, art. 94.

Fees and disbursements of trustee

**156.** The trustee shall receive such fees and disbursements as may be prescribed.

R.S., c. B-3, s. 127.

Honoraires et déboursés du syndic

**156.** Le syndic reçoit les honoraires et déboursés qui peuvent être prescrits.

S.R., ch. B-3, art. 127.

Agreement to pay fees and disbursements

**156.1** An individual bankrupt who has never before been bankrupt under the laws of Canada or of any prescribed jurisdiction and who is not required to make payments under section 68 to the estate of the bankrupt may enter into an

Accord sur les honoraires et débours du syndic

**156.1** La personne physique qui fait faillite pour la première fois sous le régime du droit canadien ou de tout pays prescrit et qui n'est pas tenue de faire des versements à l'actif de la faillite au titre de l'article 68 peut conclure

agreement with the trustee to pay the trustee's fees and disbursements if the total amount required to be paid under the agreement is not more than the prescribed amount and that total amount is to be paid before the expiry of the 12-month period after the bankrupt's discharge. The agreement may be enforced after the bankrupt's discharge.

2005, c. 47, s. 95.

avec le syndic un accord prévoyant le paiement par elle, avant l'expiration de la période de douze mois suivant sa libération, d'une somme au titre des honoraires et débours du syndic n'excédant pas la somme prescrite. Cet accord peut être exécuté après la libération du failli.

2005, ch. 47, art. 95.

All other provisions of Act to apply

**157.** Except as provided in section 155, all the provisions of this Act, in so far as they are applicable, apply with such modifications as the circumstances require to summary administration.

R.S., c. B-3, s. 128.

Toutes les autres dispositions s'appliquent

**157.** Sauf dans les cas prévus à l'article 155, toutes les dispositions de la présente loi, dans la mesure où elles sont applicables, s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'administration sommaire.

S.R., ch. B-3, art. 128.

## PART VI

## BANKRUPTS

### Counselling Services

## PARTIE VI

## FAILLIS

### Services de consultation

Counselling

**157.1** (1) The trustee

(*a*) shall provide, or provide for, counselling for an individual bankrupt, and

(*b*) may provide, or provide for, counselling for a person who, as specified in directives of the Superintendent, is financially associated with an individual bankrupt,

in accordance with directives issued by the Superintendent pursuant to paragraph 5(4)(*b*), and the estate of the bankrupt shall pay the costs of the counselling, as costs of administration of the estate, according to the prescribed tariff.

Consultations

**157.1** (1) Dans les cas où le failli est une personne physique, le syndic :

*a*) est tenu de lui offrir des consultations, ou de voir à ce qu'il lui en soit offert;

*b*) peut offrir des consultations aux personnes qui, selon les instructions du surintendant, ont des rapports financiers avec le failli.

Le syndic s'acquitte des tâches que lui confie le présent paragraphe conformément aux instructions émises par le surintendant aux termes de l'alinéa 5(4)*b*); les frais des consultations sont à la charge de l'actif, à titre de frais d'administration, selon le taux prescrit.

Idem

(2) Where counselling is provided by a trustee to a debtor who is not a bankrupt, that counselling must be provided in accordance with directives issued by the Superintendent pursuant to paragraph 5(4)(*b*).

Idem

(2) Les consultations offertes par le syndic à un débiteur qui n'est pas un failli doivent être offertes conformément aux instructions données par le surintendant aux termes de l'alinéa 5(4)*b*).

Effect on automatic discharge

(3) Subsection 168.1(1) does not apply to an individual bankrupt who has refused or neglected to receive counselling under subsection (1).

1992, c. 27, s. 58; 1997, c. 12, s. 93; 2005, c. 47, s. 96.

Effet sur la libération d'office

(3) Le paragraphe 168.1(1) ne s'applique pas au failli qui est une personne physique, dans la mesure où il a refusé ou omis de se prévaloir des consultations offertes aux termes du paragraphe (1).

1992, ch. 27, art. 58; 1997, ch. 12, art. 93; 2005, ch. 47, art. 96.

### Duties of Bankrupts

### Obligations des faillis

Duties of bankrupt

**158.** A bankrupt shall

Obligations des faillis

**158.** Le failli doit :

(*a*) make discovery of and deliver all his property that is under his possession or control to the trustee or to any person authorized by the trustee to take possession of it or any part thereof;

(*a.1*) in such circumstances as are specified in directives of the Superintendent, deliver to the trustee, for cancellation, all credit cards issued to and in the possession or control of the bankrupt;

(*b*) deliver to the trustee all books, records, documents, writings and papers including, without restricting the generality of the foregoing, title papers, insurance policies and tax records and returns and copies thereof in any way relating to his property or affairs;

(*c*) at such time and place as may be fixed by the official receiver, attend before the official receiver or before any other official receiver delegated by the official receiver for examination under oath with respect to his conduct, the causes of his bankruptcy and the disposition of his property;

(*d*) within five days following the bankruptcy, unless the time is extended by the official receiver, prepare and submit to the trustee in quadruplicate a statement of the bankrupt's affairs in the prescribed form verified by affidavit and showing the particulars of the bankrupt's assets and liabilities, the names and addresses of the bankrupt's creditors, the securities held by them respectively, the dates when the securities were respectively given and such further or other information as may be required, but where the affairs of the bankrupt are so involved or complicated that the bankrupt alone cannot reasonably prepare a proper statement of affairs, the official receiver may, as an expense of the administration of the estate, authorize the employment of a qualified person to assist in the preparation of the statement;

(*e*) make or give all the assistance within his power to the trustee in making an inventory of his assets;

(*f*) make disclosure to the trustee of all property disposed of within the period beginning on the day that is one year before the date of the initial bankruptcy event or beginning on such other antecedent date as the court may

*a*) révéler et remettre tous ses biens qui sont en sa possession ou sous son contrôle, au syndic ou à une personne que le syndic autorise à en prendre possession en tout ou en partie;

*a.1*) dans les circonstances prévues par les instructions du surintendant, remettre au syndic, pour annulation, toutes les cartes de crédit délivrées au failli et en sa possession ou sous son contrôle;

*b*) remettre au syndic tous les livres, registres, documents, écrits et papiers, notamment les documents de titre, les polices d'assurance et les archives et déclarations d'impôt, ainsi que les copies de ce qui précède, se rattachant de quelque façon à ses biens ou affaires;

*c*) aux date, heure et lieu que peut fixer le séquestre officiel, se présenter devant ce dernier ou devant tout autre séquestre officiel délégué par le séquestre officiel, pour y subir un interrogatoire sous serment sur sa conduite, les causes de sa faillite et la disposition de ses biens;

*d*) dans les cinq jours suivant sa faillite, à moins que le séquestre officiel ne prolonge le délai, préparer et soumettre en quatre exemplaires au syndic un bilan en la forme prescrite attesté par affidavit et indiquant les détails de ses avoirs et de ses obligations, ainsi que les noms et adresses de ses créanciers, les garanties qu'ils détiennent respectivement, les dates auxquelles les garanties ont été respectivement données, et les renseignements supplémentaires ou autres qui peuvent être exigés; si les affaires du failli sont mêlées ou compliquées au point qu'il ne peut adéquatement lui-même en préparer un relevé convenable, le séquestre officiel peut, comme dépenses d'administration de l'actif, autoriser l'emploi d'une personne compétente pour aider à la préparation du relevé;

*e*) dresser un inventaire de ses avoirs ou donner au syndic toute l'assistance qu'il peut donner pour dresser l'inventaire;

*f*) révéler au syndic tous les biens aliénés au cours de la période allant du premier jour de l'année précédant l'ouverture de la faillite, ou de la date antérieure que le tribunal peut fixer, jusqu'à la date de la faillite inclusive-

direct, and ending on the date of the bankruptcy, both dates included, and how and to whom and for what consideration any part thereof was disposed of except such part as had been disposed of in the ordinary manner of trade or used for reasonable personal expenses;

(*g*) make disclosure to the trustee of all property disposed of by gift or settlement without adequate valuable consideration within the period beginning on the day that is five years before the date of the initial bankruptcy event and ending on the date of the bankruptcy, both dates included;

(*h*) attend the first meeting of his creditors unless prevented by sickness or other sufficient cause and submit thereat to examination;

(*i*) when required, attend other meetings of his creditors or of the inspectors, or attend on the trustee;

(*j*) submit to such other examinations under oath with respect to his property or affairs as required;

(*k*) aid to the utmost of his power in the realization of his property and the distribution of the proceeds among his creditors;

(*l*) execute any powers of attorney, transfers, deeds and instruments or acts that may be required;

(*m*) examine the correctness of all proofs of claims filed, if required by the trustee;

(*n*) in case any person has to his knowledge filed a false claim, disclose the fact immediately to the trustee;

(*n.1*) inform the trustee of any material change in the bankrupt's financial situation;

(*o*) generally do all such acts and things in relation to his property and the distribution of the proceeds among his creditors as may be reasonably required by the trustee, or may be prescribed by the General Rules, or may be directed by the court by any special order made with reference to any particular case or made on the occasion of any special application by the trustee, or any creditor or person interested; and

ment, et comment, à qui et pour quelle considération toute partie des biens a été aliénée, sauf la partie de ces biens qui a été aliénée dans le cours ordinaire du commerce, ou employée pour dépenses personnelles raisonnables;

*g*) révéler au syndic tous les biens aliénés par donation ou par disposition sans contrepartie valable et suffisante au cours de la période allant du premier jour de la cinquième année précédant l'ouverture de la faillite jusqu'à la date de la faillite inclusivement;

*h*) assister à la première assemblée de ses créanciers, à moins d'en être empêché par la maladie ou pour une autre cause suffisante, et s'y soumettre à un interrogatoire;

*i*) lorsqu'il en est requis, assister aux autres assemblées de ses créanciers ou des inspecteurs, ou se rendre aux ordres du syndic;

*j*) se soumettre à tout autre interrogatoire sous serment au sujet de ses biens ou de ses affaires, selon qu'il en est requis;

*k*) aider de tout son pouvoir à la réalisation de ses biens et au partage des produits entre ses créanciers;

*l*) exécuter les procurations, transferts, actes et instruments qu'il peut être requis d'exécuter;

*m*) examiner l'exactitude de toutes preuves de réclamations produites, s'il en est requis par le syndic;

*n*) s'il a connaissance que quelqu'un a produit une réclamation fausse, rapporter immédiatement le fait au syndic;

*n.1*) aviser le syndic de tout changement important de sa situation financière;

*o*) d'une façon générale, accomplir, au sujet de ses biens et du partage du produit parmi ses créanciers, tous actes et toutes choses que le syndic peut raisonnablement lui demander de faire, ou que les Règles générales peuvent prescrire, ou qu'il peut recevoir l'ordre de faire du tribunal par une ordonnance spéciale rendue à l'égard d'un cas particulier, ou rendue à l'occasion d'une requête particulière du syndic, d'un créancier ou d'une personne intéressée;

(*p*) until his application for discharge has been disposed of and the administration of the estate completed, keep the trustee advised at all times of his place of residence or address.

R.S., 1985, c. B-3, s. 158; 1992, c. 27, s. 59; 1997, c. 12, s. 94; 2004, c. 25, s. 73.

*p*) jusqu'à ce qu'il ait été disposé de sa demande de libération et jusqu'à ce que l'administration de son actif ait été complétée, tenir le syndic constamment informé de son adresse ou de son lieu de résidence.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 158; 1992, ch. 27, art. 59; 1997, ch. 12, art. 94; 2004, ch. 25, art. 73.

Where bankrupt is a corporation

**159.** Where a bankrupt is a corporation, the officer executing the assignment, or such

(*a*) officer of the corporation, or

(*b*) person who has, or has had, directly or indirectly, control in fact of the corporation

as the official receiver may specify, shall attend before the official receiver for examination and shall perform all of the duties imposed on a bankrupt by section 158, and, in case of failure to do so, the officer or person is punishable as though that officer or person were the bankrupt.

R.S., 1985, c. B-3, s. 159; 1992, c. 27, s. 60.

Lorsque le failli est une personne morale

**159.** Lorsque le failli est une personne morale, le fonctionnaire qui exécute la cession ou tout dirigeant de la personne morale ou toute personne qui, directement ou indirectement, en a, ou en a eu, le contrôle de fait, désigné par le séquestre officiel, doit se présenter devant lui pour être interrogé et doit remplir toutes les obligations que l'article 158 impose à un failli, et, s'il omet de le faire, il est susceptible d'être puni comme s'il était le failli.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 159; 1992, ch. 27, art. 60.

Performance of duties by imprisoned bankrupt

**160.** If a bankrupt is undergoing imprisonment, the court may, in order to enable the bankrupt to attend in court in bankruptcy proceedings at which the bankrupt's personal presence is required, to attend the first meeting of creditors or to perform the duties required of the bankrupt under this Act, direct that the bankrupt be produced in the protective custody of an executing officer or other duly authorized officer at any time and place that may be designated, or it may make any other order that it deems proper and requisite in the circumstances.

R.S., 1985, c. B-3, s. 160; 2004, c. 25, s. 74(E).

Exécution de fonctions par un failli emprisonné

**160.** Lorsqu'un failli subit un emprisonnement, le tribunal peut, afin de lui permettre d'assister devant le tribunal aux procédures en faillite auxquelles sa présence personnelle est requise, ou de lui permettre d'assister à la première assemblée des créanciers, ou de remplir les obligations que la présente loi lui impose, ordonner qu'il soit amené sous la garde d'un huissier-exécutant ou d'un autre fonctionnaire dûment autorisé, à tels date, heure et lieu qui peuvent être désignés, ou le tribunal peut rendre toute autre ordonnance qu'il juge utile dans les circonstances.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 160; 2004, ch. 25, art. 74(A).

## Examination of Bankrupts and Others

## Interrogatoire des faillis et autres

Examination of bankrupt by official receiver

**161.** (1) Before a bankrupt's discharge, the official receiver shall, on the attendance of the bankrupt, examine the bankrupt under oath with respect to the bankrupt's conduct, the causes of the bankruptcy and the disposition of the bankrupt's property and shall put to the bankrupt the prescribed question or questions to the like effect and such other questions as the official receiver may see fit.

Interrogatoire du failli par le séquestre officiel

**161.** (1) Avant la libération du failli, le séquestre officiel, lorsque celui-ci se présente devant lui, l'interroge sous serment sur sa conduite, les causes de sa faillite et la disposition de ses biens, et lui pose les questions prescrites ou des questions au même effet, ainsi que toutes autres questions qu'il peut juger opportunes.

Record of examination

(2) The official receiver shall make a record of the examination and shall forward a copy of the record to the Superintendent and the trustee.

Compte rendu

(2) Le séquestre officiel établit le compte rendu de l'interrogatoire et le transmet au surintendant et au syndic.

Record of examination available to creditors on request

(2.1) If the examination is held

(*a*) before the first meeting of creditors, the record of the examination shall be communicated to the creditors at the meeting; or

(*b*) after the first meeting of creditors, the record of examination shall be made available to any creditor who requests it.

Communication sur demande

(2.1) Si l'interrogatoire est tenu avant la première assemblée des créanciers, le compte rendu est communiqué aux créanciers à l'assemblée, sinon il n'est communiqué qu'aux créanciers qui lui en font la demande.

Examination before another official receiver

(3) When the official receiver deems it expedient, the official receiver may authorize an examination to be held before any other official receiver.

Interrogatoire devant un autre séquestre officiel

(3) Lorsqu'il l'estime utile, le séquestre officiel peut autoriser un interrogatoire devant tout autre séquestre officiel.

Official receiver to report failure to attend

(4) Where a bankrupt fails to present himself for examination by the official receiver, the official receiver shall so report to the first meeting of creditors.

Le séquestre officiel doit signaler le défaut de se présenter

(4) Lorsqu'un failli ne se présente pas pour être interrogé par le séquestre officiel, ce dernier en fait rapport à la première assemblée des créanciers.

R.S., 1985, c. B-3, s. 161; 1997, c. 12, s. 95; 2004, c. 25, s. 75(F); 2005, c. 47, s. 97.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 161; 1997, ch. 12, art. 95; 2004, ch. 25, art. 75(F); 2005, ch. 47, art. 97.

Inquiry by official receiver

**162.** (1) The official receiver may, and on the direction of the Superintendent shall, make or cause to be made any inquiry or investigation that may be deemed necessary in respect of the conduct of the bankrupt, the causes of his bankruptcy and the disposition of his property, and the official receiver shall report the findings on any such inquiry or investigation to the Superintendent, the trustee and the court.

Enquête par le séquestre officiel

**162.** (1) Le séquestre officiel peut, et sur les instructions du surintendant doit, effectuer ou faire effectuer toute enquête ou investigation qui peut être estimée nécessaire au sujet de la conduite du failli, des causes de sa faillite et de la disposition de ses biens, et le séquestre officiel fait rapport des conclusions de toute enquête ou investigation de ce genre au surintendant, au syndic et au tribunal.

(2) [Repealed, 2005, c. 47, s. 98]

(2) [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 98]

Application of section 164

(3) Section 164 applies in respect of an inquiry or investigation under subsection (1).

Application de l'art. 164

(3) L'article 164 s'applique relativement à une enquête ou à une investigation prévue par le paragraphe (1).

R.S., 1985, c. B-3, s. 162; 2004, c. 25, s. 76(F); 2005, c. 47, s. 98.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 162; 2004, ch. 25, art. 76(F); 2005, ch. 47, art. 98.

Examination of bankrupt and others by trustee

**163.** (1) The trustee, on ordinary resolution passed by the creditors or on the written request or resolution of a majority of the inspectors, may, without an order, examine under oath before the registrar of the court or other authorized person, the bankrupt, any person reasonably thought to have knowledge of the affairs of the bankrupt or any person who is or has been an agent or a mandatary, or a clerk, a servant, an officer, a director or an employee of the bankrupt, respecting the bankrupt or the bankrupt's dealings or property and may order any person liable to be so examined to produce any books, documents, correspondence or papers in that person's possession or power relating in all or in part to the bankrupt or the bankrupt's dealings or property.

Interrogatoire du failli et d'autres par le syndic

**163.** (1) Le syndic, sur une résolution ordinaire adoptée par les créanciers, ou sur la demande écrite ou résolution de la majorité des inspecteurs, peut, sans ordonnance, examiner sous serment, devant le registraire du tribunal ou une autre personne autorisée, le failli, toute personne réputée connaître les affaires du failli ou toute personne qui est ou a été mandataire, commis, préposé, dirigeant, administrateur ou employé du failli, au sujet de ce dernier, de ses opérations ou de ses biens, et il peut ordonner à toute personne susceptible d'être ainsi interrogée de produire les livres, documents, correspondance ou papiers en sa possession ou pouvoir qui se rapportent en totalité ou en partie au failli, à ses opérations ou à ses biens.

Examination of bankrupt, trustee and others by a creditor

(2) On the application to the court by the Superintendent, any creditor or other interested person and on sufficient cause being shown, an order may be made for the examination under oath, before the registrar or other authorized person, of the trustee, the bankrupt, an inspector or a creditor, or any other person named in the order, for the purpose of investigating the administration of the estate of any bankrupt, and the court may further order any person liable to be so examined to produce any books, documents, correspondence or papers in the person's possession or power relating in all or in part to the bankrupt, the trustee or any creditor, the costs of the examination and investigation to be in the discretion of the court.

Examen par le créancier

(2) Sur demande faite au tribunal par un créancier, le surintendant ou une autre personne intéressée et sur preuve d'une raison suffisante, une ordonnance peut être rendue pour interroger sous serment, devant le registraire ou une autre personne autorisée, le syndic, le failli ou tout inspecteur ou créancier ou toute autre personne nommée dans l'ordonnance, afin d'effectuer une investigation sur l'administration de l'actif d'un failli; le tribunal peut en outre ordonner la production par la personne visée des livres, documents, correspondance ou papiers en sa possession ou son pouvoir qui se rapportent en totalité ou en partie au failli, au syndic ou à tout créancier, les frais de cet interrogatoire et de cette investigation étant laissés à la discrétion du tribunal.

Examination to be filed

(3) The evidence of any person examined under this section shall, if transcribed, be filed in the court and may be read in any proceedings before the court under this Act to which the person examined is a party.

R.S., 1985, c. B-3, s. 163; 1997, c. 12, s. 96; 2004, c. 25, s. 77(E).

L'interrogatoire doit être produit

(3) Le témoignage de toute personne interrogée sous l'autorité du présent article doit, s'il a été transcrit, être produit au tribunal et peut être lu lors de toute procédure prise devant le tribunal aux termes de la présente loi et à laquelle est partie la personne interrogée.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 163; 1997, ch. 12, art. 96; 2004, ch. 25, art. 77(A).

Trustee may require books and property of bankrupt to be produced

**164.** (1) Where a person has, or is believed or suspected to have, in his possession or power any of the property of the bankrupt, or any book, document or paper of any kind relating in whole or in part to the bankrupt, his dealings or property, or showing that he is indebted to the bankrupt, he may be required by the trustee to produce the book, document or paper for the information of the trustee, or to deliver to him any property of the bankrupt in his possession.

Le syndic peut exiger la production des livres et autres biens du failli

**164.** (1) Lorsqu'une personne a, ou que l'on croit ou soupçonne qu'elle a en sa possession ou pouvoir des biens du failli, ou tout livre, document ou papier concernant, en tout ou en partie, le failli, ses opérations ou ses biens, ou indiquant que cette personne est endettée envers le failli, cette personne peut être tenue par le syndic de produire ce livre, document ou papier pour la gouverne de ce syndic, ou de lui remettre tout bien du failli qu'elle a en sa possession.

Examination on failure to produce

(2) Where a person fails to produce a book, document or paper or to deliver property as required by this section within five days after being required to do so, the trustee may, without an order, examine the person before the registrar of the court or other authorized person concerning the property, book, document or paper that the person is supposed to possess.

Interrogatoire sur défaut de produire

(2) Lorsqu'une personne omet de produire un livre, document ou papier, ou de remettre un bien, dans les cinq jours à compter du moment où elle est tenue de le faire au titre du présent article, le syndic peut, sans ordonnance, l'interroger en présence du registraire du tribunal ou de toute autre personne autorisée concernant ces bien, livre, document ou papier qu'elle est censée avoir en sa possession.

Compelling attendance

(3) Any person referred to in subsection (1) may be compelled to attend and testify, and to produce on his examination any book, document or paper that under this section he is liable to produce, in the same manner and subject to the same rules of examination, and the same

Assistance obligatoire

(3) Toute personne mentionnée au paragraphe (1) peut être contrainte d'être présente et de témoigner, et de produire, à son interrogatoire, tout livre, document ou papier qu'elle est obligée de produire aux termes du présent article, de la même manière et sous réserve des

consequences of neglecting to attend or refusing to disclose the matters in respect of which he may be examined, as would apply to a bankrupt.

R.S., 1985, c. B-3, s. 164; 1997, c. 12, s. 97; 2004, c. 25, s. 78(F).

mêmes règles d'interrogatoire et des mêmes conséquences en cas de défaut de se présenter ou de refus de révéler les affaires au sujet desquelles elle peut être interrogée, qui s'appliqueraient au failli.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 164; 1997, ch. 12, art. 97; 2004, ch. 25, art. 78(F).

Admission of debt

**165.** (1) Where a person on examination admits that he is indebted to the bankrupt, the court may, on the application of the trustee, order him to pay to the trustee, at such time and in such manner as to the court seems expedient, the amount admitted or any part thereof either in full discharge of the whole amount in question or not, as the court thinks fit, with or without costs of the examination.

Admission de dette

**165.** (1) Lorsque, à l'interrogatoire, une personne admet qu'elle est endettée envers le failli, le tribunal peut, à la demande du syndic, lui ordonner de verser au syndic, à la date et de la manière que le tribunal juge opportunes, le montant admis, ou une partie de ce montant, en acquittement complet ou non de la totalité du montant en question, selon que le tribunal le juge à propos, avec ou sans les frais de l'interrogatoire.

Admission of having bankrupt's property

(2) Where any person on examination admits that he has in his possession any property belonging to the bankrupt, the court may, on the application of the trustee, order him to deliver to the trustee the property or any part thereof at such time, in such manner and on such terms as to the court may seem just.

R.S., c. B-3, s. 135.

Admission de détenir des biens du failli

(2) Lorsqu'une personne admet, à l'interrogatoire, qu'elle a en sa possession des biens appartenant au failli, le tribunal peut, à la demande du syndic, lui ordonner de remettre au syndic ces biens, ou toute partie de ces biens, à la date, de la manière et aux conditions que le tribunal juge équitables.

S.R., ch. B-3, art. 135.

Penalty for failure to attend for examination

**166.** If the bankrupt fails to present himself or herself for examination before the official receiver as required by paragraph 158(*c*) or if the bankrupt or any other person is served with an appointment or a summons to attend for examination and is paid or tendered the proper conduct money and witness fees as fixed by the General Rules but refuses or neglects to attend as required by the appointment or summons, the court may, on the application of the trustee or the official receiver, by warrant cause the bankrupt or other person so in default to be apprehended and brought up for examination.

R.S., 1985, c. B-3, s. 166; 2005, c. 47, s. 99.

Peine pour défaut de se présenter à l'examen

**166.** Lorsque le failli ne se présente pas pour être interrogé devant le séquestre officiel, ainsi que l'exige l'alinéa 158*c*), ou lorsque le failli ou une autre personne reçoit une convocation ou une assignation pour subir un interrogatoire et qu'il a reçu ou que lui a été offerte une somme suffisante pour couvrir ses frais de déplacement et honoraires de témoin ainsi que le prescrivent les Règles générales, et qu'il refuse ou néglige de comparaître comme la convocation ou l'assignation l'en requiert, le tribunal, à la demande du syndic ou du séquestre officiel, peut, par mandat, faire appréhender et amener pour subir un interrogatoire le failli ou l'autre personne ainsi en défaut.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 166; 2005, ch. 47, art. 99.

Questions must be answered

**167.** Any person being examined is bound to answer all questions relating to the business or property of the bankrupt, to the causes of his bankruptcy and the disposition of his property.

R.S., 1985, c. B-3, s. 167; 2004, c. 25, s. 79(F).

Obligation de répondre aux questions

**167.** La personne interrogée est tenue de répondre à toutes les questions se rattachant aux affaires ou aux biens du failli, et au sujet des causes de sa faillite et de la disposition de ses biens.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 167; 2004, ch. 25, art. 79(F).

ARREST OF BANKRUPTS

Arrest of bankrupts under certain circumstances

**168.** (1) The court may by warrant cause a bankrupt to be arrested, and any books, papers and property in his possession to be seized, and the bankrupt, books, papers and property to be safely kept as directed until such time as the court may order, under the following circumstances:

(*a*) if, after the filing of a bankruptcy application against the bankrupt, it appears to the court that there are grounds for believing that the bankrupt has absconded or is about to abscond from Canada with a view of avoiding payment of the debt in respect of which the bankruptcy application was filed, of avoiding appearance to the application, of avoiding examination in respect of their affairs or of otherwise avoiding, delaying or embarrassing proceedings in bankruptcy against them;

(*b*) if, after making an assignment, it appears to the court that there are grounds for believing that the bankrupt has absconded or is about to abscond from Canada with a view of avoiding payment of his debts or of avoiding examination in respect of his affairs;

(*c*) if, after the filing of a bankruptcy application or an assignment, it appears to the court that there are reasonable grounds for believing that the bankrupt

(i) is about to remove their property with a view to preventing or delaying possession being taken of it by the trustee, or

(ii) has concealed or is about to conceal or destroy any of their property or any books, documents or writings that might be of use to the trustee or to the creditors of the bankrupt in the course of the bankruptcy proceedings;

(*d*) if the bankrupt removes any property in their possession above the value of twenty-five dollars without leave of the court after service of a bankruptcy application, or without leave of the trustee after an assignment has been made; or

(*e*) if, after the commencement of proceedings under this Act, he has failed to obey an order of the court.

Payments after arrest

(2) No payment or proposal made or security given after arrest made under this section is

ARRESTATION DES FAILLIS

Arrestation d'un failli en certains cas

**168.** (1) Le tribunal peut, par mandat, faire arrêter et détenir un failli, et faire saisir tous les livres, papiers et biens en sa possession et les faire mettre en lieu sûr, tel qu'il est ordonné, jusqu'à la date que le tribunal peut prescrire, dans les circonstances suivantes :

*a*) si, après la production d'une requête en faillite contre lui, le tribunal juge qu'il y a des raisons de croire qu'il s'est évadé ou qu'il est sur le point de s'évader du Canada en vue d'éviter le paiement de la dette qui a occasionné la présentation de la requête, d'éviter sa comparution au sujet de celle-ci, d'éviter d'être interrogé sur ses affaires, ou d'autre façon éviter, retarder ou gêner les procédures en matière de faillite contre lui;

*b*) si, après avoir fait une cession, le tribunal juge qu'il y a des raisons de croire qu'il s'est évadé, ou qu'il est sur le point de s'évader, du Canada, en vue d'éviter le paiement de ses dettes ou d'éviter d'être interrogé sur ses affaires;

*c*) si, après la production d'une requête en faillite ou d'une cession, le tribunal juge qu'il y a des motifs raisonnables de croire, selon le cas :

(i) qu'il est sur le point d'enlever ses biens en vue d'empêcher ou de retarder leur prise de possession par le syndic,

(ii) qu'il a caché ou qu'il est sur le point de cacher ou de détruire une partie de ses biens ou de ses livres, documents ou écrits qui pourraient servir au syndic ou à ses créanciers au cours des procédures relatives à la faillite;

*d*) s'il soustrait des biens en sa possession d'une valeur de plus de vingt-cinq dollars sans la permission du tribunal après la signification d'une requête en faillite, ou sans la permission du syndic après qu'une cession a été faite;

*e*) si, après que des procédures ont été intentées aux termes de la présente loi, il n'a pas obéi à une ordonnance du tribunal.

Paiements après arrestation

(2) Aucun paiement ou proposition faite, ni aucun cautionnement donné après une arresta-

exempt from the provisions of this Act relating to fraudulent preferences.

R.S., 1985, c. B-3, s. 168; 2004, c. 25, s. 80.

tion opérée sous l'autorité du présent article, n'est soustrait à l'application des dispositions de la présente loi concernant les préférences frauduleuses.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 168; 2004, ch. 25, art. 80.

### Discharge of Bankrupts

### Libération des faillis

Automatic discharge

**168.1** (1) Subject to subsections (2) and 157.1(3), the following provisions apply in respect of an individual bankrupt other than a bankrupt referred to in subsection 172.1(1):

(*a*) in the case of a bankrupt who has never before been bankrupt under the laws of Canada or of any prescribed jurisdiction, the bankrupt is automatically discharged

(i) on the expiry of 9 months after the date of bankruptcy unless, in that 9-month period, an opposition to the discharge has been filed or the bankrupt has been required to make payments under section 68 to the estate of the bankrupt, or

(ii) on the expiry of 21 months after the date of bankruptcy unless an opposition to the discharge has been filed before the automatic discharge takes effect; and

(*b*) in the case of a bankrupt who has been a bankrupt one time before under the laws of Canada or of any prescribed jurisdiction, the bankrupt is automatically discharged

(i) on the expiry of 24 months after the date of bankruptcy unless, in that 24-month period, an opposition to the discharge has been filed or the bankrupt has been required to make payments under section 68 to the estate of the bankrupt, or

(ii) on the expiry of 36 months after the date of bankruptcy unless an opposition to the discharge has been filed before the automatic discharge takes effect.

Libération d'office

**168.1** (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 157.1(3), les dispositions qui suivent s'appliquent au failli qui est une personne physique — autre que le failli visé au paragraphe 172.1(1) :

*a*) s'il fait faillite pour la première fois sous le régime du droit canadien ou de tout pays prescrit, il est libéré d'office :

(i) à l'expiration des neuf mois suivant la date de la faillite sauf si, pendant ces neuf mois, il a été tenu de faire des versements à l'actif de la faillite au titre de l'article 68 ou si un avis d'opposition à sa libération a été donné,

(ii) à l'expiration des vingt et un mois suivant la date de la faillite sauf si un tel avis a été donné;

*b*) s'il a déjà fait faillite une fois sous le régime du droit canadien ou de tout pays prescrit, il est libéré d'office :

(i) à l'expiration des vingt-quatre mois suivant la date de la faillite sauf si, pendant ces vingt-quatre mois, il a été tenu de faire des versements à l'actif de la faillite au titre de l'article 68 ou un avis d'opposition à sa libération a été donné,

(ii) à l'expiration des trente-six mois suivant la date de la faillite sauf si un tel avis a été donné.

Application not precluded

(2) Nothing in subsection (1) precludes a bankrupt from applying to the court for a discharge before the bankrupt would otherwise be automatically discharged, and that subsection ceases to apply to a bankrupt who makes such an application.

Application

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher le failli de demander au tribunal sa libération avant la date où il serait normalement libéré d'office; cependant, dans un tel cas, le paragraphe (1) cesse de s'appliquer à cette personne.

Application of other provisions

(3) The provisions of this Act concerning the discharge of bankrupts apply in respect of an individual bankrupt who has never before been bankrupt under the laws of Canada or of

Application d'autres dispositions

(3) Les dispositions de la présente loi en matière de libération des faillis s'appliquent à la personne physique qui n'a jamais fait faillite sous le régime du droit canadien ou de tout

any prescribed jurisdiction, to the extent that those provisions are not inconsistent with this section, whether or not the bankrupt applies to the court for a discharge referred to in subsection (2).

pays prescrit dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec le présent article, peu importe si elle demande sa libération au titre du paragraphe (2).

Notice of impending discharge

(4) The trustee shall, not less than 15 days before the date of a bankrupt's automatic discharge, give notice of the impending discharge, in the prescribed form, to the Superintendent, the bankrupt and every creditor who has proved a claim, at the creditor's latest known address.

(4) Le syndic donne, en la forme prescrite, un préavis d'au moins quinze jours de la libération d'office du failli à ce dernier, au surintendant et à chaque créancier qui a prouvé sa réclamation, à sa dernière adresse connue.

Préavis d'une libération d'office imminente

Effect of automatic discharge

(5) An automatic discharge is deemed, for all purposes, to be an absolute and immediate order of discharge.

(5) La libération d'office équivaut à une ordonnance de libération absolue.

Effet de la libération

Certificate

(6) Without delay after a bankrupt has been automatically discharged, the trustee shall issue a certificate to the discharged bankrupt, in the prescribed form, declaring that the bankrupt is discharged and is released from all debts except those matters referred to in subsection 178(1). The trustee shall send a copy of the certificate to the Superintendent.

1992, c. 27, s. 61; 1997, c. 12, s. 98; 2004, c. 25, s. 81; 2005, c. 47, s. 100.

(6) Sans délai après la libération d'office, le syndic délivre au failli libéré un certificat, en la forme prescrite, attestant qu'il est libéré de toutes ses dettes, à l'exception de celles visées au paragraphe 178(1), et en remet un double au surintendant.

1992, ch. 27, art. 61; 1997, ch. 12, art. 98; 2004, ch. 25, art. 81; 2005, ch. 47, art. 100.

Certificat

Oppositions to automatic discharge

**168.2** (1) The following provisions apply in respect of oppositions to the automatic discharge of an individual bankrupt:

(*a*) if the Superintendent opposes the discharge, the Superintendent must give notice of the opposition, together with the grounds for it, to the trustee and to the bankrupt before the automatic discharge would otherwise take effect;

(*b*) if a creditor opposes the discharge, the creditor must give notice of the opposition, together with the grounds for it, to the Superintendent, to the trustee and to the bankrupt before the automatic discharge would otherwise take effect; and

(*c*) if the trustee opposes the discharge, the trustee must give notice of the opposition in the prescribed form and manner, together with the grounds for the opposition, to the bankrupt and the Superintendent before the automatic discharge would otherwise take effect.

**168.2** (1) Les dispositions qui suivent s'appliquent à quiconque s'oppose à la libération d'office d'une personne physique en faillite :

*a*) s'agissant du surintendant, il donne, en tout temps avant la date où le failli serait normalement libéré d'office, un avis de son opposition, avec motif à l'appui, au syndic et au failli;

*b*) s'agissant du créancier, il donne, en tout temps avant cette date, un avis de son opposition, avec motif à l'appui, au surintendant, au syndic et au failli;

*c*) s'agissant du syndic, il donne, en tout temps avant cette date, un avis de son opposition en la forme et de la manière prescrites au failli et au surintendant, avec motif à l'appui.

Opposition à la libération d'office

Application for hearing

(2) If the Superintendent, a creditor or the trustee opposes the automatic discharge of an individual bankrupt, the trustee shall, unless the

(2) Sous réserve de la médiation prévue à l'article 170.1, si le surintendant, le syndic ou un créancier s'opposent à la libération d'office

Demande d'audition de l'opposition

matter is to be dealt with by mediation under section 170.1, apply without delay to the court for an appointment for the hearing of the opposition in the manner referred to in sections 169 to 176, and the hearing must be held

(*a*) within 30 days after the day on which the appointment is made; or

(*b*) at any later time that may be fixed by the court at the bankrupt's or trustee's request.

2005, c. 47, s. 100.

de la personne physique en faillite, le syndic doit sans délai demander au tribunal une convocation pour l'audition de l'opposition de la façon prévue aux articles 169 à 176 dans les trente jours suivant la date de convocation ou à telle date postérieure que le tribunal peut fixer à sa requête ou à celle du failli.

2005, ch. 47, art. 100.

Bankruptcy to operate as application for discharge

**169.** (1) The making of a bankruptcy order against, or an assignment by, a person other than a corporation or an individual in respect of whom subsection 168.1(1) applies operates as an application for discharge.

La mise en faillite opère comme demande de libération

**169.** (1) L'établissement d'une ordonnance de faillite contre toute personne, comme la cession de biens — par toute personne autre qu'une personne morale ou une personne physique assujettie au paragraphe 168.1(1) — emporte demande de libération.

Appointment to be obtained by trustee

(2) The trustee, before proceeding to his or her discharge and in any case not earlier than three months and not later than one year after the bankruptcy of a person for whom there is an application for discharge by virtue of subsection (1) shall, on five days notice to the bankrupt, apply to the court for an appointment for a hearing of the application for the bankrupt's discharge, and the hearing must be held within 30 days after the day on which the appointment is made or at any other time that may be fixed by the court at the bankrupt's or trustee's request.

Le syndic doit obtenir une convocation

(2) Avant de procéder à sa propre libération et au plus tôt trois mois et au plus tard un an après la faillite de la personne visée au paragraphe (1), le syndic doit, sur préavis de cinq jours au failli, demander au tribunal une convocation pour audition de la demande de libération du failli à une date qui ne peut dépasser de plus de trente jours la date de convocation ou à telle autre date que le tribunal peut fixer à sa requête ou à celle du failli.

(3) [Repealed, 2005, c. 47, s. 101]

(3) [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 101]

Bankrupt corporation

(4) A bankrupt corporation may not apply for a discharge unless it has satisfied the claims of its creditors in full.

Personne morale qui a fait faillite

(4) Une personne morale ne peut demander une libération à moins d'avoir acquitté intégralement les réclamations de ses créanciers.

Fees and disbursements of trustee

(5) The court may, before issuing an appointment for hearing on application for discharge, if requested by the trustee, require such funds to be deposited with, or such guarantee to be given to, the trustee, as it deems proper, for the payment of his fees and disbursements incurred in respect of the application.

Honoraires et débours du syndic

(5) Le tribunal peut, avant de délivrer une convocation, si le syndic le requiert, exiger que soit déposée auprès de celui-ci telle somme, ou que lui soit fournie telle garantie que le tribunal estime appropriées, pour le paiement de ses honoraires et débours occasionnés par la demande de libération.

Notice to creditors

(6) The trustee, on obtaining or being served with an appointment for hearing an application for discharge, shall, not less than 15 days before the day appointed for the hearing of the application, send a notice of the hearing, in the prescribed form and manner, to the Superintendent, the bankrupt and every known creditor, at the creditor's latest known address.

Avis aux créanciers

(6) Dès qu'il a obtenu une convocation ou qu'il en a reçu l'avis, le syndic, pas moins de quinze jours avant la date fixée pour l'audition de la demande de libération, en communique l'avis, en la forme et de la manière prescrites, au surintendant, au failli et à chaque créancier connu, à sa dernière adresse connue.

Procedure when trustee not available

(7) Where the trustee is not available to perform the duties required of a trustee on the application of a bankrupt for a discharge, the court may authorize any other person to perform such duties and may give such directions as it deems necessary to enable the application of the bankrupt to be brought before the court.

R.S., 1985, c. B-3, s. 169; 1992, c. 27, s. 62; 1997, c. 12, s. 99; 2004, c. 25, s. 82; 2005, c. 47, s. 101.

Procédures au cas où le syndic n'est pas libre

(7) Dans le cas où le syndic n'est pas libre de remplir les fonctions requises d'un syndic lors de la demande de libération d'un failli, le tribunal peut autoriser toute autre personne à remplir ces fonctions et peut donner les instructions qu'il juge nécessaires afin de permettre que soit présentée au tribunal la demande du failli.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 169; 1992, ch. 27, art. 62; 1997, ch. 12, art. 99; 2004, ch. 25, art. 82; 2005, ch. 47, art. 101.

Trustee to prepare report

**170.** (1) The trustee shall, in the prescribed circumstances and at the prescribed times, prepare a report, in the prescribed form, with respect to

(*a*) the affairs of the bankrupt,

(*b*) the causes of his bankruptcy,

(*c*) the manner in which the bankrupt has performed the duties imposed on him under this Act or obeyed the orders of the court,

(*d*) the conduct of the bankrupt both before and after the date of the initial bankruptcy event,

(*e*) whether the bankrupt has been convicted of any offence under this Act, and

(*f*) any other fact, matter or circumstance that would justify the court in refusing an unconditional order of discharge,

and the report shall be accompanied by a resolution of the inspectors declaring whether or not they approve or disapprove of the report, and in the latter case the reasons of the disapproval shall be given.

Le syndic doit préparer un rapport

**170.** (1) Dans les circonstances et aux moments prescrits, le syndic prépare un rapport, en la forme prescrite, sur :

*a*) les affaires du failli;

*b*) les causes de sa faillite;

*c*) la manière dont le failli a rempli les obligations à lui imposées sous l'autorité de la présente loi ou dont il a obéi aux ordonnances du tribunal;

*d*) sa conduite tant avant qu'après l'ouverture de la faillite;

*e*) la question de savoir s'il a été déclaré coupable d'une infraction aux termes de la présente loi;

*f*) tout autre fait, incident ou circonstance qui justifierait le tribunal de refuser une ordonnance de libération pure et simple.

Le rapport est accompagné d'une résolution des inspecteurs déclarant s'ils approuvent ou désapprouvent ce rapport, et dans ce dernier cas les motifs de la désapprobation sont mentionnés.

Filing and service of report

(2) Where an application of a bankrupt for a discharge is pending, the trustee shall file the report prepared under subsection (1) in the court not less than two days, and forward a copy thereof to the Superintendent, to the bankrupt and to each creditor who requested a copy not less than ten days, before the day appointed for hearing the application, and in all other cases the trustee, before proceeding to the discharge, shall file the report in the court and forward a copy to the Superintendent.

Production et signification du rapport

(2) Lorsqu'une demande de libération est pendante, le syndic produit le rapport au tribunal au moins deux jours avant la date fixée pour l'audition de la demande; il en transmet une copie au surintendant, au failli, ainsi qu'aux créanciers qui en ont fait la demande au moins dix jours avant cette date. Dans tous les autres cas, il produit le rapport et en transmet une copie au surintendant avant de procéder à la libération.

Superintendent may file report

(3) The Superintendent may make such further or other report to the court as he deems expedient or as in his opinion ought to be before the court on the application referred to in subsection (2).

Le surintendant peut fournir un rapport

(3) Le surintendant peut faire au tribunal tel rapport supplémentaire ou tel autre rapport qu'il juge opportun ou qui, à son avis, devrait être présenté au tribunal relativement à la demande de libération.

Representation by counsel

(4) The trustee or any creditor may attend the court and be heard in person or by counsel.

(4) Le syndic ou tout créancier peut assister à l'audition et se faire entendre personnellement ou se faire représenter par un avocat.

Représentation par avocat

Evidence at hearing

(5) For the purposes of the application referred to in subsection (2), the report of the trustee is evidence of the statements therein contained.

(5) Pour les fins de la demande de libération, le rapport du syndic constitue une preuve des déclarations qui y sont contenues.

Preuve à l'audition

Right of bankrupt to oppose statements in report

(6) Where a bankrupt intends to dispute any statement contained in the trustee's report prepared under subsection (1), the bankrupt shall at or before the time appointed for hearing the application for discharge give notice in writing to the trustee specifying the statements in the report that he proposes at the hearing to dispute.

(6) Lorsqu'un failli a l'intention de contester une déclaration contenue dans le rapport du syndic, il donne par écrit, à la date ou avant la date fixée pour l'audition de la demande de libération, un avis au syndic en spécifiant les assertions du rapport auxquelles il se propose d'objecter à l'audition.

Droit du failli d'objecter aux déclarations du rapport

Right of creditors to oppose

(7) A creditor who intends to oppose the discharge of a bankrupt on grounds other than those mentioned in the trustee's report shall give notice of the intended opposition, stating the grounds thereof to the trustee and to the bankrupt at or before the time appointed for the hearing of the application for discharge.

R.S., 1985, c. B-3, s. 170; 1997, c. 12, s. 100; 2005, c. 47, s. 102.

(7) Tout créancier, qui a l'intention de s'opposer à la libération d'un failli pour d'autres motifs que ceux que mentionne le rapport du syndic, donne au syndic et au failli, à l'heure ou avant l'heure fixée pour l'audition de la demande de libération, avis de son intention de s'objecter, et déclare les motifs de son opposition.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 170; 1997, ch. 12, art. 100; 2005, ch. 47, art. 102.

Droit des créanciers d'objecter

Mediation required — paragraphs 173(1)(*m*) and (*n*)

**170.1** (1) If the discharge of a bankrupt individual is opposed by a creditor or the trustee solely on grounds referred to in either one or both of paragraphs 173(1)(*m*) and (*n*), the trustee shall send an application for mediation, in the prescribed form, to the official receiver within five days after the day on which the bankrupt would have been automatically discharged had the opposition not been filed or within any further time after that day that the official receiver may allow.

**170.1** (1) Lorsqu'une opposition fondée uniquement sur les motifs mentionnés aux alinéas 173(1)*m*) ou *n*) est déposée par un créancier ou le syndic, ce dernier transmet une demande de médiation, en la forme prescrite, au séquestre officiel dans les cinq jours — ou dans le délai supérieur fixé par le séquestre officiel — suivant la date où la personne physique en faillite aurait été libérée d'office n'eût été l'opposition.

Transmission d'une demande par le syndic

Mediation procedure

(2) A mediation is to be in accordance with prescribed procedures.

(2) La procédure de médiation est fixée par les Règles générales.

Procédure

Court hearing

(3) If the issues submitted to mediation are not resolved by the mediation or the bankrupt failed to comply with conditions that were established as a result of the mediation, the trustee shall without delay apply to the court for an appointment for the hearing of the matter — and the provisions of this Part relating to applications to the court in relation to the discharge of a bankrupt apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of an application to the court under this subsection — which hearing is to be held

(3) En cas d'échec de la médiation ou de manquement du failli aux conditions prévues par l'entente consécutive à la médiation, le syndic demande sans délai au tribunal de fixer une date d'audience à tenir dans les trente jours suivant la date de convocation ou à la date postérieure que le tribunal peut fixer, les dispositions de la présente partie relatives aux demandes de libération s'appliquant avec les adaptations nécessaires.

Convocation par le tribunal

(*a*) within 30 days after the day on which the appointment is made; or

(*b*) at a later time that is fixed by the court.

Certificate of discharge

(4) If the bankrupt complies with the conditions that were established as a result of the mediation, the trustee shall without delay

(*a*) issue to the bankrupt a certificate of discharge in the prescribed form releasing the bankrupt from their debts other than those referred to in subsection 178(1); and

(*b*) send a copy of the certificate of discharge to the Superintendent.

File

(5) Documents contained in a file on the mediation of a matter form part of the records referred to in subsection 11.1(2).

1997, c. 12, s. 101; 2005, c. 47, s. 103; 2007, c. 36, s. 100.

Trustee's report

**171.** (1) On a request therefor by the Superintendent the trustee shall, within two months after the trustee's appointment or within such longer period as the Superintendent may allow, prepare in the prescribed form and file with the Superintendent a report setting out the following information:

(*a*) the name of the debtor and, where the debtor is a corporation, the names and addresses of the directors and officers of the corporation and, when applicable, the names of the persons who in the opinion of the trustee actively controlled the day-to-day operations of the corporation or the business of the debtor or who in the opinion of the trustee were responsible for the greater proportion of the debtor's liabilities or under whose directions in the opinion of the trustee the greater proportion of the debtor's liabilities were incurred;

(*b*) whether in the opinion of the trustee the deficiency between the assets and the liabilities of the debtor has been satisfactorily accounted for or, if not, whether there is evidence of a substantial disappearance of property that is not accounted for;

(*c*) a statement of opinion by the trustee with respect to the probable causes of the bankruptcy, arrived at after consultation with the inspectors and other persons, which shall be expressed as resulting from one or more

(4) Le syndic transmet au failli, dès que celui-ci a rempli les conditions prévues par l'entente consécutive à la médiation, un certificat, en la forme prescrite, attestant qu'il est libéré de toutes ses dettes, à l'exception de celles mentionnées au paragraphe 178(1), et il en remet un double au surintendant.

Certificat de libération

(5) Les documents constituant le dossier de médiation font partie des dossiers visés au paragraphe 11.1(2).

Dossier

1997, ch. 12, art. 101; 2005, ch. 47, art. 103; 2007, ch. 36, art. 100.

**171.** (1) À la demande du surintendant, le syndic, dans les deux mois qui suivent sa nomination ou dans le délai supérieur que peut accorder le surintendant, prépare en la forme prescrite et produit à celui-ci un rapport indiquant les renseignements suivants :

Rapport du syndic

*a*) le nom du débiteur et, lorsque le débiteur est une personne morale, les noms et adresses des administrateurs et dirigeants de la personne morale et, le cas échéant, les noms des personnes qui, de l'avis du syndic, contrôlaient véritablement les transactions courantes de la personne morale ou les affaires du débiteur ou qui, de l'avis du syndic, étaient responsables de la majeure partie du passif du débiteur ou sur les instructions de qui, de l'avis du syndic, la majeure partie du passif du débiteur a été contractée;

*b*) si, de l'avis du syndic, l'insuffisance de l'actif par rapport au passif du débiteur a été expliquée de façon satisfaisante ou, dans la négative, s'il existe des preuves d'une disparition notable de l'actif qui n'est pas expliquée;

*c*) l'opinion à laquelle est parvenu le syndic au sujet des causes probables de la faillite après avoir consulté les inspecteurs et d'autres personnes, la faillite devant être présentée comme le résultat d'une ou de plusieurs des causes probables suivantes :

(i) la malchance,

of the probable causes in the following enumeration:

(i) misfortune,

(ii) inexperience,

(iii) incompetence,

(iv) carelessness,

(v) over-expansion,

(vi) unwarranted speculation,

(vii) gross negligence,

(viii) fraud, and

(ix) other probable cause (to be specified); and

(*d*) a statement of the facts and information on which the trustee relied in arriving at the opinion expressed pursuant to paragraphs (*b*) and (*c*).

(ii) l'inexpérience,

(iii) l'incompétence,

(iv) la négligence,

(v) l'expansion excessive,

(vi) la spéculation injustifiée,

(vii) la négligence grossière,

(viii) la fraude,

(ix) toute autre cause probable (à spécifier);

*d*) les faits et renseignements sur lesquels le syndic s'est fondé pour parvenir à l'opinion exprimée en conformité avec les alinéas *b*) et *c*).

Report to persons concerned

(2) A separate report containing only the information to be given to the Superintendent pursuant to paragraphs (1)(*a*) and (*b*) shall be immediately prepared in the prescribed form by the trustee and a copy thereof shall be sent, by prepaid registered or certified mail in an envelope marked "private and confidential", to each of the persons named pursuant to paragraphs (1)(*a*) and (*b*) in the report to the Superintendent.

Rapports aux personnes intéressées

(2) Un rapport distinct ne renfermant que les renseignements à fournir au surintendant selon les alinéas (1)*a*) et *b*) est immédiatement préparé, en la forme prescrite, par le syndic et copie en est adressée, par courrier recommandé ou certifié, dans une enveloppe portant la mention : « personnel et confidentiel », à chacune des personnes nommées en conformité avec les alinéas (1)*a*) et *b*) dans le rapport au surintendant.

Report to official receiver

(3) After the expiration of two months from the date of filing the report with the Superintendent and not later than three months after that date, the trustee shall file with the official receiver the report prepared pursuant to subsection (2).

Rapport au séquestre officiel

(3) Le syndic remet le rapport visé au paragraphe (2) au séquestre officiel au plus tôt deux mois et au plus tard trois mois suivant la date de production de son rapport au surintendant.

Application to court regarding report

(4) Notwithstanding subsection (3), where before he has filed his report with the official receiver pursuant to that subsection, the trustee is served with a copy of an application to the court, by any of the persons named pursuant to paragraphs (1)(*a*) and (*b*) in the report prepared pursuant to subsection (2), to have that report altered in any manner or to dispense with the requirements of subsection (3), the trustee shall not file the report under subsection (3) except as may be directed by the court.

Demande au tribunal au sujet du rapport

(4) Nonobstant le paragraphe (3), lorsque, avant d'avoir produit son rapport au séquestre officiel en conformité avec ce paragraphe, le syndic reçoit, de l'une des personnes nommées en conformité avec les alinéas (1)*a*) et *b*) dans le rapport préparé conformément au paragraphe (2), notification d'une copie de demande au tribunal visant à faire modifier de quelque façon le rapport ou à se faire dispenser de satisfaire aux exigences du paragraphe (3), le syndic ne peut produire le rapport en vertu du paragraphe (3) sauf selon les instructions que peut donner le tribunal.

Altering report to Superintendent

(5) Where the report to be filed under subsection (3) has been altered in any respect on the direction of the court, the trustee shall inform the Superintendent of any alteration so made, and the Superintendent shall alter the report made to him by the trustee accordingly.

Exoneration from liability

(6) The trustee is not liable for any statements made or opinions expressed by him in good faith and made or purporting to be made by him pursuant to this section, nor is any person liable for publishing, or referring to any matters contained in, the report of the trustee to the official receiver if the publication or reference is made after the filing of the report with the official receiver.

R.S., 1985, c. B-3, s. 171; 1992, c. 1, s. 20, c. 27, s. 63; 1997, c. 12, s. 102.

Court may grant or refuse discharge

**172.** (1) On the hearing of an application of a bankrupt for a discharge, other than a bankrupt referred to in section 172.1, the court may

(*a*) grant or refuse an absolute order of discharge;

(*b*) suspend the operation of an absolute order of discharge for a specified time; or

(*c*) grant an order of discharge subject to any terms or conditions with respect to any earnings or income that may afterwards become due to the bankrupt or with respect to the bankrupt's after-acquired property.

Powers of court to refuse or suspend discharge or grant conditional discharge

(2) The court shall, on proof of any of the facts referred to in section 173, which proof may be given orally under oath, by affidavit or otherwise,

(*a*) refuse the discharge of a bankrupt;

(*b*) suspend the discharge for such period as the court thinks proper; or

(*c*) require the bankrupt, as a condition of his discharge, to perform such acts, pay such moneys, consent to such judgments or comply with such other terms as the court may direct.

Court may modify after year

(3) Where at any time after the expiration of one year after the date of any order made under this section the bankrupt satisfies the court that there is no reasonable probability of his being in a position to comply with the terms of the or-

Modification du rapport au surintendant

(5) Lorsque le rapport à produire aux termes du paragraphe (3) a été modifié à quelque point de vue sur les instructions du tribunal, le syndic informe le surintendant de toute modification ainsi apportée et le surintendant modifie en conséquence le rapport qui lui est fait par le syndic.

Décharge de la responsabilité

(6) Le syndic n'encourt aucune responsabilité pour une déclaration faite, ou une opinion exprimée par lui de bonne foi et émise, ou présentée comme émise, par lui en conformité avec le présent article, et personne n'encourt de responsabilité pour avoir publié ou mentionné des sujets contenus dans le rapport du syndic au séquestre officiel, si la publication ou la mention est faite après la production du rapport au séquestre officiel.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 171; 1992, ch. 1, art. 20, ch. 27, art. 63; 1997, ch. 12, art. 102.

Le tribunal peut accorder ou refuser la libération

**172.** (1) À l'audition de la demande de libération d'un failli autre que celui visé à l'article 172.1, le tribunal peut, selon le cas :

*a*) accorder ou refuser une ordonnance de libération absolue;

*b*) suspendre l'exécution de l'ordonnance pour une période déterminée;

*c*) accorder une ordonnance de libération subordonnée à des conditions relativement à des recettes ou à un revenu pouvant par la suite échoir au failli ou relativement aux biens qu'il a subséquemment acquis.

Le tribunal peut refuser ou suspendre la libération ou l'accorder conditionnellement

(2) Sur preuve de l'un des faits mentionnés à l'article 173, laquelle peut être faite oralement sous serment, par affidavit ou autrement, le tribunal, selon le cas :

*a*) refuse la libération;

*b*) suspend la libération pour la période qu'il juge convenable;

*c*) exige du failli, comme condition de sa libération, qu'il accomplisse les actes, paie les montants d'argent, consente aux jugements ou se conforme aux autres conditions que le tribunal peut ordonner.

Le tribunal peut, après un an, modifier les conditions

(3) Lorsque, après l'expiration d'une année à compter de la date où une ordonnance est rendue en vertu du présent article, le failli prouve au tribunal qu'il n'existe pas de probabilité raisonnable qu'il soit en état de se conformer aux

der, the court may modify the terms of the order or of any substituted order, in such manner and on such conditions as it may think fit.

Power to suspend

(4) The powers of suspending and of attaching conditions to the discharge of a bankrupt may be exercised concurrently.

R.S., 1985, c. B-3, s. 172; 2005, c. 47, s. 104; 2007, c. 36, ss. 52, 101.

Exception — personal income tax debtors

**172.1** (1) In the case of a bankrupt who has $200,000 or more of personal income tax debt and whose personal income tax debt represents 75% or more of the bankrupt's total unsecured proven claims, the hearing of an application for a discharge may not be held before the expiry of

(*a*) if the bankrupt has never before been bankrupt under the laws of Canada or of any prescribed jurisdiction,

(i) 9 months after the date of bankruptcy if the bankrupt has not been required to make payments under section 68 to the estate of the bankrupt at any time during those 9 months, or

(ii) 21 months after the date of bankruptcy, in any other case;

(*b*) if the bankrupt has been a bankrupt one time before under the laws of Canada or of any prescribed jurisdiction,

(i) 24 months after the date of bankruptcy if the bankrupt has not been required to make payments under section 68 to the estate of the bankrupt at any time during those 24 months, or

(ii) 36 months after the date of bankruptcy, in any other case; and

(*c*) in the case of any other bankrupt, 36 months after the date of the bankruptcy.

Appointment to be obtained by trustee

(2) Before proceeding to the trustee's discharge and before the first day that the hearing could be held in respect of a bankrupt referred to in subsection (1), the trustee must, on five days notice to the bankrupt, apply to the court for an appointment for a hearing of the application for the bankrupt's discharge.

conditions de cette ordonnance, le tribunal peut modifier les conditions de l'ordonnance, ou de toute ordonnance y substituée, de la manière et aux conditions qu'il estime utiles.

Pouvoir de suspendre

(4) Les pouvoirs d'imposer des conditions à la libération du failli ou de la suspendre peuvent être exercés concurremment.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 172; 2005, ch. 47, art. 104; 2007, ch. 36, art. 52 et 101.

Exception — failli ayant une dette fiscale

**172.1** (1) Dans le cas d'un failli qui a une dette fiscale impayée d'un montant de deux cent mille dollars ou plus représentant soixante-quinze pour cent ou plus de la totalité des réclamations non garanties prouvées, l'audition de la demande de libération ne peut se tenir avant l'expiration :

*a*) s'il fait faillite pour la première fois sous le régime du droit canadien ou de tout pays prescrit :

(i) des neuf mois suivant la date de la faillite si, pendant ces neuf mois, il n'a pas été tenu de faire des versements à l'actif de la faillite au titre de l'article 68,

(ii) des vingt et un mois suivant la date de la faillite, dans les autres cas;

*b*) s'il a déjà fait faillite une fois sous le régime du droit canadien ou de tout pays prescrit :

(i) des vingt-quatre mois suivant la date de la faillite si, pendant ces vingt-quatre mois, il n'a pas été tenu de faire des versements à l'actif de la faillite au titre de l'article 68,

(ii) des trente-six mois suivant la date de la faillite, dans les autres cas;

*c*) dans les autres cas, des trente-six mois suivant la date de la faillite.

Le syndic doit obtenir une convocation

(2) Avant de procéder à sa propre libération et avant le premier jour où peut avoir lieu l'audition de la demande de libération du failli visé au paragraphe (1), le syndic doit, sur préavis de cinq jours au failli, demander au tribunal une convocation pour l'audition de cette demande.

Powers of court to refuse or suspend discharge or grant conditional discharge

(3) On the hearing of an application for a discharge referred to in subsection (1), the court shall, subject to subsection (4),

(*a*) refuse the discharge;

(*b*) suspend the discharge for any period that the court thinks proper; or

(*c*) require the bankrupt, as a condition of his or her discharge, to perform any acts, pay any moneys, consent to any judgments or comply with any other terms that the court may direct.

(3) Lors de l'audition de la demande de libération, le tribunal, sous réserve du paragraphe (4), selon le cas :

*a*) refuse la libération;

*b*) suspend la libération pour la période qu'il juge convenable;

*c*) exige du failli, comme condition de sa libération, qu'il accomplisse les actes, paie les sommes, consente aux jugements ou se conforme aux autres conditions qu'il peut ordonner.

Le tribunal peut refuser ou suspendre la libération ou l'accorder conditionnellement

Factors to be considered

(4) In making a decision in respect of the application, the court must take into account

(*a*) the circumstances of the bankrupt at the time the personal income tax debt was incurred;

(*b*) the efforts, if any, made by the bankrupt to pay the personal income tax debt;

(*c*) whether the bankrupt made payments in respect of other debts while failing to make reasonable efforts to pay the personal income tax debt; and

(*d*) the bankrupt's financial prospects for the future.

(4) Lorsqu'il rend sa décision sur la demande, le tribunal prend en considération :

*a*) la situation du failli au moment où il a contracté la dette fiscale;

*b*) les efforts qu'il a déployés pour la rembourser;

*c*) les versements qu'il a effectués, le cas échéant, à l'égard d'autres dettes tout en omettant de déployer les efforts voulus pour rembourser sa dette fiscale;

*d*) sa situation financière à venir.

Éléments à prendre en considération

Requirements if discharge suspended

(5) If the court makes an order suspending the discharge, the court shall, in the order, require the bankrupt to file income and expense statements with the trustee each month and to file all returns of income required by law to be filed.

(5) S'il ordonne la suspension de la libération du failli, le tribunal précise dans l'ordonnance que celui-ci est tenu, en plus de fournir mensuellement au syndic un état de ses revenus et dépenses, de produire toute déclaration de revenu exigée par la loi.

Obligation en cas de suspension de la libération

Court may modify after year

(6) If, at any time after the expiry of one year after the day on which any order is made under this section, the bankrupt satisfies the court that there is no reasonable probability that he or she will be in a position to comply with the terms of the order, the court may modify the terms of the order or of any substituted order, in any manner and on any conditions that it thinks fit.

(6) Lorsque, après l'expiration d'une année à compter de la date où une ordonnance est rendue en vertu du présent article, le failli prouve au tribunal qu'il n'existe pas de probabilité raisonnable qu'il soit en état de se conformer aux conditions de cette ordonnance, le tribunal peut modifier ces conditions, ou celles de toute ordonnance qui lui est substituée, de la manière et aux conditions qu'il estime utiles.

Le tribunal peut, après un an, modifier les conditions

Power to suspend

(7) The powers of suspending and of attaching conditions to the discharge of a bankrupt may be exercised concurrently.

(7) Le pouvoir d'assujettir la libération du failli à des conditions ou de la suspendre peuvent être exercés concurremment.

Pouvoir de suspendre

Meaning of "personal income tax debt"

(8) For the purpose of this section, "personal income tax debt" means the amount payable, within the meaning of subsection 223(1) of the *Income Tax Act* without reference to paragraphs (*b*) to (*c*), by an individual and the amount payable by an individual under any

(8) Au présent article, « dette fiscale » s'entend du montant payable, au sens du paragraphe 223(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, compte non tenu des alinéas *b*) à *c*), par un particulier et de la somme à payer par un particulier au titre d'une loi provinciale qui prévoit

Définition de « dette fiscale »

provincial legislation that imposes a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, including, for greater certainty, the amount of any interest, penalties or fines imposed under the *Income Tax Act* or the provincial legislation. It does not include an amount payable by the individual if the individual is or was a director of a corporation and the amount relates to an obligation of the corporation for which the director is liable in their capacity as director.

2005, c. 47, s. 105; 2007, c. 36, s. 53.

un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, y compris le montant des intérêts, sanctions et amendes imposés sous le régime de cette loi et de la loi provinciale. N'est cependant pas visée la somme relative aux obligations d'une personne morale dont un particulier peut être responsable en qualité d'administrateur ou d'ancien administrateur de celle-ci.

2005, ch. 47, art. 105; 2007, ch. 36, art. 53.

Facts for which discharge may be refused, suspended or granted conditionally

**173.** (1) The facts referred to in section 172 are:

(*a*) the assets of the bankrupt are not of a value equal to fifty cents on the dollar on the amount of the bankrupt's unsecured liabilities, unless the bankrupt satisfies the court that the fact that the assets are not of a value equal to fifty cents on the dollar on the amount of the bankrupt's unsecured liabilities has arisen from circumstances for which the bankrupt cannot justly be held responsible;

(*b*) the bankrupt has omitted to keep such books of account as are usual and proper in the business carried on by the bankrupt and as sufficiently disclose the business transactions and financial position of the bankrupt within the period beginning on the day that is three years before the date of the initial bankruptcy event and ending on the date of the bankruptcy, both dates included;

(*c*) the bankrupt has continued to trade after becoming aware of being insolvent;

(*d*) the bankrupt has failed to account satisfactorily for any loss of assets or for any deficiency of assets to meet the bankrupt's liabilities;

(*e*) the bankrupt has brought on, or contributed to, the bankruptcy by rash and hazardous speculations, by unjustifiable extravagance in living, by gambling or by culpable neglect of the bankrupt's business affairs;

(*f*) the bankrupt has put any of the bankrupt's creditors to unnecessary expense by a frivolous or vexatious defence to any action properly brought against the bankrupt;

Faits motivant le refus, la suspension ou l'octroi de la libération sous conditions

**173.** (1) Les faits visés à l'article 172 sont les suivants :

*a*) la valeur des avoirs du failli n'est pas égale à cinquante cents par dollar de ses obligations non garanties, à moins que celui-ci ne prouve au tribunal que ce fait provient de circonstances dont il ne peut à bon droit être tenu responsable;

*b*) le failli a omis de tenir les livres de comptes qui sont ordinairement et régulièrement tenus dans l'exercice de son commerce et qui révèlent suffisamment ses opérations commerciales et sa situation financière au cours de la période allant du premier jour de la troisième année précédant l'ouverture de la faillite jusqu'à la date de la faillite inclusivement;

*c*) le failli a continué son commerce après avoir pris connaissance de son insolvabilité;

*d*) le failli n'a pas tenu un compte satisfaisant des pertes d'avoirs ou de toute insuffisance d'avoirs pour faire face à ses obligations;

*e*) le failli a occasionné sa faillite, ou y a contribué, par des spéculations téméraires et hasardeuses, par une extravagance injustifiable dans son mode de vie, par le jeu ou par négligence coupable à l'égard de ses affaires commerciales;

*f*) le failli a occasionné à l'un de ses créanciers des frais inutiles en présentant une défense futile ou vexatoire dans toute action régulièrement intentée contre lui;

*g*) le failli a, au cours de la période allant du premier jour du troisième mois précédant l'ouverture de la faillite jusqu'à la date de la faillite inclusivement, subi des frais injusti-

(*g*) the bankrupt has, within the period beginning on the day that is three months before the date of the initial bankruptcy event and ending on the date of the bankruptcy, both dates included, incurred unjustifiable expense by bringing a frivolous or vexatious action;

(*h*) the bankrupt has, within the period beginning on the day that is three months before the date of the initial bankruptcy event and ending on the date of the bankruptcy, both dates included, when unable to pay debts as they became due, given an undue preference to any of the bankrupt's creditors;

(*i*) the bankrupt has, within the period beginning on the day that is three months before the date of the initial bankruptcy event and ending on the date of the bankruptcy, both dates included, incurred liabilities in order to make the bankrupt's assets equal to fifty cents on the dollar on the amount of the bankrupt's unsecured liabilities;

(*j*) the bankrupt has on any previous occasion been bankrupt or made a proposal to creditors;

(*k*) the bankrupt has been guilty of any fraud or fraudulent breach of trust;

(*l*) the bankrupt has committed any offence under this Act or any other statute in connection with the bankrupt's property, the bankruptcy or the proceedings thereunder;

(*m*) the bankrupt has failed to comply with a requirement to pay imposed under section 68;

(*n*) the bankrupt, if the bankrupt could have made a viable proposal, chose bankruptcy rather than a proposal to creditors as the means to resolve the indebtedness; and

(*o*) the bankrupt has failed to perform the duties imposed on the bankrupt under this Act or to comply with any order of the court.

Application to farmers

(2) Paragraphs (1)(*b*) and (*c*) do not apply in the case of an application for discharge by a bankrupt whose principal occupation and means of livelihood on the date of the initial bankruptcy event was farming or the tillage of the soil.

R.S., 1985, c. B-3, s. 173; 1997, c. 12, s. 103.

fiables en intentant une action futile ou vexatoire;

*h*) le failli a, au cours de la période allant du premier jour du troisième mois précédant l'ouverture de la faillite jusqu'à la date de la faillite inclusivement, alors qu'il ne pouvait pas acquitter ses dettes à leur échéance, accordé une préférence injuste à l'un de ses créanciers;

*i*) le failli a, au cours de la période allant du premier jour du troisième mois précédant l'ouverture de la faillite jusqu'à la date de la faillite inclusivement, contracté des obligations en vue de porter ses avoirs à cinquante cents par dollar du montant de ses obligations non garanties;

*j*) le failli a, dans une occasion antérieure, été en faillite, ou a fait une proposition à ses créanciers;

*k*) le failli s'est rendu coupable de fraude ou d'abus frauduleux de confiance;

*l*) le failli a commis une infraction aux termes de la présente loi ou de toute autre loi à l'égard de ses biens, de sa faillite ou des procédures en l'espèce;

*m*) le failli n'a pas fait les versements établis en application de l'article 68;

*n*) le failli a choisi la faillite et non la proposition comme solution à son endettement, dans le cas où il aurait pu faire une proposition viable;

*o*) le failli n'a pas rempli les autres obligations qui lui sont imposées au titre de la présente loi ou n'a pas observé une ordonnance du tribunal.

Demande de libération faite par un cultivateur

(2) Les alinéas (1)*b*) et *c*) ne s'appliquent pas à une demande de libération présentée par un failli dont la principale activité — et la principale source de revenu — était, à l'ouverture de la faillite, l'agriculture ou la culture du sol.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 173; 1997, ch. 12, art. 103.

Assets of bankrupt when deemed equal to fifty cents in dollar

**174.** For the purposes of section 173, the assets of a bankrupt shall be deemed of a value equal to fifty cents on the dollar on the amount of his unsecured liabilities when the court is satisfied that the property of the bankrupt has realized, is likely to realize or, with due care in realization, might have realized an amount equal to fifty cents on the dollar on his unsecured liabilities.

R.S., c. B-3, s. 144.

Avoirs d'un failli réputés équivaloir à cinquante cents par dollar

**174.** Pour l'application de l'article 173, les avoirs du failli sont réputés être d'une valeur égale à cinquante cents par dollar de la somme de ses obligations non garanties, lorsque le tribunal est convaincu que les biens du failli ont réalisé, réaliseront vraisemblablement ou auraient pu réaliser, si avait été exercée la prudence voulue, un chiffre égal à cinquante cents par dollar de ses obligations non garanties.

S.R., ch. B-3, art. 144.

Court may grant certificates

**175.** (1) A statutory disqualification on account of bankruptcy ceases when the bankrupt obtains from the court his discharge with a certificate to the effect that the bankruptcy was caused by misfortune without any misconduct on his part.

Le tribunal peut accorder certificat

**175.** (1) Une incapacité établie par un texte de loi quelconque, en raison de faillite, cesse lorsque le failli obtient du tribunal sa libération, ainsi qu'un certificat attestant que la faillite provient d'un malheur, sans mauvaise conduite de la part du failli.

Appeal

(2) The court may, if it thinks fit, grant a certificate mentioned in subsection (1), and a refusal to grant such a certificate is subject to appeal.

R.S., c. B-3, s. 145.

Appel

(2) Le tribunal peut, s'il le juge à propos, accorder le certificat mentionné au paragraphe (1), et appel peut être interjeté du refus d'accorder ce certificat.

S.R., ch. B-3, art. 145.

Duty of bankrupt on conditional discharge

**176.** (1) Where an order is granted on terms or conditions or on the bankrupt consenting to judgment, the bankrupt shall, until the terms, conditions or judgment is satisfied,

(*a*) give the trustee such information as he may require with respect to his earnings and after-acquired property and income, and

(*b*) not less than once a year, file in the court and with the trustee a statement verified under oath showing the particulars of any property or income he may have acquired subsequent to the order for his discharge,

and the trustee or any creditor may require the bankrupt to attend for examination under oath with respect to the facts contained in the statement or with respect to his earnings, income, after-acquired property or dealings.

Obligation du failli dans le cas de libération sous conditions

**176.** (1) Lorsqu'une ordonnance est accordée subordonnément à des conditions, ou sur le consentement du failli à un jugement, le failli doit, jusqu'à ce qu'il ait rempli ces conditions ou satisfait à ce jugement :

*a*) fournir au syndic les renseignements que ce dernier peut exiger à l'égard de ses gains et de ses biens et revenus subséquemment acquis;

*b*) au moins une fois chaque année, produire au tribunal et au syndic une déclaration attestée sous serment indiquant les détails de tous biens ou revenus qu'il peut avoir acquis subséquemment à sa libération.

Le syndic ou tout créancier peut exiger que le failli se présente pour être interrogé sous serment relativement aux faits contenus dans la déclaration, ou à ses gains, son revenu, ses biens postérieurement acquis ou ses opérations.

Penalty for failure to comply

(2) Where the bankrupt fails to give information or to file a statement as required by subsection (1), to attend for examination when required to do so or to answer all questions fully and accurately with respect to his earnings, income, after-acquired property or dealings, the court may on the application of the trustee or of any creditor revoke the order of discharge.

Peine en cas de manquement

(2) Lorsque le failli ne fournit pas les renseignements ou ne produit pas la déclaration qu'exige le paragraphe (1), ne se présente pas à l'examen lorsqu'il en est requis ou ne répond pas pleinement et exactement à toutes les questions qui se rapportent à ses gains, son revenu, ses biens postérieurement acquis ou ses opérations, le tribunal peut, à la demande du syndic

Trustee to distribute funds payable under conditional discharge

(3) Where a conditional order of discharge of a bankrupt is made providing for payment of a further dividend or sum of money by the bankrupt, all payments on account thereof shall be made to the trustee for distribution to the creditors.

R.S., c. B-3, s. 146.

**177.** [Repealed, 2000, c. 12, s. 17]

Debts not released by order of discharge

**178.** (1) An order of discharge does not release the bankrupt from

(*a*) any fine, penalty, restitution order or other order similar in nature to a fine, penalty or restitution order, imposed by a court in respect of an offence, or any debt arising out of a recognizance or bail;

(*a.1*) any award of damages by a court in civil proceedings in respect of

(i) bodily harm intentionally inflicted, or sexual assault, or

(ii) wrongful death resulting therefrom;

(*b*) any debt or liability for alimony or alimentary pension;

(*c*) any debt or liability arising under a judicial decision establishing affiliation or respecting support or maintenance, or under an agreement for maintenance and support of a spouse, former spouse, former common-law partner or child living apart from the bankrupt;

(*d*) any debt or liability arising out of fraud, embezzlement, misappropriation or defalcation while acting in a fiduciary capacity or, in the Province of Quebec, as a trustee or administrator of the property of others;

(*e*) any debt or liability resulting from obtaining property or services by false pretences or fraudulent misrepresentation, other than a debt or liability that arises from an equity claim;

(*f*) liability for the dividend that a creditor would have been entitled to receive on any provable claim not disclosed to the trustee, unless the creditor had notice or knowledge of the bankruptcy and failed to take reasonable action to prove his claim;

ou d'un créancier, annuler l'ordonnance de libération.

Le syndic doit distribuer les fonds payables aux termes d'une libération conditionnelle

(3) Lorsqu'une ordonnance conditionnelle de libération d'un failli est rendue prescrivant que ce dernier paie un dividende ou une somme d'argent supplémentaire, tout versement à valoir sur ce dividende ou cette somme est fait au syndic pour distribution aux créanciers.

S.R., ch. B-3, art. 146.

**177.** [Abrogé, 2000, ch. 12, art. 17]

L'ordonnance de libération ne libère pas des dettes

**178.** (1) Une ordonnance de libération ne libère pas le failli :

*a*) de toute amende, pénalité, ordonnance de restitution ou toute ordonnance similaire infligée ou rendue par un tribunal, ou de toute autre dette provenant d'un engagement ou d'un cautionnement en matière pénale;

*a.1*) de toute indemnité accordée en justice dans une affaire civile :

(i) pour des lésions corporelles causées intentionnellement ou pour agression sexuelle,

(ii) pour décès découlant de celles-ci;

*b*) de toute dette ou obligation pour pension alimentaire;

*c*) de toute dette ou obligation aux termes de la décision d'un tribunal en matière de filiation ou d'aliments ou aux termes d'une entente alimentaire au profit d'un époux, d'un ex-époux ou ancien conjoint de fait ou d'un enfant vivant séparé du failli;

*d*) de toute dette ou obligation résultant de la fraude, du détournement, de la concussion ou de l'abus de confiance alors qu'il agissait, dans la province de Québec, à titre de fiduciaire ou d'administrateur du bien d'autrui ou, dans les autres provinces, à titre de fiduciaire;

*e*) de toute dette ou obligation résultant de l'obtention de biens ou de services par des faux-semblants ou la présentation erronée et frauduleuse des faits, autre qu'une dette ou obligation qui découle d'une réclamation relative à des capitaux propres;

*f*) de l'obligation visant le dividende qu'un créancier aurait eu droit de recevoir sur toute réclamation prouvable non révélée au syndic,

(*g*) any debt or obligation in respect of a loan made under the *Canada Student Loans Act*, the *Canada Student Financial Assistance Act* or any enactment of a province that provides for loans or guarantees of loans to students where the date of bankruptcy of the bankrupt occurred

(i) before the date on which the bankrupt ceased to be a full- or part-time student, as the case may be, under the applicable Act or enactment, or

(ii) within seven years after the date on which the bankrupt ceased to be a full- or part-time student; or

(*h*) any debt for interest owed in relation to an amount referred to in any of paragraphs (*a*) to (*g*).

à moins que ce créancier n'ait été averti ou n'ait eu connaissance de la faillite et n'ait omis de prendre les mesures raisonnables pour prouver sa réclamation;

*g*) de toute dette ou obligation découlant d'un prêt consenti ou garanti au titre de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*, de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* ou de toute loi provinciale relative aux prêts aux étudiants lorsque la faillite est survenue avant la date à laquelle le failli a cessé d'être un étudiant, à temps plein ou à temps partiel, au regard de la loi applicable, ou dans les sept ans suivant cette date;

*h*) de toute dette relative aux intérêts dus à l'égard d'une somme visée à l'un des alinéas *a*) à *g*).

Court may order non-application of subsection (1)

(1.1) At any time after five years after a bankrupt who has a debt referred to in paragraph (1)(*g*) ceases to be a full- or part-time student, as the case may be, under the applicable Act or enactment, the court may, on application, order that subsection (1) does not apply to the debt if the court is satisfied that

(*a*) the bankrupt has acted in good faith in connection with the bankrupt's liabilities under the debt; and

(*b*) the bankrupt has and will continue to experience financial difficulty to such an extent that the bankrupt will be unable to pay the debt.

Ordonnance de non-application du paragraphe (1)

(1.1) Lorsque le failli qui a une dette visée à l'alinéa (1)*g*) n'est plus un étudiant à temps plein ou à temps partiel depuis au moins cinq ans au regard de la loi applicable, le tribunal peut, sur demande, ordonner que la dette soit soustraite à l'application du paragraphe (1) s'il est convaincu que le failli a agi de bonne foi relativement à ses obligations découlant de cette dette et qu'il a et continuera à avoir des difficultés financières telles qu'il ne pourra pas acquitter celle-ci.

Claims released

(2) Subject to subsection (1), an order of discharge releases the bankrupt from all claims provable in bankruptcy.

R.S., 1985, c. B-3, s. 178; R.S., 1985, c. 3 (2nd Supp.), s. 28; 1992, c. 27, s. 64; 1997, c. 12, s. 105; 1998, c. 21, s. 103; 2000, c. 12, s. 18; 2001, c. 4, s. 32; 2004, c. 25, s. 83; 2005, c. 47, s. 107; 2007, c. 36, s. 54.

Réclamations libérées

(2) Une ordonnance de libération libère le failli de toutes autres réclamations prouvables en matière de faillite.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 178; L.R. (1985), ch. 3 (2e suppl.), art. 28; 1992, ch. 27, art. 64; 1997, ch. 12, art. 105; 1998, ch. 21, art. 103; 2000, ch. 12, art. 18; 2001, ch. 4, art. 32; 2004, ch. 25, art. 83; 2005, ch. 47, art. 107; 2007, ch. 36, art. 54.

Partner or co-trustee not released

**179.** An order of discharge does not release a person who at the time of the bankruptcy was a partner or co-trustee with the bankrupt or was jointly bound or had made a joint contract with the bankrupt, or a person who was surety or in the nature of a surety for the bankrupt.

R.S., 1985, c. B-3, s. 179; 2004, c. 25, s. 84(F); 2005, c. 47, s. 108(E).

Un associé n'est pas libéré

**179.** Une ordonnance de libération ne libère pas une personne qui, au moment de la faillite, était un associé du failli ou cofiduciaire avec le failli, ou était conjointement liée ou avait passé un contrat en commun avec lui, ou une personne qui était caution ou semblait être une caution pour lui.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 179; 2004, ch. 25, art. 84(F); 2005, ch. 47, art. 108(A).

Court may annul discharge

**180.** (1) Where a bankrupt after his discharge fails to perform the duties imposed on

Le tribunal peut annuler la libération

**180.** (1) Lorsqu'un failli, après sa libération, ne remplit pas les obligations que lui im-

him by this Act, the court may, on application, annul his discharge.

Annulment of discharge obtained by fraud

(2) Where it appears to the court that the discharge of a bankrupt was obtained by fraud, the court may, on application, annul his discharge.

Effect of annulment of discharge

(3) An order revoking or annulling the discharge of a bankrupt does not prejudice the validity of a sale, disposition of property, payment made or thing duly done before the revocation or annulment of the discharge.

R.S., 1985, c. B-3, s. 180; 2004, c. 25, s. 85(F).

Power of court to annul bankruptcy

**181.** (1) If, in the opinion of the court, a bankruptcy order ought not to have been made or an assignment ought not to have been filed, the court may by order annul the bankruptcy.

Effect of annulment of bankruptcy

(2) If an order is made under subsection (1), all sales, dispositions of property, payments duly made and acts done before the making of the order by the trustee or other person acting under the trustee's authority, or by the court, are valid, but the property of the bankrupt shall vest in any person that the court may appoint, or, in default of any appointment, revert to the bankrupt for all the estate, or interest or right of the trustee in the estate, on any terms and subject to any conditions, if any, that the court may order.

Final statement of receipts and disbursements

(3) If an order is made under subsection (1), the trustee shall, without delay, prepare the final statements of receipts and disbursements referred to in section 151.

R.S., 1985, c. B-3, s. 181; 2004, c. 25, s. 86; 2005, c. 47, s. 109.

Stay on issue of order

**182.** (1) An order of discharge or annulment shall be dated on the day on which it is made, but it shall not be issued or delivered until the expiration of the time allowed for an appeal, and, if an appeal is entered, not until the appeal has been finally disposed of.

(2) [Repealed, 1992, c. 27, s. 65]

R.S., 1985, c. B-3, s. 182; 1992, c. 27, s. 65.

## PART VII

## COURTS AND PROCEDURE

### Jurisdiction of Courts

Courts vested with jurisdiction

**183.** (1) The following courts are invested with such jurisdiction at law and in equity as

pose la présente loi, le tribunal peut, sur demande, annuler sa libération.

Annulation de la libération obtenue par fraude

(2) Lorsque le tribunal juge que la libération du failli a été obtenue par fraude, il peut, sur demande, annuler sa libération.

Effet de l'annulation de la libération

(3) Une ordonnance révoquant ou annulant la libération d'un failli ne porte pas atteinte à la validité de toute vente, de toute disposition de biens, de tout paiement effectué ou de toute chose dûment faite avant la révocation ou l'annulation.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 180; 2004, ch. 25, art. 85(F).

Pouvoir du tribunal d'annuler la faillite

**181.** (1) Lorsque le tribunal est d'avis qu'une ordonnance de faillite n'aurait pas dû être rendue, ou une cession produite, il peut rendre une ordonnance qui annule la faillite.

Effet d'annulation de la faillite

(2) Lorsqu'une ordonnance est rendue en vertu du paragraphe (1), toutes les ventes et dispositions de biens, tous les paiements dûment effectués et tous les actes faits antérieurement par le syndic, par une autre personne agissant sous son autorité ou par le tribunal sont valides; mais les biens du failli sont dévolus à la personne que le tribunal peut nommer, ou, à défaut de cette nomination, retournent au failli pour tout droit, domaine ou intérêt du syndic, aux conditions, s'il en est, que le tribunal peut ordonner.

État définitif des recettes et des débours

(3) Malgré l'annulation de la faillite, le syndic prépare sans délai l'état définitif des recettes et des débours visé à l'article 151.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 181; 2004, ch. 25, art. 86; 2005, ch. 47, art. 109.

Suspension de l'émission de l'ordonnance

**182.** (1) L'ordonnance de libération ou d'annulation porte la date à laquelle elle est rendue, mais ne peut être émise ou délivrée avant l'expiration du délai accordé pour un appel ni, si appel est interjeté, avant que l'appel ait été finalement jugé.

(2) [Abrogé, 1992, ch. 27, art. 65]

L.R. (1985), ch. B-3, art. 182; 1992, ch. 27, art. 65.

## PARTIE VII

## TRIBUNAUX ET PROCÉDURE

### Compétence des tribunaux

Tribunaux compétents

**183.** (1) Les tribunaux suivants possèdent la compétence en droit et en equity qui doit leur

will enable them to exercise original, auxiliary and ancillary jurisdiction in bankruptcy and in other proceedings authorized by this Act during their respective terms, as they are now, or may be hereafter, held, and in vacation and in chambers:

(*a*) in the Province of Ontario, the Superior Court of Justice;

(*b*) [Repealed, 2001, c. 4, s. 33]

(*c*) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Supreme Court;

(*d*) in the Provinces of New Brunswick and Alberta, the Court of Queen's Bench;

(*e*) in the Province of Prince Edward Island, the Trial Division of the Supreme Court of the Province;

(*f*) in the Provinces of Manitoba and Saskatchewan, the Court of Queen's Bench;

(*g*) in the Province of Newfoundland, the Trial Division of the Supreme Court; and

(*h*) in Yukon, the Supreme Court of Yukon, in the Northwest Territories, the Supreme Court of the Northwest Territories, and in Nunavut, the Nunavut Court of Justice.

permettre d'exercer la juridiction de première instance, auxiliaire et subordonnée en matière de faillite et en d'autres procédures autorisées par la présente loi durant leurs termes respectifs, tels que ces termes sont maintenant ou peuvent par la suite être tenus, pendant une vacance judiciaire et en chambre :

*a*) dans la province d'Ontario, la Cour supérieure de justice;

*b*) [Abrogé, 2001, ch. 4, art. 33]

*c*) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, la Cour suprême;

*d*) dans les provinces du Nouveau-Brunswick et d'Alberta, la Cour du Banc de la Reine;

*e*) dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard, la Section de première instance de la Cour suprême;

*f*) dans les provinces du Manitoba et de la Saskatchewan, la Cour du Banc de la Reine;

*g*) dans la province de Terre-Neuve, la Division de première instance de la Cour suprême;

*h*) au Yukon, la Cour suprême du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et, au Nunavut, la Cour de justice du Nunavut.

Superior Court jurisdiction in the Province of Quebec

(1.1) In the Province of Quebec, the Superior Court is invested with the jurisdiction that will enable it to exercise original, auxiliary and ancillary jurisdiction in bankruptcy and in other proceedings authorized by this Act during its term, as it is now, or may be hereafter, held, and in vacation and in chambers.

Compétence de la Cour supérieure de la province de Québec

(1.1) Dans la province de Québec, la Cour supérieure possède la compétence pour exercer la juridiction de première instance, auxiliaire et subordonnée en matière de faillite et en d'autres procédures autorisées par la présente loi durant son terme, tel que celui-ci est maintenant ou peut par la suite être tenu, pendant une vacance judiciaire et en chambre.

Courts of appeal — common law provinces

(2) Subject to subsection (2.1), the courts of appeal throughout Canada, within their respective jurisdictions, are invested with power and jurisdiction at law and in equity, according to their ordinary procedures, except as varied by this Act or the General Rules, to hear and determine appeals from the courts vested with original jurisdiction under this Act.

Cours d'appel — provinces de common law

(2) Sous réserve du paragraphe (2.1), les cours d'appel du Canada, dans les limites de leur compétence respective, sont, en droit et en equity, conformément à leur procédure ordinaire, sauf divergences prévues par la présente loi ou par les Règles générales, investies de la compétence d'entendre et de juger les appels interjetés des tribunaux exerçant juridiction de première instance en vertu de la présente loi.

Court of Appeal of the Province of Quebec

(2.1) In the Province of Quebec, the Court of Appeal, within its jurisdiction, is invested with power and jurisdiction, according to its or-

Cour d'appel de la province de Québec

(2.1) Dans la province de Québec, la Cour d'appel, dans les limites de sa compétence, est, conformément à sa procédure ordinaire, sauf

dinary procedures, except as varied by this Act or the General Rules, to hear and determine appeals from the Superior Court.

Supreme Court of Canada

(3) The Supreme Court of Canada has jurisdiction to hear and to decide according to its ordinary procedure any appeal so permitted and to award costs.

R.S., 1985, c. B-3, s. 183; R.S., 1985, c. 27 (2nd Supp.), s. 10; 1990, c. 17, s. 3; 1998, c. 30, s. 14; 1999, c. 3, s. 15; 2001, c. 4, s. 33; 2002, c. 7, s. 83.

Appointment of officers

**184.** Each of the following persons, namely,

(*a*) the Chief Justice of the court,

(*b*) in Quebec, the Chief Justice or the Associate Chief Justice in the district to which the Chief Justice or Associate Chief Justice was appointed,

(*c*) in Yukon, the Commissioner of Yukon,

(*d*) in the Northwest Territories, the Commissioner of the Northwest Territories, and

(*e*) in Nunavut, the Commissioner of Nunavut,

shall appoint and assign such registrars, clerks and other officers in bankruptcy as deemed necessary for the transaction or disposal of matters in respect of which power or jurisdiction is given by this Act and may specify or limit the territorial jurisdiction of any such officer.

R.S., 1985, c. B-3, s. 184; 1993, c. 28, s. 78; 2002, c. 7, s. 84.

Assignment of judges to bankruptcy work by Chief Justice

**185.** (1) The Chief Justice of the court, and in the Province of Quebec the Chief Justice or the Associate Chief Justice in the district to which he was appointed, may, if in his opinion it is advisable or necessary for the good administration of this Act, nominate or assign one or more of the judges of the court to exercise the judicial powers and jurisdiction conferred by this Act that may be exercised by a single judge, and the judgment, decision or order of a judge so nominated or assigned shall be deemed to be the judgment, decision or order of the court, and a reference in this Act to the court applies to any judge exercising the powers and jurisdiction of the court.

No diminution of powers

(2) Nothing in this section diminishes or affects the powers or jurisdiction of the court or

divergences prévues par la présente loi ou par les Règles générales, investie de la compétence d'entendre et de juger les appels interjetés de la Cour supérieure.

Cour suprême du Canada

(3) La Cour suprême du Canada a compétence pour entendre et décider, suivant sa procédure ordinaire, tout appel ainsi autorisé et pour adjuger les frais.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 183; L.R. (1985), ch. 27 (2e suppl.), art. 10; 1990, ch. 17, art. 3; 1998, ch. 30, art. 14; 1999, ch. 3, art. 15; 2001, ch. 4, art. 33; 2002, ch. 7, art. 83.

Nomination de registraires, etc.

**184.** Chacune des personnes énumérées ci-dessous procède aux nominations et affectations de registraires, commis et autres fonctionnaires en matière de faillite qu'elle juge utiles pour l'expédition des questions au sujet desquelles la présente loi accorde compétence ou pouvoir, et peut spécifier ou restreindre la compétence territoriale de ces registraires, commis ou autres fonctionnaires :

*a*) le juge en chef du tribunal;

*b*) dans la province de Québec, le juge en chef ou le juge en chef adjoint du district pour lequel il a été nommé;

*c*) au Yukon, le commissaire du Yukon;

*d*) dans les Territoires du Nord-Ouest, le commissaire des Territoires du Nord-Ouest;

*e*) dans le territoire du Nunavut, le commissaire du Nunavut.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 184; 1993, ch. 28, art. 78; 2002, ch. 7, art. 84.

Désignation, par le juge en chef, de juges pour siéger en faillite

**185.** (1) Le juge en chef du tribunal, ou, dans la province de Québec, le juge en chef ou le juge en chef adjoint dans le district où il a été nommé, peut, si à son avis il l'estime convenable ou nécessaire pour la bonne application de la présente loi, nommer ou désigner un ou plusieurs des juges du tribunal aux fins d'exercer les pouvoirs judiciaires et la juridiction que confère la présente loi et qui peuvent être exercés par un seul juge; le jugement, la décision ou l'ordonnance d'un pareil juge ainsi nommé ou désigné est réputé le jugement, la décision ou l'ordonnance du tribunal; dans la présente loi, toute mention relative au tribunal s'applique à pareil juge exerçant ainsi les pouvoirs et la juridiction du tribunal.

Aucune diminution de pouvoirs

(2) Le présent article n'a pas pour effet de diminuer ou d'atteindre les pouvoirs ou la juri-

of any of the judges thereof not so specially nominated or assigned.

R.S., c. B-3, s. 155.

diction du tribunal ou de l'un de ses juges qui n'a pas été ainsi spécialement nommé ou désigné.

S.R., ch. B-3, art. 155.

Exercise of power by judges of other courts on appointment by Minister

**186.** The Minister may, if in his opinion it is advisable or necessary for the proper administration of this Act, authorize any district, county or other judge to exercise any or all of the powers and jurisdiction of the court or of a judge or registrar thereof, subject to any limitation or condition, and any judge so authorized shall be deemed a judge or registrar, as the case may be, of the court having jurisdiction in bankruptcy, and references to the court, to the judge of the court or to the registrar apply to that district, county or other judge according to the terms of his authority.

R.S., c. B-3, s. 156.

Exercice du pouvoir par des juges d'autres tribunaux sur nomination par le ministre

**186.** Le ministre peut, s'il l'estime convenable ou nécessaire pour la bonne application de la présente loi, autoriser un juge de district, de comté ou autre juge à exercer, en tout ou en partie, les pouvoirs et la juridiction du tribunal, ou d'un juge ou registraire du tribunal, sous réserve de toute restriction ou condition; tout juge ainsi autorisé est réputé un juge ou un registraire, selon le cas, du tribunal exerçant juridiction en matière de faillite; lorsque mention est faite du tribunal, du juge du tribunal ou du registraire, cette mention s'applique à ce juge de district, de comté ou autre, dans la mesure de son autorité.

S.R., ch. B-3, art. 156.

### Authority of the Courts

### Autorité des tribunaux

Seal of court

**187.** (1) Every court shall have a seal describing the court, and judicial notice shall be taken of the seal and of the signature of the judge or registrar of the court in all legal proceedings.

Sceau du tribunal

**187.** (1) Tout tribunal doit avoir un sceau le désignant; le sceau et la signature du juge ou du registraire de ce tribunal sont admis d'office dans toutes les procédures judiciaires.

Court not subject to be restrained

(2) The courts are not subject to be restrained in the execution of their powers under this Act by the order of any other court.

(2) Dans l'exercice des pouvoirs que leur confère la présente loi, les tribunaux ne sont soumis à aucune restriction provenant d'une ordonnance d'un autre tribunal.

Les tribunaux ne sont soumis à aucune restriction

Power of judge in chambers

(3) Subject to this Act and to the General Rules, the judge of a court may exercise in chambers the whole or any part of his jurisdiction.

(3) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des Règles générales, le juge d'un tribunal peut exercer en chambre la totalité ou partie de sa juridiction.

Pouvoir du juge en chambre

Periodical sittings

(4) Periodical sittings for the transaction of the business of courts shall be held at such times and places and at such intervals as the court directs.

(4) Des sessions périodiques pour l'expédition des affaires des tribunaux sont tenues aux dates, heures, lieux et intervalles que prescrit chacun de ces tribunaux.

Sessions périodiques

Court may review, etc.

(5) Every court may review, rescind or vary any order made by it under its bankruptcy jurisdiction.

(5) Tout tribunal peut réviser, rescinder ou modifier toute ordonnance qu'il a rendue en vertu de sa juridiction en matière de faillite.

Le tribunal peut réviser, etc.

Enforcement of orders

(6) Every order of a court may be enforced as if it were a judgment of the court.

(6) Toute ordonnance du tribunal peut être exécutée comme si elle était un jugement du tribunal.

Exécution d'ordonnances

Transfer of proceedings to another division

(7) The court, on satisfactory proof that the affairs of the bankrupt can be more economically administered within another bankruptcy district or division, or for other sufficient cause, may by order transfer any proceedings under

(7) Sur preuve satisfaisante que les affaires du failli peuvent être administrées d'une manière plus économique dans un autre district ou dans une autre division de faillite, ou pour un autre motif suffisant, le tribunal peut, par or-

Renvoi dans une autre division

this Act that are pending before it to another bankruptcy district or division.

donnance, renvoyer des procédures, que prévoit la présente loi et qui sont pendantes devant lui, à un autre district ou à une autre division de faillite.

Trial of issue, etc.

(8) The court may direct any issue to be tried or inquiry to be made by any judge or officer of any of the courts of the province, and the decision of that judge or officer is subject to appeal to a judge in bankruptcy, unless the judge is a judge of a superior court when the appeal shall, subject to section 193, be to the Court of Appeal.

(8) Le tribunal peut ordonner l'instruction de tout litige ou la tenue de toute enquête par un juge ou fonctionnaire d'un des tribunaux de la province, et la décision de ce juge ou de ce fonctionnaire est sujette à appel devant un juge en matière de faillite, à moins que le juge ne soit juge d'une cour supérieure, alors que l'appel doit, sous réserve de l'article 193, être interjeté devant la Cour d'appel.

Instruction des causes, etc.

Formal defect not to invalidate proceedings

(9) No proceeding in bankruptcy shall be invalidated by any formal defect or by any irregularity, unless the court before which an objection is made to the proceeding is of opinion that substantial injustice has been caused by the defect or irregularity and that the injustice cannot be remedied by any order of that court.

(9) Un vice de forme ou une irrégularité n'invalide pas des procédures en faillite, à moins que le tribunal devant lequel est présentée une opposition à la procédure ne soit d'avis qu'une injustice grave a été causée par ce vice ou cette irrégularité, et qu'une ordonnance de ce tribunal ne puisse remédier à cette injustice.

Un vice de forme n'invalide pas les procédures

Proceedings taken in wrong court

(10) Nothing in this section invalidates any proceedings by reason of their having been commenced, taken or carried on in the wrong court, but the court may at any time transfer the proceedings to the proper court.

(10) Le présent article n'a pas pour effet d'invalider des procédures pour le motif qu'elles ont été intentées, prises ou continuées devant un tribunal incompétent; mais le tribunal peut, à tout moment, renvoyer les procédures au tribunal compétent.

Procédures prises erronément devant un tribunal

Court may extend time

(11) Where by this Act the time for doing any act or thing is limited, the court may extend the time either before or after the expiration thereof on such terms, if any, as it thinks fit to impose.

(11) Lorsque la présente loi restreint le délai fixé pour accomplir une action ou chose, le tribunal peut prolonger ce délai, avant ou après son expiration, aux termes, s'il en est, qu'il estime utile d'imposer.

Le tribunal peut prolonger le délai

Court may dispense with certain requirements respecting notices

(12) Where in the opinion of the court the cost of preparing statements, lists of creditors or other material required by this Act to be sent with notices to creditors, or the cost of sending the material or notices, is unjustified in the circumstances, the court may give leave to omit the material or any part thereof or to send the material or notices in such manner as the court may direct.

(12) Lorsque, de l'avis du tribunal, les frais qu'entraîne la préparation de déclarations, de listes de créanciers ou d'autres documents dont la présente loi exige l'expédition avec les avis aux créanciers, ou lorsque les frais d'envoi de pareils documents ou avis ne sont pas justifiables dans les circonstances, le tribunal peut permettre d'omettre ces documents ou d'en omettre une partie ou d'expédier les documents ou avis de la façon qu'il estime indiquée.

Le tribunal peut dispenser de certaines exigences concernant les avis

R.S., 1985, c. B-3, s. 187; 1992, c. 1, s. 20, c. 27, s. 66; 2004, c. 25, s. 87.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 187; 1992, ch. 1, art. 20, ch. 27, art. 66; 2004, ch. 25, art. 87.

Enforcement of orders of other courts

**188.** (1) An order made by the court under this Act shall be enforced in the courts having jurisdiction in bankruptcy elsewhere in Canada in the same manner in all respects as if the order had been made by the court hereby required to enforce it.

**188.** (1) Une ordonnance rendue par le tribunal, sous le régime de la présente loi, est exécutée dans les tribunaux ayant juridiction en matière de faillite ailleurs au Canada, de la même manière, à tous les égards, que si l'ordonnance avait été rendue par le tribunal tenu par les présentes de l'exécuter.

Exécution d'ordonnances rendues par d'autres tribunaux

Courts to be auxiliary to each other

(2) All courts and the officers of all courts shall severally act in aid of and be auxiliary to each other in all matters of bankruptcy, and an order of one court seeking aid, with a request to another court, shall be deemed sufficient to enable the latter court to exercise, in regard to the matters directed by the order, such jurisdiction as either the court that made the request or the court to which the request is made could exercise in regard to similar matters within its jurisdiction.

Les tribunaux doivent s'entraider

(2) Tous les tribunaux, ainsi que les fonctionnaires de ces tribunaux, doivent s'entraider et se faire les auxiliaires les uns des autres en toutes matières de faillite; une ordonnance d'un tribunal demandant de l'aide, accompagnée d'une requête à un autre tribunal, est censée suffisante pour permettre au dernier tribunal d'exercer, en ce qui concerne les affaires prescrites par l'ordonnance, la juridiction que le tribunal qui a présenté la requête ou le tribunal à qui la requête a été présentée, pourrait exercer relativement à des affaires semblables dans sa juridiction.

Enforcement of warrants

(3) Any warrant of a court may be enforced in any part of Canada in the same manner and subject to the same privileges as a warrant issued by a justice of the peace under or in pursuance of the *Criminal Code* may be executed against a person charged with an indictable offence.

R.S., c. B-3, s. 158.

Exécution de mandats

(3) Un mandat d'un tribunal peut être exécuté partout au Canada de la même manière et sous réserve des mêmes privilèges qu'un mandat, délivré par un juge de paix en vertu du *Code criminel* ou en conformité avec celui-ci, peut être exécuté contre une personne accusée d'un acte criminel.

S.R., ch. B-3, art. 158.

Search warrants

**189.** (1) Where on *ex parte* application by the trustee or interim receiver the court is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe there is in any place or premises any property of the bankrupt, the court may issue a warrant authorizing the trustee or interim receiver to enter and search that place or premises and to seize the property of the bankrupt, subject to such conditions as may be specified in the warrant.

Mandat de perquisition

**189.** (1) Sur demande *ex parte* du syndic ou du séquestre provisoire, le tribunal peut, s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence de biens du failli en un endroit quelconque, délivrer un mandat l'autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, à y perquisitionner et à y saisir les biens du failli.

Use of force

(1.1) In executing a warrant issued under subsection (1), the trustee or interim receiver shall not use force unless the trustee or interim receiver is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

Usage de la force

(1.1) Le syndic ou le séquestre provisoire ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

Commitment to prison

(2) Where the court commits any person to prison, the commitment may be to such convenient prison as the court thinks expedient.

R.S., 1985, c. B-3, s. 189; R.S., 1985, c. 31 (1st Supp.), s. 28.

Incarcération

(2) Lorsque le tribunal fait incarcérer quelqu'un, l'incarcération peut s'opérer dans telle prison convenable que le tribunal juge appropriée.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 189; L.R. (1985), ch. 31 (1er suppl.), art. 28.

Evidence of proceedings in bankruptcy

**190.** (1) Any document made or used in the course of any bankruptcy proceedings or other proceedings had under this Act shall, if it appears to be sealed with the seal of any court having jurisdiction in bankruptcy, purports to be signed by any judge thereof or is certified as

Preuve des procédures en matière de faillite

**190.** (1) Est admissible en preuve, en toutes procédures judiciaires, un document établi ou employé au cours de procédures en matière de faillite ou d'autres procédures intentées en vertu de la présente loi, si le sceau d'un tribunal ayant juridiction en matière de faillite paraît y avoir été apposé, si le juge d'un tel tribunal pa-

a true copy by any registrar thereof, be admissible in evidence in all legal proceedings.

Documentary evidence as proof

(2) The production of an original document relating to any bankruptcy proceeding or a copy certified by the person making it as a true copy thereof or by a successor in office of that person as a true copy of a document found among the records in his control or possession is evidence of the contents of those documents.

R.S., c. B-3, s. 160.

Death of bankrupt, witness, etc.

**191.** In case of the death of the bankrupt or the spouse or common-law partner of a bankrupt or of a witness, whose evidence has been received by any court in any proceedings under this Act, the deposition of the deceased person, purporting to be sealed with the seal of the court, or a copy thereof purporting to be so sealed, shall be admitted as evidence of the matters therein deposed to.

R.S., 1985, c. B-3, s. 191; R.S., 1985, c. 31 (1st Supp.), s. 76(E); 2000, c. 12, s. 19.

POWERS OF REGISTRAR

Powers of registrar

**192.** (1) The registrars of the courts have power and jurisdiction, without limiting the powers otherwise conferred by this Act or the General Rules,

(*a*) to hear bankruptcy applications and to make bankruptcy orders if they are not opposed;

(*b*) to hold examinations of bankrupts or other persons;

(*c*) to grant orders of discharge;

(*d*) to approve proposals where they are not opposed;

(*e*) to make interim orders in cases of urgency;

(*f*) to hear and determine any unopposed or *ex parte* application;

(*g*) to summon and examine the bankrupt or any person known or suspected to have in his possession property of the bankrupt, or to be indebted to him, or capable of giving information respecting the bankrupt, his dealings or property;

raît l'avoir signé ou si un registraire d'un tel tribunal a certifié que ce document est une copie conforme.

Preuve documentaire

(2) La production d'un document original relatif à des procédures en matière de faillite, ou d'une copie certifiée par la personne qui l'a tirée comme étant une copie conforme, ou par un successeur en fonctions d'une telle personne, comme étant une copie conforme d'un document trouvé dans les archives dont il a la garde ou la possession, constitue la preuve du contenu de ces documents.

S.R., ch. B-3, art. 160.

Décès du failli, d'un témoin, etc.

**191.** En cas de décès du failli, de l'époux ou conjoint de fait d'un failli ou d'un témoin dont la déposition a été reçue par un tribunal dans des procédures intentées sous le régime de la présente loi, la déposition de la personne ainsi décédée, paraissant avoir été scellée du sceau du tribunal, ou une copie de cette déposition paraissant avoir été ainsi scellée, est admissible comme preuve des dépositions qui y sont faites.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 191; L.R. (1985), ch. 31 (1er suppl.), art. 76(A); 2000, ch. 12, art. 19.

POUVOIRS DU REGISTRAIRE

Pouvoirs du registraire

**192.** (1) Les registraires des divers tribunaux possèdent les pouvoirs et la juridiction, sans restriction des pouvoirs que confèrent autrement la présente loi ou les Règles générales :

*a*) d'entendre des requêtes en faillite et de rendre des ordonnances de faillite, lorsqu'elles ne sont pas contestées;

*b*) d'interroger des faillis ou d'autres personnes;

*c*) de rendre les ordonnances de libération;

*d*) d'approuver des propositions concordataires, lorsqu'elles ne sont pas contestées;

*e*) de rendre des ordonnances provisoires dans les cas d'urgence;

*f*) d'entendre et de décider toute demande non contestée ou *ex parte*;

*g*) de sommer et d'interroger le failli ou toute personne connue comme ayant en sa possession ou soupçonnée d'avoir en sa possession des biens du failli ou de lui être endettée, ou d'être en état de donner des renseignements concernant le failli, ses opérations ou ses biens;

(*h*) to hear and determine matters relating to proofs of claims whether or not opposed;

(*i*) to tax or fix costs and to pass accounts;

(*j*) to hear and determine any matter with the consent of all parties;

(*k*) to hear and determine any matter relating to practice and procedure in the courts;

(*l*) to settle and sign all orders and judgments of the courts not settled or signed by a judge and to issue all orders, judgments, warrants or other processes of the courts;

(*m*) to perform all necessary administrative duties relating to the practice and procedure in the courts; and

(*n*) to hear and determine appeals from the decision of a trustee allowing or disallowing a claim.

*h*) d'entendre et de décider les demandes relatives à des preuves de réclamations, qu'elles soient contestées ou non;

*i*) de taxer ou de fixer les frais, et d'approuver les comptes;

*j*) d'entendre et de décider une affaire avec le consentement de toutes les parties;

*k*) d'entendre et de décider toute question se rapportant à la pratique et à la procédure des tribunaux;

*l*) de régler et de signer toutes ordonnances et jugements des tribunaux qu'un juge n'a pas réglés ou signés, et d'émettre toutes ordonnances, tous jugements, mandats ou autres procédures des tribunaux;

*m*) d'exercer toutes les fonctions administratives nécessaires relativement à la pratique et à la procédure devant les tribunaux;

*n*) d'entendre et de décider les appels de la décision d'un syndic accordant ou refusant une réclamation.

May be exercised by judge

(2) The powers and jurisdiction conferred by this section or otherwise on a registrar may at any time be exercised by a judge.

(2) Les pouvoirs et la juridiction, conférés à un registraire par le présent article ou autrement, peuvent être exercés par un juge.

Peuvent être exercés par un juge

Registrar may not commit

(3) A registrar has no power to commit for contempt of court.

(3) Un registraire n'a pas le pouvoir de délivrer un mandat de dépôt pour outrage au tribunal.

Mandat de dépôt

Appeal from registrar

(4) A person dissatisfied with an order or decision of a registrar may appeal therefrom to a judge.

(4) Toute personne mécontente d'une ordonnance ou d'une décision du registraire peut en interjeter appel à un juge.

Appel du registraire

Order of registrar

(5) An order made or act done by a registrar in the exercise of his powers and jurisdiction shall be deemed the order or act of the court.

(5) Toute ordonnance rendue ou tout acte fait par un registraire dans l'exercice de ses pouvoirs et de sa juridiction est réputé être une ordonnance ou un acte du tribunal.

Ordonnance du registraire

Reference to judge

(6) A registrar may refer any matter ordinarily within his jurisdiction to a judge for disposition.

(6) Un registraire peut renvoyer toute affaire qui relève ordinairement de sa compétence à un juge pour qu'il en dispose.

Renvoi à un juge par un registraire

Judge may hear

(7) A judge may direct that any matter before a registrar be brought before the judge for hearing and determination.

(7) Un juge peut ordonner que toute affaire devant un registraire soit portée devant le juge pour audition et décision.

Renvoi à un juge

Registrars to act for each other

(8) Any registrar in bankruptcy may act for any other registrar.

(8) Tout registraire en matière de faillite peut agir pour tout autre registraire.

Peuvent agir l'un pour l'autre

R.S., 1985, c. B-3, s. 192; 1992, c. 27, s. 67; 2004, c. 25, s. 88.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 192; 1992, ch. 27, art. 67; 2004, ch. 25, art. 88.

APPEALS

Court of Appeal

**193.** Unless otherwise expressly provided, an appeal lies to the Court of Appeal from any order or decision of a judge of the court in the following cases:

(*a*) if the point at issue involves future rights;

(*b*) if the order or decision is likely to affect other cases of a similar nature in the bankruptcy proceedings;

(*c*) if the property involved in the appeal exceeds in value ten thousand dollars;

(*d*) from the grant of or refusal to grant a discharge if the aggregate unpaid claims of creditors exceed five hundred dollars; and

(*e*) in any other case by leave of a judge of the Court of Appeal.

R.S., 1985, c. B-3, s. 193; 1992, c. 27, s. 68.

Appeal to Supreme Court

**194.** The decision of the Court of Appeal on any appeal is final and conclusive unless special leave to appeal therefrom to the Supreme Court of Canada is granted by that Court.

R.S., c. B-3, s. 164; R.S., c. 44(1st Supp.), s. 10.

Stay of proceedings on filing of appeal

**195.** Except to the extent that an order or judgment appealed from is subject to provisional execution notwithstanding any appeal therefrom, all proceedings under an order or judgment appealed from shall be stayed until the appeal is disposed of, but the Court of Appeal or a judge thereof may vary or cancel the stay or the order for provisional execution if it appears that the appeal is not being prosecuted diligently, or for such other reason as the Court of Appeal or a judge thereof may deem proper.

R.S., 1985, c. B-3, s. 195; 1992, c. 27, s. 69.

No stay of proceedings unless ordered

**196.** An appeal to the Supreme Court of Canada does not operate as a stay of proceedings, except to the extent ordered by that Court.

R.S., c. B-3, s. 166; R.S., c. 44(1st Supp.), s. 10.

LEGAL COSTS

Costs in discretion of court

**197.** (1) Subject to this Act and to the General Rules, the costs of and incidental to any

APPELS

Cour d'appel

**193.** Sauf disposition expressément contraire, appel est recevable à la Cour d'appel de toute ordonnance ou décision d'un juge du tribunal dans les cas suivants :

*a*) le point en litige concerne des droits futurs;

*b*) l'ordonnance ou la décision influera vraisemblablement sur d'autres causes de nature semblable en matière de faillite;

*c*) les biens en question dans l'appel dépassent en valeur la somme de dix mille dollars;

*d*) la libération est accordée ou refusée, lorsque la totalité des réclamations non acquittées des créanciers dépasse cinq cents dollars;

*e*) dans tout autre cas, avec la permission d'un juge de la Cour d'appel.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 193; 1992, ch. 27, art. 68.

Cour suprême du Canada

**194.** La décision de la Cour d'appel sur tout appel est définitive et sans appel, sauf autorisation spéciale, accordée par la Cour suprême du Canada, d'en appeler à ce tribunal.

S.R., ch. B-3, art. 164; S.R., ch. 44(1er suppl.), art. 10.

Suspension d'instance sur un appel

**195.** Sauf dans la mesure où le jugement dont il est interjeté appel est sujet à exécution provisoire malgré l'appel, toutes les procédures exercées en vertu d'une ordonnance ou d'un jugement dont il est appelé sont suspendues jusqu'à ce qu'il soit disposé de l'appel; mais la Cour d'appel, ou un juge de ce tribunal, peut modifier ou annuler la suspension ou l'ordonnance d'exécution provisoire s'il apparaît que l'appel n'est pas poursuivi avec diligence, ou pour toute autre raison qui peut être jugée convenable.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 195; 1992, ch. 27, art. 69.

Aucune suspension de procédures, à moins d'ordonnance

**196.** Un appel à la Cour suprême du Canada ne peut avoir pour effet de suspendre les procédures, sauf dans la mesure où celle-ci l'ordonne.

S.R., ch. B-3, art. 166; S.R., ch. 44(1er suppl.), art. 10.

FRAIS JUDICIAIRES

Frais à la discrétion du tribunal

**197.** (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des Règles générales, les frais de toutes procédures judiciaires inten-

proceedings in court under this Act are in the discretion of the court.

tées sous le régime de la présente loi, ou les frais s'y rapportant, sont laissés à la discrétion du tribunal.

How costs awarded

(2) The court in awarding costs may direct that the costs shall be taxed and paid as between party and party or as between solicitor and client, or the court may fix a sum to be paid in lieu of taxation or of taxed costs, but in the absence of any express direction costs shall follow the event and shall be taxed as between party and party.

Adjudication des frais

(2) En adjugeant les frais, le tribunal peut ordonner qu'ils soient taxés et soldés entre les parties ou entre l'avocat et le client, ou le tribunal peut fixer une somme à payer au lieu de taxation ou de frais taxés; mais, à défaut d'indication expresse, les frais découleront de l'issue de l'instance et seront taxés entre les parties.

Personal liability of trustee for costs

(3) Where an action or proceeding is brought by or against a trustee, or where a trustee is made a party to any action or proceeding on his application or on the application of any other party thereto, he is not personally liable for costs unless the court otherwise directs.

Responsabilité personnelle d'un syndic quant aux frais

(3) Lorsqu'une action ou des procédures sont exercées par un syndic ou contre un syndic, ou lorsqu'un syndic devient partie à une action ou à des procédures, soit à sa propre demande ou à la demande de toute autre partie à l'instance, il n'est pas personnellement responsable des frais, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

When costs payable

(4) No costs shall be paid out of the estate of the bankrupt, excepting the costs of persons whose services have been authorized by the trustee in writing and such costs as have been awarded against the trustee or the estate of the bankrupt by the court.

Quand les frais sont payables

(4) Il ne peut être payé aucuns frais sur l'actif du failli, sauf les frais de personnes dont les services ont été par écrit autorisés par le syndic et les frais que le tribunal a adjugés contre le syndic ou sur l'actif du failli.

(5) [Repealed, 2005, c. 47, s. 110]

(5) [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 110]

Priority of payment of legal costs

(6) Legal costs shall be payable according to the following priorities:

(*a*) commissions on collections, which are a claim ranking above any other claim on any sums collected;

(*b*) when duly authorized by the court or approved by the creditors or the inspectors, costs incurred by the trustee after the bankruptcy and prior to the first meeting of creditors;

(*c*) the costs on an assignment or costs incurred by an applicant creditor up to the issue of a bankruptcy order;

(*d*) costs awarded against the trustee or the estate of the bankrupt; and

(*e*) costs for legal services otherwise rendered to the trustee or the estate of the bankrupt.

Priorité des frais judiciaires

(6) Les frais judiciaires sont acquittés dans l'ordre de priorité suivant :

*a*) commissions sur perceptions qui constituent une réclamation de premier rang sur toute somme perçue;

*b*) lorsqu'ils ont été régulièrement autorisés par le tribunal ou approuvés par les créanciers ou les inspecteurs, frais subis par le syndic après la faillite et avant la première assemblée des créanciers;

*c*) frais de cession ou frais supportés par un créancier requérant jusqu'au prononcé d'une ordonnance de faillite;

*d*) frais adjugés contre le syndic ou sur l'actif du failli;

*e*) frais pour services légaux rendus d'autre manière au syndic ou relativement à l'actif.

Costs of discharge opposed

(6.1) If a creditor opposes the discharge of a bankrupt, the court may, if it grants the discharge on the condition that the bankrupt pay an amount or consent to a judgment to pay an

Frais en cas d'opposition à la libération

(6.1) Si un créancier s'oppose à la libération d'un failli qui est, en conséquence, libéré sous condition, le tribunal peut, s'il l'estime indiqué, adjuger au créancier des frais de justice et

amount, award costs, including legal costs, to the opposing creditor out of the estate in an amount that is not more than the amount realized by the estate under the conditional order, including any amount brought into the estate under the consent to the judgment.

autres, à concurrence des sommes versées à l'actif au titre de l'ordonnance de libération conditionnelle ou d'un consentement à jugement visant le failli.

Costs where opposition frivolous or vexatious

(7) If a creditor opposes the discharge of a bankrupt and the court finds the opposition to be frivolous or vexatious, the court may order the creditor to pay costs, including legal costs, to the estate.

(7) Si le tribunal conclut que l'opposition d'un créancier à la libération est futile ou vexatoire, il peut, s'il l'estime indiqué, adjuger à l'actif contre le créancier les frais de justice et autres.

Frais en cas d'opposition futile ou vexatoire

(8) [Repealed, 2005, c. 47, s. 110]

(8) [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 110]

R.S., 1985, c. B-3, s. 197; 1997, c. 12, s. 106; 2004, c. 25, s. 89; 2005, c. 47, s. 110.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 197; 1997, ch. 12, art. 106; 2004, ch. 25, art. 89; 2005, ch. 47, art. 110.

## PART VIII

## OFFENCES

## PARTIE VIII

## INFRACTIONS

Bankruptcy offences

**198.** (1) Any bankrupt who

(*a*) makes any fraudulent disposition of the bankrupt's property before or after the date of the initial bankruptcy event,

(*b*) refuses or neglects to answer fully and truthfully all proper questions put to the bankrupt at any examination held pursuant to this Act,

(*c*) makes a false entry or knowingly makes a material omission in a statement or accounting,

(*d*) after or within one year immediately preceding the date of the initial bankruptcy event, conceals, destroys, mutilates, falsifies, makes an omission in or disposes of, or is privy to the concealment, destruction, mutilation, falsification, omission from or disposition of, a book or document affecting or relating to the bankrupt's property or affairs, unless the bankrupt had no intent to conceal the state of the bankrupt's affairs,

(*e*) after or within one year immediately preceding the date of the initial bankruptcy event, obtains any credit or any property by false representations made by the bankrupt or made by any other person to the bankrupt's knowledge,

(*f*) after or within one year immediately preceding the date of the initial bankruptcy event, fraudulently conceals or removes any property of a value of fifty dollars or more or any debt due to or from the bankrupt, or

Infractions en matière de faillite

**198.** (1) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de un an, ou l'une de ces peines, ou, par mise en accusation, une amende maximale de dix mille dollars et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines, tout failli qui, selon le cas :

*a*) dispose d'une façon frauduleuse de ses biens avant ou après l'ouverture de la faillite;

*b*) refuse ou néglige de répondre complètement et véridiquement à toutes les questions qui lui sont posées à bon droit au cours d'un interrogatoire tenu conformément à la présente loi;

*c*) fait une fausse inscription ou commet sciemment une omission importante dans un état ou un compte;

*d*) après l'ouverture de la faillite, ou dans l'année précédant l'ouverture de la faillite, cache, détruit, mutile ou falsifie un livre ou document se rapportant à ses biens ou affaires, en dispose ou y fait une omission, ou participe à ces actes, à moins qu'il n'ait eu aucunement l'intention de cacher l'état de ses affaires;

*e*) après l'ouverture de la faillite, ou dans l'année précédant l'ouverture de la faillite, obtient tout crédit ou tout bien au moyen de fausses représentations faites par lui ou par toute autre personne à sa connaissance;

(*g*) after or within one year immediately preceding the date of the initial bankruptcy event, hypothecates, pawns, pledges or disposes of any property that the bankrupt has obtained on credit and has not paid for, unless in the case of a trader the hypothecation, pawning, pledging or disposing is in the ordinary way of trade and unless the bankrupt had no intent to defraud,

is guilty of an offence and is liable, on summary conviction, to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both, or on conviction on indictment, to a fine not exceeding ten thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both.

*f*) après l'ouverture de la faillite, ou dans l'année précédant l'ouverture de la faillite, cache ou transporte frauduleusement tout bien d'une valeur de cinquante dollars ou plus, ou une créance ou dette;

*g*) après l'ouverture de la faillite, ou dans l'année précédant l'ouverture de la faillite, hypothèque ou met en gage ou nantit tout bien qu'il a obtenu à crédit et qu'il n'a pas payé, ou en dispose, à moins que, dans le cas d'un commerçant, l'acte ne soit effectué selon les pratiques ordinaires du commerce et à moins qu'il n'ait eu aucunement l'intention de frauder.

Failure to comply with duties

(2) A bankrupt who, without reasonable cause, fails to comply with an order of the court made under section 68 or to do any of the things required of the bankrupt under section 158 is guilty of an offence and is liable

(*a*) on summary conviction, to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; or

(*b*) on conviction on indictment, to a fine not exceeding ten thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both.

R.S., 1985, c. B-3, s. 198; 1992, c. 27, s. 71; 1997, c. 12, s. 107; 2004, c. 25, s. 90(F).

Manquement aux obligations

(2) Le failli qui, sans motif raisonnable, ne se conforme pas à une ordonnance rendue en application de l'article 68 ou omet de remplir une obligation imposée par l'article 158 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

*a*) par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de un an, ou l'une de ces peines;

*b*) par mise en accusation, une amende maximale de dix mille dollars et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 198; 1992, ch. 27, art. 71; 1997, ch. 12, art. 107; 2004, ch. 25, art. 90(F).

Failure to disclose fact of being undischarged

**199.** An undischarged bankrupt who

(*a*) engages in any trade or business without disclosing to all persons with whom the undischarged bankrupt enters into any business transaction that the undischarged bankrupt is an undischarged bankrupt, or

(*b*) obtains credit to a total of $1,000 or more from any person or persons without informing them that the undischarged bankrupt is an undischarged bankrupt,

is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

R.S., 1985, c. B-3, s. 199; 1992, c. 27, s. 72; 2005, c. 47, s. 111.

Failli non libéré qui ne se déclare pas tel

**199.** Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines, le failli non libéré qui, selon le cas :

*a*) entreprend un commerce ou un négoce sans révéler, à toutes les personnes avec qui il conclut des affaires, qu'il est un failli non libéré;

*b*) obtient du crédit de toutes personnes, pour un montant total de mille dollars ou plus, sans les informer qu'il est un failli non libéré.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 199; 1992, ch. 27, art. 72; 2005, ch. 47, art. 111.

Bankrupt failing to keep proper books of account

**200.** (1) Any person becoming bankrupt or making a proposal who has on any previous occasion been bankrupt or made a proposal to the person's creditors is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both, if

(*a*) being engaged in any trade or business, at any time within the period beginning on the day that is two years before the date of the initial bankruptcy event and ending on the date of the bankruptcy, both dates included, that person has not kept and preserved proper books of account; or

(*b*) within the period mentioned in paragraph (*a*), that person conceals, destroys, mutilates, falsifies or disposes of, or is privy to the concealment, destruction, mutilation, falsification or disposition of, any book or document affecting or relating to the person's property or affairs, unless the person had no intent to conceal the state of the person's affairs.

Proper books of account defined

(2) For the purposes of this section, a debtor shall be deemed not to have kept proper books of account if he has not kept such books or accounts as are necessary to exhibit or explain his transactions and financial position in his trade or business, including a book or books containing entries from day to day in sufficient detail of all cash received and cash paid, and, where the trade or business has involved dealings in goods, also accounts of all goods sold and purchased, and statements of annual and other stock-takings.

R.S., 1985, c. B-3, s. 200; 1992, c. 27, s. 73; 1997, c. 12, s. 108; 2004, c. 25, s. 91(F).

False claim, etc.

**201.** (1) Where a creditor, or a person claiming to be a creditor, in any proceedings under this Act, wilfully and with intent to defraud makes any false claim or any proof, declaration or statement of account that is untrue in any material particular, the creditor or person is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding five thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

Failli qui ne tient pas des livres de comptabilité appropriés

**200.** (1) Toute personne devenant en faillite ou présentant une proposition, qui, dans une occasion antérieure, a été en faillite ou a présenté une proposition à ses créanciers, commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an ou l'une de ces peines, dans les cas suivants :

*a*) se livrant à un commerce ou à une entreprise, au cours de la période allant du premier jour de la deuxième année précédant l'ouverture de la faillite jusqu'à la date de la faillite inclusivement, elle n'a pas tenu ni conservé des livres de comptabilité appropriés;

*b*) pendant la même période, elle cache, détruit, mutile ou falsifie un livre ou document se rapportant à ses biens ou à ses affaires, ou en dispose, ou participe à ces actes, à moins qu'elle n'ait eu aucunement l'intention de cacher l'état de ses affaires.

Définition de « livres de comptabilité appropriés »

(2) Pour l'application du présent article, un débiteur est réputé ne pas avoir tenu des livres de comptabilité appropriés s'il n'a pas tenu les livres ou comptes qui sont nécessaires pour montrer ou expliquer ses opérations et sa situation financière dans son commerce ou son entreprise, y compris un ou des livres renfermant des inscriptions au jour le jour et suffisamment détaillées de tous les encaissements et décaissements, et, lorsque le commerce ou l'entreprise a comporté la vente et l'achat de marchandises, les comptes de toutes les marchandises vendues et achetées, et des états des inventaires annuels et autres.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 200; 1992, ch. 27, art. 73; 1997, ch. 12, art. 108; 2004, ch. 25, art. 91(F).

Fausse réclamation

**201.** (1) Lorsque, dans une procédure sous le régime de la présente loi, un créancier ou toute personne prétendant être un créancier fait, volontairement et avec l'intention de frauder, une fausse réclamation ou une preuve, déclaration ou un état de compte qui est faux dans un détail important, ce créancier ou cette personne commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un

Inspectors accepting unlawful fee

(2) Where an inspector accepts from the bankrupt or from any person, firm or corporation acting on behalf of the bankrupt or from the trustee any fee, commission or emolument other than or in addition to the regular fees provided for by this Act, the inspector is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding five thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

Unlawful transactions

(3) Where the bankrupt enters into any transaction with any person for the purpose of obtaining a benefit or advantage to which either of them would not be entitled, the bankrupt is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding five thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

R.S., 1985, c. B-3, s. 201; 1992, c. 27, s. 74.

Other offences

**202.** (1) A person who

(*a*) not being a licensed trustee, does any act as, or represents himself to be, a licensed trustee,

(*b*) being a trustee, either before providing the security required by subsection 16(1) or after providing it but at any time while the security is not in force, acts as or exercises any of the powers of trustee,

(*c*) having been appointed a trustee, with intent to defraud, fails to observe or to comply with any of the provisions of this Act, or fails duly to do, observe or perform any act or duty that he may be ordered to do, observe or perform by the court pursuant to this Act,

(*d*) having been appointed a trustee, without reasonable excuse, fails to observe or to comply with any of the provisions of this Act, or fails duly to do, observe or perform any act or duty that he may be ordered to do, observe or perform by the court pursuant to this Act,

(*e*) having been appointed a trustee to any estate and another trustee having been appointed in his stead, does not deliver to the substituted trustee on demand all unadminis-

emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines.

Inspecteurs qui acceptent des honoraires illégaux

(2) Lorsqu'un inspecteur accepte du failli ou de toute personne, firme ou personne morale agissant en son nom, ou du syndic, des honoraires, commissions ou émoluments quelconques, autres que les honoraires réguliers que la présente loi prévoit ou en supplément de tels honoraires, il commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines.

Opérations illégales

(3) Lorsque le failli conclut une opération avec une autre personne aux fins d'obtenir un bénéfice ou un avantage auquel ni l'un ni l'autre d'entre eux n'aurait droit, il commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 201; 1992, ch. 27, art. 74.

Autres infractions

**202.** (1) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines, quiconque, selon le cas :

*a*) n'étant pas un syndic autorisé, accomplit un acte à titre de syndic autorisé ou se fait passer pour tel;

*b*) étant un syndic, soit avant d'avoir fourni la garantie requise par le paragraphe 16(1), soit après l'avoir fournie, mais pendant que cette garantie n'est pas en vigueur, agit en qualité de syndic ou exerce tout pouvoir d'un syndic;

*c*) ayant été nommé syndic, omet, avec l'intention de frauder, d'observer l'une des dispositions de la présente loi, ou de s'y conformer, ou omet de faire, d'observer ou d'exécuter régulièrement tout acte ou fonction que le tribunal peut lui enjoindre de faire, d'observer ou d'exécuter, conformément à la présente loi;

*d*) ayant été nommé syndic, omet, sans excuse raisonnable, d'observer l'une des dispositions de la présente loi, ou de s'y conformer, ou omet de faire, d'observer ou d'exécuter régulièrement tout acte ou fonc-

tered property of the estate, together with the books, records and documents of the estate and of his administration,

(*f*) directly or indirectly solicits or canvasses any person to make an assignment or a proposal under this Act, or to file an application for a bankruptcy order,

(*g*) being a trustee, directly or indirectly, solicits proxies to vote at a meeting of creditors, or

(*h*) being a trustee, makes any arrangement under any circumstances with the bankrupt, or any legal counsel, auctioneer or other person employed in connection with a bankruptcy, for any gift, remuneration or pecuniary or other consideration or benefit whatever beyond the remuneration payable out of the estate, or accepts any such consideration or benefit from any such person, or makes any arrangement for giving up, or gives up, any part of the remuneration, either as a receiver within the meaning of subsection 243(2) or trustee, to the bankrupt or any legal counsel, auctioneer or other person employed in connection with the bankruptcy,

is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding five thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

tion que le tribunal peut lui enjoindre de faire, d'observer ou d'exécuter, conformément à la présente loi;

*e*) ayant été nommé syndic d'un actif, et un autre syndic ayant été nommé à sa place, ne remet pas au syndic substitué, sur demande, tous les biens non administrés de cet actif, ainsi que les livres, registres et documents de cet actif et de son administration;

*f*) directement ou indirectement sollicite ou invite une personne à faire une cession ou une proposition prévue par la présente loi, ou à demander par voie de requête une ordonnance de faillite;

*g*) étant un syndic, directement ou indirectement brigue des procurations pour voter à une assemblée de créanciers;

*h*) étant un syndic, conclut un arrangement dans des circonstances quelconques avec le failli ou avec un conseiller juridique, un commissaire-priseur ou une autre personne employée relativement à une faillite, pour un cadeau, une rémunération, une contrepartie ou un avantage pécuniaire ou autre, quelle qu'en soit la nature, excédant la rémunération payable sur l'actif, ou accepte une telle contrepartie ou un tel avantage de cette personne, ou conclut un arrangement pour céder une partie de sa rémunération, soit comme séquestre au sens du paragraphe 243(2) ou comme syndic, au failli ou à un conseiller juridique, un commissaire-priseur ou une autre personne employée relativement à la faillite, ou cède une partie de cette rémunération.

Offence and punishment

(2) A person who fails to comply with or contravenes any provision of section 10 is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding five thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

Infractions et peines

(2) Quiconque omet de se conformer à toute disposition de l'article 10 ou y contrevient commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines.

Idem

(2.1) Every person who contravenes or fails to comply with an order made under section 204.1

(*a*) is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding five thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; or

Idem

(2.1) Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une ordonnance rendue en vertu de l'article 204.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

*a*) par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines;

(*b*) is guilty of an indictable offence and is liable to a fine not exceeding ten thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both.

*b*) par mise en accusation, une amende maximale de dix mille dollars et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

Exception

(3) Nothing in paragraph (1)(*h*) shall be construed to apply to a sharing of trustee's fees among persons who together act as the trustee of the estate of a bankrupt or as joint trustee to a proposal.

(3) L'alinéa (1)*h*) ne peut s'interpréter comme s'appliquant à un partage des honoraires du syndic entre des personnes qui font ensemble fonction de syndic de l'actif d'un failli ou de syndic conjoint à celui d'une proposition.

Exception

Idem

(4) Subject to this Act, every person who contravenes or fails to comply with a provision of this Act, of the General Rules or of the regulations is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding five thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

(4) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, quiconque contrevient ou omet de se conformer à la présente loi, aux Règles générales ou aux règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, un emprisonnement maximal d'un an et une amende maximale de cinq mille dollars, ou l'une de ces peines.

Idem

Witnesses failing to attend, etc.

(5) Every person who fails, without valid excuse, to comply with a subpoena, request or summons issued under subsection 14.02(1.1) is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than $1,000.

(5) Quiconque, sans motif légitime, ne se conforme pas à une convocation faite en vertu du paragraphe 14.02(1.1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de mille dollars.

Non-conformité à une convocation

R.S., 1985, c. B-3, s. 202; 1992, c. 27, s. 75; 2004, c. 25, s. 92; 2005, c. 47, s. 112.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 202; 1992, ch. 27, art. 75; 2004, ch. 25, art. 92; 2005, ch. 47, art. 112.

Punishment for removal of bankrupt's property without notice

**203.** A person, except the trustee, who, within thirty days after delivery to the trustee of the proof of claim mentioned in section 81, or who, in case no proof has been delivered, removes or attempts to remove the property or any part thereof mentioned in that section out of the charge or possession of the bankrupt, the trustee or other custodian of the property, except with the written permission of the trustee, is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both.

**203.** À l'exception du syndic, quiconque, dans les trente jours qui suivent la remise au syndic de la preuve de réclamation mentionnée à l'article 81 ou lorsque telle preuve n'a pas été remise, retire ou tente de retirer, en tout ou en partie, les biens mentionnés à cet article, de la garde ou possession du failli, du syndic ou d'un autre gardien de ces biens, sauf avec la permission écrite du syndic, commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Peine pour enlèvement sans avis des biens du failli

R.S., c. B-3, s. 174.

S.R., ch. B-3, art. 174.

Acting while licence suspended or cancelled

**203.1** Any trustee who exercises any of the powers or performs any of the duties of a trustee while the trustee's licence has ceased to be valid for failure to pay licence fees, after the trustee's licence has been suspended or cancelled under subsection 13.2(5) or after having been informed pursuant to subsection 14.02(4) of the suspension or cancellation of the trustee's licence is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars, or to imprison-

**203.1** Le syndic qui exerce des fonctions à ce titre après que sa licence a été annulée pour défaut de paiement des droits afférents, après que sa licence a été suspendue ou annulée au titre du paragraphe 13.2(5) ou après qu'il a été avisé conformément au paragraphe 14.02(4) de la suspension ou de l'annulation de sa licence commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un

Actes accomplis pendant la suspension ou l'annulation

ment for a term not exceeding two years, or to both.

1992, c. 27, s. 76; 1997, c. 12, s. 109.

emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

1992, ch. 27, art. 76; 1997, ch. 12, art. 109.

Acting contrary to conditions or limitations

**203.2** Where the Superintendent has placed conditions or limitations on the licence of a trustee and the trustee exercises any of the powers of a trustee other than the powers that the trustee is authorized to exercise, the trustee is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding five thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

1992, c. 27, s. 76.

Actions contraires aux conditions ou aux restrictions

**203.2** Le syndic qui exerce des attributions qui ne lui ont pas été conférées en raison des conditions ou des restrictions dont le surintendant a assorti sa licence est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

1992, ch. 27, art. 76.

Officers, etc., of corporations

**204.** If a corporation commits an offence under this Act, any officer or director, or agent or mandatary, of the corporation, or any person who has or has had, directly or indirectly, control in fact of the corporation, who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

R.S., 1985, c. B-3, s. 204; 1992, c. 27, s. 77; 2004, c. 25, s. 93(E).

Personnes morales et leurs dirigeants

**204.** En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires, ou des personnes qui, directement ou indirectement en ont, ou en ont eu, le contrôle de fait, qui ont ordonné ou autorisé l'infraction, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 204; 1992, ch. 27, art. 77; 2004, ch. 25, art. 93(A).

Community service

**204.1** Where a person has been convicted of an offence under this Act, the court may, having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and in addition to any other punishment that may be imposed under this Act, make an order directing the person to perform community service, subject to such reasonable conditions as may be specified in the order.

1992, c. 27, s. 77.

Travaux d'intérêt collectif

**204.1** En sus de toute peine infligée par application de la présente loi et compte tenu de la nature de l'infraction, ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant à toute personne déclarée coupable d'exécuter des travaux d'intérêt collectif à des conditions raisonnables.

1992, ch. 27, art. 77.

Variation of sanctions

**204.2** (1) Subject to subsection (2), where a court has made an order under section 204.1 in respect of a person, the court may, on application by the person or the Attorney General of Canada, require the person to appear before it and, after hearing the person or the Attorney General of Canada, as the case may be, may vary the order in one or any combination of the following ways that is applicable and that, in the opinion of the court, is desirable because of a change in the circumstances of the person since the order was made:

(*a*) by making changes in the order or the conditions specified therein or extending the

Ordonnance de modification des sanctions

**204.2** (1) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu de l'article 204.1 peut, sur demande du procureur général du Canada ou de la personne, accepter de faire comparaître celle-ci et, après avoir entendu les observations de l'un ou l'autre, sous réserve du paragraphe (2), modifier l'ordonnance selon ce qui est applicable en l'espèce et lui paraît justifié par tout changement dans la situation de la personne :

*a*) soit en modifiant l'ordonnance ou ses conditions ou en prolongeant sa validité, sans toutefois qu'elle excède un an;

*b*) soit en raccourcissant la période de validité de l'ordonnance ou en dégageant la per-

period for which the order is to remain in force for such period, not exceeding one year, as the court considers desirable; or

(*b*) by reducing the period for which the order is to remain in force or relieving the person, either absolutely or partially or for such period as the court considers desirable, of compliance with any condition that is specified in the order.

sonne, absolument ou partiellement ou pour une durée limitée, de l'obligation de se conformer à telle condition de celle-ci.

Notice

(2) Before varying an order under subsection (1), the court may direct that notice be given to such persons as the court considers to be interested, and may hear any such persons.

Préavis

(2) Avant de modifier une ordonnance en vertu du présent article, le tribunal peut en faire donner préavis aux personnes qu'il juge intéressées; il peut aussi les entendre.

Limitation

(3) Where an application made under subsection (1) in respect of a person has been heard by the court, no other application may be made with respect to the person except with leave of the court.

Restriction

(3) Après audition de la demande visée au paragraphe (1), toute nouvelle demande est subordonnée à l'autorisation du tribunal.

1992, c. 27, s. 77.

1992, ch. 27, art. 77.

Compensation for loss

**204.3** (1) Where a person has been convicted of an offence under this Act and any other person has suffered loss or damage because of the commission of the offence, the court may, at the time sentence is imposed, order the person who has been convicted to pay to the person who has suffered loss or damage or to the trustee of the bankrupt an amount by way of satisfaction or compensation for loss of or damage to property suffered by that person as a result of the commission of the offence.

Dommages

**204.3** (1) Lorsqu'une personne a été reconnue coupable d'une infraction à la présente loi et qu'une personne subit un préjudice ou une perte de ce fait, le tribunal peut, lors de l'infliction de la peine, condamner le coupable à payer un montant compensatoire à la personne lésée ou au syndic.

Enforceability of order

(2) Where an amount that is ordered to be paid under subsection (1) is not paid forthwith, the person in favour of whom the order has been made may file the order in the superior court of the province in which the trial was held and that order is enforceable against the person who has been convicted in the same manner as if it were a judgment rendered against the person who has been convicted in that court in civil proceedings.

Exécution

(2) Le bénéficiaire de l'ordonnance peut, en cas de défaut de paiement immédiat, déposer l'ordonnance auprès de la cour supérieure de la province dans laquelle le procès a eu lieu. Dès lors, l'ordonnance peut être exécutée comme un jugement de ce tribunal contre l'auteur de l'infraction comme s'il s'agissait d'un jugement en matière civile.

1992, c. 27, s. 77; 1997, c. 12, s. 110.

1992, ch. 27, art. 77; 1997, ch. 12, art. 110.

Report on offences to be made by trustee

**205.** (1) Whenever an official receiver or trustee has grounds to believe that an offence under this Act or under any other statute, whether of Canada or a province, has been committed with respect to any bankrupt estate in connection with which he has been acting under this Act, or that for any special reason an investigation should be had in connection with that estate, it is the duty of the official receiver

Le syndic doit faire rapport des infractions

**205.** (1) Lorsqu'un séquestre officiel ou un syndic a des motifs de croire qu'une infraction visée par la présente loi ou par toute autre loi fédérale ou provinciale a été commise à l'égard de l'actif d'un failli pour lequel il a agi sous l'autorité de la présente loi, ou que, pour une raison particulière, il devrait être tenu une enquête relativement à cet actif, il incombe à ce séquestre officiel ou à ce syndic de rapporter

or trustee to report the matter to the court, including in the report a statement of all the facts or circumstances of the case within his knowledge, the names of the witnesses who should in his opinion be examined and a statement respecting the offence or offences believed to have been committed, and to forward a copy of the report forthwith to the Superintendent.

l'affaire au tribunal, et d'inclure dans le rapport un relevé de tous les faits ou circonstances de l'affaire dont il a connaissance, les noms des témoins qui, à son avis, devraient être interrogés, ainsi qu'une déclaration relative à l'infraction ou aux infractions censées avoir été commises, et il envoie immédiatement copie de ce rapport au surintendant.

Report by inspectors and others

(2) The Superintendent or a creditor, inspector or other interested person who believes on reasonable grounds that a person is guilty of an offence under this Act or under any other statute, whether of Canada or a province, in connection with a bankrupt, his property or his transactions, may file a report with the court of the facts on which that belief is based, or he may make such further representations supplementary to the report of the official receiver or trustee as he may deem proper.

(2) Le surintendant, ou un créancier, un inspecteur ou toute autre personne intéressée qui a des motifs raisonnables de croire que quelqu'un s'est rendu coupable d'une infraction à la présente loi ou à toute autre loi fédérale ou provinciale relative à un failli, ou à ses biens ou opérations, peut déposer devant le tribunal un rapport des faits sur lesquels il a fondé cette opinion, ou il peut faire telles autres représentations supplémentaires, qu'il jugera convenables, au rapport du séquestre officiel ou du syndic.

Rapport des inspecteurs et d'autres personnes

Court may authorize criminal proceedings

(3) Whenever the court is satisfied, on the representation of the Superintendent or any one on his behalf, of the official receiver or trustee or of any creditor, inspector or other interested person, that there is ground to believe that any person is guilty of an offence under this Act or under any other statute, whether of Canada or a province, in connection with the bankrupt, his property or transactions, the court may authorize the trustee to initiate proceedings for the prosecution of that person for that offence.

(3) Lorsqu'il est convaincu, sur les représentations du surintendant ou de toute personne agissant en son nom, du séquestre officiel, du syndic ou de tout créancier, inspecteur ou autre personne intéressée, qu'il y a lieu de croire qu'une personne s'est rendue coupable d'une infraction prévue à la présente loi ou à toute autre loi fédérale ou provinciale relative à un failli, ou à ses biens ou opérations, le tribunal peut autoriser le syndic à intenter des procédures aux fins de poursuivre cette personne pour pareille infraction.

Le tribunal peut autoriser des procédures pénales

Initiation of criminal proceedings by the trustee

(4) Where a trustee is authorized or directed by the creditors, the inspectors or the court to initiate proceedings against any person believed to have committed an offence, the trustee shall institute the proceedings and shall send or cause to be sent a copy of the resolution or order, duly certified as a true copy thereof, together with a copy of all reports or statements of the facts on which the order or resolution was based, to the Crown Attorney or the agent of the Crown duly authorized to represent the Crown in the prosecution of criminal offences in the district where the alleged offence was committed.

R.S., c. B-3, s. 176.

(4) Lorsque les créanciers, les inspecteurs ou le tribunal autorisent le syndic ou lui ordonnent d'intenter des procédures contre une personne réputée avoir commis une infraction, le syndic entame ces procédures et envoie ou fait parvenir une copie de pareille résolution ou ordonnance dûment certifiée comme copie conforme, ainsi qu'une copie de tous les rapports ou déclarations de faits sur lesquels est fondée cette ordonnance ou résolution, au procureur de la Couronne ou à l'agent de la Couronne dûment autorisé à représenter la Couronne dans la poursuite d'infractions criminelles dans le district où la prétendue infraction a été commise.

S.R., ch. B-3, art. 176.

Procédures pénales par le syndic

Report of offence

**206.** (1) Where the official receiver or trustee believes on reasonable grounds that an offence under this Act or the *Criminal Code* re-

**206.** (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction prévue par la présente loi ou le *Code criminel*, relative aux biens du

Rapport d'infraction

lating to the property of the bankrupt was committed either before or after the date of the initial bankruptcy event by the bankrupt or any other person, the official receiver or trustee shall make a report thereon to the Deputy Attorney General or other appropriate legal officer of the province concerned or to such person as is duly designated by that legal officer for that purpose.

failli, a été commise soit avant soit après l'ouverture de la faillite par le failli ou par toute autre personne, le séquestre officiel ou le syndic fait rapport à ce sujet au sous-procureur général ou à tout autre officier de justice compétent de la province concernée ou à la personne dûment désignée à cette fin par cet officier de justice.

Copy to Superintendent

(2) A copy of a report made under subsection (1) shall be sent by the official receiver or trustee to the Superintendent.

(2) Une copie d'un rapport fait selon le paragraphe (1) est adressée par le séquestre officiel ou le syndic au surintendant.

Copie au surintendant

R.S., 1985, c. B-3, s. 206; 1997, c. 12, s. 111; 2004, c. 25, s. 94(F).

L.R. (1985), ch. B-3, art. 206; 1997, ch. 12, art. 111; 2004, ch. 25, art. 94(F).

Substance of offence charged in indictment

**207.** In an information, complaint or indictment for an offence under this Act, it is sufficient to set out the substance of the offence charged in the words of this Act, specifying the offence or as near thereto as circumstances admit, without alleging or setting out any debt, act of bankruptcy, trading, adjudication or any proceedings in, or order, warrant or document of, any court acting under this Act.

**207.** Dans une dénonciation, plainte ou mise en accusation pour une infraction à la présente loi, il suffit d'exposer la substance de l'acte incriminé dans les termes de la présente loi, en spécifiant l'infraction, ou, autant que possible, selon que les circonstances le permettent, sans alléguer ou indiquer aucune dette, aucun acte de faillite, négoce, jugement ou procédure devant un tribunal agissant en vertu de la présente loi, ou une ordonnance, un mandat ou un document émanant d'un semblable tribunal.

Exposé substantiel de l'infraction dans l'acte d'accusation

R.S., c. B-3, s. 178.

S.R., ch. B-3, art. 178.

Time within which prosecutions to be commenced

**208.** A prosecution by indictment under this Act shall be commenced within five years from the time of the commission of the offence and, in the case of an offence punishable on summary conviction, the complaint shall be made or the information laid within three years from the time when the subject-matter of the complaint or information arose.

**208.** Une poursuite par mise en accusation sous l'autorité de la présente loi se prescrit par cinq ans à compter de la perpétration de l'infraction. Dans les cas d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, la plainte doit être logée ou la dénonciation déposée dans les trois années qui suivent la date où la cause de la plainte ou dénonciation a pris naissance.

Prescriptions

R.S., c. B-3, s. 179.

S.R., ch. B-3, art. 179.

## PART IX

## MISCELLANEOUS PROVISIONS

## PARTIE IX

## DISPOSITIONS DIVERSES

General Rules

**209.** (1) The Governor in Council may make, alter or revoke, and may delegate to the judges of the courts exercising bankruptcy jurisdiction under this Act the power to make, alter or revoke the General Rules for carrying into effect the object of this Act.

**209.** (1) Le gouverneur en conseil peut établir, modifier ou révoquer, et déléguer aux juges des tribunaux ayant juridiction en matière de faillite sous l'autorité de la présente loi, le pouvoir d'établir, de modifier ou de révoquer des Règles générales en vue de l'application de la présente loi.

Règles générales

(2) [Repealed, 2005, c. 47, s. 113]

(2) [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 113]

(3) [Repealed, 1997, c. 12, s. 112]

(3) [Abrogé, 1997, ch. 12, art. 112]

To be judicially noticed

(4) The General Rules have effect as if enacted by this Act and shall be judicially noticed.

R.S., 1985, c. B-3, s. 209; 1997, c. 12, s. 112; 2005, c. 47, s. 113.

Admission d'office

(4) Les Règles générales ont le même effet que si elles avaient été établies par la présente loi et elles sont admises d'office.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 209; 1997, ch. 12, art. 112; 2005, ch. 47, art. 113.

**210. and 211.** [Repealed, 1992, c. 27, s. 78]

**210. et 211.** [Abrogés, 1992, ch. 27, art. 78]

Rights of banks, etc.

**212.** Nothing in this Act, other than sections 69 to 69.4 and 81 and 81.1, 81.2 and Part XI, interferes with or restricts the rights and privileges conferred on banks, authorized foreign banks within the meaning of section 2 of the *Bank Act* and banking corporations by that Act.

R.S., 1985, c. B-3, s. 212; 1992, c. 27, s. 79; 1999, c. 28, s. 147.

Droits des banques et autres

**212.** La présente loi, autre que les articles 69 à 69.4, 81, 81.1 et 81.2 et la partie XI, n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits et privilèges que la *Loi sur les banques* confère aux banques, aux banques étrangères autorisées, au sens de l'article 2 de cette loi, ou aux personnes morales bancaires.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 212; 1992, ch. 27, art. 79; 1999, ch. 28, art. 147.

*Winding-up and Restructuring Act* not to apply

**213.** If an application for a bankruptcy order or an assignment has been filed under this Act in respect of a corporation, the *Winding-up and Restructuring Act* does not extend or apply to that corporation, despite anything contained in that Act, and any proceedings that are instituted under the *Winding-up and Restructuring Act* in respect of that corporation before the application or assignment is filed under this Act shall abate subject to any disposition of the costs of those proceedings to be made in the bankruptcy proceedings that the justice of the case may require.

R.S., 1985, c. B-3, s. 213; 1996, c. 6, s. 167; 2004, c. 25, s. 95.

Non-application de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*

**213.** Lorsqu'une requête en faillite ou une cession a été déposée en vertu de la présente loi relativement à une personne morale, la *Loi sur les liquidations et les restructurations* ne s'étend ni ne s'applique à cette personne morale nonobstant les dispositions de cette loi, et toute procédure entamée en vertu de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* relativement à cette personne morale avant le dépôt de la requête ou de la cession aux termes de la présente loi devient caduque, sous réserve de l'attribution des dépens afférents à cette procédure qui pourra être faite dans les procédures de faillite, selon ce que l'équité pourra imposer dans ce cas d'espèce.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 213; 1996, ch. 6, art. 167; 2004, ch. 25, art. 95.

Fees to officers of the court

**214.** The fees payable to officers of the court including official receivers shall be established by the General Rules, whether generally or for a particular province, and where so mentioned in the General Rules, shall belong to the Crown in right of the province.

R.S., 1985, c. B-3, s. 214; 1992, c. 27, s. 80; 1997, c. 12, s. 113.

Droits

**214.** Les droits payables aux fonctionnaires du tribunal, y compris ceux payables pour les services du séquestre officiel, sont établis conformément aux taux fixés par les Règles générales, soit généralement, soit pour une ou plusieurs provinces, et, lorsque ces règles le précisent, ils appartiennent à Sa Majesté du chef de la province.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 214; 1992, ch. 27, art. 80; 1997, ch. 12, art. 113.

No action against Superintendent, etc., without leave of court

**215.** Except by leave of the court, no action lies against the Superintendent, an official receiver, an interim receiver or a trustee with respect to any report made under, or any action taken pursuant to, this Act.

R.S., 1985, c. B-3, s. 215; 1992, c. 27, s. 80.

Aucune action contre le surintendant sans permission du tribunal

**215.** Sauf avec la permission du tribunal, aucune action n'est recevable contre le surintendant, un séquestre officiel, un séquestre intérimaire ou un syndic relativement à tout rapport fait ou toute mesure prise conformément à la présente loi.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 215; 1992, ch. 27, art. 80.

Claims in foreign currency

**215.1** A claim for a debt that is payable in a currency other than Canadian currency is to be converted to Canadian currency

(*a*) in the case of a proposal in respect of an insolvent person and unless otherwise provided in the proposal, if a notice of intention was filed under subsection 50.4(1), as of the date the notice was filed or, if no notice was filed, as of the date the proposal was filed with the official receiver under subsection 62(1);

(*b*) in the case of a proposal in respect of a bankrupt and unless otherwise provided in the proposal, as of the date of the bankruptcy; or

(*c*) in the case of a bankruptcy, as of the date of the bankruptcy.

2005, c. 47, s. 114.

**216.** [Repealed, 2007, c. 36, s. 55]

PART X

ORDERLY PAYMENT OF DEBTS

Definitions

**217.** In this Part,

"clerk" « *greffier* »

"clerk" means a clerk of the court;

"court" « *tribunal* »

"court" means

(*a*) in the Provinces of Manitoba and Alberta, the Court of Queen's Bench, and

(*b*) in any other province, such court as is designated by the regulations for the purposes of this Part;

"debtor" « *débiteur* »

"debtor" means an insolvent debtor, but does not include a corporation;

"registered creditor" « *créancier inscrit* »

"registered creditor" means a creditor who is named in a consolidation order.

R.S., c. B-3, s. 188; 1978-79, c. 11, s. 10; 1984, c. 41, s. 2.

Application

**218.** (1) This Part applies only to the following classes of debts:

(*a*) a judgment for the payment of money where the amount of the judgment does not exceed one thousand dollars;

(*b*) a judgment for the payment of money where the amount of the judgment is in ex-

Créances en monnaies étrangères

**215.1** La réclamation visant une créance en devises étrangères doit être convertie en monnaie canadienne au taux en vigueur :

*a*) dans le cas d'une proposition visant une personne insolvable et sauf disposition contraire de la proposition, à la date du dépôt de l'avis d'intention aux termes du paragraphe 50.4(1) ou, en l'absence d'avis, à la date du dépôt de la proposition auprès du séquestre officiel aux termes du paragraphe 62(1);

*b*) dans le cas d'une proposition visant un failli et sauf disposition contraire de la proposition, à la date de la faillite;

*c*) dans le cas d'une faillite, à la date de la faillite.

2005, ch. 47, art. 114.

**216.** [Abrogé, 2007, ch. 36, art. 55]

PARTIE X

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES

Définitions

**217.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« créancier inscrit » "*registered creditor*"

« créancier inscrit » Créancier qui est nommé dans une ordonnance de fusion.

« débiteur » "*debtor*"

« débiteur » À l'exclusion d'une personne morale, tout débiteur insolvable.

« greffier » "*clerk*"

« greffier » Greffier du tribunal.

« tribunal » "*court*"

« tribunal »

*a*) Dans les provinces du Manitoba et d'Alberta, la Cour du Banc de la Reine;

*b*) dans toute autre province, le tribunal que désignent les règlements pris pour l'application de la présente partie.

S.R., ch. B-3, art. 188; 1978-79, ch. 11, art. 10; 1984, ch. 41, art. 2.

Application

**218.** (1) La présente partie ne s'applique qu'aux catégories suivantes de dettes :

*a*) un jugement ordonnant le paiement d'une somme d'argent, lorsque le montant ne dépasse pas mille dollars;

*b*) un jugement ordonnant le paiement d'une somme d'argent, lorsque le montant dépasse mille dollars, si le créancier en vertu du juge-

cess of one thousand dollars if the judgment creditor consents to come under this Part;

(*c*) a claim or demand for or in respect of money, debt, account, covenant or otherwise, not in excess of one thousand dollars; and

(*d*) a claim or demand for or in respect of money, debt, account, covenant or otherwise, in excess of one thousand dollars if the creditor having the claim or demand consents to come under this Part.

ment consent à être régi par la présente partie;

*c*) une réclamation ou une demande formelle visant ou concernant une somme d'argent, une dette, un compte, un engagement ou autre chose, qui ne dépasse pas mille dollars;

*d*) une réclamation ou une demande formelle visant ou concernant une somme d'argent, une dette, un compte, un engagement ou autre chose, qui dépasse mille dollars, si le créancier faisant valoir une telle réclamation ou demande formelle consent à être régi par la présente partie.

Exception

(2) Notwithstanding subsection (1), this Part does not apply to the following classes of debts:

(*a*) a debt due, owing or payable

(i) to Her Majesty in right of Canada or a province,

(ii) to a municipality in Canada, or

(iii) to a school district in Canada;

(*b*) a debt relating to the public revenue or one that may be levied and collected in the form of taxes;

(*c*) a covenant in a mortgage or charge on land or in an agreement for sale of land; or

(*d*) a debt incurred by a trader or merchant in the ordinary course of his business.

Exception

(2) Nonobstant le paragraphe (1), la présente partie ne s'applique pas aux catégories suivantes de dettes :

*a*) une dette échue, due ou payable :

(i) soit à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province,

(ii) soit à une municipalité au Canada,

(iii) soit à un district scolaire au Canada;

*b*) une dette relative au revenu public ou susceptible d'être levée et perçue sous forme d'impôts;

*c*) un engagement découlant d'une hypothèque ou d'une servitude foncière ou d'une promesse ou d'un contrat de vente d'un immeuble;

*d*) une dette contractée par un négociant ou un commerçant dans le cours ordinaire de ses affaires.

Idem

(3) Notwithstanding subsection (1), this Part does not apply to the following classes of debts, unless the creditor consents to come under this Part:

(*a*) in the Province of Manitoba,

(i) a claim for wages that may be heard before, or a judgment therefor by, a magistrate under *The Wages Recovery Act*, or

(ii) a claim for a mechanic's lien or a judgment thereon under *The Mechanic's Liens Act*;

(*b*) in the Province of Alberta,

(i) a claim for wages that may be heard before, or a judgment therefor by, a magistrate under *The Masters and Servants Act*,

Idem

(3) Nonobstant le paragraphe (1), la présente partie ne s'applique pas aux catégories suivantes de dettes, sauf si le créancier consent à être régi par la présente partie :

*a*) dans la province du Manitoba :

(i) une réclamation de salaire qui peut être entendue par un magistrat en vertu de *The Wages Recovery Act*, ou un jugement à cet égard rendu par un magistrat aux termes de cette loi,

(ii) une réclamation fondée sur un privilège, ou un jugement à cet égard, aux termes de *The Mechanics' Liens Act*;

*b*) dans la province d'Alberta :

(ii) a claim for a lien or a judgment thereon under *The Mechanic's Lien Act* or *The Mechanics Lien Act, 1960*, or

(iii) a claim for a lien under *The Garagemen's Lien Act*; or

(*c*) in any other province, any debt of a class designated by the regulations to be a class of debts to which this Part does not apply.

R.S., c. B-3, s. 189.

(i) une réclamation de salaire qui peut être entendue par un magistrat en vertu de *The Masters and Servants Act*, ou un jugement à cet égard rendu par un magistrat aux termes de cette loi,

(ii) une réclamation fondée sur un privilège, ou un jugement à cet égard, aux termes de *The Mechanics' Lien Act*, ou de *The Mechanics Lien Act, 1960*,

(iii) une réclamation fondée sur un privilège aux termes de *The Garagemen's Lien Act*;

*c*) dans toute autre province, une dette d'une catégorie soustraite, d'après les règlements, à l'application de la présente partie.

S.R., ch. B-3, art. 189.

Application for consolidation order

**219.** (1) A debtor who resides in a province in respect of which this Part applies may apply to the clerk of the court having jurisdiction where they reside for a consolidation order.

Demande d'ordonnance de fusion

**219.** (1) Tout débiteur qui réside dans une province où la présente partie s'applique peut demander au greffier du tribunal ayant juridiction là où il réside que soit rendue une ordonnance de fusion.

Affidavit to be filed

(2) On an application pursuant to subsection (1), the debtor shall file an affidavit setting out the following:

(*a*) the names and addresses of the debtor's creditors and the amount the debtor owes to each creditor and, if any of them is related to the debtor, the relationship;

(*b*) a statement of the property the debtor owns or in which the debtor has any interest and of the value thereof;

(*c*) the amount of the debtor's income from all sources, naming them, and, where the debtor is married and cohabiting with the spouse, or is in a common-law partnership, the amount of the income of the debtor's spouse or common-law partner, as the case may be, from all sources, naming them;

(*d*) the debtor's business or occupation and, where the debtor is married and cohabiting with the spouse, or is in a common-law partnership, the business or occupation of the debtor's spouse or common-law partner, as the case may be;

(*d.1*) the name and address of the debtor's employer and, where the debtor is married and cohabiting with the spouse, or is in a common-law partnership, the name and ad-

Affidavit à produire

(2) En faisant la demande prévue au paragraphe (1), le débiteur doit produire un affidavit comportant les renseignements suivants :

*a*) les nom et adresse de ses créanciers ainsi que le montant qu'il doit à chacun d'eux et, s'il existe entre lui et chacun d'eux des liens quelconques, la nature de ces liens;

*b*) un état des biens qu'il possède ou dans lesquels il détient un intérêt et la valeur de cet intérêt;

*c*) le montant de son revenu de toute provenance, en en indiquant les sources, et, s'il est marié et vit avec son époux ou s'il vit en union de fait, le montant du revenu de toute provenance de son époux ou conjoint de fait, selon le cas, en en indiquant les sources;

*d*) son commerce ou son occupation et, s'il est marié et vit avec son époux ou s'il vit en union de fait, ceux de son époux ou conjoint de fait, selon le cas;

*d.1*) le nom et l'adresse de son employeur et, s'il est marié et vit avec son époux ou s'il vit en union de fait, le nom et l'adresse de l'employeur de son époux ou conjoint de fait, selon le cas;

*e*) le nombre de personnes à sa charge, le nom de chacune et le degré de parenté dans

dress of the employer of the debtor's spouse or common-law partner, as the case may be;

(*e*) the number of persons dependent on the debtor, the name and relationship of each and particulars of the extent to which each is so dependent;

(*f*) the amount payable for board and lodging or for rent or as payment on home property, as the case may be; and

(*g*) whether any of the debtor's creditors' claims are secured and, if so, the nature and particulars of the security held by each creditor.

R.S., 1985, c. B-3, s. 219; R.S., 1985, c. 31 (1st Supp.), s. 77; 2000, c. 12, s. 20; 2007, c. 36, s. 56.

chaque cas, ainsi que des détails sur la mesure dans laquelle chacune de ces personnes est à sa charge;

*f*) le montant payable pour la pension et le logement ou le loyer ou à titre de versement sur la maison d'habitation, selon le cas;

*g*) une indication révélant si, parmi les réclamations de ses créanciers, certaines sont garanties et, s'il en est, la nature et les particularités de la garantie détenue par chaque semblable créancier.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 219; L.R. (1985), ch. 31 (1er suppl.), art. 77; 2000, ch. 12, art. 20; 2007, ch. 36, art. 56.

Duties of clerk

**220.** (1) The clerk shall

(*a*) file the affidavit referred to in subsection 219(2), giving it a number, and enter the particulars it contains in a register;

(*b*) on reading the affidavit and hearing the debtor,

(i) settle the amounts to be paid by the debtor into court and the times of payment thereof until all of the claims entered in the register are paid in full, and

(ii) enter in the register particulars of the amounts and times of payment so settled or, where applicable, enter in the register a statement that the present circumstances of the debtor do not warrant the immediate settling of any of those amounts or times; and

(*c*) fix a date for hearing any objections by creditors.

Fonctions du greffier

**220.** (1) Le greffier :

*a*) verse au dossier l'affidavit mentionné au paragraphe 219(2), en y attribuant un numéro, et inscrit les détails qu'il comporte sur un registre;

*b*) après lecture de l'affidavit et audition du débiteur :

(i) détermine les montants que ce dernier doit verser au tribunal ainsi que les dates de ces versements, jusqu'à acquittement intégral de toutes les réclamations portées au registre,

(ii) inscrit dans ce registre les détails des montants et des dates de versement ainsi arrêtés ou, s'il y a lieu, y note que les circonstances où se trouve présentement le débiteur ne justifient pas la détermination immédiate de semblables montants ou dates;

*c*) fixe une date pour l'audition des oppositions des créanciers.

Notice to be given

(2) The clerk shall give notice of an application for a consolidation order to each creditor named in the affidavit filed in connection with the application, setting out in the notice

(*a*) the particulars of all entries made in the register with respect to the application, and

(*b*) the date fixed for hearing objections by the creditors to the application or to any of the entries made in the register in respect thereof,

Avis à donner

(2) Le greffier donne avis d'une demande d'ordonnance de fusion à chaque créancier nommé dans l'affidavit produit relativement à la demande; l'avis comprend les renseignements suivants :

*a*) les détails de toutes les inscriptions faites sur le registre à l'égard de la demande;

*b*) la date fixée pour l'audition des oppositions des créanciers à la demande ou à l'une des inscriptions portées au registre à cet égard.

and the notice shall contain a statement that the creditor will, prior to the date fixed for hearing objections, be notified of any objections filed with the clerk pursuant to section 221 in connection with the application.

L'avis doit contenir une déclaration portant que le créancier sera, avant la date fixée pour l'audition des oppositions, informé des oppositions produites auprès du greffier conformément à l'article 221 relativement à la demande d'ordonnance.

Idem

(3) The notice referred to in subsection (2) shall be served in the prescribed manner and the clerk shall enter in the register the date the notice was sent.

(3) L'avis mentionné au paragraphe (2) est signifié en la manière prescrite et le greffier inscrit sur le registre la date de l'expédition de l'avis.

Idem

Register

(4) The register referred to in this section shall be separate from all other books and records kept by the clerk and shall be available to the public for inspection, free of charge, during the hours when the office of the clerk is open to the public.

(4) Le registre mentionné au présent article doit être distinct de tous les autres livres et dossiers que tient le greffier et être accessible au public pour inspection, sans frais, pendant les heures où le bureau du greffier est ouvert au public.

Registre

R.S., 1985, c. B-3, s. 220; 1992, c. 1, s. 20, c. 27, s. 81.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 220; 1992, ch. 1, art. 20, ch. 27, art. 81.

Objection by creditor

**221.** (1) A creditor may, within a period of thirty days after the date of the sending of the notice of an application for a consolidation order pursuant to section 220, file with the clerk an objection with respect to any of the following matters:

**221.** (1) Dans les trente jours qui suivent la date où a été expédié l'avis d'une demande visant une ordonnance de fusion en application de l'article 220, un créancier peut produire auprès du greffier une opposition concernant l'une ou l'autre des questions suivantes :

Opposition par le créancier

(*a*) the amount entered in the register as the amount owing to him or to any other creditor;

*a*) le montant inscrit sur le registre à titre de dette envers ce créancier ou tout autre créancier;

(*b*) the amounts settled by the clerk as the amounts to be paid by the debtor into court, or the fact that no such amounts have been settled; or

*b*) les montants, déterminés par le greffier, que le débiteur doit verser au tribunal, ou le fait qu'aucun semblable montant n'a été déterminé;

(*c*) the times of payment of any such amounts, where applicable.

*c*) les dates fixées pour le paiement de tout semblable montant, s'il y a lieu.

Idem

(2) The clerk shall enter in the register a memorandum of the date of receipt of any objection filed with him.

(2) Le greffier inscrit sur le registre un mémorandum de la date de réception de toute opposition produite auprès de lui.

Idem

Notice of objection

(3) Where an objection has been filed by a creditor, the clerk shall forthwith, in the prescribed manner, give notice of the objection and of the time and place appointed for the hearing thereof to the debtor and to each creditor named in the affidavit filed in connection with the application specifying, where applicable, the creditor whose claim has been objected to under subsection (1).

(3) Lorsqu'un créancier a produit une opposition, le greffier donne, sans délai et en la manière prescrite avis de l'opposition, ainsi que des date, heure et lieu de son audition, au débiteur et à chaque créancier nommé dans l'affidavit produit relativement à la demande et y précise, s'il y a lieu, le créancier dont la réclamation a fait l'objet d'une opposition aux termes du paragraphe (1).

Avis d'opposition

R.S., 1985, c. B-3, s. 221; 1992, c. 1, ss. 17, 20, c. 27, s. 82.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 221; 1992, ch. 1, art. 17 et 20, ch. 27, art. 82.

Adding additional creditors

**222.** At the time appointed for the hearing of any objection in connection with a consolida-

**222.** Aux date et heure fixées pour l'audition d'une opposition visant une ordonnance de fu-

Créanciers ajoutés à la liste

tion order, the clerk may add to the register the name of any creditor of the debtor of whom he has notice and who is not disclosed in the affidavit of the debtor.

R.S., c. B-3, s. 193.

sion, le greffier peut ajouter au registre le nom de tout créancier du débiteur dont il a un avis et dont le nom n'apparaît pas à l'affidavit du débiteur.

S.R., ch. B-3, art. 193.

Hearing of objections

**223.** (1) The clerk shall, at the time appointed for the hearing thereof, consider any objection in connection with a consolidation order that has been filed with him in accordance with this Part, and

(*a*) if the objection is to the claim of a creditor and the parties are brought to agreement or if the creditor's claim is a judgment of a court and the only objection is to the amount paid thereon, he may dispose of the objection in a summary manner and determine the amount owing to the creditor;

(*b*) if the objection is to the proposed terms or method of payment of the claims by the debtor or that terms of payment are not but should be fixed, he may dispose of the objection in a summary manner and determine, as the circumstances require, the terms and method of payment of the claims, or that no terms be presently fixed; and

(*c*) in any case he may on notice of motion refer any objection to be disposed of by the court or as the court otherwise directs.

Audition des oppositions

**223.** (1) Aux date et heure fixées pour l'audition de l'opposition, le greffier doit prendre en considération toute opposition relative à une ordonnance de fusion qui a été produite auprès de lui conformément à la présente partie, et :

*a*) si l'opposition vise la réclamation d'un créancier et que les parties en viennent à un accord ou si la réclamation du créancier est un jugement d'un tribunal et que la seule opposition vise le montant payé à cet égard, il peut statuer sur l'opposition de façon sommaire et déterminer le montant dû au créancier;

*b*) si l'opposition vise les modalités ou le mode proposés de paiement des réclamations par le débiteur ou si les modalités de paiement ne sont pas établies mais devraient l'être, il peut statuer sur l'opposition de façon sommaire et déterminer, selon que les circonstances l'exigent, les modalités et le mode de paiement des réclamations, ou décider qu'aucune modalité ne peut présentement être fixée;

*c*) de toute façon, il peut sur un avis de motion renvoyer toute opposition pour qu'il en soit décidé par le tribunal ou de la manière que le tribunal peut autrement ordonner.

Issue of order

(2) After the conclusion of the hearing referred to in subsection (1), the clerk shall enter in the register his decision or the decision of the court, as the case may be, and issue a consolidation order.

R.S., c. B-3, s. 194.

L'ordonnance est rendue

(2) Une fois terminée l'audition mentionnée au paragraphe (1), le greffier inscrit sur le registre sa décision ou la décision du tribunal, selon le cas, et rend une ordonnance de fusion.

S.R., ch. B-3, art. 194.

Issue of consolidation order

**224.** Where no objection has been received within thirty days after the date of the sending of the notice of an application for a consolidation order pursuant to section 220, the clerk shall

(*a*) make an entry in the register to that effect; and

(*b*) issue the consolidation order.

R.S., 1985, c. B-3, s. 224; 1992, c. 1, s. 18, c. 27, s. 83.

Prononcé de l'ordonnance de fusion

**224.** Lorsqu'il n'a été reçu aucune opposition dans le délai de trente jours à compter de la date où a été expédié l'avis d'une demande d'ordonnance de fusion en application de l'article 220, le greffier :

*a*) fait une inscription sur le registre dans ce sens;

*b*) rend l'ordonnance de fusion.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 224; 1992, ch. 1, art. 18, ch. 27, art. 83.

Contents of consolidation order

**225.** (1) A consolidation order shall state the following:

(*a*) the name of and the amount owing to each creditor named in the register; and

(*b*) the amounts to be paid into court by the debtor and the times of payment thereof or, where applicable, that the present circumstances of the debtor do not warrant the immediate settling of any such amounts or times.

Effect of order

(2) A consolidation order

(*a*) is a judgment of the court in favour of each creditor named in the register for the amount stated therein to be owing to that creditor;

(*b*) is an order of the court for the payment by the debtor of the amounts stated therein and at the stated times; and

(*c*) bears interest at the rate which by law applies to a judgment debt arising from a judgment of the court that granted the order or at such other rate as may be prescribed by regulation.

R.S., 1985, c. B-3, s. 225; 1992, c. 27, s. 84.

Consolidation order not to be issued

**226.** (1) A consolidation order that does not provide for the payment in full of all the debts to which it refers within a period of three years shall not be issued unless

(*a*) all registered creditors consent thereto in writing; or

(*b*) the order is approved by the court.

Deemed consent

(1.1) Where a registered creditor does not give any response to a request for consent under paragraph (1)(*a*) within thirty days after receiving such a request, the creditor shall be deemed to have consented to the order.

Referral to court

(2) Any consolidation order referred to in subsection (1) shall be referred to the court for approval or otherwise by the clerk on notice of motion to any registered creditor who has not consented thereto in writing.

R.S., 1985, c. B-3, s. 226; 1992, c. 27, s. 85.

Review of consolidation order

**227.** (1) The court may, on application to review a consolidation order of the clerk made by notice of motion within fifteen days after the making of the order by any of the parties affect-

Contenu de l'ordonnance de fusion

**225.** (1) Une ordonnance de fusion énonce ce qui suit :

*a*) le nom de chaque créancier inscrit au registre, ainsi que le montant qui lui est dû;

*b*) les montants que le débiteur doit verser au tribunal ainsi que les dates des versements ou, s'il y a lieu, la mention portant que les circonstances où se trouve présentement le débiteur ne justifient pas la détermination immédiate de semblables montants ou dates.

Effet d'une ordonnance

(2) Une ordonnance de fusion :

*a*) est un jugement du tribunal en faveur de chaque créancier nommé au registre, pour le montant dû à ce dernier d'après l'inscription qui y est faite;

*b*) est une ordonnance du tribunal concernant le paiement par le débiteur des montants y indiqués, aux dates prévues;

*c*) porte intérêt aux taux qui, en droit, s'appliquent à une somme due en vertu d'un jugement du tribunal qui a prononcé l'ordonnance ou à tous autres taux prescrits par règlement.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 225; 1992, ch. 27, art. 84.

Cas où il n'est rendu aucune ordonnance

**226.** (1) Il ne peut être rendu d'ordonnance de fusion qui ne prévoit pas le paiement intégral de toutes les dettes auxquelles elle se rapporte dans un délai de trois ans, sauf dans les cas suivants :

*a*) tous les créanciers inscrits y consentent par écrit;

*b*) le tribunal approuve l'ordonnance.

Présomption

(1.1) Le créancier inscrit qui n'a pas, dans les trente jours de sa réception, répondu à une demande sollicitant son consentement aux termes de l'alinéa (1)*a*) est présumé avoir consenti à l'ordonnance de fusion.

Renvoi au tribunal

(2) Le greffier soumet à l'approbation ou autre décision du tribunal toute ordonnance de fusion mentionnée au paragraphe (1), après un avis de motion adressé à tout créancier inscrit qui n'y a pas consenti par écrit.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 226; 1992, ch. 27, art. 85.

Nouvel examen de l'ordonnance de fusion

**227.** (1) Si une des parties visées par une ordonnance de fusion qu'a rendue le greffier demande, au moyen d'un avis de motion présenté dans les quinze jours qui suivent la date

ed thereby, review the consolidation order and confirm or vary it or set it aside and make such disposition of the matter as the court sees fit.

où l'ordonnance est rendue, que celle-ci fasse l'objet d'une révision, le tribunal peut étudier de nouveau l'ordonnance de fusion et la confirmer, la modifier ou l'écarter et prendre à son sujet la décision qu'il juge opportune.

Decision to be entered

(2) The clerk shall enter any decision made by the court under subsection (1) in the register and the decision takes effect in place of the order of the clerk.

La décision doit être inscrite

(2) Le greffier inscrit sur le registre toute décision qu'a prise le tribunal aux termes du paragraphe (1) et cette décision deviendra exécutoire à la place de l'ordonnance du greffier.

R.S., 1985, c. B-3, s. 227; 1997, c. 12, s. 115.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 227; 1997, ch. 12, art. 115.

Terms may be imposed on debtor

**228.** The court may, in deciding any matter brought before it, impose such terms on a debtor with respect to the custody of his property or any disposition thereof or of the proceeds thereof as it deems proper to protect the registered creditors and may give such directions for that purpose as the circumstances require.

Des modalités peuvent être imposées au débiteur

**228.** En statuant sur toute question à lui soumise, le tribunal peut imposer à un débiteur, au sujet de la garde de ses biens ou de la façon d'en disposer ou de disposer du produit en provenant, les modalités qu'il juge opportunes pour la protection des créanciers inscrits et peut donner à ce sujet les directives qu'exigent les circonstances.

R.S., c. B-3, s. 199.

S.R., ch. B-3, art. 199.

Process stayed by consolidation order

**229.** On the making of a consolidation order, no process shall be issued out of any court in the province in which the debtor resides against the debtor at the instance of a creditor in respect of any debt to which this Part applies, except as permitted by this Part.

L'ordonnance de fusion fait obstacle aux moyens de contrainte

**229.** Dès l'établissement d'une ordonnance de fusion, aucun tribunal de la province où réside le débiteur ne peut décerner de moyen de contrainte ou d'exécution forcée, contre le débiteur à la requête du créancier, concernant une dette à laquelle la présente partie s'applique, sauf dans la mesure qui y est permise.

R.S., c. B-3, s. 200.

S.R., ch. B-3, art. 200.

Assignments of debtor's property to clerk

**230.** (1) The clerk may, at any time after the making of a consolidation order, require of and take from the debtor an assignment to himself as clerk of the court of any moneys due, owing or payable or to become due, owing or payable to the debtor, or earned or to be earned by the debtor.

Cession des biens du débiteur au greffier

**230.** (1) Après l'établissement d'une ordonnance de fusion, le greffier peut exiger et recevoir du débiteur une cession envers lui-même, à titre de greffier du tribunal, de tous deniers exigibles, dus ou payables ou qui deviendront exigibles, dus ou payables au débiteur, ou de tout montant gagné ou à gagner par le débiteur.

Notification

(2) Unless otherwise agreed on, the clerk shall forthwith notify the person owing or about to owe the moneys of the assignment referred to in subsection (1) and all moneys collected thereon shall be applied to the credit of the claims against the debtor under the consolidation order.

Avis

(2) Sauf convention contraire, le greffier est tenu de donner sans délai à la personne qui doit un montant d'argent, ou est sur le point d'en devoir un, un avis de la cession mentionnée au paragraphe (1) et toutes les sommes perçues sur de tels montants sont portées au crédit des réclamations contre le débiteur aux termes de l'ordonnance de fusion.

Writ of execution

(3) The clerk may issue a writ of execution or certificate of judgment in respect of a consolidation order and cause it to be filed in any place where the writ or certificate may bind or be a charge on land or chattels.

Mandat d'exécution

(3) Le greffier peut décerner un mandat d'exécution ou un certificat de jugement concernant une ordonnance de fusion et le faire enregistrer dans tout endroit où un semblable mandat ou certificat peut être exécutoire sur des biens-fonds ou des biens meubles, ou constituer un privilège sur ces biens.

R.S., c. B-3, s. 201.

S.R., ch. B-3, art. 201.

Adding creditors after order

**231.** (1) Where, at any time before the payment in full of the claims against a debtor under a consolidation order, the clerk is notified of a claim to which this Part applies that is not entered in the order, he shall, subject to subsection (2) and on notice to the debtor and creditor and to each registered creditor,

(*a*) settle the amount owing to the creditor;

(*b*) where he deems it necessary to do so, vary the amounts to be paid by the debtor into court and the times of payment thereof in order to provide for the new claim; and

(*c*) enter the matters referred to in paragraphs (*a*) and (*b*) in the register.

Noms de créanciers ajoutés à l'ordonnance

**231.** (1) Lorsque, avant le paiement intégral des réclamations contre un débiteur aux termes d'une ordonnance de fusion, le greffier est informé d'une réclamation visée par la présente partie mais non incluse dans l'ordonnance, il doit, sous réserve du paragraphe (2) et sur avis au débiteur et au créancier ainsi qu'à chacun des créanciers inscrits :

*a*) déterminer le montant dû au créancier;

*b*) s'il le juge nécessaire, modifier les montants que le débiteur doit verser au tribunal et les dates des versements afin de tenir compte de la nouvelle réclamation;

*c*) inscrire les questions mentionnées aux alinéas *a*) et *b*) sur le registre.

Court to decide

(2) Where the debtor or any registered creditor disputes the claim of a creditor described in subsection (1), the clerk shall on notice of motion refer the matter to the court and the decision of the court shall be entered in the register.

Le tribunal décide

(2) Lorsque le débiteur ou un créancier inscrit conteste la réclamation d'un créancier, mentionnée au paragraphe (1), le greffier, sur avis de motion, renvoie l'affaire au tribunal, dont la décision doit être inscrite sur le registre.

Notice

(3) The clerk shall make such amendments to the consolidation order as may be necessary to give effect to any entries in the register made pursuant to this section, and shall give notice thereof to the registered creditors.

Avis

(3) Le greffier apporte à l'ordonnance de fusion les modifications qui s'imposent pour donner effet aux inscriptions portées au registre en conformité avec le présent article et il en donne avis aux créanciers inscrits.

Creditor to share

(4) On the entry of a claim in the register pursuant to this section, the creditor shall share with the other creditors in any further distribution of moneys paid into court by or on behalf of the debtor.

R.S., c. B-3, s. 202.

Le créancier doit prendre part à la distribution

(4) Dès qu'une réclamation a été inscrite sur le registre en conformité avec le présent article, le créancier doit participer avec les autres créanciers à toute nouvelle distribution des montants versés au tribunal par le débiteur ou pour son compte.

S.R., ch. B-3, art. 202.

Secured claims

**232.** (1) A registered creditor holding security for a claim may, at any time, elect to rely on his security notwithstanding that the claim is included in a consolidation order.

Réclamations garanties

**232.** (1) Un créancier inscrit dont la réclamation est garantie peut choisir de faire appel à la garantie, même si la réclamation est comprise dans l'ordonnance de fusion.

Proceeds in excess

(2) Where the proceeds from the disposal of the security referred to in subsection (1) are in excess of the registered creditor's claim, the excess shall be paid into court and applied in payment of other judgments against the debtor.

Lorsque le produit excède la réclamation

(2) Lorsque le produit provenant de la réalisation de la garantie mentionnée au paragraphe (1) excède la réclamation du créancier inscrit, l'excédent est versé au tribunal et appliqué au paiement des autres jugements à l'encontre du débiteur.

Exemption

(3) Subsection (2) does not apply where the security is in the form of chattels exempt from seizure under any law in force in the province in which the consolidation order was issued.

Exemption

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas lorsque la garantie prend la forme de biens meubles exempts de saisie selon la loi en vigueur dans la province où l'ordonnance de fusion a été rendue.

Reduced claim

(4) Where the proceeds from the disposal of the security referred to in subsection (1) are less than the registered creditor's claim, the creditor remains entitled to the balance of his claim.

Exception

(5) Subsection (4) does not apply in a case where, under the law in force in the province in which the consolidation order was issued, a creditor

(*a*) who enforces his security by repossession or repossession and sale, or

(*b*) who seizes and sells the security under an execution issued pursuant to a judgment obtained against the debtor in respect of the claim so secured,

is limited in his recovery of the claim to the security so repossessed or the proceeds of the sale thereof.

R.S., c. B-3, s. 203.

Réclamation réduite

(4) Lorsque le produit de la réalisation de la garantie mentionnée au paragraphe (1) est inférieur à la réclamation du créancier inscrit, le créancier conserve son droit au solde de sa réclamation.

Exception

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas dans un cas où, selon la loi en vigueur dans la province où l'ordonnance de fusion a été rendue, un créancier qui, selon le cas :

*a*) fait valoir sa garantie au moyen de la rentrée en possession ou de la rentrée en possession et de la vente;

*b*) saisit et vend une semblable garantie aux termes d'une ordonnance d'exécution rendue en conformité avec un jugement obtenu contre le débiteur à l'égard de la réclamation ainsi garantie,

est limité dans son recouvrement d'une telle réclamation à la garantie ainsi remise en sa possession ou au produit de la vente d'une semblable garantie.

S.R., ch. B-3, art. 203.

Enforcement of order in default of debtor

**233.** (1) A registered creditor may apply by notice of motion to the court where

(*a*) a debtor defaults in complying with any order or direction of the court;

(*b*) any other proceeding for the recovery of money is brought against the debtor;

(*c*) the debtor has, after the consolidation order was made, incurred further debts totalling in excess of five hundred dollars;

(*d*) a judgment is recovered against the debtor larger in amount than a judgment to which this Part applies without the judgment creditor's consent, and the judgment creditor refuses to permit his name to be added to the register; or

(*e*) the debtor has property or funds that should be made available for the satisfaction of the consolidation order.

Exécution de l'ordonnance si le débiteur fait défaut

**233.** (1) Un créancier inscrit peut au moyen d'un avis de motion s'adresser au tribunal dans les cas suivants :

*a*) un débiteur omet de se conformer à une ordonnance ou directive du tribunal;

*b*) une autre procédure en vue du recouvrement d'un montant d'argent est intentée contre le débiteur;

*c*) le débiteur a contracté, après que l'ordonnance de fusion a été rendue, d'autres dettes excédant au total cinq cents dollars;

*d*) il est obtenu contre le débiteur un jugement dont le montant est supérieur à celui auquel la présente partie s'applique sans le consentement du créancier mis en cause par le jugement, et ce dernier refuse de permettre que son nom soit ajouté au registre;

*e*) le débiteur a des biens ou des fonds qui devraient être affectés à la satisfaction de l'ordonnance de fusion.

*Ex parte* application

(2) A registered creditor may apply *ex parte* to the court where a debtor

(*a*) is about to abscond or has absconded from the province in which the consolidation

Demande *ex parte*

(2) Un créancier inscrit peut s'adresser *ex parte* au tribunal lorsqu'un débiteur :

*a*) ou bien est sur le point de quitter, ou a quitté, la province où l'ordonnance de fusion

order was issued leaving personal property liable to seizure under execution; or

(*b*) with intent to defraud his creditors has attempted or is attempting to remove from the province in which the consolidation order was issued personal property liable to seizure under execution.

Proceedings authorized

(3) On the application referred to in subsection (1) or (2), the court may

(*a*) authorize the registered creditor making the application to take on behalf of all the registered creditors such proceedings to enforce the consolidation order as the court deems advisable; or

(*b*) where it deems it advisable and on notice to all parties, make an order permitting all the registered creditors to proceed each independently of the others for the enforcement of their claims under the consolidation order.

Moneys applied to judgment

(4) All moneys recovered as a result of proceedings taken pursuant to paragraph (3)(*a*) after payment of costs incurred thereby shall be paid into the court and shall be applied to the credit of the judgments against the debtor appearing in the register.

Proceedings where continuing default

(5) Where a debtor defaults in making any payment into court required to be made under a consolidation order and the default continues for a period of three months, all the registered creditors are entitled to proceed forthwith, each independently of the others and without reference to the court, for the enforcement of their claims under the consolidation order, unless the court otherwise directs on being satisfied, on application by the debtor, that the circumstances giving rise to the default and to its continuation were beyond the control of the debtor.

Debtor not entitled to relief

(6) Where any order has been made under paragraph (3)(*b*) or any proceedings have been commenced under subsection (5), the debtor under the consolidation order is not, without the leave of the court, entitled to any further relief under this Part during the currency of any claim against him entered in the register.

R.S., 1985, c. B-3, s. 233; 1997, c. 12, s. 116.

a été rendue en laissant des biens meubles sujets à la saisie en voie d'exécution;

*b*) ou bien, avec intention de frauder ses créanciers, a tenté ou tente d'enlever de la province où l'ordonnance de fusion a été rendue des biens meubles sujets à la saisie en voie d'exécution.

Procédures autorisées

(3) Sur réception de la demande visée aux paragraphes (1) ou (2), le tribunal peut :

*a*) ou bien autoriser le créancier inscrit qui a fait la demande à prendre, au nom de tous les créanciers inscrits, pour la mise à exécution de l'ordonnance de fusion, les procédures que le tribunal estime opportunes;

*b*) ou bien, lorsqu'il apparaît opportun de le faire et sur avis à toutes les parties, rendre une ordonnance permettant à tous les créanciers inscrits de procéder, indépendamment les uns des autres, à la mise à exécution de leurs réclamations aux termes de l'ordonnance de fusion.

Montants affectés au jugement

(4) Tous les montants d'argent recouvrés à la suite des procédures prises en conformité avec l'alinéa (3)*a*), après le paiement des frais subis à cet égard, sont payés au tribunal et portés au crédit des jugements contre le débiteur inscrit au registre.

Procédures si l'omission se prolonge

(5) Lorsqu'un débiteur omet de faire au tribunal un paiement qu'une ordonnance de fusion lui enjoint de faire et que l'omission dure trois mois, tous les créanciers inscrits ont droit de procéder sans délai, indépendamment les uns des autres et sans renvoi au tribunal, à la mise à exécution de leurs réclamations aux termes de l'ordonnance de fusion, à moins que le tribunal, à la demande du débiteur, n'en ordonne autrement après avoir été convaincu que les circonstances qui ont occasionné l'omission et sa continuation étaient indépendantes de la volonté du débiteur.

Recours ouvert au débiteur

(6) Lorsqu'une ordonnance a été rendue aux termes de l'alinéa (3)*b*) ou que des procédures ont été entamées en application du paragraphe (5), le débiteur selon l'ordonnance de fusion n'a pas le droit, sans la permission du tribunal, à un autre redressement prévu par la présente partie tant qu'une réclamation contre lui inscrite au registre n'a pas été satisfaite.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 233; 1997, ch. 12, art. 116.

Re-examination of debtor

**234.** (1) A debtor or any registered creditor may at any time apply *ex parte* to the clerk for a further examination and hearing of the debtor in respect of his financial circumstances.

Idem

(2) The further hearing referred to in subsection (1) may only be held

(*a*) with the leave of the clerk; or

(*b*) in the event of the refusal of the clerk, with leave of the court.

Notice of hearing

(3) The clerk shall give all parties to the consolidation order at least thirty days notice of the time appointed for the hearing referred to in subsection (1).

Clerk may vary order, etc.

(4) Where after considering the evidence presented at the further hearing referred to in subsection (1) the clerk is of the opinion that

(*a*) the terms of payment set out in the consolidation order, or

(*b*) the decision that the circumstances of the debtor do not warrant the immediate settling of any amounts or times of payment thereof,

should be changed because of a change in the circumstances of the debtor, he may

(*c*) vary the order with respect to the amounts to be paid by the debtor into court or the times of payment thereof, or

(*d*) on notice of motion refer the matter to the court for settlement.

Application of section 227

(5) Section 227 applies, with such modifications as the circumstances require, to a decision of the clerk under subsection (4).

R.S., 1985, c. B-3, s. 234; 1992, c. 1, s. 19.

Disposition of moneys paid into court

**235.** (1) Subject to subsection (3), the clerk shall distribute the moneys paid into court on account of the debts of a debtor at least once every three months.

Idem

(2) The clerk shall distribute the money paid under subsection (1) rateably, or as nearly so as is practicable, among the registered creditors.

Nouvel examen du débiteur

**234.** (1) Un débiteur ou un créancier inscrit peut demander *ex parte* au greffier de procéder à un nouvel examen et à une nouvelle audition du débiteur sur sa situation financière.

Idem

(2) La nouvelle audition mentionnée au paragraphe (1) ne peut avoir lieu :

*a*) qu'avec la permission du greffier;

*b*) si le greffier refuse, qu'avec la permission du tribunal.

Avis de l'audition

(3) Le greffier donne à toutes les parties visées par l'ordonnance de fusion un avis d'au moins trente jours les informant de la date fixée pour l'audition mentionnée au paragraphe (1).

Le greffier peut modifier une ordonnance, etc.

(4) Lorsque, après examen de la preuve présentée lors de la nouvelle audition mentionnée au paragraphe (1), le greffier est d'avis :

*a*) ou bien que les modalités de paiement prévues dans l'ordonnance de fusion;

*b*) ou bien que la décision selon laquelle les circonstances où se trouve le débiteur ne justifient pas la détermination immédiate des montants et des dates de versement de ceux-ci,

devraient être modifiées à cause d'un changement survenu dans les circonstances où se trouve le débiteur, il peut :

*c*) soit modifier l'ordonnance en ce qui concerne les montants que le débiteur doit verser au tribunal ou les dates de ces versements;

*d*) soit, sur avis de motion, renvoyer l'affaire au tribunal pour qu'il en soit décidé.

Application de l'art. 227

(5) L'article 227 s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, à une décision du greffier rendue sous le régime du paragraphe (4).

L.R. (1985), ch. B-3, art. 234; 1992, ch. 1, art. 19.

Affectation des montants versés au tribunal

**235.** (1) Sous réserve du paragraphe (3), le greffier distribue les montants versés au tribunal au titre des dettes d'un débiteur au moins une fois tous les trois mois.

Idem

(2) Le greffier distribue ces montants au prorata, ou selon une méthode qui s'en rapproche le plus possible, entre les créanciers inscrits.

Payments less than five dollars

(3) Except in the case of a final payment under a consolidation order, the clerk is not required to make a payment to any creditor if the amount thereof is less than five dollars.

R.S., c. B-3, s. 206.

(3) Sauf dans le cas d'un paiement final aux termes d'une ordonnance de fusion, le greffier n'est pas tenu de faire à un créancier un paiement dont le montant est inférieur à cinq dollars.

S.R., ch. B-3, art. 206.

Paiements de moins de cinq dollars

Oaths

**236.** (1) The clerk may for the purposes of this Part examine any person under oath and may administer oaths.

**236.** (1) Pour l'application de la présente partie, le greffier peut examiner toute personne sous serment et peut faire prêter le serment.

Serments

Record

(2) The clerk shall make a written record in summary form of all evidence given at a hearing.

R.S., c. B-3, s. 207.

(2) Le greffier dresse par écrit un compte rendu sommaire de toutes les dépositions faites à une audition.

S.R., ch. B-3, art. 207.

Procès-verbal

If assignment or bankruptcy order made

**237.** (1) If a debtor in respect of whom a consolidation order has been issued under this Part makes an assignment under section 49, or if a bankruptcy order is made against the debtor under section 43, or if a proposal by the debtor is approved by the court having jurisdiction in bankruptcy under sections 59 to 61, any moneys that have been paid into court as required by the consolidation order and that have not yet been distributed to the registered creditors shall, immediately after the making of the assignment or bankruptcy order or the approval of the proposal, be distributed among those creditors by the clerk in the proportions to which they are entitled under the consolidation order.

**237.** (1) Lorsqu'un débiteur à l'égard de qui une ordonnance de fusion a été rendue aux termes de la présente partie fait une cession en conformité avec l'article 49, ou lorsqu'une ordonnance de faillite est rendue contre lui en application de l'article 43, ou lorsqu'une proposition de ce débiteur est approuvée par le tribunal ayant juridiction en matière de faillite selon les articles 59 à 61, tout montant payé au tribunal en conformité avec cette ordonnance de fusion et non encore distribué aux créanciers inscrits est dès lors distribué entre ces créanciers par le greffier dans les proportions que leur alloue l'ordonnance de fusion.

Ordonnance de faillite ou cession

Proceedings may be taken under other Parts

(2) The fact that proceedings have been taken under this Part does not prevent the taking of proceedings by or against the debtor under the provisions of any other Part of this Act.

(2) Des procédures intentées sous le régime de la présente partie n'empêchent pas l'ouverture de procédures par ou contre le débiteur en vertu de toute autre partie de la présente loi.

Procédures selon d'autres parties

Idem

(3) None of the provisions of Parts I to IX of this Act applies to proceedings under this Part.

R.S., 1985, c. B-3, s. 237; 2004, c. 25, s. 96.

(3) Les parties I à IX de la présente loi ne s'appliquent pas aux procédures prévues par la présente partie.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 237; 2004, ch. 25, art. 96.

Idem

Appeal

**238.** A decision or order of the court under this Part is subject to appeal in the same manner as if it were a judgment of the court in a civil action.

R.S., c. B-3, s. 209.

**238.** Une décision ou ordonnance du tribunal rendue aux termes de la présente partie est sujette à appel de la même manière que s'il s'agissait d'un jugement du tribunal dans une action civile.

S.R., ch. B-3, art. 209.

Appel

Clerk to report

**239.** (1) On the issue of any consolidation order, the clerk shall forward a copy thereof to the Superintendent.

**239.** (1) Dès qu'une ordonnance de fusion est rendue, le greffier en adresse une copie au surintendant.

Le greffier doit faire rapport

Idem

(2) The clerk shall give to the Superintendent all reports that the Superintendent may require for the administration of this Part.

R.S., 1985, c. B-3, s. 239; 1992, c. 27, s. 86.

Idem

(2) Le greffier remet au surintendant les rapports que celui-ci peut exiger pour la mise en œuvre de la présente partie.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 239; 1992, ch. 27, art. 86.

No dismissal, etc., of employees

**239.1** No employer shall dismiss, suspend, lay off or otherwise discipline a debtor by reason only that the debtor has applied for a consolidation order under this Part.

1992, c. 27, s. 87.

Interdiction

**239.1** Il est interdit à tout employeur de congédier, mettre à pied ou suspendre un débiteur, ou de lui imposer toute autre mesure disciplinaire, au seul motif qu'il a demandé une ordonnance de fusion au titre de la présente partie.

1992, ch. 27, art. 87.

No discontinuance of public utilities

**239.2** (1) No public utility shall discontinue service to a debtor by reason only that the debtor

(*a*) is insolvent;

(*b*) has applied for a consolidation order under this Part; or

(*c*) has not paid for service rendered before the consolidation order was applied for.

Interdiction

**239.2** (1) Il est interdit à toute entreprise de service public d'interrompre le service qu'elle fournit à un débiteur au seul motif qu'il est insolvable, qu'il a demandé une ordonnance de fusion au titre de la présente partie ou qu'il n'a pas payé le service fourni avant la demande d'ordonnance de fusion.

Cash payments

(2) Nothing in subsection (1) shall be construed as requiring further supply of service for other than payment in cash.

1992, c. 27, s. 87.

Paiements en espèces

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'exiger la prestation de nouvelles fournitures de services, sauf en cas de paiement en espèces.

1992, ch. 27, art. 87.

Regulations

**240.** The Governor in Council may make regulations

(*a*) prescribing the forms to be used under this Part;

(*b*) respecting costs, fees and levies to be paid under this Part;

(*c*) designating the "court" for the purpose of this Part in any province except Manitoba and Alberta;

(*d*) adapting this Part to the court organization or other circumstances of a particular province;

(*e*) varying, in respect of any province, the classes of debts and amounts thereof to which this Part applies;

(*f*) changing or prescribing, in respect of any province, the classes of debts to which this Part does not apply;

(*f.1*) respecting the transfer of proceedings to a province other than the province in which a consolidation order was originally issued; and

Règlements

**240.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

*a*) prescrire les formules à utiliser en application de la présente partie;

*b*) régir les frais, honoraires et prélèvements à payer sous le régime de la présente partie;

*c*) définir ce qu'on entend, pour l'application de la présente partie, par « tribunal » dans chacune des provinces, sauf le Manitoba et l'Alberta;

*d*) adapter la présente partie à l'organisation judiciaire ou aux autres circonstances d'une province particulière;

*e*) modifier, à l'égard de toute province, les catégories de dettes et leurs montants auxquels la présente partie s'applique;

*f*) changer ou prescrire, à l'égard de toute province, les catégories de dettes auxquelles la présente partie ne s'applique pas;

*f.1*) régir le renvoi des procédures dans une province autre que celle où l'ordonnance de fusion a été rendue;

(*g*) generally, for carrying into effect the purposes and provisions of this Part.

R.S., 1985, c. B-3, s. 240; 1992, c. 27, s. 88.

*g*) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 240; 1992, ch. 27, art. 88.

Audit of proceedings

**241.** The accounts of every clerk that relate to proceedings under this Part are subject to audit in the same manner as if the accounts were the accounts of a provincial officer.

R.S., c. B-3, s. 212.

Vérification des comptes

**241.** Les comptes de chaque greffier, relatifs aux procédures prévues par la présente partie, sont sujets à vérification de la même manière que s'ils étaient les comptes d'un fonctionnaire provincial.

S.R., ch. B-3, art. 212.

Application of this Part

**242.** (1) The Governor in Council shall, at the request of the lieutenant governor in council of a province, declare, by order, that this Part applies or ceases to apply, as the case may be, in respect of the province.

Application

**242.** (1) À la demande du lieutenant-gouverneur en conseil d'une province, le gouverneur en conseil déclare par décret que la présente partie commence à s'appliquer ou cesse de s'appliquer, selon le cas, dans la province en question.

Automatic application

(2) Subject to an order being made under subsection (1) declaring that this Part ceases to apply in respect of a province, if this Part is in force in the province immediately before that subsection comes into force, this Part applies in respect of the province.

R.S., 1985, c. B-3, s. 242; 2002, c. 7, s. 85; 2007, c. 36, s. 57.

Application automatique

(2) Sous réserve d'une éventuelle déclaration faite en vertu du paragraphe (1) indiquant qu'elle cesse de s'appliquer à la province en cause, la présente partie s'applique à toute province dans laquelle elle était en vigueur à l'entrée en vigueur de ce paragraphe.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 242; 2002, ch. 7, art. 85; 2007, ch. 36, art. 57.

## PART XI

## SECURED CREDITORS AND RECEIVERS

## PARTIE XI

## CRÉANCIERS GARANTIS ET SÉQUESTRES

Court may appoint receiver

**243.** (1) Subject to subsection (1.1), on application by a secured creditor, a court may appoint a receiver to do any or all of the following if it considers it to be just or convenient to do so:

(*a*) take possession of all or substantially all of the inventory, accounts receivable or other property of an insolvent person or bankrupt that was acquired for or used in relation to a business carried on by the insolvent person or bankrupt;

(*b*) exercise any control that the court considers advisable over that property and over the insolvent person's or bankrupt's business; or

(*c*) take any other action that the court considers advisable.

Nomination d'un séquestre

**243.** (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), sur demande d'un créancier garanti, le tribunal peut, s'il est convaincu que cela est juste ou opportun, nommer un séquestre qu'il habilite :

*a*) à prendre possession de la totalité ou de la quasi-totalité des biens — notamment des stocks et comptes à recevoir — qu'une personne insolvable ou un failli a acquis ou utilisés dans le cadre de ses affaires;

*b*) à exercer sur ces biens ainsi que sur les affaires de la personne insolvable ou du failli le degré de prise en charge qu'il estime indiqué;

*c*) à prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.

Restriction on appointment of receiver

(1.1) In the case of an insolvent person in respect of whose property a notice is to be sent under subsection 244(1), the court may not appoint a receiver under subsection (1) before the

Restriction relative à la nomination d'un séquestre

(1.1) Dans le cas d'une personne insolvable dont les biens sont visés par le préavis qui doit être donné par le créancier garanti aux termes du paragraphe 244(1), le tribunal ne peut faire

expiry of 10 days after the day on which the secured creditor sends the notice unless

(*a*) the insolvent person consents to an earlier enforcement under subsection 244(2); or

(*b*) the court considers it appropriate to appoint a receiver before then.

la nomination avant l'expiration d'un délai de dix jours après l'envoi de ce préavis, à moins :

*a*) que la personne insolvable ne consente, aux termes du paragraphe 244(2), à l'exécution de la garantie à une date plus rapprochée;

*b*) qu'il soit indiqué, selon lui, de nommer un séquestre à une date plus rapprochée.

Definition of "receiver"

(2) Subject to subsections (3) and (4), in this Part, "receiver" means a person who

(*a*) is appointed under subsection (1); or

(*b*) is appointed to take or takes possession or control — of all or substantially all of the inventory, accounts receivable or other property of an insolvent person or bankrupt that was acquired for or used in relation to a business carried on by the insolvent person or bankrupt — under

(i) an agreement under which property becomes subject to a security (in this Part referred to as a "security agreement"), or

(ii) a court order made under another Act of Parliament, or an Act of a legislature of a province, that provides for or authorizes the appointment of a receiver or receiver-manager.

(2) Dans la présente partie, mais sous réserve des paragraphes (3) et (4), « séquestre » s'entend de toute personne qui :

*a*) soit est nommée en vertu du paragraphe (1);

*b*) soit est nommément habilitée à prendre — ou a pris — en sa possession ou sous sa responsabilité, aux termes d'un contrat créant une garantie sur des biens, appelé « contrat de garantie » dans la présente partie, ou aux termes d'une ordonnance rendue sous le régime de toute autre loi fédérale ou provinciale prévoyant ou autorisant la nomination d'un séquestre ou d'un séquestre-gérant, la totalité ou la quasi-totalité des biens — notamment des stocks et comptes à recevoir — qu'une personne insolvable ou un failli a acquis ou utilisés dans le cadre de ses affaires.

Définition de « séquestre »

Definition of "receiver" — subsection 248(2)

(3) For the purposes of subsection 248(2), the definition "receiver" in subsection (2) is to be read without reference to paragraph (*a*) or subparagraph (*b*)(ii).

(3) Pour l'application du paragraphe 248(2), la définition de « séquestre », au paragraphe (2), s'interprète sans égard à l'alinéa *a*) et aux mots « ou aux termes d'une ordonnance rendue sous le régime de toute autre loi fédérale ou provinciale prévoyant ou autorisant la nomination d'un séquestre ou d'un séquestre-gérant ».

Définition de « séquestre » — paragraphe 248(2)

Trustee to be appointed

(4) Only a trustee may be appointed under subsection (1) or under an agreement or order referred to in paragraph (2)(*b*).

(4) Seul un syndic peut être nommé en vertu du paragraphe (1) ou être habilité aux termes d'un contrat ou d'une ordonnance mentionné à l'alinéa (2)*b*).

Syndic

Place of filing

(5) The application is to be filed in a court having jurisdiction in the judicial district of the locality of the debtor.

(5) La demande de nomination est déposée auprès du tribunal compétent dans le district judiciaire de la localité du débiteur.

Lieu du dépôt

Orders respecting fees and disbursements

(6) If a receiver is appointed under subsection (1), the court may make any order respecting the payment of fees and disbursements of the receiver that it considers proper, including one that gives the receiver a charge, ranking ahead of any or all of the secured creditors, over all or part of the property of the insolvent person or bankrupt in respect of the receiver's

(6) Le tribunal peut, relativement au paiement des honoraires et débours du séquestre nommé en vertu du paragraphe (1), rendre toute ordonnance qu'il estime indiquée, y compris une ordonnance portant que la réclamation de celui-ci à l'égard de ses honoraires et débours est garantie par une sûreté de premier rang sur tout ou partie des biens de la personne insol-

Ordonnances relatives aux honoraires et débours

claim for fees or disbursements, but the court may not make the order unless it is satisfied that the secured creditors who would be materially affected by the order were given reasonable notice and an opportunity to make representations.

vable ou du failli, avec préséance sur les réclamations de tout créancier garanti; le tribunal ne peut toutefois déclarer que la réclamation du séquestre est ainsi garantie que s'il est convaincu que tous les créanciers garantis auxquels l'ordonnance pourrait sérieusement porter atteinte ont été avisés à cet égard suffisamment à l'avance et se sont vu accorder l'occasion de se faire entendre.

Meaning of "disbursements"

(7) In subsection (6), "disbursements" does not include payments made in the operation of a business of the insolvent person or bankrupt.

1992, c. 27, s. 89; 2005, c. 47, s. 115; 2007, c. 36, s. 58.

Sens de « débours »

(7) Pour l'application du paragraphe (6), ne sont pas comptés comme débours les paiements effectués dans le cadre des opérations propres aux affaires de la personne insolvable ou du failli.

1992, ch. 27, art. 89; 2005, ch. 47, art. 115; 2007, ch. 36, art. 58.

Advance notice

**244.** (1) A secured creditor who intends to enforce a security on all or substantially all of

(*a*) the inventory,

(*b*) the accounts receivable, or

(*c*) the other property

of an insolvent person that was acquired for, or is used in relation to, a business carried on by the insolvent person shall send to that insolvent person, in the prescribed form and manner, a notice of that intention.

Préavis

**244.** (1) Le créancier garanti qui se propose de mettre à exécution une garantie portant sur la totalité ou la quasi-totalité du stock, des comptes recevables ou des autres biens d'une personne insolvable acquis ou utilisés dans le cadre des affaires de cette dernière doit lui en donner préavis en la forme et de la manière prescrites.

Period of notice

(2) Where a notice is required to be sent under subsection (1), the secured creditor shall not enforce the security in respect of which the notice is required until the expiry of ten days after sending that notice, unless the insolvent person consents to an earlier enforcement of the security.

Délai

(2) Dans les cas où un préavis est requis aux termes du paragraphe (1), le créancier garanti ne peut, avant l'expiration d'un délai de dix jours suivant l'envoi du préavis, mettre à exécution la garantie visée par le préavis, à moins que la personne insolvable ne consente à une exécution à une date plus rapprochée.

No advance consent

(2.1) For the purposes of subsection (2), consent to earlier enforcement of a security may not be obtained by a secured creditor prior to the sending of the notice referred to in subsection (1).

Préavis

(2.1) Pour l'application du paragraphe (2), le créancier garanti ne peut obtenir le consentement visé par le paragraphe avant l'envoi du préavis visé au paragraphe (1).

Exception

(3) This section does not apply, or ceases to apply, in respect of a secured creditor

(*a*) whose right to realize or otherwise deal with his security is protected by subsection 69.1(5) or (6); or

(*b*) in respect of whom a stay under sections 69 to 69.2 has been lifted pursuant to section 69.4.

Non-application du présent article

(3) Le présent article ne s'applique pas, ou cesse de s'appliquer, au créancier garanti dont le droit de réaliser sa garantie ou d'effectuer toute autre opération, relativement à celle-ci est protégé aux termes du paragraphe 69.1(5) ou (6), ou à l'égard de qui a été levée, aux termes de l'article 69.4, la suspension prévue aux articles 69 à 69.2.

Idem

(4) This section does not apply where there is a receiver in respect of the insolvent person.

1992, c. 27, s. 89; 1994, c. 26, s. 9(E).

Idem

(4) Le présent article ne s'applique pas dans les cas où une personne agit, à titre de séquestre, à l'égard de la personne insolvable.

1992, ch. 27, art. 89; 1994, ch. 26, art. 9(A).

Receiver to give notice

**245.** (1) A receiver shall, as soon as possible and not later than ten days after becoming a receiver, by appointment or otherwise, in respect of property of an insolvent person or a bankrupt, send a notice of that fact, in the prescribed form and manner, to the Superintendent, accompanied by the prescribed fee, and

(*a*) in the case of a bankrupt, to the trustee; or

(*b*) in the case of an insolvent person, to the insolvent person and to all creditors of the insolvent person that the receiver, after making reasonable efforts, has ascertained.

Avis du séquestre

**245.** (1) Le séquestre doit, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les dix jours suivant la date où il devient, par nomination ou autrement, séquestre à l'égard de tout ou partie des biens d'une personne insolvable ou d'un failli, en donner avis, en la forme et de la manière prescrites, au surintendant — l'avis devant, dans ce cas, être accompagné des droits prescrits — et :

*a*) s'agissant d'un failli, au syndic;

*b*) s'agissant d'une personne insolvable, à celle-ci, à tous ceux de ses créanciers dont il a pu, en y allant de ses meilleurs efforts, dresser la liste.

Idem

(2) A receiver in respect of property of an insolvent person shall forthwith send notice of his becoming a receiver to any creditor whose name and address he ascertains after sending the notice referred to in subsection (1).

Idem

(2) Le séquestre de tout ou partie des biens d'une personne insolvable est tenu de donner immédiatement avis de son entrée en fonctions à tout créancier dont il prend connaissance des nom et adresse après l'envoi de l'avis visé au paragraphe (1).

Names and addresses of creditors

(3) An insolvent person shall, forthwith after being notified that there is a receiver in respect of any of his property, provide the receiver with the names and addresses of all creditors.

1992, c. 27, s. 89.

Nom et adresse des créanciers

(3) La personne insolvable doit, dès qu'elle est avisée de l'entrée en fonctions d'un séquestre à l'égard de tout ou partie de ses biens, fournir à celui-ci la liste des noms et adresses de tous ses créanciers.

1992, ch. 27, art. 89.

Receiver's statement

**246.** (1) A receiver shall, forthwith after taking possession or control, whichever occurs first, of property of an insolvent person or a bankrupt, prepare a statement containing the prescribed information relating to the receivership, and shall forthwith provide a copy thereof to the Superintendent and

(*a*) to the insolvent person or the trustee (in the case of a bankrupt); and

(*b*) to any creditor of the insolvent person or the bankrupt who requests a copy at any time up to six months after the end of the receivership.

Déclaration

**246.** (1) Le séquestre doit, dès sa prise de possession ou, si elle survient plus tôt, sa prise de contrôle de tout ou partie des biens d'une personne insolvable ou d'un failli, établir une déclaration contenant les renseignements prescrits au sujet de l'exercice de ses attributions à l'égard de ces biens; il en transmet sans délai une copie au surintendant et :

*a*) à la personne insolvable ou, en cas de faillite, au syndic;

*b*) à tout créancier de la personne insolvable ou du failli qui en fait la demande au plus tard six mois après que le séquestre a complété l'exercice de ses attributions en l'espèce.

Receiver's interim reports

(2) A receiver shall, in accordance with the General Rules, prepare further interim reports relating to the receivership, and shall provide copies thereof to the Superintendent and

Rapports provisoires

(2) Le séquestre doit, conformément aux Règles générales, établir des rapports provisoires supplémentaires portant sur son mandat et en fournir un exemplaire au surintendant, à la

(*a*) to the insolvent person or the trustee (in the case of a bankrupt); and

(*b*) to any creditor of the insolvent person or the bankrupt who requests a copy at any time up to six months after the end of the receivership.

personne insolvable ou, dans le cas d'un failli, au syndic et à tout créancier de la personne insolvable ou du failli qui en demande un exemplaire dans les six mois suivant la fin du mandat du séquestre.

Receiver's final report and statement of accounts

(3) A receiver shall, forthwith after completion of duties as receiver, prepare a final report and a statement of accounts, in the prescribed form and containing the prescribed information relating to the receivership, and shall forthwith provide a copy thereof to the Superintendent and

(*a*) to the insolvent person or the trustee (in the case of a bankrupt); and

(*b*) to any creditor of the insolvent person or the bankrupt who requests a copy at any time up to six months after the end of the receivership.

Rapport définitif et état de comptes

(3) Dès qu'il cesse d'occuper ses fonctions, le séquestre établit, en la forme prescrite, un rapport définitif et un état de comptes contenant les renseignements prescrits relativement à l'exercice de ses attributions; il en transmet sans délai une copie au surintendant et :

*a*) à la personne insolvable ou, en cas de faillite, au syndic;

*b*) à tout créancier de la personne insolvable ou du failli qui en fait la demande au plus tard six mois après que le séquestre a complété l'exercice de ses attributions en l'espèce.

1992, c. 27, s. 89.

1992, ch. 27, art. 89.

Good faith, etc.

**247.** A receiver shall

(*a*) act honestly and in good faith; and

(*b*) deal with the property of the insolvent person or the bankrupt in a commercially reasonable manner.

Obligation de diligence

**247.** Le séquestre doit gérer les biens de la personne insolvable ou du failli en toute honnêteté et de bonne foi, et selon des pratiques commerciales raisonnables.

1992, c. 27, s. 89.

1992, ch. 27, art. 89.

Powers of court

**248.** (1) Where the court, on the application of the Superintendent, the insolvent person, the trustee (in the case of a bankrupt), a receiver or a creditor, is satisfied that the secured creditor, the receiver or the insolvent person is failing or has failed to carry out any duty imposed by sections 244 to 247, the court may make an order, on such terms as it considers proper,

(*a*) directing the secured creditor, receiver or insolvent person, as the case may be, to carry out that duty, or

(*b*) restraining the secured creditor or receiver, as the case may be, from realizing or otherwise dealing with the property of the insolvent person or bankrupt until that duty has been carried out,

or both.

Pouvoirs du tribunal

**248.** (1) S'il est convaincu, à la suite d'une demande du surintendant, de la personne insolvable, du syndic — en cas de faillite —, du séquestre ou d'un créancier que le créancier garanti, le séquestre ou la personne insolvable ne se conforme pas ou ne s'est pas conformé à l'une ou l'autre des obligations que lui imposent les articles 244 à 247, le tribunal peut, aux conditions qu'il estime indiquées :

*a*) ordonner au créancier garanti, au séquestre ou à la personne insolvable de se conformer à ses obligations;

*b*) interdire au créancier garanti ou au séquestre de réaliser les biens de la personne insolvable ou du failli, ou de faire toutes autres opérations à leur égard, jusqu'à ce qu'il se soit conformé à ses obligations.

Idem

(2) On the application of the Superintendent, the insolvent person, the trustee (in the case of a bankrupt) or a creditor, made within six months after the statement of accounts was pro-

Idem

(2) Sur demande du surintendant, de la personne insolvable, du syndic — en cas de faillite — ou d'un créancier, présentée au plus tard six mois après la transmission au surintendant de

vided to the Superintendent pursuant to subsection 246(3), the court may order the receiver to submit the statement of accounts to the court for review, and the court may adjust, in such manner and to such extent as it considers proper, the fees and charges of the receiver as set out in the statement of accounts.

1992, c. 27, s. 89.

l'état de comptes visé au paragraphe 246(3), le tribunal peut ordonner au séquestre de lui soumettre cet état de comptes pour examen; le tribunal peut, de la manière et dans la mesure qu'il estime indiquées, ajuster les honoraires et dépenses du séquestre qui y sont consignés.

1992, ch. 27, art. 89.

Receiver may apply to court for directions

**249.** A receiver may apply to the court for directions in relation to any provision of this Part, and the court shall give, in writing, such directions, if any, as it considers proper in the circumstances.

1992, c. 27, s. 89.

Instructions du tribunal

**249.** Le tribunal donne au séquestre qui lui en fait la demande les instructions écrites qu'il estime indiquées sur toute disposition de la présente partie.

1992, ch. 27, art. 89.

Right to apply to court

**250.** (1) An application may be made under section 248 or 249 notwithstanding any order of a court as defined in subsection 243(1).

Ordonnance d'un autre tribunal

**250.** (1) Une demande peut être présentée aux termes des articles 248 ou 249 indépendamment de toute ordonnance qu'aurait pu rendre un tribunal au sens du paragraphe 243(1).

Where inconsistency

(2) Where there is any inconsistency between an order made under section 248, or a direction given under section 249, and

(*a*) the security agreement or court order under which the receiver acts or was appointed, or

(*b*) any other order of the court that appointed the receiver,

the order made under section 248 or the direction given under section 249, as the case may be, prevails to the extent of the inconsistency.

1992, c. 27, s. 89.

Incompatibilité

(2) Les dispositions d'une ordonnance rendue aux termes de l'article 248 ou d'une instruction donnée aux termes de l'article 249 l'emportent sur les dispositions incompatibles du contrat de garantie ou de l'ordonnance du tribunal portant nomination du séquestre, de même que sur les dispositions incompatibles de toute autre ordonnance rendue par le même tribunal.

1992, ch. 27, art. 89.

Protection of receivers

**251.** No action lies against a receiver for loss or damage arising from the sending or providing by the receiver of a notice pursuant to section 245 or a statement or report pursuant to section 246, if done in good faith in compliance or intended compliance with those sections.

1992, c. 27, s. 89; 1997, c. 12, s. 117(F).

Protection du séquestre

**251.** Le séquestre est à l'abri de toute poursuite pour le préjudice ou les pertes résultant de l'envoi ou de la fourniture par lui de tout avis prévu à l'article 245 ou de toute déclaration ou tout rapport établis conformément à l'article 246, s'il a agi de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs et fonctions que lui confèrent ces articles.

1992, ch. 27, art. 89; 1997, ch. 12, art. 117(F).

Defence available

**252.** In any proceeding where it is alleged that a secured creditor or a receiver contravened or failed to comply with any provision of this Part, it is a defence if the secured creditor or the receiver, as the case may be, shows that, at the time of the alleged contravention or failure to comply, he had reasonable grounds to believe that the debtor was not insolvent.

1992, c. 27, s. 89.

Moyen de défense

**252.** Le créancier garanti ou le séquestre dont on allègue, dans le cadre d'une poursuite, qu'il a contrevenu à l'une ou l'autre des dispositions de la présente partie, peut opposer comme moyen de défense le fait — qu'il doit démontrer — que, au moment de la prétendue contravention, il avait des motifs raisonnables de croire que le débiteur n'était pas insolvable.

1992, ch. 27, art. 89.

## PART XII

## SECURITIES FIRM BANKRUPTCIES

### INTERPRETATION

Definitions

**253.** In this Part,

"customer" « *client* »

"customer" includes

(*a*) a person with or for whom a securities firm deals as principal, or agent or mandatary, and who has a claim against the securities firm in respect of a security received, acquired or held by the securities firm in the ordinary course of business as a securities firm from or for a securities account of that person

(i) for safekeeping or deposit or in segregation,

(ii) with a view to sale,

(iii) to cover a completed sale,

(iv) pursuant to a purchase,

(v) to secure performance of an obligation of that person, or

(vi) for the purpose of effecting a transfer,

(*b*) a person who has a claim against the securities firm arising out of a sale or wrongful conversion by the securities firm of a security referred to in paragraph (*a*), and

(*c*) a person who has cash or other assets held in a securities account with the securities firm,

but does not include a person who has a claim against the securities firm for cash or securities that, by agreement or operation of law, is part of the capital of the securities firm or a claim that is subordinated to claims of creditors of the securities firm;

"customer compensation body" « *organisme d'indemnisation des clients* »

"customer compensation body" means a prescribed body and includes, unless it is prescribed to be excluded from this definition, the Canadian Investor Protection Fund;

"customer name securities" « *valeur mobilière immatriculée* »

"customer name securities" means securities that on the date of bankruptcy of a securities firm are held by or on behalf of the securities firm for the account of a customer and are registered or recorded in the appropriate manner in the name of the customer or are in the process of being so registered or recorded, but does not

## PARTIE XII

## FAILLITE DES COURTIERS EN VALEURS MOBILIÈRES

### DÉFINITIONS

Définitions

**253.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« capitaux nets » "*net equity*"

« capitaux nets » Ce qui concerne les comptes de titres d'un client, maintenus à un même titre, le montant des capitaux nets correspond à la valeur nette en dollars des comptes que le courtier en valeurs mobilières devrait au client après liquidation, par vente ou par achat, au moment de la clôture de ses opérations à la date de la faillite, des postes de valeurs mobilières de tous les comptes, à l'exception des valeurs mobilières immatriculées que le client revendique, y compris tout montant relatif aux opérations sur des titres qui n'étaient pas réglées à la date de la faillite, mais qui l'ont été par la suite. Ce montant doit toutefois être réduit du montant qui serait dû par le client au courtier à la date de la faillite, y compris tout montant relatif aux opérations sur des titres qui n'étaient pas réglées à la date de la faillite, mais qui l'ont été par la suite, et du montant des paiements faits, après la date de la faillite, avec l'autorisation du syndic relativement aux dettes du failli.

« client » "*customer*"

« client » S'entend également :

*a*) de la personne avec laquelle ou pour laquelle un courtier en valeurs mobilières traite en qualité de mandant ou de mandataire, et qui a une réclamation contre le courtier à l'égard de titres que, dans le cadre normal de ses activités, celui-ci a reçus ou acquis de cette personne ou détient pour le compte de cette dernière :

(i) pour dépôt ou mise à part,

(ii) en vue d'une vente,

(iii) en contrepartie d'une vente réalisée,

(iv) par suite d'un achat,

(v) en vue de garantir l'exécution d'une obligation assumée par cette personne,

(vi) en vue d'effectuer un transfert;

*b*) de la personne qui a, contre un courtier en valeurs mobilières, une réclamation par suite

include securities registered or recorded in the appropriate manner in the name of the customer that, by endorsement or otherwise, are negotiable by the securities firm;

"deferred customer" « *client responsable* »

"deferred customer" means a customer whose misconduct, either in the customer's capacity as a customer or otherwise, caused or materially contributed to the insolvency of a securities firm;

"eligible financial contract" [Repealed, 2007, c. 29, s. 101]

"hold" « *détenir* »

"hold", in relation to a security, includes holding it in electronic form;

"net equity" « *capitaux nets* »

"net equity" means, with respect to the securities account or accounts of a customer, maintained in one capacity, the net dollar value of the account or accounts, equal to the amount that would be owed by a securities firm to the customer as a result of the liquidation by sale or purchase at the close of business of the securities firm on the date of bankruptcy of the securities firm, of all security positions of the customer in each securities account, other than customer name securities reclaimed by the customer, including any amount in respect of a securities transaction not settled on the date of bankruptcy but settled thereafter, less any indebtedness of the customer to the securities firm on the date of bankruptcy including any amount owing in respect of a securities transaction not settled on the date of bankruptcy but settled thereafter, plus any payment of indebtedness made with the consent of the trustee after the date of bankruptcy;

"open contractual commitment" « *contrat en cours* »

"open contractual commitment" means an enforceable contract of a securities firm to purchase or sell a security that was not completed by payment and delivery on the date of bankruptcy;

"securities firm" « *courtier en valeurs mobilières* »

"securities firm" means a person who carries on the business of buying and selling securities from, to or for a customer, whether or not as a member of an exchange, as principal, or agent or mandatary, and includes any person required to be registered to enter into securities transactions with the public, but does not include a corporate entity that is not a corporation within the meaning of section 2;

de la vente ou de la conversion faite sans droit par celui-ci d'un titre visé à l'alinéa *a*);

*c*) de la personne pour qui un courtier en valeurs mobilières détient de l'argent ou d'autres avoirs.

N'est pas visée à la présente définition la personne qui a, contre un courtier en valeurs mobilières, une réclamation pour des sommes d'argent ou des titres qui, en raison d'une convention ou par l'effet d'une règle de droit, font partie du capital du courtier ou une réclamation qui est subordonnée aux réclamations des créanciers de celui-ci.

« client responsable » "*deferred customer*"

« client responsable » Client qui, en cette qualité ou autrement, du fait de sa conduite, a provoqué l'insolvabilité du courtier en valeurs mobilières ou y a largement contribué.

« contrat en cours » "*open contractual commitment*"

« contrat en cours » Tout contrat exécutoire conclu par un courtier en valeurs mobilières en vue de l'achat ou de la vente de titres et non exécuté par livraison ou paiement à la date de la faillite.

« contrat financier admissible » [Abrogée, 2007, ch. 29, art. 101]

« courtier en valeurs mobilières » "*securities firm*"

« courtier en valeurs mobilières » Toute personne, membre ou non d'une bourse de valeurs, qui achète des titres à un client ou pour celui-ci ou vend des titres à un client ou pour celui-ci, pour son compte ou en qualité de mandataire, et notamment celle qui a l'obligation de s'inscrire pour avoir le droit de conclure avec le public des opérations sur les titres, à l'exception des personnes qui sont exclues de la définition de « personne morale » à l'article 2.

« détenir » "*hold*"

« détenir » S'agissant de valeurs mobilières, est visée l'action de détenir sous forme électronique.

« organisme d'indemnisation des clients » "*customer compensation body*"

« organisme d'indemnisation des clients » Toute entité prescrite et, sauf exclusion par les Règles générales, le Fonds canadien de protection des épargnants.

« valeur mobilière » ou « titre » "*security*"

« valeur mobilière » ou « titre » Vise les documents — écrits ou sur support électronique — reconnus comme tels, et notamment :

*a*) ceux attestant l'existence d'actions, de droits de participation ou d'autres droits ou intérêts dans des biens ou dans une entreprise, y compris les actions, actions de parti-

"security" « *valeur mobilière* » *ou* « *titre* »

"security" means any document, instrument or written or electronic record that is commonly known as a security, and includes, without limiting the generality of the foregoing,

(*a*) a document, instrument or written or electronic record evidencing a share, participation right or other right or interest in property or in an enterprise, including an equity share or stock, or a mutual fund share or unit,

(*b*) a document, instrument or written or electronic record evidencing indebtedness, including a note, bond, debenture, mortgage, hypothec, certificate of deposit, commercial paper or mortgage-backed instrument,

(*c*) a document, instrument or written or electronic record evidencing a right or interest in respect of an option, warrant or subscription, or under a commodity future, financial future, or exchange or other forward contract, or other derivative instrument, including an eligible financial contract, and

(*d*) such other document, instrument or written or electronic record as is prescribed.

1997, c. 12, s. 118; 2004, c. 25, s. 97(E); 2005, c. 47, s. 117; 2007, c. 29, s. 101.

cipation et parts ou actions de fonds commun de placement;

*b*) ceux attestant l'existence de dettes, y compris les billets, obligations, débentures, hypothèques, certificats de dépôt, effets de commerce et titres hypothécaires;

*c*) ceux attestant l'existence d'un droit ou d'un intérêt à l'égard d'options, de bons ou de souscriptions, ou au titre de contrats de marchandises, de contrats à terme de titres financiers ou de contrats d'échange ou d'autres contrats à terme, ou au titre d'autres instruments dérivés, y compris les contrats financiers admissibles;

*d*) les documents prescrits.

« valeur mobilière immatriculée » "*customer name securities*"

« valeur mobilière immatriculée » Valeur mobilière immatriculée au nom d'un client, qui, à la date de la faillite, est détenue par un courtier en valeurs mobilières ou en son nom pour le compte d'un client et a été régulièrement inscrite au nom de celui-ci ou est en train de l'être, à l'exception de toute valeur mobilière ainsi inscrite au nom du client qui est négociable par le courtier, notamment par endossement.

1997, ch. 12, art. 118; 2004, ch. 25, art. 97(A); 2005, ch. 47, art. 117; 2007, ch. 29, art. 101.

## General

Application of other provisions

**254.** (1) All of the provisions of this Act apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of claims by customers for securities and customer name securities as if customers were creditors in respect of such claims.

Application of transaction provisions

(2) Sections 91 to 101 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of transactions of a customer with or through a securities firm relating to securities.

Non-application

(3) This Part does not apply to proceedings under Part III.

Termination, netting or setting off or compensation

(4) Nothing in this Part affects the rights of a party to a contract, including an eligible financial contract, with respect to termination, netting or setting off or compensation.

## Dispositions générales

Autres dispositions applicables

**254.** (1) Les dispositions de la présente loi s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux réclamations des clients visant des valeurs mobilières et des valeurs mobilières immatriculées comme si les clients étaient des créanciers.

Application d'autres dispositions aux opérations

(2) Les articles 91 à 101 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux opérations sur des titres qu'un client a conclues avec un courtier en valeurs mobilières ou par l'intermédiaire de celui-ci.

Non-application

(3) La présente partie ne s'applique pas aux procédures intentées sous le régime de la partie III.

Résiliation ou compensation

(4) La présente partie ne porte pas atteinte aux droits d'une partie à un contrat, notamment un contrat financier admissible, en ce qui touche la résiliation ou la compensation.

Secured creditors

(5) The operation of this Part is subject to the rights of secured creditors.

1997, c. 12, s. 118; 2004, c. 25, s. 98(E); 2007, c. 29, s. 102.

Créanciers garantis

(5) La présente partie ne porte pas atteinte aux droits des créanciers garantis.

1997, ch. 12, art. 118; 2004, ch. 25, art. 98(A); 2007, ch. 29, art. 102.

Conflicts

**255.** All the provisions of this Act, in so far as they are applicable, apply in respect of bankruptcies under this Part, but if a conflict arises between the application of the provisions of this Part and the other provisions of this Act, the provisions of this Part prevail.

1997, c. 12, s. 118.

Conflit

**255.** Dans la mesure où elles sont applicables, les dispositions de la présente loi régissent les faillites visées par la présente partie; toutefois, les dispositions de la présente partie l'emportent en cas de conflit.

1997, ch. 12, art. 118.

Applications re securities firm

**256.** (1) In addition to any creditor who may file an application in accordance with sections 43 to 45, an application for a bankruptcy order against a securities firm may be filed by

(*a*) a securities commission established under an enactment of a province, if

(i) the securities firm has committed an act of bankruptcy referred to in section 42 or subsection (2) of this section within the six months before the filing of the application and while the securities firm was licensed or registered by the securities commission to carry on business in Canada, and

(ii) in the case in which the act of bankruptcy was that referred to in subsection (2), the suspension referred to in that subsection is in effect when the application is filed;

(*b*) a securities exchange recognized by a provincial securities commission, if

(i) the securities firm has committed an act of bankruptcy referred to in section 42 or subsection (2) of this section within the six months before the filing of the application and while the securities firm was a member of the securities exchange, and

(ii) in the case in which the act of bankruptcy was that referred to in subsection (2), the suspension referred to in that subsection is in effect when the application is filed;

(*c*) a customer compensation body, if

(i) the securities firm has committed an act of bankruptcy referred to in section 42 or subsection (2) of this section within the six months before the filing of the applica-

Requête en faillite — courtier en valeurs mobilières

**256.** (1) Une requête en faillite peut être déposée, au titre des articles 43 à 45, contre un courtier en valeurs mobilières par, outre un créancier :

*a*) une commission des valeurs mobilières constituée sous le régime de la législation provinciale si :

(i) le courtier a commis un acte de faillite aux termes du paragraphe (2) ou de l'article 42 dans les six mois précédant le dépôt de la requête, alors qu'il détenait un permis délivré par la commission ou était inscrit auprès de celle-ci en vue d'exercer des activités au Canada,

(ii) dans le cas d'un acte de faillite visé au paragraphe (2), la suspension mentionnée à ce paragraphe est en vigueur au moment du dépôt de la requête;

*b*) une bourse des valeurs mobilières reconnue par une telle commission si :

(i) le courtier a commis un acte de faillite aux termes du paragraphe (2) ou de l'article 42 dans les six mois précédant le dépôt de la requête alors qu'il était membre de cette bourse,

(ii) dans le cas d'un acte de faillite visé au paragraphe (2), la suspension mentionnée à ce paragraphe est en vigueur au moment du dépôt de la requête;

*c*) l'organisme d'indemnisation des clients en cause si :

(i) le courtier a commis un acte de faillite aux termes du paragraphe (2) ou de l'article 42 dans les six mois précédant le dépôt de la requête alors qu'il avait des clients dont tout ou partie des comptes de titres étaient protégés par l'organisme,

tion and while the securities firm had customers whose securities accounts were protected, in whole or in part, by the customer compensation body, and

(ii) in the case in which the act of bankruptcy was that referred to in subsection (2), the suspension referred to in that subsection is in effect when the application is filed; and

(*d*) a person who, in respect of property of a securities firm, is a receiver within the meaning of subsection 243(2), a receiver-manager, a liquidator or any other person with similar functions appointed under a federal or provincial enactment relating to securities that provides for the appointment of that other person, if the securities firm has committed an act of bankruptcy referred to in section 42 within the six months before the filing of the application.

(ii) dans le cas d'un acte de faillite visé au paragraphe (2), la suspension mentionnée à ce paragraphe est en vigueur au moment du dépôt de la requête;

*d*) une personne qui, à l'égard des biens du courtier, est un séquestre au sens du paragraphe 243(2), séquestre-gérant ou liquidateur ou une personne exerçant des fonctions semblables qui est nommée sous le régime de la législation fédérale ou provinciale en matière de valeurs mobilières, si le courtier a commis un acte de faillite aux termes de l'article 42 dans les six mois précédant le dépôt de la requête.

Interpretation

(2) For the purposes of paragraphs (1)(*a*) to (*c*),

(*a*) the suspension by a securities commission referred to in paragraph (1)(*a*) of a securities firm's registration to trade in securities, or

(*b*) the suspension by a securities exchange referred to in paragraph (1)(*b*) of a securities firm's membership in that exchange

constitutes an act of bankruptcy if the suspension is due to the failure of the firm to meet capital adequacy requirements.

Suspension du courtier en valeurs mobilières

(2) Pour l'application des alinéas (1)*a*) à *c*), constitue un acte de faillite la suspension soit de l'inscription du courtier en valeurs mobilières par la commission des valeurs mobilières visée à l'alinéa (1)*a*), soit de la suspension de la qualité de membre du courtier en valeurs mobilières par la bourse des valeurs mobilières visée à l'alinéa (1)*b*) si la suspension découle de son défaut de satisfaire aux exigences en matière de suffisance de capital.

Service on securities commission

(3) If

(*a*) a securities exchange files an application under paragraph (1)(*b*), or

(*b*) a customer compensation body files an application under paragraph (1)(*c*),

a copy of the application must be served on the securities commission, if any, having jurisdiction in the locality of the securities firm where the application was filed, before

(*c*) any prescribed interval preceding the hearing of the application, or

(*d*) any shorter interval that may be fixed by the court and that precedes the hearing of the application.

1997, c. 12, s. 118; 2004, c. 25, s. 99; 2005, c. 47, s. 118.

Signification à la commission des valeurs mobilières

(3) Copie de la requête déposée au titre des alinéas (1)*b*) ou *c*) doit être signifiée à la commission des valeurs mobilières compétente dans la localité où elle a été déposée, et ce avant l'expiration de la période prescrite précédant l'audition de la requête ou de la période plus courte que le tribunal peut fixer.

1997, ch. 12, art. 118; 2004, ch. 25, art. 99; 2005, ch. 47, art. 118.

Statement of customer account

**257.** The trustee of the estate of a securities firm shall send to customers a statement of customer accounts with the firm together with the notice under subsection 102(1).

1997, c. 12, s. 118.

Envoi d'un relevé

**257.** Le syndic de l'actif d'un courtier en valeurs mobilières envoie aux clients de celui-ci un relevé de leurs comptes de titres et une copie de l'avis de faillite visé au paragraphe 102(1).

1997, ch. 12, art. 118.

Deferred customers

**258.** (1) Where the trustee is of the opinion that a customer should be treated as a deferred customer, the trustee shall apply to the court for a ruling on the matter and shall send the customer a copy of the application, together with a statement of the reasons why the customer should be so treated, and the court may, on such notice as it considers appropriate, make such order as it considers appropriate in the circumstances.

Clients responsables

**258.** (1) Si le syndic est d'avis qu'un client devrait être traité comme un client responsable, il peut demander au tribunal de rendre une ordonnance sur ce point, auquel cas il transmet au client copie de la demande, avec les motifs pour lesquels il devrait être ainsi traité. Le tribunal peut, sur préavis qu'il estime indiqué, rendre l'ordonnance qu'il estime indiquée dans les circonstances.

Application by customer compensation body

(2) Where securities accounts of customers are protected by a customer compensation body, the customer compensation body may apply to the court for a ruling as to whether a customer should be treated as a deferred customer and, in the case of such an application,

(*a*) the customer compensation body shall send the customer a copy of the application together with a statement setting out the reasons why the customer should be so treated; and

(*b*) the court may, on such notice as it considers appropriate, make such order as it considers appropriate in the circumstances.

1997, c. 12, s. 118.

Organisme d'indemnisation des clients

(2) La demande peut également être présentée par l'organisme d'indemnisation des clients qui protège les comptes de titres des clients en cause. Le cas échéant, l'organisme transmet copie de la demande au client concerné, avec les motifs pour lesquels il devrait être traité comme un client responsable, et le tribunal peut, sur préavis qu'il estime indiqué, rendre l'ordonnance qu'il estime indiquée dans les circonstances.

1997, ch. 12, art. 118.

Trustee powers

**259.** The trustee may, in respect of a bankruptcy under this Part, without the permission of inspectors until inspectors are appointed and thereafter with the permission of inspectors,

(*a*) exercise a power of attorney in respect of and transfer any security vested in the trustee;

(*b*) sell securities, other than customer name securities;

(*c*) purchase securities;

(*d*) discharge any security on securities vested in the trustee;

(*e*) complete open contractual commitments;

(*f*) maintain customers' securities accounts and meet margin calls;

Pouvoirs du syndic

**259.** Dans le cadre d'une faillite visée à la présente partie, le syndic peut, sans la permission des inspecteurs et tant qu'il n'en a pas été nommé et, par la suite, avec leur permission :

*a*) agir comme fondé de pouvoir à l'égard des titres qui lui sont dévolus et les transférer;

*b*) vendre des valeurs mobilières, à l'exception des valeurs mobilières immatriculées;

*c*) acheter des valeurs mobilières;

*d*) obtenir main levée d'une garantie afférente à des titres qui lui sont dévolus;

*e*) exécuter un contrat en cours;

*f*) tenir les comptes de titres des clients et satisfaire aux appels de marge;

*g*) distribuer des sommes d'argent et des titres aux clients;

(*g*) distribute cash and securities to customers;

(*h*) transfer securities accounts to another securities firm, to the extent practicable, comply with customer requests regarding the disposal of open contractual commitments and the transfer of open contractual commitments to another securities firm, and enter into agreements to indemnify the other securities firm against shortages of cash or securities in transferred accounts;

(*i*) liquidate any securities account without notice; and

(*j*) sell, without tender, assets of the securities firm essential to the carrying on of its business.

1997, c. 12, s. 118; 2004, c. 25, s. 100.

*h*) transférer des comptes de titres à un courtier en valeurs mobilières et, dans la mesure du possible, satisfaire aux demandes des clients relatives aux contrats en cours et à leur transfert à ce courtier, et conclure des arrangements sur l'indemnisation de celui-ci en cas de découvert de trésorerie ou à l'égard des valeurs mobilières des comptes transférés;

*i*) liquider des comptes de titres sans préavis;

*j*) vendre, sans soumission, des avoirs essentiels aux activités du courtier en valeurs mobilières.

1997, ch. 12, art. 118; 2004, ch. 25, art. 100.

Determination of customer name securities

**260.** The trustee shall

(*a*) determine which of the securities in customers' securities accounts are to be dealt with as customer name securities and those that are not to be dealt with as such; and

(*b*) advise customers with securities determined to be customer name securities of the determination as soon as possible thereafter.

1997, c. 12, s. 118.

Décision du syndic

**260.** Le syndic :

*a*) détermine quelles sont les valeurs mobilières des comptes de titres qui seront traitées comme des valeurs mobilières immatriculées;

*b*) avise les clients en cause de sa décision dans les meilleurs délais.

1997, ch. 12, art. 118.

### Distribution of Estate

### Distribution de l'actif

Vesting of securities, etc., in trustee

**261.** (1) If a securities firm becomes bankrupt, the following securities and cash vest in the trustee:

(*a*) securities owned by the securities firm;

(*b*) securities and cash held by any person for the account of the securities firm; and

(*c*) securities and cash held by the securities firm for the account of a customer, other than customer name securities.

Dévolution au syndic des valeurs mobilières

**261.** (1) En cas de faillite d'un courtier en valeurs mobilières, sont dévolues au syndic :

*a*) les valeurs mobilières appartenant au courtier;

*b*) les valeurs mobilières et les sommes d'argent détenues par toute personne pour le compte du courtier;

*c*) les valeurs mobilières et les sommes d'argent détenues par le courtier pour le compte d'un client, à l'exception des valeurs mobilières immatriculées.

Establishment of a customer pool fund and a general fund

(2) Where a securities firm becomes bankrupt and property vests in a trustee under subsection (1) or under other provisions of this Act, the trustee shall establish

(*a*) a fund, in this Part called the "customer pool fund", including therein

(i) securities, including those obtained after the date of the bankruptcy, but exclud-

Constitution de fonds

(2) En cas de faillite d'un courtier en valeurs mobilières et de dévolution au syndic de biens au titre du paragraphe (1) ou de toute autre disposition de la présente loi, ce dernier constitue :

*a*) un fonds — le fonds des clients — qui est composé :

(i) des valeurs mobilières — y compris celles obtenues après la date de la faillite,

ing customer name securities and excluding eligible financial contracts to which the firm is a party, that are held by or for the account of the firm

(A) for a securities account of a customer,

(B) for an account of a person who has entered into an eligible financial contract with the firm and has deposited the securities with the firm to assure the performance of the person's obligations under the contract, or

(C) for the firm's own account,

(ii) cash, including cash obtained after the date of the bankruptcy, and including

(A) dividends, interest and other income in respect of securities referred to in subparagraph (i),

(B) proceeds of disposal of securities referred to in subparagraph (i), and

(C) proceeds of policies of insurance covering claims of customers to securities referred to in subparagraph (i),

that is held by or for the account of the firm

(D) for a securities account of a customer,

(E) for an account of a person who has entered into an eligible financial contract with the firm and has deposited the cash with the firm to assure the performance of the person's obligations under the contract, or

(F) for the firm's own securities account, and

(iii) any investments of the securities firm in its subsidiaries that are not referred to in subparagraph (i) or (ii); and

(*b*) a fund, in this Part called the "general fund", including therein all of the remaining vested property.

1997, c. 12, s. 118; 2004, c. 25, s. 101(F); 2005, c. 47, s. 119.

mais à l'exception des valeurs mobilières immatriculées et des contrats financiers admissibles auxquels le courtier est partie — qui sont détenues par celui-ci ou pour son compte :

(A) relativement aux comptes de titres des clients,

(B) relativement aux comptes des personnes qui ont conclu des contrats financiers admissibles avec le courtier et qui ont déposé auprès de celui-ci des valeurs mobilières afin de garantir l'exécution de leurs obligations,

(C) relativement aux comptes propres au courtier,

(ii) des sommes d'argent — y compris celles obtenues après la date de la faillite et les sommes et autres revenus énumérés ci-après — qui sont détenues par le courtier ou pour son compte relativement aux comptes de titres des clients, aux comptes des personnes qui ont conclu des contrats financiers admissibles avec lui et qui ont déposé auprès de lui des sommes d'argent afin de garantir l'exécution de leurs obligations et aux comptes de titres propres au courtier :

(A) les dividendes, intérêts ou autres revenus relatifs aux valeurs mobilières visées au sous-alinéa (i),

(B) les sommes obtenues par la disposition des valeurs mobilières visées au sous-alinéa (i),

(C) les sommes obtenues relativement aux contrats d'assurance portant sur les réclamations des clients à l'égard des valeurs mobilières visées au sous-alinéa (i);

(iii) des placements du courtier dans ses filiales, qui ne sont pas visés aux sous-alinéas (i) ou (ii);

*b*) un fonds — le fonds général — composé des autres biens dévolus au syndic.

1997, ch. 12, art. 118; 2004, ch. 25, art. 101(F); 2005, ch. 47, art. 119.

Allocation and distribution of cash and securities in customer pool fund

**262.** (1) Cash and securities in the customer pool fund shall be allocated in the following priority:

(*a*) for costs of administration referred to in paragraph 136(1)(*b*), to the extent that sufficient funds are not available in the general fund to pay such costs;

(*b*) to customers, other than deferred customers, in proportion to their net equity; and

(*c*) to the general fund.

Répartition et distribution — fonds des clients

**262.** (1) Les sommes d'argent et les valeurs mobilières du fonds des clients sont, en premier lieu, affectées au paiement des frais d'administration mentionnés à l'alinéa 136(1)*b*), dans la mesure où les sommes du fonds général sont insuffisantes, et, en second lieu, versées aux clients, à l'exception des clients responsables, en proportion de leurs capitaux nets. Le cas échéant, le reliquat est versé au fonds général.

Where property deposited with securities firm under an EFC

(1.1) Where

(*a*) a person has, under the terms of an eligible financial contract with the securities firm, deposited property with the firm to assure the performance of the person's obligations under the contract, and

(*b*) that property is included in the customer pool fund pursuant to paragraph 261(2)(*a*),

that person shall share in the distribution of the customer pool fund as if the person were a customer of the firm with a claim for net equity equal to the net value of the property deposited that would have been returnable to the person after deducting any amount owing by the person under the contract.

Biens déposés au titre d'un contrat financier admissible

(1.1) Lorsqu'une personne a, au titre d'un contrat financier admissible, déposé des biens auprès d'un courtier en valeurs mobilières afin de garantir l'exécution de ses obligations et que ces biens sont versés au fonds des clients au titre de l'alinéa 261(2)*a*), elle participe à la distribution de l'actif de ce fonds comme si elle était un client du courtier; elle a une réclamation pour ses capitaux nets dont le montant équivaut à la valeur nette des biens qui aurait pu être remise après déduction des sommes dues au titre du contrat.

Distribution

(2) To the extent that securities of a particular type are available in the customer pool fund, the trustee shall distribute them to customers with claims to the securities, in proportion to their claims to the securities, up to the appropriate portion of their net equity, unless the trustee determines that, in the circumstances, it would be more appropriate to sell the securities and distribute the proceeds to the customers with claims to the securities in proportion to their claims to the securities.

Distribution de valeurs mobilières

(2) Si le fonds des clients comporte des valeurs mobilières d'un type donné, le syndic distribue celles-ci aux clients qui ont des réclamations les visant, en proportion de leurs réclamations et à concurrence de leurs capitaux nets, à moins qu'il estime plus indiqué dans les circonstances de les vendre et de distribuer le produit de la vente à ces clients en proportion de leurs réclamations.

Compensation in kind

(2.1) Subject to subsection (2), the trustee may satisfy all or part of a customer's claim to securities of a particular type by delivering to the customer securities of that type to which the customer was entitled at the date of bankruptcy. For greater certainty, the trustee may, for that purpose, exercise the trustee's power to purchase securities in accordance with section 259.

Compensation

(2.1) Sous réserve du paragraphe (2), le syndic peut acquitter tout ou partie de la réclamation d'un client visant un type particulier de valeurs mobilières en remettant à celui-ci des valeurs de ce type auxquelles il avait droit à la date de la faillite. Il est entendu que le syndic peut à cette fin acheter des valeurs mobilières conformément à l'article 259.

Allocation of property in the general fund

(3) Property in the general fund shall be allocated in the following priority:

(*a*) to preferred creditors in the order set out in subsection 136(1);

Répartition — fonds général

(3) Les biens du fonds général sont distribués, par ordre de priorité :

*a*) aux créanciers privilégiés, selon l'ordre prévu au paragraphe 136(1);

(*b*) rateably

(i) to customers, other than deferred customers, having claims for net equity remaining after distribution of property from the customer pool fund and property provided by a customer compensation body, where applicable, in proportion to claims for net equity remaining,

(ii) where applicable, to a customer compensation body to the extent that it paid or compensated customers in respect of their net equity, and

(iii) to creditors in proportion to the values of their claims;

(*c*) rateably to creditors referred to in section 137; and

(*d*) to deferred customers, in proportion to their claims for net equity.

1997, c. 12, s. 118; 2005, c. 47, s. 120.

*b*) au prorata :

(i) aux clients, à l'exception des clients responsables, ayant des réclamations visant des capitaux nets qui restent une fois distribués les biens du fonds des clients et les biens obtenus d'un organisme d'indemnisation des clients, le cas échéant, en proportion de leurs réclamations pour des capitaux nets,

(ii) le cas échéant, à l'organisme d'indemnisation des clients, à concurrence des paiements faits ou des compensations accordées aux clients à l'égard de leurs capitaux nets,

(iii) aux créanciers, en proportion de la valeur de leur réclamation;

*c*) au prorata, aux créanciers visés à l'article 137;

*d*) aux clients responsables, en proportion de leurs réclamations pour des capitaux nets.

1997, ch. 12, art. 118; 2005, ch. 47, art. 120.

Delivery of customer name securities

**263.** (1) Where a customer is not indebted to a securities firm, the trustee shall deliver to the customer the customer name securities that belong to the customer.

Remise des valeurs mobilières immatriculées

**263.** (1) Le syndic remet au client les valeurs mobilières immatriculées qui lui appartiennent si celui-ci n'est pas endetté envers le courtier en valeurs mobilières.

Where customer indebted to securities firm

(2) Where a customer to whom customer name securities belong and who is indebted to the securities firm on account of customer name securities not fully paid for, or on another account, discharges their indebtedness in full, the trustee shall deliver to that customer the customer name securities that belong to the customer.

Remise des valeurs mobilières immatriculées

(2) Le syndic remet au client les valeurs mobilières immatriculées qui lui appartiennent lorsque celui-ci n'est plus endetté envers le courtier en valeurs mobilières relativement à ces valeurs ou à tout autre titre.

Customer indebted to securities firm

(3) If a customer to whom customer name securities belong and who is indebted to the securities firm on account of customer name securities not fully paid for, or on another account, does not discharge their indebtedness in full, the trustee may, on notice to the customer, sell sufficient customer name securities to discharge the indebtedness, and those securities are then free of any right, title or interest of the customer. If the trustee so discharges the customer's indebtedness, the trustee shall deliver any remaining customer name securities to the customer.

1997, c. 12, s. 118; 2005, c. 47, s. 121.

Dette envers le courtier en valeurs mobilières

(3) Lorsqu'un client est endetté envers le courtier en valeurs mobilières relativement à des valeurs mobilières immatriculées qui lui appartiennent ou à tout autre titre, le syndic peut, après avis au client, vendre des valeurs pour le montant des dettes sans que ce dernier retienne un droit, titre ou intérêt en l'espèce. Le cas échéant, le syndic remet les valeurs mobilières immatriculées non vendues au client.

1997, ch. 12, art. 118; 2005, ch. 47, art. 121.

Trustee to consult customer compensation body

**264.** Where the accounts of customers of a securities firm are protected, in whole or in part, by a customer compensation body, the trustee shall consult the customer compensation body on the administration of the bankruptcy, and the customer compensation body may designate an inspector to act on its behalf.

1997, c. 12, s. 118.

Consultation de l'organisme d'indemnisation des clients

**264.** Lorsqu'un organisme d'indemnisation des clients protège tout ou partie des comptes des clients d'un courtier en valeurs mobilières, le syndic doit le consulter sur l'administration de la faillite; l'organisme peut désigner un inspecteur pour agir en son nom.

1997, ch. 12, art. 118.

Late claims

**265.** A customer may prove a claim after the distribution of cash and securities in the customer pool fund and is entitled to receive cash and securities in the hands of the trustee at the time the claim is proven up to the appropriate portion of the customer's net equity before further distribution is made to other customers, but no such claim shall affect the previous distribution of the customer pool fund or the general fund.

1997, c. 12, s. 118.

Réclamation après la distribution

**265.** Un client peut prouver sa réclamation après la distribution de sommes d'argent ou de valeurs mobilières du fonds des clients et a droit de recevoir, avant qu'une distribution ultérieure ne soit effectuée au profit des autres clients, de tels biens du fonds se trouvant entre les mains du syndic au moment où sa réclamation est prouvée et ce à concurrence de ses capitaux nets; toutefois, sa réclamation ne peut porter atteinte aux distributions antérieures des biens du fonds des clients et du fonds général.

1997, ch. 12, art. 118.

### Accounting of Trustee

### État des recettes et débours

Statement of trustee required

**266.** In addition to any other statement or report required to be prepared under this Act, a trustee shall prepare

(*a*) a statement indicating

(i) the distribution of property in the customer pool fund among customers who have proved their claims, and

(ii) the disposal of customer name securities; or

(*b*) such other report relating to that distribution or disposal as the court may direct.

1997, c. 12, s. 118.

État et relevé

**266.** Outre les autres relevés, états et rapports qu'il doit préparer au titre de la présente loi, le syndic prépare :

*a*) un relevé, d'une part, de la distribution des biens du fonds des clients aux clients qui ont prouvé leur réclamation et, d'autre part, de l'aliénation des valeurs mobilières immatriculées;

*b*) tout autre rapport sur la distribution ou l'aliénation que le tribunal ordonne.

1997, ch. 12, art. 118.

## PART XIII

## CROSS-BORDER INSOLVENCIES

## PARTIE XIII

## INSOLVABILITÉ EN CONTEXTE INTERNATIONAL

### Purpose

### Objet

Purpose

**267.** The purpose of this Part is to provide mechanisms for dealing with cases of cross-border insolvencies and to promote

(*a*) cooperation between the courts and other competent authorities in Canada with those of foreign jurisdictions in cases of cross-border insolvencies;

(*b*) greater legal certainty for trade and investment;

Objet

**267.** La présente partie a pour objet d'offrir des moyens pour traiter des cas d'insolvabilité en contexte international et de promouvoir les objectifs suivants :

*a*) assurer la collaboration entre les tribunaux et les autres autorités compétentes du Canada et ceux des ressorts étrangers intervenant dans de tels cas;

(*c*) the fair and efficient administration of cross-border insolvencies that protects the interests of creditors and other interested persons, and those of debtors;

(*d*) the protection and the maximization of the value of debtors' property; and

(*e*) the rescue of financially troubled businesses to protect investment and preserve employment.

1997, c. 12, s. 118; 2005, c. 47, s. 122.

*b*) garantir une plus grande certitude juridique dans le commerce et les investissements;

*c*) administrer équitablement et efficacement les instances d'insolvabilité en contexte international, de manière à protéger les intérêts des créanciers et des autres parties intéressées, y compris les débiteurs;

*d*) protéger les biens des débiteurs et en optimiser la valeur;

*e*) faciliter le redressement des entreprises en difficulté, de manière à protéger les investissements et préserver les emplois.

1997, ch. 12, art. 118; 2005, ch. 47, art. 122.

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

**268.** (1) The following definitions apply in this Part.

**268.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

"foreign court" « *tribunal étranger* »

"foreign court" means a judicial or other authority competent to control or supervise a foreign proceeding.

« instances étrangères » "*foreign proceeding*"

« instances étrangères » Toute procédure judiciaire ou administrative, y compris la procédure provisoire, régie par une loi étrangère relative à la faillite ou à l'insolvabilité qui touche les droits de l'ensemble des créanciers et dans le cadre de laquelle les biens et les affaires du débiteur sont placés sous la responsabilité ou la surveillance d'un tribunal étranger aux fins de réorganisation ou de liquidation.

"foreign main proceeding" « *principale* »

"foreign main proceeding" means a foreign proceeding in a jurisdiction where the debtor has the centre of the debtor's main interests.

« principale » "*foreign main proceeding*"

« principale » Qualifie l'instance étrangère qui a lieu dans le ressort où le débiteur a ses principales affaires.

"foreign non-main proceeding" « *secondaire* »

"foreign non-main proceeding" means a foreign proceeding, other than a foreign main proceeding.

« représentant étranger » "*foreign representative*"

« représentant étranger » Personne ou organisme qui, même à titre provisoire, est autorisé dans le cadre d'une instance étrangère à administrer les biens ou les affaires du débiteur aux fins de réorganisation ou de liquidation, ou à y agir en tant que représentant.

"foreign proceeding" « *instances étrangères* »

"foreign proceeding" means a judicial or an administrative proceeding, including an interim proceeding, in a jurisdiction outside Canada dealing with creditor's collective interests generally under any law relating to bankruptcy or insolvency in which a debtor's property and affairs are subject to control or supervision by a foreign court for the purpose of reorganization or liquidation.

« secondaire » "*foreign non-main proceeding*"

« secondaire » Qualifie l'instance étrangère autre que l'instance étrangère principale.

"foreign representative" « *représentant étranger* »

"foreign representative" means a person or body, including one appointed on an interim basis, who is authorized, in a foreign proceeding in respect of a debtor, to

(*a*) administer the debtor's property or affairs for the purpose of reorganization or liquidation; or

(*b*) act as a representative in respect of the foreign proceeding.

« tribunal étranger » "*foreign court*"

« tribunal étranger » Autorité, judiciaire ou autre, compétente pour contrôler ou surveiller des instances étrangères.

Centre of debtor's main interests

(2) For the purposes of this Part, in the absence of proof to the contrary, a debtor's registered office and, in the case of a debtor who is

(2) Pour l'application de la présente partie, sauf preuve contraire, le siège social du débiteur ou, s'agissant d'une personne physique, le

Lieu des principales affaires

an individual, the debtor's ordinary place of residence are deemed to be the centre of the debtor's main interests.

1997, c. 12, s. 118; 2004, c. 25, s. 102; 2005, c. 47, s. 122.

lieu de sa résidence habituelle est présumé être celui où il a ses principales affaires.

1997, ch. 12, art. 118; 2004, ch. 25, art. 102; 2005, ch. 47, art. 122.

RECOGNITION OF FOREIGN PROCEEDING

RECONNAISSANCE DES INSTANCES ÉTRANGÈRES

Application for recognition of a foreign proceeding

**269.** (1) A foreign representative may apply to the court for recognition of the foreign proceeding in respect of which he or she is a foreign representative.

Demande de reconnaissance des instances étrangères

**269.** (1) Le représentant étranger peut demander au tribunal de reconnaître l'instance étrangère pour laquelle il a qualité.

Documents that must accompany application

(2) Subject to subsection (3), the application must be accompanied by

(*a*) a certified copy of the instrument, however designated, that commenced the foreign proceeding or a certificate from the foreign court affirming the existence of the foreign proceeding;

(*b*) a certified copy of the instrument, however designated, authorizing the foreign representative to act in that capacity or a certificate from the foreign court affirming the foreign representative's authority to act in that capacity; and

(*c*) a statement identifying all foreign proceedings in respect of the debtor that are known to the foreign representative.

Documents accompagnant la demande de reconnaissance

(2) La demande de reconnaissance est accompagnée des documents suivants :

*a*) une copie certifiée conforme de l'acte introductif — quelle qu'en soit la désignation — de l'instance étrangère ou le certificat délivré par le tribunal étranger attestant l'introduction de celle-ci;

*b*) une copie certifiée conforme de l'acte — quelle qu'en soit la désignation — autorisant le représentant étranger à agir à ce titre ou le certificat délivré par le tribunal étranger attestant la qualité de celui-ci;

*c*) une déclaration faisant état de toutes les instances étrangères visant le débiteur qui sont connues du représentant étranger.

Documents may be considered as proof

(3) The court may, without further proof, accept the documents referred to in paragraphs (2)(*a*) and (*b*) as evidence that the proceeding to which they relate is a foreign proceeding and that the applicant is a foreign representative in respect of the foreign proceeding.

Documents acceptés comme preuve

(3) Le tribunal peut, sans preuve supplémentaire, accepter les documents visés aux alinéas (2)*a*) et *b*) comme preuve du fait qu'il s'agit d'une instance étrangère et que le demandeur est le représentant étranger dans le cadre de celle-ci.

Other evidence

(4) In the absence of the documents referred to in paragraphs (2)(*a*) and (*b*), the court may accept any other evidence of the existence of the foreign proceeding and of the foreign representative's authority that it considers appropriate.

Autres documents

(4) En l'absence de ces documents, il peut accepter toute autre preuve — qu'il estime indiquée — de l'introduction de l'instance étrangère et de la qualité du représentant étranger.

Translation

(5) The court may require a translation of any document accompanying the application.

Traduction

(5) Il peut exiger la traduction des documents accompagnant la demande.

1997, c. 12, s. 118; 2005, c. 47, s. 122.

1997, ch. 12, art. 118; 2005, ch. 47, art. 122.

Order recognizing foreign proceeding

**270.** (1) If the court is satisfied that the application for the recognition of a foreign proceeding relates to a foreign proceeding and that the applicant is a foreign representative in respect of that foreign proceeding, the court shall make an order recognizing the foreign proceeding.

Ordonnance de reconnaissance

**270.** (1) S'il est convaincu que la demande de reconnaissance vise une instance étrangère et que le demandeur est un représentant étranger dans le cadre de celle-ci, le tribunal reconnaît, par ordonnance, l'instance étrangère en cause.

Nature of foreign proceeding to be specified

(2) The court shall specify in the order whether the foreign proceeding is a foreign main proceeding or a foreign non-main proceeding.

1997, c. 12, s. 118; 2005, c. 47, s. 122.

Effects of recognition of a foreign main proceeding

**271.** (1) Subject to subsections (2) to (4), on the making of an order recognizing a foreign proceeding that is specified to be a foreign main proceeding,

(*a*) no person shall commence or continue any action, execution or other proceedings concerning the debtor's property, debts, liabilities or obligations;

(*b*) if the debtor carries on a business, the debtor shall not, outside the ordinary course of the business, sell or otherwise dispose of any of the debtor's property in Canada that relates to the business and shall not sell or otherwise dispose of any other property of the debtor in Canada; and

(*c*) if the debtor is an individual, the debtor shall not sell or otherwise dispose of any property of the debtor in Canada.

When subsection (1) does not apply

(2) Subsection (1) does not apply if any proceedings under this Act have been commenced in respect of the debtor at the time the order recognizing the foreign proceeding is made.

Exceptions

(3) The prohibitions in paragraphs (1)(*a*) and (*b*) are subject to the exceptions specified by the court in the order recognizing the foreign proceeding that would apply in Canada had the foreign proceeding taken place in Canada under this Act.

Application of this and other Acts

(4) Nothing in subsection (1) precludes the commencement or the continuation of proceedings under this Act, the *Companies' Creditors Arrangement Act* or the *Winding-up and Restructuring Act* in respect of the debtor.

1997, c. 12, s. 118; 2005, c. 47, s. 122.

Orders

**272.** (1) If an order recognizing a foreign proceeding is made, the court may, on application by the foreign representative who applied for the order, if the court is satisfied that it is necessary for the protection of the debtor's property or the interests of a creditor or credi-

Nature de l'instance étrangère

(2) Il précise dans l'ordonnance s'il s'agit d'une instance étrangère principale ou secondaire.

1997, ch. 12, art. 118; 2005, ch. 47, art. 122.

Effets de la reconnaissance d'une instance étrangère principale

**271.** (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), dès le prononcé de l'ordonnance de reconnaissance qui précise qu'il s'agit d'une instance étrangère principale :

*a*) il est interdit d'intenter ou de continuer une action, mesure d'exécution ou autre procédure visant les biens, dettes, obligations ou engagements du débiteur en cause;

*b*) si le débiteur exploite une entreprise, il ne peut disposer, notamment par vente, des biens de l'entreprise situés au Canada hors du cours ordinaire des affaires ou de ses autres biens situés au Canada;

*c*) s'il est une personne physique, il ne peut disposer, notamment par vente, de ses biens au Canada.

Non-application du paragraphe (1)

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si, au moment où l'ordonnance de reconnaissance est rendue, une procédure a déjà été intentée sous le régime de la présente loi contre le débiteur.

Exceptions

(3) Les interdictions visées aux alinéas (1)*a*) et *b*) sont subordonnées aux exceptions que le tribunal précise dans l'ordonnance de reconnaissance et qui auraient existé au Canada si l'instance étrangère avait été intentée sous le régime de la présente loi.

Application de la présente loi et d'autres lois

(4) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher que soit intentée ou continuée, contre le débiteur, une procédure sous le régime de la présente loi, de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* ou de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*.

1997, ch. 12, art. 118; 2005, ch. 47, art. 122.

Mesures disponibles après la reconnaissance d'une instance étrangère

**272.** (1) Si l'ordonnance de reconnaissance a été rendue, le tribunal, sur demande présentée par le représentant étranger demandeur, peut, s'il est convaincu que la mesure est nécessaire pour protéger les biens du débiteur ou les intérêts d'un ou de plusieurs créanciers, rendre

tors, make any order that it considers appropriate, including an order

(*a*) if the foreign proceeding is a foreign non-main proceeding, imposing the prohibitions referred to in paragraphs 271(1)(*a*) to (*c*) and specifying the exceptions to those prohibitions, taking subsection 271(3) into account;

(*b*) respecting the examination of witnesses, the taking of evidence or the delivery of information concerning the debtor's property, affairs, debts, liabilities and obligations;

(*c*) entrusting the administration or realization of all or part of the debtor's property located in Canada to the foreign representative or to any other person designated by the court; and

(*d*) appointing a trustee as receiver of all or any part of the debtor's property in Canada, for any term that the court considers appropriate and directing the receiver to do all or any of the following, namely,

(i) to take possession of all or part of the debtor's property specified in the appointment and to exercise the control over the property and over the debtor's business that the court considers appropriate, and

(ii) to take any other action that the court considers appropriate.

toute ordonnance qu'il estime indiquée, notamment pour :

*a*) s'il s'agit d'une instance étrangère secondaire, imposer les interdictions visées aux alinéas 271(1)*a*) à *c*) et préciser, le cas échéant, à quelles exceptions elles sont subordonnées, par l'effet du paragraphe 271(3);

*b*) régir l'interrogatoire des témoins et la manière de recueillir les preuves et de fournir des renseignements concernant les biens, affaires, dettes, obligations et engagements du débiteur;

*c*) confier l'administration ou la réalisation de tout ou partie des biens du débiteur situés au Canada au représentant étranger ou à toute autre personne;

*d*) nommer, pour la période qu'il estime indiquée, un syndic comme séquestre à tout ou partie des biens du débiteur situés au Canada et ordonner à celui-ci :

(i) de prendre possession de tout ou partie des biens du débiteur mentionnés dans la nomination et d'exercer sur ces biens ainsi que sur les affaires du débiteur le degré d'emprise que le tribunal estime indiqué,

(ii) de prendre toute autre mesure que le tribunal estime indiquée.

Restriction

(2) If any proceedings under this Act have been commenced in respect of the debtor at the time an order recognizing the foreign proceeding is made, an order made under subsection (1) must be consistent with any order that may be made in any proceedings under this Act.

Restriction

(2) Si, au moment où l'ordonnance de reconnaissance est rendue, une procédure a déjà été intentée sous le régime de la présente loi contre le débiteur, l'ordonnance prévue au paragraphe (1) doit être compatible avec toute ordonnance qui peut être rendue dans le cadre de cette procédure.

Application of this and other Acts

(3) The making of an order under paragraph (1)(*a*) does not preclude the commencement or the continuation of proceedings under this Act, the *Companies' Creditors Arrangement Act* or the *Winding-up and Restructuring Act* in respect of the debtor.

1997, c. 12, s. 118; 2005, c. 47, s. 122.

Application de la présente loi et d'autres lois

(3) L'ordonnance rendue au titre de l'alinéa (1)*a*) n'a pas pour effet d'empêcher que soit intentée ou continuée, contre le débiteur, une procédure sous le régime de la présente loi, de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* ou de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*.

1997, ch. 12, art. 118; 2005, ch. 47, art. 122.

Terms and conditions of orders

**273.** An order under this Part may be made on any terms and conditions that the court considers appropriate in the circumstances.

1997, c. 12, s. 118; 2005, c. 47, s. 122.

Conditions

**273.** Le tribunal peut assortir les ordonnances qu'il rend au titre de la présente partie des conditions qu'il estime indiquées dans les circonstances.

1997, ch. 12, art. 118; 2005, ch. 47, art. 122.

Commencement or continuation of proceedings

**274.** If an order recognizing a foreign proceeding is made, the foreign representative may commence or continue any proceedings under sections 43, 46 to 47.1 and 49 and subsections 50(1) and 50.4(1) in respect of a debtor as if the foreign representative were a creditor of the debtor, or the debtor, as the case may be.

1997, c. 12, s. 118; 2004, c. 25, s. 103; 2005, c. 47, s. 122.

Début et continuation des procédures

**274.** Si l'ordonnance de reconnaissance est rendue, le représentant étranger en cause peut intenter ou continuer toute procédure visée aux articles 43, 46 à 47.1 et 49 et aux paragraphes 50(1) et 50.4(1) comme s'il était créancier du débiteur, ou le débiteur, selon le cas.

1997, ch. 12, art. 118; 2004, ch. 25, art. 103; 2005, ch. 47, art. 122.

OBLIGATIONS

OBLIGATIONS

Cooperation — court

**275.** (1) If an order recognizing a foreign proceeding is made, the court shall cooperate, to the maximum extent possible, with the foreign representative and the foreign court involved in the foreign proceeding.

Collaboration — tribunal

**275.** (1) Si l'ordonnance de reconnaissance a été rendue, le tribunal collabore dans toute la mesure possible avec le représentant étranger et le tribunal étranger en cause dans l'instance étrangère reconnue.

Cooperation — other authorities in Canada

(2) If any proceedings under this Act have been commenced in respect of a debtor and an order recognizing a foreign proceeding is made in respect of the debtor, every person who exercises any powers or performs duties and functions in any proceedings under this Act shall cooperate, to the maximum extent possible, with the foreign representative and the foreign court involved in the foreign proceeding.

Collaboration — autres autorités compétentes

(2) Si une procédure a été intentée sous le régime de la présente loi contre un débiteur et qu'une ordonnance a été rendue reconnaissant une instance étrangère visant ce débiteur, toute personne exerçant des attributions dans le cadre de la procédure intentée sous le régime de la présente loi collabore dans toute la mesure possible avec le représentant étranger et le tribunal étranger en cause.

Forms of cooperation

(3) For the purpose of this section, cooperation may be provided by any appropriate means, including

(*a*) the appointment of a person to act at the direction of the court;

(*b*) the communication of information by any means considered appropriate by the court;

(*c*) the coordination of the administration and supervision of the debtor's assets and affairs;

(*d*) the approval or implementation by courts of agreements concerning the coordination of proceedings; and

(*e*) the coordination of concurrent proceedings regarding the same debtor.

1997, c. 12, s. 118; 2005, c. 47, s. 122; 2007, c. 36, s. 59.

Moyens d'assurer la collaboration

(3) Pour l'application du présent article, la collaboration peut être assurée par tout moyen approprié, notamment :

*a*) la nomination d'une personne chargée d'agir suivant les instructions du tribunal;

*b*) la communication de renseignements par tout moyen jugé approprié par celui-ci;

*c*) la coordination de l'administration et de la surveillance des biens et des affaires du débiteur;

*d*) l'approbation ou l'application par les tribunaux des accords concernant la coordination des procédures;

*e*) la coordination de procédures concurrentes concernant le même débiteur.

1997, ch. 12, art. 118; 2005, ch. 47, art. 122; 2007, ch. 36, art. 59.

Obligations of foreign representative

**276.** If an order recognizing a foreign proceeding is made, the foreign representative who applied for the order shall

(*a*) without delay, inform the court of

(i) any substantial change in the status of the recognized foreign proceeding,

Obligations du représentant étranger

**276.** Si l'ordonnance de reconnaissance est rendue, il incombe au représentant étranger demandeur :

*a*) d'informer sans délai le tribunal :

(i) de toute modification sensible de l'état de l'instance étrangère reconnue,

(ii) any substantial change in the status of the foreign representative's authority to act in that capacity, and

(iii) any other foreign proceeding in respect of the same debtor that becomes known to the foreign representative; and

(*b*) publish, without delay after the order is made, once a week for two consecutive weeks, or as otherwise directed by the court, in one or more newspapers in Canada specified by the court, a notice containing the prescribed information.

2005, c. 47, s. 122.

(ii) de toute modification sensible de sa qualité,

(iii) de toute autre instance étrangère visant le débiteur qui a été portée à sa connaissance;

*b*) de publier, sans délai après le prononcé de l'ordonnance, une fois par semaine pendant deux semaines consécutives, ou selon les modalités qui y sont prévues, dans le journal ou les journaux au Canada qui y sont précisés, un avis contenant les renseignements prescrits.

2005, ch. 47, art. 122.

### Multiple Proceedings

Concurrent proceedings

**277.** If any proceedings under this Act in respect of a debtor are commenced at any time after an order recognizing the foreign proceeding is made,

(*a*) the court shall review any order made under section 272 and, if it determines that the order is inconsistent with any orders made in the proceedings under this Act, the court shall amend or revoke the order; and

(*b*) if the foreign proceeding is a foreign main proceeding, the court shall make an order terminating the application of the prohibitions in paragraphs 271(1)(*a*) to (*c*) if the court determines that those prohibitions are inconsistent with any similar prohibitions imposed in the proceedings under this Act.

2005, c. 47, s. 122.

### Procédures multiples

Procédures concomitantes

**277.** Si, après qu'a été rendue une ordonnance de reconnaissance à l'égard d'une instance étrangère visant un débiteur, une procédure est intentée sous le régime de la présente loi contre ce débiteur :

*a*) le tribunal examine toute ordonnance rendue au titre de l'article 272 et, s'il conclut qu'elle n'est pas compatible avec toute ordonnance rendue dans le cadre de la procédure, il la modifie ou la révoque;

*b*) s'il s'agit d'une instance étrangère principale, le tribunal lève les interdictions visées aux alinéas 271(1)*a*) à *c*) s'il conclut qu'elles ne sont pas compatibles avec les interdictions semblables imposées dans le cadre de la procédure.

2005, ch. 47, art. 122.

Multiple foreign proceedings

**278.** (1) If, at any time after an order is made in respect of a foreign non-main proceeding in respect of a debtor, an order recognizing a foreign main proceeding is made in respect of the debtor, the court shall review any order made under section 272 in respect of the foreign non-main proceeding and, if it determines that the order is inconsistent with any orders made under that section in respect of the foreign main proceedings, the court shall amend or revoke the order.

Plusieurs instances étrangères

**278.** (1) Si, après qu'a été rendue une ordonnance de reconnaissance à l'égard d'une instance étrangère secondaire visant un débiteur, une ordonnance de reconnaissance est rendue à l'égard d'une instance étrangère principale visant le même débiteur, le tribunal examine toute ordonnance rendue au titre de l'article 272 dans le cadre de l'instance étrangère secondaire et, s'il conclut qu'elle n'est pas compatible avec toute ordonnance rendue au titre de cet article dans le cadre de l'instance étrangère principale, il la modifie ou la révoque.

Multiple foreign proceedings

(2) If, at any time after an order is made in respect of a foreign non-main proceeding in respect of the debtor, an order recognizing another foreign non-main proceeding is made in respect of the debtor, the court shall, for the

Plusieurs instances étrangères

(2) Si, après qu'a été rendue une ordonnance de reconnaissance à l'égard d'une instance étrangère secondaire visant un débiteur, une autre ordonnance de reconnaissance est rendue à l'égard d'une instance étrangère secondaire

purpose of facilitating the coordination of the foreign non-main proceedings, review any order made under section 272 in respect of the first recognized proceeding and amend or revoke that order if it considers it appropriate.

2005, c. 47, s. 122.

visant le même débiteur, le tribunal examine, en vue de coordonner ces instances, toute ordonnance rendue au titre de l'article 272 dans le cadre de la première instance reconnue et la modifie ou la révoque s'il l'estime indiqué.

2005, ch. 47, art. 122.

MISCELLANEOUS PROVISIONS

DISPOSITIONS DIVERSES

Authorization to act as representative of proceeding under this Act

**279.** The court may authorize any person or body to act as a representative in respect of any proceeding under this Act for the purpose of having them recognized in a jurisdiction outside Canada.

2005, c. 47, s. 122.

Autorisation d'agir à titre de représentant dans une procédure intentée sous le régime de la présente loi

**279.** Le tribunal peut autoriser toute personne ou tout organisme à agir à titre de représentant à l'égard de toute procédure intentée sous le régime de la présente loi en vue d'obtenir la reconnaissance de celle-ci dans un ressort étranger.

2005, ch. 47, art. 122.

Foreign representative status

**280.** An application by a foreign representative for any order under this Part does not submit the foreign representative to the jurisdiction of the court for any other purpose except with regard to the costs of the proceedings, but the court may make any order under this Part conditional on the compliance by the foreign representative with any other court order.

2005, c. 47, s. 122.

Statut du représentant étranger

**280.** Le représentant étranger n'est pas soumis à la juridiction du tribunal pour le motif qu'il a présenté une demande au titre de la présente partie, sauf en ce qui touche les frais de justice; le tribunal peut toutefois subordonner toute ordonnance visée à la présente partie à l'observation par le représentant étranger de toute autre ordonnance rendue par lui.

2005, ch. 47, art. 122.

Foreign proceeding appeal

**281.** A foreign representative is not prevented from making an application to the court under this Part by reason only that proceedings by way of appeal or review have been taken in a foreign proceeding, and the court may, on an application if such proceedings have been taken, grant relief as if the proceedings had not been taken.

2005, c. 47, s. 122.

Procédures intentées à l'étranger — appel

**281.** Le fait qu'une instance étrangère fait l'objet d'un appel ou d'une révision n'a pas pour effet d'empêcher le représentant étranger de présenter toute demande au tribunal au titre de la présente partie; malgré ce fait, le tribunal peut, sur demande, accorder des redressements.

2005, ch. 47, art. 122.

Presumption of insolvency

**282.** For the purposes of this Part, if a bankruptcy, an insolvency or a reorganization or a similar order has been made in respect of a debtor in a foreign proceeding, a certified copy of the order is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the debtor is insolvent and proof of the appointment of the foreign representative made by the order.

2005, c. 47, s. 122.

Présomption d'insolvabilité

**282.** Pour l'application de la présente partie, une copie certifiée conforme de l'ordonnance de faillite, d'insolvabilité ou de réorganisation ou de toute ordonnance semblable, rendue contre un débiteur dans le cadre d'une instance étrangère, fait foi, sauf preuve contraire, de l'insolvabilité de celui-ci et de la nomination du représentant étranger au titre de l'ordonnance.

2005, ch. 47, art. 122.

Credit for recovery in other jurisdictions

**283.** (1) If a bankruptcy order, a proposal or an assignment is made in respect of a debtor under this Act, the following shall be taken into account in the distribution of dividends to the debtor's creditors in Canada as if they were a part of that distribution:

(*a*) the amount that a creditor receives or is entitled to receive outside Canada by way of

Sommes reçues à l'étranger

**283.** (1) Lorsqu'une ordonnance de faillite est rendue ou qu'une proposition ou une cession est faite au titre de la présente loi à l'égard du débiteur, les éléments énumérés ci-après doivent être pris en considération dans la distribution des dividendes aux créanciers d'un débiteur au Canada comme s'ils faisaient partie de la distribution :

a dividend in a foreign proceeding in respect of the debtor; and

(*b*) the value of any property of the debtor that the creditor acquires outside Canada on account of a provable claim of the creditor or that the creditor acquires outside Canada by way of a transfer that, if the transfer were subject to this Act, would be a preference over other creditors or a transfer at undervalue.

*a*) les sommes qu'un créancier a reçues — ou auxquelles il a droit — à l'étranger, à titre de dividende, dans le cadre d'une instance étrangère le visant;

*b*) la valeur de tout bien du débiteur que le créancier a acquis à l'étranger au titre d'une créance prouvable ou par suite d'un transfert qui, si la présente loi lui était applicable, procurerait à un créancier une préférence sur d'autres créanciers ou constituerait une opération sous-évaluée.

Restriction

(2) Despite subsection (1), the creditor is not entitled to receive a dividend from the distribution in Canada until every other creditor who has a claim of equal rank in the order of priority established under this Act has received a dividend whose amount is the same percentage of that other creditor's claim as the aggregate of the amount referred to in paragraph (1)(*a*) and the value referred to in paragraph (1)(*b*) is of that creditor's claim.

2005, c. 47, s. 122.

Restriction

(2) Un créancier n'a toutefois pas le droit de recevoir un dividende dans le cadre de la distribution faite au Canada tant que les titulaires des créances venant au même rang que la sienne dans l'ordre de collocation prévu par la présente loi n'ont pas reçu un dividende dont le pourcentage d'acquittement est égal au pourcentage d'acquittement des éléments visés aux alinéas (1)*a*) et *b*).

2005, ch. 47, art. 122.

Court not prevented from applying certain rules

**284.** (1) Nothing in this Part prevents the court, on the application of a foreign representative or any other interested person, from applying any legal or equitable rules governing the recognition of foreign insolvency orders and assistance to foreign representatives that are not inconsistent with the provisions of this Act.

Application de règles

**284.** (1) La présente partie n'a pas pour effet d'empêcher le tribunal d'appliquer, sur demande faite par le représentant étranger ou tout autre intéressé, toute règle de droit ou d'equity relative à la reconnaissance des ordonnances étrangères en matière d'insolvabilité et à l'assistance à prêter au représentant étranger, dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec les dispositions de la présente loi.

Public policy exception

(2) Nothing in this Part prevents the court from refusing to do something that would be contrary to public policy.

2005, c. 47, s. 122; 2007, c. 36, s. 60.

Exception relative à l'ordre public

(2) La présente partie n'a pas pour effet d'empêcher le tribunal de refuser de prendre une mesure contraire à l'ordre public.

2005, ch. 47, art. 122; 2007, ch. 36, art. 60.

## PART XIV

## REVIEW OF ACT

## PARTIE XIV

## EXAMEN DE LA LOI

Review of Act

**285.** (1) Within five years after the coming into force of this section, the Minister shall cause to be laid before both Houses of Parliament a report on the provisions and operation of this Act, including any recommendations for amendments to those provisions.

Rapport

**285.** (1) Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du présent article, le ministre présente au Sénat et à la Chambre des communes un rapport sur la présente loi et les conséquences de son application, dans lequel il fait état des modifications qu'il juge souhaitables.

Reference to parliamentary committee

(2) The report stands referred to the committee of the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament that is designated or established for that purpose, which shall

Examen parlementaire

(2) Le comité du Sénat, de la Chambre des communes ou mixte, constitué ou désigné à cette fin, est saisi d'office du rapport et procède dans les meilleurs délais à l'étude de celui-ci et, dans l'année qui suit son dépôt ou le délai supérieur accordé par le Sénat, la Chambre des

(*a*) as soon as possible after the laying of the report, review the report; and

(*b*) report to the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament, as the case may be, within one year after the laying of the Minister's report, or any further time authorized by the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament.

2005, c. 47, s. 122.

communes ou les deux chambres, selon le cas, présente son rapport.

2005, ch. 47, art. 122.

**RELATED PROVISIONS**

**DISPOSITIONS CONNEXES**

**— R.S., 1985, c. 27 (2nd Supp.), s. 11**

**— L.R. (1985), ch. 27 (2e suppl.), art. 11**

Transitional: proceedings

**11.** Proceedings to which any of the provisions amended by the schedule apply that were commenced before the coming into force of section 10 shall be continued in accordance with those amended provisions without any further formality.

Disposition transitoire : procédure

**11.** Les procédures intentées en vertu des dispositions modifiées en annexe avant l'entrée en vigueur de l'article 10 se poursuivent en conformité avec les nouvelles dispositions sans autres formalités.

**— 1990, c. 17, s. 45(1)**

**— 1990, ch. 17, par. 45(1)**

Transitional: proceedings

**45.** (1) Every proceeding commenced before the coming into force of this subsection and in respect of which any provision amended by this Act applies shall be taken up and continued under and in conformity with that amended provision without any further formality.

Disposition transitoire : procédures

**45.** (1) Les procédures intentées avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe et auxquelles s'appliquent des dispositions visées par la présente loi se poursuivent sans autres formalités en conformité avec ces dispositions dans leur forme modifiée.

**— 1992, c. 27, ss. 9(2), (3)**

**— 1992, ch. 27, par. 9(2) et (3)**

(2) Where, before the coming into force of this section, the Superintendent had communicated in writing to a licensee the Superintendent's intention to make a report to the Minister in respect of that licensee under section 7 of the *Bankruptcy Act*, as that section read immediately before the coming into force of section 6 of this Act, then

(*a*) the following provisions of the *Bankruptcy Act* continue to apply, in so far as they relate to the investigation of that licensee pursuant to section 7 of that Act:

(i) sections 7 and 8, as those sections read immediately before the coming into force of section 6 of this Act, and

(ii) subsections 14(2) and (3), as those subsections read immediately before the coming into force of this section; and

(*b*) to the extent that the provisions of the *Bankruptcy Act* referred to in paragraph (*a*) continue to apply, sections 14.01 to 14.03 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by subsection (1) of this section, do not apply.

(2) Lorsque, avant l'entrée en vigueur du présent article, le surintendant a, par écrit, fait part à un titulaire de licence de son intention de soumettre à son sujet un rapport au ministre aux termes de l'article 7 de la *Loi sur la faillite*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 6 de la présente loi :

*a*) les dispositions suivantes de la *Loi sur la faillite* continuent de s'appliquer, dans la mesure où elles ont trait à l'investigation effectuée relativement à ce titulaire de licence et visée à l'article 7 de cette loi :

(i) les articles 7 et 8, dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 6 de la présente loi,

(ii) les paragraphes 14(2) et (3), dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article;

*b*) les articles 14.01 à 14.03 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édictés par le paragraphe (1) du présent article, ne s'appliquent pas dans la mesure où les dispositions de la *Loi sur la faillite* visées à l'alinéa *a*) continuent de s'appliquer.

**— 1992, c. 27, ss. 9(2), (3)**

**— 1992, ch. 27, par. 9(2) et (3)**

(3) Where

(*a*) by virtue of subsection (2), subsection 14(2) of the *Bankruptcy Act* continues to apply, and

(*b*) the hearing to which the licensee is entitled under subsection 14(2) had not begun at the coming into force of this section,

the Minister may delegate the Minister's powers, duties and functions under subsection 14(2) to any person other than the Superintendent, by written instrument, on such terms and conditions as are therein specified.

(3) Lorsque, aux termes du paragraphe (2), le paragraphe 14(2) de la *Loi sur la faillite* continue de s'appliquer et que l'audition à laquelle le titulaire de licence a droit aux termes du paragraphe 14(2) n'a pas commencé avant l'entrée en vigueur du présent article, le ministre peut, par écrit et aux conditions qu'il précise dans cet écrit, déléguer les attributions que lui confère le paragraphe 14(2) à toute personne autre que le surintendant.

**— 1992, c. 27, ss. 16(2), (3)**

(2) Section 47 of the *Bankruptcy Act*, as that section read immediately before the coming into force of subsection (1), continues to apply in relation to proposals filed before the coming into force of that subsection.

**— 1992, c. 27, ss. 16(2), (3)**

(3) Sections 47 to 47.2 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by subsection (1), do not apply to interim receivers appointed before the coming into force of those sections.

**— 1992, c. 27, s. 32(2)**

Application

(2) Part III of the *Bankruptcy Act*, as that Part read immediately before the coming into force of this subsection, continues to apply in relation to proposals filed before the coming into force of this subsection.

**— 1992, c. 27, s. 35(2)**

(2) Section 68.1 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by subsection (1), only applies to debtors who become bankrupt after the coming into force of that section.

**— 1992, c. 27, s. 36(2)**

(2) Section 69 of the *Bankruptcy Act*, as that section read immediately before the coming into force of this subsection, continues to apply in relation to proposals filed, or bankruptcies occurring, before the coming into force of this subsection.

**— 1992, c. 27, s. 38(2)**

(2) Sections 81.1 and 81.2 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by subsection (1), apply only in relation to goods and products delivered after the coming into force of those sections.

**— 1992, c. 27, s. 42(2)**

(2) Section 101.2 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by subsection (1), only applies to debtors who become bankrupt after the coming into force of that section.

**— 1992, c. 27, s. 50(2)**

(2) Subsection 121(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by subsection (1), only applies to bankrupts who become bankrupt after the coming into force of that subsection.

**— 1992, c. 27, s. 54(3)**

(3) Paragraph 136(1)(*d*) of the *Bankruptcy Act*, as that paragraph read immediately before the coming into force of subsection (1) of this section, continues to apply in relation to bankruptcies occurring before the coming into force of that subsection.

**— 1992, ch. 27, par. 16(2) et (3)**

(2) L'article 47 de la *Loi sur la faillite*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du paragraphe (1), continue de s'appliquer aux propositions concordataires déposées avant l'entrée en vigueur de ce paragraphe.

**— 1992, ch. 27, par. 16(2) et (3)**

(3) Les articles 47 à 47.2 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édictés par le paragraphe (1), ne s'appliquent pas aux séquestres intérimaires nommés avant l'entrée en vigueur de ces articles.

**— 1992, ch. 27, par. 32(2)**

(2) La partie III de la *Loi sur la faillite*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, continue de s'appliquer aux propositions concordataires déposées avant l'entrée en vigueur de celui-ci.

Application

**— 1992, ch. 27, par. 35(2)**

(2) L'article 68.1 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique qu'au débiteur qui devient un failli après l'entrée en vigueur de cet article.

**— 1992, ch. 27, par. 36(2)**

(2) L'article 69 de la *Loi sur la faillite*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent paragraphe continue de s'appliquer aux propositions concordataires déposées avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, ainsi qu'aux faillites survenues avant cette date.

**— 1992, ch. 27, par. 38(2)**

(2) Les articles 81.1 et 81.2 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édictés par le paragraphe (1), ne s'appliquent qu'aux marchandises livrées après l'entrée en vigueur de ces articles.

**— 1992, ch. 27, par. 42(2)**

(2) L'article 101.2 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ne s'applique qu'au débiteur qui devient un failli après l'entrée en vigueur de cet article.

**— 1992, ch. 27, par. 50(2)**

(2) Le paragraphe 121(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique qu'au failli qui est devenu un failli après l'entrée en vigueur de ce paragraphe.

**— 1992, ch. 27, par. 54(3)**

(3) L'alinéa 136(1)*d*) de la *Loi sur la faillite*, dans sa version à l'entrée en vigueur du paragraphe (1), continue à s'appliquer aux faillites survenues avant l'entrée en vigueur de ce paragraphe.

**— 1992, c. 27, ss. 61(2), (3)**

(2) Section 168.1 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by subsection (1), applies to an individual who became bankrupt before the coming into force of that section only in a case where no application for a discharge hearing was made under subsection 169(2) or (3) before the coming into force of section 168.1.

**— 1992, c. 27, ss. 61(2), (3)**

(3) Where, by virtue of subsection (2), section 168.1 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* applies to an individual who became bankrupt more than seven months before the coming into force of that section, then

(*a*) the words "eight month period immediately following the date on which a receiving order is made against, or an assignment is made by, the individual bankrupt" in paragraph 168.1(1)(*a*) shall be read as "one month period immediately following the coming into force of this section";

(*b*) the words "nine month period immediately following the bankruptcy" in paragraphs 168.1(1)(*b*), (*c*), (*d*) and (*f*) shall be read as "two month period immediately following the coming into force of this section";

(*c*) the word "nine" in subparagraphs 168.1(1)(*f*)(i) and (ii) shall be read as "two"; and

(*d*) the words "nine month period immediately following the bankruptcy" in subsection 168.1(2) shall be read as "two month period immediately following the coming into force of this section".

**— 1992, c. 27, s. 89(2)**

(2) Part XI of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by subsection (1), applies only in relation to persons who become receivers after the coming into force of this subsection.

**— 1992, c. 27, s. 92**

Review

**92.** After the expiration of three years after this section comes into force, this Act shall stand referred to such committee of the House of Commons, of the Senate or of both Houses of Parliament as may be designated or established for that purpose and the committee shall, as soon as practicable thereafter, undertake a comprehensive review of the provisions and operation of this Act and shall, within one year after the review is undertaken or within such further time as the House of Commons may authorize, submit a report to Parliament thereon.

**— 1997, c. 12, s. 15(2)**

Application

(2) Subsection (1) applies to bankruptcies, proposals or receiverships in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1992, ch. 27, par. 61(2) et (3)**

(2) L'article 168.1 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édicté par le paragraphe (1), s'applique au particulier qui fait faillite avant l'entrée en vigueur de cet article si aucune demande d'audition n'a été présentée en application des paragraphes 169(2) ou (3) de cette loi avant cette entrée en vigueur.

**— 1992, ch. 27, par. 61(2) et (3)**

(3) Si, par application du paragraphe (2), l'article 168.1 de la même loi s'applique au particulier qui a fait faillite plus de sept mois avant l'entrée en vigueur de cet article, alors :

*a*) à l'alinéa 168.1(1)*a*), la mention de « dans les huit mois suivant la date à laquelle une ordonnance de séquestre est rendue ou une cession est faite par le particulier » vaut mention de « dans le mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent article »;

*b*) aux alinéas 168.1(1)*b*) à *d*), la mention de « dans les neuf mois suivant la faillite », et, dans le passage de l'alinéa *f*) qui précède le sous-alinéa (i), la mention de « dans les neuf mois suivant la date de la faillite » valent mention de « dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur du présent article »;

*c*) aux sous-alinéas 168.1(1)*f*)(i) et (ii), la mention de « neuf » vaut mention de « deux »;

*d*) au paragraphe 168.1(2), la mention de « neuf mois suivant la faillite » vaut mention de « deux mois suivant l'entrée en vigueur du présent article ».

**— 1992, ch. 27, par. 89(2)**

(2) La partie XI de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édictée par le paragraphe (1), ne s'applique qu'aux personnes qui sont devenues séquestres après l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

**— 1992, ch. 27, art. 92**

Réexamen

**92.** Trois ans révolus après l'entrée en vigueur du présent article, le comité de la Chambre des communes, du Sénat ou des deux chambres désigné ou constitué à cette fin se saisit de la présente loi. Le comité examine à fond, dès que possible, cette loi ainsi que les conséquences de son application en vue de la présentation, dans un délai d'un an à compter du début de l'examen ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes, d'un rapport au Parlement.

**— 1997, ch. 12, par. 15(2)**

Application

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux faillites, aux propositions et aux mises sous séquestre visées par des procédures intentées après son entrée en vigueur.

**— 1997, c. 12, s. 59(2)**

Application

(2) Subsection (1) applies to bankruptcies in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 59(2)**

Application

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux faillites visées par des procédures intentées après son entrée en vigueur.

**— 1997, c. 12, s. 60(2)**

Application

(2) Subsection (1) applies to bankruptcies in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 60(2)**

Application

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux faillites visées par des procédures intentées après son entrée en vigueur.

**— 1997, c. 12, s. 61(2)**

Application

(2) Subsection (1) applies to bankruptcies in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 61(2)**

Application

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux faillites visées par des procédures intentées après son entrée en vigueur.

**— 1997, c. 12, s. 62(2)**

Application

(2) Subsection (1) applies to proceedings under Part III that are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 62(2)**

Application

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux procédures visées à la partie III qui sont intentées après son entrée en vigueur.

**— 1997, c. 12, s. 63(3)**

Application

(3) Subsection (1) or (2) applies to proposals in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 63(3)**

Application

(3) Les paragraphes (1) ou (2) s'appliquent aux propositions visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur du paragraphe en cause.

**— 1997, c. 12, s. 64(2)**

Application

(2) Subsection (1) applies to proposals in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 64(2)**

Application

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux propositions visées par des procédures intentées après son entrée en vigueur.

**— 1997, c. 12, s. 65(2)**

Application

(2) Subsection (1) applies to bankruptcies or proposals in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 65(2)**

Application

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux faillites et aux propositions visées par des procédures intentées après son entrée en vigueur.

**— 1997, c. 12, s. 73(2)**

Application

(2) Subsection (1) applies to bankruptcies or proposals in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 73(2)**

Application

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux faillites et aux propositions visées par des procédures intentées après son entrée en vigueur.

**— 1997, c. 12, s. 74(3)**

Application

(3) Subsection (1) applies to bankruptcies or proposals in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 74(3)**

Application

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux faillites et aux propositions visées par des procédures intentées après son entrée en vigueur.

**— 1997, c. 12, s. 78(3)**

Application

(3) Subsection (2) applies to bankruptcies in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 78(3)**

Application

(3) Le paragraphe (2) s'applique aux faillites visées par des procédures intentées après son entrée en vigueur.

**— 1997, c. 12, s. 82(3)**

Application

(3) Subsection (1) or (2) applies to bankruptcies or proposals in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 82(3)**

Application

(3) Les paragraphes (1) ou (2) s'appliquent aux faillites et aux propositions visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur du paragraphe en cause.

**— 1997, c. 12, s. 84(3)**

Application

(3) Subsection (1) or (2) applies to bankruptcies in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 84(3)**

Application

(3) Les paragraphes (1) ou (2) s'appliquent aux faillites visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur du paragraphe en cause.

**— 1997, c. 12, s. 87(3)**

Application

(3) Subsection (1) or (2) applies to bankruptcies or proposals in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 87(3)**

Application

(3) Les paragraphes (1) ou (2) s'appliquent aux faillites et aux propositions visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur du paragraphe en cause.

**— 1997, c. 12, s. 89(3)**

Application

(3) Subsection (1) or (2) applies to bankruptcies or proposals in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 89(3)**

Application

(3) Les paragraphes (1) ou (2) s'appliquent aux faillites et aux propositions visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur du paragraphe en cause.

**— 1997, c. 12, s. 90(5)**

Application

(5) Subsection (2) applies to bankruptcies or proposals in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 90(5)**

Application

(5) Le paragraphe (2) s'applique aux faillites et aux propositions visées par des procédures intentées après son entrée en vigueur.

**— 1997, c. 12, s. 92(3)**

Application

(3) Subsection (1) applies to bankruptcies in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 92(3)**

Application

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux faillites visées par des procédures intentées après son entrée en vigueur.

**— 1997, c. 12, s. 101(2)**

Application

(2) Subsection (1) applies to bankruptcies in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 101(2)**

Application

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux faillites visées par des procédures intentées après son entrée en vigueur.

**— 1997, c. 12, s. 103(2)**

Application

(2) Paragraph 173(1)(*m*) or (*n*) of the Act, as enacted by subsection (1), applies to bankruptcies in respect of which proceedings are commenced after that paragraph comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 103(2)**

Application

(2) Les alinéas 173(1)*m*) ou *n*) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent aux faillites visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur de l'alinéa en cause.

**— 1997, c. 12, s. 105(4)**

Application

(4) Subsection (1), (2) or (3) applies to bankruptcies or proposals in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 105(4)**

Application

(4) Les paragraphes (1), (2) ou (3) s'appliquent aux faillites et aux propositions visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur du paragraphe en cause.

**— 1997, c. 12, s. 118(2)**

Application

(2) Part XII of the Act, as enacted by subsection (1), applies to bankruptcies in respect of which proceedings are commenced after that subsection comes into force.

**— 1997, ch. 12, par. 118(2)**

Application

(2) La partie XII de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s'applique aux faillites visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur de celui-ci.

**— 1997, c. 12, s. 119**

Application

**119.** Sections 30 to 58 apply to proceedings commenced under the *Bankruptcy and Insolvency Act* after this section comes into force.

**— 1997, ch. 12, art. 119**

Application

**119.** Les articles 30 à 58 s'appliquent aux procédures intentées au titre de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* après l'entrée en vigueur du présent article.

**— 1998, c. 19, s. 250(2)**

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on June 15, 1994 except that, in the application after June 14, 1994 and before June 30, 1996 of subsection 67(3) of the Act, as enacted by subsection (1), the reference to "subsections 86(2) or (2.1) of the *Employment Insurance Act*" shall be read as a reference to "subsections 57(2) or (3) of the *Unemployment Insurance Act*".

**— 1998, ch. 19, par. 250(2)**

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 15 juin 1994. Toutefois, pour l'application du paragraphe 67(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), après le 14 juin 1994 et avant le 30 juin 1996, le renvoi aux paragraphes 86(2) ou (2.1) de la *Loi sur l'assurance-emploi* est remplacé par un renvoi aux paragraphes 57(2) ou (3) de la *Loi sur l'assurance-chômage*.

**— 1998, c. 21, ss. 103(3), (4)**

Application

(3) Subsection (1) applies to debts and obligations regardless of whether they were incurred before or after this section comes into force.

**— 1998, ch. 21, par. 103(3) et (4)**

Application

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux dettes et obligations sans égard au fait qu'elles surviennent avant ou après l'entrée en vigueur du présent article.

**— 1998, c. 21, ss. 103(3), (4)**

Application

(4) Subsections (1) and (2) apply only in respect of bankruptcies and proposals in respect of which proceedings are commenced after this section comes into force.

**— 1998, ch. 21, par. 103(3) et (4)**

Application

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux faillites et aux propositions visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur du présent article.

**— 1998, c. 30, s. 10**

Transitional — proceedings

**10.** Every proceeding commenced before the coming into force of this section and in respect of which any provision amended by sections 12 to 16 applies shall be taken up and continued under and in conformity with that amended provision without any further formality.

**— 1998, ch. 30, art. 10**

Procédures

**10.** Les procédures intentées avant l'entrée en vigueur du présent article et auxquelles s'appliquent des dispositions visées par les articles 12 à 16 se poursuivent sans autres formalités en conformité avec ces dispositions dans leur forme modifiée.

**— 2000, c. 12, s. 21**

Application of amendments

[*]**21.** Sections 8 to 20 apply only to bankruptcies, proposals and receiverships in respect of which proceedings are commenced after the coming into force of this section.

[*] [Note: Section 21 in force July 31, 2000, *see* SI/2000-76.]

**— 2000, ch. 12, art. 21**

Application

[*]**21.** Les articles 8 à 20 ne s'appliquent qu'aux faillites, aux propositions et aux mises sous séquestre visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur du présent article.

[*] [Note : Article 21 en vigueur le 31 juillet 2000, *voir* TR/2000-76.]

**— 2000, c. 30, s. 143(2)**

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on November 30, 1992, except that before June 30, 1996 the references in paragraph 54(2.1)(*b*) of the Act, as enacted by subsection (1), to the *Employment Insurance Act* shall be read as references to the *Unemployment Insurance Act*.

**— 2000, ch. 30, par. 143(2)**

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 30 novembre 1992. Toutefois, avant le 30 juin 1996, les renvois à la *Loi sur l'assurance-emploi* à l'alinéa 54(2.1)*b*) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édicté par le paragraphe (1), sont remplacés par des renvois à la *Loi sur l'assurance-chômage*.

**— 2000, c. 30, s. 144(2)**

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on November 30, 1992, except that before June 30, 1996 the references in paragraph 60(1.1)(*b*) of the Act, as enacted by subsection (1), to the *Employment Insurance Act* shall be read as references to the *Unemployment Insurance Act*.

**— 2000, ch. 30, par. 144(2)**

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 30 novembre 1992. Toutefois, avant le 30 juin 1996, les renvois à la *Loi sur l'assurance-emploi* à l'alinéa 60(1.1)*b*) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édicté par le paragraphe (1), sont remplacés par des renvois à la *Loi sur l'assurance-chômage*.

**— 2000, c. 30, s. 145(3)**

(3) Subsections (1) and (2) are deemed to have come into force on November 30, 1992 except that, before June 30, 1996, the references in subpara-

**— 2000, ch. 30, par. 145(3)**

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés être entrés en vigueur le 30 novembre 1992. Toutefois, avant le 30 juin 1996, les renvois à la *Loi sur l'assu-*

graphs 69(1)(*c*)(ii) and (3)(*a*)(ii) and (*b*)(ii) of the Act, as enacted by subsections (1) and (2), to the *Employment Insurance Act* shall be read as references to the *Unemployment Insurance Act*.

**— 2000, c. 30, ss. 146(4), (5)**

(4) Subsection (1) applies to proposals in respect of which proceedings are commenced under the Act after September 29, 1997.

**— 2000, c. 30, ss. 146(4), (5)**

(5) Subsections (2) and (3) are deemed to have come into force on November 30, 1992, except that before June 30, 1996 the references in subparagraphs 69.1(3)(*a*)(ii) and (*b*)(ii) of the Act, as enacted by subsection (2), to the *Employment Insurance Act* shall be read as references to the *Unemployment Insurance Act*.

**— 2000, c. 30, s. 148(2)**

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on November 30, 1992, except that before June 30, 1996 the references in paragraph 86(3)(*b*) of the Act, as enacted by subsection (1), to the *Employment Insurance Act* shall be read as references to the *Unemployment Insurance Act*.

**— 2001, c. 4, s. 177**

*Bankruptcy and Insolvency Act* — "secured creditor"

**177.** (1) The definition "secured creditor" in subsection 2(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by section 25 of this Act, applies only to bankruptcies or proposals in respect of which proceedings are commenced after the coming into force of that section, but nothing in this subsection shall be construed as changing the status of any person who was a secured creditor in respect of a bankruptcy or a proposal in respect of which proceedings were commenced before the coming into force of that section.

*Bankruptcy and Insolvency Act* — par. 136(1)(*e*)

(2) Paragraph 136(1)(*e*) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by section 31 of this Act, applies only to bankruptcies or proposals in respect of which proceedings are commenced after the coming into force of that section, but nothing in this subsection shall be construed as changing the status of any person who was a secured creditor in respect of a bankruptcy or a proposal in respect of which proceedings were commenced before the coming into force of that section.

*Bankruptcy and Insolvency Act* — par. 178(1)(*d*)

(3) Paragraph 178(1)(*d*) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by section 32 of this Act, applies only to bankruptcies in respect of which proceedings are commenced after the coming into force of that section.

*rance-emploi* au sous-alinéa 69(1)*c*)(ii) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édicté par le paragraphe (1), et aux sous-alinéas 69(3)*a*)(ii) et *b*)(ii) de la même loi, édictés par le paragraphe (2), sont remplacés par des renvois à la *Loi sur l'assurance-chômage*.

**— 2000, ch. 30, par. 146(4) et (5)**

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux propositions visées par des procédures intentées en vertu de la même loi après le 29 septembre 1997.

**— 2000, ch. 30, par. 146(4) et (5)**

(5) Les paragraphes (2) et (3) sont réputés être entrés en vigueur le 30 novembre 1992. Toutefois, avant le 30 juin 1996, les renvois à la *Loi sur l'assurance-emploi* aux sous-alinéas 69.1(3)*a*)(ii) et *b*)(ii) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édictés par le paragraphe (2), sont remplacés par des renvois à la *Loi sur l'assurance-chômage*.

**— 2000, ch. 30, par. 148(2)**

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 30 novembre 1992. Toutefois, avant le 30 juin 1996, les renvois à la *Loi sur l'assurance-emploi* à l'alinéa 86(3)*b*) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édicté par le paragraphe (1), sont remplacés par des renvois à la *Loi sur l'assurance-chômage*.

**— 2001, ch. 4, art. 177**

Faillite et insolvabilité — créancier garanti

**177.** (1) La définition de « créancier garanti », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, dans sa version édictée par l'article 25 de la présente loi, ne s'applique qu'aux faillites et aux propositions visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur de cet article. Le présent paragraphe n'a toutefois pas pour effet de modifier la situation de toute personne qui était un créancier garanti dans le cadre d'une faillite ou d'une proposition visée par des procédures intentées avant l'entrée en vigueur de cet article.

Faillite et insolvabilité — al. 136(1) *e*)

(2) L'alinéa 136(1)*e*) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, dans sa version édictée par l'article 31 de la présente loi, ne s'applique qu'aux faillites et aux propositions visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur de cet article. Le présent paragraphe n'a toutefois pas pour effet de modifier la situation de toute personne qui était un créancier garanti dans le cadre d'une faillite ou d'une proposition visée par des procédures intentées avant l'entrée en vigueur de cet article.

Faillite et insolvabilité — al. 178(1) *d*)

(3) L'alinéa 178(1)*d*) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, dans sa version édictée par l'article 32 de la présente loi, ne s'applique qu'aux faillites visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur de cet article.

**— 2005, c. 47, s. 133, as amended by 2007, c. 36, s. 107**

*Bankruptcy and Insolvency Act*

**133.** (1) An amendment to the *Bankruptcy and Insolvency Act* that is enacted by any of sections 2 to 5 and 7 to 106, subsection 107(1) and sections 108 to 123 of this Act applies only to a person who, on or after the day on which the amendment comes into force, is described in one of the following paragraphs:

(*a*) the person becomes bankrupt;

(*b*) the person files a notice of intention;

(*c*) the person files a proposal without having filed a notice of intention;

(*d*) a proposal is made in respect of the person without the person having filed a notice of intention;

(*e*) an interim receiver is appointed in respect of the person's property and all or part of the person's property comes into the possession or under the control of the interim receiver; or

(*f*) all or part of the person's property comes into the possession or under the control of a receiver.

Subsection 107(2)

(2) The amendment to the *Bankruptcy and Insolvency Act* that is enacted by subsection 107(2) of this Act applies only to a person who is an undischarged bankrupt on the day on which it comes into force or who becomes bankrupt on or after the day on which it comes into force.

**— 2005, ch. 47, art. 133, modifié par 2007, ch. 36, art. 107**

*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*

**133.** (1) Toute modification à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* édictée par l'un des articles 2 à 5 ou 7 à 106, le paragraphe 107(1) ou l'un des articles 108 à 123 de la présente loi ne s'applique qu'à l'égard des personnes suivantes :

*a*) celles qui deviennent faillis à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite;

*b*) celles qui déposent un avis d'intention à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite;

*c*) celles qui déposent une proposition à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite alors qu'elles n'avaient pas déposé d'avis d'intention;

*d*) celles à l'égard desquelles une proposition est déposée à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite alors qu'elles n'avaient pas déposé d'avis d'intention;

*e*) celles dont la totalité ou une partie des biens est mise en la possession ou sous la responsabilité d'un séquestre intérimaire nommé à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite;

*f*) celles dont la totalité ou une partie des biens est mise en la possession ou sous la responsabilité d'un séquestre à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite.

Paragraphe 107(2)

(2) La modification à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* édictée par le paragraphe 107(2) de la présente loi ne s'applique qu'à l'égard des personnes qui, à la date de son entrée en vigueur, sont des faillis non libérés et de celles qui deviennent des faillis à cette date ou par la suite.

**— 2005, c. 47, s. 135**

Transitional

**135.** The person who holds office as Superintendent of Bankruptcy immediately before the day on which subsection 5(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by subsection 6(1), comes into force continues to hold office for the remainder of the person's term as though the person had been appointed under that subsection 5(1).

**— 2005, ch. 47, art. 135**

Disposition transitoire

**135.** Le surintendant des faillites qui est en fonctions à l'entrée en vigueur du paragraphe 5(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édicté par le paragraphe 6(1), continue d'exercer sa charge jusqu'à l'expiration de son mandat comme s'il avait été nommé en vertu de ce paragraphe 5(1).

**— 2007, c. 29, s. 117**

*Bankruptcy and Insolvency Act*

**117.** An amendment to the *Bankruptcy and Insolvency Act* made by any of sections 91, 92, 94 to 96 and 99 to 101 of this Act applies only to a person who, on or after the day on which the amendment comes into force, is described in one of the following paragraphs:

(*a*) the person becomes bankrupt;

(*b*) the person files a notice of intention;

(*c*) the person files a proposal without having filed a notice of intention; or

**— 2007, ch. 29, art. 117**

*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*

**117.** La modification apportée à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* par l'un des articles 91, 92, 94 à 96 et 99 à 101 de la présente loi ne s'applique qu'aux personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite :

*a*) soit deviennent faillis;

*b*) soit déposent un avis d'intention;

*c*) soit déposent une proposition alors qu'elles n'avaient pas déposé d'avis d'intention;

(*d*) a proposal is made in respect of the person without the person having filed a notice of intention.

**— 2007, c. 36, s. 110**

*Bankruptcy and Insolvency Act*

**110.** An amendment to the *Bankruptcy and Insolvency Act* that is enacted by any of subsections 1(1) and (5) to (7), sections 3 and 6, subsection 9(3), sections 12 and 13, subsections 14(2) and (3), 15(2) and (3), 16(2) and (3) and 17(2), sections 19 to 22, 25, 31, 34, 35, 37, 42, 44, 46 to 48 and 50, subsection 51(1), sections 55 to 57 and subsection 58(2) of this Act applies only to a person who, on or after the day on which the amendment comes into force, is described in one of the following paragraphs:

(*a*) the person becomes bankrupt;

(*b*) the person files a notice of intention;

(*c*) the person files a proposal without having filed a notice of intention;

(*d*) a proposal is made in respect of the person without the person having filed a notice of intention;

(*e*) an interim receiver is appointed in respect of the person's property and all or part of the person's property comes into the possession or under the control of the interim receiver; or

(*f*) all or part of the person's property comes into the possession or under the control of a receiver.

**— 2009, c. 31, s. 66**

**66.** Sections 84.1 and 84.2 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by section 64, and section 88 of that Act, as enacted by section 65, apply to proceedings commenced under that Act on or after the day on which this Act receives royal assent.

*d*) soit sont visées par une proposition déposée alors qu'elles n'avaient pas déposé d'avis d'intention.

**— 2007, ch. 36, art. 110**

*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*

**110.** Toute modification à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* édictée par l'un des paragraphes 1(1) et (5) à (7), les articles 3 ou 6, le paragraphe 9(3), les articles 12 ou 13, les paragraphes 14(2) ou (3), 15(2) ou (3), 16(2) ou (3) ou 17(2), l'un des articles 19 à 22, 25, 31, 34, 35, 37, 42, 44, 46 à 48 et 50, le paragraphe 51(1), l'un des articles 55 à 57 ou le paragraphe 58(2) de la présente loi ne s'applique qu'à l'égard des personnes suivantes :

*a*) celles qui deviennent faillis à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite;

*b*) celles qui déposent un avis d'intention à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite;

*c*) celles qui déposent une proposition à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite alors qu'elles n'avaient pas déposé d'avis d'intention;

*d*) celles à l'égard desquelles une proposition est déposée à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite alors qu'elles n'avaient pas déposé d'avis d'intention;

*e*) celles dont la totalité ou une partie des biens est mise en la possession ou sous la responsabilité d'un séquestre intérimaire nommé à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite;

*f*) celles dont la totalité ou une partie des biens est mise en la possession ou sous la responsabilité d'un séquestre à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite.

**— 2009, ch. 31, art. 66**

**66.** Les articles 84.1 et 84.2 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édictés par l'article 64, et l'article 88 de cette loi, édicté par l'article 65, s'appliquent aux procédures intentées au titre de cette loi à compter de la date de sanction de la présente loi.